

LES MONDES DU TRAVAIL EN FRANCE, 1789-1946

par Dominique Lejeune, Prof Dr Dr

BIBLIOGRAPHIE SUR

LES MONDES DU TRAVAIL EN FRANCE (MTF), 1789-1946

1. Ouvrages généraux sur l'économie et la société

- F.Aftalion, *L'économie de la Révolution française*, réédition, Pluriel, 1987, réédition, PUF, coll. "Quadrige", 1996, 393 p. [un grand classique]
- M.Agulhon dir., *La ville de l'âge industriel. Le cycle haussmanien*, tome IV de G.Duby dir., *Histoire de la France urbaine*, Seuil, 1983
- J.-Ch.Asselain, *Histoire économique de la France du XVIIIe siècle à nos jours*, Seuil, coll. "Points", 1984, 2 vol., 212 & 224 p.
- A.Beltran & P.Griset, *L'économie française. 1914-1945*, Armand Colin, coll. "Cursus", 1994, 187 p.
- A.Beltran et P.Griset, *La croissance économique de la France. 1815-1914*, Armand Colin, coll. "Cursus", 1988, 189 p., réédition, 1994
- F.Braudel et E.Labrousse dir., *Histoire économique et sociale de la France*, tomes III & IV (2 & 3 vol.), PUF, 1976-1982, réédition, PUF, 1993, en 5 vol. au total
- F.Caron, *Histoire économique de la France. XIXe-XXe siècles*, Coll. U, 1981, 320 p., réédition, 1996, 456 p.
- F.Caron, *Les deux révolutions industrielles du XXe siècle*, Albin Michel, coll. "L'évolution de l'humanité", 1997, 528 p.
- Chr. Charle, *Histoire sociale de la France au XIXe siècle*, Seuil, 1991, coll. "Points", 416 p.
- S.Chauveau, *L'économie de la France au 20e siècle*, Armand Colin, coll. "Campus", 2000, 192 p.
- Collectif, *La fin de la France paysanne, de 1914 à nos jours*, tome IV de G.Duby & A.Wallon dir., *Histoire de la France rurale*, Seuil, 1977, 666 p., réédition, coll. "Points", 1992, 768 p.
- J.-P.Daviet, *La société industrielle en France (1814-1914)*, Seuil, coll. "Points", 1997, 306 p.
- J.-P.Daviet, *L'économie préindustrielle. 1750-1840*, tome I de A.Gueslin, *Nouvelle histoire économique de la France contemporaine*, La Découverte, 1993, 128 p.
- Cl.Fohlen & F.Bédarida, *L'ère des révolutions (1765-1914)*, tome III de l'*Histoire générale du Travail* dirigée par L.-H.Parias, Nouvelle Librairie de France, 1960, 403 p. [Un grand classique historique, maintenant bien dépassé]
- F.Grenard, *Histoire économique et sociale de la France (fin XIXe-XXe siècles)*, Ellipses, 2005, 236 p.
- P.Guiral, *La vie quotidienne en France à l'âge d'or du capitalisme. 1852-1879*, Hachette, 1976, 279 p.
- É.Juillard, *Apogée et crise de la civilisation paysanne, de 1789 à 1914*, tome III de G.Duby & A.Wallon dir., *Histoire de la France rurale*, Seuil, 1975
- G.Lemarchand, *L'économie en France de 1770 à 1830*, Armand Colin, coll. U, 2008,
- M.Lévy-Leboyer dir., *Histoire de la France industrielle*, Larousse, 504 p.

- M.Margairaz, *Histoire économique, 18e-20e siècles*, Larousse, 1992, 826 p.
- M.Roncayolo dir., *La ville aujourd'hui. Croissance urbaine et crise de la cité*, tome V de G.Duby dir., *Histoire de la France urbaine*, Seuil, 1983, réédition en "Points", 2001, 800 p.
- A.Rowley, *Évolution économique de la France du milieu du XIXe siècle à 1914*, SEDES, 1982, 524 p. [Pas toujours clair]
- R.Schor, *Histoire de la société française au XXe siècle*, Belin, 2004, 480 p.
- A.Touraine, *La Civilisation industrielle (de 1914 à nos jours)*, tome IV de l'*Histoire générale du Travail* dirigée par L.-H.Parias, PUF, 1960. [Un grand classique historique, maintenant bien dépassé]
- P.Verley, *L'industrialisation. 1830-1914*, tome II de A.Gueslin dir., *Nouvelle histoire économique de la France contemporaine*, La Découverte, 1989, 128 p.
- Ph.Wolff & F.Mauro, *L'âge de l'artisanat (Ve-XVIIIe siècle)*, tome II de l'*Histoire générale du Travail* dirigée par L.-H.Parias, Nouvelle Librairie de France, 1960, 375 p. [Un grand classique historique, maintenant bien dépassé]
- D.Woronoff, *Histoire de l'industrie en France, du XVIe siècle à nos jours*, Seuil, coll. "L'univers historique", 1994, 672 p.

2. Ouvrages sur le travail

- Balzac, divers romans de la *Comédie humaine*
- P.Barret & J.-N.Gurgand, *Ils voyageaient la France. Vie et Tradition des Compagnons du Tour de France au XIXe siècle*, Hachette, 1980, 461 p., réédition, Livre de Poche n° 5550, 574 p.
- L.Chevalier, *Classes laborieuses et classes dangereuses*, réédition, Livre de Poche, coll. "Pluriel", 1978, 736 p., réédition, Perrin, 2002, 565 p. [Un grand classique, parfois contestable]
- A.Dewerpe, *Histoire du travail*, Que sais-je? [Fondamental, mais, bien sûr, bref. Sa « grille » sera reprise dans le 1^{er} cours]
- A.Dewerpe, *Le monde du travail en France (1800-1950)*, Armand Colin, coll. "Cursus", 1989, 192 p., réédition, 1998. [Bien sûr : 1°) Fondamental 2°) Seulement sur les ouvriers 3°) Légèrement décalé chronologiquement]
- Éco-musées, ils sont nombreux à concerner les mondes du travail. À visiter pendant les vacances.
- Cl.Fohlen, *Le travail au XIXe siècle*, Que sais-je? n° 1289 [Fondamental mais ne se trouve qu'en bibliothèque et d'occasion : il en reste sur Amazon, ceci dit sans publicité]
- Maupassant, *Bel-Ami* et autres
- J.-L.Mayaud, *La petite exploitation rurale triomphante. France, XIXe siècle*, Belin, coll. "Histoire et société", 1999, 278 p.
- Musées. Les musées de la vie rurale ne sont pas rares en France (ex. celui de Steenwerck dans le Nord, je prends un département au hasard...).
- G.Noiriel, *Les ouvriers dans la société française. XIXe-XXe siècle*, Seuil, coll. "Points", 1986, 320 p. [Très bon]
- E.Weber, *La fin des terroirs. La modernisation de la France rurale. 1870-1914*, Fayard, 1983, 848 p.
- D.Woronoff, *La France industrielle. Gens des ateliers et des usines, 1890-1950*, Éditions du Chêne, 2003, 296 p.
- É.Zola, *Au bonheur des dames, Germinal, La Terre*, et d'autres...

3. Syndicalisme

- D.Andofatto & D.Labbé, *Histoire des syndicats (1906-2006)*, Seuil, 2006, 376 p.
Cl.Harmel, *La CGT*, Que sais-je? n° 2031
G.Lefranc, *Le syndicalisme en France*, Que sais-je? n° 585 [Ne se trouve qu'en bibliothèque et d'occasion. A été remplacé par le titre suivant]
R.Mouriaux, *Le syndicalisme en France*, Que sais-je ?
P.Rosanvallon, *La question syndicale*, Calmann-Lévy, 1988, 268 p., réédition, Hachette littératures, coll. "Pluriel", 1999, 282 p.

PLAN

- Legs de l'ère pré-industrielle
 - MTF1-Introduction
 - MTF2-Les quatre dernières décennies de la proto-industrialisation (v. 1800-v. 1840)
 - Commentaire de Villermé

- des cours Monde du travail 1^{ère} RI
 - MTF3-Le MT ouvrier et patronal de la 1^{ère} RI, uniquement suppléments au Dewerpe
 - MTF4-L'agriculture française du 19^e siècle était-elle archaïque ? D'après corrigé du même nom, sans les documents
 - MTF4**bis**-Ruraux, 2^e Rép. & SE : distribuer corrigé du même nom
 - MTF5-L'agriculture en France, à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle (1870-1940) : retard et progrès. D'après corrigé du même nom
 - Comm. extraits de *La Terre*
 - MTF6-Ouvriers de Paris 19^e siècle : envoyer par Internet le dossier Fabrice
 - MTF7-Autres mondes du travail 1^{ère} RI
 - MTF8-Les femmes au travail 1^{ère} RI

- des cours Travail 2^e RI
 - envoyer par Internet corrigé Socialisme, socialistes et société
 - envoyer par Internet cours Intellectuels
 - MTF9-Mutations de l'organisation du travail à la 2^e RI
 - photocopier Comm. interview Schneider
 - photocopier Comm. Le Creusot
 - photocopier Comm. Charte d'Amiens

- MTF10-Secteur 1re 2^e RI
- MTF11-Secteur 2re 2^e RI
- MTF12-Secteur 3re 2^e RI

MTF1 - COURS D'INTRODUCTION AUX « MONDES DU TRAVAIL en France, de 1789 à 1946 »

LA GRILLE D'ANALYSE D'ALAIN DEWERPE, telle que présentée dans son *Que sais-je?, Histoire du travail*, complété ci-dessous par livres et complétée en cours

1. Les cadres durables

1.1. Les outillages sociaux

- 1.1.1. La maison et le genre
 - le groupe domestique
 - les âges du travail : enfants, adultes et vieux
 - la division sexuelle du travail
- 1.1.2. La division sociale des tâches
 - villes et campagnes.
 - centre et périphéries.
 - travail et domination sociale.
 - Les luttes du travail

1.2. Les outillages matériels

- 1.2.1. Cueillette, chasse et pêche
- 1.2.2. Le travail itinérant
- 1.2.3. Le travail du riz
- 1.2.4. Le travail du blé.
- 1.2.5. Progrès et stagnations techniques.

1.3. Les outillages mentaux

- 1.3.1. Prestation totale et intérêt non économique
- 1.3.2. Le travail méprisé

2. Travail et marché dans les sociétés pré-industrielles

2.1. Travail rural et marché

- 2.1.1. Le capitalisme agraire
- 2.1.2. La proto-industrialisation

2.2. Le travail forcé

- 2.2.1. Le travail forcé des nouveaux mondes
- 2.2.2. Le second servage européen

2.3. Le travail dans la ville

- 2.3.1. Échanger
 - le métier de marchand
 - sur la route, sur l'eau, dans les rues : les pêcheurs, les armateurs, les marinières, les marchands en foire, les colporteurs, les *crainquebilles*
- 2.3.2. Produire
 - l'atelier artisanal
 - les « corps »
 - la manufacture
 - police du travail et luttes urbaines

2.4. L'invention d'un concept abstrait de travail

3. Travail et industrialisation

3.1. La notion de Révolution industrielle

3.1.1. La définition traditionnelle

3.1.2. Les préoccupations récentes

3.2. Le travail usinier

3.2.1. La fabrique

3.2.2. La condition ouvrière

3.2.3. La discipline d'usine

3.2.4. Expériences et résistances ouvrières

3.3. Le travail de bureau

3.3.1. Le travail des entrepreneurs

3.3.2. Les gestionnaires

3.4. Paysans, agriculteurs et économies marchandes

3.4.1. Transformations du travail de l'agriculteur

3.4.2. Paysans et question agraire

3.5. Une valeur exaltée et contestée

4. Rationalisations et crises du travail

4.1. Production de masse et rationalisation du travail

4.1.1. Production de masse, taylorisme et fordisme

4.1.2. Des réactions à la rationalisation

4.1.3. L'organisation et les bureaux

4.2. Travail rationalisé et sociétés

4.2.1. Régulation fordiste et sociétés salariales

4.2.2. Le travail en URSS

4.2.3. Régulation financière et effritement du salariat (fin du XXe siècle)

Introduction

- Commentaire de la bibliographie
- la question des MTE a commencé à intéresser au début des Trente Glorieuses, cf. la biblio., Édouard Dolléans et Georges Lefranc ¹
- Toutefois, les corporations et le compagnonnage avaient toujours été jugés dignes d'intérêt, cf. Agricola Perdiguiet intéressant George Sand
- Mais on s'est longtemps intéressé surtout aux réglementations, à la Révolution industrielle, à la proto-industrie, à la sociabilité, aux caractères de la production, tous éléments marqueurs des identités sociales, comme les conditions de travail
- les publications bien centrées sur le travail sont peu nombreuses, mais elles sont de qualité et ont renouvelé la question dans les années 80 et 90, d'où le choix du thème de cette année

I. LA GRILLE D'ANALYSE D'ALAIN DEWERPE, telle que présentée dans son *Que sais-je?, Histoire du travail*, complété par divers articles ² et livres ³

1. Les cadres durables

1.1. Les outillages sociaux

« On ne travaille pas seul... » (p. 8) >>> expression, banale dès XIXe siècle de « Monde du travail », élargie par le jury en « Mondes du travail »

1.1.1. La maison et le genre

- le groupe domestique. Cf. Karl Bücher, « l'organisation domestique de la production » (1896) ⁴

- les âges du travail : enfants, adultes et vieux

- la division sexuelle du travail

1.1.2. La division sociale des tâches

- villes et campagnes. Une frontière pas hermétique

- centre et périphéries. Paris/province ; Paris/banlieue ; migrations

- travail et domination sociale. Esclavage, prolétariat, etc.

- Les luttes du travail

1.2. Les outillages matériels

1.2.1. Cueillette, chasse et pêche

1.2.2. Le travail itinérant

1.2.3. Le travail du riz

1.2.4. Le travail du blé. Assolement, marnage (la carrière s'appelle une marnière), engrais, céréales d'hiver et de printemps

1.2.5. Progrès et stagnations techniques. L'inventeur, Science et technique

1.3. Les outillages mentaux

1.3.1. Prestation totale et intérêt non économique

¹ G.Lefranc, *Histoire du travail et des travailleurs*, 1^{ère} édition : 1957

² Canonique : Lucien Febvre, « Travail, évolution d'un mot et d'une idée », *Journal de psychologie*, PUF, 1948.

³ Dont P.Verley, *Entreprises et entrepreneurs, du XVIIIe siècle au début du XXe siècle*, Hachette, coll. "Carré-Histoire", 1994, 255 p.

⁴ Nous avons vu Karl Bücher & ses 3 stades de l'év. éco. ("éco. domestique fermée", "éco. urb.", "éco. nat.") appliqués à la Grèce

Immersion dans le monde social ; le temps est dépensé sans compter ;
évolution vers l'économie de marché

1.3.2. Le travail méprisé, *cf.* les Grecs ; au Moyen Age : mépris mais
reconnaissance de l'utilité du travail

2. Travail et marché dans les sociétés pré-industrielles

2.1. Travail rural et marché

2.1.1. Le capitalisme agraire : les *laboureurs* ou *coqs de village* ; suppression
des communaux, etc.

2.1.2. La proto-industrialisation : les marchands-fabriquants, etc.

2.2. Le travail forcé

2.2.1. Le travail forcé des nouveaux mondes

2.2.2. Le second servage européen (époque moderne, à partir de l'Europe
orientale)

2.3. Le travail dans la ville

2.3.1. Échanger

- le métier de marchand. Invention de la lettre de change, de la traite,
etc. Revoir le cours histoire économique des anciens Hk2

- sur la route, sur l'eau, dans les rues : les pêcheurs, les armateurs, les
mariniers, les marchands en foire, les colporteurs, les « crainquebilles ».

2.3.2. Produire

- l'atelier artisanal

- les « corps » (*corporations* est d'origine anglaise, introduit en France
fin XVIIIe siècle) ou « jurandes » ou « communautés (d'arts, de *mestiers*) » : une stratification,
une hiérarchisation, une cohésion *apparente* ; la suppression des corporations est
ouvertement évoquée par Turgot et ses fidèles dès 1774 ; les corporations sont supprimées
par le décret d'Allarde du 17 mars 1791

- la manufacture réunit un grand nombre d'ouvriers « dans un même
lieu pour faire une sorte d'ouvrage sous les yeux d'un entrepreneur » (*Encyclopédie*) (*sic*),
division du travail, les *workhouses* anglaises, manif. de Jouy-en-Josas de Christophe Philippe
Oberkampf (fondée au milieu du siècle par ce Wurtembourgeois), qui fabrique des
indiennes ⁵

- police du travail et luttes urbaines : peur du pauvre, de la coalition,
révoltes du Bas Moyen Age

2.4. L'invention d'un concept abstrait de travail

- Longtemps, les « arts mécaniques » sont considérés comme inférieurs aux « arts libéraux »

- Le XVIIIe siècle accorde au travail une valeur plus élevée. L'*Encyclopédie* (art. « travail »,
1765) en donne une définition moins négative, en en faisant « l'occupation journalière à
laquelle l'homme est condamné par son besoin, et à laquelle il doit en même temps sa santé,
sa subsistance, sa sérénité, son bon sens et sa vertu peut-être ».

- Les métiers gagnent en dignité, le commerce confère innocence et douceur, *cf.*

Montesquieu : « C'est presque une règle générale que partout où il y a des mœurs douces, il
y a du commerce » (Montesquieu, *Esprit des lois*, XX-1, 1748)

⁵ S.Chassagne, *Oberkampf. Un entrepreneur capitaliste au siècle des Lumières*, Aubier-Montaigne, 1980, 349 p. ;
A.Dewerpe & Y.Galupeau, *La Fabrique des prolétaires. Les ouvriers de la manufacture d'Oberkampf à Jouy-en-
Josas 1760-1815*, Presses de l'École normale supérieure, 1990 ; Musée Oberkampf de Jouy-en-Josas.

- Émergence de l'économie politique >> le travail devient un but en soi, une vocation, une obligation morale

3. Travail et industrialisation (Révolution industrielle)

3.1. La notion de Révolution industrielle

3.1.1. La définition traditionnelle

- à partir du dernier tiers XVIIIe s., un certain nombre de pays ont connu la plus prof. mutation qui ait jamais affecté les hommes depuis le néolithique : la Révolution industrielle

- le vocable de Révolution industrielle est apparu :

* en 1840 chez Eugène Buret (*De la Misère des classes laborieuses en France et en Angleterre...*, Paulin, 1840, 2 vol., 432 & 492 p.)

* en 1845 chez Engels dans sa *Situation de la classe laborieuse en Angleterre*

* chez socialistes anglais et fr. milieu XIXe s.

* n'apparaît chez Marx qu'en 1867 (1ère édit. du Livre I du *Capital*)

- expression passe dans usage courant fin XIXe s.

- 1ère synthèse historique (restée classique) :

Paul Mantoux, *La Révolution industrielle au XVIIIe siècle*, thèse 1905, publiée en 1906

- cette 1ère conception a pour bases :

* une explication par la rév. technique

* une conception européocentriste (modèle = Grande-Bretagne)

* une conception de la croissance reposant / success. d'innovations techniques et sources d'énergies ⇒ "1ère, 2e, 3e Révolution industrielle"

3.1.2. Les préoccupations récentes

□ critique de l'a priori de la rév. des techniques :

- surtout par hist. US (soucieux d'éviter l'euro-péo.) et brit. (voulant chercher causes de la crise brit. XXe s.)

- John U. Nef : la Révolution industrielle s'insère dans mouvement pluriséculaire de progrès technique (commencé XVe s. pour techniques minières et métall.) : une rév. de longue haleine

⇒ " industrialisation "

- Thomas S. Ashton : importance des conditions préliminaires autres que progrès technique (accumulation des forces productives nouvelles : capit., main-d'œuvre (l' « armée de réserve industrielle » de Karl Marx), marchés cohérents, etc.)

□ notion de croissance plus importante que distinction des 3 Révolutions industrielles

- cf. notion d' "industrialisation", plus "évolutionniste". Trop ? ⇒ vocable de RIs conserve de la valeur

- et importance du "démarrage" de la croissance (= "décollage", *take-off*). Cf. W.W. Rostow et ses *Étapes de la croissance économique*. D'autant plus que problème du Tiers Monde : démarrage pour lui ?

□ insistance / déséquilibres :

- internationaux : maîtrise marché mondial par comm. colo. a permis démarr. de l'ind. europ.

- sociaux et régionaux (= moyens), un "espace industriel", avec volonté de plan circumpolaire plus bouleversement de la VQ, des modes de pensée, d'éducation, etc.

⇒ une rév. inégale, multiforme

- expression de "système technique" (B.Gille), d' « anthropocène » (géologique, cf. Paul Crutzen, Néerlandais, prix Nobel de Chimie 1995, revue *Ambio*, déc. 2007)

3.2. Le travail usinier

Un « système de la grande industrie » ⁶

3.2.1. La fabrique : *factory system*, « grande industrie », celle de la filature anglaise de coton (*spinning mill*), un travail manufacturier, celui de Dickens, de grands bâtiments, des « métiers » aux noms évoquant l'artisanat, la thèse de Paul Mantoux (voir + haut), etc. Au fond somme division du travail + gestion rationnelle de la main-d'œuvre + maîtrise des marchés lointains + concentration du travail + une hiérarchie + connaissance du marché

3.2.2. La condition ouvrière, dénoncée par Engels dans *La situation de la classe laborieuse en Angleterre*, 1845

3.2.3. La discipline d'usine : contrôle, temps, amendes, règlements d'usines, livret ouvrier, enquêtes (ex. : Villermé), Frédéric Le Play (*La Réforme sociale*, 1864) et ses disciples, etc.

3.2.4. Expériences et résistances ouvrières : fierté du métier, mépris de la *bricole*, goût pour la *perruque*, culture ouvrière, journaux ouvriers (*L'Atelier*, *La Ruche populaire*), insurrections, luddisme, grève, interdite par la loi Le Chapelier du 14 juin 1791, solidarités et divisions

3.3. Le travail de bureau

3.3.1. Le travail des entrepreneurs, célébré par Joseph Schumpeter ⁷, mais aussi par Jaurès (« La bourgeoisie est une classe qui travaille ») ! Une éthique du travail, un apprentissage, des valeurs, dont le Travail, goût du secret et de l'autofinancement

3.3.2. Les gestionnaires : négociants, commerçants, cadres, employés, banquiers, agents de change, etc.

3.4. Paysans, agriculteurs et économies marchandes

3.4.1. Transformations du travail de l'agriculteur, par conquête de terres (drainage, irrigation), engrais, mécanisation, insémination artificielle, emploi du mot « agriculteur » (!), mais aussi écarts sociaux, aux dépens de salariés très mal payés et qui se révoltent parfois

3.4.2. Paysans et question agraire, moins grave en France que dans Europe méditerranéenne et orientale

3.5. Une valeur exaltée et contestée

- une conception libérale du travail, exalté mais surveillé
- livret ouvrier institué 1803, supprimé seulement en 1890
- le prolétaire est un danger
- exaltation productiviste du travail : puissance du marteau-pilon du Creusot dans *Le Tour de la France par deux enfants*, G.Bruno, 1877
- mise en cause du capitalisme par les socialistes
- rejet du Travail par Paul Lafargue, *Le droit à la paresse*, 1880 ⁸

4. Rationalisations et crises du travail

⁶ Cf. D.S.Landes, *L'Europe technicienne ou le Prométhée libéré...*, Gallimard, 1975, 779 p. ; D.S.Landes, *L'Heure qu'il est, les horloges, la mesure du temps et la formation du monde moderne*, Gallimard, 1987, 622 p.

⁷ éco. US d'origine autrichienne Joseph Schumpeter (1883-1950).

⁸ P.Lafargue, *Le droit à la paresse. Réfutation du « droit au travail » de 1848*, réédition, présentation de Maurice Dommanget, préface de Gilles Candar, La Découverte/Poche, 2010, 182 p., compte rendu DL dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2010, p. 355.

= taylorisation et fordisme

4.1. Production de masse et rationalisation du travail

4.1.1. Production de masse, taylorisme et fordisme : une gestion administrative, une rationalisation, parcellisation des tâches (Georges Friedmann, *Le Travail en miettes*, 1956) >>> des O.S., interchangeabilité des pièces, changement d'échelle, chaîne de montage et convoyeurs : une « usine nouvelle », salaires aux pièces, à la vitesse, aux points. Frederick Winslow Taylor, *Direction des ateliers*, 1902 ; *Principes d'organisation scientifique des usines*, 1911 >>> l'OST. Mais au début les entrepreneurs commencent par interioriser le schéma du travail à façon dans le cadre de la fabrique : il passe par l'intermédiaire d'un sous-traitant qu'ils paient pour une tâche déterminée, c'est toujours du « marchandage » par lequel un « marchandeur » prend en charge un travail. Ce système restera en vigueur dans les mines de charbon longtemps, cf. le porion. Voir les deux textes Mines charbon XVIIIe siècle photocopiés.

4.1.2. Des réactions à la rationalisation

- ennui, usure, économie de temps pas toujours vérifiée, syndicalisme, etc.
- Aldous Huxley, *Le Meilleur des Mondes*, 1932
- Charlie Chaplin, *Les temps modernes*, 1936
- Fernand Léger, *Les Constructeurs*, 1952

4.1.3. L'organisation et les bureaux

- L'entreprise est un « corps organisé » (Henri Fayol, *Administration industrielle et générale*, 1916)
- *management* de la grande entreprise, avec une coordination administrative et des *managers*
- croissance des « cols blancs », mais on les trouve aussi, avec le même type d'organisation, dans le 3^e, cf. les grands magasins
- les femmes investissent massivement ces emplois de bureau (dans 2^e et 3^e)
- *marketing, design, publicité* (remplaçant la « réclame »)

4.2. Travail rationalisé et sociétés

4.2.1. Régulation fordiste et sociétés salariales

- Dans l'article « production de masse » de l'*Encyclopædia britannica* (1926), Henry Ford loue les hauts salaires, les prix bas, la croissance des loisirs, avec un idéal de « production pour les masses »
- recul du travail paysan, par exode rural, mécanisation, etc.
- extension du salariat dans tous secteurs
- un Droit du Travail vient compléter la vieille revendication du droit au travail : conventions collectives par ex.
- nouvelles technologies étatiques : statistiques, INSEE, CSP puis PCS (« professions et catégories socioprofessionnelles »), SMIG puis SMIC
- assurances sociales, délégués d'entreprise, comités d'entreprise
- « esprit-maison », « culture d'entreprise »

4.2.2. Le travail en URSS

4.2.3. Régulation financière et effritement du salariat (fin du XXe siècle)

- crise du fordisme : absentéisme, grèves sauvages, modèle japonais de gestion mis en place chez Toyota 1962>>>
- mondialisation du travail
- précarisation du salariat : crise 1973>>>, chômage, chantage à l'emploi, etc.

II. LE LEGS DES MONDES DU TRAVAIL D'ANCIEN RÉGIME

- 28 millions d'hab. en 1790, dans cadre du territoire métropolitain actuel ; 29 en 1800
- un revenu national par hab. égal à celui de la Grande-Bretagne, Irlande exclue
- la notion de « bourgeoisie d'Ancien Régime » : bourgeoisie intégrée dans ancien système économique et social, *i.e.* notables aisés ou riches et honorés, rentiers du sol (*cf.* 1°), souvent propriétaires de seigneuries, bourgeoisie des « officiers »
- certes « Ancien Régime » éco., mais une « prérévolution du travail » (Frédéric Mauro dans Ph.Wolff & F.Mauro, *L'âge de l'artisanat (Ve-XVIIIe siècle)*, tome II de l'*Histoire générale du Travail* dirigée par L.-H.Parias, Nouvelle Librairie de France, 1960, 375 p.)
- car une industrialisation de longue haleine, un "système technique" (Bertrand Gille), au sein d'un « anthropocène » (géologique, *cf.* Paul Crutzen, Néerlandais, prix Nobel de Chimie 1995, revue *Ambio*, déc. 2007)
- mais phase B de 1770 à 1790
- un assez bon résumé dans G.Lefranc, *Histoire du travail et des travailleurs*, Flammarion, 1975 (1^{ère} édition : 1957), 475 p., à ajouter à la « base », à condition de le trouver (en bibliothèque)

1°) La domination écrasante de l'économie agricole, déjà transformée

- > 85 % des Français sont des ruraux et la ville est pleine de jardins, de prés, d'étables et de rente rurale. La demande citadine permet beaucoup de fraudes, *cf.* le lait, mélangé d'eau et de plâtre ! Beaucoup d'habitants dans les campagnes cherchent à atteindre une sorte d'autarcie domestique.
- mais la campagne possède métiers et marchands-fabriquants : une industrie « rurale », une « préindustrie » (F.Mauro) exercée par des hommes (et des femmes) qui sont en même temps des ruraux. Un artisanat rural et dépendant
- une écologie de la vie quotidienne à base de substances végétales et animales
- les fortunes principales sont largement rurales, comme le budget de l'État
- longueur du travail de la terre :
 - on n'a que ses bras !
 - du lever au coucher du soleil
 - forte mobilisation au moment des moissons et vendanges
 - tout le monde travaille, d'une façon ou d'une autre, le reste de l'année, dont les femmes ⁹
 - un cycle des travaux sur l'année
- tout un monde de métiers artisanaux à la campagne :
 - tisserand (voir l'ex. du Haut-Maine photocopié), aux conditions de travail très dures ¹⁰, tenanciers de cabarets, meuniers, aubergistes, artisans divers liés à l'agriculture (bourreliers, maréchaux-ferrants, charrons), maçons, charpentiers, cordonniers, menuisiers.
 - Revenus appréciables (et jaloués) dans régions riches, peu satisfaisants dans régions pauvres, faute de clientèle.
 - forestiers : bûcherons, scieurs, charbonniers, etc. En déplacement continu
 - travail du bois : surtout sabotiers ; ind. du feu : forges, verriers, potiers

⁹ *Cf.* Collectif, *Les Femmes et le Travail, du Moyen Âge à nos jours*, La Courtille, 1975, 224 p.

¹⁰ Une distinction, essentielle, entre droit du travail et conditions du travail, *cf.* Hazem Ben Aissa, *Histoire des conditions de travail dans le monde industriel en France : 1848-2000*, L'Harmattan, 2005, 195 p.

- Mais une même région peut présenter des villages très divers, cf. document extrait du B.Garnot, Société, cultures et genres de vie dans la France moderne. XVIe-XVIIIe siècles, Hachette, coll. "Carré-histoire", 1991, 192 p., p. 67

□ assolement avec jachère (/ 2 ou 3 ans, opp. Sud/Nord) :

- après la récolte, « vaine pâture » >>> fumure
- céréales d'hiver (froment ou seigle) semées en octobre
- céréales de printemps (orge, avoine, sarrasin, millet) semées en mars
- assolement triennal exclut maïs et pomme-de-terre
- ne pas se conformer à la règle = « dessoler »
- recul de la jachère XVIIIe siècle : prairies artificielles, légumes

□ les communaux :

- ensemble de biens, pâquis, friches, landes, buissons, herbages, marais, forêts..., dont la communauté villageoise des habitants possède l'usage. L'affouage est le droit des habitants au bois des forêts communales.
- surtout élevage du bétail, surtout celui du petit paysan et du pauvre
- essor de l'individualisme et des idées physiocrates menace les communaux
- partage autorisé 1769>>> dans nombreuses régions : Lorraine, Alsace, Cambrésis, Flandre, Artois, Bourgogne, etc., mais il est peu souvent fait. Il est réclamé dans certains cahiers de doléances

□ les deux formes de « tenure » : fermage et métayage, auquel les Physiocrates (voir plus loin) sont très hostiles. Dans les deux cas : bail rural, dont la durée s'allongera au XIXe siècle et se standardisera à 3, 6 ou 9 ans.

□ araire du Sud ; charrue du Nord

□ champs ouverts du Nord

□ rendement du blé au maximum de 10 fois la semence

□ prairies artificielles, progrès du maïs (Sud-Ouest), de la pomme-de-terre (Est) : voir documents photocopiés

□ vigneron sont souvent propriétaires de leur vigne et vivent correctement grâce à vente à la ville

□ grand débat sur l'augmentation ou non de la production agricole dans le 2^e XVIIIe siècle :

- M.Morineau, *Les faux-semblants d'un démarrage économique : agriculture et démographie en France au XVIIIe siècle*, Armand Colin, 1971, 388 p.
- M.Morineau, *Pour une histoire économique vraie*, Presses universitaires de Lille, 1985, 512 p.
- E.Le Roy Ladurie, *L'âge classique des paysans (1340-1789)*, tome II de G.Duby & A.Wallon dir., *Histoire de la France rurale*, Seuil, 1975, 640 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1977, pp. 130-132, réédition, Seuil, coll. "Points", 1992, 660 p.

□ les causes des crises avant l'ère ind. :

- accident naturel, du type mauvaise récolte, à une époque où 80 % de la pop. était rurale et où le pain constituait la nourriture et la dépense essentielles ⇒ crise de subsistance (pénurie)
- accident politique, du type guerre longue et ruineuse (cf. la Guerre de Trente Ans)
- accroiss. de la pop., alors que prod. n'est pas multipliée par progrès technique

□ les caractères des crises avant l'ère ind. :

- montée des prix :
prix agric. surtout et d'abord. Or, nourriture = essentiel des dépenses ⇒ misère
- sous-prod. agricole :

⇒ paysans, qui ont peu à vendre, n'arrivent pas à compenser cette diminution par hausse des prix

- effondrement demande produits artisanaux et ind. :

car argent dispo. est consacré à la nourriture

⇒ effondrement des ventes plus chômage ouvrier

□ les Physiocrates :

- X mercantilisme, qui insistait sur l'industrie et le commerce

- François Quesnay (1694-1774) dans ses articles de l'*Encyclopédie* (1756-1757), dans ses *Maximes générales du gouvernement économique d'un royaume* et dans le *Tableau économique* (1758),

Vincent de Gournay (1712-1759), marquis de Mirabeau (1715-1789), père de l'auteur (*La Philosophie rurale*), Le Mercier de la Rivière (1719-1793, *L'Ordre naturel et essentiel des sociétés politiques*), Pierre-Samuel Dupont de Nemours (1739-1817, *La Physiocratie*, 1768), l'abbé Baudeau, Le Trosne dans ses *Éphémérides royales...*

- un ordre naturel, voulu par Dieu, basé sur l'agriculture, et auquel il faut revenir

- l'agriculture est la seule forme de travail capable de produire une richesse qui se développe d'elle-même (l'ind. se borne à transformer, le comm. à déplacer)

- l'agriculture crée de la richesse, les paysans sont une « classe productive » >>> il faut améliorer les rendements et faire peser une seule charge sur l'agriculture, la « subvention territoriale »

- l'agriculture est « la seule base de la puissance des États » (Mirabeau) >>> nécessité de relever dans l'opinion le travail agricole

- il faut faire disparaître les « communaux » >>> dév. de la « grande culture », entre les mains de grands propriétaires ou d'asso. de paysans

- l'exportation des denrées agricoles favorisera l'agriculture

- influence sur Turgot >>> édit 1774 sur la liberté du commerce des grains (les bleds)

- influence sur nombreux intendants >>> Révolution française

- physiocratie dépassée par Adam Smith, traduit en français 1779

□ les véritables vecteurs du progrès : les Sociétés d'Agriculture : une véritable « agromanie »

□ les termes sociaux¹¹ :

- « laboureur » = paysan aisé, qui possède un « train de culture ». D'ailleurs on le dit souvent « laboureur à charrue ». Fermier ou propriétaire. De très gros dans le Bassin parisien.

Aristocratie = « coqs de village », « fermiers »¹², qui peuvent louer leur matériel, prêter de l'argent, etc.

- « cultivateur », « bordager » ou « closier » ou « clousier » est un paysan « moyen inférieur » (!)

- « brassier » = petit exploitant, sans animaux de trait. Toujours le « moteur humain »

(Fernand Braudel) ! Mais dans certaines régions, « brassier » = « manouvrier » (voir plus loin)

- sous l'Ancien Régime et au début du XIXe siècle, le « ménager » est, dans la France du Nord, un petit exploitant agricole (1 à 5 ha), qui pratique l'échange de travaux avec les agriculteurs plus riches. La « ménagère » est soit la femme du « ménager », soit une exploitante agricole. Mais à partir du Second Empire, le mot de « ménager » disparaît et celui de « ménagère » prend son sens moderne de « femme au foyer ». Le terme est passé en

¹¹ Cf. M.Lachiver, *Dictionnaire du monde rural. Les mots du passé*, Fayard, 1997, 1 816 p., réédition, 2006, 1 438 p.

¹² = de seigneurie.

Grande-Bretagne et est revenu sous la forme de *manager* ! Ne pas confondre avec le « ménager », qui est un traité de morale et d'économie domestique

- « manouvrier » se loue à l'année, le « journalier » à la journée. Dans les deux cas : petit lopin de terre, braconnage, « usage » dans la forêt proche, etc. Syn. de « manouvrier » : « manœuvrier », « menu ouvrier »
- le « vagabond » se déplace pour le travail mais il est suspecté systématiquement d'être proche de la délinquance et un synonyme est « gens sans aveu »
- des domestiques, nombreux, mais c'est souvent un état transitoire, qui permet d'attendre le mariage (filles) ou la mort du père (garçons).
- « Veuves » et « filles » sont souvent comptées comme telles, entre journaliers et manouvriers la plupart du temps
- au bas de l'échelle (attention : variable d'une province à l'autre) : les « mendiants »

□ les écarts sociaux sont beaucoup + ouverts dans les régions riches que dans les pauvres

2°) Une « industrie » seconde, mais non secondaire, dominée par le textile

- une « préindustrie » (F. Mauro) : une « proto-industrie » (voir détails historio dans cours MTF2) ; Paul Mantoux, *La révolution industrielle au XVIIIe siècle*, 1^{ère} thèse consacrée à la Révolution industrielle (voir plus haut)
- une bourgeoisie « nouvelle », dans une France urbaine de faible importance : si Paris dépasse 500 000 hab., Lyon a seulement 135 000 hab., et Marseille 90 000 ! ¹³
- pas même sens que « nouveaux riches », *i. e.* des « manieurs d'argent »
- on disait avant 1750 env. plutôt « manufacture » qu' « industrie », mot qui désigne une habileté ! Et le mot définit une nébuleuse d'ouvriers (et d'ouvrières) dispersés >>> la plupart des producteurs sont des ruraux. Des « marchands-fabriquants » en « manufacture dispersée », des « arts et métiers », un *domestic system*, un *putting-out system*...
- mais des villes manufacturières, des villes de « travail aggloméré » de *factory system* : Lille, Amiens (textile), Beauvais, Rouen, Reims, Nîmes (laine ¹⁴ et soie ¹⁵), Troyes (lin), Lyon, etc. avec un prolétariat, dont de femmes, à la vie quasi monacale dans le cas de manufactures. Un *sweating system*. Autre ex. : Sedan, *cf.* les drapiers Poupart de Neuflize
- Paris aussi bien sûr, avec des usines en pleine ville, *cf.* manif. de papiers peints Réveillon, 31 rue de Montreuil (act. 11^e), dont les 400 ouvriers se révoltent le 27 avril 1789, soutenus par les habitants du quartier. Intervention de la troupe : une trentaine de morts.
- la manufacture, grosse usine échappant aux corporations, peut être d'État (ex. : Gobelins, Sèvres, Savonnerie), ce sont les « maisons royales », être contrôlées par l'État (tapisseries de Beauvais, d'Aubusson, etc.), ce sont les « manufactures royales »
- la production se fait pour des marchés relativement lointains
- Importance du bois :

¹³ Bordeaux 84 000, Rouen 72 500, Lille 65 000, Nantes 57 000

¹⁴ Les mérinos, moutons espagnols réputés pour la qualité de leur laine, sont introduits en France à partir de 1786 (Bergerie de Rambouillet).

¹⁵ Jusqu'au milieu du XIXe siècle la filature de la soie reste surtout rurale, à proximité des lieux de production de cocons de vers à soie, avec un outillage rudimentaire, le langage courant dit « avec une femme et de l'eau chaude » (*sic*). Le cocon est plongé dans l'eau chaude, ce qui permet de retirer la « bourre », qui donne une soie grossière nommée « filoselle ». Le vrai fil de soie, pour être résistant, doit subir une torsion, dans un moulin : c'est le travail du « moulineur », qui est parfois aussi meunier.

- est à la fois un avantage (il y en a partout) et un inconvénient (l'industrie est un « gouffre dévorant », expression consacrée avant 1789)
- cf. l'usine Saint-Gobain, près de Soissons, qui frappe les visiteurs et voyageurs des grandes « halles » par le nombre des ouvriers, « nus, en chemise » (à cause de la chaleur des fours). À noter que le travail se fait spectacle pour les visiteurs de marque ou les clients importants jusque dans les années 1860. Quelques régions de charbon « de terre » : celle de Saint-Étienne, Anzin, Cévennes, Carmaux
- une métallurgie faible et de mauvaise qualité, sauf après 1780 :
 - substitution du coke au « charbon de terre », la houille, au coke au bois pour la fonte
 - fondation du Creusot (Montcenis) en 1782 par les Wendel, essaimant depuis Hayange (2 500 ouvriers à H.). Voir la vue photocopiée du Creusot. La première fonte au coke y est expérimentée en 1785.
 - usines De Dietrich en Alsace
 - machines à vapeur fabriquées par les Perier à Chaillot : les « pompes à feu » qui ont donné la rue de la Pompe. Voir illustration photocopiée
 - importation des machines anglaises dans l'ind. textile française
 - mécanisation papeterie Annonay, Angoulême, Essonnes
 - soc. en nom collectif, en commandite, par actions (Le Creusot, Saint-Gobain ¹⁶)
 - des aristocrates, comme le duc de Penthièvre, maître de forges en Champagne, comme Buffon, *idem* à Montbard ¹⁷, d'autres dans les verreries, ont investi dans l'industrie. Cf. carte photocopiée et son commentaire.
 - l'ind. textile :
 - le secteur industriel dominant est le textile
 - la manufacture de drap des Van Robais, à Abbeville, 1 600 ouvriers, est l'archétype de la manufacture. Fondée par Josse Van Robais. Voir les documents photocopiés. Mais aussi beaucoup dans villages avoisinants !
 - Amiens, vallée de la Lys, etc.
 - Autour de Saint-Quentin le textile fait travailler vers 1780-1785, dans un rayon de 10 lieues, 60 000 fileuses et 6 000 tisserands, sous la dominatin de 15 à 20 marchands-fabricants urbains, modèle que l'on retrouve fréquemment dans la vaste zone toilière qui va de la Bretagne à la Flandre
 - voir carte Picardie industrielle photocopiée
 - industries alimentaires : meunerie, brasserie, sucrerie, etc. La saline d'Arc-et-Senans, édifiée par Claude-Nicolas Ledoux de 1775 à 1779, fonctionne avec une centaine d'ouvriers.
 - une expansion globale dans 2^e moitié du XVIII^e siècle, mais très grande importance de la petite entreprise et de l'artisanat des « gens de bras » (express. qu'on utilise aussi pour les travailleurs agric.)
 - une large population pauvre en ville, ouvriers et domestiques très nombreux, dont femmes, très nombreuses. Cf. « la ville précaire » (B.Garnot, *Société, cultures et genres de vie dans la France moderne. XVI^e-XVIII^e siècles*, Hachette, coll. "Carré-histoire", 1991, 192 p., p. 80). Obligation du livret 1781 >>>

¹⁶ Manufacture royale des Glaces de Saint-Gobain (1665). Trois établissements : St Gobain près de Soissons, Tourlaville près de Cherbourg, Reuilly au faubourg Saint-Antoine. 2 500 ouvriers au total.

¹⁷ Grande forge de 1768. Un haut-fourneau produisant 400 tonnes de fonte par an. Une conversion de la fonte en fer.

- imp. des « petits métiers », recensés par Louis-Sébastien Mercier ¹⁸
- beaucoup d' « hommes de peine », au fond de journaliers (ou à peine !)
- des révoltes de salariés en ville :
 - des « cabales », analysées par B.Garnot, *Société, cultures et genres de vie dans la France moderne. XVIe-XVIIIe siècles*, Hachette, coll. "Carré-histoire", 1991, 192 p., pp. 116-117
 - « cabale-bravade » : chahut, atroupement
 - « cabale pour l'emploi » : empêcher le recrutement d'un nouvel ouvrier jugé par ses pairs mauvais ouvrier ou mauvais camarade
 - « cabale pour les salaires » : grève avec constitution d'une caisse de solidarité
 - boycottage d'une ville !
- un secteur agricole en ville, avec catégories variées de mondes du travail rural en ville
- prédominance du petit atelier-boutique d'aspect artisanal :
 - abondamment représenté dans Diderot et d'Alembert, *Encyclopédie ou dictionnaire raisonné des sciences, des arts et des métiers*, 1761-1765, 34 vol.
 - fonctions de production et de vente encore liées
 - petit nombre d'ouvriers et de « compagnons » travaillent 15 à 16 heures par jour
 - très nombreuses fêtes chômées
 - salaires très bas et revenus dans artisans qui s'affaiblissent au XVIIIe siècle
- apprentissage :
 - apprenti pris chez un maître « à son pain, à son pot et à son œuvre », moyennant paiement
 - l'idée d'un enseignement technique de base apparaît à la fin de l'Ancien Régime :
 - * ville de Mulhouse fonde une école de commerce pour des élèves de 11 à 15 ans
 - * ville de Paris fonde des écoles professionnelles
 - * cahiers de doléances évoquent souvent le problème
 - déclinera au début du XIXe siècle : Dewerpe p. 17
- le compagnonnage :
 - pont entre apprentissage et maîtrise
 - Devoirs, rites d'initiation, langage, signes de reconnaissance
 - nombreuses vaines interdictions royales, encore en 1781 et 1786
- les corporations ¹⁹ :
 - le monde artisanal urbain, à la différence de celui des campagnes, est structuré en « corps et communautés d'arts et mestiers » (*mécaniques*)
 - noms courants, plus brefs : métiers, jurandes ou « maîtrises » ou corporations (1^{ère} apparition en 1776 dans édit de Turgot, voir plus loin ²⁰) ou nom dans langue provinciale, comme les *stils* en Flandre
 - des organisations professionnelles autonomes, dotés d'une personnalité juridique propre et de statuts écrits, au même titre que les corps d'officiers et de robins
 - chacune a son administration, dirigée par des jurés ou des syndics élus par leurs pairs, et son budget, alimenté par les cotisations de ses membres
 - La corpo. réglemente la production, la fabrication comme les conditions de la vente ; pour faire respecter les décisions, les jurés effectuent des tournées d'inspection dans les ateliers et

¹⁸ L.S.Mercier, *Tableau de Paris*, réédition, Mercure de France, 1995, 2 vol., 2 112 & 2 072 p.

¹⁹ Le meilleur « manuel » : A.Poitrineau, *Ils travaillaient la France. Métiers et mentalités du XVIe siècle au XIXe siècle*, A.Colin, coll. "Références", 1992, 279 p.

²⁰ Émile Coornaert : « l'acte de proscription est aussi pour elles un acte de baptême ».

les boutiques. Les conditions d'apprentissage et d'accès à la maîtrise sont déterminées avec précision dans chaque métier

- le prix du chef-d'œuvre fait que seuls les fils ou gendres de maîtres, dispensés (!), peuvent devenir maîtres à leur tour !

- les métiers « jurés » sont très strictement réglementés, les métiers « réglés » le sont moins, mais la distinction s'est estompée dans la 2^e 1/2 du XVIII^e siècle

- Les corporations ressemblent à des associations de défense des privilèges acquis ! Elles exercent un monopole sur une activité professionnelle précise, dans les limites d'un certain territoire ; elles le défendent contre la concurrence des métiers voisins (ex. : cordonnier/savetiers, tailleurs/fripiers, pâtisseries/rôtisseurs) et celle des marchands forains et des fabricants indépendants, les « chambrelans », théoriquement interdits

- une certaine sécurité, sous la haute protection d'un saint patron, une solidarité, une assistance, un secours mutuel, des processions dans la cité (voir l'ex. de Lille photocopié). Le ressenti va du côté de la protection et non de la contrainte. Ex. du congé : l'ouvrier désirant quitter le maître doit obtenir son autorisation, son « congé », et en outre achever son ouvrage et rembourser toutes les avances faites par le patron (certains patrons sont très généreux en ce domaine, de façon à « péoniser » la main-d'œuvre), de plus beaucoup de patrons dont l'ouvrier part le notent sur une « liste noire » ; mais dans certaines corporations parisiennes le patron qui licencie doit donner un préavis et, surtout, de nombreux ouvriers partent sans donner avis ni demander congé : la menace de très lourdes n'est pas très dissuasive ²¹

- de nouvelles corporations se créent, des fusions ou des fractionnements interviennent en fonction de l'évolution des spécialisations.

- les métiers commerciaux sont mieux considérés que les métiers de la fabrication

- nombre très variable d'une ville à l'autre. Record à Paris

- État a poussé à des regroupements

- l'édit de Turgot, en 1776, les supprime (avec des attendus, voir texte photocopié) mais...

- rétablies au bout de six mois, avec : règles, destinées à limiter la concurrence, immobilisation des compagnons, fonction d'assurance mutuelle

□ Mais, au total. « le grand essor des activités industrielles françaises au XVIII^e siècle »

(M.Lévy-Leboyer dir., *Histoire de la France industrielle*, Larousse, 1996, 504 p., p. 42).

Toutefois, le mot d' « industrie » gardera son ambiguïté au XIX^e siècle.

3°) Les mondes des communications, de la finance et de la basoche

□ communications difficiles, cf. les voyages de Mme de Sévigné et d'Arthur Young ! Le cheval est roi, mais il est cher (plus d'un an de salaire de bon ouvrier)

□ gros effort de la monarchie : École des Ponts et Chaussées, définitivement organisée en 1775

□ comm. lentes >>> des mondes du travail très développés : les portefaix et les débardeurs des ports (Bordeaux, Le Havre, Marseille, Rouen La Rochelle, Nantes, etc. ; le trafic augmente très vite fin XVIII^e siècle)

□ arrêt de 1774 proclame la libre circulation des blés (b/eds) à l'intérieur du royaume et autorise l'importation

²¹ D'après S.Kaplan, "La lutte pour le contrôle du marché du travail à Paris au XVIII^e siècle", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juill.-sept. 1989, pp. 361-412

- commerce triangulaire. Arrêt de 1784 autorise navires étrangers à commercer avec toutes îles Antilles françaises
- commerce transatlantique nécessite des « instruments de travail », les instr. de navigation : voir le polycopié
- commerce du Levant joue un rôle considérable
- une nouvelle Compagnie des Indes a été fondée en 1785
- les « grands chemins » ou « chemins royaux » ou « routes de poste » ou « pavés du roy »
- des « marchands » très variés, puisque cela va jusqu'aux « marchands-banquiers » !
 - >> le mot de « négociant » progresse pour éviter équivoque
- la Haute Banque de Paris (Hottinguer, Mallet, Vernes, Mirabaud, de Neuflyze, etc.)
- « basoche » = monde de la justice
- le colportage est, au sens strict, le portage « à col », à dos d'homme, d'une « balle », mais ce sont des petits boutiquiers : mercerie (coupons de tissus, dentelles, rubans et aiguilles), quincaillerie, livrets, almanachs, gravures, images, opuscules, fleurs, gants.
 - Biblio. : L.Fontaine, *Histoire du colportage en Europe. XVe-XIXe siècle*, Albin Michel, coll. "L'évolution de l'humanité", 1994, 334 p. ; Louis-Sébastien Mercier ²² ;
 - une mise de fond est nécessaire : ce ne sont pas de très pauvres paysans
 - Entre le XVIIe et le XVIIIe siècle, se replie sur l'espace régional et entre dans la proto-industrialisation
 - certains se sédentarisent et deviennent commerçants. Aux antipodes : le « colporteur famélique » !
 - une spécificité du monde alpin ²³, avec des villages spécialisés, ex. : Mizoen (protestants).
- Les colporteurs sont souvent appelés des « dauphinés »
 - vision par les villages clients : attirance et rejet
 - un aspect culturel : bibliothèque bleue de Troyes, apprentissage de civilité, les « libraires » Briançonnais
- foires : Lendit, Lyon, Champagne (Provins, Troyes, Reims), Amiens, Pézenas, Beaucaire, Châlon-sur-Saône, avec sédentarisation. Déclin certain

4°) Le travail scolaire

- les petites écoles :
 - destinées d'abord à catéchiser, elles enseignent également les rudiments de l'alphabet, de la lecture, de l'écriture, de l'arithmétique d'une part, et les préceptes de la civilité ²⁴ d'autre part. Parfois s'y ajoute une formation professionnelle
 - se multiplient après la Réforme, les écoles catholiques triomphant partout,
 - surtout dans les villes, où cercles dévots et congrégations multiplient les fondations. La fondation des Frères des Écoles chrétiennes en 1681 par Jean-Baptiste de La Salle (1651-1719) permet à 116 villes de France de disposer de maîtres de qualité, qui enseignent à un public surtout populaire, avec de bonnes méthodes pédagogiques
 - surtout dans quart Nord-Est du pays

²² L.S.Mercier, *Tableau de Paris*, réédition, Mercure de France, 1995, 2 vol., 2 112 & 2 072 p.

²³ Cf. L.Fontaine, *Le voyage et la mémoire. Colporteurs de l'Oisans au XIXe siècle*, Presses universitaires de Lyon, 1984, 294 p.

²⁴ Bases : Érasme (1469-1536), *Civilité puérile*, 1530 (!), et Jean Baptiste de La Salle, *Règles de la bienséance et de la civilité chrétienne*, 1703.

- surtout pour garçons
- mixité supprimée fin XVIIIe siècle, surtout sous pression Église
- apparition XVIIe-XVIIIe siècles de **Grandes Écoles**, d'hydrographie par ex.
- École des Ponts et Chaussées 1747, sur concours, trois ans d'études (60 élèves par promotion en 1789). En province, trois imitations: Rennes (1770), Toulouse et Montpellier (1787)
- écoles de dessin, dont l'école royale de Paris 1767 (1 500 élèves)
- écoles vétérinaires de Lyon (1761), Alfort (1763), Toulouse (1764)
- école des Mines de Paris (1778)
- écoles militaires: Génie (Mézières, 1748) qui forme de nombreux ingénieurs, pas forcément militaires: Gaspard Monge y entre en 1765 et y enseigne 1772-1780, Lazare Carnot y a été élève

III. LES MONDES DU TRAVAIL DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

1°) Le contexte

□ D'après :

- F.Aftalion, *L'économie de la Révolution française*, réédition, Pluriel, 1987, réédition, PUF, coll. "Quadrige", 1996, 393 p., réédition, Les Belles Lettres, 2007, 396 p.
- M.Bouvier-Ajam, *Histoire du travail en France des origines à la Révolution*, réédition, Librairie générale de Droit et de Jurisprudence, 1981, 639 p.
- F.Braesch, *La commune du dix août 1792. Étude sur l'histoire de Paris du 20 juin au 2 décembre 1792*, Paris, 1911, 1 236 p., réimpression, Genève, Mégariotis Reprints, 1978
- F.Braudel et E.Labrousse dir., *Histoire économique et sociale de la France*, tomes III & IV (2 & 3 vol.), PUF, 1976-1982, réédition, PUF, 1993, en 5 vol. au total

□ Le contexte éco. et social général :

- forte hausse des prix alimentaires et chômage 1788-1789
- grands principes : libéralisme, égalité des droits, unification du marché national, abolition de la féodalité, consécration de la propriété, etc.
- les Sans-Culottes (voir plus loin)
- vente des Biens nationaux, plus aux bourgeois qu'aux paysans, cf. la thèse de Georges Lefebvre, *Les paysans du Nord pendant la Révolution française*, Lille, 1924, réédition, Armand Colin, 1972, 1 020 p.
- un nouveau système fiscal, moderne
- assignats
- « vie chère »
- « ateliers de secours » et « ateliers de charité » : curage de la Seine, transformation des quais, terrassements un peu partout, avec un nombre considérable de bénéficiaires. Fermeture en 1791, mais réouverture en 1792 sous le nom d'Ateliers nationaux : travaux pour l'armée, pour la défense de Paris (point de rassemblement : place de la Sorbonne !), peu d'ardeur au travail ! À la liquidation du « camp sous Paris », manifestation hostile à l'Assemblée (1792)
- famine de l'an III
- en termes de prod. nationale, grande controverse : « croissance dans la guerre » (Ernest Labrousse) ou « décélération massive » (Maurice Lévy-Leboyer)
- recul de la production agricole, le niveau de 1789 n'étant retrouvé qu'à la fin de l'Empire
- mais libertés et propriété paysanne
- recul de la production industrielle, chiffrée par un contemporain, Sir Francis d'Ivernois, contre-révolutionnaire émigré à Londres ²⁵, mais à la fin de l'Empire le niveau de 1789 est dépassé
- Oberkampf, qui est devenu seul propriétaire de son usine en 1789, est évidemment d'abord gêné par la Révolution française, qu'il approuve (il est jacobin et sans-culotte) ²⁶, car les approvisionnements en toile blanche d'Inde sont gênés, mais son entreprise a de bonnes années.

²⁵ Cité par François Crouzet, *AHRF*, avril-juin 1962.

²⁶ Toujours S.Chassagne, *Oberkampf. Un entrepreneur capitaliste au siècle des Lumières*, Aubier-Montaigne, 1980, 349 p. ; A.Dewerpe & Y.Galupeau, *La Fabrique des prolétaires. Les ouvriers de la manufacture d'Oberkampf à Jouy-en-Josas 1760-1815*, Presses de l'École normale supérieure, 1990 ; Musée Oberkampf de Jouy-en-Josas.

- des créations d'entreprises sous la Révolution française, comme la faïencerie de Creil 1794
- la production de coton augmente
- uniformisation des poids et mesures
- ruine du grand commerce maritime
- Les grandes dates :
 - 4 août 1789 : abolition des droits féodaux
 - suppression des « corporations de métiers » (décret d'Allarde des 2-17 mars 1791 ²⁷), des douanes intérieures, moyennant la création de la patente
 - interdiction de la « coalition » (grève) : la loi Le Chapelier du 14 juin 1791 ²⁸, qui interdit aux gens de même métier de se livrer à une action collective quelconque, car « Il n'y a plus de corporation dans l'État ; il n'y a plus que l'intérêt particulier de chaque individu et l'intérêt général ». L'article 1^{er} dit même : « L'anéantissement de toutes espèces de corporations de citoyens de même état et profession étant l'une des bases fondamentales de la Constitution française, il est défendu de les rétablir de fait, sous quelque prétexte et sous quelque forme que ce soit. » Deux autres articles photocopiés distribués.
 - un nouveau Code rural, 27- 29 septembre 1791 : suppression des servitudes collectives, sauf droits de « vaine pâture » ²⁹ et de parcours (un infléchissement des principes de liberté), droit de clore
 - 10 août 1792 : suppression des droits féodaux dits " rachetables " le 4 août 1789
 - dans la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1793 :
 - * article XVII : « Nul genre de travail, de culture, de commerce ne peut être interdit à l'industrie des citoyens. »
 - * art. XVIII : « Tout homme peut engager ses services, son temps ; mais il ne peut se vendre ni être vendu. Sa personne n'est pas une propriété aliénable. La loi ne reconnoit point de domesticité ; il ne peut exister qu'un engagement de soins et de reconnaissance entre l'homme qui travaille et celui qui l'emploie. »
 - « maximum » (d'abord / grains et fourrages 11 septembre 1793) puis maximum général (29 septembre 1793), puis sur salaires (23 juillet 1794)
- des grèves Révolution française, en Dauphiné (1792-1795) et en Ariège (1797-1799)

2°) Les artisans dans la Révolution française

- D'après :
 - A.Soboul, *Les Sans-Culottes parisiens en l'An II. Mouvement populaire et gouvernement révolutionnaire (2 juin 1793-9 thermidor an II)*, Clavreuil, 1958, réédition, Seuil, coll. "Points", dates simplifiées, 1979, 252 p.
 - Raymonde Monnier, *Le faubourg Saint Antoine (1789-1815)*, Société d'Études robespierristes, 1981, 367 p.
 - J.-M.Gourden, *Gens de métier et Sans-Culottes. Les artisans dans la Révolution*, Créaphis, 1988, 141 p. Thèse sur « petits métiers » parisiens au XIXe siècle.

²⁷ Pierre Gilbert Leroi, baron d'Allarde, né à Montluçon 1752, mort Besançon 1809, après avoir survécu à la Terreur ! Maître de forges. Biblio. : S.Kaplan, *La fin des corporations*, Fayard, 2001, 740 p.

²⁸ Isaac René Guy Le Chapelier, né à Rennes 1754, avocat, guillotiné en 1794.

²⁹ Droit pour tous les habitants du village d'envoyer leur bétail paître sur les champs privés non enclos, une fois la récolte enlevée.

- Haim Burstin, "Problèmes du travail à Paris sous la Révolution", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1997, pp. 650-682. Un très important article qui a fait date

- Haim Burstin, *L'invention du sans-culotte. Regards sur le Paris révolutionnaire*, Odile Jacob, 2005, 234 p.

- Haim Burstin, *Une révolution à l'œuvre : le faubourg Saint-Marcel (1789-1794)*, Champ Vallon, 2005, 928 p.

□ une unité de production, à Paris et à Lyon, mais aussi à Bordeaux, à Troyes et à Nantes, pour n'évoquer que des villes réellement étudiées, qui est l'atelier-appartement-boutique, avec une structure familiale et une grande promiscuité. Rôles importants des femmes. Mais difficulté à définir ces petits entrepreneurs, à la fois proche des salariés et éloignés : le « menuisier » Duplay (ainsi s'appelle-t-il) n'aurait jamais admis à sa table un de ses « serviteurs » (= salariés !). Mauvage, dit « éventailiste » dans le Fbrg St Antoine, est un chef d'entreprise de 60 ouvriers. Autre difficulté : la variation du nombre des salariés

□ un petit producteur, travailleur manuel, sobre, laborieux, vivant de son travail. Mais connotation politique apparue en fait avant : reconstruction *a posteriori* d'un idéal économique. Même, par métonymie : peuple de Paris dans son ensemble ! Robespierre oppose les « sans-culottes » aux « culottes dorées », le « sans-culottisme » n'est-il que politique ?

□ Mais A Soboul a trop subordonné le thème du travail à la question sans-culotte, d'où sa tendance à déduire l'artisan du sans-culotte, en acceptant ainsi implicitement l'opération idéologique mise en œuvre par ce dernier. Après 1789, les couches populaires parisiennes se consacraient essentiellement à la Révolution et à la politique !

□ Après lui, les historiens ont fait une analyse plus fine du monde du travail parisien, montrant surtout une aspiration sociale et morale en son sein. « Le costume s'accompagne d'un certain comportement social », avait déjà dit A.Soboul ³⁰. Et aussi que les aspirations politiques, voire les expériences, ont pu être antérieures à la Révolution française. L'idéal social des Robespierriéristes repose sur une démocratie de petits propriétaires autonomes qui échangeraient et travailleraient librement, projet ouvrant la voie à une nouvelle structure sociale. Cette aspiration sociale et morale n'exclut pas l'aspiration à l'ascension sociale et de nombreux « compagnons » maçons s'élèvent jusqu'au niveau de l'entreprise de 1791 au Directoire

□ costume : carmagnole (veste courte), bonnet phrygien, rouge bien sûr, dès 1789, la pique (cf. Michelet plus tard)

□ désir d'égalitarisme, souveraineté populaire imprescriptible, révocabilité des élus, droit à la « résistance à l'oppression »,

□ Certains peuvent traverser la Révolution française sans guère la comprendre, comme le vitrier Ménétra, étudié par Daniel Roche ³¹. Habitué aux corporations, il accepte néanmoins la Révolution française, mais la rhétorique républicaine ne sera jamais tout à fait la sienne.

³⁰ A.Soboul, *Les Sans-Culottes parisiens en l'An II. Mouvement populaire et gouvernement révolutionnaire (2 juin 1793-9 thermidor an II)*, Clavreuil, 1958, réédition, Seuil, coll. "Points", dates simplifiées, 1979, 252 p., p. 22.

³¹ D.Roche prés., *Le Journal de ma vie de Jacques-Louis Ménétra. Compagnon vitrier au 18e siècle*, Montalba, 1982, 432 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, sept.-oct. 1982, p. 252, trad. anglaise, New York, 1986, compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1989, pp. 174-178, réédition, Albin Michel, coll. "Bibliothèque histoire", 1998, 431 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mai-juin 2000, pp. 532-533 & *Historiens & Géographes*, juill.-août 2000, p. 406

□ situation de crise en 1787-1789 et fragilité pendant Révolution française, *cf.* cahiers de doléances et pétitions, communes entre ouvriers et artisans

□ deux faubourgs symétriques :

- Faubourg Saint-Antoine (*cf.* la Bastille)³² où émeutes des 27 et 28 avril 1789 contre Réveillon, fabricant de papiers peints (voir plus haut) et Henriot (f. de salpêtre) : une concurrence de l'industrie

- 43 000 hab. sous la Révolution française, 2/3 immigrés

- prise de la Bastille : les « vainqueurs de la Bastille » (listes dressées par l'Assemblée constituante) sont 49 menuisiers, 48 ébénistes, 41 serruriers, 28 cordonniers, 21 boutiquiers, 20 « sculpteurs et modeleurs », 11 ciseleurs, 11 marchands de vin, 10 tourneurs, 10 coiffeurs et perruquiers. 70 % des « vainqueurs » habitent le Faubourg Saint-Antoine

- droit de travailler sans corporations

- c'est encore du Faubourg Saint-Antoine que les femmes (7 000...) partent les 5 et 6 octobre 1789 pour Versailles

- Faubourg Saint-Marcel (ou Marceau) « l'un de ses quartiers [Paris] les plus pauvres et en même temps les plus enclins à la révolte » (Haim Burstin) >>> des marginaux, forcés de quitter leur profession ; un climat de violence qu déborde sur de paisibles institutions voisines comme l'Observatoire.

* quartier très pauvre et très dense autour de la Bièvre et de la Manufacture des Gobelins et jusqu'à la Seine (port Saint-Bernard). 65 000 hab. d'après Burstin ! Parmi les rues qui subsistent : rue Mouffetard, rue Saint-Victor, rue Saint-Jacques, l'Estrapade, rue Censier.

* manœuvres, déchargeurs, marchands de bois, tanneurs, marchands de vins, carriers, charpentiers, menuisiers, cordonniers, brasseurs comme les Santerre

* Balzac évoquera encore « les misères du faubourg Saint-Marceau »

* mais il y a en outre, jusqu'au XIXe siècle, une bourgeoisie, voire une haute bourgeoisie, du Faubourg Saint-Marcel³³ : de nombreuses manufactures, des industriels fort riches (les Salleron, les Albinet) et des bourgeois bientôt « à l'ancienne » (des scientifiques du Museum comme les Geoffroy-Saint-Hilaire)

□ autres épisodes caractéristiques :

- fusillade du Champ de Mars 17 juillet 1791

- émeute du 10 août 1792

- émeute de Prairial An III (juin 1795)

□ gros des troupes de sans-culottes *cf.* thèse de Soboul, *Les Sans-Culottes parisiens en l'An II*, 1956 :

- les « bras nus » (!)

- La sans-culotterie qui domine de 1791 à 1794 les assemblées de sections parisiennes, et qui ne cesse de peser sur les autorités municipales, départementales et nationales, reflète les aspirations d'un artisanat parisien profondément imprégné, à cette date, de l'idéal rousseauiste de démocratie directe, d'autogestion exercée dans le cadre du quartier

- Menuisiers et ébénistes du faubourg Saint-Antoine, tailleurs du quartier du Palais-Royal ou cordonniers de l'île de la Cité « rêvent d'une soc. entièrement constituée de petits ateliers et

³² et Milan Deroubaix, *Le Faubourg Saint-Antoine : la naissance de la « rue » parisienne*, mini-mémoire 2010

³³ D.Garrioch, un historien australien, « La bourgeoisie parisienne au début du XIXe siècle : le cas du faubourg Saint-Marcel », dans Collectif, « La bourgeoisie : mythes, identités et pratiques », *RH19, Revue d'histoire du XIXe siècle*, 2007/1, n°34, pp. 39-54.

de boutiques, où le travail serait équitablement réparti, afin que chacun puisse en récolter les fruits » (Gourden)

- dans les jeux de cartes les figures « royales » sont remplacées, outre par Liberté et Égalité, par le « génie du commerce », la « liberté des professions », etc.

- ce rêve s'avantouit en 1795, mais pour reparaître en 1830, en 1848 et en 1871 (cf. J. Rougerie)

□ L'esprit corporatif reste souvent ancré dans les comportements collectifs des travailleurs, tant dans les métiers jurés que dans les métiers « libres » ou réglementés. Mais c'est un autre système de solidarité, fondé sur d'autres valeurs, qui se met en place et détermine sur ce plan un changement de mentalité assez radical. C'est par ex. le début du mouvement mutualiste sous la Révolution française

□ rôle majeur joué par la question des subsistances dans les comportements populaires :

question des prix et de l'approvisionnement

□ question du travail (!), en tant que tel :

- demande par les milieux indépendants, mais aussi par les travailleurs dépendants, dès 1790, que les travaux publics soient répartis entre les sections parisiennes

- revendications salariales, que les petits patrons demandent à l'État de trancher.

Mouvements de grèves pour demander une hausse des salaires dès printemps 1791. Défense du salaire face à l'inflation. Salaire à la tâche ou à la journée ?

- les entrepreneurs peuvent se plaindre des ouvriers qui, payés à la journée, font traîner le chantier, comme celui du Panthéon !

- la guerre civile empêche les migrants saisonniers traditionnels, comme les maçons de la Creuse, de venir à Paris >>> pression sur les salaires des autres : quand il y a peu de main-d'œuvre disponible, menacer de quitter le travail est un moyen de pression efficace

- manque de matières premières, par ex. à cause de la guerre civile. Ex. : revendications des cordonniers du quartier du Panthéon en janvier 1794 !

- raréfaction des débouchés. Par ex. dans le Quartier latin, crise des collèges univ. >>>

diminution du nombre des profs et des étudiants >>> plaintes des artisans et commerçants

□ mais attention, on peut retrouver in fine des pensées politiques et la thèse d'A. Soboul :

- les ouvriers du Panthéon dénoncent politiquement leur entrepreneur, Poncet

- les carriers prennent cette habitude !

- il s'opère donc parfois une politisation des conflits sociaux, avec un rôle essentiel des « sections »

3°) Le travail scolaire

□ D'après M. Grandière, *La formation des maîtres en France. 1792-1914*, INRP, 2006, 221 p., compte rendu par mes soins dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2007, pp. 289-290

□ suppression des congrégations et associations enseignantes 18 août 1792

□ Révolution française envisage formation des maîtres sur modèles allemands. Un Comité d'Instruction publique >>> rapport de Joseph Lakanal sur *l'établissement des écoles normales*

□ École normale de Paris an III (1794), au Muséum, puis à la Sorbonne, etc. Recrutement très désordonné >>> vie chaotique >>> Directoire envisage des EN départementales

MTF2 – MONDES DU TRAVAIL des quatre dernières décennies

DE LA PROTO-INDUSTRIALISATION

(v. 1800-v. 1840)

- L'expression de proto-industrialisation a été proposée (en anglais) par l'Américain **Franklin Mendels**, « Proto-industrialization : the first phase of the industrialization process », *The Journal of Economic History*, tome XXXII, 1972, n° 1, pp. 241-261.
- Le concept a été repris en France par **Pierre Jeannin**, dans les *Annales* de 1980 (« La proto-industrialisation : développement ou impasse ? »)
- il a été approuvé, au moins en partie, par des **historiens très variés** comme Eric. J. Hobsbawm, Alain Dewerpe, Pierre Deyon, Serge Chassagne
- des chercheurs de l'Institut Max Planck de Göttingen en ont donné une interprétation néo-marxiste
- en 1982, le **huitième congrès international d'histoire économique tenu à Budapest** a été entièrement consacré à la question
- **Franklin Mendels présente cinq raisons de passer de la proto-industrialisation à l'industrialisation :**
 - le coût de la main-d'œuvre aurait peu à peu augmenté à la campagne, ce que contestent beaucoup d'historiens
 - les négociants-fabricants auraient accumulé dans les villes un capital en argent susceptible de s'investir en capital fixe
 - ces négociants-fabricants étaient capables d'écouler leur production dans des marchés lointains
 - la culture technique accumulée permettait des transpositions. Par exemple, les charpentiers étaient capables de construire des roues hydrauliques
 - l'agriculture commerciale était devenue capable de nourrir les villes
- **conjoncture** : A: 1790-1815; B: 1815-1848, type de la phase B avec croissance, mais modérée et irrégulière (1 à 1,1 % par an en moyenne), ce qui n'a rien à voir avec la Grande Dépression de 1873-1896. La date de 1840 est fréquemment utilisée par les historiens. Ajoutons qu'elle coïncide presque avec l'obligation du système métrique : 1837. Il avait été institué en 1795, était devenu légal en 1799. Mais Perdiguier publiera encore en 1839 des tables de conversion des mesures régionales.
- **carte générale** : voir polycopié
- **la « science de l'industrie »** : Dewerpe, pp. 82-83

I. QUELLE INDUSTRIE POUR QUELLES VILLES ?

Précaution : bien sûr la Révolution industrielle débutante se nourrit de l'exode rural et elle se fait en ville, de petites villes perdent la préfecture pour une ville **industrielle** (ex. : Montbrison pour Saint-Étienne), mais, outre l'ind. à la campagne, beaucoup de petites cités de mono-industrie, et, pour ce MTF2, **la ville française reste fortement la ville balzacienne**, assoupie, avec une immigration lente et régionale. D'autre part, un ouvrier installé dans un métier industriel garde souvent de la terre, donc des activités campagnardes, cf. les mineurs à demi-paysans de Decazeville et Carmaux. Maintien relatif du *domestic system*, qui déconnecte largement industrialisation et urbanisation dans la France du XIXe siècle.

Pour aller plus loin sur le lien assez lâche entre Révolution industrielle et urbanisation : court texte de L.Bergeron, *L'industrialisation de la France au XIXe siècle*, Hatier, coll. "Profil", 1979, 79 p., p. 7, photocopié.

A contrario, des villes sont créées *ex nihilo* par des industriels : Le Creusot est une création de Schneider, Beaucourt de Japy, et Decazeville s'appelle ainsi. Le Creusot aurait pu devenir Schneider-ville... Oui, mais : avant de s'installer dans la ville du Creusot, beaucoup d'ouvriers continuent à habiter la campagne !

Connaître l'existence de A.Baubérot & F.Bourillon dir., *Urbaphobie ou la détestation de la ville aux XIXe et XXe siècles*, Bordeaux, Éditions Bière, 2009, 351 p.

1°) La « furtivité » du processus d'industrialisation d'avant 1840

□ une " révolution industrielle furtive " :

- Trois sources de la classe ouvrière avant 1880 : vigueur de la petite industrie et de l'atelier, la voie proto-industrielle (marchands-fabricants, industrie rurale reste vivace jusqu'au Second Empire), l'usine : revoir tout le chapitre I du Dewerpe

- essor de la " manufacture réunie " comme on disait sous l'Ancien Régime

- montée d'une France industrielle à l'est de la ligne Le Havre-Marseille, « inventée » à forces de statistiques en 1827 par le baron Charles Dupin, et connue de Balzac (*Physiologie du mariage*). X la « France atlantique » (F.Démier)

- mais une " révolution industrielle furtive " (Maurice Moissonnier, dans *La France ouvrière*, p. 35, titre du chapitre II du livre I) avant (?) la grande vague d'industrialisation et de modernisation du Second Empire et du temps de la grande " crise " de la fin du siècle (et certains historiens c. M.Lévy-Leboyer font remonter le début de la "décélération" aux années 1860)

- industrialisation à la fois ancienne et limitée. La France est en 1871 "un grand pays industriel, faiblement industrialisé" (F.Caron), car le syst. de prod. est dualiste (le dualisme subsiste >>> 1950). Il faut entendre par là la coexistence ou l'articulation réciproque, tout au long de la période, d'industries faiblement et d'industries fortement capitalistiques, *labour intensive* et *capital intensive*.

- mais le 1^{er} XIXe siècle est une période de concentration ind. avec début du déclin de l'industrie dispersée

□ et les créations d'entreprises sont nombreuses après 1815, c'est « l'âge des entrepreneurs », gênés par la législation qui oblige à une longue enquête du Conseil d'État pour toute création de S.A. Les créateurs d'entreprises peuvent être des savants (Frédéric Kuhlmann 1825 par ex.), des inventeurs, des ingénieurs sortis de Polytechnique ou de l'École centrale (créée 1829), des commerçants, des autodidactes à forte culture technique (artisans, contremaîtres, etc.), comme les deux fondateurs de la verrerie nordiste Vancauwelaert & Wagret, ancien ouvrier potier et ébéniste. D'ailleurs, au Conservatoire des Arts & Métiers Adolphe Blanqui enseigne l' « économie industrielle »

□ voir carte ind. sous Restauration photocopiée

□ prépondérance des industries produisant des biens de consommation

□ croissance parallèle de la grande et de la petite industrie

□ spécialisation dans articles de qualité

□ évolution du Faubourg Saint-Antoine sous l'Empire ³⁴ :

- le « faubourg » tout court pour les habitants, d'après Balzac (*La cousine Bette*), par ironie vis-à-vis du faubourg Saint-Germain
- le VIII^e arr. ancien
- dév. ind. cotonnière et de la construction mécanique (fabrication de machines sur le modèle anglais)
- Richard-Lenoir (deux associés qui ont construit des métiers à tisser et fabriquent des étoffes de qualité) passe de 300 ouvriers à 750 en 1806, 1 000 en 1811.
- Une vingtaine d'usines ont près de 200 ouvriers. Mais la plupart des filatures ont entre 20 et 30 ouvriers
- léger recul global de l'artisanat, mais progrès du meuble
- >>> progression population, mais il reste encore beaucoup de jardins, beaucoup de place : 55 m² par hab. en 1831 (19 dans le Faubourg Saint-Marcel) ³⁵. Beaucoup de jardiniers
- et l'ind. et l'artisanat du meuble restent capitales, avec beaucoup de petites entreprises
- ouvriers logent en garnis et se nourrissent à l'extérieur
- très dures conditions de travail et de logement : « cours », comme celles de la rue de Lappe

□ Une " condition ouvrière " :

- Naissance de la classe ouvrière : ce changement de paysage social est ressenti par les contemporains comme un phénomène social majeur
- revoir tout le chapitre 2 du Dewerpe
- longtemps, vocabulaire imprécis (à l'image des structures sociales) : " ouvriers " (courant à partir de 1831), " travailleurs ", " prolétaires ", " plébéiens " (Babeuf), " classe des prolétaires " (Saint-Simon), " classes laborieuses " ; " coalition " plutôt que " grève " pendant longtemps
- conditions de travail et de logement épouvantables : ... Mais les horaires de travail s'allongeront après 1850 env.
- lire le règlement de la filature de coton Lehoul. à Versailles (1804). photocopié. et le règlement d'une filature d'Essonne (1828). photocopié

□ loi de 1814 interdit de travailler le dimanche

□ une sociabilité ouvrière, avec par ex. les « goguettes », des réunions chantantes

□ les ouvriers des « vieux métiers » :

- Dewerpe, pp. 63-66
- extrait du règlement de la société de l'Union des Doreurs (1833) : idem, pp. 48-49
- un ouvrier qualifié, qui a fait son apprentissage, qui est instruit
- hostilité aux « gens de bras », non qualifiés, une « aristocratie ouvrière » : dans la chapellerie, ce sont les « approprieurs » qui tiennent à se démarquer des « fouleurs », chez les verriers, les « souffleurs » ignorent les manœuvres ³⁶

³⁴ Cf. Milan Deroubaix, *Le Faubourg Saint-Antoine : la naissance de la « rue » parisienne*, mini-mémoire 2010. Mais aussi, toujours R.Monnier, *Le faubourg Saint Antoine (1789-1815)*, Société d'Études robespierristes, 1981, 367 p.

³⁵ En 1830, description du Faubourg Saint-Antoine par Luchet : « Le faubourg Saint-Antoine est très grand : les maisons sont en général bien bâties ; les rues sont larges et presque toujours propres à cause de la pente des terrains. C'est le quartier le plus industriel de Paris. Ce faubourg est habité par la population la plus laborieuse, la plus laborieuse, la plus robuste, mais aussi la plus turbulente et la plus terrible quand elle est excitée. »

³⁶ Cf. Y.Lequin, "Le métier", dans P.Nora dir. *Les Lieux de mémoire*, Gallimard, 1984-1992, 3 tomes en 7 vol., III, 2, pp. 376-419, p. 382.

- différences fondées sur travail « à l'antique », « à l'ancienne » (plus tard), langage, la possession des outils, un monde prêt pour la légende
- une vie familiale irréprochable, des mœurs sévères
- un bon militant ouvrier potentiel
- Paris reste d'ailleurs la place industrielle principale. Voir carte des anciens arrondissements et quartiers polycopiés
- cette notion de « métiers » va inspirer les dictionnaires de professions
- l'importance de l'artisanat : âge d'or des boutiquiers : voir les cordonniers 1840 polycopiés. Beaucoup de simples ouvriers et d'artisans ont ouvert des ateliers sous la Révolution française et l'Empire
- Ex. du peigneur de laine à Reims en 1840 : polycopié
- importance des inventions : de nombreuses inventions citées dans le Dewerpe, insistons sur celle de la machine à coudre par Barthélémy Thimonnier, tailleur à Amplepuis (Rhône), en 1829
- la question de la productivité :
 - un tisserand avec un métier à bras tisse 100 kg de coton / an
 - un tisserand avec un métier mécanique 1830 tisse 500 à 600 kg coton / an
 - un fileur de lin travaillant à bras file 25 kg de lin / an
 - un fileur de lin travaillant sur une machine à filer le lin produit 1 500 kg / an
 - scannage Daviet pp. 97-98
 - O.Marchand & Cl.Thélot, *Le travail en France (1800-2000)*, Nathan, coll. "Essais et recherches", 1997, 270 p. : l'heure de travail est, à la fin du XXe siècle, 28 fois plus productive qu'au début de l'industrialisation (chap. VIII)
- retards et archaïsmes dans l'industrie : scannage du Daviet, pp. 100-101

2°) La conjoncture du Premier Empire

- une « croissance dans la guerre » (Albert Soboul, titre du chapitre IV de A.Soboul, *La France napoléonienne*, tome III de la *Civilisation et la Révolution française*, Arthaud, coll. "Grandes Civilisations", 1983, réédition, 1987, 488 p.)
- Les buts et les réalisations de Napoléon Ier :
 - Code civil contient de nombreux articles relatifs aux biens et aux contrats (l'art. 1780 récite les « CDI » et ne connaît que les « CDD »)
 - création tribunaux de commerce, conseils de prud'hommes (1806)
 - livret ouvrier (1803) sans lequel il est interdit aux patrons d'engager un ouvrier :
 - * Précurseur du livret, il avait existé sous l'Ancien Régime, dans beaucoup de villes, dont Paris, un enregistrement obligatoire de l'ouvrier qui voulait travailler, mais cela fonctionnait très mal ³⁷.
 - * l'ouvrier doit le payer lui-même, c'est un instrument de contrôle du travail (salaire, avances et dettes, ville de destination sont inscrits), le patron le conserve entre ses mains !
 - * S'ajoutera le visa de la police (1831 et 1834), mais la loi de 1854 remettra le livret entre les mains de l'ouvrier.
 - En fait l'obligation du livret ouvrier est mal respectée, surtout à Paris, jusqu'à la réforme du Second Empire.
 - fondation de la Banque de France 18 janvier 1800, soc. privée

³⁷ D'après S.Kaplan, "La lutte pour le contrôle du marché du travail à Paris au XVIIIe siècle", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juill.-sept. 1989, pp. 361-412

- création Chambre de Commerce de Paris 25 février 1803 ³⁸ : projet de Chaptal, approuvé par N. ; buts : commerce et travaux publics, pas industrie ; siège >>> 1825 à l'Hôtel-de-Ville, près du préfet l; à sa tête : des négociants-banquiers ; défense des intérêts parisiens avant tout ; la Monarchie de Juillet (qui a un ministère du Commerce) élargit ses attributions : chemins de fer par ex.

- souci statistique :

* Bureau de Statistique créé au min. Int. (première mention officielle en 1801)

* on prescrit aux maires de dresser des états complets de pop. ⇒

"recensement de 1801" (résultats assez contestables)

* amélioration qualité état-civil

* recensement 1806

* évaluation 1811 à partir des chiffres 1806

* grand rôle des préfets, cf. Chabrol (Seine)

□ souci de salubrité, d'abord pour Paris : vacheries (état répugnant) hors des barrières parisiennes (1802), enquêtes *de commodo et incommodo* (1806-1810)

□ une forte augmentation de la production industrielle sous l'Empire, avec augmentation très forte de l'industrie d'art, des ind. textiles. À Roubaix, en 1804, Eugène Grimonprez importe en fraude la première *mule-jenny* de la ville

□ un recul de la jachère, une recherche de l'amélioration des charrues (pour faire reculer la « culture à bras »), une augmentation des rendements et de la production agricoles, sur les modèles flamand et anglais

□ enrichissement de certains grâce aux commandes de l'armée

□ les maîtres de forge de 1810 en accusation : voir texte polycopié

□ la question des revenus : scannage Daviet p. 68

□ mais il y a un « dessein modernisateur et industrialiste » de la Restauration (F.Démier) ³⁹

□ comme il y a apparition de « noms nouveaux » sous l'Empire et la Restauration (J.Lambert-Dansette, *Genèse du patronat. 1780-1880*, Hachette, 1991, 382 p., chap. 1)

3°) Exemples

« L'âge des entrepreneurs » (J.-P.Daviet), qui peuvent venir de l'artisanat, comme dans le Dauphiné, cf. la thèse de Pierre Léon ⁴⁰

a) Oberkampf ⁴¹

- usine de Jouy-en-Josas, sur la Bièvre, dans un cadre bucolique (cf. MTF1)

- l'Empire est le temps de l'intégration : achat toiles de coton métropolitaines, développement du marché

³⁸ Francis Démier, « La construction d'une identité libérale (1803-1848) », dans Collectif, *La Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris. 1803-2003. Histoire d'une institution*, Droz, 2003, 348 p., pp. 31-

³⁹ "Relecture de la Restauration", 1848. *Révolutions et mutations au XIXe siècle*, 1994, pp. 73-80, p. 77.

⁴⁰ Pierre Léon, *La Naissance de la grande industrie en Dauphiné*, PUF, 1954.

⁴¹ S.Chassagne, *Oberkampf. Un entrepreneur capitaliste au siècle des Lumières*, Aubier-Montaigne, 1980, 349 p. ; A.Dewerpe & Y.Galupeau, *La Fabrique des prolétaires. Les ouvriers de la manufacture d'Oberkampf à Jouy-en-Josas 1760-1815*, Presses de l'École normale supérieure, 1990 ; Musée Oberkampf de Jouy-en-Josas

- intense surveillance des ouvriers (pour la qualité de fabrication), discipline poussée, qui avait frappé Michel Foucault (« l'enfermement »). Avec déjà un règlement (1812), dont de nombreux articles sur la porte et le portier (dix pour ce dernier !).
- développement du tissage « à façon », dans tout le Nord du Bassin parisien
- une très grande division du travail, système très pyramidal, hiérarchie des salaires. Ceci facilite le maintien des formes anciennes, en l'état, ou transformées, dans l'usine
- description de l'usine : voir le Dewerpe, p. 13
- Grosse originalité dans le XIXe siècle industriel français : le travail de bureau, celui des « commis » est très bien payé, beaucoup plus que le travail manuel
- reconstruction de l'usine, multiplication des dépôts, défaites de Napoléon, décès du fondateur en 1815 >>> difficultés financières et déclin >>> vente de la société à divers repreneurs, dont J.J. Barbet, qui se fait appeler « de Jouy »

b) Sidérurgie et métallurgie

□ D'après D.Woronoff, *L'industrie sidérurgique en France pendant la Révolution et l'Empire*, EHESS, 1984, 592 p., ouvrage issu d'une thèse d'État Paris I, 1981, et divers articles de lui. Il faut ajouter : J.Vial, *L'industrialisation de la sidérurgie française. 1814-1864*, Thèse, Paris-La Haye, Mouton, 1967, 470 + 110 p. Aussi : G.Thuillier, *Georges Dufaud et les débuts du grand capitalisme dans la métallurgie en Nivernais au XIXe siècle* », SEVPEN, 1959, 254 p.

□ Au début du siècle, la sidérurgie traditionnelle (bas fourneaux, forges catalanes, etc.) est dispersée dans de petites forges installées près des gisements de fer et des forêts. En 1815, l'arrivée des fers anglais, plus performants, menace de les ruiner. À l'abri des barrières protectionnistes de 1822, les maîtres de forges adoptent peu à peu les procédés anglais : fabrication de la fonte à la houille, et du fer par puddlage.

□ L'entreprise de Georges Dufaud est d'abord installée dans la Sarre, et transférée dans la Nièvre (rivières et bois), à Imphy, puis d'autres usines : surtout Fourchambault, sur la Loire également, et d'un niveau technique très élevé.

□ Dès les années 1820 naissent les premières grandes entreprises : ce sont des SA, qui peuvent réaliser de lourds investissements, celles de Decazeville, Fourchambault (Nièvre), de Wendel (Lorraine) et Le Creusot.

□ Avant 1850, leur croissance est parallèle à celle des petites forges rurales qui améliorent elles aussi leur productivité et vendent encore de la fonte au bois, très appréciée.

□ une notabilité sidérurgique, qui a construit une sid. au bois, utilisant les gisements de fer dans calcaire jurassique : localisation près forêts (Haute-Marne ⁴² par ex.) ou gisements de fer (Berry par ex.) >>> difficultés de transport. Le tournant décisif a été la construction d'un réseau de chemins de fer, qui présente un double intérêt.

□ La main-d'œuvre :

- Manque de bras pendant guerres Révolution et Empire
- une main-d'œuvre souvent relativement aisée : nombreux contrats de mariage par ex.
- divergences quant à l'emploi du mot « ouvrier » (qualifié ou tous ?)
- grand nombre de noms de « métiers » internes (ex. : le « goujat », l'aciériste, le fondeur, le « fendeur », le souffletier, le maréchal)
- le travail : rythmes et modalités : variations saisonnières
- grosses différences numériques entre usines
- la dispersion géographique entraîne une faible productivité

⁴² Le plus gros département sidérurgique représenté à l'exposition de 1806.

- emploi fréquent de plusieurs membres de la même famille
- méfiance devant la main-d'œuvre étrangère
- façons de payer le salaire très variables (lieux, métiers, époques)
- avantages en nature
- G.Dufaud paie des salaires très élevés à Fourchambault
- problème de l'utilisation du bois: des protestations contre les « bouches à feu » dans le monde rural dès l'Ancien Régime
- échec de l'innovation technique (emploi du « charbon de terre », fonte ⁴³ au coke n'a pas encore de supériorité *économique* décisive, échec bien visible au Creusot, difficultés à fabriquer de l'acier, etc.)
- extraction « charbon de terre » très ancienne (Decazeville dès XVe siècle, bassin du Nord 1734), mais 1ère Révolution industrielle & bassin de la Moselle n'entre en scène que tardivement (fin XIXe siècle)
- besoins militaires
- conjoncture : essor et crises fin de l'Empire
- jusqu'en 1840-1842 (plan du réseau ferré et loi sur les chemins de fer) rationalisation faible
- compléter par les ex. du Dewerpe p. 62

c) Saint-Gobain

Scannage Daviet p. 90. polycopié, et compléter par :

- de nouvelles usines, comme Chauny
- conservation de méthodes anciennes : concentration ouvrière importante, recrutement familial, discipline militaire, logement des ouvriers à proximité immédiate des fours
- mais adoption de machines anglaises

d) Le patronat textile de Saint-Quentin

- dominé par la famille Joly, fixée dans la ville vers 1705 (venue de Loudun), une famille protestante
- alliances matrimoniales avec d'autres familles du textile français, dont les Poupart de Neuflyze et les Oberkampf
- Aimé Joly meurt à Nice en 1831, des fatigues excessives subies à la foire de Beaucaire !
- des usines à Saint-Quentin, une à Guisse
- autres familles: Arpin (famille savoyarde), Tournon

e) Les maçons de la Creuse

- bien connus grâce à Martin Nadaud dont les mémoires ont été plusieurs fois rééditées ⁴⁴
- mais célèbres au XIXe siècle, avec leurs chansons, dont celle de Jean Petit, polycopiée
- cause: la misère >>> remb. des dettes (chiffrées avec précision par Martin Nadaud) : faire le maçon permet d'« ébrécher le bloc [des] dettes » ; désir de s'établir (se marier) : Martin Nadaud épouse une Mlle Aupetit. Fierté de rapporter des sous (au sens propre et en sacs

⁴³ Alliage de fer et de carbone (entre 2,5 % et 4,5 % pour ce dernier)

⁴⁴ M.Nadaud, *Léonard, maçon de la Creuse*, introd. de J.-P.Rioux, Maspero, 1976, 395 p., réédition, La Découverte, 1998, 416 p. ; M.Nadaud, *Mémoires de Léonard, ancien garçon maçon*, édition par M.Agulhon, Hachette, 1976, 557 p. ; M.Nadaud, édition électronique, sur <http://egodoc.revues.org/souvenirs/>

parfois). Mais ce sont seulement les activités de professeur en exil ⁴⁵, de publiciste, et le revenu du capital foncier, qui ont permis à la famille de Martin Nadaud une certaine aisance.

□ liens de **famille** et de **voisinage**

□ **migrations** saisonnières, mais peuvent être de plus longue amplitude : deux fois un maximum de trois ans pour Martin Nadaud, dont 17 jours après son mariage. Mais Martin Nadaud fait venir sa femme à Paris, ce qui est une complète innovation. Voyage à pied dans les premières années, avec étapes et auberges habituées et le 1^{er} voyage de Martin Nadaud, à 14 ans (âge classique), souvent cité, avec son père bien-aimé, maçon 42 ans, Léonard, qui donne sans doute le titre des mémoires

□ **lente évolution vers la migration définitive**

□ **Martin Nadaud** passe aisément et constamment de la condition de salarié à celle d'artisan, ou de coopérateur, ou de patron : **être ouvrier est une condition de vie globale** (et très dure) plutôt qu'un statut juridique

□ le **métier** : matériaux (« plâtre », omniprésent, matériaux de démolition et de récupération : platras, moellons, vieilles tuiles, etc.) ; hiérarchie (apprenti, le *limousinant*, compagnons, maître compagnon, appareilleur, bardeur, tâcheron, amitié, dont avec travailleurs anglais, car Martin Nadaud a travaillé quatre ans à Londres comme maçon, fidélité, trahison, mensonge) ; dureté (crevasses aux mains, froid, accidents) ; chômage (le compagnon « bat les pavés », « rode » de chantier en chantier, même en Grande-Bretagne, où Martin Nadaud apprend par cœur la formule de demande de travail) et notion de « crise » (le mot revient plusieurs fois dans *Léonard*, dont l'auteur a forgé la fameuse formule « Quand le bâtiment va, tout va ») ; la pauvreté (le compagnon « bat les gravats », *i.e.* se couche sur les gravats) ; la multiplicité des chantiers (dont, près de Louis-le-Grand, la mairie de l'actuel Ve arr., deux fois évoquée, la rue Mouffetard) ; la distinction très nette entre travail manuel et travail intellectuel (*cf.* en Angleterre il devient en 1855 professeur de français à Wimbledon, où il a été d'abord maçon)

□ Voir **la gravure « Maçon, scieur et tailleur de pierres » envoyée par Internet**

f) Le monde du travail à Lyon avant 1840

□ D'après la thèse d' Y. Lequin, *Les ouvriers de la région lyonnaise (1848-1914)*, Presses universitaires de Lyon, 1977, 2 vol., 573 & 500 p. et B. Angleraud & C. Pellissier, *Les dynasties lyonnaises. Des Morin-Pons aux Mérieux, du XIXe siècle à nos jours*, Perrin, 2003, 830 p., *passim* ⁴⁶

□ **dominé par la soie**, installée ici depuis François Ier : le XIXe siècle est le siècle de la Fabrique, avec un taux annuel moyen d'accroissement de 4 % jusqu'en 1880 !

□ **organisation traditionnelle** : marchands de soie (importateurs, banquiers, manufacturiers) >>> fabricants (monde très morcelé) >>> « chefs d'atelier » >>> les *canuts* mais le chef d'at. peut être seul !

□ un monde très concentré spatialement dans ville de Lyon ; un monde **très familial** : les Arlès-Dufour, les Gindre, les Pila ⁴⁷

□ **grosses transformations** :

- essor des métiers extra-urbains, majoritaires dès 1840

⁴⁵ En Grande-Bretagne, après être passé par Bruxelles où il a rencontré Agricole Perdiguier.

⁴⁶ Les auteurs utilisent des mémoires et thèses, dont celle de Catherine Pellissier sur les loisirs et les sociabilités des notables lyonnais.

⁴⁷ *Cf.* Ulysse, grande figure de la Société de Géographie de Lyon.

- taux de *turn over* très élevé

□ les autres ind. :

- ind. chimique : Coignet fondé en 1818

- ind. métallurgiques et mécaniques, basées sur charbon de la Loire, navigation rhodanienne, chemins de fer (1^{ère} voie ferrée française : Saint-Étienne à Andrézieux, 1827), mines de fer Ardèche : entreprise Gindre-Duchavany

- ind. alimentaires : brasserie, par ex.

□ les autres MT. :

- artisanat de luxe : orfèvrerie et bijouterie (séparées comme dans toute la France !)

- banque : la seule place bancaire d'envergure internationale après Paris. Arlès-Dufour aussi !

Autre ex. : Morin-Pons

□ Un univers patronal. :

- Valeur bourgeoise par excellence, le travail est tout particulièrement respecté et exalté par le notable lyonnais. Industriel de la chimie, Émile Guimet choisit pour devise deux mots latins : *Labor, Amor.*

- Cette constante apologie du travail se double d'une récurrente dénonciation de l'oisiveté

- Historien de la « lyonnitude »⁴⁸, Bruno Benoît⁴⁹ va jusqu'à faire du travail une des caractéristiques de la « patrie lyonnaise » !

- nombreux self made men, éducation dans famille

- emplois du temps très lourds : des patrons 1ers arrivés, derniers partis, des bourreaux de travail, avec découpage maniaque du temps, mais une vie sociale

- paternalismes :

* couvents-usines, le + imp. étant celui de Jujurieux : 600 JF encadrées par des religieuses, très sévères

* Émile Guimet, avec recherche de la fidélité ouvrière

- défense des intérêts corporatistes : Tribunal de Commerce, Chambre de Commerce, rétablie par Napoléon Bonaparte en 1802

- promotion de l'éducation : écoles, la + imp. étant celle de la La Martinière (1826)

- intérêt pour le libre-échange et l'économie politique, pour la colonisation

- intégration de Français venus d'autres régions, d'étrangers

- la gestion de l'entreprise : sens de l'économie, condamnation du luxe, sens du devoir : la « ville des bonnes œuvres » !

g) Le cas parisien

□ D'après A. Guillerme, *La naissance de l'industrie à Paris entre sueurs et vapeurs. 1780-1830*, Champ Vallon, 2007, 439 p.

□ naissance des industries, distinctes des « arts », *i. e.* de l'artisanat, qui régresse. L'industrie profite des progrès de la chimie, très importants sous RF, Empire et Restauration, des progrès de la technique, de l'utilisation des forces motrices

□ utilisation de matières premières, mais aussi et surtout récupération de multiples produits : salpêtre des murs, matériaux de démolition, os des animaux morts (un véritable boom sous la Restauration, l'équirassage, à Montfaucon, étant un métier très lucratif !), mais aussi crin, sang des bêtes, chair, intestins, tendons, boyaux, graisse, sabots ; cendres, vieux chiffons, *gadoues*

⁴⁸ Expression utilisée pour la première fois par Régis Neyret dans un article du *Monde* daté 23 sept. 1979.

⁴⁹ B. Benoît, *La lyonnitude. Dictionnaire critique et historique*, Lyon, Elah, 2000.

(gadouilleur), vidange des « fosses d'aisance », cuirs usagés, poissons, plomb, les misérables ramassent les clous tombés des fers des chevaux, pour les revendre au poids.

□ orfèvrerie de luxe. la 2^e d'Europe, derrière Venise, connaît un développement très rapide. À cause des produits utilisés (acides, etc.) elle est rejetée dans les faubourgs

□ myriades de métiers : couturières, brodeuses, raccommodeuses, faïenciers, porcelainiers, bottiers, couverturiers, merciers, galonniers, passementiers, tapissiers, quincailliers, chapeliers, porteurs d'eau, nombreux avant l'arrivée de l'eau de l'Ourcq (1822), numérotés, suspectés de fraude et de colporter les rumeurs, tanneurs (odeur...), fabricants de colles, tanneurs (Bièvre), selliers, hongroyeurs (fabriquent les harnais), corroyeurs (fabriquent les sangles, les bretelles, etc.), maroquinerie (peau fine, de luxe, de bouquetin ou de chevreau), chapeliers, fabricants de chandelles et de bougies (plus chères). Voir la gravure « Le Sellier » envoyée par Internet

□ blanchisseuses (malades, vie courte, quartier des Gobelins, eau sale, etc.) : voir les trois petits dessins. Cf. Marcelle Sophie Eude (1815-1896, de Verneuil-sur-Avre à Gentilly) et sa fille Marie Alexandrine Lejeune, lingère

□ tapissiers, comme les Marx. « Le tapissier n'est plus pour nous, comme il le fut jadis, l'industriel qui tisse des tapisseries et des étoffes d'ameublement ou le marchand qui en fait le commerce. Nous ne donnons plus ce nom qu'à l'ouvrier décorateur qui approprie ces tissus à leurs différents usages. [... Il] se charge de tout ce qui concerne l'aménagement d'un intérieur ou l'ornementation d'une salle. Nous lui devons en grande partie notre confortable moderne et le luxe de nos somptueuses installations. Les grands tapissiers figurent parmi les principaux représentants de l'art industriel. » (Marcel Charlot, article « Tapissier » dans La Grande Encyclopédie). Le *Grand Dictionnaire Larousse du XIXe siècle* souligne la supériorité des tapissiers parisiens et joute : « Loin de Paris, on est privé de tous les moyens qui abondent dans la capitale... »

□ J. (Jules Pierre) Deville. Recueil de documents et de statuts relatifs à la corporation des tapissiers de 1258 à 1875. Réflexions concernant cette corporation par l'auteur. J. Deville. Président de la Chambre syndicale. A. Chaix. 1875. 408 p. :

- nombreuses définitions : les tapissiers s'occupent de tapis et de meubles
- une Société de secours mutuels, dite de Saint-François, est fondée en 1818 à Paris
- une Chambre syndicale des maîtres-tapissiers est constituée à Paris le 9 février 1848
- une Chambre syndicale des ouvriers tapissiers est constituée à Paris en août 1868, elle cesse d'exister en 1870

□ cas d'Antoine Desvignes, représentant (« multicarte » ?) à Constantinople des tapissiers Marx, établis dans le 7^e arrondissement parisien et très liés au reste du milieu artisanal parisien. Il épouse à Péra, dans le quartier européen de Constantinople, une jeune Turque, de la famille des Né, habituée depuis le... XIVe siècle à épouser de temps en temps des *roumis*. Prénommée (dans l'état-civil français) Delphine, elle donne naissance en 1852, toujours à Péra et peu avant la guerre de Crimée, à Marie Desvignes, qui devait en 1884 épouser (Paris 9^e) un des fils Marx !

□ Le tapis turc ressemble beaucoup au tapis persan, mais il en diffère par le nœud, dit nœud turc (ou gordien). Le fil de laine (ou de soie) est serré autour de chacun des fils adjacents de la chaîne, alors que le nœud persan est serré sur l'un des deux seulement.

□ Les Marx manifestent un phénomène de mobilité sociale et professionnelle et un autre de déclassement (cf. les mariages et les non-mariages) qui rappellent l'article de Jean Le Yaouanq, « La mobilité sociale dans le milieu boutiquier parisien au XIXe siècle », *Le Mouvement social*, juillet-septembre 1979, pp. 89-112.

□ zingueurs (les toitures en zinc se développent à partir des années 1820),

- petits imprimeurs, comme les Denoël, les Gambette et les Rougier ⁵⁰
- mais la division du travail se réduit et les artisanats ont des liens entre eux
- une culture de l'artisan ; tradition du métier, de génération en génération ou l'inverse
- imp. de la famille et du voisinage
- quand l'entreprise est un peu importante, elle s'installe souvent dans une ancienne étable fermée pour cause d'insalubrité par le Premier Empire (voir plus haut)
- l'usine triomphe vite en matière de teinturerie, de distillerie, de raffinage de sucre, d'amidonnerie, de féculerie, de peinture, de blanchissage du linge, de fabrication de matériels d'éclairage public, de serrurerie (alors que le serrurier est considéré comme un artiste à la fin du XVIIIe siècle et sous l'Empire) : cas typique des vis. Voir les gravures « Le Serrurier » et « Atelier de serrurier » envoyées par Internet.
- le cas particulier et faubourien des carrières de Montrouge :
 - célèbres carrières souterraines dites « du fort de Montrouge ». Ces carrières avaient très mauvaise réputation jusqu'au XIXe siècle. Ce sont des faubouriens, des « révoltés », des « braconniers » (de nombreux procès verbaux de la Maréchaussée font état de carrières chassant sans privilège royal).
 - Dumas, dans ses *Mille et un fantômes*, écrit que « l'aspect des carrières est en général sinistre » et que lorsqu'« on dit à la barrière d'Enfer (*actuelle place Denfert-rochereau*) : "voilà les carrières de Montrouge qui descendent" les habitants des rues avoisinantes secouent la tête et ferment leurs portes ».
 - Cette mauvaise réputation va faire naître, au cours des siècles de nombreuses légendes sur ces lieux étranges, interlopes, en bordure de la ville grandissante.
- autres carrières : Gentilly et Le Kremlin-Bicêtre (indépendant en 1896)

h) Commentaire rapide règlement filatures coton Lille 1807, dans Hirsch, p. 452

i) V.Hugo. Les Misérables

- Certes 1862 mais peinture sociale située sous la monarchie de Juillet
- Comme souvent dans le roman français du XIXe siècle, pas de description des conditions de travail
- mais nombreux métiers ou états évoqués : des bonnes et servantes, tenanciers de cabarets (dont les Thénardier), clients des cabarets avec leurs métiers (dont poissonnier), divers représentants de l'ordre et des pouvoirs publics (Javert, gendarmes, etc.), caissier, rentiers, etc.
- tous les pauvres sans véritables métiers, les « misérables », les « pauvres » que les Thénardier n'acceptent de loger qu'à double prix
- Champmathieu, ancien charron à Paris

⁵⁰ Un Rougier, imprimeur en taille-douce, apparaît dans L'Almanach du Commerce de 1839, 6 rue Zaccharie (rue qui n'existe plus). Ce ne peut être que Simon François. Simon François Rougier. Grenadier de la Grande Armée, promu capitaine est immortalisé par le tableau de Jean-Adolphe Beaucé devant le tombeau de Napoléon à la chapelle Ste Jérôme de l'hôtel des Invalides. En effet, en 1840, le corps de Napoléon, revenant de Ste Hélène, fut débarqué du *Normandie* au pont de Neuilly (il y a une plaque commémorative). Les vétérans de la Grande Armée ayant exprimé le désir de veiller "l'ancien", l'autorisation a été donnée par Louis-Philippe, à condition que ces soldats soient en uniforme de l'époque : il présument qu'il n'y en aurait pas beaucoup et voulait éviter ainsi une manifestation bonapartiste. La Maison Rougier et Plé (papeterie, bd des Filles du Calvaire, non loin du bd du Temple) ayant été fondée en 1854, elle l'a été par Victor Rougier.

i) Guillaume Ternaux (1763-1833), textile lainier à Sedan

Cf. G. de Bertier de Sauvigny, "Un grand capitaine d'industrie au début du XIXe siècle : Guillaume Ternaux. 1763-1833", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1981. Résumé de L.-M. Lomüller, *Guillaume Ternaux (1763-1833), créateur de la première intégration industrielle française*, Éditions de la Cabro d'Or, 1978, 531 p. Scannage intégral du CR. J'ajoute qu'il a participé à la fondation de la Société de Géographie.

j) La proto-industrialisation à Mazamet

- D'après Rémy Cazals, *Les révolutions industrielles à Mazamet. 1750-1900*, Maspero, 1983, 298 p.
- ancienneté de l'industrie, grâce aux moulins à eau : ind. textile, laine surtout, mais aussi papeteries. Des « usines au fil de l'eau » (J. Lambert-Dansette, *Genèse du patronat. 1780-1880*, Hachette, 1991, 382 p., p. 62).
- Beaucoup de patrons protestants
- Une concentration des capitaux, surtout dans la papeterie, au début du XIXe siècle
- perfectionnement des roues hydrauliques, dont certaines st encore visibles. Apparition de la turbine à eau
- le maréchal Soult, ministre de la Guerre sous la Monarchie de Juillet et originaire de la région, fait donner à Mazamet (et à Castres) de breux lots de fourniture de draps pour l'armée française. Acte célèbre, mais cela a représenté 1 % de la production de M. !
- dispersion des ateliers et usines
- recrutement des ouvriers dans tout un « bassin d'emploi » ; ils st en majorité catholiques, alors que la ville reste protestante au XIXe siècle. Classe ouvrière revendicative, avec grande grève 1845
- à partir de 1860, la ville se spécialise dans le « délainage », i.e. la séparation de la laine de la peau (du cuir) des moutons. Le délainage s'affirme définitivement avec la Grde Dépression

4°) Les formes d'organisation et d'action ouvrière

Bien voir la chronologie générale polycopiée

a) Le compagnonnage

- vieille pratique, interdite en droit, mais tolérée de fait ; elle concerne en plein le MTF : le mot de « travail » revient des centaines de fois dans le livre d'Émile Coornaert (et l'expression « monde du travail » des dizaines de fois) ⁵¹
- culte du secret, d'où les craintes des autorités et les nombreux interrogatoires de police, étudiés par les auteurs cités. Un procureur général de Bordeaux dit : « Il n'y a point de faux frères parmi eux » >>> pas de trahison, culte de la fraternité
- joue un rôle professionnel (perfectionnement, mutualité). Le compagnon est souvent, mais pas toujours, fils d'un artisan de village, d'un petit entrepreneur de quartier
- joue un rôle de défense et de formation (voyages sur le « trimard »). Rôle du « rouleur », compagnon chargé de l'embauche, qui doit lutter contre la baisse des salaires qui tente toujours les « bourgeois » ou « singes ». Situation de force grâce à la collectivité qui est

⁵¹ E. Coornaert, *Les compagnonnages en France du Moyen Âge à nos jours*, réédition, Les Éditions ouvrières, 1966, 448 p. Le grand classique, plus ancien, est Étienne Martin Saint-Léon, *Le compagnonnage. Son histoire, ses coutumes, ses règlements et ses rites*, 1^{ère} édit. 1901, div. rééditions, Librairie du Compagnonnage, 1977, 371 p.

derrière le candidat à l'embauche et à qui il est interdit de faire baisser les montants de salaires. Le XVIII^e siècle a vu apparaître la notion de tarif syndical grâce au compagnonnage. La grande bataille des compagnons, c'est l'établissement des tarifs. Mais le compagnonnage ne dispose pas d'une situation de monopole : des transfuges créent des sociétés concurrentes, les autorités installent des bureaux de placement, pour tenter de contrôler l'embauche. Double appartenance de dignitaires du compagnonnage à la franc-maçonnerie, d'ailleurs.

- joue un rôle relatif d'intégration des étrangers, puisque leur entrée en compagnonnage n'est nullement interdite : le lieu de réunion des compagnons, la « cayenne », leur est ouvert
- revoir les pages 15-17 du Dewerpe

- la conjoncture :

* pour Martin Saint-Léon : grande puissance sous la Restauration : la seule organisation ouvrière ! Premiers symptômes de décadence dans les années 1830

* pour Coornaert : apogée plutôt sous le Second Empire

- défauts :

* fractionnement (Enfants de Maître Jacques et Enfants du Père Soubise, dits Compagnons du Devoir, les *dévoirants* ou, péjoratif, *dévorants*; les Enfants de Salomon, dits Comp. du Devoir de Liberté, les *gavots* qd ce sont des menuisiers) et même scissions (>>> les *bons drilles* au sein du Devoir de Liberté)

* lacunes prof. nombreuses et, surtout, inadaptation à la RI et au machinisme

* ne touche que les célibataires, avec grand rôle du mariage dans l' « installation »

* obligation du mouvement : l'arrivant chasse l'installé, mais ce peut être un avantage

- seule une fraction des compagnons parvient à l'indépendance et les rapports de force demeurent entre ouvriers et patrons. Les frictions sont permanentes

- concurrence d'une main-d'œuvre sous-payée, qui fait de la « camelote »

- l'essor du chemin de fer, en réseau (plan de 1842), rend caduques les modalités tradit. du Tour de France

- les efforts d'Agricol Perdiguier en vue d'une réforme ont échoué ⇒ déclin dès fin monarchie de Juillet. Bio. d'Agricol Perdiguier (*Avignonnais-la-Vertu*) dans le Dewerpe p. 16 et un texte photocopié.

- voir doc. photocopié (carte)

- Perdiguier gravement et longtemps malade, proscrit sous le Second Empire, a finalement travaillé peu longtemps. En quoi ns intéresse-t-il pour les MTF ?:

* bien sûr, idée fondamentale que le compagnonnage est gage de qualité du travail, qu'il est exaltation du « métier », qu'il permet l'acquisition d'un état, la « vocation » disaient les compagnons, par le Tour de France, car très variés sont les tours de main : les tonneaux ne sont pas identiques dans le Bordelais et en Bourgogne

* religion du travail, l'équerre et le compas étant les symboles du compagnonnage. Elles sont éventuellement portées en boucles d'oreille ! Attachement sentimental aux bons outils. Goût de la « belle ouvrage », de la « belle œuvre », « amour sacré » du métier. Cf. le texte scanné photocopié. Toute difficulté est un défi que le compagnon doit relever, éventuellement en faisant appel à l'entraide. Apogée bien connu du « chef-d'œuvre », qui ne nourrit pas l'homme mais sa légende !

* passion du dessin, très proche de la géométrie descriptive, le « trait », comme dans beaucoup de milieux artisanaux (cf. les Marx et les Lejeune). « l'ami du trait » est une épithèse fréquente.

* Perdiguier vitupère la blouse, symbole de l'infériorité de l'ouvrier

* menuisier, son père décide qu'il aura un fils menuisier. Les deux aînés refusent, Agricola, qui préfère être paysans (*sic*), est obligé d'accepter !

* Avignon est, depuis le XVIIIe siècle, un grand centre d'ébénisterie et de menuiserie (sans distinction)

* des maîtres variés : un « tyran », un avare (qui ne suive pas), un excellent (Riboulet), un qui pousse à se faire recevoir compagnon, un (Vercasson) qui calcule mal ses frais, paie ses ouvriers à la pièce, s'aperçoit que cela lui coûte beaucoup et revient à la journée !

* fait, en tant que représentant du peuple, une étude des salaires ouvriers, pour contrer Thiers

* des commandes variées, laïques et ecclésiastiques

* le sentiment des lacunes professionnelles

* habite le faubourg Saint-Antoine

* les accidents du travail

* proscrit, il entre en Belgique, remplit un registre et s'inscrit comme menuisier (son ami Martin Nadaud s'inscrit, la veille, comme maçon)

* pendant son exil, sa femme, pour faire subsister la famille, ouvre un garni d'ouvriers, l'Hôtel des Voyageurs, 38 rue Traversière

□ bien lire les quatre passages scannés et photocopiés

□ Perdiguier n'a pas réussi à enrayer la décadence du comp.

□ la semi-adaptation du compagnonnage au siècle :

- la hiérarchie interne est abolie chez certains (menuisiers par ex.)

- nombreuses modifications de la géographie du compagnonnage et du Tour de France (par ex. : fusion de comp. dans certaines villes, des suppressions, etc.)

- des éphémères Fédération compagnonnique et Union compagnonnique (IIIe Rép.)

- mais la Commune déconcerte et le compagnonnage subit le recul de l'artisanat et la concurrence des syndicats, qui sont les « héritiers » du comp. (Martin Saint-Léon)

b) Les sociétés de secours mutuel (ou Mutuelles)

- apparues fin XVIIIe siècle

- loi Le Chapelier votée contre elles

- méfiance de l'administration, qui :

* limite le nombre d'adhérents (une 100ne)

* oblige >>> 1852 à tenir les réunions sous la présidence du commissaire de police ou du maire ! Sous le Second Empire, le président est nommé par le préfet

* limite les buts à soulager les vieillards, les malades, les infirmes

- et pourtant, multiplication dès la Restauration, surtout à Paris, puis essor en province (Lyon, particulièrement)

- progrès monarchie de Juillet (> 2 millions d'adhérents en 1848), malgré féroces vagues d'interdiction

- limites : seulement ouvriers qualifiés, pas de liens entre sociétés

- compléter avec le Dewerpe pp. 72-74

c) L'insurrection ouvrière

- traditionnellement parallèle à la "journée urbaine" (parisienne surtout, mais insurrection lyonnaise de nov. 1831)

- peut être incluse dans celle-ci

- drapeau rouge

- image du lion enfermé dans sa cage (V.Hugo)
- Saint-Marc Girardin, dans le *Journal des Débats* du 8 décembre 1831, à propos de l'insurrection lyonnaise : "Chaque fabricant vit dans sa fabrique comme les planteurs des colonies au milieu de leurs esclaves, un contre cent ; et la sédition de Lyon est une espèce d'insurrection de Saint-Domingue. Les barbares qui menacent la société ne sont point au Caucase ni dans les steppes de la Tartarie ; ils sont dans les faubourgs de nos villes manufacturières."
- on pourrait rapprocher :
 - * assassinat du duc de Berry 1820 par ouvrier sellier antiroyaliste Louvel
 - * Iuddisme : Dewerpe p. 65. Fréquent dans le Midi. Par ex. à Vienne, en 1819 ; mes ouvriers se soulevèrent contre deux fabricants qui avaient décidé d'introduire une tondeuse mécanique dans leur usine, « ce qui privera de travail un grand nombre d'ouvriers »

d) La grève

- interdite >>> loi 1864
- objectifs : durée du travail, salaires, " tarif" (cf. Lyon en 1831 et 1834, les canuts, cf. gravure polycopiée). Ils ont été « magnifiés » par l'historien (hagiographe ?) Fernand Rude ⁵², décrits par Maurice Moissonnier, *Les canuts*, « *vivre en travaillant ou mourir en combattant* », Messidor, 1988, 202 p. Une histoire inverse (où presque tout est rose, tout au moins à la campagne) a paru dans la coll. « La VQ » ⁵³. Quartier de la Croix-Rousse, où la trace des ateliers de canuts, dont c'est l' « acropole », est encore très visible ; origine souvent rurale ; logis étriqué : on couche souvent dans l'atelier ; métier en bois ; les « donneurs d'ordre » sont les « fabricants » (cf. MTF1) auxquels le canut va « rendre » ; fatigue et accidents ; les « ourdisseuses » préparent la chaîne. Grde inégalité : seuls les « chefs d'atelier » st des « aristocrates »
- ils ont été réévalués à la lumière de l'histoire intellectuelle par Ludovic Frobert ⁵⁴, qui voit trois phases dans leur histoire : ils ont été d'abord saint-simoniens, puis républicains, puis (1834) fouriéristes. Lecture des journaux. Certains ont laissé des mémoires, comme Clair Tisseur, pseudonyme facile... ⁵⁵
- la fabrication des rubans de soie = passementerie, plus dispersée en France que le travail des canuts, mais beaucoup dans région de Saint-Étienne. Le ruban est un signe de distinction, le premier luxe
- importance de la question du salaire : scannage Daviet, pp. 110-112
- lire texte de Fernand Rude sur la fabrique lyonnaise polycopié
- 1^{ère} révolte du 20 au 22 novembre 1831. 2^e en avril 1834, dues à désaccord sur les tarifs. Casimir Perier réaffirme son attachement à un libéralisme économique strict, excluant toute intervention de l'État en matière salariale, en désavouant l'accord négocié par le préfet, et il envoie l'armée réprimer l'insurrection. Même si elle revêt un caractère plus pré-capitaliste que révolutionnaire, l'insurrection suscite de nombreux commentaires, depuis Louis Blanc

⁵² F.Rude, *C'est nous les canuts*, réédition, Maspero, 1976, 261 p. ; F.Rude, *Les révoltes des canuts. 1831-1834*, Maspero, 1982, 208 p.

⁵³ B.Plessy et L.Challet, *La vie quotidienne des canuts, passementiers et moulinières au XIXe siècle*, Hachette, 1987, 284 p.

⁵⁴ L.Frobert, *Les Canuts ou la démocratie turbulente. Lyon, 1831-1834*, Tallandier, 2009, 224 p.

⁵⁵ Témoignage utilisé dans le Plessy & Challet...

jusqu'à Saint-Marc Girardin qui écrit dans un article célèbre du *Journal des Débats* du 8 décembre 1831 : « Les barbares qui menacent la société ne sont point au Caucase ou dans les steppes de la Tartarie ; ils sont dans les faubourgs de nos villes manufacturières. » Dès lors la question sociale s'imisce dans le débat politique, qu'elle soit niée ou mise en avant. L'insurrection des quartiers du Temps et du Marais à Paris, les 13 et 14 avril 1834, est le contrecoup de l'insurrection lyonnaise des jours précédents, imitée dans de nombreuses villes de province. Incitée par la Société des Droits de l'Homme, elle est le fruit du rapprochement entre les mouvements ouvriers et l'agitation républicaine.

- Balzac dans *La Maison Nucingen* : « Tout est rentré dans l'ordre et le canut dans son taudis » !

- grandes vagues : 1833-1834, 1844, 1847, 1864>>>, 1869-1870

e) L'absence d'idéologie

- la classe ouvrière n'a pas d'idéologie propre

- mais une « parole ouvrière » : Dewerpe pp. 66-69

- socialistes " utopiques " sont des bourgeois, sans impact / ouvr. Leur idéologie n'est pas d'ailleurs pas spécifiquement " ouvrière "

- jonction à la base avec les militants rép. bourgeois (cf. 1834 : Lyon & rue Transnonnain)

- 1848 est, évidemment, " la grande désillusion " (M.Moissonnier)

- un féminisme ouvrier sous le Second Empire : Jeanne Deroin, Eugénie Niboyet, Pauline Roland

- disparition du christianisme ouvrier socialisant, très important avant et pendant 1848

- pour aller plus loin : Dewerpe, pp. 69-72, 74-79, 83-88

5°) Les vestiges du capitalisme ancien

□ progrès et retards 1815-1848, diff. de l'accumulation primitive

□ obstacles à la croissance de l'éco. fr.

a) Le capitalisme foncier et immobilier

□ Certes de nombreux cas de propriétaires dénués du souci d'investir, de moderniser, et qui se contentent d'être des rentiers pour "tenir leur rang" (dans l'W notamment), mais nombreux liens entre usine et terre. et abondent les preuves de l'importance du capitalisme foncier et immobilier

□ causes de liens capit.-terr.

- "émigration de l'int." 1830>>> : intérêt des nobles pour le progrès agricole, participation aux Soc. d'Agric., le rentier s'est mué en entrepreneur

⇒ dans la "France châtelaine", c'est le "capitaine d'agriculture" qui exprime la montée du capitalisme.

- des nobles tôt lancés dans l'ind., et qui s'intéressent au progrès agricole (ex. : les Solages de Carmaux, le duc Decazes, métall. de l'Aveyron, etc.)

□ ex. anciens :

- comte Hervé de Kergorlay (Canisy, Manche) Monarchie de Juillet et Second Empire

- marquis d'Havrincourt, émigré de l'int. qui fait de sa propriété artésienne une exploitation modèle. À la tête en 1868 de 1 140 ha, d'une sucrerie, d'une raffinerie, membre Soc. nat. des Agric. de France & d'autres Soc. Conseiller général, plusieurs fois député. Souci de didactisme : "Je veux montrer aux cultivateurs du Nord, qui abandonnent presque tous l'élevage, qu'en donnant des soins intelligents à nos races, nous pouvons faire aussi bien que les Anglais."

□ un type rural, celui des bourgeois-propriétaires & gros fermiers, surtout dans Bassin parisien (cf. Hourdequin dans *La Terre de Zola*) :

- J.-C. Potel-Lecouteux à Créteil (*sièc*) Monarchie de Juillet & Second Empire
- dans PDC, des "cap. d'agric." assoient leur puissance sur une activité à la fois agric. et ind. Cas de Guislain Decrombecque, surnommé "le premier agriculteur de France", qui remporte le 1er prix à l'Expo. univ. de 1867 à Billancourt. En 1868 : 450 ha, 700 têtes gros bétail, mais aussi brasserie, sucrerie, briquetterie, gazomètre, distillerie, etc. ⇒ emploie > 300 personnes

□ un 2e type rural, celui des "agriculteurs-industriels"

- causes :

- * passage produit brut >>> prod. transf. (recherche de la "valeur ajoutée")
 - * placement de sécu. ou de prestige
 - * diversif. des sources de profit
 - notamment chez les industriels de la betterave à sucre
 - * les frères Decauville sont devenus depuis 1875 les grands fabricants des "chemins de fer portatifs" ! (voies ferrées légères destinées au transport de la récolte. Ils les fabriquent eux-mêmes). De Petit-Bourg (Essonne). Ont des carr. de meulière
 - * À l'inverse, Jean-François Cail, fils de charron, chaudronnier et compagnon du Tour de France, contremaître puis associé du pharmacien-inventeur Charles Derosne, riche pionnier de la constr. méca. Parisien, il se fait grand propr. dans sa Charente natale (300 ha) & en Touraine (1 200 ha). Péchiney, prés. Cie des prod. chim. d'Alais & de la Camargue, adjoint à celle-ci un vignoble de 250 ha
 - cas particulier, ancien, des maîtres de forges par la même occasion propriétaires fonciers importants, forêts notamment : allure seigneuriale, mariages avec aristo., grpe de pression précoce et puissant
 - * ex. : les de Wendel & les De Dietrich (anoblis avant 1789). Les de Wendel ont ccé leur ascension, interrompue par crise éco., sous Empire et surtout 1815>>>, adoptant techniques anglaises (fonte au coke, puddlage, laminoir, etc.), achetant ou créant de nouv. établ. François de Wendel fut un grand notable. Testament (mort 1825) caract. : "Je soussigné, F. de W., anc. élève de la marine royale, off. dans le rég. des hussards et chasseurs à cheval, et auj., contre mon gré, maître de forges et propriét. de plus. établ. qui ont prospéré envers et contre tout..." (!)
 - * les Pereire, les Grammont en Franche-Comté (forges de Villersexel)
 - rôle de la rente foncière :
 - * source d'accumulation primitive du capital
 - * méca. de transfert des ressources financières agricoles vers les autres secteurs de l'éco. : nombreux rentiers du sol prennent des participations dans des entreprises diverses
- spéculation immobilière :
- fait du "capitalisme rentier" des propriétaires de terrains et d'immeubles urbains, qui escompte la "plus-value" et du capit. "aventurier" des promoteurs
 - et des enrichis des grandes opérations urbaines parisiennes qui ne se sont pas limitées à la période d'Haussmann (alors, les banques participent, cf. les Pereire) :
 - * Restauration : quartier de l'Europe, plaine des Sablons
 - * grande hétérogénéité des orig. soc. : création du quartier des Batignolles a été le fait de propriétaires, de marchands, mais aussi de maîtres maçons et de menuisiers
- enfin capitalisme du tourisme côtier et thermal :
- lancement stations, construct. grands hôtels, etc.
 - 1878 : création Soc. des Eaux minérales de Châtel-Guyon

- cf. *Mont-Oriol* (Maupassant), *Clochemerle-les-Bains* (Gabriel Chevallier, 1963)

□ conclusion du a):

- la propriété foncière n'est pas incompatible avec la croissance éco. moderne
- on ne saurait opposer schématiquement l'inertie de la propriété et de la rente au dynamisme de la richesse mobilière et de l'entreprise
- ⇒ une véritable "osmose entre la propr. fonc. et la bourg. ind." (sociologue Alberto Melucci, *Idéologies et pratiques patronales pendant l'industrialisation capitaliste : le cas de la France*, thèse EPHE, 1974, pas éditée en français)

b) Les négociants

□ sont importants les négociants, grands armateurs, négociants-banquiers, et autres marchands-fabricants.

□ fin. de la Finance classique (la "haute finance" de l'Ancien Régime, fermiers généraux, off. de fin.), à cause de la crise fin. de la monarchie, de la Révolution française et de la modernisation des structures de l'État

□ les négo.-banquiers (pas de limite étanche, et d'ailleurs le "négoce" empiétait sur l'industrie, la "fabrique")

La banque Seillière s'occ. aussi de draps dans Vosges, de forges dans Ardennes, et d'équipement milit. pour l'expédition d'Alger 1830

La banque Hottinguer a été pendant longtemps le principal importateur de coton en France, tandis que les Rothschild avaient un quasi-monopole sur l'importation de thé

□ la survie des grands armateurs :

- ruine négoce malouin, lorientais, rochelais
- mais montée du Havre, de Marseille, qui traitent les matières végétales importées, grains, sucres, oléagineux (cf. huilerie, savonnerie, raff. sucre, à Marseille, cf. M.Roncayolo et d'autres)
- quelles bourgeoisies ? quelles familles ?

* en partie anciennes (tactique : pendant la crise de la Révolution française et de l'Emp., transférer l'actif en biens fonciers et immobiliers)

* nouveaux venus (de Paris, de Suisse, d'Alsace, de Gênes... : ex. : les Hottinguer au Havre, Jean-Louis Bethfort, cabaretier picard ayant gagné de l'argent dans commerce blés à Paris sous Directoire (à Marseille))

□ les marchands-fabricants :

- négo. en toiles de Laval (Mayenne) et de la Sarthe, soucieux de se déguiser en châtelains
- familles de drapiers de Sedan et Elbeuf
- rôle particulièrement important dans Nord (familles Lille, Tourcoing, Valenciennes, etc.), où on peut déborder sur la banque (les Scalbert, "peigneurs et sayetteurs" à Lille depuis XVIIIe s., les Hamoir, négo.-fabr. en batistes et gazes à Val. depuis XVIIIe s. aussi)
- ceux des "métiers d'art" et de luxe parisiens (ex. : Fauré-Lepage et Gastine-Renette dans les armes, Christofle dans la vaisselle et l'orfèvrerie), qui illustrent la survivance de formes tradit. d'un travail hautement spécialisé et dispersé sous le couvert de raisons sociales immuables pendant 4 ou 5 générations
- ⇒ les "banquiers de la marchandise" (formule de Balzac). Mais la transf. n'est pas inéluctable : à Troyes, vieux fond de bourgeoisie marchande, mais la constitution d'un patronat moderne, techniquement avancé et économiquement concentré, est tardive et de débouche guère sur la constitution d'une grande bourgeoisie

□ mentalité collective :

- la Révolution française n'a nullement installé d'emblée les négo. (et encore moins les manif.) au rang qui semblait devoir leur revenir, une fois les privilèges abolis. Par ex., le syst. censitaire les défavorise

⇒ un décalage mental, qui avantage la vieille soc. agraire et la nouv. soc.

bureaucratique

- le capitaliste penche vers l'imitation du modèle tradit.

* cf. goût du luxe, recherche mariages, de l' "otium"

* ex. d'Arthur de Rothschild, intéressé surtout par le Yacht-Club de France, Henry Say par les courses de chevaux

* cf. les ind. rouennais qui abandonnent souvent l'usine, une fois fortune faite

- symbole immobilier :

À Paris, dans quartier d'Auteuil, le pavillon central du lycée J.-B.Say = reste d'un hôtel occupé XVIIIe s. par plusieurs fermiers généraux et que rachète 1804 Ternaux (le + puissant des négo.-manuf. de son époque : mais c'était alors pour y installer un élevage, une manif. et une teinturerie) : l'achat du "château Ternaux" n'avait donc pas le même sens que le geste de parvenu d'Alfred Sommier reprenant 70 ans + tard le château de Vaux-le-Vicomte

- mais aussi des patriciats fermés, résistant à ces "séductions" : en Alsace, notamment à Mulhouse (cf. la SIM de S.Kot ⁵⁶)

- mais aussi industrialisation a joué un rôle "capital" dans prise de conscience par les capitalistes de leur supériorité

⁵⁶ S.Kot, *Politique et conceptions sociales de la Société industrielle de Mulhouse (1827-1870) ou le calcul philanthrope*, Mémoire de maîtrise, Paris X-Nanterre, 1982, 251 p., dactyl. ; S.Kott, "Enjeux et significations d'une politique sociale : la Société industrielle de Mulhouse (1827-1870)", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1987, pp. 640-659.

II. À LA CAMPAGNE

- Scannage Daviet pp. 92-94, précédé du début de phrase suivant : « Un tableau de l'agriculture française pourrait commencer par un rappel des routines et pesanteurs, des crises de... »
- les progrès sous l'Empire :
 - quelques terres furent défrichées ou asséchées : Marais poitevin, vendéen, plaine d'Arles), emblavures étendues, recul de la jachère
 - scannage Daviet bas p. 59- haut p. 60
- une véritable « agromanie » : toujours les Soc. d'Agric., plus les comices agricoles, cf. Homais dans Madame Bovary. Associations privées animées par les notables ruraux, les comices organisent des concours auxquels participent les paysans. Les ressources proviennent des cotisations des membres et de subventions. Les comices prennent leur essor à partir de 1836.
- Le « cycle sans fin du travail » (Ronald Hubscher, p. 14 de Y. Lequin dir., *Histoire des Français*, Armand Colin, 3 vol., 1983-1984, tome II), avec une répartition sexuelle des tâches à la campagne (p. 53)
- chaulage = amendement des terres cultivées par un apport de chaux⁵⁷ afin de remédier à leur appauvrissement par excès d'acidité. La chaux est obtenue par calcination du calcaire dans un four à chaux
- la charrue moderne est dotée d'un versoir métallique ; elle coûte plus cher que l'antique araire en bois. Mathieu de Dombasle met au point, en 1820, un modèle (à versoir métallique) que les Sociétés d'Agriculture propagent.
- machine à battre ne se diffusa, en France du Nord, que dans les années 1840
- 1827 : Code forestier
- les stagnations agricoles : scannage Daviet p. 97 & 98-99

⁵⁷ Revoir le marnage dans MTF1 et se méfier des contresens qu'on trouve ici et là.

III. LES AUTRES MONDES DU TRAVAIL

1°) L'école

a) Une scolarisation

□ Le souci de scolarisation :

- une coupure fondamentale

⇒ "la petite enfance au pouvoir de la science", titre d'un chapitre de M. Crubellier, *L'enfance et la jeunesse dans la société française. 1800-1950*, Coll. U, 1979, 388 p.

- souci manifesté par :

* Églises (prot. & catho.), « petites écoles » de Port-Royal

* puis communautés villageoises riches, au N ligne StMalo-Genève, avec des "anomalies" géographiques au N et au S ! (il faut savoir lire un bail, compter le prix des bêtes, etc.)

⇒ L'École est bien sûr la cause de l'alphabétisation, mais elle est aussi l'effet de la demande sociale d'instruction : un "besoin social", une "demande sociale" (le *push* des Anglo-Saxons)

* et des familles

* >>> recrutement d'instituteurs dans foires. Victor Hugo décrit les candidats dans *Les Misérables* : « Les magisters vont aux foires... on les reconnaît à des plumes à écrire qu'ils portent dans la ganse de leur chapeau. Ceux qui n'enseignent qu'à lire n'ont qu'une plume, ceux qui enseignent la lecture et le calcul ont deux plumes, ceux qui enseignent le latin ont trois plumes. » Voir gravure polycopiée.

* puis des ateliers, où on apprend à lire aux apprentis

* puis de l'État, enfin (cf. loi Guizot 1833)

□ conséquences :

- L'alphabétisation des Français a été précoce, ce que montre bien la célèbre enquête faite de 1877 à 1880 par une armée d'instituteurs (16 000 !) pour le compte du recteur Maggiolo et sortie de l'oubli par F. Furet et J. Ozouf : quatre coupes chronologiques (la première en 1686) montrent que les Français ont su signer — la validité du test de la signature au mariage sur les registres a été discuté par les historiens... — bien avant les lois J. Ferry, qui n'ont donc pas dissipé la "nuée ignorantine" qui aurait pesé auparavant sur la conscience populaire !

- gratuité déjà pour 57 % élèves en 1876

- allongement obligation scolaire (13 ans en 1882, 14 en 1936, 16 en 1959)

□ clivage social très net :

- cf. titres d'A. Prost, *Histoire de l'enseignement en France. 1800-1967*, Coll. U, réédition, 1979, 528 p. :

"l'école des notables" X "l'école du peuple"

b) L'alphabétisation des Français

□ les acteurs : l'État est un tard venu, imp. des comm. villageoises et des églises

- la ligne StMalo-G. a été repérée dès 1826 par le baron Dupin à propos des taux de scolarisation masculine ; elle est vue comme une séparation + générale en 1837 par Adolphe d'Angeville

- la Révolution industrielle multiplie un prolétariat analphabète ⇒ les villes ind. sont + ignorantes que les campagnes environnantes !

Seule exception : Paris (87 % des ouvriers paris. savent lire et écrire en 1860)

- au XIXe s., l'État prend enfin le relais, finançant partiellement les premières Écoles normales d'instituteurs (Premier Empire : 1ère = Strasbourg) et les bâtiments scol. ruraux
- dès 1827 le min. de la Guerre recense la capacité à lire et écrire des conscrits ; 1854 >>> min. Int. fait relever systématiquement, pour la Statistique générale de la France, les signat. des conjoints au mariage
- 1866 : le recensement fait état de données / instruction
- le premier Emp. avait créé les lycées impériaux, que la Restauration transforme en "collège royaux". Ont des classes 1res pour enfants de la bourgeoisie
- résultats :
- voir intro. +, en 1829, 45 % des conscrits savent lire. 60 % en 1850, 80 % en 1872. Nouveaux époux : 70 % en 1860.
- un peu partout, la figure de l'illettré, qui ne peut déchiffrer seul le billet d'un fils soldat, devient réulsive

c) L'œuvre de la Restauration et de la Monarchie de Juillet

- R. conserve l'Univ. imp. mais :
- ferme l'ENS (créée 9 brumaire an III sous nom d' École normale de Paris & Igtemps installée dans locaux de Louis-le-Grand)
- donne contrôle / écoles prim. aux évêques
- maîtres d'école laïcs de qualité médiocre, en + sacristains ou fossoyeurs...
- Les lycées parisiens :
- 4 dès 1802, les actuels Louis-le-Grand, HIV, Condorcet, Charlemagne
- dominant l'histoire scolaire du XIXe siècle
- avec un phénomène de *brain drain*, qui caractérisait déjà Louis-le-Grand à la fin de l'Ancien Régime
- support matériel : des " institutions " qui logent les élèves venus de province
- des classes pléthoriques (80 élèves sont monnaie courante vers 1876), à la différence de celles de la province, souvent clairsemées
- Loi Guizot / ens. prim. (1833) :
- confirme la "liberté" de l'ens. prim.
- toutes communes sont tenues entretenir une école et au moins un maître (congrég. ou laïc)
 - ⇒ 3 situations :
 - école publ. av. ens. laïques
 - idem* avec. ens. congrég.
 - école privée avec ens. congrég.
- tous départements sont tenus d'avoir une École normale d'instituteurs :
- * scolarité de deux ans, le premier consacré à l'obtention du brevet élémentaire, le 2e à celle du brevet supérieur
- * enseignement contenu dans des bornes strictes (X modèle encyclopédique de la IIIe !)
- * beaucoup de notables Monarchie de Juillet demandent fermeture des Écoles normales d'instituteurs, dossier rouvert par le Parti de l'Ordre en 1849, en vain : la loi Falloux ne les supprime pas, se contentant de renforcer leur discipline
- constitution d'un réseau de surveillance :
- * dans chaque commune : un comité (maire + curé ou pasteur + un ou plusieurs notable(s)) inspecte l'école

* dans chaque arrondissement : un autre comité (maire et curé du chef-lieu + juge de paix + proviseur ou principal du collège + un conseiller général + 3 notables) inspecte les écoles et surveille les institut.

- compléments :

* / esprit de la loi : conçue comme un instrument de contrôle de la violence populaire ("l'ignorance rend le peuple turbulent et féroce !")

* / portée :

1832 : 42 000 écoles ; 1 900 000 enfants

1837 : 52 000 écoles ; 2 700 000 enfants

□ entre 1833 & 1848 :

- org. corps des inspecteurs primaires et d'académie

- large relèvement du niveau d'alphab.

- dév. ens. langues vivantes dans collèges (communaux)

- l'Histoire devient une grande discipline sous Monarchie de Juillet (ens. dans toutes classes, par d'anciens normaliens)

- 6 décembre 1845 : l'École normale de Paris, créée le 9 brumaire an III, prend le nom d'École normale supérieure

- novembre 1847 : l'École normale supérieure, sise jusque là au lycée Louis-le-Grand (!) ou dans les locaux de la Congrégation du Saint-Esprit (rue Lhomond), est installée dans des locaux spécialement construits rue d'Ulm

- les diff. agrégations ne sont guère préparées que là

- création École d'Athènes 1846

d) La séparation des sexes

□ mentalités obsédées par "nécessité" séparer les sexes à l'École :

- cause : conception pessimiste de la nature enfantine, dominée par les "instincts pervers"

- conséquences :

* lutte acharnée (tout au long du XIXe siècle) pour séparer les sexes (Église à pointe du combat)

* une des causes de la disparition du mode individuel, légué par "petites écoles" de l'Ancien Régime : les mentalités craignent danger contact individuel du maître avec des filles de la classe !

- L'Église " dénonce donc l'immorale mixité de beaucoup d'écoles de village (20 000 cas en 1846) et cherche à ouvrir des écoles congréganistes de filles, profitant d'ailleurs de la négligence des pouvoirs publics... " (P.Albertini, p. 49)

- différences régionales : écoles mixtes + nombreuses dans N de la France ; opposition absolue Bretagne et Midi médit.

□ le sort des filles, un problème de société :

- à une vocation différente doit correspondre une formation diff.

- " la tendresse familiale se développe et bien des familles craignent de voir leur fille attirée par la vie religieuse " (P.Albertini, p. 50)

e) L'organisation du primaire

□ Les salles d'asile :

- apparaissent 1828-1837

- causes :

* courant libéral et philanthropique

* femmes-ouvrières ⇒ sont des établ. charitables

- classes nombreuses : 150, voire 300 ou 400 enfants !

Comme dans écoles mutuelles (voir + loin) ⇒ copie de ce mode

⇒ ne peuvent qu'être des garderies !

□ structure reflète division de la société :

Aux enfants de la bourgeoisie sont réservées les classes élémentaires des lycées, tandis que les enfants du peuple, pour lesquels l'enseignement du premier degré est directement préparatoire à la vie professionnelle, se contentent des écoles primaires publiques (les "communales"). Les républicains n'ont pas voulu mettre fin à la dualité du système éducatif, essentiellement parce qu'il fallait opérer une sorte de "transculturation" : prudence car l'unité républicaine sera œuvre de longue haleine et l'école ne peut qu'accompagner le mouvement de la société (M. Crubellier). L'école élémentaire est un "vestibule" de la vie professionnelle pour les enfants du peuple, elle ne doit donc pas inciter à "sortir de sa condition", d'où la limitation de la dose d'instruction (en quantité et qualité), mais cela n'empêche pas de former le citoyen, capable de défendre sa patrie. "Le primaire est l'école du peuple ; il forme un tout et doit rester à l'écart des autres ordres d'enseignement" (Ferry).

□ S'imbiber de religion, moyen de stabiliser la société

□ former le citoyen, capable de défendre sa patrie

⇒ social. & anarch. contestent toutes ces finalités

□ le temps :

- absentéisme scolaire (très inégal au cours de l'année), moyen d'économiser (>>> 1881) ⇒ faible rendement. P. Albertini : "des scolarités chaotiques". C'est seulement l'institution des allocat. fam. (1932) qui, permettant de faire pression sur les familles, assurera un progrès définitif de la fréquentation !

- rythmes : premier oct., 14 juill. Classe de 3h-3h. Récréations instituées par Duruy en 1866. Certif (25 % d'une classe d'âge l'obtient en 1902)

□ mentalités obsédées par "nécessité" de séparer les sexes à l'école : voir + haut

□ âge longtemps variable des élèves dans même classe :

- Lente est l'émergence de l'idée de créer des "cours", correspondant à la succession des âges des élèves au fil de leur scolarité (dans les écoles où il y a beaucoup d'enfants, surtout) ; trois "cours" ("élémentaire", "intermédiaire", "supérieur") sont formés ici et là à partir de 1882, avec une conception "concentrique" du contenu de l'enseignement en leur sein, tandis que J. Ferry crée en 1879 les "classes enfantines".

- prise conscience 1850 >>> de la spécificité de l'enfant de 5 à 7 ans (>>> là accueilli dans salles d'asile, mêlé aux autres enfants)

J. Ferry crée en 1879 les "classes enfantines"

- addition des deux ⇒ 4, puis 3 "cours"

□ le mode "individuel" :

- légué par les "petites écoles" de l'Ancien Régime

- causes :

* diversité des livres apportés par les élèves

* chaque élève a son propre calendrier scolaire !

- à tour de rôle les élèves viennent recevoir leurs leçons au bureau du maître

- le reste du temps, il sont censés étudier seuls à leur banc

- ⇒ le maître joue le rôle de "précepteur"

- ⇒ la classe n'existe pas

- ⇒ énorme perte de temps

- => mentalités obsédées par le danger du contact individuel du maître avec les filles de la classe ! (voir + haut)

□ le mode "mutuel" :

- méthode dite aussi " lancastérienne ", du nom de Lancaster, son initiateur d'outre-Manche
- grande innovation pédagogique de la Restauration

- des associations militent, c. la Société pour l'Instruction élémentaire

- les élèves sont répartis en "classes de niveau"

- le maître instruit des enfants choisis parmi leurs camarades et appelés "moniteurs"

- à leur tour les moniteurs dispensent leurs leçons à des groupes d'élèves ; ils sont "instituteurs les uns des autres"

- syst. pyramidal => un seul maître peut "présider" à l'instruction de centaines d'enfants

=> économies (!)

=> organisation "militaire" (sifflets, cdts, etc.) de la classe => élèves totalement conditionnés, corsetés

- => brève carrière (v. 1815-1850)

□ long débat / opportunité d'acroître ou de réduire le nombre des disciplines enseignées à l'école primaire :

- partisans d'une limitation du nombre :

* craignent que le dév. des connaiss. porte atteinte aux croyances relig. et compromette la stabilité sociale

* sont minoritaires tout au long du siècle

- ceux qui souhaitent ouvrir + largement les programmes de l'école primaire :

* soulignent que mise en place d'une société de + en + technicienne rend indispensable élévation du niveau d'instruction des ouvriers et même des agric.

* sont majo. (très nettement 1850>>>)

□ étapes :

- "petites écoles" de l'Ancien Régime délivraient un ens. étriqué (alpha. + un peu d'écriture) au sein duquel religion se taillait part du lion

- Restauration n'édicte rien en ce domaine => grandes disparités entre écoles

- Monarchie de Juillet accroît le nombre des matières d'enseignement dans les écoles 1res (et les matières auxquelles les futurs institut. s'initient dans les École normale d'instituteurs)

f) Le travail scolaire dans le secondaire

□ physiquement : un rude modèle scolaire. Du régime militaire napoléonien, l'enseignement a glissé vers un régime sévère et "conventuel" : la discipline est sévère, l'internat, régime normal des lycées au XIXe siècle, est rude, l'hygiène est déplorable, l'emploi du temps contraignant, la surveillance de tous les instants, les sanctions fréquentes, mais chahuts et révoltes en résultent :

La "dialectique compression-explosion" (Maurice Crubellier) dans lycées et collèges

□ Les locaux sont mal adaptés (souvent dans le secondaire, ce sont d'anciens établissements religieux) ; les classes sont pléthoriques dans les grands lycées parisiens (Louis-le-Grand, Henri IV, Condorcet et Charlemagne, qui sont les quatre lycées ouverts dans la capitale).

□ un certain nombre d'aberrations de base. Les classes moyennes et la bourgeoisie endossent par l'enseignement secondaire un régime d'études et un idéal d'humanités plus propres à former des "clercs" que des chefs d'industrie ou des brasseurs d'affaires, des "intellectuels" que des boutiquiers, un idéal "in-utilitaire", aux fins aussi nobles que vagues.

Symbole = latin, la « vraie parole » (Mgr Dupanloup), appris par gèles, sans trop réfléchir ; surtout thème, à base de formules toutes faites.

□ le cours magistral est peu développé au profit de l'explication de texte et surtout de l'étude : la classe s'explique au XIXe par les exercices ! autre conséquence :

□ stratif :

- "maîtres d'étude" & "répétiteurs" = les "pions", parents pauvres et prolétariat universitaire

- les "régents" (terme >>> 1867) = les profs des collèges (communaux)

- les profs des quelques collèges d'État et des lycées :

* ont passé une agrégation (spécialisée) ou espèrent la réussir

* Normaliens en sont l'aristocratie

2°) Commerce

□ graves vicissitudes des ports de commerce sous l'Empire : Bordeaux et Le Havre ont vu s'effondrer le commerce des îles, la perte de Saint-Domingue créant l'irréparable.

Conséquences du Blocus continental

□ Le colportage est repris en mains par les autorités sous le Premier Empire (décret de 1810)

□ les grandes foires ancestrales reculent, surtout à partir de l'arrivée du chemin de fer, cf.

Beaucaire (voir plus haut) 1835>>>. Mais les foires locales conservent leur vitalité et 26 000 communes ont leur foire en 1836.

Conclusion

□ Entre 1815 et 1830, des scientifiques et des Polytechniciens travaillent (*sic*) sur la mécanique, les moteurs, les machines et la notion scientifique de travail, et ils se posent la question : le travailleur est-il une machine animée ?

□ On va ensuite analyser le travail de l'homme comme « dépense » et « produit » mécaniques et produire (*sic*) la notion de « moteur humain » >>>>>

- travaux sur la chaleur animale, sur l'usure par le travail, les conditions de travail, instruments de mesure (ergographes et ergomètres), du travail des muscles par ex.,

- analyses du mouvement animal et humain aboutissant au cinéma

- ergonomie de Jules Amar, cf. sa thèse *Le Rendement de la machine humaine. Recherches sur le travail*, 1910 ; ses ouvrages *Le Moteur humain et les bases scientifiques du travail professionnel*, 1914 ; *Organisation physiologique du travail*, 1917 ; *Le travail humain*, 1923

MTF3-LE MONDE DU TRAVAIL OUVRIER ET PATRONAL DE LA 1^{ÈRE} RÉVOLUTION INDUSTRIELLE UNIQUEMENT SUPPLÉMENTS AU DEWERPE

- 1842 : loi sur les chemins de fer
1848 : le monopole de la Banque de France est étendu à la France entière
17 mai 1848 : proposition de nationalisation des chemins de fer
28 juin 1848 : retrait du projet de nationalisation des chemins de fer
1852 : Aristide Boucicaut fonde le " Bon Marché ", les frères Pereire le Crédit Mobilier
1854 : Henri Sainte-Claire Deville réalise la préparation industrielle de l'aluminium
1855 : première exposition internationale de Paris
1856 : fondation de la Société d'Économie sociale par Frédéric Le Play ; invention du convertisseur Bessemer, introduit en France en 1858
1857 : Alexandre Dumas fils, *La question d'argent*
1860 : traité franco-anglais de libre échange
1861 : Émile Augier, *Les Effrontés*
1862 : synthèse de l'acétylène par Marcelin Berthelot
1863 : procédé Solvay pour la fabrication de la soude ; procédé Martin pour celle de l'acier ; 1^{ère} loi permettant la création de sociétés anonymes sans autorisation
1864 : création du Comité des Forges
1867 : deuxième exposition internationale de Paris ; 2^e loi permettant la création de sociétés anonymes sans autorisation ; Eugène Schneider président du Corps législatif
1869 : première chute de " houille blanche " (Aristide Bergès) ; les Cognacq-Jay lancent la " Samaritaine "
1871 : Zénobe Gramme présente à l'Académie des Sciences la première dynamo
1873 : automobile à vapeur de Léon Bollée
1875 : les frères Decauville fabriquent des voies ferrées légères destinées au transport de leur récolte de betteraves ; Henri Schneider succède à son père Eugène ; l'industriel Alfred Sommier achète le château de Vaux-le-Vicomte
1878 : procédé Thomas-Gilchrist ; troisième exposition universelle de Paris
1879 : plan Freycinet
1882 : premier transport de l'électricité à distance (Deprez)
1884 : loi Waldeck-Rousseau ; soie " artificielle " (Chardonnet)
1888 : inauguration à Paris du musée Guimet
1889 : quatrième exposition universelle de Paris : la tour Eiffel
1892 : loi Méline
1893 : fondation de la société Thomson-Houston
1895 : fondation de la C.G.T. ; cinéma des frères Lumière ; 1^{ère} automobile Peugeot
1896-1897 : retournement de conjoncture économique mondiale
1897 : fondation de la Société Panhard et Levassor ; Jules Huret, *Enquête sur la question sociale en Europe*
1898 : fondation de la Compagnie générale d'Électricité ; premier salon de l'automobile
1899 : première automobile Renault commercialisée
1900 : création de l'Union des Industries métallurgiques et minières ; 5^e exposition universelle de Paris
1901 : fondation de la Banque française pour le Commerce et l'Industrie
1903 : course automobile Paris-Madrid
1905 : fondation du Comptoir d'exportation des Fontes ; Maurice Rouvier pour la seconde fois président du Conseil
1906 : obligation du repos hebdomadaire ; ministère du Travail ; Charte d'Amiens
1908 : rachat des Chemins de Fer de l'Ouest par l'État
1910 : fondation de l'Union des Intérêts économiques
1912 : Madame André, née Jacquemart, cède par testament ses collections à l'Institut

1919 : journée légale de 8 heures ; affiche “ au moujik hirsute ” (de l’Union des Intérêts économiques) ; fondation de la Confédération générale de la Production française
 1924 : création de la Compagnie française des Pétroles
 1928 : loi contingentant l’importation et le raffinage du pétrole ; fusion Rhône-Poulenc
 1929 : début de la crise économique mondiale
 1933 : fondation d’Air France
 1935 : rachat de Citroën par Michelin
 1936 : fondation de la Confédération générale du Patronat français
 1937 : SNCF
 1939-1945 : 2e Guerre mondiale
 1942 : mort d’Eugène II Schneider
 1944-1946 : vague de nationalisations
 21 décembre 1945 : institution du Commissariat général au Plan
 1946 : fondation du Conseil national du Patronat français ; plan Monnet

INTRODUCTION

□ Aperçu historiographique :

- Enquêtes sociales du XIXe siècle (le seul auteur ouvrier est F.Pelloutier)
- Formation des cadres CGT entre-deux-guerres : Georges Lefranc surtout ; années 1950 : Jean Bruhat. >>> Publications, nombreuses
- ce qui fait le plus « manuel » : G.Lefranc, *Histoire du travail et des travailleurs*, Flammarion, 1975 (1^{ère} édition : 1957), 475 p., à ajouter à la « base », à condition de le trouver (en bibliothèque)
- Maîtres livres de Georges Duveau, Édouard Dolléans, M.Dommanget, R.Brécý, J.Droz (*Hist. gén. du socialisme*)
- thèses dirigées par E.Labrousse : J.Maitron, A.Kriegel, M.Perrot, etc.
- Rolande Treppe, pionnière, avec son étude historique globale d’un groupe professionnel, les mineurs de Carmaux (1971)
- revue Le Mouvement social
- influence de la sociologie, de l’ethnologie, etc. >>> travaux d’O.E.Williamson et A.D. Chandler sur l’organisation du travail et les structures des entreprises dans les années 1980
- Mais si l’histoire du syndicalisme a continué ces dernières années à bénéficier de recherches et de publications, il n’en a pas été de même — tout au moins au niveau national — pour la classe ouvrière en elle-même et dans son ensemble. On peut seulement citer les solides *Ouvriers dans la société française* de Gérard Noiriel ⁵⁸ et le remarquable *Monde du travail* d’Alain Dewerpe ⁵⁹.
- C’est le signe d’une histoire ouvrière souvent bâtie autour de l’histoire des luttes et des organisations, donc du “ mouvement ouvrier ”. Il est vrai que la classe ouvrière n’existe que pour autant qu’elle agit ; on a pu la présenter comme un processus, et un processus autant politique et culturel que social et économique.
- Mais il faut signaler l’épais et très intéressant dossier publié par Historiens et géographes dans son numéro d’octobre 1995 (“ Histoire ouvrière ”, coordinateurs : M.Pigenet et J.-L.Robert). Courants nouveaux ici illustrés : l’hist. des représentations, la politisation des ouvriers (particulièrement imp. en France, où les problèmes de régime ont été décisifs, où les droits politiques ont précédé les droits sociaux), les lieux de travail, la

⁵⁸ G.Noiriel, *Les ouvriers dans la société française. XIXe-XXe siècle*, Seuil, coll. “ Points ”, 1986, 320 p.

⁵⁹ A.Dewerpe, *Le monde du travail en France (1800-1950)*, Armand Colin, coll. “ Cursus ”, 1989, 192 p. Les ouvrages méthodologiques de Michel Dreyfus sont à mettre à part : M.Dreyfus, *Guide des centres de documentation en histoire ouvrière et sociale*, Éditions ouvrières, 1983, 238 p. & *Les sources de l’histoire ouvrière, sociale et industrielle en France (XIXe-XXe siècles)*, Éditions ouvrières, 1987, 298 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, sept.-oct. 1988, p. 317.

“ micro-histoire ” ouvrière, les migrations, les types d’ouvriers (grande hétérogénéité), la culture ouvrière, etc.

- La France ouvrière, ouvrage collectif dirigé par Claude WILLARD, Les Éditions de l’Atelier, 1995, 3 vol., 496, 368 & 272 p., 180, 180 & 140 F.

* L’équipe de rédacteurs vient en bonne partie du *Mouvement social* et du “ Maitron ”⁶⁰. Elle a été dirigée par Claude Willard, qui a traité personnellement, en partie, les années vingt. Les trois volumes sont de poids très inégaux, car le deuxième, qui envisageait toute la période postérieure à 1920, a été en définitive coupé en deux.

* c’est la démonstration qu’une histoire “ marxiste ” unique n’est plus possible

* d’ailleurs, à la même époque, travaux de A.D.Chandler et de Sylvie Schweitzer sur la hiérarchie dans le travail, sur les « catégories intermédiaires » (cadres, contremaîtres, etc.)

□ Premières études d’histoire des entreprises furent américaines. En 1925 fut fondée la *Business Historical Society*, puis en 1927 la première chaire de *Business History*, à la *Business School* de l’Université de Harvard : une approche gestionnaire de l’histoire de l’entreprise. Naissance de la *Business History*, que les entreprises françaises ont découverte à partir des années 1970

□ problème de la mémoire :

- aux questions classiques s’ajoute problèmes :

* de l’interruption de la mémoire par les crises et les licenciements, cf. crises fin de siècle⁶¹

* de la déformation de mémoire ouvrière, de la mémoire patronale

* de la dramatisation de l’histoire par la mémoire

* des « solidarités », familiales, notamment, ± remises en cause ici et là. Roger Priouret avait parlé en 1970 d’un système de « monarchie absolue »⁶²

- insertion dans l’histoire du patrimoine⁶³ :

* éco-musées, inspirés par Georges-Henri Rivière (musée des ATP), le premier ayant été celui du Creusot (1973). Citons Fourmies, musée de la Mine dans le Nord (Lewarde)

* sauvegarde d’archives, comme Pont-à-Mousson et Saint-Gobain, de bâtiments, filature Motte-Bossut de Roubaix, de ruines, usine de Fontaine-Guérard (Seine-Maritime), envahie par la végétation, sauvegarde d’outils et de machines, d’automobiles, de locomotives, conservation de terrils dans le Nord, etc.

* des restaurations spectaculaires, comme la Corderie de Rochefort

* même micro-musées, comme des fermes-ateliers

* notion de « culture d’entreprise », de « métier »⁶⁴

□ insertion dans l’histoire de la culture matérielle, faite des conditions matérielles, de ce qu’Yves Lequin appelle dans sa thèse⁶⁵ « la marque du travail » (déchéance physique, l’enfance, etc.) et ce qu’il appelle, en reprenant une expression de l’époque les « besoins du moment » (salaires, dépenses, etc.)

□ mais aussi dans l’hist. culturelle, pour plusieurs raisons. Ne pas oublier la vision et la fierté du travail manuel : plusieurs dessins, surtout en 1848-1849 montrent un prolétaire qui montre ses bras nus et dit « Le vrai capital, le v’la » ! De nombreuses représentations de la diversité des métiers : voir l’Image d’Épinal (Second Empire ?) envoyée par Internet. La morale enseignée à l’école inclus les « devoirs » maîtres – serviteurs et inverse : voir les quatre pages photocopiées.

⁶⁰ Jean Maitron dir., *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, Éditions ouvrières, 4 parties (1789-1864, 1864-1871, 1871-1914, 1914-1939), 43 tomes, 1960-1993. Jean Maitron mort en 1987.

⁶¹ Idée de F.Caron, "L’entreprise", dans P.Nora dir., *Les lieux de mémoire*, Gallimard, 1984-1992, 3 tomes en 7 vol., III, 2, pp. 322-375.

⁶² R.Priouret, *Les Managers européens*, Denoël, 1970, p. 276.

⁶³ Cf. L.Bergeron, "L’âge industriel" dans P.Nora dir., *Les lieux de mémoire*, Gallimard, 1984-1992, 3 tomes en 7 vol., III, 3, pp. 130-161.

⁶⁴ Cf. Y.Lequin, "Le métier", dans P.Nora dir. *Les Lieux de mémoire*, Gallimard, 1984-1992, 3 tomes en 7 vol., III, 2, pp. 376-419

⁶⁵ Y.Lequin, *Les ouvriers de la région lyonnaise (1848-1914)*, Presses universitaires de Lyon, 1977, 2 vol., 573 & 500 p., début du 2^e volume.

- Et bien sûr, ~~victoire au XIXe siècle, surtout en ville, du temps mathématique~~, du calendrier, de l'horloge ⁶⁶, grâce à la Révolution industrielle, scolarisation des enfants, aux transports modernes, au changement des habitudes quant aux repas (on ne dîne plus à 4 heures, on fait la coupure de midi, surtout à partir du milieu du XIXe siècle).
- Voir le ~~schéma d'ensemble polycopié~~

⁶⁶ Cf. Baudelaire, *Petits poèmes en prose*, 1857 : « Horloge ! dieu sinistre, effrayant, impassible, dont le doigt nous menace et nous dit souviens-toi ! »

I. CROISSANCE ET « RETARD » FRANÇAIS

1°) Le rythme de la croissance et la question du « retard » français

□ des taux de croissance ind. ont été calculés :

- par François Crouzet, T.-J. Markovitch, Maurice Lévy-Leboyer, OCDE, Édouard Malinvaud, etc.)

- une croissance "honorabile" (P. Verley), comparable à celle de la Grande-Bretagne

□ rythme :

- croissance soutenue 1840-1870 (fin Monarchie de Juillet + Second Empire). Taux peut-être > 2 %

Une "croissance auto-soutenue" (W.W. Rostow : *self-sustained growth*), une "industrialisation qui s'affirme" (P. Verley)

- ralentissement 1870 >>>

□ "retard" fr. / Grande-Bretagne (parfois comparé au retard PSD / PD !) est largement remis en question :

- origine : fortement à mettre au compte des saint-simoniens et d'éco. comme J.-B. Say

- une véritable anglomanie : imiter la Grande-Bretagne, sans tomber dans les excès d'une industrialisation trop rapide !

- un "mirage anglais"

- voyage d'Angleterre = étape indispensable d'une carrière industrielle

- après plusieurs décennies de débats parmi les historiens français ou anglo-saxons, il semble admis que, si la puissance britannique est évidemment supérieure, la France montre un dynamisme certain. On insiste plus sur les diff., les spécificités, les complémentarités, selon une sorte de division internationale du travail. Retard possible, différences certainement.

- ⇒ la voie fr. de l'ind. diffère complètement de celle de la Grande-Bretagne, qu'il est illusoire, malgré la tradition historiographique de Marx à Rostow, de considérer comme canonique

□ idée courante selon laquelle la "bourgeoisie française" a été rebutée par l'investissement industriel et lui a préféré les carrières de l'administration ou les placements fonciers, or :

- hésitations souvent dues au fait que l'investissement ind. était réellement dangereux

- les responsables fr. ont toujours rêvé de développer un système d'industrialisation spécifique, qui leur aurait évité les excès d'une concentration excessive

□ croissance ne veut pas dire obligation de la croissance pour tous. Des firmes

s'effondrent, y compris dans des secteurs porteurs : la 1^{ère} compagnie sid. fr., Terrenoire, La Voulte, Bessèges (1821) se désintègre en 1888.

2°) La Grande Dépression de la fin du XIXe siècle

□ Au moment où les phénomènes de cycles de courte durée décrits dès 1861 par Clément Juglar commençaient à être connus du public, la France subit entre 1873 et 1896 une longue période de ralentissement de la croissance, de succession de crises, de chômage et de baisse des prix, que le plan Freycinet ne jugula pas quant à l'essentiel : il y eut une "décélération de l'économie française dans la seconde moitié du XIXe siècle", pour reprendre un titre d'article de M. Lévy-Leboyer dans la *Revue d'histoire économique et sociale* de 1971.

□ Une "difficile insertion dans l'éco. internationale" (P. Verley)

□ Des crises commerciales de surproduction, des crises boursières comme celle de 1882, restée célèbre à cause du krach de l'Union générale, des faillites comme celle de la maison Arlès-Dufour de Lyon en 1885, frappèrent l'opinion, mais l'essentiel semble avoir été la concurrence des pays neufs, le ralentissement de la démographie française et la baisse des investissements et du dynamisme.

□ Aucun secteur n'avait été épargné et les sociétés les plus solides en apparence pouvaient vaciller. Il y avait eu des manifestations de chômeurs et aussi la réclamation explicite et xénophobe du privilège du "travail national", en d'autres termes la protestation contre

l'immigration de salariés étrangers. Les difficultés économiques de la France sont des explications partielles des crises politiques, presque cycliques, qui atteignent le régime républicain jusqu'à la fin du siècle et furent alimentées par une population atteinte par des problèmes bien réels.

□ certains historiens (M. Lévy-Leboyer) font remonter le début de la "décélération" aux années 1860

3°) Une croissance dualiste

a) Les secteurs de production

□ en 1840, les grands secteurs de prod. étaient encore peu différenciés. L'ind. fonctionnait encore en symbiose avec l'agriculture.

⇒ la perception macro-éco., qui suppose une homogénéité des éléments qu'elle agrège, convient mal à l'étude de la 1^{ère} industrialisation

□ trois principaux traits distinctifs :

- prépondérance des industries produisant des biens de consommation
- croissance parall. de la grande et de la petite industrie
- spécialisation dans articles de qualité

□ Archaisme relatif :

- le textile est longtemps un "leading sector" :

* coton surtout, cf. la "rév. cotonnière"

* textile représente (avec travail des étoffes) 42 % valeur totale de l'ind. fr. vers 1840 (31 % en 1914)

* sa croissance s'essouffle à partir de 1870

* et certaines régions d'ind. textile autrefois pionnières, comme le Perche, ne réussissent pas à rester des foyers de Révolution industrielle ⁶⁷

- imp. de la sidérurgie, mais les hauts fourneaux modernes (au coke) n'ont pas encore de supériorité économique décisive, compte tenu du coût du combustible et de l'étroitesse du marché. Les choses ne changent vraiment qu'à l'ère du chemin de fer, cf. l'usine de Pont-à-Mousson (une intégration verticale)

- période 1850-1860 voit la sid. et la métall. devenir les principales branches motrices, cf.

1856 : invention du convertisseur Bessemer, introduit en France en 1858 ⁶⁸ ⇒ des "leading sectors" successifs

Le traité de 1860 contraignit les maîtres de forges à faire des efforts pour supporter le choc de la concurrence anglaise et il fut fatal à la petite sid. locale, déjà atteinte par le décloisonnement des marchés dû au chemin de fer

□ des renaissances possibles : cf. coton dans années 1890, grâce à la baisse des prix, à la mécanisation et à la concentration

□ importance du manque de charbon en France

□ géo. ind. ayant évolué, à cause de l'extension d'un réseau moderne de voies de

communication : l'ind. textile disparaît du Limousin, les ind. sid. & métall. du Poitou et du

Berry... La petite sid. rurale décline à partir du Second Empire. Limite Le Havre-Marseille.

Un dualisme géographique

□ une croissance dualiste, doublement (par secteurs, géographiquement)

b) La question de la petite entreprise

□ Rapport de Philippe Vigier et communication de Jeanne Gaillard dans Collectif, *Petite entreprise et croissance industrielle dans le monde aux XIXe et XXe siècles*, CNRS, 1981, 2 vol., 1 114 p. On peut ajouter les n° spéciaux sur la petite entreprise du *Mouvement Social*, n° 108 & 114 (juillet-septembre 1979 & janvier-mars 1981)

⁶⁷ Cf. la thèse de Claude Cailly, *Mutations d'un espace proto-industriel. Le Perche aux XVIIIe-XIXe siècles*, Fédération des Amis du Perche, 1993, 2 vol., 742 & 326 p.

⁶⁸ Il décarbure la fonte à très haute température en faisant souffler de l'air à travers un convertisseur à revêtement siliceux de plusieurs tonnes de capacité. Voir envoi par Internet.

□ Philippe Vigier :

- une « double malédiction » (P.V.), capitaliste et ouvrière
- définition de la petite entreprise :
- * critères quantitatifs : personnel, investissements, etc.
- * critères qualitatifs : le chef d'entreprise cumule plusieurs fonctions, le petit patron apparaît comme un homme de métier : « indépendant économiquement, il vit largement, sinon totalement, en marge d'une économie capitaliste fondée sur l'Argent et le Profit. » (P.V.)
- * sous-traitance
- * nature de la source d'énergie utilisée
- variété des métiers (anciens et nouveaux)
- quelle place dans le processus d'industrialisation ? :
- * importance de l'environnement spatial, temporel,
- * grande turbulence des créations, disparitions, transformations, des statuts juridiques
- nature des relations sociales dans la petite entreprise : sont-elles favorables aux salariés ?
- de petites classes moyennes
- un système de valeurs, mais variété des prises de position
- une première manifestation de la petite entreprise aux alentours de 1840 (question de la Révolution industrielle)
- 2^e temps fort : années 1880-1890 (Grande Dépression)
- 3^e : années 1930
- 4^e : années 50

□ Jeanne Gaillard :

- sociologie :
- * artisanat indépendant du XIXe siècle
- * homme de métier, compétent, pour lequel le travail est un « gagne-pain », selon les expressions utilisées à plusieurs reprises dans la discussion de la loi de patente de 1844. Il ne se considère pas comme un « entrepreneur »
- * horizon du XIXe siècle : l'indépendance, non le gain
- * au XXe siècle : emploi de « classes moyennes », terme jugé plus moderne qu'artisanat
- rôle dans l'industrialisation :
- * héritage du passé pré-industriel, distancé par la Révolution industrielle
- * dualisme à la française, dans lequel la petite entreprise trouve sa place. Certains économistes libéraux, comme Adolphe Blanqui, la voient avec faveur. Les catholiques sociaux, Albert de Mun aussi. La Monarchie de Juillet ménage la petite entreprise en encourageant la grande
- profond renouvellement de la petite entreprise et de ses petits patrons
- petit patronat de gauche des années 1840 à la Belle Époque, cf. le parti radical de S. Berstein
- à la fin du XIXe siècle : développement des groupes de pression

□ autre biblio. (ms) : Importance de la "petite entreprise" en France

- critères : nombre d'ouvriers, chiffres d'affaires, nature de la force motrice utilisée, etc.
- pas seulement un témoin du passé, laissé à l'écart par la Révolution industrielle, mais aussi un rouage du capitalisme moderne, intégrant ± totalement la petite entr.

□ caractère principal de l'industrialisation à la française n'est pas l'élimination rapide de l'atelier dispersé par l'usine mécanisée, mais le développement combiné de l'usine et de l'atelier, principalement rural. L'omniprésence de la petite entreprise n'est pas un signe d'"échec" ou de "retard", mais effet logique du monde d'industrialisation, une réponse adaptée aux conditions fr. :

- insuff. et archaïsme syst. de crédit >>> années 1850
- probl. des ressources naturelles
- une main-d'œuvre très nombreuse, dispersée, et rurale
⇒ l'ind. va à la main-d'œuvre au - autant que le paysan va à l'usine

□ aspect politique :

- rôle essentiel dans déf. et évolut. de l'idéologie du parti radical

- un Comité rép. du Commerce et de l'Industrie (1899) a joué un rôle dans la fondation du parti radical (1901)

- la petite entr. a une certaine importance dans la composition sociologique du parti radical

- la petite entr. a pu apparaître lors de la 1ère Révolution industrielle comme un moyen terme entre libéralisme et communisme, entre capital. et prolétaires

- elle permet la mobilité sociale, fluidité justifiée par l'épargne, l'instruction, le travail : au marxisme qui voit dans la soc. une structure en classes horizontales, condamnées à s'affronter, le parti radical oppose un schéma fondé sur des relations verticales et dans lequel la défense de la petite entr. reste >>> 1939 une pièce maîtresse

□ aspect historiographique :

probl. des sources pour étudier la petite entr. : absence, le + souvent, d'archives d'entr.

□ L'accès à un "petit capitalisme" est restée possible, au fur et à mesure de la diversification du progrès technologique, à des entrepreneurs modestes, dans des secteurs comme la petite métall., la construction mécanique, etc.

II. LES CONDITIONS DE TRAVAIL DES OUVRIERS PENDANT LA 1^{ÈRE} RÉVOLUTION INDUSTRIELLE

Intro. statistique: voir les deux graphiques photocopiés

1°) Le problème du recrutement de la main-d'œuvre

□ “ Le recrutement d'une main-d'œuvre adaptée est un des problèmes majeurs de la gestion patronale. Assurer la fidélité des ouvriers qualifiés, les fixer, les former, correspond à une exigence d'autant plus essentielle qu'ils sont rares et chers, ce que révèlent les grandes enquêtes industrielles [...]. Mais c'est aussi à une tentative de prise de contrôle global de la nouvelle population industrielle, qui vise autant à moraliser qu'à organiser le travail, que l'on assiste. À des sociabilités spécifiques, incomprises et potentiellement dangereuses, répondent des **stratégies de contrôle social**. Elles passent par les institutions de prévoyance — caisses de secours ou de retraite — , le contrôle des possibilités d'épargne, celle de la consommation (magasins de vivres, économats), des avantages en nature ou en argent accordés aux ouvriers fidèles, comme la fourniture de charbon dans les mines [...]. La formation est également prise en charge grâce à des "écoles d'usine" qu'instituent, à partir de 1850-1860, les grandes houillères et usines métallurgiques [...]. D'une politique d'internement et d'enfermement découle le **modèle achevé que sont les ouvriers pour jeunes filles**. Ici, l'Église en s'alliant avec le patronat, fournissant soit le cadre disciplinaire (les religieuses organisent la vie de l'internat) soit le cadre de travail (les religieuses sont de véritables contremaîtresses) donne vie à l'institution originale qu'est la manufacture-internat [...] ” (A.Dewerpe, p. 79)

□ problème de l'ouvrier-paysan

□ immigration

□ les contraintes sont poussées à l'extrême dans J.Verne, Les 500 millions de la Bégum, 1879 :

- Stahlstadt est la « cité de l'acier », totalitaire (et germanique : le promoteur est un ignoble savant allemand, Schultze ⁶⁹), une cité de l'enfermement, construite en cinq ans dans l'Oregon. Il faut dire que le roman a été écrit en collaboration avec le communard Paschal Grousset, collaborateur de Jules Verne chez Hetzel sous le pseudonyme d'André Laurie.

- une intégration verticale totale, qui va de pair avec un certain modernisme, facilite l'enfermement et permet de construire de monstrueux canons de « science-fiction » ⁷⁰ >>> Krupp ? Explosion accidentelle d'un obus >>> mort de Schultze >>> ruine (boursière) de Stahlstadt, beaucoup trop autocratique

- un énorme marteau-pilon, comme au Creusot

- descriptions (recopiées dans des revues) de nombreuses opérations : mine de charbon, coulées, etc.

- les secrets de Stahlstadt sont espionnés par une sorte de « sublime » anti-alcoolique, Marcel

- paradoxe (ou maladresse ?) : le fin du fin est le puddlage, qui n'est plus du tout moderne à l'époque du roman (il n'y a pas de convertisseur...)

- elle est opposée à la cité de la science bienfaisante, France-Ville, construite rationnellement, mais pour le bien-être, un peu écologique, mais sûrement hygiénique de ses habitants >>> recul constant de la mortalité

- à France-Ville n'ont été admis que des habitants justifiant d'un métier : pas d'oisifs ! Une cité démocratique, utopique, à la démocratie fonctionnant en temps réel >>> un aspect relativement socialiste

- définition, plaisante, du riche : celui pour qui travaillent « les fileuses de la Hollande », les « manufactures d'Elbeuf », les horlogers, les chanteuses qui s' « égossillent » !

⁶⁹ La satire germanophobe concerne aussi "le grand atlas en 378 volumes in-folio de notre éminent Tuchtigmann [...], monument généreux de la science géographique appliquée à l'art du tirailleur..."

⁷⁰ Dont des obus « à fragmentation ».

- le siège (« versaillais ») de France-Ville (pas très communarde) tourne court, à cause de la mort de Schultze >>> « reconversion » de Stahlstadt, sous la conduite de l'ingénieur Marcel

2°) Un monde à part

a) Les causes

- une nouvelle organisation de l'espace, un "espace usinier" séparé des lieux d'habitat de grande taille, monumental. Ex. : filature Motte-Bossut de Roubaix (1843), chocolaterie Menier de Noisiel (1871-1872). La filature Motte-Bossut de Roubaix est un véritable « château-fort » industriel, qui deviendra un site usinier tombé en déshérence puis le Centre des Archives nationales du Monde du Travail

- surveillance : regard panoptique, affiches, réglementation interne, liste de comportements déviants

- discipline de l'horloge

- travail féminin (et ses « quarts »).

* Cf. Michelet en 1860 : "L'ouvrière ! mot impie, sordide, qu'aucune langue n'eut jamais, qu'aucun temps n'aurait compris avant cet âge de fer !")

* mais le personnage ne sort pas du néant, cf. la plainte des tisserandes recueillie par Chrétien de Troyes (v. 1170)

* voir le photocopié « une filature de lin à Lille », extrait du *Tour de la France par deux enfants*, 2 pages

□ Le chômage, saisonnier ou durable, sectoriel ou général, est la première plaie du monde du travail. Les charpentiers, par ex., doivent s'attendre à être débauchés chaque année à l'entrée de l'hiver, à devoir « faire du pavé », c'est-à-dire à chômer. Quand, par extraordinaire, le charpentier trouve du travail en hiver, il sait que les conditions seront pénibles : dix ou douze heures par jour avec un vent glacé. Cf. la p. 423 du Barret-Gurgand photocopiée

□ O. Marchand & Cl. Thélot, *Le travail en France (1800-2000)*, Nathan, coll. "Essais et recherches", 1997, 270 p. : la catégorie de chômeur apparaît pour la première fois dans les statistiques au recensement de 1896

b) L'hétérogénéité du monde ouvrier

□ Le monde ouvrier ne forme pas un ensemble homogène réductible à une figure emblématique, haute en couleur, léguée par la littérature : mythe ou réalité ?

□ L'extrême variété des conditions de travail et la polyvalence des ateliers font qu'il est préférable de parler, au pluriel, de mondes ouvriers. Les ouvriers des ateliers multiplient les occasions de desserrer l'emprise d'un travail irrégulier, tantôt harassant, tantôt insuffisant. Et dans les premières décennies du XIXe siècle, chaque profession revêt sa livrée distinctive.

□ Voir la gravure « L'Atelier » envoyée par Internet

□ Au XIXe siècle, les grands secteurs d'activité déterminent des milieux professionnels autonomes : à l'intérieur de chacun d'eux, les ouvriers sont employés à des tâches très diversifiées, qui vont des plus qualifiées aux plus anonymes. L'immensité et la variété de la main-d'œuvre imposent l'image d'une ruche gigantesque, renforcée par l'extrême dispersion des entreprises.

□ Quelques « métiers » :

- Tisseur, démonteuse, bobineuse, lamier, bambrocheuse, créneur, etc.

- Une épeuleuse s'occupe de l'épeule, la bobine qui s'introduit dans la navette du métier à tisser mais d'autres dictionnaires donnent : l'épeuleuse retire les fils avec une pince

- malteur dans une brasserie

□ Il existe un type consacré de l'ouvrier parisien qui synthétise les caractères principaux de la Fabrique. A Paris règne la micro-entreprise : l'univers de l'ouvrier est le petit atelier, exceptionnellement la grande usine. Capitale des « beaux métiers » mais aussi des industries de pointe, la cité renferme une concentration de savoir-faire sans équivalent.

□ Scannage photocopié de Paris industriel en 1867, extrait de *Paris guide* (dans le Yon)

□ Ce **portrait standard** de l'ouvrier parisien a l'âge des plaques au collodion. Il **naît vers 1848** : on le voit prendre forme sous la plume complice d'ouvriers d'art et militants quarante-huitards comme Pierre Vinçard (*Les Ouvriers de Paris* en 1851) et Anthime Corbon (*Le Secret du peuple de Paris* en 1863). Aristocrate de l'atelier, l'ouvrier parisien a longtemps bénéficié d'une image positive. **Mais ce type historique de l'ouvrier parisien naît au moment où il commence à disparaître. L'industrie de la capitale est, dans la seconde moitié du siècle, en pleine mutation** : la division du travail se heurte à la résistance des ouvriers qualifiés, suscitant dans le discours des élites une inversion complète de la représentation du travailleur parisien. Sa qualité d'indépendance devient vice d'insoumission. La vision patronale de Denis Poulot à la veille de la Commune est franchement hostile (*Le Sublime* en 1869). L'ancien contremaître, porte-parole du petit patronat parisien, décrit la capitale du travail rongée par les maux de " l'ivrognerie ", de " la paresse " et de " la violence ". **La Semaine Sanglante achève de ruiner la réputation du peuple de Paris : une légende noire succède à une légende dorée.** Le pittoresque ouvrier de Quarante-huit, ayant en horreur les servitudes de l'atelier mais faisant du très bel ouvrage, s'est mué en incendiaire communard, tout à sa haine contre la discipline : le " sublime " a triomphé de l' " ouvrier vrai " !

□ **L'évolution de la mécanique illustre bien les besoins de l'industrie en main-d'œuvre qualifiée.** Avant la diffusion de la machine-outil, les spécialisations reposent exclusivement sur l'habileté manuelle et la vigueur physique. Le tour de main et la force du poignet sont les critères d'excellence : " Un monsieur qui n'aurait jamais forgé un rivet ni un boulon, et qui aurait voulu faire joujou avec son marteau de cinq livres, se serait collé une fameuse courbature au bout de deux heures ", fait dire Zola à l'ouvrier-boulonnier Goujet dans *L'Assommoir* (1877). Le perfectionnement des machines-outils sonne le glas des " grosses culottes " en minorant la dextérité manuelle dans le façonnement des pièces. Mais les tours, les mortaiseuses, les fraiseuses favorisent l'avènement d'une nouvelle élite capable de résoudre les délicats problèmes posés par l'usinage. Le passage de la machine-outil universelle à la machine-outil spécialisée, vers 1900, accroît le fossé entre le " **piécard** ", ancêtre de l'OS (l'ouvrier spécialisé. Attention = non qualifié), rivé à sa machine standardisée, et le " métallo " qui possède la maîtrise technique suffisante pour régler les machines-outils, réaliser les travaux de finition ou en petite série, et répartir les façons entre les manœuvres.

c) Le travail des enfants

- **Le travail des enfants, avec celui des femmes, a trois avantages pour les industriels. Il permet de faire pression à la baisse sur les salaires des ouvriers adultes masculins : il permet de livrer la famille entière au travail ouvrier, ce qui accélère la rupture avec le monde rural traditionnel : enfin il fournit une main-d'œuvre plus abondante, permettant d'utiliser les machines à plein rendement.**

- La **souplesse et la petite taille** des enfants leur attribuerait des aptitudes que les adultes n'ont pas. Ils sont employés à des travaux très précis, ils peuvent tirer en rampant les berlines dans les boyaux des mines, nettoyer les parties les moins accessibles des machines ou encore rattacher les fils brisés derrière les métiers à tisser.

- Le travail est **très précoce** : les enfants de quatre ans ont été assez recherchés afin d'être « formés » sur les machines dès qu'ils en ont l'aptitude physique.

- Comme les femmes, **les enfants travaillant dans le textile** sont souvent frappés par la tuberculose, du fait de la poussière et de l'humidité. Ils subissent aussi l'asthme, les allergies diverses. Les enfants souffrent plus particulièrement de scolioses et de rachitisme.

- Victor Hugo, *Les Contemplations*, 1838 (Texte complet) :

Où vont tous ces enfants dont pas un seul ne rit ?

Ces doux êtres pensifs, que la fièvre maigrit ?

Ces filles de huit ans qu'on voit cheminer seules ?

Ils s'en vont travailler quinze heures sous des meules ;

Ils vont, de l'aube au soir, faire éternellement

Dans la même prison le même mouvement.
 Accroupis sous les dents d'une machine sombre,
 Monstre hideux qui mâche on ne sait quoi dans l'ombre,
 Innocents dans un baigne, anges dans un enfer,
 Ils travaillent. Tout est d'airain, tout est de fer.
 Jamais on ne s'arrête et jamais on ne joue.
 Aussi quelle pâleur ! la cendre est sur leur joue.
 Il fait à peine jour, ils sont déjà bien las.
 Ils ne comprennent rien à leur destin, hélas !
 Ils semblent dire à Dieu : « Petits comme nous sommes,
 « Notre père, voyez ce que nous font les hommes ! »
 Ô servitude infâme imposée à l'enfant !
 Rachitisme ! travail dont le souffle étouffant
 Défait ce qu'a fait Dieu ; qui tue, œuvre insensée,
 La beauté sur les fronts, dans les cœurs la pensée,
 Et qui ferait — c'est là son fruit le plus certain —
 D'Apollon un bossu, de Voltaire un crétin !
 Travail mauvais qui prend l'âge tendre en sa serre,
 Qui produit la richesse en créant la misère,
 Qui se sert d'un enfant ainsi que d'un outil !
 Progrès dont on demande : « Où va-t-il ? Que veut-il ? »
 Qui brise la jeunesse en fleur ! qui donne, en somme,
 Une âme à la machine et la retire à l'homme !
 Que ce travail, haï des mères, soit maudit !
 Maudit comme le vice où l'on s'abâtardit,
 Maudit comme l'opprobre et comme le blasphème !
 Ô Dieu ! qu'il soit maudit au nom du travail même,
 Au nom du vrai travail, saint, fécond, généreux,
 Qui fait le peuple libre et qui rend l'homme heureux !

- Si la révolution industrielle **n'a peut-être pas accru le nombre d'enfants au travail** – car nombre d'entre eux étaient auparavant affectés aux travaux des champs ou aux tâches domestiques – ce sont les **nouvelles conditions induites par l'industrialisation et le développement d'une discipline du travail propre au fonctionnement des nouvelles fabriques** qui en ont profondément affecté la nature.

- L'historien E. P. Thompson soutient que l'intensité du travail des enfants s'est considérablement accrue entre 1780 et 1840 et il précise : « Dans les fabriques, la main d'œuvre enfantine et adolescente augmentait tous les ans ; et, dans plusieurs métiers "indignes", la journée de travail s'allongeait et le travail s'intensifiait. »

- D'après Paul Bairoch, ils commencent à travailler plus jeunes, et les conditions de travail sont aggravées par l'absence des parents dans la mesure où les enfants ne travaillent plus pour leurs parents comme dans les sociétés traditionnelles. La durée du travail s'allonge (parfois à 16 heures par jour dans la première phase de l'industrialisation), pour des tâches monotones et répétitives, et ce pour des salaires dérisoires.

- L'arrivée massive des enfants dans les usines rend bien visibles leurs conditions de travail misérables et surtout **les expose au grand jour**. Des enquêtes permettent d'obtenir des évaluations du phénomène. La *Statistique générale de la France* de 1840 recense 130 000 enfants de moins de 13 ans dans les ateliers de plus de dix salariés, 20 % des mineurs de Carmaux sont des enfants en 1850 et vers 1840, les enfants forment 12 % des ouvriers de l'industrie. Les accidents dans les usines, les éboulements et les explosions dans les mines causent de nombreux blessés et morts et attirent l'attention du public.

- Les **premiers rapports émanent de médecins, d'inspecteurs ou d'élus décrivant les accidents et les conditions de travail des enfants**. De même, les œuvres de Charles Dickens puis d'Émile Zola ont un certain retentissement ; le travail des enfants est utilisé pour

dénoncer l'exploitation de la classe ouvrière (Karl Marx et Friedrich Engels, dans le *Manifeste du parti communiste*, prônent ainsi l'interdiction du travail des enfants).

- Une partie des industriels réplique que la petite taille des enfants leur permet d'effectuer certains **tâches impossibles aux adultes** (un point actuellement réfuté mais couramment admis à l'époque) et que l'emploi d'enfants leur **évite de devenir des vagabonds**, contribue ainsi à la paix sociale et aide les familles pauvres. Entre ces deux positions, la réglementation puis l'abolition du travail des enfants en Europe et en Amérique du Nord prend plus d'un siècle.

- Le **travail des enfants est d'abord réglementé avant d'être aboli**. En France, Villermé publie son *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers*, tableau horrifiant des conditions de travail des enfants, tandis que Dupin écrit *Du travail des enfants* en 1840, ce qui mène à la **loi du 21 mars 1841 portant l'âge minimum à 8 ans et limitant le travail de nuit**; 10h/j. pour les 8-12 ans, 12h pour les 12-16 ans. La durée de travail est aussi réglementée et la scolarisation obligatoire jusqu'à 12 ans mais ces mesures n'ont que peu d'effet, Villermé dénonçant des industriels qui cachent les enfants lors d'inspections. En 1874, une nouvelle loi limite l'emploi avant 12 ans à certaines usines où on ne peut pas dépasser 6 h par jour pour les plus de 10 ans (et il faut les mener à l'école) ; 12 h maximum pour les 12 à 16 ans.
- Puis, fin du siècle, 13 ans et **livret spécial**.

□ **Conclusion du 2°**: toutes ces puissantes originalités de ce « monde à part » font que les **reportages** effectués par la presse à grand tirage sont nombreux au XIXe siècle.

3°) Sociabilité et culture

a) Sublimes et formes de sociabilité

- “ Des métallos parisiens des années 1860, le petit patron démocrate qu'est Denis Poulot a fait, dans son *Sublime*, une typologie restée célèbre. Chez tous, la capacité à contrôler leur travail, parce que le patron, le "singe", ne peut les remplacer, et, au fond, comprend souvent mal les savoir-faire qu'ils mettent en oeuvre, est un trait commun. Le **"vrai sublime"** réalise bien et vite les commandes et c'est ce qui le perd, car il arrose trop bien ses réussites : mais c'est le premier tourneur de la capitale, un ouvrier indispensable, à qui le patron "doit faire des politesses", car, fier de son travail — il en parle tout le temps — , c'est un râleur, toujours prêt à demander son compte, et ce d'autant plus facilement que sa compétence lui permet de retrouver aisément un emploi. ” (A.Dewerpe, *Le monde du travail en France (1800-1950)*, Armand Colin, coll. "Cursus", 1989, 192 p., p. 19)

- organisation début du XIXe siècle de **formes de sociabilité**, comme les “ goguettes ”, réunions chantantes

- une **culture ouvrière** :

* alphabétisation, lectures, théâtre,

* des poètes : le menuisier Vinçard, Pierre Dupont (salué par Baudelaire)

b) Concubinage et mariage

□ Le **taux élevé de natalité illégitime** et une littérature de mœurs abondante accèdent l'idée selon laquelle le **concubinage** serait très largement répandu parmi le peuple ouvrier, tout au moins de la capitale. À tel point que l'on qualifie au XIXe siècle l'union libre de “mariage à la parisienne” et que les couples concubins sont dits “mariés à la mairie du XIIIe arrondissement” (puisqu'il n'y en a que douze jusqu'en 1860). De fait, un quart des ménages ouvriers vivent en concubinage à la fin de la Monarchie de Juillet, un tiers au soir du Second Empire.

□ Plusieurs institutions tentent de venir à bout d'une forme d'union tenue pour révélatrice de la détresse morale du monde du travail. La **Société de Saint-François-Régis**, créée en 1826, prend à sa charge une partie des formalités requises par la loi pour la célébration du mariage. La **Société pour le mariage civil**, sa rivale laïque, est fondée en 1881

□ Il faut néanmoins **nuancer** la pratique ouvrière du concubinage. Malgré l'idée reçue, les ouvriers se marient proportionnellement davantage que les autres catégories sociales. **Si les couches populaires fournissent une grande part des concubins, ce n'est pas par refus libertaire du mariage mais plutôt par anticipation d'une union légale.** Et n'oublions pas que le mariage reste un acte coûteux et solennel

□ Cause de l'idée reçue : le concubinage, qui ne se distingue pas nettement du mariage, **ne heurte aucun tabou dans le monde ouvrier.**

□ Ce qui importe avant tout, c'est la **fréquence des couples ouvriers**, légitimes ou non : elle repose en général sur une homogamie sociale et professionnelle étroite. Les futurs conjoints lient connaissance à l'intérieur d'un espace géographique restreint, le même quartier, la même rue, voire le même immeuble ; ils se rencontrent au sein d'un milieu professionnel réduit

c) Les ouvriers de Paris et l'Église

□ L'**indifférence religieuse** des ouvriers parisiens revient comme une sombre litanie dans les témoignages. L'irreligion est la norme, parfois teintée d'une hostilité déclarée, surtout chez l'élite militante.

□ Les ouvriers de la capitale perpétuent dès la première moitié du XIXe siècle une solide **tradition** d'incroyance. Tout le confirme : deux tiers des nouveaux nés parisiens sont baptisés vers 1910 contre 90 % en 1865. À Ménilmontant, la paroisse la plus déchristianisée, un quart des enfants en 1903 n'ont pas reçu le baptême. Ce recul s'accompagne d'un retard croissant dans l'âge du sacrement. Le signe le plus net des progrès de l'incroyance transparaît néanmoins dans l'augmentation constante des enterrements civils.

□ Tous les ponts ne sont d'ailleurs pas rompus avec l'Église : jusqu'à la première communion, **l'enfance** maintient un fragile contact. Les mères sont les gardiennes de ce rite de passage, qui est l'occasion d'une fête familiale et précède la mise en apprentissage : il est vrai que les **patronages** qui se multiplient à partir des années 1880 suppléent à l'absence de surveillance maternelle en éloignant les enfants des dangers de la rue, le jeudi et le dimanche. Les "patros" paroissiaux sont plus nombreux que les patronages scolaires laïques, mais dans l'ensemble l'encadrement paroissial reste tout à fait insuffisant.

□ **Les paroisses ouvrières sont démesurées**

d) Des ouvriers largement alphabétisés, à Paris tout au moins

□ Le peuple de Paris est **largement alphabétisé**. Une première nuance, toutefois : **les hommes le sont davantage que les femmes**. Autre nuance à apporter : **le pourcentage d'illétrisme varie en fonction du niveau de qualification**. Il existe un rapport évident entre le niveau culturel et la formation professionnelle : alors que **les métiers qualifiés sont intégralement alphabétisés** en 1860 (imprimerie, métaux précieux, articles de Paris), les **activités de faible qualification ont un taux d'alphabétisation fort médiocre** : dans le bâtiment, par exemple, les carriers, les maçons, les plâtriers dépassent à peine 50 % d'alphabétisés ; dans le secteur des " fils et tissus ", 64 % des ouvrières seulement savent lire et écrire.

□ les **lectures** :

- **Eugène Sue** (1804-1857) est le premier écrivain à bénéficier d'une large audience populaire. Ce succès — on a parlé de "suolâtrie" — lui permet d'être élu député de Paris en 1850 avec l'appui de 130 000 voix ouvrières. Dans *Les Mystères de Paris*, récemment réédités d'ailleurs ⁷¹, le mot de « travail » apparaît 27 fois.

- L'essor de la **presse bon marché**, en particulier *Le Journal pour tous* (1855-1880) puis *Les Veillées des Chaumières* (lancées en 1877), hebdomadaires illustrés publiant des romans-feuilletons, témoigne de ce nouveau besoin de lecture. On peut parler de culture de masse avec *Le Petit Journal* créé en 1863 par Moïse Millaud, vendu un sou (5 centimes), qui atteint des tirages spectaculaires

- Deux **romans** obtiennent un incomparable succès : *Les Deux Orphelines* d'Adolphe d'Ennery (1874) et *La Porteuse de Pain* (1884) de Xavier de Montépin qui raconte, sur un

⁷¹ Gallimard, Quarto, 2009, 1 315 p.

ton apitoyé, les malheurs sans nombre de Jeanne Fortier, jeune veuve d'un mécanicien, injustement condamnée pour l'incendie d'une usine et le meurtre d'un ingénieur.

- Les colonnes Morris et les murs de Paris sont tapissés par les affiches publicitaires à la gloire des héros feuilletonnesques : les ombres mystérieuses de Fantomas et Chéri-Bibi hantent les faubourgs à la veille de la Grande Guerre.

- De rares collections pédagogiques destinées aux ouvriers réussissent à atteindre leur public : c'est le cas sous le Second Empire des petits volumes gris-bleus de *La Bibliothèque des connaissances utiles*, vendus 50 centimes, où Corbon publie son essai sur l'enseignement professionnel en 1859.

- Mais les livres sont peu répandus dans les milieux ouvriers : on en trouve rarement dans les descriptions après décès.

□ Pour un ouvrier adulte, les cours gratuits du soir constituent la seule façon de reprendre ses études. Les cours attirent surtout des « ouvriers d'art » désireux d'élargir leur savoir d'autodidacte pour le transmettre à leurs compagnons d'atelier. Nombre d'entre eux appartiennent à la fleur du mouvement ouvrier et vont s'illustrer dans l'Internationale : le relieur Eugène Varlin (1839-1871)⁷² et son frère Louis, le bronzier Albert Theisz suivent avec assiduité les séances de l'Association philotechnique ; Henri Tolain et Charles Limousin reçoivent pour leur part l'enseignement de Jules Andrieu, républicain convaincu qui a ouvert, de 1863 à 1870, un cours secondaire à son domicile, rue Oberkampf.

□ Les notables radicaux de la IIIe République soutiennent l'enseignement populaire, doublé d'un combat anticlérical. En 1866, déjà, le franc-maçon Jean Macé a lancé avec succès sa Ligue de l'enseignement pour propager l'instruction du plus grand nombre à la faveur de cercles locaux. La Société d'aide fraternelle (1872) propose des séances de lectures publiques.

□ Des militants ouvriers mettent en place, à leur tour, des institutions pour développer l'instruction des travailleurs : les Universités populaires, par exemple, connaissent un bref éclat au tournant du siècle. La première est fondée au faubourg Saint-Antoine à l'initiative d'un ancien typographe, Georges Deherme, en 1899. Administrées par des ouvriers de métier, les U. P. organisent des conférences données par des universitaires et appuient les loisirs culturels pour détourner les ouvriers du cabaret.

⁷² École primaire jusqu'à 13 ans, puis cours du soir de l'Association philotechnique. Très bon relieur, bien payé. Anime des coopératives, dont le restaurant coopératif *La Marmite*, des journaux ouvriers, emprisonné 1868 à Sainte-Pélagie (emplacement de Paris III-Censier). Cf. M.Cordillot, *Eugène Varlin, chronique d'un espoir assassiné*, Les Éditions ouvrières, coll. "La part des hommes", 1991, 261 p.

III. LE MTF DU PATRONAT. AU TEMPS DE SA « GENÈSE »

Historio. : Ernest Labrousse au Congrès international des Sciences historiques de Rome (1955), Adeline Daumard ⁷³, etc., & Collectif, « La bourgeoisie : mythes, identités et pratiques », *RH19, Revue d'histoire du XIXe siècle*, 2007/1, n°34, J.Lambert-Dansette, *Genèse du patronat. 1780-1880*, Hachette, 1991, 382 p., J.Lambert-Dansette, *Histoire de l'entreprise et des chefs d'entreprise en France*, L'Harmattan, 2000-2003, 3 vol.

1.°) Les vestiges du capitalisme ancien

- progrès et retards 1815-1848, diff. de l'accumulation primitive
- obstacles à la croissance de l'éco. fr.

a) Le capitalisme foncier et immobilier

□ Certes de nombreux cas de propriétaires dénués du souci d'investir, de moderniser, et qui se contentent d'être des rentiers pour "tenir leur rang" (dans l'ouest notamment), mais **nombreux liens entre usine et terre, et abondent les preuves de l'importance du capitalisme foncier et immobilier**

□ causes de liens capit.-terr. :

- "émigration de l'int." 1830>>> : intérêt des nobles pour le progrès agricole, participation aux Soc. d'Agric., le rentier s'est mué en entrepreneur

⇒ dans la "France châtelaine", c'est le "capitaine d'agriculture" qui exprime la montée du capitalisme.

- des nobles tôt lancés dans l'ind., et qui s'intéressent au progrès agricole (ex. : les Solages de Carmaux, le duc Decazes, métall. de l'Aveyron, etc.)

□ ex. anciens :

- comte de Kergorlay (Manche) Monarchie de Juillet et Second Empire (revoir MTF2)

- marquis d'Havrincourt, émigré de l'int. qui fait de sa propriété artésienne une exploitation modèle. À la tête en 1868 de 1 140 ha, d'une sucrerie, d'une raffinerie, membre Soc. nat. des Agric. de France & d'autres Soc. Conseiller général, plusieurs fois député. Souci de didactisme : "Je veux montrer aux cultivateurs du Nord, qui abandonnent presque tous l'élevage, qu'en donnant des soins intelligents à nos races, nous pouvons faire aussi bien que les Anglais."

- la « noblesse textile » de Normandie, avec une « logique de l'eau » ⁷⁴

□ un type rural, celui des bourgeois-propriétaires & gros fermiers, surtout dans Bassin parisien (cf. Hourdequin dans *La Terre* de Zola) :

- J.-C. Potel-Lecouteux à Créteil Monarchie de Juillet & Second Empire

- dans PDC, des "cap. d'agric." assoient leur puissance sur une activité à la fois agric. et ind. Cas de Ghislain Decrombecque (1797-1870), surnommé "le premier agriculteur de France", qui remporte le 1er prix à l'Expo. univ. de 1867 à Billancourt. En 1868 : 450 ha, 700 têtes gros bétail, mais aussi brasserie, sucrerie, briquetterie, boucherie, four à chaux, gazomètre, distillerie, etc. ⇒ emploie > 300 personnes

□ un 2e type rural, celui des "agriculteurs-industriels"

- causes :

* passage produit brut >>> prod. transf. (recherche de la "valeur ajoutée")

* placement de sécu. ou de prestige

* diversif. des sources de profit

- notamment chez les industriels de la betterave à sucre comme les Béghin

⁷³ A.Daumard, *La bourgeoisie parisienne de 1815 à 1848*, Paris, 1963, 661 p., résumé dans *L'Information historique*, 1965, pp. 161 & suiv., réédition, Flammarion, coll. "Champs", 1991, 1996 ; A.Daumard, *Les bourgeois de Paris au XIXe siècle*, Flammarion, 1970, 382 p. ; A.Daumard, *Les fortunes françaises au XIXe siècle*, Mouton, 1974 ; A.Daumard, *Les bourgeois et la bourgeoisie en France depuis 1815*, Aubier, 1987, 430 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 1988, pp. 155-157, dans *Historiens & Géographes*, déc. 1988, p. 369, compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1989, pp. 180-182.

⁷⁴ J.Lambert-Dansette, *Genèse du patronat. 1780-1880*, Hachette, 1991, 382 p., p. 100.

* les frères Decauville sont devenus depuis 1875 les grands fabricants des "chemins de fer portatifs" (voies ferrées légères destinées au transport de la récolte. Ils les fabriquent eux-mêmes) ! De Petit-Bourg (Essonne). Ont des carr. de meulière

* À l'inverse, Jean-François Cail (1804-1871), fils de charron, chaudronnier et compagnon du Tour de France, contremaître puis associé (1836) du chimiste-pharmacien-inventeur Charles Derosne (1780-1846). Ils font fortune dans la production industrielle de sucre de canne des Caraïbes, puis Cail est un riche pionnier de la constr. méca. : locomotives, machines-outils, ponts métalliques, etc. Parisien (usines dans quartier de Grenelle), il se fait grand propr. dans son Poitou natal (2 000 ha) & en Ukraine (18 000 ha) ⁷⁵. Péchiney, prés. Cie des prod. chim. d'Alais & de la Camargue, adjoint à celle-ci un vignoble de 250 ha

- cas particulier, ancien, des maîtres de forges par la même occasion propriétaires fonciers importants, forêts notamment : allure seigneuriale, mariages avec aristo., groupe de pression précoce et puissant

* ex. : les de Wendel & les De Dietrich (anoblis avant 1789). Les de Wendel ont ccé leur ascension, interrompue par crise éco., sous Empire et surtout 1815>>>, adoptant techniques anglaises (fonte au coke, puddlage, laminoir, etc.), achetant ou créant de nouv. établ. François de Wendel fut un grand notable. Testament (mort 1825) caract. : "Je soussigné, F. de W., anc. élève de la marine royale, off. dans le rég. des hussards et chasseurs à cheval, et auj., contre gré, maître de forges et propriét. de plus. établ. qui ont prospéré envers et contre tout..." (!)

* les Pereire, les Grammont en Franche-Comté (forges de Villersexel)

- rôle de la rente foncière :

* source d'accumulation primitive du capital

* méca. de transfert des ressources financières agricoles vers les autres secteurs de l'éco. : nombreux rentiers du sol prennent des participations dans des entreprises diverses

□ spéculation immobilière :

- fait du "capitalisme rentier" des propriétaires de terrains et d'immeubles urbains, qui escompte la "plus-value" et du capit. "aventurier" des promoteurs

- et des enrichis des grandes opérations urbaines parisiennes qui ne se sont pas limitées à la période d'Haussmann (alors, les banques participent, cf. les Pereire) :

* Restauration : quartier de l'Europe, plaine des Sablons

* grande hétérogénéité des orig. soc. : création du quartier des Batignolles a été le fait de propriétaires, de marchands, mais aussi de maîtres maçons et de menuisiers

□ enfin capitalisme du tourisme côtier et thermal :

- lancement stations, construct. grands hôtels, etc.

- 1878 : création Soc. des Eaux minérales de Châtel-Guyon

- cf. *Mont-Oriol* (Maupassant), *Clochemerle-les-Bains* (Gabriel Chevalier)

□ conclusion du a) :

- la propriété foncière n'est pas incompatible avec la croissance éco. moderne

- on ne saurait opposer schématiquement l'inertie de la propriété et de la rente au dynamisme de la richesse mobilière et de l'entreprise

- ⇒ une véritable "osmose entre la propr. fonc. et la bourg. ind." (sociologue Alberto Melucci, *Idéologies et pratiques patronales pendant l'industrialisation capitaliste : le cas de la France*, thèse EPHE, 1974)

b) Les négociants

□ sont importants les négociants, grands armateurs, négociants-banquiers, et autres marchands-fabricants.

□ fin. de la Finance classique (la "haute finance" de l'Ancien Régime, fermiers généraux, off. de fin.), à cause de la crise fin. de la monarchie, de la Révolution française et de la modernisation des structures de l'État

⁷⁵ Il construit 31 immeubles à Paris pour y loger son personnel, des crèches, des écoles, et même un théâtre, l'actuel th. des Bouffes du Nord. Hôtel particulier devenu la mairie du VIII^e arrondissement. Mais son fils aîné coule en dix ans l'entreprise par sa vie dissolue...

□ les négo-banquiers (pas de limite étanche, et d'ailleurs le "négoce" empiétait sur l'industrie, la "fabrique")

La banque Seillière s'occ. aussi de draps dans Vosges, de forges dans Ardennes, et d'équipement milit. pour l'expédit. d'Alger 1830. Les Seillière sont une grande famille adonnée à l'industrie textile, à la banque et à diverses entreprises, depuis la fin du XVIIIe siècle, jusqu'au XXIe siècle (!)

La banque Hottinguer a été pendant longtemps le principal importateur de coton en France, tandis que les Rothschild avaient un quasi-monopole sur l'importation de thé

□ la survie des grands armateurs :

- ruine négoce malouin, lorientais, rochelais

- mais montée du Havre, de Marseille, qui traitent les matières végétales importées, grains, sucres, oléagineux (cf. huilerie, savonnerie, raff. sucre, à Marseille, cf. M.Roncayolo et d'autres)

- quelles bourgeoisies ? quelles familles ?

* en partie anciennes (tactique : pendant la crise de la Révolution française et de l'Emp., transférer l'actif en biens fonciers et immobiliers)

* nouveaux venus (de Paris, de Suisse, d'Alsace, de Gênes, ... : ex. : les Hottinguer au Havre, Jean-Louis Bethfort, cabaretier picard ayant gagné de l'argent dans commerce blés à Paris sous Directoire (à Marseille)

* dans un cas comme dans l'autre : « le démarrage : la famille d'abord » (titre de D.Woronoff ⁷⁶)

□ les marchands-fabricants :

- négo. en toiles de Laval (Mayenne) et de la Sarthe, soucieux de se déguiser en châtelains

- familles de drapiers de Sedan et Elbeuf

- rôle particulièrement important dans Nord (familles Lille, Tourcoing, Valenciennes, etc.), où on peut déborder sur la banque (les Scalbert, "peigneurs et sayetteurs" à Lille depuis XVIIIe s., les Hamoir, négo.-fabr. en batistes et gazes à Val. depuis XVIIIe s. aussi)

- ceux des "métiers d'art" et de luxe parisiens, qui illustrent la survivance de formes tradit. d'un travail hautement spécialisé et dispersé : revoir MTF2

- ⇒ les "banquiers de la marchandise" (formule de Balzac). Mais la transf. n'est pas inéluctable : à Troyes, vieux fond de bourgeoisie marchande, mais la constitution d'un patronat moderne, techniquement avancé et économiquement concentré, est tardive et de débouche guère sur la constitution d'une grande bourgeoisie

□ mentalité collective :

- la Révolution française n'a nullement installé d'emblée les négo. (et encore moins les manuf.) au rang qui semblait devoir leur revenir, une fois les privilèges abolis. Par ex., le syst. censitaire les défavorise

⇒ un décalage mental, qui avantage la vieille soc. agraire et la nouv. soc.

bureaucratique

- le capitaliste penche vers l'imitation du modèle tradit.

* cf. goût du luxe, recherche mariages, de l' "otium"

* ex. d'Arthur de Rothschild, intéressé surtout par le Yacht-Club de France, Henri Say par les courses de chevaux

* cf. les ind. rouennais qui abandonnent souvent l'usine, une fois fortune faite

- symbole immobilier :

À Paris, dans quartier d'Auteuil, le pavillon central du lycée J.-B.Say = reste d'un hôtel occupé XVIIIe s. par plusieurs fermiers généraux et que rachète 1804 Ternaux ⁷⁷ (le + puissant des négo.-manuf. de son époque : mais c'était alors pour y installer un élevage, une manuf. et une teinturerie) : l'achat du "château Ternaux" n'avait donc pas le même sens que

⁷⁶ *Histoire de l'industrie en France, du XVIe siècle à nos jours*, Seuil, coll. "L'univers historique", 1994, 672 p., réédition, coll. « Points », 1998, 678 p., p. 261

⁷⁷ Cf. MTF2.

le geste de parvenu d'Alfred Sommier reprenant 70 ans + tard (1875) le château de Vaux-le-Vicomte ⁷⁸. L' « avoir » et le « paraître »...

- mais aussi des patriciats fermés, résistant à ces "séductions" : en Alsace, notamment à Mulhouse (cf. la SIM de S.Kot ⁷⁹)

- mais aussi industrialisation a joué un rôle "capital" dans prise de conscience par les capitalistes de leur supériorité

2°) Un nouveau capitalisme et une nouvelle élite

□ idée longtemps recus d'une forte ≠ avec 1°), mais thèse de M.Lévy-Leboyer et d'autres : l'ind. n'a pas été en France l'occasion d'un profond renouvellement des élites éco, les nouveaux ind. ressemblant de fort près aux anciens march.-fabr., et leur groupe ne portant guère la trace d'une injection massive de sang frais par des *self made men*.

a) Les phénomènes économiques de base

□ les facteurs d'impulsion : un État lib., le lib. éco., rôle de la démographie, conquête de l'espace nat., concentration capit., financement des entreprises, rév. bancaire du Second Empire, lors du "grand essor" (G.Palmade) de 1848-1882 : voir NHFC, tomes 6 (1815-1848) pp. 210-213 & 9 (Second Empire) pp. 97-112

□ Les entreprises et les ententes : les forces motrices de l'expansion industrielle :

- ne pas négliger les rôle des banques et celui de la Banque de France

- importance taux d'investissement années du Second Empire

- idée courante selon laquelle la "bourgeoisie française" a été rebutée par l'investissement industriel et lui a préféré les carrières de l'administration ou les placements fonciers, or :

* hésitations souvent dues au fait que l'investissement ind. était réellement dangereux

* les responsables fr. ont toujours rêvé de développement un système d'industrialisation spécifique, qui leur aurait évité les excès d'une concentration excessive

- croissance ne veut pas dire obligation de la croissance pour tous. Des

firmes s'effondrent, y compris dans des secteurs porteurs : la 1ère compagnie sid. fr., Terrenoire, La Voulte, Bessèges (1821) se désintègre en 1888.

b) La question des origines

□ origine sociale des patrons de l'industrie :

- problème capital de la genèse du patronat

- en 1ère approx., deux origines :

* origine commerciale (activité déployée dans cadre du "capit. commercial"), l'ind. étant un prolongement du comm.

* origine "technicienne", cf. les Agache de Lille et les ingénieurs d'A.Thépot. L'ingénieur est un homme nouveau, jouant un rôle croissant (cursus, rôle et place)

* mais par le jeu des générations, les diff. origines ont pu se mêler et, après les années 1860, la "méritocratie" des Écoles a joué un rôle de + en + important, sans que disparaissent pour autant les autres origines

- idée courante selon laquelle la "bourg. fr." aurait été rebutée par l'investissement ind.

□ des cas d'assez faciles ascensions sociales de gens venus à l'ind. :

- textile Nord début Révolution industrielle, grâce au faible coût initial de l'installation. Même de simples ouvriers

- Pouyer-Quertier, filateur et tisseur du Petit-Quevilly (près de Rouen), était petit-fils d'un paysan cauchois, et fils d'un négo.-fabr. dev. filateur

- dans constr. méca. : valorisation de l'esprit d'invention, souplesse de ce type d'ind. Ex. des Japy, près de Montbéliard : entreprise fondée en 1767 par des horlogers ; très grand

⁷⁸ Petit-fils de commerçant, fils du fondateur de la sucrerie de La Villette

⁷⁹ S.Kot, *Politique et conceptions sociales de la Société industrielle de Mulhouse (1827-1870) ou le calcul philanthrope*, Mémoire de maîtrise, Paris X-Nanterre, 1982, 251 p., dactyl. ; S.Kott, "Enjeux et significations d'une politique sociale : la Société industrielle de Mulhouse (1827-1870)", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1987, pp. 640-659.

développement fin du Second Empire (mouvements de montres et pendules, pièces de quincaillerie, de pompes, etc. ; main-d'œuvre en bonne partie féminine)
- *idem* chez les facteurs de pianos, où le rôle de l'invention est primordial, comme l'adéquation avec les goûts du public. Cf. Pleyel et le facteur de pianos Jean-Henri Pape (1789-1875), d'origine allemande, installé à Paris en 1817, qui déposa plus d'une centaine de brevets entre 1825 et 1861, dont 73 pour le piano (merci, Luce !).

□ **& aussi promotion dans l'entreprise :**

- un certain nombre de carrières illustrent la filière classique de l'ouvrier (très peu) ou de l'employé (surtout contremaître) devenu patron en passant par tous échelons de la compétence et de la responsabilité. Ex. : Thiriez de Roubaix, J.-F.Cail, Aristide Boucicaut, les Cognacq-Jay

□ **ces hommes nouveaux, issus de la "méritocratie", démontrent une sorte de "surconformisme"** : + durs, + réact., + esprit de caste !

□ **des étrangers :**

- pas nouveau, cf. Oberkampf XVIIIe s., à Jouy-en-Josas (MTF1)
- Waddington, créateur d'une grande entr. cotonn. à St Rémy-sur-Avre sous Restauration
- Améric. Hutchinson lance v. 1850 la fabrication ind. caoutchouc
- les Jackson dans sid., près de Saint-Étienne

□ **en fait, le seul véritable apport catégoriel qui semble important est celui des ingénieurs :**

- phénomène de technocratie, car à eux qui sont détenteurs des clés du succès éco., s'ouvrent l'accès aux CA, l'association au capital, et même l'appropriation pure et simple des affaires, autre forme de "méritocratie"

- grand rôle de Polytechnique :

* cf. Émile Martin (1794-1871), d'abord officier à La Fère (!), qui se convertit à la métall. après avoir épousé la fille de Georges Dufaud, lui-même ancien élève de la 1ère promotion de Pol. (voir MTF2), collabore avec son beau-père à la dir. de l'usine de Fourchambault (Nièvre)⁸⁰, avant de s'établir à son compte 1824, et de mettre au point avec son fils le "procédé Martin" de fabrication de l' "acier Martin"⁸¹

* rôle des Polytechniciens surtout pour chemins de fer. Cf. frères Talbot (surtout Paulin), fils d'un avocat de Limoges

* initiative patronale crée l'École centrale des Arts et manuf. (1829), d'abord privée

* mais les écoles d'ing. n'ont vraiment ouvert une brèche dans la classe dirigeante qu'à la fin du XIXe siècle

□ La soc. patronale s'est prolongée dans la catégorie des ingénieurs (cadres), appelés (pour partie) à pénétrer dans le corps des actionnaires (cf. les employés de la Banque de France qui doivent tous être actionnaires) et des administrateurs (voire dans les familles !)

□ Mais (cf. les grandes Écoles) les ingénieurs sont souvent des "héritiers"

□ au total, on aperçoit rarement que le savant et même l'ingénieur de haut vol soient en même temps et de plein droit le manuf. et le capitaliste :

- il y a des individus appartenant au patronat classique qui améliorent leur profil grâce à leur niveau d'instruction

- il y a des diplômés qui utilisent leurs capacités pour accéder à la dir. ou à l'administration de certaines grandes affaires.

- la compénétration paraît malgré tout limitée entre des patriciats appuyés sur la propriété des capitaux, l'hérédité et les alliances familiales, et les élites du savoir dont l'image de marque reste + technicienne et administrative que patronale

⁸⁰ Biblio. : G.Thuillier, *Georges Dufaud et les débuts du grand capitalisme dans la métallurgie en Nivernais au XIXe siècle* », SEVPEN, 1959, 254 p. Sous Second Empire : marché des rails, concurrence de la sidérurgie à la houille et déclin dans années 1860. Martin va utiliser le gisement de houille de Decize.

⁸¹ Cf. Ph.Jobert dir., *Les patrons du Second Empire. Bourgogne*, Paris/Le Mans, Picard / Éditions Cénomane, 1991, 259 p., pp. 95-97, 112-119. Le procédé Martin utilise, comme Bessemer, un convertisseur, mais ayant un revêtement acide, ce qui produit un acier de qualité pour les tôles.

- une des causes : anti-intellectualisme fondamental des gens d'affaires (un véritable conflit de cultures)

3°) Le capitaliste industriel

□ importance de la **petite entrepr.** (voir + haut)

□ imp. de l'**entreprise familiale, parfois à l'origine de très grosses sociétés :**

- cf. textile du Nord (ex. : les Thiriez), le + bel ex. de croissance par bourgeoinement familial étant celui des Motte. Des entreprises « plurifamiliales » (J.Lambert-Dansette, *Genèse du patronat. 1780-1880*, Hachette, 1991, 382 p., p. 232). Exemplarité de ce patronat

- cf. les Saint, avec des mariages entre cousins germains (seront traités dans le MTF11)

- cf. les Peugeot, habiles à profiter des modes (crinoline, moulin à café, tondeuse pour chevaux puis soldats !)

- des cas de soc. fam. déjà importantes pendant le 1er XIXe siècle (les De Dietrich, les de Wendel, les deux plus anciennes familles de maîtres de forges en France, voir + haut)

- idéal : rester maître après Dieu de son entr. (l' "axiome" d'Alfred Motte), en tenant à distance les nouveaux venus ⇒ soc. en nom coll., autofinancement, etc.

- mais fragilité : incertitude de la génétique, modif. engendrées par éducation, évolution technologique, etc.

- >>> imp. de la formation des jeunes fils : études souvent courtes, apprentissage du MTF « sur le tas » bien souvent

- >>> imp., aussi, du mariage : des « unions dynastiques » avec une « tendance lourde » à l'endogamie, largement démontrée dans le Nord, où pour se marier, « il faut une cheminée qui fume »⁸²

□ mais imp. aussi, trop souvent méconnue, de la soc. en commandite et de la Société anonyme :

- cdtaires et actionnaires viennent souvent de l'aristocratie

- une des façons de "dérégionaliser" l'investissement

- mais attention : les structures familiales savent s'adapter aux cadres juridiques nouveaux (ex. : la Société anonyme), pour en retirer les avantages sans en encourir les périls

□ le capit. ind. a bonne conscience : c'est le temps des fermes certitudes, en matière d'éco. politique et soc. On se repose sur les lois du libéralisme, codifiées par J.-B.Say, et certains patrons manifestent un sens exigeant de leur "devoir social"

□ Bien entendu, le capitalisme français a aussi ses capitaines d'industrie au verbe tonitruant, comme le fils d'Eugène Schneider, Henri (1840-1898) qui, interviewé par le journaliste Jules Huret en 1892, a livré un témoignage haut en couleurs, paru dans *le Figaro* du 6 août, devenu vite célèbre et publié dans le volume *Enquête sur la question sociale en Europe*, sorti en 1897, au moment donc d'un retournement de conjoncture qui sera favorable au Creusot. Entre autres affirmations, il y qualifie de "très mauvaise !" l'intervention de l'État, ce que pensait en chœur l'ensemble des industriels français⁸³.

□ ± : affirmation d'une "aristo. bourgeoise" (A. Daumard), qui possède des caractères spécifiquement bourgeois, mais qui est une véritable aristo. par son recrutement (tendance à se fermer), par ses fonctions dirigeantes aussi, (ne vont pas >>> lui faire jouer un rôle moteur dans dév. de la culture du temps : elle repousse Flaubert et Baudelaire, se scandalise devant l'*Olympia* de Manet, comme à la vue des 1ers tableaux impressionnistes)

□ les nouvelles industries du luxe :

- la verrerie d'art à Nancy : Daum, Gallé, Majorelle

- Baccarat

- haute couture

- fourrure (passée de mode au XVIIIe siècle) et cuir (Hermès)

- parfumerie (Grasse)

⁸² J.Lambert-Dansette, *La vie des chefs d'entreprise (1830-1880)*, Hachette, 1992, 302 p., p. 32-40.

⁸³ G.Thuillier, *Georges Dufaüd et les débuts du grand capitalisme dans la métallurgie en Nivernais au XIXe siècle* », SEVPEN, 1959, 254 p. Bibliographie récente : A. d'Angio, *Schneider et Cie et la naissance de l'ingénierie. Des pratiques internes à l'aventure internationale. 1836-1949*, CNRS Éditions, 2000, 320 p.

- carreaux de faïence pour l'ameublement

IV. LES CONSÉQUENCES DE L'INDUSTRIALISATION

Surtout de la croissance de la « grande industrie »

1.°) La protestation ouvrière

□ cf. les trois grands thèmes de F.Laroulandie : le travail, la vie quotidienne et la protestation.

a) « Résister » et s'associer

□ la Révolution française a aboli les corps, et institué la liberté du travail

□ la Révolution industrielle, mais maintien pour longtemps de nombreux petits ateliers ⇒ l'ouvrier des vieux métiers représente un type social répandu (qualification, culture, militantisme, etc.)

□ le désir d' "association" est capital de 1830 à 1871, associé à l'idée d' "organisation du travail" en 1848

□ Une "éclosion de la parole ouvrière" (A Dewerpe) sous la Monarchie de Juillet :

* autobiographies : Agricol Perdiguier, Anthime Corbon, Martin Nadaud

* presse : *L'Atelier* (1840-1850) est le plus important ; *Le Journal des Travailleurs* (Pierre Vinçard, voir plus haut)

* rapports des délégués ouvriers aux expositions universelles de Londres 1862, Paris 1867 et Vienne 1873

- cabaret = "église de l'ouvrier", "salon du pauvre", selon Gambetta

□ La révolution « fraternelle » de 1848 est capitale :

- le gouvernement provisoire inclut « l'ouvrier Albert », pseudonyme d'Alexandre Martin, mécanicien dans une fabrique de boutons, un des fondateurs du journal *L'Atelier*, vétéran des révolutions de 1830 et de 1848, des sociétés secrètes, qui a joué un rôle important dans la société « Les Saisons » ; il a fait dans les années 1830 la liaison entre les ouvriers parisiens et les ouvriers lyonnais et a été à l'origine de la journée du 15 mai 1848. Il fut l' « idée du travail » prenant place au sein du Gouvernement provisoire

- décret du 2 mars limite la journée de travail à 10 h à Paris et 11 h en province (il est abrogé par la Constituante le 9 sept., qui porte la limite, nationale, à 12 h) ; le même jour, abolition du « marchandage » (sous-traitance : le « marchandeur » se charge de telle besogne et la sous-traite, à bas prix à des compagnons ou tâcherons)

- Commission du Luxembourg (« Comm. du Gouv. pour les Travailleurs »), présidée par Louis Blanc, Albert vice-président

- des États généraux du Travail, sous la triple devise « Travail-Fraternité-Commerce » et avec le portrait de Louis Blanc sur l'affiche d'annonce. Voir la gravure envoyée par Internet

- idée que c'est le « métier » qui fonde les cellules élémentaires du corps social ⁸⁴

- les « gens de métier » sont détenteurs d'un savoir-faire >>> sup. sur les simples « gens de bras »

- revendication du « droit au travail », exprimée devant le gouvernement provisoire, qui rédige un décret de compromis : « Le gouvernement provisoire de la république française s'engage à garantir l'existence de l'ouvrier ; il s'engage à garantir le travail à tous les citoyens ; il reconnaît que les ouvriers doivent s'associer entre eux pour jouir du bénéfice légitime de leur travail [...] »

- une conscience collective évidente

- cette explosion dit le mal-être des travailleurs, leur sentiment d'un monde qui s'en va

□ L'enquête de 1848 sur le travail ⁸⁵ :

- dans l'air du temps (voir plus haut)

- souhaitée par les conservateurs, pour « déminer » le terrain social

⁸⁴ Y.Lequin, "Le métier", dans P.Nora dir. *Les Lieux de mémoire*, Gallimard, 1984-1992, 3 tomes en 7 vol., III, 2, pp. 376-419, p. 377.

⁸⁵ D'après J.Charon-Bordas, *Ouvriers et paysans au milieu du XIXe siècle. L'enquête de 1848 sur le travail*, Publisud, 1994, 513 p.

- décret du 25 mai du Comité du Travail, substitut de ministère du Travail, refusé en mars.
- faite au niveau du canton, par commissions présidées par le juge de paix, mais à Paris directement par le Comité du Travail

- 29 questions

- qualité très inégale, très grandes villes pas représentées, mais beaucoup de tableaux précis et détaillés

- grande diversité de la situation des ouvriers, réponses contradictoires en matière de paysans, mais misère de l'ouvrier agricole

□ **En 1852, le bonapartisme veut clore l'ère des enquêtes :**

- notion de **sacrifice de la liberté au nom de la démocratie, tradition** française, depuis la Révolution (cf. les Jacobins, les blanquistes, etc.).

- Le bonapartisme a une **composante populaire**, démocratique, volontiers anticléricale, s'incarnant surtout dans un bonapartisme rural, qui amorça l'œuvre d'éducation politique des campagnes et nuance fortement aux yeux de nombreux historiens — depuis Ch.-H. Pouthas — la légende noire de la "campagnocratie" (*sic*) et du Second Empire.

- La prospérité rallia les **paysans**, qui vendaient bien leurs grains et se sentaient protégés contre les "partageux", et les **ouvriers** qui avaient du travail et attendaient des réformes sociales. Dans un de ses voyages de l'été 1850, à Saint-Quentin, Louis Napoléon Bonaparte a d'ailleurs déclaré : « Mes amis les plus sincères, les plus dévoués, ne sont pas dans les palais, ils sont sous le chaume ; ils ne sont pas sous les lambris dorés, ils sont dans les ateliers et dans les campagnes. » Il y a une véritable popularité ouvrière de Napoléon III (« Vive Poléon ! »), visible dans les déplacements et le départ pour la guerre d'Italie. D'autre part, Marx a beaucoup insisté sur **l'ancrage du bonapartisme dans la paysannerie française**.

- de +, tonalité bonapartiste d'une **« enquête » publiée sous forme de brochure, apparemment un recueil de conférences : A. Jaume, Histoire des classes laborieuses précédée d'un Essai sur l'Économie industrielle et sociale**, Toulon, 1852, 223 p. :

* auteur = instituteur primaire supérieur à Toulon

* fait référence explicitement aux journées de juin 1848 dans son introduction

* *idem* pour la résistance rurale au coup d'État dans le Sud-Est de la France, dans l'épilogue

* la 1^{ère} partie, formée de trois « conférences » est la partie... morale !

□ Les **sociétés de résistance** :

- à la baisse des salaires, surtout

- dissimulées derrière certaines soc. de sec. mutuel

- ex. : la Soc. de devoir mutuel (Lyon, 1828, pour les canuts)

- tactique : secret, fractionnement en groupes < 20 m. (pour tourner la loi rendant obligatoire la dde auto. pour les soc. > 20 m.)

- ⇒ rencontre avec les rép. bourgeois des soc. secrètes

- grande croissance 1840-1848

- grande victoire : des "tarifs" imposés aux maîtres (proto. des conv. coll.)

- Second Empire ⁸⁶ : féroce répression, puis (années 1860) tentative de rapprochement avec le monde ouvrier ⇒ loi sur le livret ouvrier du 22 juin 1854 interdit d'ajouter des mentions (favo. ou défavo.) sur le livret ; droit d'association tacitement reconnu à la classe ouvrière 1868>>>

- Les sociétés de secours mutuel & les sociétés de résistance sont contemporaines du début des **associations coopé. ouvrières** (la 1^{ère} : celle de Buchez en 1831), ancêtres des S.C.O.P.

- "Les **coopératives de production** représentent un autre aspect des pratiques associatives ouvrières de l'ère pré-syndicale. Elles ont suscité, des années 1840 à la fin du XIX^e siècle, l'engouement des ouvriers de l'artisanat urbain. Ceux-ci voient dans cette forme d'organisation de la production, fondée sur une association de producteurs indépendants, le

⁸⁶ Sur le Second Empire, la maîtresse thèse de Georges Duveau, *La vie ouvrière en France sous le Second Empire*, thèse, Gallimard, 1946, 605 p. Un quasi-48ard, qui concerne bien le programme, à la veille du centenaire de la révolution de 1848.

meilleur moyen de mettre fin à l'exploitation capitaliste." (G.Noiriel, Doc. phot.). Bien lire le texte de N.Turquin, les frais de l'artisan, envoyé par Internet.

□ Un ex. de réussite : le **Familistère** de Guise (Aisne), créé en 1859 par J.-B.Godin

□ essor de la mutualité au XIXe siècle :

- les libéraux prônent le développement des caisses d'épargne, les ouvriers comptent sur l'association pour améliorer leur sort et lutter contre le fléau de l'individualisme et le danger de la concurrence

- essor des **sociétés de secours mutuel** sous la Seconde République et le Second Empire, puis la IIIe : 3,5 millions d'adhérents en 1910

- développement épaulé par le solidarisme, facilité par la loi du 1^{er} avril 1898 sur les mutuelles (voir plus loin)

- une enquête de l'Office du Travail faite en 1900 montre l'existence de 11 000 sociétés de secours mutuel

□ vers 1863 apparaît le terme de « chambre syndicale ouvrière » (remplacé plus tard par « syndicat »)

- on est dans une phase A, de hausse des salaires

- le mouvement apparaît dans le milieu artisanal et de la petite entreprise, et d'abord dans les grandes villes

- clandestinité, évidemment, mais *Le Moniteur* du 31 mars 1868 annonce la tolérance

- corrélation de la coopérative et du mutuellisme ; imitation de la Grande-Bretagne

- 1^{er} regroupement (à Paris) de métiers différents en 1869, par Eugène Varlin (1839-1871, voir plus haut)

- 1^{ères} fédérations de métiers en 1870

b) La lutte contre les mortes-saisons : le freinage de la production :

□ La **semaine de travail**, interminable, s'étend en principe sur six jours pleins. Le **repos dominical**, institué en 1814, institutionnalisé en 1906 est respecté sauf par les ouvriers à domicile qui travaillent sans relâche et dans le bâtiment où la besogne ne connaît pas d'interruption à la belle saison. 93 % des ouvriers parisiens se reposent le dimanche à la fin du siècle.

□ **Mais l'ouvrier, spécialement parisien, entend rester maître de ses horaires et de ses pauses, aller et venir à son gré.** Il considère cette liberté d'allure comme le droit sacré du professionnel. La langue ouvrière dénonce en fonction de la taille des établissements un **encasernement croissant** : " la boîte " (l'atelier), " le bagne " (l'usine) et " le cayenne "

□ **Les rythmes du travail artisanal restent poreux**, jalonnés d'escapades au cabaret voisin, à portée d'appel de la cloche de l'atelier. Dans l'industrie du bâtiment, ces départs furtifs " pour aller boire un verre qui, pris en cachette du maître, n'en paraît que meilleur " (Pierre Vinçard ⁸⁷) ont reçu le nom de " petits raccords " !

□ De nombreux patrons parisiens déplorent le manque de zèle de leurs ouvriers. Le thème tourne au **lieu commun Denis Poulot**, ouvrier mécanicien né en 1832, devenu contremaître, devenu chef d'entreprise dans la mécanique ⁸⁸, a dénoncé en 1869 dans son célèbre ouvrage *Le Sublime* cette indiscipline d'atelier qui est, selon lui, " la lèpre capitale qui ronge la classe laborieuse. " **Le " sublime "** personnifie l'ouvrier allergique à l'autorité et à la morale, très susceptible dans la liberté de son emploi du temps et disposant de l'atelier à sa guise. 60 % des ouvriers parisiens, prétend notre auteur, seraient des " sublimes ", c'est-à-dire plus ou moins enclins à " la paresse " et à " l'ivrognerie ". Le patron se montre d'autant plus démuni devant l'insolence du " sublime " qu'il s'agit d'un **ouvrier chevronné** qui fait de sa haute qualification l'arme principale de sa résistance.

□ La dérision argotique envers la surveillance patronale n'est pas la moindre des pratiques de résistance ; mais **la Saint-Lundi**, qui vide traditionnellement les ateliers, demeure la forme la plus célèbre de cette insubordination dénoncée par Poulot : le repos du dimanche

⁸⁷ Auteur d'ouvrages sur la vie ouvrière, animateur du mouvement coopératif sous le Second Empire.

⁸⁸ Il a même été quelque temps maire du 11^e arr. de Paris sous la IIIe Rép.

se prolonge en chômage volontaire le lundi. " Faire le lundi ", écrit déjà Louis Sébastien Mercier à la fin du XVIIIe siècle, est " une vieille et indéterminable habitude " des ouvriers parisiens. Le lundi chômé est consacré à la convivialité professionnelle des ouvriers qui se retrouvent au cabaret. La coutume de la Saint-Lundi varie selon les métiers : elle est particulièrement à l'honneur dans les métiers d'art et dans la métallurgie où plus de la moitié des mécaniciens célèbrent le rite en 1860. C'est parmi les ouvriers les mieux payés et donc les plus qualifiés, que la fidélité au lundi chômé reste la plus durable, affirmation tangible d'indépendance. **La Saint-Lundi culmine et commence à régresser sous le Second Empire. À la fin du siècle, elle est en pleine déroute.** Dans Edmond et Jules de Goncourt, *Germinie Lacerteux*, 1865, personnage innémarable de **Médéric Gautruche**, type de « l'ouvrier noceur, gouapeur, rigoleur, l'ouvrier faisant de sa vie un lundi » ; suivent deux pages de portrait.

□ Il n'est pas douteux que **le sublimisme à l'atelier comporte une stratégie anti-chômage**. La résistance ouvrière est une forme de régulation du rythme cahotant de la production.

□ La résistance à l'intensification du travail s'explique en outre par le **souci de maintenir la haute qualité de la production**, considérée comme un élément constitutif de l'identité ouvrière parisienne. Pour les ouvriers qualifiés de la capitale, élevés dans la tradition de la " belle ouvrage ", bien faire signifie prendre son temps et travailler selon son goût. Ils sont foncièrement rebelles au harcèlement des contremaîtres et à la surveillance dans leur travail. " Cameloter ", disent les gens de métiers, pour désigner un travail réalisé à la va-vite, sans âme.

□ Cette lutte ouvrière de tous les jours pour la maîtrise du temps de travail et du temps de vivre a un but précis, conjurer l'irrégularité du labeur qui signifie celle du revenu : le salaire n'est jamais sûr.

c) La grève ouvrière

□ **Gros apport de Michelle Perrot :**

M.Perrot, *Les ouvriers en grève. France. 1871-1890*, thèse Paris I, Lille III, 1975, 2 vol., 900 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1975, pp. 312-320

M.Perrot, *Jeunesse de la grève. France 1871-1890*, Seuil, coll. "L'Univers historique", 1984, 325 p., réédition partielle (3^e partie) du titre précédent.

M.Perrot, "Les vies ouvrières" dans P.Nora dir. *Les Lieux de mémoire*, Gallimard, 1984-1992, 3 tomes en 7 vol., III, 3, pp. 86-129

□ Elle fournit une **grille d'étude capitale :**

- **mouvement et conjoncture** : les sources (les grèves connues, les mal connues, les inconnues), les rythmes et les grands moments, les causes des fluctuations, les mouvements saisonniers et autres

- les **composantes** : les revendications (salaires, durée de travail...), la sociologie des grévistes (âges : ils st souvent jeunes, femmes ?, branches, etc.)

- le **cours de la grève** :

* le déclenchement : grèves annoncées & grèves subites (dites « sauvages ») : 82 % des grèves fém. et 81 % des grèves de jeunes sont subites. Tactique de la surprise (cf. *Germinial*). « La colère a ses jours : paies décevantes, sombres rentrées aux innovations vexantes ; ses heures : les matins vigoureux plus que les soirs harassés ; ses saisons : le printemps surtout est explosif ; ses conjonctures : la récession qui rend le patronat agressif, les accidents qui, dans les mines, créent une nervosité propice aux débrayages. Que de grèves survenues à la suite de coups de grisou ou d'éboulements meurtriers ! » Beaucoup de grèves éclatent à l'aube, le lundi notamment

* organisation : délégués, comités, rôle des syndicats

* la question des « meneurs » : jeunesse, don de la parole, mobilité, origine extérieure (souvent)

- * les méthodes : grèves tournantes (la « mise en interdit successive »), surtout dans les ateliers et la petite industrie, grève générale, etc.
- * la participation à la grève : grévistes (nombre, ampleur, participation fréquente des femmes, etc.) et non-grévistes (les « fainéants », puis les « kroumirs », les « uhlands », puis les « Italiens » (*sic*) ; les piquets de grève
- * les cortèges (*cf. Germinal*), les femmes
- * la vie matérielle des grévistes : caisses de grèves, secours, les enfants, très grand avantage que d'être paysan-ouvrier (*cf. Carmaux*), etc.
- * « le geste et la geste » : une fête ? des violences ? les réunions, la parole : insultes contre les patrons (« affameurs », « buveurs de sang », « de sueur », « saigneurs »...)
- * le dénouement

2°) Le mouvement ouvrier de la fin de l'Empire

O. Marchand & Cl. Thélot, *Deux siècles de travail en France*, INSEE, 1991, 202 p. rappelle que G. Duveau, dans sa grande thèse de 1946⁸⁹, plaide pour qu'on distinguât **quatre types d'ouvriers sous le Second Empire** : l'ouvrier d'un grand centre urbain, Paris ou Lyon, où la ville joue un rôle intégrateur important ; l'ouvrier de grande manufacture, où, là, c'est l'usine qui exerce son emprise : Schneider au Creusot ; l'ouvrier de centres urbains moyens où, à nouveau, mais de façon plus « simple », c'est la ville qui modèle ; enfin, l'ouvrier campagnard.

a) La constitution d'associations professionnelles

- permise par la tolérance 1868>>>. En fait, antérieures de quelques années, car forte demande. Par ex. : au retour de l'exposition universelle de 1862, les ouvriers typographes rédigent un « rapport », dans lequel le point central concerne l'association : « voilà le véritable et le plus efficace moyen d'émancipation progressive et pacifique de la classe ouvrière »
- la cause décisive a été la prospérité des années 1860 : le synd. ouvr. fr. se constitue dans un climat de prospérité
- **formes** :
 - * soc. de sec. mutuel
 - * Chambres syndicales (terme apparu en 1863), nombreuses : bâtiment, cuirs et peaux, chapellerie, livre, mécanique, *i. e.* des métiers de vieille tradit. artisanale
 - l'effort d'org. naît du malaise éprouvé par ouvr. des petits ateliers devant la vie dans la grande usine : mobile conservateur, dans un cadre « corporatif »
 - ébauche d'organisations régionales, les Chambres fédérales, à Paris, Lyon et Marseille.
 - But : l' « émancipation totale des travailleurs dans un ordre social nouveau où le salariat sera aboli » (Paris). *Cf. Charte d'Amiens* (1906)
 - les chapeliers parviennent même à une org. nationale en 1870
 - la 1ère soc. ouvrière de femmes à Lyon en 1868 (les ovalistes, jeunes ouvrières chargées de préparer les bobines de fil de soie au sortir de la filature afin de le rendre propre au tissage par les canuts, qui font grève dès l'année suivante⁹⁰)

b) La Première Internationale

- Fondée à Londres en 1864, l'A.I.T. (Association internationale des travailleurs)
- est d'abord une association internationale, sans sections nationales, donc sans section française, bien que l'initiative ait été française
- formation d'une section fr. grâce à Henri Tolain, Richard, Benoît Malon et Eugène Varlin (1868, quelques dizaines de milliers de membres en 1870)
- Le « bureau français » est dirigé depuis 1868 par Eugène Varlin (voir plus haut)
- 4 grandes villes d'implantation : Paris, Lyon, Marseille et Rouen

⁸⁹ G. Duveau, *La vie ouvrière en France sous le Second Empire*, Gallimard, 1946

⁹⁰ Cf. Cl. Auzias & A. Houel, *La grève des ovalistes. Lyon, juin-juillet 1869*, Payot, 1982, 192 p.

c) L'éveil politique

□ l'ouvriérisme du Second Empire :

- Napoléon III avait mis à profit ses séjours à l'étranger pour observer et comparer, et ses six années de détention (à l' " Université de Ham ", disait-il) pour lire, réfléchir et rédigier des mémoires sur des sujets très divers : *L'Analyse de la question des sucres* (1842), *L'Extinction du paupérisme* (1844). Il écrit de nombreuses lettres, en reçoit beaucoup, se fait apporter en quantité des livres (dont *L'Organisation du travail* de Louis Blanc, qui lui rend longuement visite) pour sa documentation personnelle, il se fait abonner à L'Atelier, publié par une élite ouvrière socialisante.

- Il était très conscient des problèmes de son temps, en particulier de l'immense transformation économique en cours, il a visité des usines en Angleterre. Il s'intéresse à l'avance économique prise par la Grande-Bretagne

- Influencé par les idées saint-simoniennes (cf. le canal), il croyait au développement de la production et des échanges, au progrès technique, au machinisme. Il a de longues conversations avec un notable agronome de la région, Fouquier d'Hérouël, qui le convertit à la défense de la betterave à sucre. Il avait des préoccupations sociales et voulait améliorer le sort des masses, éliminer le paupérisme, faciliter l'accession à la propriété : le *dandy* (cf. l'anglicisme de « paupérisme ») a évolué et, converti à la démocratie, il pense qu'elle doit être sociale. *L'Extinction du paupérisme* paraît d'abord en « feuilleton » dans le *Progrès du Pas-de-Calais*, avant d'être éditée en brochure (une cinquantaine de pages), qui connaît un réel succès dans les années 40. Il est souvent qualifié d' « auteur de *L'Extinction du paupérisme* ». Il faut lutter contre la misère ouvrière par un système de colonies agricoles et le dirigisme économique.

- les ouvriers avaient du travail et attendaient des réformes sociales. Dans un de ses voyages de l'été 1850, à Saint-Quentin, Louis Napoléon Bonaparte a d'ailleurs déclaré : « Mes amis les plus sincères, les plus dévoués, ne sont pas dans les palais, ils sont sous le chaume ; ils ne sont pas sous les lambris dorés, ils sont dans les ateliers et dans les campagnes. » Il y a une véritable popularité ouvrière de Napoléon III (« Vive Poléon ! »), visible dans les déplacements et le départ pour la guerre d'Italie. Après les victoires d'Italie, Napoléon III fut acclamé par les ouvriers.

- donner du travail aux ouvriers et améliorer leurs conditions de vie par la destruction des quartiers insalubres, pour stimuler l'activité économique (" Quand le bâtiment va, tout va ", avait constaté Martin Nadaud en 1849 lors de la crise)

□ La situation des ouvriers restait difficile. La majorité était encore des artisans, mais le regroupement autour des usines dans les quartiers périphériques des villes ou dans certaines régions industrielles (Lille, Saint-Étienne) et la vie dans les manufactures en faisaient de plus en plus une classe sociale à part. " Autrefois, à Paris, ouvriers et bourgeois étaient mêlés ; ils habitaient les mêmes quartiers, souvent les mêmes maisons. Ils vivaient ainsi côte à côte dans des relations de courtoisie naturelle et de franchise réciproque " (Leroy-Beaulieu). Désormais quartiers bourgeois et quartiers ouvriers étaient séparés. La conscience de classe s'accroissait avec le sentiment d'isolement.

La condition ouvrière restait très dure : journée de travail de 12 à 14 heures, discipline sévère de l'atelier, chômage saisonnier et non payé, logements misérables. Elle était cependant améliorée par l'expansion économique : l'embauche devenait plus facile, les salaires augmentaient, mais le prix de la vie également.

□ dès la fin du Second Empire sont posés les problèmes :

- d'une action révolutionnaire substituée à la vieille tradit. de négociation avec les patrons

- de l'autonomie politique de la classe ouvrière :

* dès les élections lég. 1863, 2 candidats ouvr. à Paris

* loi de mai 1864 supprime le « délit de coalition », mais n'institue pas vraiment le droit de grève !

* le Manifeste des 60 (17 février 1864, Tolain) proclame la nécessité d'une action auto. de la classe ouvrière (avec mots de « salariat », de « travail », de « bras ». À la veille des élections complémentaires qui devaient avoir lieu à Paris, *L'Opinion nationale* publia le 17 février 1864 un manifeste signé par « 60 ouvriers », en fait 59 (7 ajusteurs, 7 ouvriers n'ayant

pas donné de précision, 6 mécaniciens, 6 ciseleurs, 5 tailleurs, 4 monteurs en bronze, 3 tourneurs, 2 maçons, 2 chapeliers, 2 passementiers, 1 mégissier, 1 gantier, 1 peintre sur porcelaine, 1 lithographe, 1 graveur, 1 charpentier, 1 ébéniste, 1 tisseur, 1 tulliste) et un « instituteur ». Sur les 60 signataires, 18 membres de sociétés de crédit mutuel, 2 membres de conseils de prud'hommes, 8 délégués à l'exposition de Londres. Le texte (assez confus) est sûrement de Henri Louis Tolain (1828-1897), graveur sur bronze, candidat qui ne recueillera que 395 voix sur 22 111 suffrages exprimés. Il militait dans les sociétés d'entraide mutuelle quand il joue un rôle de premier plan dans l'organisation, autorisée par l'empereur, d'une délégation ouvrière à l'expo. internat. de Londres. Quoique participant à la 1ère Internat. Tolain est resté un modéré.

* Proudhon reprend le thème en 1865 dans *Capacité politique des classes ouvrières* (pluriel de Proudhon, aux idées fort influentes)

* elles sont hostiles au régime, mais méfiantes vis-à-vis des républicains — on se souvient de la répression de juin 1848 — et tentées par l'Internationale

- Mais sur le terrain du suffrage universel, les choses sont en 1869 beaucoup plus simples : les ouvriers prennent Gambetta pour un "rouge", Henri Rochefort est pour eux "le marquis rouge", et les véritables révolutionnaires n'ont pas de succès électoral, alors qu'une trentaine de républicains sont élus en 1869 (neuf à Paris, deux à Lyon, sans parler de Bordeaux, Saint-Étienne, etc.).

d) La grève des « ovalistes » (Lyon, 1869)

□ Claire Auzias & Annik Houel, *La grève des ovalistes. Lyon, juin-juillet 1869*, Payot, 1982, 182 p.

□ des femmes qui font du « moulinage » en ville, à Lyon, i. e. travaillent le fil de soie au sortir de la filature pour le rendre propre au tissage : tordent le fil, garnissent et dégarnissent les bobines, vérifient la qualité de la soie, nouent et dénouent les fils cassés

□ travail exténuant, maigres salaire et nourriture, maladies importantes et fréquentes & une occupation transitoire, de 12 à 28 ans en moyenne

□ la plupart dorment sur place !

□ origine paysanne, du Sud-Est ; un dixième de Piémontaises

□ deux mille femmes en grève, et qui demandent leur adhésion à l'Internationale !

Elles sont la première « corporation » féminine à le faire

□ Philomène Rosalie Rozan

□ demandent à être payées au temps passé

3°) Les ouvriers, la Commune et le mythe d'un État ouvrier

- dans le Conseil général de la Commune de Paris : sur 90 élus, 25 sont des ouvriers, proportion considérable, avec par exemple le relieur Varlin, le monteur et ciseleur Camélinat, le bijoutier Fränkel, etc. Les membres de l'Internationale, favorables à la décentralisation, sont 17 (Assi, Fränkel, Malon, Theisz, Vaillant, Varlin, etc.).

- La Commune, grâce à la Commission du Travail (et de l'Échange, Fränkel délégué), a un programme social de mouvement urbain se cherchant une assise rurale — "la terre au paysan, l'outil à l'ouvrier, le travail à tous !" — sans négliger le petit peuple parisien : remise des loyers dus pendant le siège (30 mars), prolongation des échéances, droit de retirer gratuitement les vêtements, instruments de travail, meubles et livres d'une valeur inférieure à vingt francs déposés au Mont-de-Piété (7 mai).

- La Commune décrète l'expropriation des ateliers abandonnés, mais une seule réquisition devient effective, celle d'une ancienne coopérative ouvrière, la fonderie Brosse (15^e arrondissement), que le gérant s'était indûment appropriée quelques années auparavant, dépossédant les ouvriers...

- Le travail de nuit dans les boulangeries est interdit, mesure que les ouvriers boulangers demandaient depuis longtemps, mais qui passe pour une intolérable intervention dans les (modestes) affaires privées : l'application en est décidée pour le 3 mai et il ne semble pas y avoir eu de sanctions.

- Les amendes et retenues sur les salaires sont supprimées, des ateliers coopératifs d'armes sont créés.

- Le pain est taxé, le 3 mai seulement, mais les réserves et les arrivages alimentaires de Paris ont toujours été suffisants.

- Immense est la vogue, en particulier dans les clubs, de l'expression d'aspirations socialistes, envisageant entre autres les problèmes de production, mais le gouvernement de la Commune n'y répond que partiellement. La distance entre les discours et la réalité est considérable. La proclamation du Comité central de la Garde nationale (20 mars) le montre bien : le prolétariat revendique "en face de la ruine de la patrie et de toutes ses espérances son devoir impérieux et son droit absolu de prendre en mains ses destinées et d'en assurer le triomphe en s'emparant du pouvoir." Le manifeste du Comité central (23 mars) est encore plus *socialiste* : « L'indépendance de la Commune est le gage d'un contrat dont les clauses librement débattues feront cesser l'antagonisme des classes et assureront l'égalité sociale. »

- de la Commune à la Belle Époque : cf. France des débuts & BÉ

□ Certes, subsistent de grandes poches de pauvreté, mais l'amélioration d'ensemble de la condition ouvrière est incontestable dans la seconde moitié du XIXe siècle, au sein de cette capitale industrielle qu'est Paris. Le nombre d'ouvriers y double entre 1870 et la veille de la Première Guerre mondiale, mais longtemps la micro-entreprise continue à dominer.

4°) Les tentatives d'amélioration du côté patronal et de la part des pouvoirs publics

a) La Société industrielle de Mulhouse

□ **Biblio.** : S.Kot, *Politique et conceptions sociales de la Société industrielle de Mulhouse (1827-1870) ou le calcul philanthrope*, Mémoire de maîtrise, Paris X-Nanterre, 1982, 251 p., dactyl. ; S.Kott, "Enjeux et significations d'une politique sociale : la Société industrielle de Mulhouse (1827-1870)", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1987, pp. 640-659 ; F.Ott, « La Société industrielle de Mulhouse : emblème et catalyseur d'une place industrielle », Colloque *Les solidarités. Du terroir à l'État*, Bordeaux, 2002, MSH Aquitaine, 2003, 600 p., pp. 259-272 ; F.Ott, sa thèse : *La Société industrielle de Mulhouse : ses membres, son action, ses réseaux (1826-1876)*, Presses universitaires de Strasbourg, 1999, 812 p. ; F.Ott, *La Société industrielle de Mulhouse au temps de l'Empire allemand, 1871-1918*, S.I.M., 2004, 446 p.

□ fondation 24 décembre 1825 : une société de pensée, pas entièrement composée d'industriels (les Dollfus, Schlumberger, Koechlin⁹¹...), aux vues philanthropiques très connues des contemporains, mais elles obéissent à un véritable calcul, d'où le titre du mémoire de S.Kot. Ils ont participé activement à l'enquête de Villermé

□ plus de 300 membres en 1845, plus de 500 en 1870

□ patronat textile (1^{ère} usine en 1746), souvent protestant (calvinistes), majoritaire dans la SIM, avec de solides alliances matrimoniales, depuis des siècles : une « caste » ? Florence Ott : une « petite république calviniste alliée aux cantons suisses et enclavée dans des terres françaises catholiques jusqu'à son rattachement à la France en 1798. » Et construction d'un nouveau quartier pour les industriels : 75 maisons de grand standing, réalisées par une Société immobilière. Au centre : la Bourse, la Chambre de Commerce et la S.I.M. !

□ De grands notables en tout cas, mais orléanistes de gauche, voire républicains, antibonapartistes ostensibles au début du Second Empire, francs-maçons souvent

□ alors que les journées de travail sont longues à Mulhouse, réduire le temps de travail de l'ouvrier, des enfants, des femmes, interdire le travail de nuit. À aucun moment la suppression du travail des femmes n'est envisagée !

□ éducation professionnelle des jeunes ouvriers : cours, écoles, bibliothèques populaires, cercles

□ santé : lavoirs, bains publics, lutte contre les accidents du travail,

⁹¹ Sept générations de Koechlin au total dans l'histoire industrielle de la France, record de « pari dynastique » (expression d' E.Chadeau, *L'économie du risque. Les entrepreneurs. 1850-1980*, Orban, 1988, 327 p.).

□ prévoyance : caisses de retraite, épargne en vue d'une maison (location-vente dans cadre de cités ouvrières, inspirées du modèle anglais : les maisons sont des « cottages ») qui fera de l'ouvrier un propriétaire soucieux de préserver son bien, alors qu'avant, nombre de familles dorment à même la paille, une caisse leur servant d'armoire ; elles ont, en plus, une table, quelques chaises ou un banc.

□ « pétitions » envoyées aux pouvoirs publics (par ex. lors du débat de la loi de 1841), surveiller l'application d'une loi, pression sur l'administration, mais ne se conduit en « partenaire social » direct

□ buts : un « calcul » (voir plus haut) ; la résistance aux crises ; imp. du désir d'enracinement de l'ouvrier qualifié par la maison de la cité ouvrière ; former des ouvriers analphabètes pour en faire des ouv. qualifiés ; éviter l'intervention autoritaire de l'État en le devançant ; réduire les grèves, car la classe ouvrière est « dangereuse » aussi à M. (les grèves sont nombreuses en 1870, par ex.) ; contrôler (par ex. les dernières asso. ouv. de secours libres sont prises d'assaut par les patrons en 1849) ; désir de moralité

b) La « Sainte-Usine » de Léon Harmel

□ P. Trimouille, *Léon Harmel et l'usine chrétienne du Val des Bois (1840-1914). Fécondité d'une expérience sociale*, Lyon, Centre d'histoire du catholicisme, 1974, 252 p.

□ Léon Harmel 1829-1915, le « Bon Père », destiné par sa grand-mère à être prêtre

□ usine textile, surtout de laine, créée par le grand-père, Jacques Harmel, originaire des Ardennes, avec des sièges successifs, développée par son père, Jacques-Joseph Harmel, qui s'installe au Val des Bois, près de Reims, dans une région où il y a traditionnellement beaucoup d'industries rurales : un cours d'eau actionne un moulin. Jacques-Joseph Harmel déjà surnommé le « Bon Père » : salaire familial, caisse d'épargne, soins médicaux, caisse de secours

□ Léon Harmel succède à son père, malade, à 25 ans

□ famille vite très étendue, beaucoup de membres étant sources de tracasseries et de dettes colossales

□ catholique ultramontain, mais amitié avec archevêque de Reims

□ légitimiste ayant évolué vers la République

□ éducation très dure de ses enfants, avec lever à 5 heures, sauf le dimanche : 5h30

□ maître incontesté de ses ouvriers, très autoritaire. Très soucieux de leur foi et de leur pratique religieuse : obsession de la « vie sociale chrétienne »

□ verbe haut, voire outrancier, dialogue difficilement avec les autres patrons, la hiérarchie catholique, sauf l'arc. de Reims. Louis Veillot : la « Sainte Usine »

□ Auteur du *Manuel d'une Corporation chrétienne*, 1877, pour « diriger » l'usine

□ séparation absolue des sexes dans l'usine ; usine surveillée par contremaîtres et religieuses

□ la séparation des sexes se voit aussi dans les photos d'apparat, avec le Bassin parisien

□ une condamnation ostensible et célèbre du libéralisme et du socialisme

□ un supplément familial de salaire

□ Confrérie ND de l'Usine, née en 1874 :

- organisation de surveillance de la vie ouvrière

- direction des esprits

- pèlerinages

□ N.B. : Les chapelles d'usine sont nombreuses dans le Nord et une archiconfrérie de Notre-Dame de l'Usine et de l'Atelier, patronne du travail et des corps d'état est fondée en 1874 à partir du Val-des-Bois pour convertir et moraliser la classe ouvrière.

□ main-d'œuvre souvent « importée » d'ailleurs, avec « triage » préalable, recrutement familial, afflux de Belges du Luxembourg belge fin du Second Empire et début de la IIIe République, recrutement de « jeunes filles » très jeunes (12 ans >>>), souvent orphelines

□ des allures de « phalanstère chrétien », mais avec de très grandes nuances !

□ diverses filiales sont créées en province et à l'étranger à la fin du XIXe siècle, sans caractère d'usine chrétienne

□ durée du travail importante, sans la moindre initiative locale !

- une forme de « participation », avec le **conseil d'usine**, réuni surtout sur les questions techniques, mais refus absolu de l'initiative ouvrière
- grosse postérité
- **Godin et son Familistère sont les premiers à critiquer vigoureusement Harmel**, dès 1882 ; des attitudes très variées dans le clergé. Ensuite, années 1890, critiques socialistes et syndicales très nombreuses
- les **patrons chrétiens du Nord** sont les alliés de Léon Harmel jusqu'en 1893
- **Harmel cherche à étendre son influence** : conférences populaires, pèlerinages, cercles chrétiens d'études sociales, congrès ouvriers (1^{er} à Reims, 1893), formation sociale du clergé, Semaines sociales, etc.

c) Le « remords social »

- voir *Débuts*, + :
- « Le **grand industriel roubaisien Léon Scrépel-Delerue** note après la Commune dans son *Règlement de vie* intime : « Le mal a été fait par nous, nous devons le réparer. La grande industrie a maintenu à son profit un nouveau genre de féodalité : la féodalité financière. Elle regarde l'ouvrier comme sa chose devant servir à son enrichissement, sans que cette situation ne lui attire aucun devoir. Il faut que nous réagissions contre cette tendance. (cité par Jacques Toulemonde dans *Naissance d'une métropole. Roubaix et Tourcoing au XIXe siècle*, Tourcoing, Éditions Georges Frise, 1966, p. 175) »

d) L'action des pouvoirs publics

- **lutte contre l'indigence et la pauvreté** :
 - les **hôpitaux** restent longtemps des hospices (avec un financement très inégal selon les communes) et de deviennent des établissements généraux de soins qu'au début du XXe siècle !
 - **bureaux de bienfaisance**, en accroissement constant (16 000 en 1908), mais avec un financement très inégal selon les communes
 - une **foule d'associations charitables, de philanthropes**
 - des **caisses patronales de prévoyance** (la 1^{ère} : Schneider 1838, alimentée par un prélèvement de 2 % sur les salaires), dont le théoricien est Le Play (ancien ingénieur des Mines)
 - « **ateliers de charité** »
 - **l'État finance longtemps fort peu** : moins de 3 % à la Belle Époque encore
 - conclusion : une **grande continuité avec le XVIIIe siècle**, une mode du « paupérisme » (cf. LNB), mais l'indigence est de moins en moins vue comme un « état social » et de plus en plus comme une « conduite »
- **progrès du droit au travail** :
 - le 26 février 1848, un décret était placardé sur les murs de la capitale : « Le gouvernement provisoire de la République française s'engage à garantir l'existence de l'ouvrier par le travail ; il s'engage à garantir du travail à tous les citoyens. »
 - **ateliers nationaux de 1848**, mais l'échec n'a pas conduit tout de suite à disqualifier l'idée de droit au travail
 - **grand débat de septembre 1848** sur le droit **au** travail : Ledru-Rollin voudrait une inscription dans la constitution, mais hostilité de Thiers
 - grande crainte des effets pervers : un grand pragmatisme
- **lois** :
 - sur les aliénés 1838
 - sur l'aide aux enfants 1869
 - sur l'âge minimum d'embauche, à 13 ans, 1892
 - sur la limitation de la durée de la journée de travail (10h pour les moins de 16 ans, 11h pour les femmes et les moins de 18 ans) 1892
 - sur l'aide médicale obligatoire aux personnes sans ressource 1893
 - sur les accidents du travail 1898

- sur la limitation de la durée de la journée de travail des femmes (10h, application en 1904) 1900
- sur l'assistance obligatoire aux vieillards 1905
- sur la reprise des femmes après accouchement 1909
- sur les retraites 1910 (voir *Belle Époque*), avec beaucoup d'oppositions à la notion d'obligation
- sur les assurances sociale 1928 et 1930 (voir un cours précédent)
- mais pas de loi sur l'assistance aux chômeurs avant la Libération et encore : la loi de 1951 ne parle que d' « assistance-chômage », la notion d' « aide » n'apparaissant qu'en 1953. Longtemps le chômage est abandonné aux initiatives municipales

5°) L' « économie sociale »

a) Dans le premier XIXe siècle, jusque dans les années 1860

- essentiel : les livres d'André Gueslin, surtout *L'invention de l'économie sociale* ⁹²
- Idée apparue au siècle des Lumières ; socialismes « utopiques » ; 1856 : fondation de la Société d'Économie sociale par Frédéric Le Play
- des solidarités « traditionnelles » dans la France d'ancien régime, cf. MTF1, et dans la proto-industrialisation, cf. MTF2
- La Révolution industrielle est évidemment aux origines directes de l'économie sociale
- influence initiale de Saint-Simon (l' « association »), mais aussi de Robert Owen et des coopérateurs de Rochdale (« les équitables pionniers », en 1844, en Grande-Bretagne) : Les saint-simoniens ⁹³
- un « système » socialiste mais surtout, en fait, une technocratie autoritaire et étatiste qui, par sa critique de l'anarchie industrielle du temps, a fourni d'innombrables arguments à ceux qui estiment que la société ne peut échapper à une organisation rigoureuse
- Le comte de Saint-Simon, Claude Henri de Rouvroy, comte de, 1760-1825, officier de la guerre d'Indépendance américaine, mécène fastueux sous le Directoire après avoir spéculé sur les Biens nationaux, ruiné et obligé de se faire copiste au Mont-de-Piété, a conservé à travers une vie aventureuse l'idée fixe de codifier l'ensemble des sciences exactes en une vaste *Encyclopédie*, qui serait la préface d'une science sociale « positive ». Dès 1814, publiant avec Augustin Thierry *De la Réorganisation de la Société européenne*, il conçoit une fédération européenne avec un parlement composé de savants et d'intellectuels qui rédigera un code de morale générale fondé sur la liberté de conscience, avec des institutions et une instruction publique commune aux divers peuples.
- Sous la Restauration, il se tourne définitivement vers les questions d'ordre économique, en mettant l'accent sur les faits, non de consommation, mais de production. Dans les quatre volumes *De l'Industrie* et dans les nombreuses revues qu'il publie alors, comme *Le Producteur* (1819-1820), il met l'accent sur l'évolution qui conduit l'humanité vers l'ère industrielle. Cependant, dans la lecture des théocrates traditionalistes, comme Maistre et Bonald, il puise les idées d'organisation et de hiérarchie, l'idée qu'il y eut une époque organique, le Moyen Age chrétien et seigneurial, suivi d'une époque « critique », le XVIIIe siècle révolutionnaire : il lui appartient donc d'ouvrir une nouvelle époque organique fondée sur le Travail.

⁹² A.Gueslin, *L'invention de l'économie sociale : le XIXe siècle français*, Economica, 1987, 330 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, mars-avril 1989, pp. 351-352, réédition, 1998, sous le titre *L'invention de l'économie sociale. Idées, pratiques et imaginaires coopératifs et mutualistes dans la France du XIXe siècle*, 430 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juill.-août 1999, p. 556

⁹³ Bibliographie immense. À des ouvrages anciens se sont ajoutés : le Colloque *Les Saint-Simoniens, le Modernisme et l'Orient* (Sénanque, 1987) publié sous le titre : M.Morsy dir., *Les Saints-Simoniens et l'Orient. Vers la modernité*, Edisud, 1989, 204 p. ; J.-R.Derre et R.Bellet, *Regards sur le Saint-Simonisme et les Saint-Simoniens*, Presses universitaires de Lyon, 1986, 200 p. ; A.Picon, *Les Saint-Simoniens. Raison, imaginaire et utopie*, Belin, 2002, 388 p. ; Ph.Régnier éd., *Le Livre nouveau des saint-simoniens*, Du Lérot, 1991 ; C. Prochasson, *Saint-Simon ou l'anti-Marx*, Perrin, 2005, 345 p. ;

□ Au **parti « antinational »** (nobles, prêtres, propriétaires, oisifs), il oppose **le parti industriel ou « national »** (agriculteurs, artisans, manufacturiers, savants). En **1819** il rédige sa célèbre **parabole**, où il met en balance le dommage que serait pour l'État la mort de ses savants, de ses artistes et de ses industriels (« La nation deviendrait un corps sans âme à l'instant où elle les perdrait »), et la disparition des princes du sang, des ministres et des évêques (« aucun mal politique pour l'État »).

□ **Au gouvernement des hommes doit se substituer le gouvernement des choses**, réalisé au sein d'un tricamérisme technocratique (Chambres d'invention, d'examen et d'exécution) : **aux « pouvoirs » doivent succéder les « capacités »**. Plus importante que la forme du gouvernement est **l'organisation de l'économie** : « La philosophie du dernier siècle a été révolutionnaire, celle du XIXe siècle doit être organisatrice ».

□ À partir de 1821 sa pensée est dominée par le problème de la **solidarité** et à la fin de sa vie il reconnaît l'importance d'un *Nouveau christianisme*, destiné à réformer la religion en introduisant une morale nouvelle autorisant le développement des « passions » humaines et la recherche du bien-être : **religion** ss miracles, ss croyance au surnaturel, mais qui aurait sa morale, son culte et son dogme et dans laquelle se trouverait incluse l'exigence suprême de la vie sociale, « l'amélioration la plus rapide possible du sort de la classe la plus pauvre. ». Au fond, le **lien d'amour** doit être celui de la société future.

□ Mais *Le Catéchisme des industriels* (1823-1824) définit **un socialisme planificateur et technocratique**

□ Les idées sont-simoniennes, en mettant l'accent sur « l'exploitation de l'homme par l'homme », sur la nécessité de mettre fin à la concurrence par l'organisation du crédit et du travail industriel, sur l'élimination des oisifs parasites, sur la suppression de l'héritage, sur la sanctification du travail et du talent, et en fournissant la formule **« À chacun selon ses capacités, à chaque capacité selon ses œuvres »**, ont **ouvert la voie au socialisme**.

□ **Au lendemain de la mort de Saint-Simon (1825), ses principaux disciples, Eugène et Olinde Rodrigues, Barthélémy Prosper Enfantin (1796-1864), ancien polytechnicien, et Saint-Amand Bazard, qui avaient appartenu à la charbonnerie, se préoccupèrent d'appliquer sa pensée au problème que posait l'existence du prolétariat ouvrier**. Dans *Exposition de la Doctrine* (1829), ils critiquent la propriété privée des capitaux productifs, qui consacre l'exploitation de l'homme par l'homme, qu'il faut remplacer par l'exploitation du « globe » par l'homme. Le « système » est surtout connu après la rév. de 1830, grâce au **journal *Le Globe* (au titre significatif) que Pierre Leroux** mit au service des disciples de Saint-Simon :

- **domination de l'homme sur la nature, sur « le globe »**. La planète doit être « câblée » (*Enfantin, i. e. parcourue par le télégraphe*)

- **campagnes** pour l'instruction populaire, le droit au travail, une politique de travaux publics, **l'assainissement de Paris** (moyen : un emprunt et un impôt sur les successions)

- une **économie planifiée**, socialisation des moyens de production et des échanges

□ Des **conférences** s'adressent à un public cultivé, en particulier les polytechniciens et les élèves de l'École des Mines, des économistes, des étrangers comme le musicien Liszt et le poète Henri Heine, de riches israélites, tandis que des femmes étaient en grand nombre attirées « par le caractère mystique du système ».

□ D'abord réunis dans le centre de Paris (rue de Monsigny) en **une « Famille » qui prit rapidement l'allure d'une secte religieuse** et reconnu pour « papes » le père Enfantin et Bazard, les saint-simoniens se brouillèrent sur la question... du mariage. **Enfantin créa avec Olinde Rodrigues et Saint-Amand Bazard en 1832 à Ménilmontant une communauté de l'amour**, sorte de couvent socialiste, provoquant les sarcasmes du public, qui se moquait de leurs rites bizarres, ainsi que de leur habit boutonné dans le dos, ce qui était destiné à rappeler aux hommes la grande loi de la solidarité humaine. Le gouvernement en prit ombrage et ne tarda pas à les disperser par un grand procès (août 1832).

□ Du fond de sa prison, le père Enfantin établit la nécessité d'une **union dont la Méditerranée sera le centre** ; l'Occident donnera sa technique, l'Orient ses réserves de foi. Sorti de la prison de Sainte-Pélagie, **Enfantin partit pour l'Égypte avec quelques disciples, y annonça le mariage de l'Orient et de l'Occident et y étudia le percement du**

canal de Suez projet qui séduisit le jeune consul de France au Caire Ferdinand de Lesseps, qui leur piqua l'idée !²⁴ En effet, la concession obtenue par Lesseps l'était en principe pour la Société d'Études pour le canal de Suez fondée en 1846 et dans laquelle Enfantin et Arlès-Dufour représentaient la France. **Lire les formules lyriques d'Enfantin dans le Carpentier-Lebrun p. 318.**

□ Des saint-simoniens **en Algérie, au Maroc, partout en Orient**, avec grande idée de la **fusion de l'Occident et de l'Orient**; Enfantin, qui a obtenu du gouvernement de Louis-Philippe une mission officielle, publiée en 1843 un ouvrage en deux volumes sur la colonisation de l'Algérie. L'année suivante, le journal *L'Algérie* ne se borne pas à dénoncer les méthodes du général Bugeaud, les razzias, il propose un programme d'équipement. Si *L'Algérie* cesse de paraître en 1846, la colonie reste, avec des hommes comme Carette, A. Warnier, un foyer d'idées saint-simoniennes, et c'est un saint-simonien de formation, le **mulâtre I. Urbain**, qui conseillera à Napoléon III la politique du **Royaume arabe**, politique plus généreuse, fondée sur un partage des ressources et des **responsabilités**. Arrêtons-nous sur Antoine Ernest Hippolyte **Carette** (1808-1890), officier saint-simonien arrivé en 1835 en Algérie qui prend part à des expéditions militaires et participe à la Commission en 1839, ayant beaucoup écrit sur la géographie de l'Algérie et en particulier sur la Kabylie (*Études sur la Kabylie proprement dite*, 1848).

□ Donc un **saint-simonisme idéologique**: **union de l'Orient et de l'Occident**; installations, écrits, etc.

□ Certains partent pour **l'Égypte** afin d'y appliquer leurs idées et d'y réaliser un projet considérable qui leur permettrait de rentrer en France auréolés par un grand succès : ils lancent les travaux du **canal de Suez**; des **Sociétés d'Études**, comme la Soc. d'Ét. pour le canal de Suez (1846), dont la concession (obtenue en 1854) fut en quelque sorte "confisquée" par de Lesseps, qui, après, ignore superbement les saint-sim. !

□ multiples plans de percement du **canal de Suez, de chemin de fer souterrain sous la Manche, de canal de Panama**; enthousiasme pour **la ville** >>> grand rôle dans la légende dorée de la ville au XIXe siècle.

□ Bientôt un **saint-simonisme d'affaires**, ce que Sébastien Charléty appelait le "saint-simonisme pratique", allait succéder à la « secte » de 1830, sans toutefois que les anciens hôtes de Ménilmontant abdiquent leur croyance dans le progrès et l'humanité. Dès 1832, **Michel Chevalier** avait esquissé dans *Le Globe* un vaste programme de **grands travaux**; on trouve le banquier Pereire, l'ingénieur Paulin Talabot, Enfantin lui-même dans les premières **grandes affaires ferroviaires**. Carte ferroviaire influencée par l'« étoile » de Legrand. Ils estiment qu'il ne faut plus « s'inquiéter de la distribution des richesses, seulement de leur accroissement ». **Obsession du retard sur la Grande-Bretagne**. Michel **Chevalier** est quant à lui dans la continuité des idéologies libérales d'Enfantin. Il fut conseiller de Napoléon III.

□ **Hippolyte Fortoul**, 1^{er} ministre de l'Instruction publique (à poigne) du Second Empire avait été saint-simonien, d'où sans doute la réforme de 1853 qui prévoit une « bifurcation » à la fin de la 4^e entre les études littéraires et les études scientifiques et renforce les langues vivantes

□ Mais **Bazard est à l'origine d'une sorte de schisme socialisant au sein du saint-simonisme**. Philippe Buchez, fondateur du mouvement coopératif français, du journal *L'Atelier* (1840-1850) (l'un des grands ancêtres de la presse socialiste), et initiateur du mouvement social chrétien, a adhéré pendant quelques années au saint-simonisme. Il s'en est détaché en 1829 lorsqu'il a vu la tournure sectaire que prenait le saint-simonisme.

²⁴ Cf. Ph.Régner & A.Abdelnour, *Les Saint-Simoniens en Égypte (1833-1851)*, Le Caire, Éd. BUE, 1990, 200 p. & G.Taboulet, "Aux origines du Canal de Suez. Le conflit entre Ferdinand de Lesseps et les Saint-Simoniens", *Revue historique*, 1968, pp. 89-114 & 361-392

□ et un saint-simonien, **Ismâïl (ou Ismaïl) Urbain**, joua un rôle capital dans la naissance du concept de « royaume arabe » en Algérie ⁹⁵. Mulâtre originaire de Guyane, intellectuel saint-simonien très jeune (Thomas Urbain est né en 1812), « voyageur orientaliste », converti à l'Islam et changeant de prénom, circoncis en Égypte, marié à une musulmane en Algérie, interprète militaire, présent à la prise de la Smala d'Abd el-Kader, puis chef de bureau au ministère de la Guerre, distingué par Napoléon III à plusieurs reprises. Il part dans l'empire ottoman dans l'espoir de diffuser le principe de l'égalité des sexes et cet autre de l'union entre l'Occident et l'Orient. Il se convertit pour symboliser l'union entre les deux religions du Livre. Très nombreux allers-et-retours entre la métropole et l'Algérie. Grande influence à partir du long séjour de Napoléon III en Algérie en 1865

□ Grande influence du saint-simonisme sur **Jules Verne** ⁹⁶. Très nombreux ex. possibles. Ainsi, l'idée de *L'Invasion de la Mer* (publiée en 1905, année de sa mort, mais prête depuis longtemps et près de trente ans auparavant montrée comme réalisée dans *Les aventures d'Hector Servadac*, au chapitre XI) vient, on le sait, du projet Roudaire d'irriguer le Sud tunisien par liaison entre la Méditerranée et les Chotts, sûrement par le relais de la Société de Géographie, ajouterais-je. Le capitaine Élie Roudaire (1836-1885), membre de la Société de Géographie, était l'homme de la mise en communication des chotts avec la Méditerranée, de l'"invasion de la mer"... Qu'on en juge : le projet est exposé et discuté fin 1873, à la séance du 1er juillet 1874 ⁹⁷ est donné l'avis, très favorable, de Lesseps sur le projet, dont il est à nouveau question le 21 octobre ; la Société en parle par la suite à de nombreuses reprises, y adjoint Duveyrier, et le finance en partie ; le rapport de Duveyrier est publié dans le *Bulletin* du premier semestre 1874, un article de Roudaire lui-même l'est dans le volume suivant ⁹⁸. Fréquente aussi est chez lui l'expression de la beauté géographique de la mer et des océans ⁹⁹, la mer antithèse philosophique de la "société policée de terre ferme et de ses contraintes" ¹⁰⁰, la mer personnage principal du *Phare du bout du monde* (1905) ; beauté de la "nature, grande et sauvage qui ravit le savant" ¹⁰¹ et qui, "loin d'être hostile à l'homme [...]" est une réserve inépuisable de richesses et de force qui permet à l'activité humaine de se déployer pleinement." ¹⁰²

□ des saint-simoniens dans les Sociétés de Géographie, comme **Édouard Charton**, Michel Chevalier et Paulin Talabot, importance de la participation des saint-simoniens "rentrés dans le siècle" aux travaux de la Société de Géographie, beaucoup d'aspects saint-simoniens dans les Société de Géographie, mais Charles Duveyrier, subventionné par Isaac Pereire et Arlès-Dufour, refusa de placer ses explorations sous le signe du saint-simonisme (cf. l'obsession saint-simonienne de la jonction Algérie-Afrique noire).

- influence intellectuelle très large dans vaste sphère d'opinion : quasi vacuité de la planète B espoir d'exp. pacifique !

□ dérivation de **Buchez** vers la charbonnerie, de *L'Atelier*

⁹⁵ Cf. A.Levallois, *Les écrits autobiographiques d'Ismaïl Urbain. Homme de couleur, saint-simonien et musulman (1812-1884)*, Maisonneuve et Larose, 2004, 197 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, octobre-décembre 2007, pp. 171-173

⁹⁶ Jules Verne avait un peu voyagé en Méditerranée à bord de son luxueux *Saint-Michel III* et il s'en servit dans ses romans ; après un premier voyage de « repérage » en 1878, il fait une croisière en Méditerranée en 1884. Il a possédé trois embarcations de plaisance, de tonnage croissant, depuis le modeste *Saint-Michel I* jusqu'au célèbre *III*. Michel est le prénom de son fils.

⁹⁷ Jules Verne est à Amiens, mais il y reçoit le *Bulletin*.

⁹⁸ Communication à la séance du 7 juillet 1875. Le capitaine Élie Roudaire (1836-1885), membre de la Société de Géographie, était l'homme de la mise en communication des chotts avec la Méditerranée, de l'"invasion de la mer"... cf. le roman de Jules Verne, qui l'évoque ailleurs.

⁹⁹ Voir Paganel plus haut, mais aussi Olivier Sinclair au chapitre XIII du *Rayon vert*.

¹⁰⁰ J.Chesneaux, *Une lecture politique de Jules Verne*, Maspero, 1971, 195 p., p. 78.

¹⁰¹ En l'occurrence l'astronome William Emery, des *Aventures de trois Russes...* : "c'était une joie, pour lui, de comprendre la poésie de ces vastes solitudes, à peu près inconnues à l'homme, et d'y retremper son esprit fatigué des spéculations mathématiques." (chapitre II). Voir aussi le chapitre suivant.

¹⁰² J.Chesneaux, *Une lecture politique de Jules Verne*, Maspero, 1971, 195 p., p. 31.

- Charles **Fourier** (1772-1837) : le microcosme idéal = le phalanstère. Des réalisations, dont celle de Jean-Baptiste **Godin** (ancien compagnon devenu patron, 1817-1888) : Familistère de Guise, où la « participation » est une phase finale peu concluante
- **Cabet** : utopie communiste icarienne (*Voyage en Icarie*, 1840)
- **Proudhon** : mutuellisme

b) Christianisme et économie sociale au XIXe siècle

- le catholicisme libéral (Lamennais, Lacordaire) contribue peu à l'économie sociale
- **christianisme philanthropique** : Alban de Villeneuve-Bargemont, Armand de Melun, chez les Mulhousiens, Japy, Peugeot
- **Frédéric Le Play** (1806-1882) :
 - Polytechnicien d'origines modestes, ingénieur des Mines
 - une méthode fondée sur l'observation, patronnée par l'Académie des Sciences
 - conservatisme, mais à nuancer : insistance sur la liberté individuelle par ex.
 - mais influence surtout sur le « patronat social » (voir plus haut)
- influence de **Léon XIII**, encyclique *Rerum Novarum*, 1891 (voir *Débuts*)
- René de **La Tour du Pin** (un modèle corporatif chrétien), le « remords social » d'Albert de Mun : *idem*
- la **démocratie chrétienne** : *idem* + *BÉ*
- conséquence : **naissance du corporatisme** :
 - retrouver une organisation communautaire à substituer au capitalisme et pour éviter le socialisme
 - évident chez de Mun et La Tour du Pin
 - adopté avec enthousiasme par **l'extrême droite antirépublicaine de la fin du siècle**, AF en particulier

c) Les milieux mutuellistes et coopératifs

- le **compagnonnage et les sociétés de secours mutuels** (voir plus haut)
- le **rêve 48ard** (voir plus haut)
- **œuvre sociale du Second Empire** (voir plus haut)
- mutuellisme évolue vers l'idée de protection sociale, de pacte social, de **« contrat social » à la Rousseau**
- un mouvement coopératiste, en termes de **consommation** surtout. Des coopératives socialistes, **point de contact entre syndicalisme et socialisme**, avec le soutien de Jean Jaurès
- des socialistes rêvent d'un **monde ouvrier indépendant**, fondé sur des coopératives de **production** (comme la verrerie de Carmaux)
- des coopératives **agricoles**, très nombreuses dès le premier tiers de la IIIe République. Avec même des banques coopératives, Crédit agricole et Crédit mutuel (étudiés par A. Gueslin)
- le **coopératisme** va trouver sa + belle expression avec Charles Gide

d) Solidarisme et radicalisme

- À la fin du siècle naîtra **une politique sociale « radicale »** : **Léon Bourgeois et son « solidarisme »**, **Charles Gide et sa coopération**, **Alfred Fouillée et sa synthèse entre libéralisme et marxisme**. **Cela aboutira au programme de Nancy** du parti radical (1907) : solidarisme, propriété individuelle, intervention de l'État par des œuvres sociales, la voie fiscale, l'école et la loi.
- Nombre de radicaux de la fin du XIXe siècle se déclarent... socialistes, d'un socialisme à la française, non marxiste. « En 1894, par exemple, **Goblet** préconise à la Chambre des députés une **association capital-travail** obtenue par la participation aux bénéfices et la distribution d'actions et d'obligations permettant à l'ouvrier d'accéder à la propriété ou à la copropriété de l'entreprise. Il voit alors se dresser contre lui **Léon Bourgeois**, typique représentant des radicaux de gouvernement qui proteste au nom de la liberté économique. », écrit Serge Berstein dans sa thèse sur le parti radical et le radicalisme. Et il règne un consensus très large

sur la réduction de la journée de travail, l'interdiction du travail des enfants et la liberté syndicale.

□ Léon Bourgeois publie en 1896 chez Armand Colin un ouvrage théorique intitulé *Solidarité, donnant aux radicaux une doctrine sociale, qui sera précisée et affinée par le philosophe Bouglé, professeur à la Sorbonne puis directeur de l'École normale supérieure, dans un ouvrage de vulgarisation, *Le Solidarisme*, paru en 1913.* Ce solidarisme imprègne la pensée de l'économiste Charles Gide et de l'« école de Nîmes », dont les *Principes d'économie politique proposent de remédier aux inhumanités de la libre concurrence sans abandonner le libéralisme.* On en retrouve les principes dans les travaux du philosophe Alfred Fouillée qui avait fait paraître en 1885 sa *Science morale contemporaine*, exprimant pour la première fois la notion de « quasi-contrat » (voir plus loin). Le solidarisme, qui sourd à travers les théories de Durkheim sur la division du travail, opère une synthèse — aux fondements moraux — entre idées du libéralisme et celles du socialisme, une synthèse « démocrate-libérale », selon l'expression de S. Berstein. La solidarité entre les hommes est d'ailleurs le résultat d'une réflexion sur la Grande Dépression, puis la conjoncture de la Belle Époque. Le solidarisme devient la « loi supérieure » du discours du président Loubet inaugurant l'Exposition universelle de 1900. Chez les radicaux l'homme est débiteur des générations qui l'ont précédé et responsable aux yeux des générations futures : cette double solidarité est un « quasi-contrat » (Fouillée et Léon Bourgeois), fondement de l'organisation sociale (cf. Rousseau). Le lien est établi avec les lois Méline, d'ailleurs.

□ Le *solidarisme sera éclipsé après la Première Guerre mondiale (Léon Bourgeois meurt en 1925) par le marxisme, mais il lègue à la nation l'idée de l'inéluctable intervention de l'État dans la vie sociale, qui triomphera à la Libération.* Ceci étant, les radicaux n'évoquent jamais explicitement cette doctrine du solidarisme : en fait, elle est sous-jacente à la plupart des positions radicales, comme dans le programme de Nancy de 1907 qui évoque une « pacification par les réformes », une « doctrine de fraternité », qui refuse la lutte des classes, qui insiste sur l'amélioration du sort de prolétariat, la propriété individuelle, les œuvres d'assistance, les retraites aux vieux travailleurs, les syndicats et les coopératives (seul élément économique véritable du programme de Nancy !). Ce corpus d'idées de congrès ajoute quand même au solidarisme un large plan d'étatisation des grands services nationaux, la demande de rédaction d'un Code du Travail, la recommandation de l'arbitrage obligatoire, une réflexion sur les contrats de travail, qui débouchera dès 1908 sur la notion de « contrat collectif » et enfin une modernisation de la fiscalité par l'impôt sur le revenu, proposé par Jaurès en 1894 et par le parti radical en 1895 (il sera voté le 16 juillet 1914). Il n'est donc pas étonnant que les radicaux soutiennent de mauvais gré Clemenceau, considéré par l'opinion publique comme un radical : que peuvent-ils intimement penser de la vigoureuse lutte du « Tigre » contre les grèves ? contre l'agitation ouvrière ? Rien d'étonnant à ce que les radicaux perdent alors leurs derniers électeurs ouvriers ! Le parti radical est, en conséquence, un parti de notables, un parti du Midi, spécialement du Sud-Ouest. Et, bien sûr, les radicaux font sentir à Briand leur mauvaise volonté

Conclusion : Autres conséquences

□ La Révolution industrielle contribue à faire de la France une puissance colo. et impérialiste

cf. Jules Ferry : "la politique colo. est fille de la politique industrielle"

□ bouleversement de la vie sociale et quotidienne

□ le mouvement ouvrier

□ exportations s'accroissent rapidement (se rapprochant de celles de la Grande-Bretagne en % du PIB). Après 1880, elles baisseront relativement

□ l'archéologie industrielle :

- développée en F. après pays anglo-saxons (cf. destruction des Halles de Baltard). Cf. M. Daumas, *L'archéologie industrielle en France*, Robert Laffont, 1980, 460 p.

- goût éclectique, mais usines :

* ont évolué : on est passé en quelques générations de sites ind. encore à 1/2 ruraux à des "bâtiments usiniers" liés à l'essor du machinisme

* ont **marqué le paysage** : cheminées d'usines, cônes massifs des hauts-fourneaux, gazomètres, colonnes de distillation, chevalements de mines, charpentes métalliques, etc. On est passé de l'âge de pierre (de taille) à l'âge de fer

* furent souvent les **châteaux-forts** du capit. triomphant (*cf.* filature Motte-Bossut, à plusieurs tours crénelées, de Roubaix), puis les **palais** du capital. (*cf.* château de la Verrerie, au Creusot, reconstruit début XXe siècle, résidence des Schneider >>> 1970)
- montre l'opposition des types de vie : *cf.* écomusée du Creusot

V. QUELQUES VUES CATÉGORIELLES ET RÉGIONALES

1°) Des types d'ouvriers

a) Le mineur

□ Parmi une biblio. considérable : Diana Cooper-Richet, *Le Peuple de la nuit. Mines et mineurs en France, XIXe-XXe siècles*, Plon-Perrin, 2002, 441 p., M. Gillet, *Les Charbonnages du Nord de la France au XIXe siècle*, Mouton, 1973, 528 p., thèse, nombreux articles dans la *Revue du Nord*.

□ 1^{er} grand livre scientifique, une véritable « œuvre-source » : Louis Simonin, *La vie souterraine ou les mines et les mineurs*, Hachette, 1867, un ingénieur

□ l'exploitation, dans le Nord, remonte au XVIIIe siècle, avec une « fièvre de recherche » 1834-1839. Des puits en rase campagne

□ autres bassins : ...

□ point central de :

- la q. du recrutement de la main-d'œuvre par les « compagnies » : « insuffisances et limites du recrutement rural » (Diana Cooper-Richet, p. 26), construction de logements, jardins ouvriers, œuvres, immigrés (Belges, Italiens,

- la q. de la discipline : un « pouvoir » (Diana Cooper-Richet), rôle de la religion

□ le mot « mineur » est très vague : les spécialités : piqueur (l'aristocrate), mineur (explosifs), boiseur, rouleur, herscheur et herscheuse, beaucoup de femmes (trieuses, etc.), des « moutards » (les *galibots*, apprentis mineurs en particulier), des chevaux

□ agents de maîtrise : les porions

□ « monsieur l'ingénieur »

□ dureté du travail : « descente aux enfers », abattage, positions très malcommodes, une mine toujours dangereuse, rémunération très complexe (« à la berline », au « prix fait », « à la tâche »), établie par le porion et toujours contestée, « briquet » au fond. Importance du jour de la paie, avec ses colporteurs et autres marchands ambulants

□ le mineur est un contestataire, un « rebelle », un gréviste, qui songe à l'autogestion dès le XIXe siècle, au « grand soir »,

□ les améliorations :

- introduction de « pompes à feu »

- lampe Davy

- au milieu du XIXe siècle, des compresseurs d'air sont inventés et en 1852 le marteau piqueur pneumatique est inventé, par un Suisse

□ logements : « courée », « coron », « cité », un « fort » est un ensemble de logements ouvriers

□ le carreau : chevalements, terrils, lampisterie, salle des pendus, bureaux (imposants), etc.

□ des grèves célèbres au XIXe siècle : Loire (Rive-de-Gier, Saint-Étienne) années 1840 et 1850 ¹⁰³, La Ricamarie fin du Second Empire

□ études et représentations iconographiques très nombreuses, cf. l'intérieur de mine de charbon théorique v. 1850 scanné et polycopié (extrait d'un ouvrage intitulé *L'écorce terrestre*)

□ Musée de la mine du Nord-Pas-de-Calais, Fosse Delloye, 59287 Lewarde

□ les travaux de Rolande Trempé sur Carmaux : R. Trempé, *Les mineurs de Carmaux. 1848-1914*, Éditions ouvrières, 1971, 2 vol., 1 012 p., sa thèse :

- mines de la famille de Solages, juste au NW d'Albi, au S de Decazeville

- Société des Mines de Carmaux, S.A. depuis 1862. Mais siège social à Paris, avec séparation totale entre le financier (Paris) et le technique (Carmaux, Tarn). Grde dureté de ce patronat X patronat du Nord. Un « principe d'autorité »

¹⁰³ Cf. Pierre Guillaume, « Grèves et organisations ouvrières chez les Mineurs de la Loire au milieu du XIXe siècle », *Le Mouvement social*, avril-juin 1963, pp. 5-18.

- R.Trempé a fait une histoire globale de ses mineurs, dont la productivité augmente constamment, et dont de nombreux noms de « métiers » segmentent la réalité socio-professionnelle
- danger : « l'insolite au fond est toujours un danger en puissance, un signal d'alerte que seule une vigilance jamais relâchée permet de percevoir et une longue habitude d'interpréter » (p. 113)
- « le jour » opposé « au fond », comme ds ttes les mines
- les femmes st moins nbreuses qu'ailleurs, elles n'ont jamais travaillé au fond ; elles ne st pas occupées au triage (fait des hommes) ; de st en général des veuves de mineurs
- grde importance des paysans-mineurs
- Il y a aussi une verrière à Carmaux, fabriquant des bouteilles et fondée en 1754 par le marquis de Solages comme complément à ses mines de charbon ; elle passe à la famille Rességuier en 1856 et le reste jusqu'à la fermeture en 1930 ¹⁰⁴. Mécanisation en 1883
- festivités de la Sainte-Barbe, le 4 décembre. Mais la Cie essaie de maintenir une véritable emprise religieuse sur les mineurs
- le recrutement local est privilégié ; gros problèmes avec les étrangers et même avec... les Bretons. Un mouvement de concentration de la main-d'œuvre, avec une politique de construction de logements, un changement de mentalité parmi les paysans-mineurs, qui vendent des biens ruraux pour acheter à Carmaux, mais qui y continuent à vivre pauvrement (cf. l'ameublement ds les inventaires après décès)
- la Cie amène petit à petit les « piqueurs » à faire tous les travaux au fond
- pénurie constante d'ouvriers >>>
- * le salaire moyen (3,50 F / jour v. 1865) est sup. à la moyenne des salaires ouvriers et des sal. mineurs (2,71 F)
- * la durée de travail est relativement courte (10 h) et en 1869 une grève réussit à la ramener à 8 h
- * logements, bons de crédit, école, chauffage, caisse de secours (la Sainte-Barbe)
- jusqu'en 1856 une partie des mineurs est payée à la journée ; à partir de 1856, tout le monde travaille « à prix fait » : le salaire est fonction de la tâche à accomplir déf. par la dir. : c'est le salaire aux pièces
- lire les Avantages offerts aux ouvriers des Mines de Carmaux et conditions de travail, 1865, **polycopié**
- un régime alimentaire qui change
- peu d'accidents, pas de grisou
- mineurs revendicatifs, grévistes, peu politisés jusqu'au début de la IIIe, qui deviennent socialistes à la fin du siècle (voir MTF-11)
- Apport de R. Beaubernard, Montceau-les-Mines. Un "laboratoire social" au 19e siècle. Avallon. Éditions de Civry, 1981, 316 p. ¹⁰⁵ :
- commune-champignon, née officiellement en 1856, non loin du Creusot
- famille Chagot, dont la deuxième génération est disciple de Le Play et, un peu, du christianisme social
- écoles aussi, logements, soc. de secours mutuel
- accidents considérables : plus de 400 morts avant 1882 ! Grde catastrophe de 1895
- grèves fin du Second Empire, Commune 1871, grève 1878, de 1899, et surtout la « bande noire », groupe anarchiste qui, de 1882 à 1885, fut responsable d'événements insurrectionnels : propagande, nombreux attentats à la dynamite, procès, un commissaire de police qui devient fou
- □ doubles journées du mineur-paysan : une « répugnance [...] à l'égard du travail industriel » (DCR, p. 23)
- une culture : débit de boisson, orphéon, fanfare, harmonie, jeux d'adresse, fête de la Sainte-Barbe, une langue (le *rouchi* dans le Nord-PC), un imaginaire de la mine (fantômes, etc.)

¹⁰⁴ J.W.Scott, « Les verriers de Carmaux, 1856-1895 », *Le Mouvement social*, juillet-sept. 1971, pp. 67-93.

¹⁰⁵ Livre bien pensant...

b) L'apport de Zola, *Germinal*

□ Le **MTF de la mine (Varses, dans les Cévennes) est décrit dans H. Malot, *Sans Famille*, 1878**¹⁰⁶ (Rémi, que Barberin a jugé au début du roman de faible constitution, remplace un ami comme rouleur) :

- cortège des mineurs, vêtements, etc.

- travail décrit longuement : scannage pages 222-224

- accident (inondation de la mine) et sauvetage, impressionnants et très longuement décrits

- Mais **le principal « témoignage » littéraire est bien sûr *Germinal*, avec une enquête préalable et célèbre de Zola à Anzin, première société minière française**¹⁰⁷ **dans laquelle il a multiplié les notations sur le travail et les MTF**. Une étude préalable très sérieuse de la grande grève d'Anzin en 1884, mais il lui ajoute beaucoup d'autres éléments pour en faire la grève de *Germinal*. Il a beaucoup synthétisé et s'est inspiré d'autres romans.

□ à l'évidence **une « mine » de références, de correspondances pour « les mondes du travail », et l'un d'entre eux en particulier!** Et le travail intervient, avec exclusivité, **dans les premières pages**, longuement

□ la **recherche** du travail : dès les premières lignes, comme dans *L'Assommoir*

□ siège du Voreux (*sic*)

□ le **paiement** du travail, avec les fameuses questions du marchandage, du boisage, etc. Le salaire des filles, des femmes

□ le **danger, la pénibilité, le chômage** (Lantier au début, les herscheuses sans travail réduites à la prostitution), **l'accident bien sûr, les victimes, la mort**

□ **respect** du travail ouvrier, notamment le respect du porion ancien ouvrier

□ les « **métiers** » (avec leur féminin éventuellement, en tout cas leur « hiérarchie militaire qui, du galibot au maître porion, les courbait les uns sous les autres ») : machineur (c'est Lantier), « herscheur » et « herscheuse », moulineurs, charretier, culbuteur, haveur, porion, maître porion, galibot, et bien sûr l'ingénieur et le directeur (« je suis un salarié comme vous » !)

□ le « marchandage », les types humains (Zola a rencontré beaucoup d'interlocuteurs, il est même descendu au fond¹⁰⁸)

□ le **capitalisme**, le petit et le gros ; la notion de **crise** économique (cyclique)

□ la **grève, la manifestation** (épique), les « jaunes », les Belges, qui viennent car cela n'est pas loin (X échec venue de Belges à Carmaux en 1865)

□ spectre de la **révolution**, personnage du révolutionnaire

2°) Moulins et meulerie :

- en 1809 : **82 300 moulins à eau** (déjà décrits par Vitruve au 1^{er} s. av. JC) et 15 900 **moulins à vent** (apparus au XII^e siècle)

- voir photos

- **La Ferté-sous-Jouarre** (Seine-et-Marne) est, avec **Verdelot**, plus à l'est, un lieu de minoterie, à cause de la « pierre de La Ferté », pierre à meules spéciale fort réputée, à cause du blé de la Brie, et à cause du débouché parisien.

- **Meules** La Ferté-sous-Jouarre (voir gén.). 4 000 salariés milieu du XIX^e siècle. Durée moyenne de vie : 40 ans. Société générale meulière. Voir Photo

¹⁰⁶ Le roman évoque d'autres MTF : Barberin, le père « nourricier » est tailleur de pierre à Paris, migrant, mais, bizarrement restant des années sans revenir au pays (il revient définitivement, estropié, condamné à la misère et condamnant Rémi à être « loué » à Vitalis, le saltimbanque (grand chanteur Carlo Balzani déchu), pour la pittoresque troupe duquel le mot de « travail » est souvent employé, or elle est composée d'animaux en majorité. Voir la gravure « Les tailleurs de pierre » envoyée par Internet.

¹⁰⁷ Cf. H. Mitterand, *Emile Zola, carnets d'enquêtes. Une ethnographie inédite de la France*, Plon, coll. Terre humaine, 1986, 687 p. et M. Gillet, « La grève d'Anzin de 1884 et *Germinal* », dans M. Gillet, *Histoire sociale du Nord et de l'Europe du Nord-Ouest. Recherches sur les XIX^e et XX^e siècles*, Recueil d'articles, Presses universitaires de Lille, 1984, 286 p., pp. 147-154. Il faut citer aussi Jules Verne, *Les Indes noires*. Anzin est la compagnie des Pereire.

¹⁰⁸ La journaliste Séverine aussi. Elle est l'une des deux seules femmes extérieures à la mine à l'avoir fait.

- Les traces historiques sont encore très présentes : Maison du Meulier à Rueil-en-Brie, la plus grande collection européenne d'outils, de pierres meulières et de documents liés à l'activité meulière, créée par Jacques Beauvois et rachetée par la ville de La Ferté en 2007, anciennes meules un peu partout dans la région, colloque historique de 2002, demeures huppées, anciens moulins, Journées des Moulins d'Ile-de-France en mai-juin 2010, etc.
- **Moulins** : idem + photos
- à **Paris**, moulins suspendus aux ponts
- le **moulin « à l'anglaise »** utilise des engrenages métalliques et non en bois
- d'ailleurs le mot *mill* désigne longtemps, en Grande-Bretagne et en France l'usine !

3°) Le textile du Nord

□ déjà évoqué dans le MTF2

a) Roubaix au XIXe siècle ¹⁰⁹ :

- « la (ou le) Manchester français(e) », expression qui apparaît dans le *Journal de Lille* dès 1843, « la cité aux mille cheminées ». Étymologie : de « roseau » en flamand (Milan *dixit*).
- la plus grande usine : Motte-Bossut, qui ouvre en 1843 (voir plus haut)
- une « ville champignon », mais aussi une « ville passoire », avec un *turn over* important de la population
- une « colonie belge », « la quatrième ville belge » 1872-1891, après Anvers, Bruxelles et Gand. Surtout flamande, avec d'abord des « pots au beurre », frontaliers, puis des immigrants définitifs. Immigration jeune, de gens plutôt alphabétisés
- Des annonces municipales en deux langues, car la majorité des immigrés belges sont néerlandophones.
- émeutes ouvrières de 1867
- longue grève de 1880, qui scelle la solidarité entre *Roubainos* (roubaisiens) et Flamands
- architecte du nouvel Hôtel-de-Ville, Belle Époque, Victor Laloux, comme gare et hôtel d'Orsay, à Paris.

b) L'apport supplémentaire de J.Lambert-Dansette, *Essai sur les origines et l'évolution d'une bourgeoisie. Quelques familles du patronat textile de Lille-Armentières (1789-1914)*, Thèse, Lille, Raoust, 1954, 809 p.

□ **métier traditionnel** : cadre de bois qui dresse verticalement les fils de chaîne (pris chez le fabricant, cf. MTF1), enroulés sur un rouleau dit « ensouple ». Ensuite l'ouvrier envoie la trame au travers des fils de chaîne grâce à la navette qui contient une bobine ou épeule (ou canette)

□ l'industriel du XIXe siècle est un « homme nouveau » : sujet possible (?!). Une **promotion sociale très fréquente**. Critique de la notion de « génie des affaires »

□ à Armentières toutes les grandes familles de l'industrie textile sont arrivées au XIXe siècle, sf les Mahieu (arrivés v. 1750)

□ Le **travail en usine ne devient exclusif que vers 1860-1870**.

□ Le décollage, rapide et massif, de l'industrie textile (d'abord le coton, puis le lin) d'Armentières date des années 1860.

□ **jeunesse** de nombreux « fondateurs » (un Eugène Verstraete aborde les affaires à 19 ans, à Arm.)

□ **l'ind. du lin a été longtemps paralysée par la faiblesse des techniques : le coton évolue beaucoup plus rapidement**

□ les « **qualités typiquement propres au patronat local** » : amour du travail, continuité, esprit d'austérité de la famille patronale, caractère familial de l'entreprise familiale ¹¹⁰.

Source : nombreuses « enquêtes » menées par J.Lambert

¹⁰⁹ Surtout d'après Chantal Pétilon, *La population de Roubaix. Industrialisation, démographie et société. 1750-1880*, Presses universitaires du Septentrion, 2006, 400 p.

¹¹⁰ Familles nombreuses. J.Lambert étudie longuement la vie quotidienne et sociale de ces familles, étude devenue canonique, mais dépassant le cadre des MTF.

4°) D'autres régions industrielles

a) Banlieues et banlieusards

□ **John M. Merriman**, *Aux marges de la ville. Faubourgs et banlieues en France, 1815-1870*, Seuil, 1994, 402 p. :

- la banlieue est un « monde flottant » (p. 17), les faubourgs ont une image ambivalente, agricole mais industrielle, tantôt urbaine, tantôt rurale (p. 20)
- certaines communes ouvrières de banlieue voient leur population augmenter considérablement à la fin du siècle
- Saint-Étienne est une « ville faubourg » (pp. 68-75)
- grande usine Saint-Gobain à Aubervilliers >>>>

b) Saint-Gobain ¹¹¹

□ revoir MTE1 & MTE2

- des fusions ont été faites sous le Second Empire
- ouverture à une vocation internationale dans 2^e ½ du XIXe siècle :
 - * de nouveaux établissements en France
 - * usines à l'étranger : Belgique, Pise 1888, Mannheim 1853 et Aix-la-Chapelle 1857 (All. !)...
 - * concentration horizontale, verticale (dans la chimie de base), des ententes : le 1^{er} cartel international est celui du verre plat en 1904 (soc. all., fr., anglaises, belges, ital., néerl., austro-hongroises)
- >>> en 1914 SG est l'une des rares entreprises multinationales françaises
- toujours une grde variété de « métiers » internes
- 1 800 ouvriers à Chauny et SG ; 8 700 salariés au total dans ttes usines 1874. Progrès techniques dans les « opérations à froid » (polissage). Une nouvelle rationalité dans années 1860
- une production très importante en valeur : une des + grdes entreprises françaises ; une grde rentabilité pour les actionnaires, mais de gros investissements
- une très forte identité culturelle ; une tradition orléaniste libérale chez les dirigeants pendant longtemps ; une tradition de direction collégiale : SG n'a jamais eu de patron charismatique et paternaliste. La présidence de SG est assurée de 1866 à sa mort par... le duc Albert de Broglie (1821-1901) ¹¹²
- un système de retraites dès Second Empire, des écoles, un système de santé, des logements ¹¹³, un four à pain, des jardins ouvriers, dans un terrain gardé par trois gardes en uniforme, etc. : une fidélisation du personnel
- 1ers gros conflits du travail années 1890
- nouveau siège social place des Saussaies en 1901
- diversification entre-deux-guerres : fibre de verre, engrais, acide sulfurique, cellulose, raffinage du pétrole

c) Petits centres industriels et artisanaux des Alpes

- une École des Mines du Mont-Blanc 1803-1813 : site pratique dans la mine de plomb argentifère de Peisey, site théorique à Moûtiers. Transfert à Paris en 1813 !

¹¹¹ J.-P.Daviet, *Une multinationale à la française, Saint-Gobain, 1665-1989*, Fayard, 1989, 334 p. ; J.-P.Daviet, *Un destin international. La Compagnie de Saint-Gobain de 1830 à 1939*, Éditions des Archives contemporaines, 1988, 704 p. ; J.-P.Daviet, « Trajectoires d'une grande entreprise privée : Saint-Gobain (1945-1969) », dans P.Fridenson et A.Strauss dir., *Le capitalisme français, XIXe et XXe siècles : blocages et dynamismes d'une croissance*, Fayard, 1987, 427 p., pp. 135-150 ; M.Hamon, *Du soleil à la terre : une histoire de Saint-Gobain*, JC Lattès, 1989, 270 p. ; M.Hamon & C.Mathieu dir., *Saint-Gobain ; 1665-1937. Une entreprise devant l'histoire*, Fayard-Musée d'Orsay, 2006, 224 p.

¹¹² Il est donc le président du bicentenaire, en 1865 : discours, etc.

¹¹³ Pour deux cents familles (*sic*).

- **mines d'antracite** ¹¹⁴ « **de La Mure** » (Isère, HBD Libération), en pleine montagne (Matheysine) :

* 5 000 t / an dès 1820 ; 300 000 t en 1913

* reliées 1888>>> par chemin de fer de 30 km, à vapeur >>> 1903, puis traction électrique.

* 60 km de galeries, 318 mineurs au max. Prod. au max. de 800 000 t en 1956.

* Tous les aspects et problèmes classiques de l'extraction charbonnière : diversité des appellations de métiers, le « briquet », surnom de « col tordu » pour le mineur à cause de sa position dans une veine basse, boisage, inondations, grisou, etc. Freinage de l'exode rural, emploi des femmes et des enfants. Mineurs revendicatifs qui obtiennent tôt retraite à 50 ans, caisse de secours et caisse de retraite. Fermeture en 1997

- de **minuscules mines d'antracite dans vaste zone Nord-Sud du col du Petit-Saint-Bernard à L'Argentière, dite par le Service des Mines « du Briançonnais**, Tarentaise, Maurienne, région d'Huez, vallée de la Guisane (Le Monétier-les-Bains) ¹¹⁵ :

* des mineurs-paysans, très pauvres (tout petits propriétaires-exploitants), et de petites sociétés se partagent les concessions. Travail en petits groupes familiaux et de voisinage

* travail saisonnier, l'hiver (d'octobre à avril), dans conditions très difficiles (allers-et-retours quotidiens, 6 h de travail par jour, traîneaux en bois, accidents fréquents, silicose,

* beaux blocs (vendus à la garnison de Briançon, aux hôtels) ou poussière de charbon, consommée dans familles

* loin des centres urbains, peu accessibles par route et chemins de fer >>> pas vraiment la Révolution industrielle. Plutôt un palliatif au déboisement.

- petites mines de **l'Oisans** : 60 minéraux différents

- petites mines de la **Vanoise** : plomb argentifère, cobalt, etc.

- mines de fer **d'Allevard**, alimentant des forges importantes >>> 1930'

- dans le même ordre d'idées, exploitations minières (métaux), forges et carrières des **Pyrénées** (cf. Saint-Béat, Rancié). Même mines de manganèse de Vielle-Aure (Hautes-Pyrénées)

- **Horlogerie introduite à Cluses** début 18^e siècle par des émigrés revenant d'Allemagne : pièces d'horlogerie fabriquées pour sociétés de Genève et complétant revenus des paysans de la vallée de l'Arve. Création 1848 de l'École royale (puis nationale) d'horlogerie.

Diversification fin 19^e siècle : **décolletage** (usinage de pièces métalliques destinées à toutes les branches de l'industrie)

- **ardoisières de Morzine**, depuis XIV^e siècle (?) :

* 1^{ère} mention écrite 1734

* Commercialisation à partir fin du XVIII^e siècle

* Utilisation d'explosifs très tôt

* des mineurs-paysans

Nbreuses autres exploitations, plus petites et moins durables dans toutes les Alpes sédimentaires

- **Taillanderies** importantes et spécialisées en Savoie et Haute-Savoie : clouterie, outils, agricoles ou non

- **filatures**. Ex. : Arpin à Bourg-Saint-Maurice

- **petite région industrielle de L'Argentière-La Bessée (Hautes-Alpes)** :

* mines d'argent du vallon du Fournel (d'où le nom de la localité), utilisant le torrent pour laver le minerai de plomb argentifère (du Xe siècle à 1908)

* avec arrivée de l'électricité (une centrale) transformation de divers métaux, dont cobalt, et aussi quartz, mais surtout aluminium jusqu'en 1985

d) L'industrie lyonnaise

□ Toujours d'après la thèse d'Y. Lequin, *Les ouvriers de la région lyonnaise (1848-1914)*, Presses universitaires de Lyon, 1977, 2 vol., 573 & 500 p. et B. Angleraud & C. Pellissier, *Les*

¹¹⁴ L'antracite est une variété de charbon de très bonne qualité (dégageant beaucoup de chaleur et peu de fumée).

¹¹⁵ Biblio. : H. Chancel, *Les Paysans-Mineurs du Briançonnais*, Éditions du Fournel, 2005, 158 p., divers articles, observations personnelles sur place.

dynasties lyonnaises. Des Morin-Pons aux Mérieux, du XIXe siècle à nos jours, Perrin, 2003, 830 p., *passim* (cf. MTF2)

□ Rappel : **essor des métiers extra-urbains, majoritaires dès 1840**

□ toujours des métiers à bras, avec dispersion

□ le début du XIXe siècle a permis **l'accumulation de capitaux**, continuation sous le Second Empire. Beaucoup d'actionnaires Lyonnais de **l'Union générale** >>> nombreuses entreprises victimes du krach du 19 octobre 1882. Mais les affaires ne reprennent pas ensuite, car phase de **dépression** sensible à Lyon v. 1877. Le textile, qui apparaît déphasé par rapport à la demande dans années 70, va s'en tirer en renforçant les investissements.

□ **chimie** : toujours Coignet (Cf. MTF2)

□ peu de changements en matière de **mentalité patronale** (Cf. MTF2), mais :

- on a entre 1840 et 1880 la 2^e, la 3^e, voire la 4^e génération ; mais des faillites. Même Arlès-Dufour frôle la chute à plusieurs reprises

- la Deuxième République a été l'occasion de peurs et de réflexions

- le libre-échange de 1860 comble d'aise le patronat lyonnais, libre-échangiste depuis longtemps

- L'Année terrible marque durablement le monde des entrepreneurs lyonnais

- **d'avantage d'ouverture sur l'extérieur** : Société de Géographie de Lyon 1873, Club alpin français, autres clubs et cercles, **immigration** : Ulysse Pila, venu d'Avignon se fixe à Lyon en 1874 comme marchand de soie et devient l'un des plus grands notables lyonnais ; le Roubaisien Auguste Isaac

- les **voyages** et les **pèlerinages** se développent, goût des **vacances** apparaît sous le Second Empire

- rôle de la **femme** semble se développer milieu du siècle

- collectionnisme aussi. Plus grand ex. : **Émile Guimet** (chimie) voyage et collectionne, puis ouvre à Lyon un musée des religions orientales en 1879, inauguré par Jules Ferry, mais, déçu par le médiocre intérêt des Lyonnais pour lui, le transporte à Paris

e) La France-Comté

□ biblio. : R.Fiéter & C.-I.Brelot, *Histoire de la Franche-Comté*, Toulouse, Privat, coll. « Histoire des provinces », 1977, 498 p.

□ voir **scannage photocopié**

f) Divers

□ **le textile (filature et tissage de laine et de coton surtout) dans la « trouée de Belfort », à Héricourt (surtout), au contact des Vosges, de l'Alsace et de la Franche-Comté : Méquillet-Noblot** (cf. Cl.Fohlen, *Une affaire de famille au XIXe siècle : Méquillet-Noblot*, Thèse complémentaire, Armand Colin, 1955, 141 p., la toute première histoire d'entreprise française, à l'aide d'archives familiales) :

- née en 1802, fondée par un pasteur, Frédéric Méquillet : proto-industrie à la campagne.

Gendre, Jean-Georges Noblot, associé en 1811

- puis 3 usines, très voisines

- développement linéaire, autofinancement

- abandon de nombreuses activités après 1870 (impression, teinture, etc.)

□ **Marseille** capitale incontestée du savon

□ **Ardoises de Trélazé**, avec insurrection de 1855 : forte hausse du pain >>> cortège contre la gendarmerie de T. puis projet de marcher sur Angers. Émeute a été préparée et trahie (préfet prévenu)

□ **La Guéroulde** est dans l'Eure, au S de Breteuil. La présence de minerai de **fer** a permis l'établissement de **forges** et de **hauts-fourneaux** qui ferment à la fin du XIX^e siècle.

□ la **filature de laine de Langogne** (merci, Mathilde !), fabrique depuis 1^{ère} RI :

- * actionnée depuis toujours ¹¹⁶ et exclusivement par l'eau (un canal, *béal*), qui a alimenté aussi des moulins, des tanneries, etc.
- * en plein ville, propriétaire depuis 1992
- * moutons du Gévaudan
- * devenue une véritable usine en 1853
- * laine cardée et laine peignée (avec machines au XIXe siècle)
- * tissage fait à l'extérieur
- * électrification à la Belle Époque
- * un musée, ouvert tte l'année

¹¹⁶ La filature a été fondée par une famille de Marvejols.

MTF7 - AUTRES MONDES DU TRAVAIL AU TEMPS DE LA 1^{ÈRE} RÉVOLUTION INDUSTRIELLE

I. LE « MONDE DE LA TERRE », MONDE RURAL DU TRAVAIL

Le « lent effacement d'un monde » (titre de F. Braudel et E. Labrousse dir., *Histoire économique et sociale de la France*, tome III) ? Une « révolution agricole » ? La fin des « Jacques » ¹¹⁷ ?

Cf. la fable de La Fontaine, *Le Laboureur et ses enfants*, polycopiée !

Édouard Charton ¹¹⁸, *Dictionnaire des professions ou Guide pour le choix d'un état...*, diverses éditions (titre et sous-titre parfois inversés) très embarrassé pour présenter la profession de « cultivateur ». Procède par un biais : « Celui qui le goût des plaisirs de la ville et qui se sent attiré par l'appât d'une rapide fortune, ne doit pas se faire cultivateur. Il en est autrement de celui qui recherche dans une profession les moyens assurés d'une existence modeste [...] ». De plus, incertitude floue quant aux noms utilisés (« cultivateur », « agriculteur », « vigneron », « manouvrier », etc.)

Plusieurs enquêtes agricoles, dont celle de 1866

Âge d'or de la recherche dans les années 60, 70 et 80

1°) Structures, utilisation du sol et société rurale

□ le progrès agricole global : bien lire le texte polycopié

□ progrès du FVD, morcellement (record sous le Second Empire), petite propriété : un individualisme agraire

□ mais importance de la « rente foncière », surtout par progrès de la propriété bourgeoise

□ types d'exploitation : répartition très inégale selon les régions, types mixtes, mauvaise réputation du métayage, pourtant forme d'association capital-travail.

□ limites floues entre le salariat et la micro-propriété >>> modes « mixtes »

□ Multiplicité des statuts économiques, juridiques et sociaux, entrecroisement des situations ¹¹⁹. Aussi une grande pluriactivité agricole. un très grand nombre de « petits métiers » annexes, éventuellement vecteurs d'émigration temporaire, comme le taupier de Bresse (!). La pluriactivité agricole a été mise en valeur, pour le Nord du Bassin parisien par la thèse de géographie de Philippe Pinchemel, *Structure sociales et dépopulation rurale dans les campagnes picardes de 1836 à 1936*, 1957 et par le colloque Gilbert Garrier et Ronald Hubscher dir., *Entre faucilles et marteaux : pluriactivités et stratégies paysannes*, Presses universitaires de Lyon et Maison des Sciences de l'Homme, 1988, 242 p. Elle est soulignée dans le commentaire du programme, disponible sur le site de l'ENS-Lyon

□ Attention : les migrations peuvent être dans les deux sens pour une même région agricole !

□ déprolétarianisation lente des campagnes, mais long maintien d'une proto-industrialisation rurale. Et de toutes façons, très forte utilisation de la main-d'œuvre

□ Chr. Charle, *Histoire sociale de la France au XIXe siècle*, Seuil, 1991, coll. "Points", 416 p. : le « cercle vertueux de l'innovation agricole » (p. 31) : agronomie scientifique, sociétés d'agriculture (rôle moindre), rôle de l'ouverture vers l'extérieur, de l'individualisme, perfectionnement des assolements, recul de la jachère (véritable opprobre), pénurie persistante du fumier, vulgarisation du chaulage et du marnage, outillage nouveau se répand lentement (charrue Dombasle : voir envoi par Internet, 1ère mécanisation avec

¹¹⁷ Le terme, péjoratif, remonte aux révoltes de 1358, réprimées par Charles le Mauvais.

¹¹⁸ Personnage passionné par la vulgarisation : fondation de *L'Illustration*, direction du *Magasin pittoresque* pendant plus d'un demi-siècle, direction du *Tour du Monde* pendant trente ans (A. & C. Lagarde, *Édouard Charton (1807-1890) et le combat contre l'ignorance*, Presses universitaires de Rennes, 2006, 248 p.)

¹¹⁹ Une des grandes idées de l'historiographie rurale actuelle, cf. J.-L. Mayaud, *La petite exploitation rurale triomphante. France, XIXe siècle*, Belin, coll. "Histoire et société", 1999, 278 p.

moissonneuses mues par des chevaux : **voir envoi par Internet**) ¹²⁰. Le fin du fin la moisson de nuit v. 1880 : **voir envoi par Internet**

□ **bonification** de la Dombes, de la Brenne, de la Sologne, des Landes, **irrigation** en Provence commence sous le Second Empire

□ **vigne** touchée par l'oïdium années 50 (>>> soufrage), par le phylloxéra (début 1863 dans le Gard) >>> une forte organisation coopératiste ¹²¹

□ **l'élevage**, considéré sous l'Ancien Régime comme un « mal nécessaire », devient une activité agricole à part entière. Il y a même progrès qualitatif de l'élevage des moutons (de la laine à la viande, sélection des races, avec progrès du mérinos)

□ permanence et déclin (cf. textile) des **industries rurales**, mais apparition de **nouvelles** ind. rurales : ind. agro-alim. (minoterie, féculerie, sucrerie, distillerie, etc.)

□ Jean-Marc Olivier, dans *Des clous, des horloges et des lunettes. Les campagnards moréziens en industrie, 1780-1914*, CTHS, 2004, 608 p., prend l'exemple d'un **canton du Jura**, qui, au XIXe siècle, se consacre encore à la clouterie et aux horloges comtoises, puis donne un grand développement à la lunetterie dans la seconde moitié du siècle. Il montre que les transitions entre les cycles de production ne sont pas brutales : elles reposent sur des **réinterprétations du savoir-faire**. Les petits entrepreneurs savent saisir les évolutions des techniques et celles du marché. Malgré la poussée de l'usine, le dynamisme de ces familles qui réinvestissent leurs capitaux a permis de maintenir une **activité rentable** dans les campagnes.

□ **espérance millénariste de jours meilleurs**, cf. le *Chant des Paysans* de Pierre Dupont, 1849 : « Oh ! Quand viendra la belle !

Voilà des mille et des cent ans

Que Jean Guêtré t'appelle,

République des Paysans ! »

□ **affouage** = droit des habitants au bois des bois communaux, qui se maintiennent très souvent, ainsi que beaucoup **d'usages communaux**

□ autre déf. : **battage** = séparer le grain de l'épi, par le **fléau** (F. du N : **voir envoi par Internet**) ou le « **rouleau à dépiquer** » (F. du S). La machine à battre se diffuse dans le Nord dès les années 1840, puis à des dates variables selon la région, jusqu'au XXe siècle. Elle est actionnée d'abord à bras ou par les animaux, puis par une machine à vapeur. En 1882, on compte 310 000 batteuses en France.

□ Collectif, *Les sociétés rurales (1830-1930). Historiographie, bibliographie, enjeux*, Belin, 2005, 220 p. ¹²² :

- les **Sociétés d'agriculture** continuent de s'intéresser au travail rural

- **Balzac. Les paysans**. Insistance sur le problème de la micro-propriété, face au gros propriétaire, émiettement, atomisation, endettement, usure, etc. Autre gros point : les droits d'usage, les communaux, la forêt, etc. Mais **pas le travail en soi**.

- **Œuvre de Maupassant** : on voit davantage le travail

- Un très grand nombre d'œuvres, censées se passer à la campagne, sont **muettes** sur les paysans et encore plus sur le travail (« recensement » fait par Guy Robert, *La Terre d'Émile Zola. Étude historique et critique*, Thèse, Paris, Les Belles Lettres, 1952, 490 p., chap. VII et VIII).

□ **Zola. La terre : voir commentaire**. *La faute de l'abbé Mouret* ¹²³ annonce déjà, avec les paysans animaux et consanguins des Artauds

¹²⁰ La locomobile (à vapeur) commence à équiper de très grandes fermes au milieu du XIXe siècle.

¹²¹ Cf. G.Cavignaud, « La viticulture méridionale et la petite propriété : du libéralisme à la coopération », dans P.Fridenson et A.Strauss dir., *Le capitalisme français, XIXe et XXe siècles : blocages et dynamismes d'une croissance*, Fayard, 1987, 427 p., pp. 355-366.

¹²² J'ajoute que le problème de l'« utilisation de la littérature » a été posé quarante ans auparavant par Jacques Proust, dans sa communication « Histoire sociale et histoire littéraire », dans Colloque (École normale supérieure de Saint-Cloud, mai 1965) *L'histoire sociale. Sources et méthodes*, Paris, 1967, 298 p., pp. 257-271.

¹²³ Serge Mouret est le frère d'Octave, le héros d'*Au bonheur des Dames*, le neveu du Dr Pascal Rougon.

□ **H. Malot, Sans Famille, 1878**, au début, avec :

- la pauvre Mère Barberin, obligée de « vendre la vache » par l'accident de son mari, tailleur de pierre : **scannage de la page 14**. Mais heureusement, le bon Rémi lui rachète une vache...

- le travail à Paris de Barberin, le tailleur de pierre

- les enfants de l'hospice, qui rapportent quelques sous

- la famille de jardiniers de La Glacière, à Paris (13^e), ruinée par un orage de grêle

2°) Le « cycle sans fin du travail » (Ronald Hubscher ¹²⁴)

a) Un calendrier bien occupé

□ **R.H. donne l'ex. du calendrier agricole du Calvados milieu XIXe s.** :

- sept. : fin moisson, battage des grains, récolte du sarrasin, début des labours d'automne, semailles du seigle

- oct. : fin récolte du sarrasin, battage, plantation du colza, labours, fumure, semailles des céréales d'hiver, récolte des pommes à cidre

- nov. : labours, semailles, battage, fin de la récolte des pommes à cidre, brassage

- déc. : battage des grains

- janv. : *idem*

- février : labours de printemps, semailles de l'avoine, des légumes secs et des trèfles

- mars : labours des terres destinées au sarrasin, semailles de l'avoine, du trèfle, des légumes secs, des pommes de terre

- avril : semailles de l'orge, plantage des pomme-de-terre

- mai : *idem*

- juin : semailles de sarrasin, fenaison, coupe du colza

- juillet : fenaison, moisson des seigle, méteil, blés hâtifs

- août : moisson des blés, orge, avoine

□ les **maraîchers** ne cessent de bêcher et de planter

□ le travail agricole n'autorise **guère de coupure entre l'activité agricole et la vie personnelle**

□ il suppose une **grande polyvalence**, d'autant que les activités artisanales demeurent : un « système agro-industriel », une « industrie en sabots » ¹²⁵

□ **s'ajoutent éventuellement les travaux artisanaux ou industriels à domicile, souvent déjà évoqués, mais aussi le travail dans l'usine voisine, les activités forestières** comme celles du résinier landais : une « pluriactivité » (cf. cours MTF2 et plus haut)

□ les **moments de « détente » sont utilitaires** : célébrité des femmes qui filent à la veillée, des hommes qui pèlent les châtaignes, travaillent le bois ou réparent les harnais

□ le paysan qui **vend à la ville voisine** part dans la nuit

□ Cf. **tableaux de Millet**, qui n'oublie pas la déformation des corps. J.-F. Millet est un authentique fils de paysans normands, qui n'a quitté la terre qu'à vingt ans. Une « école de Barbizon » réaliste, glorifiant l'esthétique de la paysannerie, un Millet républicain. *Les Botteleurs* (1850), *Les Glaneuses* (1857), *L'Angélus* (1859), *la Tondeuse de moutons* (1861), *La Bergère* (1864), *Le vaneur*, *Le repos des faneurs*, *Le parc à mouton*, *Clair de lune*. Après la mort de sa mère et son retour en Normandie pour quelques mois, il évolue vers des peintures d'ambiance, des paysages qui concernent nettement moins les MTF.

□ À signaler aussi **Rosa Bonheur**, *Labourage nivernais*, 1849, hymne au travail des champs, avec un jeune bouvier beaucoup plus petit que les bœufs !

□ **Jules Breton**, *Le rappel des Glaneuses*, 1859 : des madones...

□ **docilité du salarié**, notamment en matière de salaire (il ne calcule pas)

¹²⁴ Dans Y. Lequin dir., *Histoire des Français*, Armand Colin, 3 vol., 1983-1984, tome II, p. 14.

¹²⁵ J.-L. Mayaud, *La petite exploitation rurale triomphante. France, XIXe siècle*, Belin, coll. "Histoire et société", 1999, 278 p., chapitre 8. Ce système a été bien étudié en Franche-Comté, par une recherche collective.

b) Comment et que produire ?

- **charrue** : voir MTF2 ; **herse**, métallique dans France du Nord ; **rouleau**, peu répandu ; la **faux** se substitue à la faucille, comme la charrue à l'araire ; **faucheuses** introduites vers 1860 ; le **rouleau à battre** (ou « à dépiquer ») est adopté 2^e ½ XIXe siècle, la machine le concurrençant dans la France du Nord
- **phosphates** naturels dans quelques régions ; **phosphates** chimiques 2^e ½ siècle
- **lutte contre maladies** grâce à Pasteur
- Après la crise de 1846-1848, s'ouvre une autre phase : le **taux d'accroissement de la production** atteint 2,3 % par an, grâce à l'augmentation des rendements.
- C'est une **période faste pour les céréales et la vigne** qui atteignent leur apogée
- Les **régions spécialisent leurs productions à la faveur du développement des réseaux routier et ferré**. Ces progrès des transports et du commerce creusent les **inégalités** entre les montagnes, dont les handicaps s'aggravent, et les régions riches de plaine et quelques contrées qui créent des cultures d'exportation : cult. légumières (côtes bretonnes) et fruitières (Vaucluse, vallées du Rhône et de la Garonne), élevage pour l'embouche (Charolais) ou pour les produits laitiers (Pays d'Auge)
- **cultures sarclées** = pomme-de-terre et betterave sucrière surtout, maintenant
- **Les protestations et réactions** :
 - assez nombreuses protestations, au XIXe siècle, contre les salariés saisonniers **étrangers**
 - mais les revendications collectives tardent à être mise en forme, **plutôt des « émotions » et des réactions individuelles, brutales** : vol, violences, verbales et physiques
- **Le travail rural dans les montagnes** :
 - conditions généralement dures, voire très dures
 - ramassage et descente du foin dans les *trosses* et les *leytères* (Pyr.)
 - irrigation par canaux
 - cendre pour faire fondre la neige
 - terrasses, multitude de parcelles
 - remonte de la terre à la hotte
 - céréales pendant longtemps (seigle)
 - élevage avec *amontagnage*, mais allers-et-retours quotidiens bien souvent
 - viande du cochon
 - techniques modernes pénètrent tard, cf. la charrue à soc et versoir métalliques
 - rôle des foires locales, mais souvent de l'autre côté de la frontière, notion moderne et très peu adéquate !
 - travaux annexes : tisserand, guide (voir plus loin), thermalisme (surtout Pyrénées : Cauterets, Saint-Sauveur, Barèges, Luchon), colportage (depuis vallée d'Aure par ex.)
 - les **Pyrénées** sont beaucoup + pauvres que les Alpes et leurs habitants apparaissent comme des « bons sauvages » dans la 1^{ère} moitié du XIXe siècle. Hostilité aux Bohémiens, aux Espagnols, aux mendiants, aux asociaux, aux meuniers, aux goitreux, aux « cagots » (à l'origine mystérieuse), qui ont leur porte, latérale, à eux pour entrer dans l'église... ¹²⁶ Un **monde rural agressif** de toutes les façons. **Émigration** tôt importante.

3°) Quelques exemples

a) L'exemple de Louis-François Pinagot

A. Corbin, *Le monde retrouvé de Louis-François Pinagot. Sur les traces d'un inconnu. 1798-1876*, Flammarion, 1998, 352 p., compte rendu dans *Revue d'histoire du XIXe siècle*. 1848. *Révolutions et mutations au XIXe siècle*, n° 16, 1998/1, pp. 176-179, réédition, coll. « Champs », 2002, 343 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, avril 2004, p. 521

¹²⁶ Le meilleur livre : J.-F. Soulet, *Les Pyrénées au XIXe siècle*, Éché, 1987, 2 vol., 600 p. chacun, réédition, Éditions Sud-Ouest, 2004, 765 p. Un exemple comique de très petit village : Ens, près de Saint-Lary (véridique...).

- **Héros sans histoires**, il ne perçoit dans sa modeste vie (1798-1876) de **sabotier analphabète du Haut Perche, proche de la petite forêt domaniale de Bellême**, que les échos feutrés des grands événements de l'histoire nationale
- commune d'Origny-le-Butin, Orne, que Louis-François Pinagot n'a jamais quittée. Il habite un « village », i.e. un hameau. Cas délibéré choisi **au hasard** par Alain Corbin
- Fils de voiturier ¹²⁷-bordager ¹²⁸, il est devenu **sabotier**, mais est aussi signalé comme **journalier. Indigent** pendant de nombreuses années, il accède, tardivement, à la **propriété** (petite maison, vache), à l'époque où ses enfants sont « casés »
- **La forêt** : pas de droits d'usage (≠ *Les Paysans* de Balzac), *Code forestier* de 1827, fournit à Louis-François Pinagot le hêtre surtout, aussi le bouleau, l'aulne, le tremble et l'orme pour ses sabots ¹²⁹
- **Le village** : très peu d'artisans, jachères = 30 % surface, pas de vaine pâture, pas de troupeau communal, maximum de population de 512 individus en 1836, pas de notables, endomagie (mais Louis-François Pinagot est issu de deux familles de horsains), nombreuses « fileuses », très pauvres : une proto-ind. en déclin, fermage. La filature sera remplacée petit à petit par la **ganterie**, plus rémunératrice. Un vaste système d'échanges de services, prêt à intérêt. Deux invasions prussiennes, 1815 et 1870. Une garde nationale théorique et misérable, sans fusils...
- **Louis-François Pinagot se marie avec une « fileuse »**
- **parentèle avec de nombreux cousins**, dont une fille-mère récidiviste à sept enfants, tous illégitimes et de pères différents
- mesure 1,66m : est grand pour l'époque
- analphabète, alors que son père savait signer et, probablement, un peu lire et écrire : les **aléas de la présence d'une école à la campagne**, ici dans un village peu pressé d'appliquer la loi Guizot, mais qui réclame un instituteur sous le Second Empire
- le **travail du sabotier** :
 - le sabot est la chaussure du paysan, avec une forte valeur identitaire : le sabotier conserve en mémoire les pointures des clients, les sabots des trépassés sont rangés religieusement, le chaussé ainsi se distingue avantagement des va-nu-pieds
 - un marché considérable
 - pour un marchand-fabriquant ? pour le village ? les deux ?
 - revenus du sabotier = ceux du journalier
 - Louis-François Pinagot a appris auprès d'un oncle ou d'un voisin
 - 12 h de travail l'été
 - à la maison et non en forêt dans le cas de Louis-François Pinagot
 - un sabotier a, normalement, souvent affaire aux gardes (nombreux délits forestiers), mais Louis-François Pinagot n'apparaît pas dans les archives judiciaires
- **la famille est pluriactive** :
 - femme et filles sont fileuses de chanvre, activité saisonnière, pour le marchand-fabriquant, mais aussi pour les voisins (échange de services), avec des revenus dérisoires, mais une évolution vers la ganterie (de fil), plus rémunératrice
 - les fils apprennent la saboterie. Le fils aîné sera conseiller municipal
- les **aléas** : invasions prussiennes, sécheresse de 1870, disettes fréquentes, crise de 1846-1848

b) L'apport d'Émile Guillaumin. *La vie d'un simple* 1904

- **pas une autobiographie directe, mais un roman : Étienne Bertin dit Tiennon est un personnage fictif**, synthèse d'observations. **Authentique paysan d'Ygrande (Allier).** **Guillaumin** publia en 1904 son roman, largement et indirectement autobiographique, qu'il avait **d'abord intitulé *Mémoires d'un métayer*** et qui fut réédité en 1943 puis en 1980. *La*

¹²⁷ De bois de la forêt.

¹²⁸ Voir MTF1.

¹²⁹ Résistance acharnée dans certaines régions, cf. la « guerre des demoiselles » dans les Pyrénées.

Vie d'un simple a en 1904 révélé Émile Guillaumin, écrivain-paysan autodidacte d'Ygrande, dans le Bourbonnais. Né et mort à Ygrande (1873-1951), où il a passé toute sa vie, excepté trois ans de service militaire et la Grande Guerre ; publia 6 autres romans ; pionnier du syndicalisme agricole

□ **« 2 niveaux de récit », une « écriture doublement contrôlée », « deux langages »**.¹³⁰. Au fil des rééditions, le livre est de plus en plus écrit « en français », puis Guillaumin revient en arrière, puis il réécrit à nouveau « en français » !

□ Le narrateur, **Tiennon, est né en 1823 et achève son récit aux environs de 1900**. Il recompose, avec une admirable précision de détails, **la physionomie physique, sociale et morale d'une province presque immobile, en marge d'une Histoire** dont le mouvement ne s'est pas encore accéléré.

□ **Fils de métayer, neveu d'un ancien soldat de Napoléon**. Patois, nourriture frugale, vêtements pauvres, sabots, enfants au travail très tôt (petit pâtre à sept ans), catéchisme, premier contact avec la société, adolescents qui deviennent hommes à 15 ans : battent au fléau, nettoient les étables, comme les adultes !

□ Une **société archaïque**, de métayers résignés, au bail à « mi-fruit », de propriétaires obtus ou ridiculement novateurs. Comptes difficiles à faire, les propriétaires trichent. Certains, par mépris, appellent tout le monde « Chose ». Des métayers sont des mouchards. Certains enfants de propriétaires sont odieux

□ Une **existence synonyme de survie** : insécurité devant la maladie et l'accident du travail, ignorance et superstition. Rareté du numéraire. Fausses et gênantes spécialités dans le travail agricole : « bouvier », « jardinier », par ex.

□ **les travaux ext. et complémentaires** : carrier, domestique chez le « maître »

□ **les arrières-plans** :

- le moulin

- les jeunes ouvriers du bourg, avec lesquels les *laboureux* ou *bounhoummes* ont des rixes : forgerons, tailleurs, menuisiers, maçons, etc.

- les scieurs auvergnats, qui inquiètent, avec leur « loge », leur parler étrange

- les métiers des enfants des familles alliées : verrier (usé à 40 ans par le soufflage et l'alcool), commis en rouennerie

- l'auberge du village

- la foire, en ville

- le service militaire

- les fêtes, rares

- l'homme d'affaires à qui les économies sont confiées et qui prend la fuite

- les membres de la famille partis à la ville et qui reviennent en vacances et sont complètement déphasés

- le chemin de fer

□ **Vers le milieu de sa vie, le père Tiennon commence à s'intéresser à l'évolution du monde autour de lui** : bien des abus pourraient être abolis, l'espoir d'un monde meilleur est possible ; il songe à envoyer ses enfants à l'école, en vain, mais il change de pain.

□ **Le texte cité dans *Débuts* concerne les rapports entre métayers et propriétaire** :

Le père Tiennon (le narrateur) signe un bail « avec un propriétaire de Saint-Aubin, M. Noris, pour son domaine de Clermoux qui avait soixante-dix hectares. M. Noris [...] s'intitulait "agriculteur", c'est-à-dire qu'il gérait lui-même ses deux fermes. [...] Type de petit bourgeois local encroûté dans ses habitudes, féru de manies ennuyeuses et avaricieux en diable, il lésinait sur tout, préférait laisser vendre des bêtes en mauvais état plutôt que de dépenser pour les mettre en meilleur point. Il ne fallait pas non plus lui parler d'engrais :

"Non, non, vous m'embêtez avec vos phosphates et vos nitrates ! Le fumier de ferme doit suffire..." [...]

Rarement il se décidait à vendre la marchandise à la première foire. Il ne voulait pas

¹³⁰ Expressions de Geneviève Bollème, *Le peuple par écrit*, Seuil, 1986, 282 p., pp. 240-243.

démordre de son estimation préalable toujours trop élevée. Nous ramenions nos bêtes pour les conduire quelques jours après à une seconde foire où c'était de même. À la troisième on vendait, de guerre lasse, et souvent avec de la perte sur les prix de la première.

M. Noris, d'autre part, se faisait tirer l'oreille pour les règlements de fin d'année. Les comptes de sa deuxième ferme n'avaient pas été mis à jour depuis quinze ans. Quand les métayers réclamaient de l'argent, il leur remettait d'un ton rogue une somme toujours inférieure à celle qu'ils demandaient. [...] il ne voulait pas que ses métayers aient la faculté d'aller en voiture ; cela lui semblait un luxe déplacé et tout à fait superflu. [...] En dépit de son âge avancé, M. Noris gardait la passion de la chasse. [...]

Les républicains partageaient avec les braconniers la haine implacable de M. Noris. Il souhaitait pour les uns et pour les autres des sanctions exemplaires, des supplices raffinés. Il eût voulu les voir tous en prison, aux travaux forcés, ou relégués dans les colonies lointaines. Comme la destruction d'une nichée de lapereaux, d'un nid de perdrix, ou bien un coup de fusil tiré dans ses terres le mettaient dans une exaspération furieuse, le mot seul de République l'agitait de grands frissons nerveux, lui faisait serrer les poings de rage impuissante. Souvent, à Bourbon [-l'Archambault], des gamins soudoyés par un farceur le suivaient en bande, criant : "Vive la République !", chantant des couplets de la Marseillaise [...] En 1877, souffrant d'une bronchite qui avait failli l'emporter, on était venu lui annoncer les résultats d'une élection favorable aux républicains [voir p. 44]. Alors il s'était soulevé sur sa couche d'un brusque ressaut et, dans un murmure haletant, avait exhalé la haine profonde de son cœur :

"Les brigands ! ... Il n'y a donc plus de place... à... à... Cayenne !..." [...]

Les ouvriers, les commerçants, les fournisseurs étaient choisis soigneusement en dehors des rouges. Et il nous obligeait à tenir au rancart aussi ceux qui affichaient des opinions jugées par lui subversives. C'était sa façon de se venger de la République... »
(extraits de *La vie d'un simple*, chapitre 45)

c) Utilisation des publications de J.-Cl.Farcy

□ **J.-Cl.Farcy**, *La jeunesse rurale dans la France du XIXe siècle*, Éditions Christian, coll. « Vivre l'histoire », 2004, 220 p., compte rendu dans *Revue d'histoire du XIXe siècle*, 2004/2, pp. 202-207 ¹³¹, et **J.-Cl.Farcy**, "Jeunesses rurales dans la France du XIXe siècle", 1848, *révolutions et mutations au XIXe siècle. Bulletin de la Société d'histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIXe siècle*, 1992, pp. 19-38 :

- **apprentissage du travail de la terre**. Pour l'immense majorité, il n'y a **pas de temps de latence avant la mise au travail** : travail de tous les bras disponibles dans la famille. On quitte l'école pour être mis immédiatement au travail sur l'exploitation et le poids de l'autorité parentale accompagne la dépendance matérielle dans laquelle se trouvent ces jeunes
- Suivant la maturité physique et intellectuelle, l'apprentissage du métier se fait « sur le tas », par l'observation et l'aide aux parents ou aux aînés. Les initiations cessent d'être accompagnées de répression comme pendant l'enfance pour faire appel davantage aux **techniques du contrôle social au sein du groupe de travail** : railleries, émulation, encouragements...

- Il semble bien qu'à cette époque le **travail de la couture**, estimé indispensable pour les tâches confiées à la femme dans le ménage, soit une des activités de prédilection pour une partie des **jeunes filles** dans le monde rural, à la sortie de l'école. Mais il n'est pas certain qu'il fasse souvent l'objet d'un apprentissage hors de chez soi et cette voie de formation est empruntée de manière sélective, variant selon les professions. Ainsi, dans le **canton d'Authon-du-Perche** ¹³², lors du recensement de 1851, on relève près d'une centaine de

¹³¹ Le mot de « travail » revient 114 fois dans l'ouvrage.

¹³² Perche-Gouët, au sud du Haut Perche de Pinagot.

jeunes filles âgées de 15 à 24 ans et qualifiées de couturières. Or huit sur dix vivent avec leurs parents, et seulement une petite minorité a le qualificatif d'apprentie ou d'ouvrière.

- Pour les garçons, **l'apprentissage du travail a commencé dès l'enfance**, avec la surveillance du petit bétail allant de pair avec la découverte de l'environnement. Dans le Bourbonnais, **Tiennon** (voir plus haut) commence, en 1830, dès l'âge de 7 ans, à garder les brebis que sa sœur, la Catherine, abandonne une fois ses douze ans passés pour prendre la place de la servante. À neuf ans, on lui confie les cochons, ce qui l'astreint à rester dehors, été comme hiver, bons et mauvais jours. Puis il devient *boiron* — toucheur de bœufs —, et apprend ainsi toutes les tâches agricoles (battage au fléau, labours, etc.) chez son père, sauf les semailles que ce dernier se réserve.

- la socialisation déborde l'apprentissage du travail pour tenir compte des rôles différents attribués **aux cadets et à l'héritier**. Ce dernier se voit confié des tâches particulières, plus valorisantes.

- Le cas de **Tiennon** est éloquent : quand, à 20 ans, il annonce son intention de quitter ses parents pour se placer comme domestique, il se justifie par cet argument : “ J'ai travaillé pour rien durant toute ma jeunesse ; il est temps que je songe à gagner de l'argent ”.

- Il faut tenir compte aussi des **possibilités de résistance des jeunes**, compte tenu du fait que dans une société rurale où le mariage est tardif, les fils âgés sont, au plan physique, en position de force par rapport à un père âgé, usé par le travail. La justice connaît également, avec encore plus de difficultés, tant il est pénible pour les victimes de porter plainte, des rébellions juvéniles et des violences à ascendants. Elles peuvent d'autant plus aisément se manifester que la mère reste souvent seule pour assumer l'autorité. On imagine mal, aujourd'hui, l'importance de ce facteur qui affecte un très grand nombre de familles, perturbe la vie des enfants et donne plus d'autonomie mais aussi une responsabilité précoce d'adulte à bien des fils et des filles dont la jeunesse est ainsi brutalement écourtée. **Dans les ménages pauvres, le décès du père entraîne le placement précoce des filles comme domestiques** : tel est le cas de la Petite Marie décrit par George Sand dans *La Mare au Diable* ou de Loubette des *Rouges moissons* de Martial Chaulanges.

- La polyvalence exigée par le travail de la terre — il faut connaître une foule de gestes différents relatifs à l'élevage et à la culture — explique une **formation par étapes spécialisées davantage dans l'apprentissage de telle ou telle activité**. Ce parcours se fait en fonction de l'âge et des capacités physiques : il serait mal venu de la part d'un patron de mettre à la charrue un domestique trop jeune ¹³³. Dans la Bourgogne du temps de Lamartine, on stigmatisait le “ patron doguin qu'aïtolle son poulain ” en lui reprochant de donner des travaux de force à des jeunes “ avoyés ” (dont la voix d'enfant n'a pas encore mué) ¹³⁴.

- les **domestiques** : travailler avec des outils qui leur étaient jusque-là inconnus. Le Roussel, devenu garçon de labour au château de Saint-Priest, chez le comte de Valon, découvre la charrue à coutre et à large versoir ainsi que les faux allemandes “ on les trouvait d'abord plus pénibles à mener parce que plus longues, et plus dures à battre aussi ; mais le fil tenait mieux, on prenait des andains plus larges et on avait plus d'avance... ”. Nul doute que la domesticité ait été un facteur essentiel de diffusion du progrès agricole dans les couches les plus modestes de la paysannerie, les jeunes ayant pu l'apprécier pendant leur stage de domestique.

- **Apprentissage du travail et des rôles adultes, la vie de domestique est aussi, au sens littéral de l'expression, une “ mise en condition ”**. Etre gagé, c'est d'abord apprendre la soumission, la discipline et l'obéissance aux maîtres. Les intéressés en ont bien conscience. Déguignet se contente de citer un proverbe breton : “ Où la chèvre est attachée, elle est

¹³³ Il y a des régions, comme le vignoble de Bourgogne, où les journaliers sont beaucoup + nombreux que les domestiques (P. Lévêque dans R.Hubscher & J.-Cl.Farcy dir., *La moisson des autres. Les salariés agricoles aux XIXe et XXe siècles*, Créaphis, 1996, 368 p.)

¹³⁴ VINCENOT Henri, *La vie quotidienne des paysans bourguignons au temps de Lamartine*, Paris, Hachette, 1976, p. 246.

obligée de brouter ". On trouve en justice de paix des affaires de renvois de charretiers pour un simple retard dans le travail, et cette pratique semble courante au dire de Grenadou ¹³⁵ : " Un charretier se retardait de cinq minutes pour un champ, le patron lui disait : " Si ça se reproduit, je te fous à la porte ". Nos récits de vie donnent l'impression de domestiques taillables et corvéables à merci, " esclaves " du travail et de leurs maîtres, particulièrement pour les plus jeunes et les servantes.

- Astreintes aux plus longues journées de travail, ayant peu de temps libre le dimanche car elles ont souvent à s'occuper des vaches, **les servantes sont parmi les plus exploitées des domestiques**. Il faut ajouter à cela le **harcèlement sexuel** dont elles peuvent être victimes de la part du maître, de ses fils ou des autres domestiques. Les études sur

l'infanticide dans la France du XIX^e siècle montrent suffisamment combien elles sont nombreuses parmi les accusées, et dans une position d'infériorité telle que les jurys sont portés à l'indulgence.

- Les **modalités de la rémunération du travail de ces jeunes**. Leur contrat verbal d'embauche ¹³⁶ stipule les conditions relatives à cet effet. Outre le logement — charretiers, bergers, vachers dorment, avec un minimum de literie, dans les écuries, bergeries et étables, de façon à être prêts à soigner les animaux qui leur sont confiés — ils reçoivent des gages versés par termes (ou par mois selon les régions) et proportionnels à leur grade et à leur force physique. La hiérarchie de la domesticité se retrouve tout naturellement à ce niveau, les gains augmentant avec l'âge. Toutefois ils n'ont pas la disponibilité de ce salaire qui est **versé aux parents** : il leur est donc très difficile d'échapper à leur condition, faute

d'autonomie financière. Cette situation paraît générale pendant une bonne partie du XIX^e siècle avec quelques nuances selon l'âge.

□ **Un apprentissage sur le tas** : Il commence très tôt et il est, sur ce plan, difficile de parler d'une rupture avec l'enfance. Dès le plus jeune âge, **les jeux ont valeur éducative, imitant les tâches accomplies par les parents**. On sait que dans les exploitations familiales les enfants sont mis très tôt au travail, et cela est encore plus vrai, naturellement, au sein des familles pauvres, garçons et filles aidant aux tâches de la maison, de la cour (nourriture des volailles), et se spécialisant surtout dans la surveillance des animaux, en rapport avec leurs capacités physiques.

- L'éloignement de la maison, par lequel commence ainsi la première responsabilité — celle du troupeau — est également source des premières sociabilités de travail, avec la **rencontre d'autres enfants** ayant la même occupation. À cet âge, **garçons et filles ont des rôles voisins** — on trouve autant de bergères que de petits pâtres — , la différence apparaissant davantage dans les rites sanctionnant la première compétence acquise au travail. Ainsi la récompense donnée au garçon, vers 9 à 10 ans, est-elle le don d'un couteau à lame repliable, symbole de confiance accordée, de responsabilité acquise par le " petit homme ", en même temps qu'outil indispensable à la vie quotidienne. Le Roussel le reçoit au retour de la première foire à laquelle il assiste en compagnie de son père, alors que l'on vient de vendre les moutons qu'il a gardés les mois précédents. En Bretagne, le bâton — le *penn-baz* — a une signification similaire : marqueur de l'identité masculine, il a valeur initiatique pour les grandes étapes de l'enfance ¹³⁷. Le premier, long et mince, est donné par la mère, pour garder les vaches. Le *penn-baz*, signe d'autorité, est donné par le père quand le jeune garçon conduit pour la première fois l'attelage familial. Divers rites accompagnent ainsi

¹³⁵ E.Grenadou & A.Prévoist, *Grenadou, paysan français*, Seuil, 1966, réédition, coll. "Points", 1978, 253 p.

¹³⁶ En fait cinq formes d'embauche (R.Hubscher & J.-Cl.Farcy dir., *La moisson des autres. Les salariés agricoles aux XIXe et XXe siècles*, Créaphis, 1996, 368 p., pp. 23 & suiv.). Embauche de cousinage et de voisinage, embauche de travail complémentaire, embauche de circonstance (rupture avec les parents par ex.), embauche délibérée, rituelle et calculée (cf. les foires), embauche de type industriel, collective et contractuelle.

¹³⁷ SIMON Jean-François, " Les armes de la violence paysanne. Faux et *penn-baz* : usages anciens et représentations contemporaines, *Kreiz 13. Etudes sur la Bretagne et les Pays Celtiques*, 2000, p. 151-168.

l'apprentissage du travail pendant la dernière partie de l'enfance et marquent symboliquement le rapprochement progressif vers le monde des adultes.

- Mettant en valeur la force et l'endurance au travail, **l'émulation vaut pour tous les jeunes qu'ils soient mis en condition ou qu'ils restent avec leurs parents.**

- Le travail des jeunes est donc très intégré à l'économie rurale et **partie prenante du cycle de vie des petites et moyennes exploitations.** C'est dire que l'autonomie relative des jeunes ruraux se limite aux rares moments de liberté accordés en dehors du travail, le dimanche après-midi et les jours de fête, et encore ce temps libre est-il chichement accordé, sous réserve que les soins aux animaux soient effectués et qu'un domestique assure son tour de garde dans la ferme. De plus ces moments de repos, consacrés pour une grande part aux apprentissages affectifs et sexuels, sont placés sous le contrôle des parents et de la communauté villageoise.

- dans un article, "L'artisanat rural dans la Beauce au XIXe siècle", *Histoire, Économie et Société*, 4e trim. 1986 (n° 4), pp. 573-590, J.-Cl. Farcy **a montré le recul de l'artisanat, bien sûr, mais un recul diversifié, recul des fabrications, mais progrès dans l'alimentation et la sociabilité**

□ ne pas oublier **les travailleurs de la mer :**

- pêcheurs fort mal organisés pour la vente

- des quartiers de pêcheurs, comme le q. Saint-Jean à Marseille

II. DES MONDES LITTÉRAIRES ?

1°) La Comédie humaine

□ Déjà abordée dans le MTF2

a) P. Barbéris, *Le monde de Balzac*, Kimé, 1999, 638 p.

□ « Balzac au travail » est un thème de beaucoup de commentateurs, et B. en a parlé lui-même, cf. « ayant moins imaginé un système que trouvé sa manière dans le feu du travail ou par la logique de ce travail » dans l'avant-propos de la *Comédie humaine*

- le métier de l'écrivain, avec des « années de travail » pendant lesquelles il ne voyagea guère, un écrivain qui fut aussi imprimeur, fondateur de caractères, qui tenta la culture de l'ananas

- un écrivain qui ne « trouve » pas vite, qui rature, coupe, transforme, etc.

□ très vieille querelle au sujet du « réalisme » de Balzac

□ « les trois ouvertures balzaciennes » :

- pour une histoire sociale : les « scènes de la vie politique »

- les « scènes de la vie privée » (1829-1830), intéressantes par les décors, et même la morale

- le fantastique philosophique

□ l'œuvre de Balzac a pour cadre la société post-révolutionnaire

□ elle présente un monde atomisé, ce qui est une des grandes angoisses du XIXe siècle

□ une dramaturgie de l'aristocratie, avec des bases économiques et sociales : le nom, des terres, des domaines, des maisons de ville, le problème de l'indemnisation des émigrés, un rapport au monde moderne

□ la bourgeoisie :

- celle de la Révolution industrielle n'est représentée que par Birotteau et son fils spirituel Popinot, d'abord fabricant, puis ministre du Commerce ¹³⁸. Les papetiers de L'Houmeau ne sont évoqués que de loin. L'industrie sert d'arrière-plan à la *Comédie humaine*, mais ce n'est pas elle qui fait l'histoire

- La Fille aux yeux d'or : petite bourgeoisie des commerçants et haute bourgeoisie sont nettement distinguées

- essentiellement une bourgeoisie d'ancien type, boutiquiers, escompteurs, bureaucrates, hommes de loi, fonctionnaires, une bourgeoisie tirant profit de la rente foncière, etc. : des activités d'échange et de transformation. Une « bourgeoisie de la Restauration » ¹³⁹, qui accumule les capitaux, avec des décomptes balzaciens précis et impressionnants

- Pourquoi ? Parce que Balzac est mort trop tôt par rapport à la Révolution industrielle !

- À l'origine, la bourgeoisie balzacienne est une classe de travailleurs, qui s'est « faite » par le travail manuel ou mécanique, mais ce n'est pas sous cet aspect qu'elle apparaît dans *La Comédie humaine*. Ex. : Grandet maître tonnelier (voir plus loin)

- le commerçant a progressé dans l'échelle sociale, il est un exemple, mais sa « biographie » est souvent rétrospective dans la *Comédie humaine*, cf. Camusot

- ses bases économiques et sociales : capitaux (cf. Grandet, qui, seul à Saumur, constitue une puissance grâce à ses capitaux, cf. aussi Birotteau, qui change d'horizons et d'échelle au cours du roman), spéculations et trafics de toutes sortes (cf. Goriot), la terre (cf. aussi Grandet qui a épousé une « héritière » ¹⁴⁰ et qui devient riche propriétaire grâce à la vente

¹³⁸ À noter E. Briot, « *Le parfumeur millionnaire*, notable et industriel parisien du XIXe siècle », dans Collectif, « La bourgeoisie : mythes, identités et pratiques », *RH19, Revue d'histoire du XIXe siècle*, 2007/1, n°34, pp. 129-145.

¹³⁹ Cf. Birotteau, jeune paysan monté alors à Paris avec son « gourdin de route » et quelques frusques !

¹⁴⁰ Fille d'un marchand de planches. Alain a écrit de Grandet : « Grandet n'est pas un avare, c'est un homme qui sait gagner de l'argent. »

des BN), qui pousse souvent au désir d'anoblissement, l'immobilier urbain (cf. Nucingen) ¹⁴¹, les fonds d'État. Notion de « capital concentré », cf. Grandet, Nucingen. D'autres qu'eux ont l'« idée » de la spéculation, eux seuls ont les capitaux nécessaires, surtout N. Très nombreuses comparaisons entre celui qui s'est contenté de la rente et se retrouve moins riche que le spéculateur.

- le bourgeois est fondamentalement un **marchand**, qui pratique un « vol légal » et compose une bourgeoisie urbaine : **l'industrie aux yeux de Balzac est extérieure à la ville**. De plus, pour B., fabriquer n'est rien, vendre est tout.

- la **conjoncture** : l'expansion après 1815, écrit Pierre Barbéris, mais il s'agit d'une phase B ! D'ailleurs l'économie demeure « boutiquière » écrit-il aussi, ce qui est vrai, et la bourgeoisie est mise en face du « destin capitaliste » (p. 281)

- **l'implantation rurale et urbaine**. Les Minoret « tiennent » le Gâtinais (*Ursule Mirouët*), Grandet Saumur, les négociants leur quartier

- les bourgeois « prennent les choses au sérieux », à la différence des aristocrates

□ **le peuple** :

- quelques manufactures dans les villes (cf. cours MTF1), par ex. à Alençon, mais est présente surtout la **manufacture dispersée**. Toujours la même raison : Balzac est mort trop tôt (P.B.) ou n'a pas voulu voir la Révolution industrielle (D.L.)

- un **peuple de la proto-industrialisation, encore proche de l'artisanat**, cf. *La Fille aux yeux d'or* : « ce peuple, qui, de ses mains sales, tourne et dore les porcelaines, coud les habits et les robes, amincit le fer, amenuise le bois, tisse l'acier, solidifie le chanvre et le fil, satine les bronzes, festonne le cristal, imite les fleurs, brode la laine, dresse les cheveux, tresse les harnais et les galons, découpe le cuivre, peint les voitures, arrondit les vieux ormeaux, vaporise le coton, souffle les *tuls*, corrode le diamant, polit les métaux, transforme en feuilles le marbre, lèche les cailloux, toilette la pensée, colore, blanchit et noircit tout. » !!!!

- les canuts de *La Maison Nucingen*, cf. la formule du cours MTF2

- les quartiers ouvriers de Paris, habités par des « sauvages », sont peu présents dans l'œuvre de Balzac, à la diff. des quartiers bourgeois

- masses populaires des villes (cf. *Histoire des Treize*), sans figures individuelles, et sans rapport avec les sorties d'usines et les descriptions de corons

- très nombreux domestiques, des deux sexes, les portiers, etc.

□ **On peut ajouter** :

- J.-H. Donnard, *Balzac. Les réalités économiques et sociales dans la "Comédie humaine"*, Armand Colin, 1961, 488 p. La moitié du volume est consacrée à la bourgeoisie

- Balzac, *La maison du chat-qui-pelote*, nouvelle de 1830 : une échoppe d'étoffes et de banque de la rue Saint-Denis, la maison Guillaume (commis, « locutions du commerce », etc.). **Voir gravure photocopiée**

- Balzac : Goriot le vermicellier. **Voir gravure photocopiée**

- Balzac, *Les employés*. = les employés de l'État. **Voir gravure photocopiée**

- Balzac, *Illusions Perdues* : le travail du typographe, de l'imprimeur, du journaliste, de l'éditeur. **Voir plus loin**

- Balzac, *La Muse du département*, 1843 : Étienne Lousteau, journaliste, qu'on retrouve dans *Illusions perdues*, 1843 aussi. Lousteau = Balzac (?). Les « vélineuses » sont évoquées

b) Balzac. La Rabouilleuse

□ 1843

□ **histoire d'une servante-maîtresse**, Flore, que le docteur Rouget rencontre au bord d'une rivière, en train de « rabouiller », i. e. de troubler l'eau pour faciliter la pêche aux écrevisses

□ se passe à **Issoudun**, avec ses quartiers, ses métiers, ses artisans, anonymes et honnêtes, comme souvent chez Balzac (remarque de L. Chevalier, p. 141)

¹⁴¹ On objectera que la *Comédie humaine* est antérieure à l'haussmannisation, mais il y a eu une haussmannisation avant Haussmann, avec Rambuteau.

□ le jeu est le contraire du travail. Autre contraire : les « Chevaliers de la Désœuvrance »

□ Philippe Bridau, le demi-solde, et son frère, le peintre, dont le « métier » est évoqué en tant que tel, et qui parfois perd courage

□ les militaires opposés aux « péquins »

□ les commissionnaires en laine, l'« épicier de la rue Saint-Honoré » qui est « entraîné vers son commerce par une force attractive égale à la force de répulsion qui en éloigne les artistes. On n'a pas assez étudié les forces sociales qui constituent les diverses vocations. Il serait curieux de savoir ce qui détermine un homme à se faire papetier plutôt que boulanger, du moment où les fils ne succèdent pas forcément au métier de leur père comme chez les Égyptiens. »

□ César Birotteau, « le célèbre parfumeur », est évoqué au début du livre

□ les domestiques, les cuisinières, un avoué, l'éditeur de journal, les commerçants, un cordonnier, une couturière, les bureaucrates, etc.

□ le monde judiciaire, comme souvent

c) Balzac, Eugénie Grandet

□ voir plus haut la vente des Biens nationaux par Grandet >>> « il devint *le plus imposé* de l'arrondissement ». La fortune visible (jugée par les autres habitants de Saumur = Tours comme supérieure à celles de Rothschild et de Laffite) et la fortune cachée

□ vente de son vin à bon escient

□ trafics d'or et d'argent de Grandet, avec beaucoup de ruses

□ travail en arrière-plan: métayers, fermiers, artisans, boutiquiers, marchands,

□ avarice célèbre en littérature

□ faillite de son frère : « le voleur de grand chemin est préférable au banqueroutier »

□ Grandet, ancien maître tonnelier, « rafistole » sa marche, ce qui lui rappelle son travail d'autrefois

□ la servante, Nanon

d) Balzac, Illusions Perdues

□ un formidable éventail social et moral, le plus centré de la *Comédie humaine* sur les MTF !

□ un inoubliable début descriptif, celui de l'imprimerie que David rachète à son père, « Une imprimerie en province », comme titre le chapitre. Or, Balzac a cherché à être imprimeur (avec un matériel moderne, lui !) ¹⁴²

□ un héros, Lucien, fils d'apothicaire à Angoulême. Son successeur, Postel, est décrit dans son travail : « je viens de faire une expérience sur la mélasse... »

□ un inventeur, à la recherche du beau papier, David Séchard, menacé par les méchants imprimeurs, les Cointet. Titre fameux (de la 3^e partie) : « Les souffrances de l'inventeur »

□ MTF de l'imprimerie:

- spécialités avec leurs surnoms : « ours », « singes », protes, etc.

- matériels : presses, caractères, etc.

- locaux, décrits

□ MTF de la papeterie:

- procédés de fabrication décrits avec précision. Un chapitre s'intitule même « un coup d'œil sur la papeterie » !

- Métivier, le marchand de papier à Paris (rue Serpente, près de LLG), qui fait aussi dans la finance

- en arrière-plan, Ouvrard, qui accapara tous les papiers de l'Angoumois, du Poitou et du Val de Loire (Révolution française)

□ MTF de la librairie-édition:

¹⁴² Cf. P.Berthier, *Balzac et l'imprimerie*, Imprimerie nationale, 1999.

- les types (5 « variétés ») de libraires : les livres sont des marchandises, cynisme (« tenir dans un grenier et sous clef Voltaire et Montesquieu mourant de faim »). Balzac fut un des premiers à réclamer l'instauration du droit d'auteur (en vain) X tradition d'acheter le manuscrit !

- les comptes financiers, faits avec une vitesse stupéfiante

- les auteurs, dont Lucien qui chante un (court) hymne au travail : « la gloire c'est le travail ! »

- les éditions pirates commises par les éditeurs belges

□ MTF du journalisme :

- les diff. métiers, les « corps », avec leur travail, décrit assez complètement et de façon pittoresque. L'art de la rédaction, avec le célèbre premier article de Lucien « On entre, on sort, on parle, on se promène... »

- personnage, central dans la *Comédie humaine*, d'Étienne Lousteau

- l'exploitation des scandales, le « pouvoir du journal », les « canards » (inventés), la diffamation : « Quels hommes sont donc les journalistes ? » (Lucien). Réponse (plus loin) : ce sont des « acrobates »

- le propriétaire, ses activités, ses astuces et escroqueries pour vendre

- très nombreux titres de chapitres : « Comment se font les petits journaux », « Les arcanes du journal », « Le baptême du journaliste », et même « Grandeurs et servitudes du journal »

□ MTF du théâtre :

- description matérielle, localisation (dont boulevard du Temple)

- les administrateurs, le personnel, la claque

- les actrices, entretenues par Matifat et Camusot, dont Coralie, victime du trafic d'êtres humains ¹⁴³ (elle a été vendue par sa mère, achetée, revendue, etc.)

□ MTF des « escompteurs » (titre de chapitre) :

- personnages nombreux, la plupart « banquiers subalternes »

- opérations complexes et longues, décrites minutieusement et longuement par Balzac : c'est un aspect capital de l'intrigue et du roman

□ autres métiers : blanchisseuses, tapissiers, horlogers, couteliers, le tailleur (allemand), le bottier, la lingère, Horace Bianchon, le célèbre médecin de la *Comédie humaine*, les boutiquiers des Galeries de Bois, les marchandes de modes, les « lorettes » et autres prostituées, les cabinets de lecture, les médecins, dont un « médecin de campagne » (qui soigne Lucien), les ecclésiastiques, les huissiers, les hauts fonctionnaires (Sixte du Châtelet dans deux postes successifs).

□ Bien entendu, Carlos Herrera, *alias* Vautrin, *alias* Vidocq, qui apparaît longuement à la fin, est l'anti-MTF

e) Balzac. Le Médecin de campagne. 1833 (Balzac a 33 ans !)

□ une utopie, semi-libérale, menée à bien par le médecin, personnage de « bienfaiteur », guidé par le souci de l'efficacité, sans pathos paternaliste. Une œuvre collective (construction de la route, du pont) qui fait renaître l'enthousiasme et l'esprit d'adhésion, vertus ignorées ou perdues dans les sociétés « libérales ». Elle n'est pas obérée par la course au profit, elle est dirigée, par une sorte de Faust : elle n'est donc pas entièrement libérale, elle est mythologique et elle n'est pas du tout socialiste. Le travail est sanctifié : le curé dit « travailler, c'est prier » ¹⁴⁴. Une œuvre fragile : des failles : des profiteurs, un usurier (Taboureau), un braconnier (Butifer, *sic*), surtout qu'advient-il sur le long terme (le médecin meurt) ? On ne refait pas une société à partir d'un village !

□ les aspects agraires de l'utopie :

- alors que les contemporains déplorent les retards de l'agriculture, citent en exemple Mathieu de Dombasle et sa ferme expérimentale

- investissements financiers faits par le médecin, de manière désintéressée

¹⁴³ Une première victime de ce trafic a été, dans un passé très antérieur, Sixte du Châtelet...

¹⁴⁴ Sourions : Genestas, l'officier, dit, lui : « Avant de prendre Ulm, nous eûmes à livrer quelques combats où la cavalerie donna singulièrement. »

- les communaux sont évoqués
- les MTF et métiers : la paysanne qui élève des enfants de l'hospice, le meunier et son moulin, les paysans qui vendent leurs produits à Grenoble (> 60 charrettes tous les lundis !)

□ L'utopie est une « industrie » :

- 1^{er} sens : exaltation du travail
- 2^e sens : les usines et l'artisanat : une scierie, une tuilerie, longuement décrite, cinq tanneries ; travail de l'osier, vannerie, un maréchal-ferrant, des charretiers, des maçons, des charpentiers, des menuisiers, des couvreurs, des serruriers, des vitriers, trois charrons, deux bourreliers, un boulanger, un mercier, un cordonnier, un tailleur, un chapelier, et Benassis espère un pharmacien, un horloger, un marchand de meubles et un libraire

e) Balzac. La cousine Bette. 1846 (peu avant sa mort)

□ La **tirade de Crevel, l'ancien parfumeur** : « Je suis un épicier, un boutiquier, un ancien débitant de pâte d'amande, d'eau de Portugal, d'huile céphalique... »

Steinbock, le travail de l'artiste. Monde de l'art avec la commande de la statue. Analyse de la paresse typiquement polonaise → oisiveté lorsqu'il n'est pas sous la tutelle de Bette. Hulot à Steinbock : « tout travail constant est récompensé ».

Lisbeth, le travail acharné qui est conquête de son indépendance. Hulot la place comme brodeuse puis passementière, car elle ne sait ni lire ni écrire. Au début du roman, elle est « la plus habile ouvrière de la maison Pons ». Déformation physique (teint jaune...). « Âpre cupidité ».

Célestin Crevel, successeur de C. Birotteau, « est à lui seul tout un monde ». Type du gros bourgeois ridicule qui essaye de s'élever à la noblesse (par ex. description de son intérieur témoignant d'un douloureux mauvais goût).

Le haut fonctionnariat dans lequel sont employés Hulot et son frère le Maréchal. Ce dernier est exemplaire, tandis que son frère est un « anti-travail ».

Le fils Hulot est avocat.

Marneffe, petit employé de bureau aigri, en attente d'une promotion qu'il espère à tout prix.

Sa femme Valérie, séductrice entre autres de Hulot, de Crevel et de Steinbock. Elle a une grande influence sur ces hommes, obtenant par ex. des promotions pour son mari, et influant sur leur propre travail.

Hulot a envoyé l'oncle d'Adeline en Algérie pour organiser un coup financier qui le ruine définitivement.

Présence de Nucingen pour les dettes de Hulot.

Les courtisanes, par ex. avec le personnage de Josépha.

La prostitution, avec Mme de Saint-Estève (parente de Vautrin), dite Mme Nourrisson, qui tient une maison dont elle loue les chambres.

Olympe Bijou, petite couturière à domicile.

Elodie Chardin, repriseuse de dentelle.

Attala, d'une famille italienne de fumistes.

Le spéculateur brésilien.

L'antiquaire qui vend l'horloge sculptée par Steinbock.

Mission sociale d'Adeline à la fin de sa vie : œuvre de charité pour marier les ouvriers, leur trouver du travail...

Cochers et domestiques. Le chapitre sur les domestiques voleurs et Bette qui apprend à la nouvelle cuisinière à ne pas se faire voler lors des courses. La cuisinière normande qu'Hulot épouse à la fin du livre.

Les vieux quartiers parisiens : autour du Louvre, quartiers de la Goutte d'Or et de la Petite Pologne. Le peuple n'est évoqué qu'à l'occasion de cette description inquiétante.

Atmosphère très bourgeoise du roman.

Adeline et Lisbeth sont issues d'une famille de paysans.
Présence de Rastignac.

Mathilde, Alice de Lyrot, Baptiste Boulinguez-Ambroise, Nadège, Nathalie, Bérénice, Camille Fourier,
Ludivine, Anne-Cécile et Luce

2°) George Sand

a) La Mare au diable, 1845

- vaste **fresque rurale**, avec nombreuses catégories, de gros contrastes sociaux, mais le roman n'est **nullement un roman sociologique**, c'est un roman initiatique et fantastique
- héros, Germain, « **le fin laboureur** » (expression fréquente dans le roman) = **gendre pauvre devenu veuf** >> dans dépendance morale de ses beaux-parents, qui le poussent à se remarier. Son **travail de labourage** (« le labour ») est décrit au début du roman avec une grande précision et une référence à une gravure de Holbein qui figure dans la plupart des éditions
- les **jeunes filles pauvres qui, à 15-16 ans « entrent en condition », i. e. qui deviennent servantes ou bergères**. Le viol, courant, de ces filles est évoqué avec un grand courage, féministe, et une assez grande précision, par G.S.

b) François le Champi, 1847-1848

- **vaste fresque rurale** aussi ; dureté de la vie paysanne
- **métayers, paysans pauvres, moyens et riches**
- **chanvreur** (le narrateur, le même que dans *La Petite Fadette*) : la plupart des paysans possèdent une chenevière ; le « broyeur de chanvre », le tailleur
- **moulin**, meunier et meunière !
- « le Champi » = l'enfant trouvé dans les champs

3°) Zola et les Rougon-Macquart

Zola, *Les Rougon-Macquart. Histoire naturelle et sociale d'une famille sous le Second Empire*

a) Zola. La Bête humaine

- monde des **cheminots de la Compagnie de l'Ouest**
- le « **métier** », évoqué dès les premières lignes
- les métiers** : aiguilleur, conducteur chef, chef adjoint, facteur mixte et facteur chef, chef, chef adjoint et sous-chef de gare, chef de l'exploitation, chauffeur et mécanicien qui dorment ensemble, garde-barrière, « stationnaire », poseur de voie, et même garde des cabinets de luxe, côté des dames !
- Jacques Lantier a fait l'École des Arts et Métiers**
- les **salaires** et les primes
- les **logements**, serrés et symétriques au-dessus de la gare
- le mariage, difficile avant le grade de chef de dépôt
- l'instrument de travail, la Louison, la locomotive parfaite et aimée**, mais blessée puis tuée, « éventrée », avec ses « entrailles crevées » et son « âme » partie. Elle est médiocrement remplacée par la « machine 608 »
- les incidents et les accidents**
- les **maladies professionnelles** : les graisses qui jaunissent les mains, la « face cuite par le feu et par la fumée »
- le chauffeur qui ne peut passer mécanicien, à cause de sa mauvaise tenue, de son ivrognerie, il est « hors sécurité », comme on dit en 2011
- parallèlement**, le monde de la justice, nommé en tant que tel, les notables, comme le manufacturier dont Mme Bonnehon est veuve, les négociants du Havre et de New York, bloqués par la neige

b) Zola. La Fortune des Rougon

- **le ou les monde(s) ne sont jamais évoqués en tant que tel(s), mais les précisions de profession ou d' « état » sont nombreuses** : Pierre Rougon est fils de paysan un « paysan mal dégrossi » qui dit à sa mère, Félicité : « puisque vous n'aviez pas de fortune, il fallait faire de nous des travailleurs. Nous sommes des déclassés... », les Fouque ont été les plus riches maraîchers de Plassans, Macquart est un « gueux », M. Roudier est « un bonnetier de Paris retiré à Plassans, ancien fournisseur de la cour », un ancien marchand d'huile, un ancien bonnetier. L'état caractérise donc souvent un « retraité ».
- **le seul dont l'activité professionnelle est détaillée est Vuillet**, le libraire illettré et clérical
- **Plassans** (Aix) est divisée en trois quartiers, « autant de petits mondes à part », mais ce ne sont pas vraiment des « mondes du travail » !

c) Zola. L'Assommoir

- **la recherche du travail** : dès les premières lignes
- **l'amour du travail** : 1^{er} chapitre
- **le « dur travail »** du début du chapitre IV (Gervaise et Coupeau)
- le **problème de l'âge**, qui pousse le Père Bru au chômage
- **les métiers** :
 - Coupeau : ouvrier zingueur, métier éminemment dangereux
 - Gervaise : blanchisseuse, déjà à Plassans
 - Mme Gaudron, cardeuse
 - les Lorilleux travaillent l'or et « ne font que la colonne », ce dont ils tirent une vanité stupide
 - le forgeron « sublime » Goujet, dit Gueule d'Or, du Nord (!), qui fabrique à la main des boulons et des rivets (« un vrai travail de bijouterie »), dans une véritable usine, où il est concurrencé par la machine. **Phrase fameuse** : « un monsieur qui n'aurait jamais forgé un rivet ni un boulon, et qui aurait faire joujou avec son marteau de cinq livres, se serait collé une fameuse courbature au bout de deux heures »
 - le coutelier, Marescot, enrichi et devenu propriétaire d'appartements et boutiques
 - l'ébéniste, Poisson, qui fabrique de petites boîtes au canif et veut devenir sergent de ville !
 - perceuse sur or et sur argent, ce que va devenir Pauline Boche, dont la mère conseille à Gervaise de faire de Nana une fleuriste
 - serrurier tortionnaire de ses enfants
 - Étienne Lantier, mécanicien de chemin de fer, qui envoie de l'argent à sa mère Gervaise
- **les ateliers et boutiques** :
 - la blanchisserie, avec ses tables et établi qui servent au repas solennel !
 - l'atelier de cartonnages
- **les « ouvrières », pas décrites dans leur travail**

d) Zola. Le Ventre de Paris

- **préparation du roman = la première enquête de Zola**¹⁴⁵
- **quartier des Halles**, avec ses rues traditionnelles ; Halles pas terminées à la fin de l'Empire ; travail des « gros » X travail des « maigres »
- **banlieue** (Nanterre) et Paris ; les moments de la journée, dont la nuit
- la vente en gros et la vente de détail
- les **types humains**

e) Zola. L'Œuvre

- **titre et thème central**. Le travail de l'artiste, avec ses doutes, ses angoisses

¹⁴⁵ Cf. H.Mitterand, *Emile Zola, carnets d'enquêtes. Une ethnographie inédite de la France*, Plon, coll. Terre humaine, 1986, 687 p.

- **mot de travail revient souvent**, fréquemment en début de chapitre, avec la « fièvre de travail » du début du chapitre IX
- et comme toujours **d'autres métiers**, comme celui d'entrepreneur, le métier du père Margaillan, « un gros entrepreneur de maçonnerie, déjà cinq ou six fois millionnaire, et qui faisait sa fortune dans les grands travaux de Paris, bâtissant à lui seul des boulevards entiers. »

4°) Edmond et Jules de Goncourt. *Germinie Lacerteux*. 1865

- une véritable méthode de documentation ; une véritable expérience personnelle
- **roman de la domesticité** : Germinie elle-même, bonne à 15 ans, la bonne dévouée, la bonne à la vie cachée, autres bonnes, concierges (les « pipelets »)
- des foires aux servantes
- **bureaux de placement** dans les villes pour les domestiques
- **roman de la rue** : fiacres et cochers, boutiquiers, dont magasin de ganterie rêvé de Jupillon
- autres MTF : médecins, hôpital
- N.B. : **roman sur les prostituées** : *La Fille Elisa*, écrit seul par Edmond en 1875

III. LES MONDES DU COMMERCE ET DE LA BANQUE

□ É. Charton, *Dictionnaire des professions ou Guide pour le choix d'un état...*, diverses éditions (titre et sous-titre peuvent être inversés) : « Le petit marchand en détail n'a besoin que de peu de connaissances : il lui suffit d'une somme assez ordinaire d'habileté et de pratique ; il n'en est pas de même de ceux qui opèrent dans un ordre plus élevé, de ceux, par exemple, que l'on désigne ordinairement sous le nom de négociants. »

1°) Grand et petit commerces intérieurs

a) Les grands magasins : généralités

- Cf. B. Marrey, *Les grands magasins. Des origines à 1939*, Picard, 1979, 272 p.
- Largement étudiés dans la ville par Jeanne Gaillard dans sa thèse¹⁴⁶
- **grands magasins** : *Le Grand Bazar* (Restauration), *Le Bazar de l'Industrie* (*idem*), *À la Belle Jardinière* (1824), *À la Chaussée d'Antin* (1840), *Au Colosse de Rhodes*, rue Rambuteau, 1856-1857 ; *Aux Colonnes d'Hercule*, rue Richer, 1861 ; *La Maison du Blanc*, bd des Capucines, 1863 ; *Au Coin de rue*, rue Montesquieu, 1864 (Renouard-Larivière) ; *Les Magasins réunis* (1867, place de la République), *Au Bon Marché* (1869), *Le Louvre* (1877), cité dans *Bel-Ami* et qui a commencé très modestement ; *Les Trois Quartiers*, *La Ville de Paris*, *Les Statues de Saint-Jacques*, *Le Pauvre Jacques*...
- **vendeurs** des grands magasins sont souvent issus de la petite bourgeoisie, surtout provinciale
- stricte **surveillance** du personnel
- possibilité de promotion interne sont maigres (pyramide à base très large et sommet effilé)
- la **guelte** (intéressement aux ventes par un %) favorise l'individualisme
- **en oct. 1869 éclate une grève des employés de commerce** qui réclament la journée de douze heures et le repos dominical. Le mouvement, qui s'appuie sur la Chambre syndicale créée l'année précédente, touche plusieurs établissements. Les grévistes perdent leur emploi et sont aussitôt remplacés, en particulier du fait d'une embauche massive de femmes : le mouvement cesse en décembre, sans avoir atteint ses objectifs
- les « **boutiques à treize** » sont des **bazars** dans lesquels on vend n'importe quels menus objets, tous au même prix >>> ancêtres des Monoprix, Prisunic et Uniprix, nés dans l'entre-deux-guerres

b) L'exemple du Bon Marché : Michael B. Miller. Au Bon Marché 1869-1920. Le consommateur apprivoisé, trad. fr., Armand Colin, 1987

- le **patronage / paternalisme des Boucicaut** :
- Aristide Boucicaut, 1810-1877
 - **2.000 salariés** (dont 200 cadres) au moment où Zola fait sa visite
 - **ingérences** multiples dans la vie privée des salariés
 - renvoi d'employés et surtout d'employées vivant maritalement
 - des **renvois** pour des motifs futiles, comme celui de l'employé qui, à la cantine, joue avec ses couverts et casse une carafe !! Formule brutale (notée par Zola) : « Passer à la caisse ! »
 - mais des réembauchages
 - et des démissions volontaires, très nombreuses : une **tension dans le travail**
 - un sens de la « responsabilité » patronale : une **philanthropie**, revendiquée, célèbre et récompensée
 - mais il s'agit de fixer la main-d'œuvre, de la **discipliner**
 - des **salaires très bas** et une guelte (voir plus haut), ce qui au total laisse peu de marge de sécurité et accroît la dépendance

¹⁴⁶ J. Gaillard, *Paris la ville (1852-1870)*, Thèse, Lille III et Champion, 1986, 676 p., réédition, L'Harmattan, 1997, 528 p., pp. 393 & suiv.

- journées de travail longues, mais moins que dans le petit commerce
- recul du travail le dimanche
- très mauvaises conditions d'hygiène, mauvaise aération, poussière, maladies fréquentes et usure au travail : la **retraite Boucicaut à 50 ans** n'est donc pas un luxe ! Une caisse de retraite et une caisse de prévoyance.
- organisation **bureaucratique** du magasin, impersonnelle, en contradiction avec le paternalisme, mais engendrée par la taille du BM
- peu de place à l'initiative individuelle
- organisation militaire pour les « garçons » en uniforme et numérotés, soupçonnés d'alcoolisme, souvent à juste titre
- **une « 8^e merveille du monde »** :
- **gigantisme**, théâtralisation (manifestations artistiques, comme concerts)
- marchandises comme **décoration**
- participation à des **expositions** internationales
- énorme **publicité**
- exaltation de la famille et de l'enfant

c) L'exemple du Bon Marché : Zola. *Au bonheur des dames*, 1882-1883

□ **Zola s'est inspiré du Bon Marché, créé en 1852 par Aristide Boucicaut et sa femme**, du *Louvre*, en 1855 par Chauchard, grâce à l'aide des frères Pereire, du *Printemps* par Jaluzot, *La Samaritaine*, par les Cognacq en 1869¹⁴⁷. Un dossier documentaire considérable.

□ poids du patron (Octave Mouret), des contremaîtres, des surveillants, etc. Popularité de Denise, qui sait mettre « le pied sur la gorge du patron ». **Travail du patron**, dont toute la vie est rythmée par le grand magasin

□ Zola s'intéresse beaucoup au « métier »

□ renvois en masse à la morte-saison

□ hiérarchie des « **métiers** » parmi les 3 000 salariés : petit commis, vendeur appointé, commis, etc.

□ des « **dynasties** » de salariés, dont certaines s'enrichissent et rachètent une maison de campagne (Rambouillet) aux Baudu, les petits boutiquiers

□ tours de rôle des vendeurs d'un même comptoir ; rivalités, jalousies et haines

□ surnom : les **calicots**, commis des magasins de nouveautés (cf. X.-É. Lejeune, *Calicot, enquête de Michel et Philippe Lejeune*, Arthaud-Montalba, 1984, 368 p.)

□ intéressement des vendeurs et vendeuses à la vente par un pourcentage (la « **guelte** », innovation de Mouret, en réalité de Boucicaut au *Bon Marché*, ce que Zola note avec précision dans ses carnets)

□ **vol**, avec des méthodes soigneusement notées par Zola

□ bien sûr, **la victoire du GM sur la boutique, victoire largement mythique d'ailleurs : le petit commerce réussit à survivre autour des grands magasins**. Le **mythe de la boutique** est présenté avec une grande justesse par Zola dans *L'Assommoir* (Gervaise...) et *Le Ventre de Paris*, avec sa lutte entre deux boutiquières !

d) L'exemple de *La Belle Jardinière*¹⁴⁸

□ fondée par **Pierre Parissot**, lancé dans années 1830 dans fabrication des vêtements u moment où s'opère le passage de la fabrication sur commande par le tailleur à la production à l'avance et à grande échelle du confectionneur : le vêtement « tout fait », le vêtement « prêt à porter »

¹⁴⁷ Ernest Cognacq, 1839-1928. Marie-Louise Jay (1838-1925). Biblio. : H.Mitterand, *Emile Zola, carnets d'enquêtes. Une ethnographie inédite de la France*, Plon, coll. Terre humaine, 1986, 687 p.

¹⁴⁸ D'après F.Faraut, *Histoire de la Belle Jardinière*, Thèse de troisième cycle, Belin, 1988, 185 p.

- en fait vêtement rapide à ajuster, livré par des « apiéceurs » au marchand avec les fils qui dépassent, etc.
- tout ceci est permis par la machine à coudre, dont le prix baisse progressivement, et dont les perfectionnements sont continus : Singer invente 1852 (?) une machine qui fait avancer automatiquement l'étoffe
- **magasin fondé en 1824**
- P.P. appartient à une famille de détaillants d'étoffes dont le nom apparaît dans *L'Almanach du Commerce* pour la première fois en 1881 : il passe donc, comme beaucoup de « marchands confectionnaires » (*sic*) du commerce textile à l'habillement
- nom vient de l'enseigne du magasin, sis d'abord dans l'île de la Cité, puis il passe rive droite, quai de la Mégisserie, bien desservi par les omnibus et les fiacres
- prix fixe, bon marché et qualité des tissus
- 3 faillites (1821, avant le mag., 1830 et 1833)
- plusieurs succursales
- un très grand nombre de retouches, dans un atelier et chez des ouvriers à domicile, qui perdent de l'importance, au profit de l'atelier du magasin et de l'atelier de la rue Didot (14^e), dit l' « usine » à la Belle Époque : transmission du mouvement pour les machines à coudre au sol, les ouvrières étant surélevées, travail à la chaîne, bacs transportant les vêtements, etc.
- recherche de l'innovation : formes de vêtements dont la coupe limite au maximum le nombre des coutures, costume moderne en trois pièces (veste et pantalon de la même étoffe, gilet)...
- un nouvel immeuble est construit à la fin du Second Empire, près du Pont-Neuf et de La Samaritaine. Grand modernisme : chauffage à air pulsé, des machines à vapeur en sous-sol, un ascenseur, une salle à manger pour les personnel
- rivalité avec la maison Esders, toute proche et meilleur marché
- grosses opérations immobilières dans le quartier années 1920, pour s'agrandir (comme de *La Samaritaine*) et bloquer l'expansion d'Esders
- dure crise dans années 1930 ; intense publicité ; grèves avec occupation 1936
- confection industrielle après 1945
- prise de contrôle par Agache-Willot en 1970

e) L'exemple du « calicot » Lejeune

□ Xavier-Édouard Lejeune, *Calicot, enquête de Michel et Philippe Lejeune*, Arthaud-Montalba, 1984, 368 p. D'après ses manuscrits (grande prétention littéraire, il parle de vocation contrariée, enjolive l'histoire familiale), retrouvés par ses petits-enfants Colette Vivier, romancière pour enfants et Jean Effel (*alias* Jean-François Lejeune), dessinateur humoristique

□ Né à Paris 1845, mort à Paris 1918. Descend d'une longue lignée de *manouvriers* de Laon. **Fils d'une jeune couturière**, spécialisée dans la confection de vêtements pour dames, fille-mère, qui le met en nourrice puis le place chez ses grands-parents à Laon. Il les admirera toujours, présente son grand-père comme très cultivé, admirateur de Rousseau, changeant souvent de métier avec un égal bonheur, etc.

□ **commence à travailler à 13 ans, comme « calicot »** ¹⁴⁹ **dans les magasins de nouveautés alors en pleine expansion et ouvrant la voie aux grands magasins**. De 1858 à 1872, changeant très souvent de magasin, il parcourt le commerce de la nouveauté, d'abord dans le Sentier. **Voir le scannage photocopié**. Une **trentaine de maisons**, où il exerce divers « métiers », qu'il décrit avec précision, avec leurs surnoms éventuels, ainsi que les clientèles, les marchandises, la discipline, etc. **Les plus grands magasins** : *Au Pauvre Diable*, 200 employés, Xavier-Édouard Lejeune y travaille aux soieries ; *Le Coin de*

¹⁴⁹ Donne p. 191 deux surnoms : « En ce temps-là tous les employés de la nouveauté étaient désignés sous le nom de *calicots* ou de *chevaliers du mètre*, parce que le calicot et étoffes similaires faisaient l'objet de la plus grosse vente dans les maisons de détail et que le mètre était le principal instrument du métier. »

Rue (voir plus haut, entre en 1860), qui a son « jour de grande réclame », le lundi : foule énorme, etc. Voir la carte publicitaire photocopiée. Travail jusqu'à 22h !

□ Des réflexions sur le métier de calicot :

- « La jeunesse commerciale de la rive droite faisait pendant à la jeunesse des écoles de la rive gauche si insouciant mais autrement turbulente, surtout dans les événements politiques. » (p. 192)

- « La plupart de ces calicots étaient de futurs commerçants en herbe et fondaient, plus tard, des maisons de premier ordre à Paris ou en province. [...] En un mot, le *calicotage* était toute une pépinière de chefs de maisons destinés à être à la tête du commerce français, quoique partis d'en bas. » (*idem*) Ce ne sera pas le cas de Xavier-Édouard Lejeune, qui en concevra beaucoup d'amertume !

- certaines maisons sont malhonnêtes

- une vision beaucoup moins lyrique que celle de Zola, parfois proche de celle de Céline dans *Mort à Crédit*, quand Ferdinand fait ses débuts chez « Berlope et fils »

□ en 1868 il se met en ménage avec une ouvrière en couture aussi pauvre que lui, originaire d'une famille de juifs hollandais fraîchement installée en France. De 1869 à 1875, ils ont cinq enfants. Ils ne se marient qu'au bout de 7 ans de vie commune car la mère de Xavier-Édouard Lejeune est internée et ne peut manifester sa volonté (vraisemblablement contraire, par antisémitisme et attachement maternel excessif).

□ Finie l'instabilité : Xavier-Édouard Lejeune commence une nouvelle carrière, comme représentant dans le commerce de la fourrure. Pendant 40 ans, de 1872 à 1912, il fera ce métier et, les 30 dernières années, dans la même maison, chez Félix Jungmann¹⁵⁰, un patron parti de rien qui a fait fortune en moins de 30 ans et habite avenue du Bois...

□ Xavier-Édouard Lejeune prend sa retraite en 1912

□ Il cite au cours de son récit beaucoup d'autres métiers :

- famille : ébéniste, cordonnier, vigneron, vannier, sabotier, maçon, couvreur, charpentier, cabaretier, paysan bien sûr. Sa mère, d'abord à la tête d'une petite entreprise (comment ? peut-être grâce à l'aide du père de Xavier-Édouard Lejeune, Xavier Gagelin, qui ne l'a pas reconnu, qui est négociant de nouveautés en gros, pas loin, dans le quartier du Sentier aussi), qui fait des manteaux pour dames, régresse : concurrence de la machine à coudre, de moins en moins d'employées, des appartements de plus en plus petits, a besoin de la paie de son fils, finit dans la gêne et sombre dans la folie (reconstitution par Michel et Philippe Lejeune)

- autres : métiers de l'alimentation, tailleur qui peut faire penser à André Troncin, ouvrier tailleur (Besançon 1802-1846), républicain et victime de la prison politique, qui a habité rue de la Harpe, pour être à proximité de la « jeunesse des écoles » (pré-68arde ?)

□ les côtés annexes de l'autobiographie :

- l'haussmannisation de Paris est évoquée

- la Commune aussi, de façon favorable

- il décrit avec une grande précision les appartements successifs de sa mère (quartier Rochechouart)

- des villes textiles qui fournissent sont parfois citées

- persistance de l'emploi dans le commerce de mesures anciennes,

- les maladies en milieu urbain

- les bals, les théâtres, les bordels (!)

- la honte que représentent la bâtardise, la folie d'un proche

□ Xavier-Édouard Lejeune a eu cinq enfants, ce qui exclut toute accumulation de capital >>> n'a jamais réussi à « percer », à « grimper » (il a en vain tenté de s'installer à son compte dans la confection pour dames en 1868-1869)

□ compléter avec photocopiés

¹⁵⁰ Synonyme de Lejeune, mais c'est une coïncidence... Sa première maison dans la fourrure s'appelait Loréal, mais en un seul mot...

2°) Les métiers de la mode

- D'après H. Vanier, *La mode et ses métiers. Frivolités et luttes des classes. 1830-1870*, Armand Colin, coll. "Kiosque", 1960, 280 p. (bon, mais très désordonné)
- souvent évoqués par la littérature ; une presse spécialisée (*La Mode*, née en 1829, *L'Élegant...*)
- des métiers qui restent artisanaux, sauf à l'amont bien sûr, souvent familiaux. Un atelier un peu important a sa hiérarchie.
- certains industriels créent leur magasin de nouveautés : Ternaux >>> *Le Bonhomme Richard*
- femmes nombreuses : ¼ en 1848 d'après le *Journal des Tailleurs*. Les couturières à domicile sont particulièrement mal payées, d'autant que concurrence des couvents et prisons. Les hommes de ces métiers craignent tout particulièrement la « concurrence ». Mot de « grisette » = couturière, modiste, fleuriste, lingère. Les « trotteuses » sont les très jeunes filles, débutantes, qui font les commissions. Les « premières » sont l'aristocratie de ces métiers.
- liens avec la politique : iconographie, liens avec l'explosion de 1848, rôle important du mariage de l'empereur, de la « fête impériale », Eugénie parlait de ses « toilettes politiques » : les vêtements destinés à « donner du travail » à tel ou tel métier ¹⁵¹, les parlementaires ont un uniforme, de nombreux fonctionnaires aussi, commandes militaires
- liens économiques avec le « magasin de nouveautés » qui a ouvert la voie au grand magasin, la haute couture (cf. le célèbre Charles-Frédéric Worth, anglais, installé rue de la Paix sous le Second Empire), le « fabricant », les « demoiselles de magasin » (ou « de comptoir »)
- démocratisation de l'habillement, qui permet de glisser de la friperie aux vêtements « de confection » vendus « à prix marqués » (X le « sur mesure » ou vêtement « à façon »), mais les classes se distinguent toujours par le vêtement >>> 1946, au moins ! « Habit » X « blouse »
- beaucoup de magasins de nouveautés ouvrent un rayon de confection ; la mode s'adapte à la confection
- rythme saisonnier des fabrications : chômage, « morte saison » (janvier à mars, août à octobre)
- rythme fluctuant de la mode, cf. la crinoline, qui concerne des métiers très variés à cause de l'armature métallique (cas aussi des corsets)
- imp. des machines à coudre (cf. cours MTF-2), qui coûtent très cher
- de grandes expositions françaises, destinées à soutenir les métiers, les expo. univ. ont des rayons « mode » >>> la « mode française » joue un rôle important à Londres et inverse l'anglomanie du temps de Balzac
- les tailleurs sont les 1^{ers} à s'organiser (Société philanthropique des Ouvriers tailleurs, etc.). Ils font grève au moment de l'Exposition de 1867

3°) D'autres MTF du tertiaire

- Le petit commerce : le monde du « comptoir »
- Zola et les métiers de la Bourse, d'après H. Mitterand, *Emile Zola, carnets d'enquêtes. Une ethnographie inédite de la France*, Plon, coll. Terre humaine, 1986, 687 p. :
 - très minutieuse étude, livresque puis *de visu*, en vue de *L'Argent*
 - agent de change, dont sa journée, les commis, l'offre et la demande, les mots, les abréviations, les codes, les cours, les mœurs, les remisiers, les spéculateurs,
- le commis voyageur, comme *L'illustre Gaudissart* de Balzac, « doué de l'éloquence d'un robinet d'eau chaude que l'on tourne à volonté »
- Ma famille :

¹⁵¹ Elle se fait confectionner une crinoline et une robe spéciale pour son excursion à la mer de Glace, en 1860.

- le **voyageur de commerce**, comme *Michel Joseph Henri Édouard* Giambone, qui épouse en 1895 Louise Alexandrine Lejeune. Leur fille, Anna Eugénie Giambone, sera ouvrière d'usine dans la banlieue parisienne
- les « plaisanteries de commis-voyageur » (*dixit* ma grand-mère), à propos de Cyrille Claeys (?).
- le **représentant multicarte des Marx**, Antoine Desvignes voir cours précédent (MTF2).
- **La fin du métier de colporteur** (L.Fontaine, *Histoire du colportage en Europe. XVe-XIXe siècle*, Albin Michel, coll. "L'évolution de l'humanité", 1994, 334 p.) :
 - marginalisé dans les circuits commerciaux et disqualifié dans les villages de départ, le **colportage décline dès le milieu du XIXe siècle en France**, à la différence de l'Espagne, où il reprend
 - rupture de la tradition familiale
 - démantèlement des structures de crédit
 - tracasseries du Second Empire
 - les **fils du colporteur se tournent souvent vers d'autres métiers** : instituteurs, commerçants, etc. >>> l'analyse des demandes d'autorisation de colportage montre le renouvellement du personnel, au profit d'hommes sans travail : des **pseudo-vocations par défaut**. Le recensement de 1896 est, en Oisans, très clair ¹⁵²
 - mais la Grande Dépression de la fin du siècle suscite un regain
 - et des **colporteurs spécialisés tirent leur épingle du jeu** : les libraires pyrénéens, les vendeurs de livres italiens qui franchissent les Alpes, les fleuristes de l'Oisans (!) ¹⁵³, etc.
 - **des villages des Alpes du Sud transforment leur colportage traditionnel en commerce « à la grosse aventure » et en émigration lointaine, souvent en Amérique latine : les « Barcelonnettes » de l'Ubaye au Mexique, les Bessanais au Paraguay et en Uruguay, les fleuristes de l'Oisans.** ¹⁵⁴
 - transformation fréquente en commis-voyageur, d'un industriel du textile bien souvent
 - toujours un aspect culturel, même au niveau de l'imagerie
- **Collectif, La Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris. 1803-2003. Histoire d'une institution.** Droz, 2003, 348 p. :
 - croissance de son budget
 - sous la Deuxième République s'intéresse à la question sociale
 - sous la Deuxième République et le Second Empire à l'ind. textile
 - grands débats années 1860
 - création d'HEC en 1880
- **B. Angleraud, Les Boulangers lyonnais aux XIXe et XXe siècles.** Éditions Christian, coll. "Vivre l'histoire", 1998, 192 p. :
 - 245 en 1836, 377 en 1856, 490 en 1866, 635 en 1881
 - un marché sous le contrôle des pouvoirs publics, de même qu'il y a contrôle de la meunerie, qui s'industrialise au XIXe siècle
 - **boulangers originaires des campagnes avoisinantes** : c'est le cas du père de Henri Béraud, originaire du Dauphiné (*cf. La Gerbe d'or*)
 - le **mariage** est une nécessité financière pour pouvoir s'installer (locaux, pétrin...)
 - des **entreprises familiales**. Les veuves, si elles choisissent de conserver la boulangerie, retrouvent sans problème un mari, souvent le garçon boulanger !
 - **locaux professionnels et logement sont accolés** : voir le scannage du plan de la boulangerie Disdier : la boulangerie est une **cellule familiale de travail**, avec une confusion relative des espaces, exigus >>> absence de lieux privés dans de nombreux cas >>> à la fin du XIXe siècle, volonté de séparer

¹⁵² L.Fontaine, *Le voyage et la mémoire. Colporteurs de l'Oisans au XIXe siècle*, Presses universitaires de Lyon, 1984, 294 p.

¹⁵³ *Idem.*

¹⁵⁴ *Idem.*

- **nombreuses opérations de fabrication**, la plus professionnelle et pénible étant le pétrissage >>> nom de « geindre » tant elle est douloureuse
- **horaires** commencent à minuit-1 heure par la cuisson de la 1^{ère} fournée et se termine entre 22 et 24 heures par le pétrissage de la pâte de la 2^e fournée : une journée totalement continue s'il y a trois fournées, ce qui est fréquent, d'où la nécessité absolue du partage du travail
- atmosphère surchauffée du fournil ou « gloriète », à l'espace réduit >>> tuberculose fréquente
- le travail « à contre-temps » rend **difficile la vie de famille**
- **boutique** avec sa sociabilité et sa « banque » (comptoir)
- le boulanger est **un petit notable de quartier**, qui prête de l'argent

4°) La « question capitaliste »

a) L'ouverture sur l'extérieur

- **vieille tradition, renouvelée par un nouvel expansionnisme**, à Bordeaux, Marseille et au Havre, notamment, mais fortes ≠
- **rôle de la colonisation**
- des prêts : les capit. fr. sont "les créanciers du monde" (Palmade)
L'horizon russe, fort important + tard, est déjà sillonné par des repr. du patronat du textile (Mulhouse par ex.) et de la haute banque parisienne (les Hottinguer par ex.)
- beaucoup d'entreprises ont l'intuition de nouveaux marchés (Saint-Gobain, Pont-à-Mousson, Christofle, les ind. du textile souvent, etc.)
- **Nuances :**
 - diff. du capit. fr. à prendre pied sur marchés mondiaux. La France échoue à conquérir position internationale et passe du 2^e au 4^e rang mondial
 - timidité des maisons commerce fr., surtout celles de Bordeaux
 - efficacité du voyageur de commerce allemand, mais n'est-ce pas un lieu commun ? (qu'on trouve aussi en Grande-Bretagne !)
 - surtout, la carte principale jouée fut celle du protectionnisme (d'ailleurs utile), argument des faibles et des routiniers, mais pas exclusivement partagé : le "coup d'État" commercial de 1860 ne provoqua pas la guerre civile !

b) Les banquiers

- **le + "à part" parmi les capitalistes**, parce qu'il fait valoir ses capitaux (ou ceux de ses clients) en les plaçant ici ou là aux meilleures conditions, et parce qu'il est maître de l'opération de l'**escompte**
 - ⇒ "non point un pionnier, mais un suiveur et même un profiteur" (L.Bergeron)
 - les "rois du XIX^e siècle" >>> Second Empire compris (G.Palmade)
 - grâce à eux, la période 1852-1879 est "l'âge d'or du capit." (P.Guiral). >>> 1879 car facilitent emprunt des 5 milliards, fondation 1872 BPPB et Union générale 1878
- **hétérogénéité** (de l'usurier à la "haute banque") **+ liens avec négoce et prof. libérales**
- **mise en place 1815>>> d'un réseau de banques locales** (dont 9 feront de l'émission >>> 1848) : structure familiale fréquente du capital, bonne connaissance de la clientèle. Ex. : les Trouvé au Mans (à l'origine tanneurs)
- **possibilité d'ascension "parisienne"** (ex. : la maison Gouin de Tours, à l'origine de la fondation de la BPPB 1872, et qui se lance dans les chemins de fer, la banque Varin-Bernier de Bar-le-Duc)
- **banques de dépôts et banques d'aff. : diversification des opérations : drainage de l'épargne** : halls accueillants et majestueux + vague de créations sous Second Empire
- **grands banquiers ayant hantise du pouvoir** : cf. Jacques Laffitte ("le règne des banquiers commence") & Casimir-Périer ; cf. Goudchaux & Achille Fould min. des Finances
Mais ils sont **minoritaires** : les grands banquiers sont plutôt des "états dans l'État" (cf. rôle dans emprunts de 1871, affaires des Rothschild)

□ **importance des filières familiales :**

la protestante, la suisse, la juive
des nouvelles : les Mirabaud, les Seillière

□ Un cas particulier : **les Pereire :**

- les P. font vivre à la France la + excitante aventure bancaire du Second Empire, qui inspire *L'Argent* de Zola

- grand-père Jacob Rodrigues Pereire (1715-1780), "agent de la nation juive portugaise" auprès de Louis XVI

- père Isaac, négo.-assureur Bordeaux

- 2 frères Jacob-Émile et Isaac introduits dans le "cénacle saint-simonien", puis s'en éloignent

- inspirent le Comptoir d'Escompte de 1848

- créent le **Crédit mobilier 1852** (Société anonyme, opérations de banque classique + financement des chemins de fer + prises de participation dans quantité d'aff. + tentative "chaîne" internationale de Crédits mobiliers)

- inimitiés chez confrères et à la Banque de France :

La faillite d'une de leurs filiales, la Soc. immobilière, les amena à solliciter une avance de la Banque de France qui les contraignit à démissionner et à abandonner leur Banque à un liquidateur en sept. 1863

□ **les auteurs dramatiques** portent volontiers à la scène les "affairistes" (surtout Alexandre Dumas fils dans *La question d'argent* 1857 & Émile Augier dans *Les Effrontés* 1861)

Dans la seule année 1826 des auteurs oubliés auj. avaient fait représenter au - trois comédies mettant en scène *Le Spéculateur*, *L'Argent ou les mœurs du siècle* & *L'Agiotage* !

□ **Jean Bouvier, *Le Crédit lyonnais : les années de formation d'une banque de dépôts : 1863-1882, SEVPEN, 1961 (thèse) et Naissance d'une banque : le Crédit lyonnais, Flammarion, 1968 :***

- **Henri Germain** (1824-1905) fils et gendre de fabricant de soieries

- « Henri Germain est économe de ses mots, commande et tranche de haut, supporte mal les longues contestations, décide rapidement, justifie ses décisions avec le minimum de circonlocutions : langage d'homme d'affaires pressé. »

- **une activité et une vitalité sans mesure.** Un « homme d'affaires du Second Empire, mêlant genres d'activités et occasions de gains »

- **portrait** dans toutes les agences, sur médailles du travail !

c) Une problématique : l'avance foudroyante des fortunes capitalistes d'un nouveau type

□ **parmi les + grandes fortunes fr. de la fin de la période**, i.e. du temps de la "Rép. des Ducs" et de la "fin des notables" (D.Halévy), s'il survit, aux + hauts échelons, un nombre appréciable de noms évocateurs de la vieille noblesse (donc des revenus de la très grande propriété foncière)¹⁵⁵, **avance prise par les très grandes fortunes représentatives du capitalisme moderne :**

- plus l'ancienne "Finance", ni le grand négoce maritime

- **mais de nouveaux chefs de file** : les grands noms de la haute banque parisienne et de la sidérurgie (Eugène Schneider par ex.), ou d'autres (c. ce parvenu du textile normand qu'est Louis-Auguste Pouyer-Quertier, qui utilise sa fortune pour se consacrer à la politique et devient le min. des fin. de Thiers)

□ **avance est indiscutable :**

- **considérable** : vraiment les + grandes fortunes, énormes

- **foudroyante** : Eugène Schneider est "un fils de ses œuvres" (son père était un simple notaire lorrain, de Dieuze), qui laisse en mourant en 1875 une 30ne de millions de F, donc,

¹⁵⁵ Connaître l'existence de la communication d'A.-J. Tudesq, « Les survivances de l'Ancien Régime : la noblesse dans la société française de la première moitié du XIXe siècle », dans le Colloque (École normale supérieure de Saint-Cloud, mai 1967) *Ordres et classes*, Mouton, 1973, 269 p., pp. 199-214.

dès le milieu du XIXe siècle, **un nouveau capitalisme ind. et bancaire s'est installé en force dans les élites fr.**

- succès à mettre en parall. avec glissement, qui, chez les possédants, va bientôt renverser l'équilibre des fortunes au profit des richesses mobilières

- => victoire de la France des "producteurs" ("parti national") sur celle des "rentiers" ("parti antinational") (Saint-Simon)

d) Est-ce le résultat d'un reclassement d'une société ouverte largement à de nouvelles élites ?

□ L'expansion va-t-elle faciliter les ascensions sociales de gens venus à l'industrie ou promus dans leur entreprise, des ingénieurs sortis de Polytechnique ou de l'École Centrale, donnant satisfaction à ceux qui **pensent que l'avènement d'un capitalisme moderne va assouplir les rigidités et bousculer les hiérarchies en créant un grand "carrefour social"**, faisant se rencontrer les compétences de l'artisan, de l'inventeur, du "capitaine d'industrie" et celles du bailleur de fonds, au fond les "commandités" et les "commanditaires" ?

□ Va-t-elle aussi voir émerger **la banque spécialisée**, alors qu'on sait bien qu'au XIXe siècle les banquiers étaient fort nombreux car hommes fortunés qui faisaient "de la banque" bien plutôt que succursales des grandes banques ?

e) En réalité : une force de résistance, non de mouvement

□ aggravation du coût des investissements initiaux + dév. concentration + apparition d'un esprit de caste chez les "hommes nouveaux"

⇒ la soc. capitaliste, après un moment de dilatation, s'est **renfermée dans le cercle des propriétaires de fortunes** (qu'elles fussent anc. ou moderne)

□ **prise de conscience d'une profonde communauté d'intérêts entre anciennes et nouvelles élites** : défense ordre établi et de la propriété :

- **attitudes patronales inspirées par l'intérêt et morale de classe** ont dès les origines de la soc. ind. contribué à approfondir fossé => capitalisme triomphant est dev. une **force sociale trop conservatrice** pour être capable d'engendrer une soc. + libérale et + juste

- **de +, le capit. français (trait distinctif) a adhéré au vieux modèle** privilégiant la respectabilité de la propr. terrienne et immobilière

⇒ les "capit. d'ind." ont des "horizons agraires"

□ **le capitaliste n'a pas été le levain dans la pâte (X vieux rêve saint-simonien)**

- mais un être **isolant** jalousement sa richesse et sa famille pour les protéger

- **ce que marque l'archéologie ind.**

* développée en F. après pays anglo-saxons. Cf. M. Daumas, *L'archéologie industrielle en France*, Robert Laffont, 1980, 460 p.

* volonté de regard "panoptique"

* goût éclectique, mais cheminées dominant et **usines** furent souvent les **châteaux-forts** du capit. triomphant (cf. filature Motte-Bossut 1865, à plusieurs tours crénelées, de Roubaix, chocolaterie Menier de Noisiel), puis les **palais** du capital. (cf. château de la Verrerie, à l'écart du Creusot, résidence des Schneider >>> 1970)

* montre l'**opposition des types de vie** : cf. écomusée du Creusot

□ **+ : affirmation d'une "aristo. bourgeoise" (A. Daumard)**, qui possède des caractères spécifiquement bourgeois, mais qui est une véritable aristo. par son **recrutement** (tendance à se fermer), par ses **fonctions dirigeantes aussi**, (ne vont pas >>> lui faire jouer un rôle moteur dans dév. de la culture du temps : elle repousse Flaubert et Baudelaire, se scandalise devant l'*Olympia* de Manet, comme à la vue des 1ers tableaux impressionnistes)

f) Des nuances quand même

□ **L'accès à un "petit capitalisme" est restée possible**, au fur et à mesure de la diversification du progrès technologique, à des entrepreneurs modestes, dans des secteurs comme la petite métall., la construction mécanique, etc.

□ La **soc. patronale s'est prolongée dans la catégorie des ingénieurs (cadres), appelés (pour partie) à pénétrer dans le corps des actionnaires** (cf. les employés de la Banque de France qui doivent tous être actionnaires) **et des administrateurs** (voire dans les familles !)

□ Mais (cf. les grandes Écoles), les ingénieurs sont souvent des "héritiers"...

4°) Les communications

a) Les chemins de fer

□ **H.Vincenot, *La vie quotidienne dans les chemins de fer au XIXe siècle*, Hachette, 1975, 255 p. et ses romans :**

- **des « métiers », avec leurs vêtements, leurs vocabulaires, leurs rites, leurs recrutements**, de père en fils souvent,

- intense fierté du métier

- **des « clans »** : la Traction (mécaniciens = les « seigneurs », les chauffeurs, « mariés » avec les précédents), les « culs-terreux » de la voie, les « messieurs » de l'Exploitation (instruction, uniforme, hiérarchie et caporalisme), les « chieurs d'encre » des bureaux, l' « aboyeur » qui annonce les trains, le lampiste, l' « acrobate », qui, par le toit, allume l'éclairage des wagons, même mot (ou « saboteur ») désigne celui qui freine les wagons de la butte de triage, les sous-prolétaires qui nettoient l'intérieur des locomotives, le chef de train, les serre-freins, les hommes qui fabriquent les traverses (cancers dûs à la créosote)

- **tradition saint-simonienne, puis blanquiste** ; des **sociétés de secours mutuel** très tôt ; des syndicats, mais aussi des « jaunes »

- **chantiers de construction**, gigantesques, dangereux, violents, avec multiples métiers, des immigrés, dont les Bretons et leur « baragouin »¹⁵⁶

- des **ensembles gigantesques** : la gare (l' « embarcadère » longtemps), le triage, les ateliers du Dépôt, les chantiers, les cités cheminotes

- ex. de termes employés : la montre = le « régulateur », très coûteux, la « toquante » sonne réellement les heures, la loco. = le « chaudron » ou la « bécane », le rail = l' « ornière », « wagon » prononcé « ouagon », le charbon est toujours appelé la « houille », quantité de mots anglais passés dans le vocabulaire français courant (tunnel, ballast, etc.)

- **religion de l'heure**, entretenue par des horlogers venus de Besançon, « roulement » des équipes et des hommes (très fatigant)

- souci des **économies** : cf. l'huile et la graisse (avec primes)

- les **jardins cheminots**

□ Les **chemins de fer du Nord** d'après F.Caron, *Histoire de l'exploitation d'un grand réseau : la Compagnie du Chemin de Fer du Nord. 1846-1937*, thèse, Mouton, 1973, 619 p. ; F.Guitard, *La politique sociale de la Compagnie du Nord (1845-1910). Un troupeau sans berger*, mémoire de maîtrise, Paris X- Nanterre, 1982, 185 p., dactyl. :

- ligne concédée seulement en 1845

- rôle primordial de la direction (le « comité directeur »), mais autonomie grandissante des **ingénieurs**, la plupart centraliens, années 1870>>>

- suprématie de **l'Exploitation**, qui impose ses choix techniques

- difficulté initiale à trouver des ouvriers qualifiés en dehors de Paris

- nouvelle crise de recrutement à la Belle Époque

- recrutement familial du personnel

- **politique sociale** marquée par la « bienveillance », l' « équité », la « générosité », contenu = « largesses », « faveurs », « sacrifices », « institutions charitables »

- **retraites** très tôt (le personnel y est très attaché). Toutes les compagnies en ont fondé, avec évolution : pour une compagnie les caisses se succèdent en se reprenant les unes après les autres. Retraite à 55 ans assez tôt (1891 pour la Cie de l'Est)

- billets « de faveur »

¹⁵⁶ Langage ainsi nommé parce qu'ils demandent du *bara gwenn*, du pain blanc, chez le boulanger.

- **économats**, le 1^{er} en 1847 au dépôt de La Chapelle
- « secours de famille » (indemnités de vie chère, allocations de naissance), mais faibles par rapport aux autres compagnies
- **logements** gratuits ou à prix réduit
- **primes**, dont primes de régularité, primes de surcharge (pour conduite au-dessus des normes de sécurité !), primes d'économie de charbon et de graisse dès 1847 (en + 1872>>> : prime pour emploi de graisse de médiocre qualité !)
- écoles professionnelles
- bourses
- subventions à des écoles fréquentées par enfants du personnel
- subventions à des sociétés de secours mutuel
- gratifications aux médaillés du travail
- fondations (par de riches actionnaires)
- mais aussi **initiatives des salariés eux-mêmes**, cf. les 18 qui en 1904 se groupent pour fonder la Société coopérative d'Habitation à Bon Marché *Le Nouveau Nogent*, dans le but de construire 18 maisons individuelles à Creil
- les buts : diviser pour régner, la Traction étant une aristocratie ouvrière, économie, car retraites permettent une économie de salaires, les primes évitent des augmentations générales... : **une politique sociale, qui coûte assez peu cher, et sans patronage/paternalisme !**
- une **syndicalisation tardive**
- **grande grève de 1910**
- la Première Guerre Mondiale provoque une « nationalisation avant la lettre » (titre de la 4^e partie de la thèse de F.Caron)
- parc revient à l'état normal en 1920
- grève de 1920 touche peu le réseau du Nord
- **convention de 1921 avec l'État**
- comme dans ttes la France une « crise ferroviaire » dans années 30 >>>>
- **« nationalisation » de 1937**
- **Zola, La Bête humaine, voir plus haut**

b) Autres transports terrestres et maritimes

- **fleuves** :
 - encore une navigation importante, même sur le Rhône, de navigation diff. et dangereuse (nombreuses traditions, plusieurs romans)
 - sur le Rhône un chapelet de ports : Lyon, Seyssel, etc., évoqués dans la thèse d'Yves Lequin ¹⁵⁷
- **canaux** :
 - achèvement du canal de l'Ourcq sous la Restauration, avec halage, plutôt pour produits agricoles, matériaux de construction (pierre du Multien) et eau potable
 - constructions très importantes en Bourgogne 1^{ère} ½ XIXe siècle, cf. thèse de P.Lévêque, *Une société provinciale : la Bourgogne sous la Monarchie de Juillet*, EHESS, 1983, 798 p., pp. 215-220
- Ds les années 1860, un peu plus de 91 000 **marins de commerce**

c) Postes et télégraphes

- biblio très éparpillée, dont Musée de la Poste, D. Bertinotti & F.Gombeaud dir., *Artisans d'hier des communications d'aujourd'hui. 1850-1950*, Archives nationales, 1981, 160 p.
- le facteur des villes, le facteur rural, début de motorisation dans années 20
- le receveur des Postes, les employés des bureaux
- le « petit télégraphiste » ; les « demoiselles du téléphone »

¹⁵⁷ Y.Lequin, *Les ouvriers de la région lyonnaise (1848-1914)*, Presses universitaires de Lyon, 1977, 2 vol., 573 & 500 p., p.19.

- féminisation des métiers, mais...
- les « ambulants »,
- métiers souvent représentés dans l'iconographie, qui a tendance à tirer vers le pittoresque (facteur tiré par un chine, à skis, etc.) ou le dramatique (accidents, etc.)
- grande grève des Postes en 1909 (voir *BE*)

IV. DES MONDES DES « SERVICES » ?

en fait, des « divers »...

1.°) Les domestiques

□ apport d'Anne Martin-Fugier (A. Martin-Fugier, *La place des bonnes. La domesticité féminine en 1900*, Livre de Poche, 1979, 405 p., réédition, Perrin, 2004, 384 p.), et de P. Guiral et G. Thuillier (P. Guiral & G. Thuillier, *La vie quotidienne des domestiques au XIXe siècle*, Hachette, 1978, 287 p.)

□ Très grand nombre et grande diversité sociale (il faudrait parler des servantes d'hôpital, des ordonnances, etc. !) et régionale

□ Importance littéraire : Nanon dans *Eugénie Grandet*, Félicité dans Flaubert, Adèle chez Zola, Germinie chez les Goncourt, Célestine chez Mirbeau, Bécassine, etc.

□ les origines :

- campagnardes surtout : des foires, des « louées »

- lieux communs bourgeois et aristocratiques : se plaindre des difficultés à trouver de bons domestiques, de l'immoralité des domestiques par rapport à l'âge d'or d'avant la Révolution française (réf. constante à *La Nouvelle Héloïse*)

- fréquemment on renvoie ses domestiques en partant en vacances, on en prend d'autres sur place et on revient avec !

□ livret 1^{er} XIXe siècle, puis « certificats »

□ le travail :

- corps caché sous un uniforme, visage rasé chez l'homme, crainte des maladies transmises par les domestiques

- même un souterrain pour les domestiques dans le château de la Verrerie !

- grande variété des situations selon la taille de la maison (les petits bourgeois n'ont qu'une bonne) ; + on monte l'échelle sociale + il y a de domestiques mâles et + il y a de couples parmi les domestiques ; une sorte de « cursus honorum » dans les grandes maisons

- aux gages s'ajoute une « allocation » pour du... vin

- horaires quadrillés, mesurés, stricts, détaillés dans les nombreux ouvrages de conseils aux maîtresses de maison petites bourgeoises (car les grandes ont inné ce savoir !)

- usage de la sonnette (ou du tableau de sonnettes)

- des travaux peu ragoûtants : vider les cuvettes, les pots de chambre, etc.

- la dureté du travail est compensée par les promesses paradisiaques offertes par la religion

□ le logement :

- le « sixième », mixte, avec sa promiscuité, son manque d'hygiène, ses « chambres de bonnes » mansardées sans isolation thermique, ses risques de tuberculose, avec ses petits marchands venus de l'extérieur, avec les fantasmes d'orgies des maîtres, qui n'y vont jamais, même sermonnés par les curés de paroisses bourgeoises

- dans l'appartement : chambres ou réduits minuscules, les maîtres réveillent en pleine nuit

□ les mentalités :

- les domestiques se satisfont de la situation sociale des maîtres, ils respectent leur territoire, mais ils les jugent et se moquent des « singes »

- ils les singent et sont un ciment des valeurs bourgeoises

- dureté à l'égard des petites gens, contre le Père Goriot déjà

- snobisme des domestiques >>> élitisme des syndicats à la Belle Époque

- conformisme politique et religieux ; des congrégations de servantes

- syndicats sont réformistes

- des crimes, peu nombreux (Villemomble, 1886) ; vols, certainement moins nombreux dans la réalité que dans l'imaginaire bourgeois

- très peu de loisirs, bien sûr ; peu de lectures, vœu pieu de Lamartine en faveur d'une littérature pour les domestiques ; bavardages : « messe des servantes » à 6 h du matin (!)

□ les autres infériorités des domestiques :

- ils ne peuvent être jurés, conseillers municipaux, témoins en justice ni devant les notaires !

- le maître est cru sur son affirmation en matières de gages

- il peut renvoyer un domestique malade
- les enfants d'un couple de domestiques sont forcément et immédiatement mis en nourrice (ou les parents renvoyés). Cas d'Eugène Le Roy (voir plus haut), fils de domestiques du château de Hautefort (Dordogne)

□ les **résistances et protections** :

- vol fréquent et réprimé plus sévèrement chez les domestiques d'après le Code pénal ! ¹⁵⁸
- refus d'obéir
- coulage : « faire danser l'anse du panier »
- attachement au « sou du franc », versé par les commerçants
- meurtre est rare, mais monté en épingle par la presse
- soc. de secours mutuels, peu fréquentées, journaux professionnels (surtout annonces)
- un syndicat CGT et un « jaune » Belle Époque

□ **le devenir** :

- prestige des domestiques rentrés « au pays » (argent, « air de Paris », etc.)

2°) Les médecins et chirurgiens

a) Les médecins

- une **règlementation depuis Révolution française** (réorganisation des trois écoles de santé, Paris, Montpellier et Strasbourg en 1795) **et Empire** (loi de 1803 organise les métiers de médecin, de pharmacien et d'officier de santé)
- le médecin est un **notable**, qui a réussi un concours difficile et payé très cher son doctorat (1 000 F !). Il peut s'installer partout en France
- **l'officier de santé** (cf. Charles Bovary) est un « sous-médecin », qui ne peut s'installer que dans le département où il a été reçu, ne peut pas pratiquer de « grandes opérations ». Mais il a quand même payé 200 francs son diplôme
- la **formation devient + exigeante** :
 - * seule une faculté de médecine peut délivrer les deux diplômes (loi de 1854)
 - * durée des études passe à 4 ans (1883, avec augmentation du tarif à 1 390 F !)
 - * l'« officiat » disparaît en 1892
- **augmentation du nombre de médecins** : 7 500 en 1847, 18 000 en 1854, 20 000 en 1911
- médecins siègent dans les conseils d'hygiène >>> des « capacités »
- **médecins sont libres de leurs honoraires, mais doivent soigner gratuitement les pauvres**, ce qu'ils ne font guère
- un proto-syndicat, l'Asso. générale des médecins de France, en 1858
- des syndicats naissent dans les années 1870 et 1880, ils sont reconnus en 1892

b) Les chirurgiens

- deviennent des praticiens estimés avec les guerres de l'Empire, pendant lesquelles ils pratiquent les opérations... à vif
- 1^{er} XIXe siècle multiplie les essais d'anesthésiques : protoxyde d'azote, éther, chloroforme
- 2^e progrès avec antiseptie et aseptie (Pasteur en France) : recul considérable des décès, de la gangrène
- conséquence : un travail ennobli

3°) Les guides de montagne

□ **R. de Bellefon, Histoire des guides de montagne. Alpes, Pyrénées, Cairn/Milan, 2003, 551 p.** ¹⁵⁹

- malgré son corpus « à géométrie variable » et les absences de délimitation chronologique !

¹⁵⁸ Et les domestiques volent beaucoup aux étalages.

¹⁵⁹ On peut ajouter : P.-L. Rousset, *Mémoires d'En Haut. Histoire des Guides de Montagne des Alpes françaises*, Rousset, 1995, 363 p., et D.L.

- appartiennent au monde paysan, avec des traditions familiales : les Balmat, Gaspard, Couttet, Estienne, Passet, etc. L'état-civil ne recense des « guides » qu'à la fin du XIXe siècle, sauf à Chamonix
- les citadins n'apparaîtront qu'au 2^e XXe siècle, sans parler des femmes...
- idéalisation fréquente des relations avec le client, souvent étranger au XIXe s.
- idéalisation de la « vocation », en fait nécessité d'un complément (très modeste)
- entraînement, apprentissage par les travaux des champs + chasse + cristaux
- carnet de guide ressemble au livret ouvrier ; guide ressemble au domestique ; la Cie de Chamonix ressemble à une corporation (savoisienne)
- tour de rôle et « marrons »
- souvent oubliés dans les « premières »
- dépendance vis-à-vis de l'histoire générale du tourisme, des grands clubs CAF et STD, qui cherchent à réglementer et discipliner
- insertion dans une histoire des montagnes qui se moque des frontières
- des connaissances empiriques (cf. carnets), une culture limitée
- je **complète un peu**¹⁶⁰ :
- une forme de « domestiques » : le guide est une forme particulière du *brave homme* de la société du temps
- une simili-corporation, la Compagnie des Guides de Chamonix
- effort de contrôle de la part des grands clubs, CAF et STD : les clubs alpins français s'efforcèrent d'organiser à leur profit les guides de montagne. La victoire fut facile dans les Pyrénées, les Alpes du Sud et le Massif central, mais un système national de réglementation ne vit qu'en 1904 le jour, au C.A.F. Il s'agissait avant tout de fixer des tarifs pour les courses, de dresser des listes de guides, porteurs et éventuellement muletiers, d'écartier les individus moralement douteux, d'établir des livrets pour les guides, carnets sur lesquels les "touristes" devaient porter leurs appréciations. Le tout vit se réaliser un accord tacite puis écrit (en 1904) entre le C.A.F. et la S.T.D. En 1911, le Club alpin français comptait 159 guides et 108 porteurs brevetés en activité. Dès 1890, la S.T.D. avait dépassé le nombre de 100 guides et porteurs.
- certains parviennent à la gloire, sans doute plus dans les Alpes que dans les Pyrénées
- une image touristique du milieu se met en place dans mentalités des promeneurs, à partir des données apportées par les guides, + nombreux et mieux structurés avec l'ère du rail: une **véritable méthode éducative**
- un mouvement d'**épitaphes** gravées en l'honneur d'un guide méritant, voire respecté, en 1865 pour Michel Croz au cimetière de Zermatt (Suisse). Les anciens clients anglais du guide François Devouassoud (1831-1905) l'imitèrent à Chamonix, avec un admirable texte, gravé avec les noms des souscripteurs (Douglas W. Freshfield et Francis F. Tuckett en tête) sur un monument à allures celtiques qui pendant longtemps encadra la porte de l'église avec le bloc dédié à Balmat. Voici la traduction du texte latin: "À l'homme intègre/ Au compagnon ami/ Agréable, regretté/ Au guide sagace, indomptable/ Que nous avons vu à l'œuvre/ Pendant XL ans/ Pour que d'une telle vertu, la mémoire/ Ni l'exemple ne se perdent/ Cette pierre/ Quelques-uns de ses amis/ Que souvent à travers les cols des Alpes/ Et les neiges du Caucase, il avait conduits/ Ont eu soin de faire ériger."
- dév. de l'alpinisme « sans guide » à la Belle Époque

4°) Les grands travaux et la transformation de Paris

- Outre les grands travaux ferroviaires et portuaires, Napoléon III fit procéder dans les **campagnes** a des aménagements destinés à gagner des terres incultes : drainage de la Sologne, des Dombes, plantation de pins dans les Landes, irrigation en Provence.
- Il donna une importance plus grande encore aux **travaux urbains** :
- pour des questions de prestige (à l'imitation de César)

¹⁶⁰ Ma thèse de IIIe cycle et divers articles, comme "Histoire d'un métier. Le guide de montagne", *Gé-magazine. La généalogie aujourd'hui*, n°58, févr.1988, pp. 29-32.

- pour donner du travail aux ouvriers et améliorer leurs conditions de vie par la destruction des quartiers insalubres, pour stimuler l'activité économique (" Quand le bâtiment va, tout va ", avait constaté Martin Nadaud en 1849 lors de la crise)
- pour réaménager les villes en fonction des nouvelles conditions de transport (problème de l'accès aux gares)
- enfin pour des raisons stratégiques : faire disparaître les ruelles étroites si favorables aux barricades et aux insurrections.

□ L'action de l'Empire se marqua dans toutes les villes par la construction d'édifices nouveaux, mais elle se heurta souvent à l'esprit d'économie des conseils municipaux. Elle se déploya avec une ampleur particulière à Lyon et à Paris, où les préfets disposaient de larges pouvoirs et purent se lancer dans de vastes entreprises, comme l'avaient fait les intendants du XVIII^e siècle. Ces deux villes prirent véritablement leur physionomie moderne sous le Second Empire.

□ La transformation de Paris fut la plus spectaculaire. Napoléon III avait été frappé à Londres par la largeur des artères, les parcs, les égouts, l'eau courante, l'éclairage au gaz, les transports urbains. Paris, au contraire, gardait l'aspect d'une ville de l'Ancien Régime et même du Moyen Age : la plupart des rues étaient pavées avec un ruisseau au milieu ; les fontaines publiques étaient rares et il fallait avoir recours aux porteurs d'eau qui se fournissaient souvent dans la Seine ; un labyrinthe de masures et de ruelles étroites enserrait l'Hôtel de Ville, Notre-Dame, séparait le Louvre des Tuileries.

□ Aussi l'Empereur s'intéressa-t-il personnellement aux travaux : il transmit ses souvenirs de Londres, faits de petits croquis, mais il n'existe, contrairement à la légende, aucun plan d'ensemble, aucun projet global. Pas de grande théorie explicite et exprimée, en dehors de celle d'Alphand, responsable des parcs et des jardins. Manque d'exploration des archives d'ailleurs : on ne sait rien des prescriptions d'urbanisme, ni de la réglementation de l'aspect des édifices (mythe de l'immeuble haussmannien !), on n'a jamais retrouvé un cahier des charges

□ Il trouva l'exécutant qu'il lui fallait en la personne d'Hausmann, préfet de la Seine de 1853 à 1869, entreprenant et énergique, peu enclin à s'embarrasser de formalités administratives, qui eut recours aux emprunts et endetta la ville de Paris (le républicain Jules Ferry dénoncera en 1868 *Les Comptes fantastiques d'Hausmann*, calembour dans le goût de l'époque sur *Les Contes fantastiques* d'Hoffmann). La hardiesse financière était pourtant indispensable pour réaliser une œuvre d'une telle ampleur.

□ Dans son *Grand Dictionnaire Universel du XIX^e siècle*, Pierre Larousse, dans son article « Paris », écrit : « Sous le règne néfaste de Napoléon III, qui débuta par un crime, continua par la suppression de toutes les libertés publiques et se termina par une capitulation honteuse, après avoir déchaîné sur la France une guerre épouvantable, Paris, privé des libertés qui font les peuples virils et forts, devint uniquement une ville de plaisirs et d'affaires. La profonde démoralisation de la cour s'étendit comme une lèpre, avec sa soif des jouissances effrénées, sa passion du luxe et sa dépravation recouverte d'une légère gaze d'apparence religieuse. »

□ Le cadre administratif du Paris moderne fut créé en 1859 avec l'annexion de onze communes suburbaines qui n'étaient encore que des villages (Passy, Auteuil, Vaugirard, Bercy, Belleville, La Chapelle, Montmartre...). Paris fut divisé en 20 arrondissements et sa population passa de 1 million d'habitants en 1848 à 1 700 000 en 1861 et 1 850 000 en 1866.

□ Des travaux gigantesques ouvrirent de nouvelles rues rectilignes, larges de 30 à 40 mètres, revêtues de macadam avec des trottoirs pour la protection des piétons, convergeant vers des places immenses. La " grande croisée " fut réalisée par le prolongement de la rue de Rivoli vers l'est et le percement des boulevards Saint-Michel et Sébastopol. Des itinéraires concentriques furent aménagés à l'emplacement des enceintes successives de Paris : les Grands Boulevards et le boulevard Saint-Germain, les boulevards extérieurs. De larges artères permirent d'accéder aux gares.

□ **terrassements et terrassiers** : imp. des **nivellements**, des **creusements** pour les nouveaux quartiers urbains ou les parcs de loisir (q. Europe et Buttes-Chaumont à Paris, q. gare St Charles à Marseille).

□ **« la truelle et le marteau »** (J.Lambert-Dansette, *Histoire de l'entreprise et des chefs d'entreprise en France*, tome I, *Le temps des pionniers (1830-1880)*. *Entreprendre*, L'Harmattan, 2000, 496 p., p. 30).

□ à Paris, **les techniques s'« industrialisent »** (se mécanisent) au milieu du siècle ¹⁶¹

□ Les **ponts** furent élargis et surbaissés, le franchissement du fleuve fut rendu plus aisé. Les **transports urbains furent réorganisés** (omnibus en 1855, tramways à chevaux en 1856, bateaux-mouches en 1866, fiacres). Désormais l'on pouvait se déplacer facilement dans Paris et les quartiers n'étaient plus isolés.

□ En même temps se développait la **salubrité** de la ville : création d'un réseau **d'égouts** de 600 kilomètres, reproduisant le tracé des rues, se déversant, non plus directement dans la Seine, mais dans un grand collecteur débouchant en aval de Paris, **eau courante** dans les maisons grâce au captage des eaux de la Dhuis et de la Vanne (amenées dans les réservoirs situés sur les collines de Ménilmontant et de Montsouris, elles avaient assez de pression pour desservir les étages supérieurs des immeubles) ; **éclairage au gaz** des rues et des maisons ; création de **vastes parcs à l'anglaise** (Bois de Boulogne, Buttes-Chaumont, Parc Montsouris, Bois de Vincennes), de nombreux squares, plantation de 100 000 arbres.

□ La transformation de Paris se fit avec une **rapidité** qui nous paraît aujourd'hui étonnante : les concessionnaires des terrains en bordure des nouveaux boulevards avaient un maximum de deux ans pour achever la construction de leurs immeubles ; 20 jours après la demande d'un permis de construire, on pouvait commencer les travaux. À ceux qui lui reprochaient de transformer Paris en un immense chantier, **Hausmann** répondait : “ J'ai été trop vite parce que les autres ont été trop lentement. Voltaire avait réclamé déjà ce que j'ai fait. J'ai repris les plans de la Convention, poursuivis par ceux de Napoléon Ier. ” Après lui, on ne fera plus grand-chose (le boulevard Raspail ne sera achevé qu'en 1913). C'est vraiment Hausmann qui a créé le Paris moderne, bien adapté aux conditions nouvelles et qui le restera pendant presque un siècle, jusqu'au développement récent de la circulation automobile.

□ **L'œuvre fut moins heureuse sur le plan esthétique**. Beaucoup de quartiers anciens, pittoresques mais sordides, disparurent avec leurs monuments (certains furent cependant sauvés Saint-Germain-des-Prés, Saint-Séverin). La place Dauphine fut mutilée, Notre-Dame restaurée par Viollet-le-Duc, dégagée de façon excessive, la Sainte-Chapelle, à l'inverse encagée dans le Palais de Justice. De très nombreux édifices utilitaires furent construits (casernes, écoles, mairies) d'une laideur monotone. Le fer fut utilisé hardiment pour la construction des Halles. Les édifices religieux (Saint-Augustin, la Trinité) ou artistiques (l'Opéra de Charles *Garnier*, achevé en 1875 seulement) témoignent de l'impuissance des artistes de l'époque à trouver un style adapté aux matériaux et aux besoins nouveaux. Les maisons de rapport, en solide pierre de taille, étaient surchargées, pour “ faire riche ” de cariatides, de fausses colonnes, de chapiteaux disparates.

□ Voir **aussi « Ville des riches et ville des pauvres » dans le Dénier pp. 264-266**

¹⁶¹ J.Gaillard, *Paris la ville (1852-1870)*, Thèse, Lille III et Champion, 1986, 676 p., réédition, L'Harmattan, 1997, 528 p., pp. 62-67.

V. ENSEIGNEMENT

□ la notion de « travailleurs intellectuels » : Démier pp. 192194

1°) Deuxième République & Second Empire

□ 6 mars 1848 : circulaire demandant aux instituteurs de contribuer au succès des candidats républicains

□ 3 octobre 1848 : loi sur l'enseignement agricole

□ 1848-1849 : première et éphémère E.N.A.

□ Loi Falloux 15 mars 1850 :

- " Cette loi est aussi importante par la polémique qu'elle suscite que par les dispositions qu'elle prévoit : elle marque la naissance d'un anticléricalisme scolaire qui mûrit sous le Second Empire (c'est alors qu'entrent dans l'usage avec leur sens actuel les mots " laïcité " et " cléricalisme "), connaît son apogée une génération plus tard et ne s'est jamais totalement éteint. " ¹⁶²

- mesures fav. à l'ens. congrég. dans prim.

- "liberté" pour Secondaire (effectifs public & privé = 100 000 élèves en 1850)

- " les congrégations peuvent ouvrir tous les établissements qu'elle souhaitent ; sur ceux-ci aucun contrôle ne peut s'exercer (si ce n'est en matière d'hygiène ou de moralité) et même les congrégations non autorisées (en particulier les jésuites) ont les coudées franches... " (P.Albertini, p. 48)

- création de "conseils académiques" (départementaux) de surveillance

- mais (souvent oublié) obligation aux communes > 800 hab. d'avoir une école de filles

- " L'Université est maintenue, mais elle est tenue en lisière. En outre, l'Église contrôle désormais de très près l'enseignement primaire public. Le catéchisme y devient la première matière d'enseignement ; la " direction morale " de l'école communale est confiée au curé... " (*idem*)

□ faibles rétributions, cf. É.Charton, *Dictionnaire des professions ou Guide pour le choix d'un état...*, diverses éditions (titre et sous-titre peuvent être inversés) : « La profession d'instituteur est plus honorable que lucrative. »

□ la nomination des inst. est retirée aux municipalités en 1852 (⇒ recteurs)

□ Victor Duruy, min. Instruction publique 1863-1869 :

- quand il prend son poste :

68 000 écoles ; 4 300 000 enfants

- ambitieux projet d'une instruction primaire conçue comme un grand service public, qui serait gratuit et tendrait à devenir obligatoire (1865)

- mais opp. des catholiques ⇒ seulement (1867) extension de la gratuité & amélioration sort des instit.

gratuité : 39 % élèves en 1850, 41 % élèves en 1866, 54 % en 1872,

57 % élèves en 1876

- cours pour jeunes filles dans Secondaire (voir + loin)

- rétablissement ens. de la philo.

- création d'un enseignement secondaire dit "spécial" (sans latin ni grec) par loi 1865 :

* scolarité de 4 ans

* pour formation des maîtres : une École normale (Cluny) et une agrégation

* succès assez considérable (22 700 élèves en 1876)

- création d'un "certificat d'études primaires" (facultatif)

- École pratique des Hautes Études (31 juillet 1868)

2°) Les épisodes de la Commune & de l'Ordre moral

□ origines :

¹⁶² P.Albertini, *L'École en France, 19e-20e siècles. De la maternelle à l'université*, Hachette, coll. "Carré-histoire", 1992, 192 p., p. 11.

- tous socialistes français persuadés que l'instr. obligatoire bouleverserait la société, qu'elle serait la véritable révolution, et que l'instruction seule pouvait former des citoyens responsables (cf. Blanqui : "L'instruction, c'est le pain aussi bien que la liberté")

- Internationale adopte 1867 principe de l'instr. laïque

- unanimité parisienne / trilogie gratuité-obligation-laïcité

□ réalisations de la C. :

- ne concernent que l'ens. prim.

- Édouard Vaillant, délégué de la C. à l'Enseignement

- nombreux commissions (arrondissements le + souvent) prennent des initiatives (prises en charge de frais par l'arrondiss., écoles ou classes de filles), etc.)

- Séparation Église/État, mais pas suppression écoles congrég. (toutefois fuites de religieux ⇒ des transformations d'écoles congrég. en écoles laïques)

□ projet d'enseignement professionnel (dans cadre d'un ens. dit "intégral")

□ l'OM.:

12 juillet 1875 : établissement de la lib. de l'ens. sup.

⇒ 6 Facultés catholiques

3°) L'École de la IIIe République : la phase de la République opportuniste

a) Caractères généraux

□ La République donne le "savoir". Jules Ferry, dans une formule beaucoup répétée à la fin du XIXe siècle, disait que la Première République (1792) avait donné "la terre", la Deuxième "le suffrage" (universel), la Troisième "le savoir", "impressionnant raccourci historique" d'après Maurice Agulhon. Lorsqu'on évoque l'histoire de l'école primaire au XIXe siècle, on pense d'emblée aux grandes lois Ferry des années 80. Ce qui est justice, ces lois ayant fondé l'école primaire telle que nous la connaissons aujourd'hui : laïque, gratuite et obligatoire. Mais on ne sait pas suffisamment que ces lois ont pu être appliquées essentiellement parce que l'école primaire correspondait déjà à une réalité, institutionnelle certes, depuis les lois Guizot (1833), Falloux (1850) et Duruy (1867), mais également et surtout pédagogique. L'alphabétisation des Français a été précoce, ce que montre bien la célèbre enquête faite de 1877 à 1880 par une armée d'instituteurs (16 000 !) pour le compte du recteur Maggiolo et sortie de l'oubli par F.Furet et J.Ozouf, bien avant les lois J.Ferry, qui n'ont donc pas dissipé la "nuée ignorantine" qui aurait pesé auparavant sur la conscience populaire ! Et la gratuité est déjà établie pour 57 % des élèves du primaire en 1876.

□ Jules Ferry pendant 4 ans min. Instruction publique (1879-1883) :

Jules Ferry fut pendant quatre ans (1879-1883) ministre de l'Instruction publique, gardant le poste même quand il était président du Conseil. Il l'avait revendiqué lui-même, le considérant comme essentiel (le "département des âmes"). L'œuvre des opportunistes a des liens étroits avec la politique et la religion. Le phénomène est ancien, largement manifeste depuis la Restauration, mais désormais renforcé par l'idée que l'instruction rendra le suffrage universel plus efficace, avec le patriotisme : profond fut l'impact d'une enquête montrant qu'il y avait en France 27 % d'illettrés, et seulement 3 % en Prusse, et renforçant une formule courante sur le rôle du maître d'école prussien datant de Sadowa (1866). Les lois votées concernent surtout l'enseignement primaire ; elles montrent le rôle de groupe de pression de la Ligue de l'Enseignement (fondée en 1866 par Jean Macé), qui recrute parmi les classes moyennes et l'élite ouvrière, et dont la devise est toujours "Pour la Patrie, par le livre et par l'épée". L'histoire de l'enseignement est conçue par les uns et les autres comme une manifestation du Progrès. Disciple d'A.Comte, Jules Ferry, comme son maître et les autres positivistes, a cherché à promouvoir l'unité des esprits, partagés depuis la Révolution française en familles irréconciliables, manifestant un souci d'unité nationale, mais aussi des préoccupations d'ordre social : l'égalité d'éducation doit mettre fin à la guerre sociale en créant les conditions intellectuelles et morales d'une collaboration entre ouvriers et patrons. Il y a là une certaine "morale d'État".

□ Des conseillers remarquables :

- Octave Gréard, vice-recteur de l'académie de Paris
- Louis Liard, directeur de l'enseignement sup. au min. Instruction publique 1884-1902
- Charles Zévort, dir. ens. sec. 1879-1887
- Ferdinand Buisson, dir. ens. prim. 1879-1896
- " bénéficiant d'une remarquable longévité dans leur poste, ils peuvent compenser l'instabilité ministérielle, en suivant de près l'application des réformes et en tenant compte des difficultés apparues dans le moyen terme. " (P.Albertini, p. 65)

b) La loi sur l' "Université" du 27 février 1880

□ La loi sur l' "Université" du 27 février 1880 porte création d'un Conseil supérieur de l'Instruction publique, organisme qui élabore les textes législatifs et réglementaires. Il n'y a en son sein aucun représentant des Églises. De plus, les enseignants laïcs prennent la place des religieux dans les "conseils académiques", institués par la loi Falloux (1850) ; les six facultés catholiques (créées en 1875 lorsque la liberté de l'enseignement supérieur avait été établie) se voient retirer le droit de "collation des grades". L'Église est donc éliminée des cadres fondamentaux de l' "Université", c'est-à-dire de l'ensemble, hiérarchisé, des trois niveaux d'enseignement.

□ La **discussion parlementaire** porta surtout sur l'article 7 de la loi du 27 février — nul ne peut enseigner, dans le privé et le public, s'il fait partie d'une congrégation, non autorisée — : les congrégations n'avaient pas d'existence légale en France, car le Concordat de 1801 avait été signé à un moment où il n'y avait plus de clergé régulier. Par la suite, une petite minorité de congrégations avaient été autorisées, et surtout les congrégations s'étaient reconstituées, avec une tolérance de fait, et en 1880 elles jouaient un rôle important. La loi avait donc été rédigée dans un esprit gallican, qui n'était pas nouveau, mais le Sénat repoussa l'article 7. Après consultation de la Chambre des députés, le gouvernement prit un décret (29 mars 1880) de dissolution des congrégations non autorisées (sauf les Trappistes et les Chartreux). Les Jésuites devaient même se disperser dans les trois mois. Les autres congrégations avaient la possibilité de demander l'autorisation. Quelques incidents se produisirent dans le pays, surtout lors de la fermeture d'établissements de Jésuites. Quelle fut la postérité immédiate de la loi ? Par solidarité avec les Jésuites, aucune congrégation ne sollicita d'autorisation. En 1881, quelques congrégations rentrèrent discrètement, le gouvernement laissa faire, pour ne pas en faire des martyres. Cette tolérance se poursuivit, à cause de la crainte provoquée par la remontée passagère de la droite aux élections de 1885, qui s'appuyait sur les mesures anticléricales des opportunistes, et la politique du Ralliement précipitera les retrouvailles des deux clans ennemis, mais provisoirement !

c) Les grandes lois sur l'enseignement primaire

□ Les grandes lois sur l'enseignement primaire sont capitales ; leur présentation ne sera pas ici chronologique, mais thématique.

□ **D'importantes dispositions concernaient le recrutement des enseignants.** Il s'agissait de remplacer les religieux, de former un véritable "corps enseignant" républicain. La loi de 1879 obligea tous les départements à avoir deux Écoles normales primaires, une pour les instituteurs, une pour les institutrices. Auparavant, il y avait eu créations ou extensions d'Écoles normales primaires. Pour former les professeurs de ces École normale d'instituteurs, le gouvernement créa l'École normale supérieure de Fontenay-aux-Roses (pour les jeunes filles, 13 juillet 1880) puis celle de Saint-Cloud (30 décembre 1882), couronnements de l' "ordre primaire", de l'école du peuple, accueillant les "primaires d'élite", les fils du peuple et les "tâcherons du savoir", pour lesquels le supérieur est pour longtemps encore une "cité interdite" (J.-N.Luc et A.Barbé). Le 16 juin 1881 fut votée une loi sur les titres de capacité du (nouveau) personnel, elle prévoyait un régime unique, le "brevet de capacité" (auparavant, une simple "lettre d'obédience", signée par l'évêque, suffisait aux congréganistes !). La loi de 1886 prévoit la disparition du personnel congréganiste, en cinq ans dans les écoles de garçons, à la mort de ses représentants dans celles de filles (*sic*). Ferry se refusait donc à une laïcisation immédiate du personnel : celle-ci ne s'est par la suite opérée que progressivement. La loi de 1889 sur les instituteurs comportait deux clauses

essentielles : ils étaient nommés par le préfet du département, payés (très mal !) par l'État. Ils devenaient donc enfin des fonctionnaires — mais la commune payait toujours les locaux et le logement — et cela leur assurait l'indépendance vis à-vis du curé et du maire, l'inspecteur n'étant pas considéré comme un supérieur hiérarchique contraignant. Le rôle social et politique de l'installation de l'instituteur au village est bien visible, mais le maître est relativement marginalisé, pauvre et astreint à une véritable "ascèse" ; toutefois, l'indépendance et le rôle font oublier à l'instituteur ses mauvaises conditions matérielles : les premiers mouvements syndicaux n'apparaîtront qu'à la Belle Époque.

□ Pour élèves, familles et République, les deux grandes lois portèrent sur la gratuité (16 juin 1881), l'obligation et la laïcité (28 mars 1882), fondant une école primaire gratuite, laïque et obligatoire de 6 à 13 ans, jusqu'au certificat d'études. En 1880 il y avait 5 300 000 enfants dans le primaire, en 1900, il y en aura 6 300 000, progrès numérique relativement mesuré, et à nuancer. Des sanctions étaient certes prévues contre les parents qui n'enverraient pas leurs enfants à l'école, mais si l'assiduité était contrôlée par l'instituteur, elle était sanctionnée par une "commission scolaire municipale" : en conséquence, beaucoup d'inscriptions étaient formelles, l'assiduité variable selon les saisons, la fréquentation incertaine et de nombreuses d'absences duraient longtemps ! Le jeudi devenait jour de congé, pour permettre l'instruction religieuse, en dehors des locaux scolaires, les devoirs envers Dieu figurant d'ailleurs dans les programmes de morale de 1882. Mais "il ne s'agit pas nécessairement du Dieu des catholiques et l'usage laisse les instituteurs juges du contenu de cet enseignement ; le crucifix ne sera pas introduit dans une école nouvellement construite et pourra être enlevé d'une école ancienne à l'occasion d'une restauration" (P.Albertini).

Les républicains ne touchèrent pas en 1881 et 1882 aux classes primaires des lycées.

□ Pas davantage en 1886, année de deux grandes lois.

- La première (loi Goblet) prolongeait l'enseignement primaire "élémentaire" par des EPS, écoles primaires supérieures conduisant au Brevet élémentaire en trois ans, certaines EPS menant au Brevet supérieur en cinq ans. En fait, elles avaient été créées par la loi Guizot de 1833, mais avaient connu l'échec. Les nouvelles EPS furent un véritable renouveau, copiant l'"enseignement spécial", puis l'"enseignement moderne", recrutant après le "certif", leur réglementation étant identique pour filles et garçons, ce qui était fort original. Elles visaient "la classe moyenne", sans risque de "déclassement", possédaient des sections spéciales, à finalité professionnelle, et étaient mues par l'attraction des Écoles normales.

- La seconde loi de 1886 reconnaissait la liberté des méthodes et des programmes de l'enseignement libre, car le conflit entre la République et l'Église était politique, et non pas éducatif, ni même religieux. Les lois scolaires devinrent immédiatement patrimoine intangible des républicains, qui firent un effort financier considérable, mais l'œuvre était plus "politique" qu'"intellectuelle", plus "nationale" que scolaire. La laïcité était plus nette que la gratuité et l'obligation, déjà en partie obtenues. Enfin, une véritable école maternelle naquit par le décret de 1881 : intégrée à l'école primaire, ce que montraient le mobilier et surtout les programmes, éléments de lecture, écriture, calcul, et même sciences naturelles et géographie ! Elle vit le jour surtout grâce au rôle capital de Pauline Kergomard (1838-1925), Inspectrice générale de 1879 à 1917, qui avait, jeune institutrice, combattu les "salles d'asile" et qui soulignait désormais la spécificité de l'école maternelle, l'importance du jeu, contre les leçons et le "dressage".

□ conclusion / les grandes lois sur l'enseignement primaire :

- Les lois scolaires sont devenues patrimoine intangible des républicains, qui ont fait un effort financier considérable : en 1900 le budget de l'Instruction publique dépasse les cent millions de francs (12 en 1868).

- identif. Rép./École/lois scol./Patrie

- mais l'œuvre est + "politique" qu'"intell.", + "nationale" que scol. La laïcité est + nette que la gratuité et l'obligat., déjà en partie obtenues

d) La République opportuniste et l'enseignement secondaire

L'organisation de l'enseignement secondaire fut moins bouleversée par la République opportuniste. Elle reposait sur le même principe de "liberté", toutefois le baccalauréat n'était décerné que par des professeurs du secondaire public. La **loi Camille Sée** de 1880 ordonna la création d'au moins un lycée de jeunes filles par département, mais les **progrès numériques** furent lents et l'égalité des deux types d'enseignements, masculin et féminin, ne sera réalisée qu'en 1924. Pour former des professeurs de ces lycées de filles, l'État fonda **l'École normale supérieure de Sèvres** (26 juillet 1881). Enfin, il y eut en 1891 transformation du nom de l' "enseignement spécial" en "enseignement. moderne", toujours sans latin ni grec.

e) La République opportuniste et l'enseignement supérieur

□ Selon le mot d'A.Prost, l'enseignement supérieur fut "un nouveau venu" dans les années 1880.

□ **Il y avait eu longue stagnation dans les décennies antérieures**, avec priorité de l'examen sur les études, le premier coûtant d'ailleurs plus cher que les secondes ! Les médiévales facultés de Médecine, Pharmacie et Droit avaient été en 1808 rejointes par les Lettres et les Sciences ; toutes étaient surtout peuplées d'un petit nombre de... professeurs, qui faisaient passer des examens (dont le baccalauréat) et donnaient des "cours publics" à un public mondain, l'étudiant véritable n'existant guère.

□ Une prise de conscience des carences s'était produite sous le Second Empire et, **dès 1877, une réforme créa des bourses et des cours de licence et agrégation**, ce qui provoqua la croissance du nombre des étudiants, la création de chaires, la construction de "palais universitaires", comme la Sorbonne actuelle — "cathédrale de la Science républicaine" (P.Ory ¹⁶³), qui nécessita entre 1881 et 1901 vingt ans de préparation et de travaux, avec une iconographie exaltant la continuité entre l'Ancien Régime et la République, ainsi que le rôle moteur de l'État centralisé — mais aussi des constructions provinciales, les villes prenant une part considérable aux travaux.

□ Il y eut **une véritable transformation des études** : d'une licence ès Lettres unique on passa à des licences spécialisées, la création du Diplôme d'Études supérieures de Lettres en 1886 fit naître un *cursus studiorum* licence-DES-agrégation, l'évolution fut à peu près parallèle en Sciences (mais plus tardive), la part des Sciences devint plus importante dans les études médicales.

□ Bien entendu, **l'enseignement supérieur libre** fut respecté, les facultés créées en 1875 étant maintenues et la loi de 1886 qui reconnaissait la liberté des méthodes et des programmes de l'enseignement libre s'appliquant au supérieur, les grades n'étant décernés que par des professeurs du public.

f) La République opportuniste et l'enseignement technique

□ Globalement, l'enseignement technique est **à la traîne**, malgré les grandes écoles, les écoles professionnelles et pratiques, les heures de travail manuel dispensées dans les écoles primaires.

□ L'œuvre de la République opportuniste concerna **d'abord le Supérieur** et sans être le fait de l'État : l'École des Hautes Études commerciales (HEC) fut créée par la Chambre de Commerce de Paris en 1881.

□ **Pour les autres niveaux** peu fut fait, malgré la dégradation de l'apprentissage traditionnel dans les ateliers et les tentatives d'avant 1870, écoles relevant de l'assistance, écoles "de fabrique" intégrées à l'usine, "écoles d'apprentissage" (qui étaient le fait de congrégations, surtout les Frères des Écoles chrétiennes, de chambres de commerce et de municipalités).

□ **Pour former des contremaîtres**, il y eut les EPCI (Écoles pratiques du Commerce et de l'Industrie), fondées en 1892, les écoles professionnelles de la Ville de Paris et les quatre Écoles nationales professionnelles (la première à Voiron en 1886).

¹⁶³ *L'histoire*, mai 1979, Architecte = Henri-Paul Nenot, qui n'avait rien construit auparavant.

□ **Pour former des ouvriers**, on avait les cours professionnels des associations polytechniques ou des chambres syndicales et les heures de “travail manuel” dans les écoles primaires publiques. Ces progrès, très lents et très insuffisants montrent bien le mépris de l'époque pour la production et les producteurs.

g) Le mythe de l'École de la IIIe République

□ **Un patrimoine républicain**. Pièce essentielle de l'idéologie des “fondateurs de la République”, cautionnée par la science, adhérant à l'ordre économique et social du XIXe siècle et bâtissant l'unité politique du pays, l'école a été institutionnalisée, et non pas inventée, par les grandes lois des années 1880, ce qui, en corollaire, a entraîné une lutte contre l'Église : la République a donné le “savoir”, tout en réservant une place spéciale aux filles. Les républicains ont fait un effort financier considérable et rédigé la bible : le *Dictionnaire de pédagogie et d'instruction primaire* dirigé par Ferdinand Buisson et publié en quatre gros volumes de 1882 à 1887. L'alphabétisation des Français s'achève, des écoles normales primaires et supérieures préparent les maîtres, l'enseignement public est laïcisé, mais les devoirs envers Dieu subsistent dans le programme de morale et le jeudi permet l'instruction religieuse en dehors des locaux scolaires.

□ au total, l'œuvre scolaire des opportunistes est considérable, elle est marquée par une foi dans le savoir, sincère et intense. Toutefois, **l'enjeu a été le contrôle de l'École, non sa transformation**. Il fallait républicaniser les esprits, unifier la nation et la société, ôter à l'Église tout poids dans l'éducation de la jeunesse, mais on était de part et d'autre d'accord, au fond, sur les finalités à avoir et les contraintes à conserver.

⇒ Il faut donc prendre garde au mythe de “l'école de la Troisième République” et aux images d'Épinal.

- inégalités :

* sociales : l'École n'a guère ouvert l'ens. sec. au peuple, les rép. se sont au fond battus contre l'Église et le Peuple, sur deux fronts. Une idéologie de l'ordre social, par la collab. des classes, une “morale d'État”

* filles/ garçons :

À nature féminine, enseignement des filles inférieur à celui donné aux garçons, à une vocation différente doit correspondre une formation différente, d'autant plus que les mentalités sont obsédées par la “nécessité” de séparer les sexes à l'école. Le sort des filles est par conséquent à la fois un problème de société et un problème législatif : après la création des cours Duruy (1867), les lycées de jeunes filles (loi Camille Sée de 1880) voient le jour, les débats ayant montré une grande unité de vues sur la place de la femme dans la société et ces créations n'allant pas à l'encontre des idées communément acceptées. Les progrès numériques des lycées de filles ont d'ailleurs été lents. Résultat global, le sort des filles est un problème de niveau d'enseignement : personne n'est contre le primaire pour elles — d'ailleurs leur alphabétisation rattrape celle des garçons — , et l'accord est général sur l'idée qu'aux filles (de la campagne surtout) l'instruction primaire doit suffire. L'instruction ultérieure — lycées où l'égalité des deux enseignements, masculin et féminin, ne sera réalisée que de 1924 à 1928, formes originelles, comme le couvent, l' “institution” et le pensionnat laïques — est le lot des jeunes bourgeoises. Typique est le cas de l'École normale “supérieure” de Sèvres, où les élèves obtiennent des “certificats”, puis des “agrégations féminines” (lettres, histoire, mathématiques, sciences physiques). La première étudiante à la faculté de droit de Paris fut en 1884 une femme “d'un certain âge” qui vint aux cours accompagnée de son mari et du secrétaire de la faculté, par crainte d'un scandale !

* régionales (+ moyen d'acculturation)

* chrono. : des textes fondateurs étalés (et importance de la période de la Rép. radicale)

- médiocrité qualitative, conformisme, hiérarchie mandarinale, etc.

- l'enjeu a été le contrôle de l'École, non sa transformation. Il faut républicaniser les esprits, unifier la nation et la société, ôter à l'Église tout poids dans l'éducation de la jeunesse, mais on est de part et d'autre d'accord, au fond, sur les finalités à avoir et les contraintes à conserver.

- une école théoriquement de Progrès, pratiquement de discipline sévère, d'obéissance, de bourrage de crâne. Rôle décisif dans l'acceptation de l'Union sacrée
- Ajoutons que la jeunesse française est rudement traitée, avec une surveillance de tous les instants, des sanctions, des locaux mal adaptés. L'internat est encore le régime normal des lycées, et il est fort dur avec ses congés réduits au minimum, son hygiène déplorable et ses horaires influencés par la Révolution industrielle.

4°) Les enseignants

- la "gloire du maître d'école" de la IIIe :

- * est relative : institut. d'Alsace-Lorraine payés deux fois + !
- * n'est qu'une parenthèse entre la misère matérielle des maîtres d'école du premier XIXe siècle et la dégradation de leur statut social au XXe siècle
- * sévèrement brisée par l'hécatombe de la Première Guerre mondiale (1/4 de morts, 30 % de blessés) ⇒ profond renouvellement
- * sévèrement niée par mouvement syndical (droit syndical 1924)

- débuts IIIe République :

- * loi 1879 oblige tous dép. à avoir 2 Écoles normales d'instituteurs, donc une École normale d'instituteurs filles

* loi Camille Sée 1880 ordonne création d'au moins lycée de jeunes filles/ département

externat (contre projet de C.Sée)
 débats ont montré grande unité vues/ place femme dans société

- * "Mona Ozouf a pu citer des articles particulièrement véhéments parus dans la presse conservatrice, lors du vote de la loi Camille Sée de 1880 créant l'enseignement secondaire de jeunes filles (*Le Gaulois* ne voyant d'autre avenir, pour les malheureuses passées par de pareils établissements, que le suicide ou la prostitution) ou pour la rentrée des classes de 1882 (qui fut la première rentrée véritablement laïque)." (P.Albertini, p. 67)

- * création ENS Sèvres 1881 (dans locaux désaffectés vieille manuf.) ; Mme Jules Favre

- * création ENS Fontenay 1880 (grand rôle Félix Pécaut, premier dir. études)

- mais progrès lents lycées jeunes filles :

- * égalité des deux enseignements, masc. & fém., ne sera réalisée qu'en 1924
- * en 1913 : 20 000 filles dans lycées 70 000 garçons
 18 000 dans collèges (communaux) et cours secondaires (30 000 garçons)

b) Les méthodes

□ 2 grands car. géné. :

- enseignement concentrique pour plupart des matières
- obsession de l'emploi du temps, du "journal de classe" (rendu obligat. par Duruy 1866), qui reçoit "la préparation résumée des matières enseignées aux élèves"

□ la méthode "traditionnelle" :

- basée sur la mémoire et la répétition mécanique, sans souci de compréhension
- le maître s'efface au profit du livre, l'élève apprenant par cœur des et réponses
- formalisme des gestes et des attitudes (ex. : "cérémonie" de l'entrée en classe, avec insp. de propreté, prière, etc. ; apprentissage des opérations math. : lire Prost, p. 130)

□ rénovation pédagogique dès le Second Empire :

- caractère minist. et officiel (instructions, Musée pédagogique créé en 1879)
- basée sur le mode "simultané"
- fait appel à la Raison, au concret, mais inconvénients du mode sim.
- avec décalage d'une diz. ou une quinzaine d'années (v. 1880) : rénovation pédagogique dans secondaire (moins profonde) :

- * mêmes principes de base

- * recul du latin (composition latine disparaît du bac, vers latins deviennent fac., accent mis / version au détriment du thème)

- * introd. de l'explication de texte

- * la Dissertation inaugure son règne à la Belle Époque

5°) Les "maîtres d'école" des enfants du peuple jusqu'aux lois Jules Ferry

a) Leur situation du début du siècle

- maîtres d'école laïcs de qualité médiocre, en + sacristains, chantres ou fossoyeurs... (car impossible de vivre avec les seules "rétributions scolaires" versées par les parents)
 - >>> dépendance vis-à-vis du curé
- location saisonnière (cf. foire de Barcelonnette) parfois
- **incompétence** :
 - * "brevet" exigé est une formalité
 - * individus qui ne peuvent faire un autre métier et veulent échapper au service militaire

b) Les facteurs d'évolution

- Loi Guizot / ens. prim. (1833) :
 - toutes communes sont tenues entretenir une école et au moins un maître (congré. ou laïc)
 - tous départements sont tenus d'avoir une École normale d'instituteurs. 1ère à Strasbourg en 1810. Internat quasi-monacal. Hostilité des conservateurs, surtout envers celles de filles (1ère en 1838 seulement, 11 seulement en 1863)
- la nomination des inst. est retirée aux municipalités en 1852 (⇒ recteurs)
- amélioration des traitements :
 - * traitement fixe s'ajoute depuis 1833 aux "rétr. scol."
 - * revalorisé par loi Falloux 1850
 - * sort des instit. amélioré aussi par V. Duruy

c) Les maîtres d'école à la veille de la République

- les Écoles normales d'instituteurs ont relevé le niveau intellectuel
- inst. ivrogne ou débauché disparaît
- nouveau statut social :
 - * opinion ne se fait plus la même idée des maîtres
 - * le maître d'école est devenu l'inst.
 - * il cce à se sentir sup. aux villageois
 - * et aspire à être traité à l'égal du curé
- mais les traitements restent faibles ⇒ vêtement, etc.
- tutelle du maire et du curé ⇒ aspiration au renforcement de la hiérarchie
- des transfuges du monde rural
- des revues pédagogiques

6°) Les professeurs du secondaire des notables (>>> 1880)

a) Faiblesses et divisions de la société enseignante

- petit nombre et dispersion
- **stratif** :
 - "maîtres d'étude" & "répétiteurs" = les "pions", parents pauvres et prolétariat universitaire
 - les "régents" (terme >>> 1867) = les profs des collèges (communaux)
 - les profs des quelques collèges d'État et des lycées :
 - * ont passé une agrégation (spécialisée) ou espèrent la réussir
 - * Normaliens en sont l'aristocratie

b) La condition "universitaire"

- des traitements très variables (ceux du débutant à Paris > ceux des fins de carrière en province)
- origine sociale modeste, avec montée recrutement des petits fonctionnaires
- mariage assez rare, et pas dans la "bonne société"
- pas d'enracinement dans la soc. locale

- conservatisme culturel
- hétérogénéité politique, mais surtout "centre-gauche" (!)
- la mobilité : “ Une fois passé le concours, la carrière elle-même se fait au mérite : les inspecteurs généraux de l’Instruction publique, dans leur tournée de printemps, évaluent toutes les compétences et, de retour à Paris, procèdent aux promotions, aux sanctions et aux mutations. ” L’espace concerné étant national, la mobilité est forte (P.Albertini, p. 43)

MTF8- LES FEMMES AU TRAVAIL AU TEMPS DE LA 1^{ÈRE} RÉVOLUTION INDUSTRIELLE

Historio :

- Gender history. Expression introduite par l'historienne américaine Joan Scott dans seconde moitié des années 80. Une revue, *Gender and History*, publiée à Oxford 1989>>>.

- forte avance des historiens anglo-saxons, même concernant la France, cf :

L.L.Downs, *Manufacturing Inequality. Gender Division in the French and British Metalworking Industries, 1914-1939*, Ithaca/Londres, Cornell University Press, 1995, 329 p., compte rendu dans *Bulletin de la Société d'histoire moderne*, 1998/1 & 2, pp. 107-108

S.Reynolds, *France between the Wars. Gender and Politics*, Londres, Routledge, 1996, 280 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, octobre-décembre 1997, pp. 247-248

- Mais fortes critiques de la Gender history par Marie-Hélène Bourcier, ancienne de Condorcet, de l'ENS de FSC, sociologue, professeur à l'EHESS. Très nombreux genres (cf. homosexuel(le)s, *fem*, *butch*, *bear*, *fag hag* (homosexuelle qui aime un homosexuel), etc., évolution de la même personne, refus de se définir, d'être défini(e), mouvements *no-sex*, etc. N.B. : distinguer le *coming out*, annonce publique et volontaire, par une personnalité, de ses orientations sexuelles, alors que l'*outing* consiste à révéler cette information contre son avis.

- Et : historiographie française, cf.

M.Riot-Sarcey, "L'historiographie française et le concept de *genre*", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, octobre-décembre 2000, pp. 805-814

et une bibliothèque sur l'histoire des femmes, la Bibliothèque Marguerite Durand, 79 rue Nationale, 75013 Paris

- par ordre chronologique :

J.Baelen, *La vie de Flora Tristan, la femme révoltée*, Hachette, 1972, 315 p.

D.Desanti, *Flora Tristan, la femme révoltée*, Hachette, 1972, 315 p.

M.Albistur & D.Armogathe, *Histoire du féminisme français du Moyen Âge à nos jours*, Des femmes, 1977, 508 p.

F.Mayeur, *L'enseignement secondaire des jeunes filles sous la Troisième République*, thèse, FNSP, 1977, 490 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, octobre-décembre 1979, pp. 667-671.

F.Mayeur, *L'éducation des filles en France au XIXe siècle*, Hachette, 1979, coll. "Le temps et les hommes"

A.Corbin, *Les filles de noce. Misère sexuelle et prostitution au XIXe et XXe siècles*, Aubier, 1978, 571 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1981, pp. 384-386, réédition, Flammarion, coll. "Champs", 1982, 494 p.

M.Martin, "Images du mari et de la femme au XXe siècle : les annonces de mariage du *Chasseur français* ", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1980, pp. 295-311.

J.-P.Aron dir., *Misérable et glorieuse. La femme au XIXe siècle*, Fayard, 1980, 248 p., réédition, Complexe, 1984, 252 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, avril-

mai 1982, p. 944.

M.-H.Zylberberg-Hocquard, *Femmes et féminisme dans le mouvement ouvrier français*, Éditions ouvrières, 1982, 224 p.

A.Fourcaut, *Femmes à l'usine en France dans l'entre-deux-guerres*, Maspero, 1982, 272 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juin-juillet 1983, p. 1234

Collectif, *De la pucelle à la minette, les jeunes filles de l'âge classique à nos jours*, Paris, Temps actuels, 1983, 256 p.

M.-F.Lévy, *De mères en filles. L'éducation des Françaises. 1850-1900*, Calmann-Lévy, 1984, 188 p.

G.Chaussinand-Nogaret, *Madame Roland. Une femme en révolution*, Seuil, 1985.

I.Bricard, *Saintes ou pouliches. L'éducation des jeunes filles au XIXe siècle*, Albin Michel, 1985, 352 p.

M.Sarazin, *Une femme, Simone Veil*, Robert Laffont, 1987, 305 p.

G.Thuillier, *Les femmes dans l'administration depuis 1900*, PUF, 1988, 174 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre-décembre 1989, p. 148

A.Léo, *La femme et les mœurs. Monarchie ou liberté*, réédition, Tusson, Éditions Du Lérot, 1990, 166 p., compte rendu dans *1848, révolutions et mutations au XIXe siècle. Bulletin de la Société d'histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIXe siècle*, 1991, pp. 164-165

É.Lejeune-Resnick, *Femmes et associations (1830-1880). Vraies démocrates ou dames patronesses ?*, Publisud, 1991, 262 p., compte rendu dans *1848, révolutions et mutations au XIXe siècle. Bulletin de la Société d'histoire de la révolution de 1848 et des révolutions du XIXe siècle*, 1992, pp. 170-171

F. & C.Lelièvre, *Histoire de la scolarisation des filles*, Nathan, 1991, 272 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, septembre 1992, pp. 392-393

Chr.Bard dir., *Madeleine Pelletier. Logiques et infortunes d'un combat pour l'égalité*, Côtés Femmes, 1992, 209 p.

Ch.Sowerwine & Cl.Maignien, *Madeleine Pelletier, une féministe dans l'arène politique*, Éditions ouvrières, 1992, 251 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, fév.-mars 1993, p. 481 & dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, avril-juin 1993, p. 133

R.Pflaum, *Marie Curie et sa fille Irène, deux femmes, trois Nobel*, Belfond, 1992, 450 p.

Ph.Lejeune, *Le moi des demoiselles. Enquête sur le journal de jeune fille*, Seuil, coll. "La couleur de la vie", 1993, 492 p.

M.Trédé, compte rendu d'une journée d'études sur la femme et l'électricité, *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, avril-juin 1993, pp. 112-113

J.Solé, *L'âge d'or de la prostitution de 1870 à nos jours*, Plon, 1993, 666 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, septembre 1996, p. 216

Chr.Bard, *Les filles de Marianne. Histoire des féminismes, 1914-1940*, Fayard, 1995, 528 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, fév.-mars 1997, pp. 533-534, dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, octobre-décembre 1997, pp. 734-738

J.Roux, *Sous l'étendard de Jeanne. Les Fédérations diocésaines de jeunes filles, 1904-1945*, Le Cerf, 1995, 310 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, octobre 1995, p. 513

Ph.Alonzo, *Femmes, employées. La construction sociale du salariat*, L'Harmattan,

1996, 327 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, avril-juin 1997, pp. 154-155

A.-M.Sohn, *Chrysalides. Femmes dans la vie privée (XIXe-XXe siècle)*, Publications de la Sorbonne, 1996, 2 vol., 1 095 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juin-juillet 1998, pp. 460-461

B.Dougnac, *Suzanne Lacore. Le socialisme-femme*, Périgueux, 1996, 160 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, juillet-septembre 1997, p. 173

G.& Y.Hivert-Messeca, *Comment la franc-maçonnerie vint aux femmes. Deux siècles de franc-maçonnerie d'adoption féminine et mixte en France, 1740-1940*, Dervy, 1997, 392 p.

M.Perrot, *Femmes publiques*, Les éditions Textuel, 1997, 158 p., compte rendu dans *Revue d'histoire du XIXe siècle. 1848. Révolutions et mutations au XIXe siècle*, n° 14, 1997/1, pp. 203-206

Colloque *Femmes dans la cité, 1815-1871*, Créaphis, 1997, compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, octobre-décembre 1999, pp. 837-839

Chr.Fauré dir., *Encyclopédie politique et historique des femmes*, PUF, 1997, 885 p., compte rendu dans *Revue d'histoire du XIXe siècle. 1848. Révolutions et mutations au XIXe siècle*, n° 14, 1997/1, pp. 218-220

M.Pollard, *Reign of Virtue : Mobilizing Gender in Vichy France*, Chicago and London, University of Chicago Press, 1998, 285 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, octobre-décembre 1999, pp. 152-153

M.Perrot, *Les femmes ou les silences de l'histoire*, Flammarion, 1998, 494 p., réédition, 2001

F.Thébaud, *Écrire l'histoire des femmes*, ENS Fontenay Éditions, 1998, 227 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, octobre-décembre 1999, pp. 165-166

Chr.Bard dir., *Un siècle d'antiféminisme*, Fayard, 1999, 481 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, octobre-décembre 1999, pp. 148-149

J.-Cl.Kaufmann, *La femme seule et le prince charmant. Enquête sur la vie en solo*, Nathan, 1999, 192 p.

Y.Ripa, *Les femmes actrices de l'histoire. France, 1789-1945*, Armand Colin, coll. "Campus", 1999, 192 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, juillet-août 2000, p. 418

Chr.Bard, *Les femmes dans la société française au 20e siècle*, Armand Colin,, coll. U, 2001, 240 p. [Très important et intéressant « manuel »]

Collectif, dossier sur l'histoire des femmes, *Historiens & Géographes*, février 2006, pp. 225-298, mai 2006, pp. 81-180

C.Cosnier, *Le silence des filles. De l'aiguille à la plume*, Fayard, 2001, 332 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, supplément 2001, pp. 135-137

É.Bloch-Dano, *Flora Tristan. La femme-messie*, Grasset, 2001, 352 p.

Collectif, *Femmes et justice pénale, 19e-20e siècles*, Presses universitaires de Rennes, 2002, 371 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, juillet-septembre 2003, pp. 148-149

S.Fiette, *De mémoire de femmes. L'histoire racontée par les femmes de Louis XVI à 1914*, Perrin, 2002, 384 p.

A.Rauch, *L'identité masculine à l'ombre des femmes. De la Grande Guerre à la Gay Pride*, Hachette-Littératures, 2004, 368 p.

P.Cornut-Gentille, *Madame Roland. Une femme en politique sous la Révolution française*, Perrin, 2004, 416 p.

N.Smaghue, « Représentations des femmes au travail au XIXe siècle », *Historiens*

& *Géographes*, juillet 2005, pp. 101-108

M.Zancarini-Fournel, *Histoire des femmes en France. XIXe-XXe siècles*, Presses universitaires de Rennes, 2005, 254 p.

M.Perrot, *Mon histoire des femmes*, Seuil, 2006, 300 p.

□ relire les pp. 56-57 du Dewerpe

□ Relire les pp. 90-92 & 109-110 de *La France des débuts... et de La France de la Belle Époque...*

□ Dépassons la « base » :

□ Bien sûr grande est la diversité des situations, des "positions sociales de la femme", grande est la complexité des angles d'étude, cf. la bibliogr. ci-dessus...

Mais misogynie générale, cf. la filature de la soie reste surtout rurale, pour laquelle le langage dit « avec une femme et de l'eau chaude » !

□ croyance en une vocation différente : la femme existe pour l'homme, tandis que celui-ci existe pour la société

- la femme doit être l' "ornement du foyer", comme on dit souvent.

- il n'est pas dans nature de la femme de travailler. Or les Révolution industrielles multiplient les femmes au travail

Cf. Michelet en 1859 : "L'ouvrière ! mot impie, sordide, qu'aucune langue n'eut jamais, qu'aucun temps n'aurait compris avant cet âge de fer !"

⇒ seules les bourgeoises (les « maîtresses de maison ») sont véritablement des femmes

⇒ la morale doit tempérer l'emploi des femmes au travail

□ tout le monde partage cette croyance en cette « nature féminine » et les préjugés de genre se trouvent aussi dans les milieux socialistes et syndicalistes : multiples exemples cités dans *La Peur du Rouge...*

□ et pourtant une tradition féministe :

- élitiste (Moyen Âge et Renaissance : Héloïse, Christine de Pisan, courtisanes, Précieuses, etc.)

- Jacobins n'ont pas été féministes (X pionnière Olympe de Gouges : Révolution française ¹⁶⁴), socialistes 1er XIXe siècle (sauf Fourier)

- mais Révolution industrielle fait passer l'autorité masculine de la vie familiale à celle du métier

- un premier mouvement féministe de masse au XIXe siècle :

* Flora Tristan ¹⁶⁵, puis Paule Minck, Louise Michel, puis féminisme rép. années 70 et 80 (contre Code Napoléon, "auteurs obscènes", exploitation des travailleuses), le mot "féministe" n'apparaissant qu'à la fin du XIXe siècle

* mais aussi des hommes, comme le journaliste Léon Richer : revue *Le Droit des Femmes* plus Congrès int. sur le droit des femmes (Paris, 1878)

- un second féminisme apparaîtra 1945>>>

- lourde erreur de V.Hugo qui avait écrit : "Le XVIIIe siècle a proclamé le droit de l'homme : le XIXe siècle proclamera le droit de la femme."

□ « Les femmes ont toujours travaillé » (Michelle Perrot ¹⁶⁶ et Sylvie Schweitzer), mais la cécité à l'égard de leur travail repose sur la « valorisation abusive mais insignifiante du travail *productif* [qui] a érigé en seules travailleuses les salariées » (Michelle Perrot, « De la nourrice à l'employée. Travaux de femmes dans la France du XIXe siècle », *Le Mouvement social*, n° 105, 1978, cité dans Fr.Battagliola, *Histoire du travail des femmes*, La Découverte, coll. "Repères", 2000, 128 p., plusieurs rééditions, p. 3)

¹⁶⁴ Elle publie une *Déclaration des droits de la Femme* deux ans après la DDHC.

¹⁶⁵ Voir la bibliographie.

¹⁶⁶ En introduction du numéro spécial du *Mouvement social* de juillet-septembre 1987 « Métiers de femmes ».

I. LA DIVERSITE DES TRAVAUX FAITS PAR DES FEMMES

Pourquoi cette expression ?

□ Liste (à ordonner ?) :

- paysanne,
- ouvrière
- domestique
- nourrice
- domestique
- sage-femme
- commerçante
- coiffeuse
- blanchisseuse, lavandière
- comédienne
- peintre
- sculpteur
- journaliste

□ Femmes au travail au XIXe siècle (Jean Bruhat dans Collectif, *Les Femmes et le Travail, du Moyen Âge à nos jours*, La Courtille, 1975, 224 p.) :

- travail dans les manufactures de tabac, cf. *Carmen*
- travail dans d'immenses ateliers de fabrication, bien surveillés. Et même des internats industriels, dont un rue de la Glacière, 240 ouvrières en 1869, encadrées par des sœurs de Saint-Vincent-de-Paul, région lyonnaise aussi, Jujurieux (cf. MTF-2 et 3)
- à la liste ci-dessus ajouter : la jeune paysanne qui va à la ville pour travailler,
- enquêtes sur la femme ouvrière
- l'industrie domestique survit, cf. les dentellières
- prostitution
- couturières, cravatières, polisseuses (cf. gravure envoyée par Internet)
- « demoiselles de magasin »
- le travail à domicile est facilité par l'usage de l'électricité : un prolétariat de l'aiguille
- bureaux et administrations
- les femmes sont-elles des concurrentes pour les hommes ?
- une syndicalisation

- les femmes remplacent les hommes pendant la Première Guerre Mondiale

□ Fr. Battagliola, *Histoire du travail des femmes*, La Découverte, coll. "Repères", 2000, 128 p., plusieurs rééditions :

- la **famille est une unité de production** dans l'ind. rurale et l'atelier urbain, dans le temps de la proto-industrialisation (et après aussi).
- Une des conséquences : problème qui se pose lors des **recensements**, lorsqu'il est décidé de poser une question sur la ou les professions : faut-il le faire individuellement ou collectivement ? Le commentaire du recensement de 1896 note « le classement des femmes est souvent affaire d'interprétation » ! Les recenseurs inventent la notion, utile, d' « isolées »
- mais **précoce travail des femmes dans les fabriques** : glissement d'activité (cf. tissage), effet de la mécanisation, qui nécessite moins de force, bas coût de cette main-d'œuvre. Une relative division du travail entre les sexes, qui longtemps pèse sur les mentalités
- 9^e édition de ***L'Ouvrière* (Jules Simon**, voir plus loin) en 1891
- **longue hostilité syndicale au travail des femmes**. Scandale de l'intervention très ferme de la féministe Hubertine Auclert au Congrès national ouvrier de Marseille en 1879
- pour la 1^{ère} fois, **la loi sur le travail de 1874 concerne les femmes (et pas seulement les enfants)** : travaux souterrains leur sont interdits, ainsi que le travail de nuit au-dessous de 21 ans
- **loi du 2 novembre 1892** limite le travail des femmes à 11h (et le travail des enfants de moins de 16 ans à 10h ; le travail est interdit avant 13 ans). Le travail de nuit est interdit aux moins de 18 ans, aux femmes de moins de 21 ans, mais dérogations. Interdiction du travail

dominical et du « travail souterrain » (s.s.) pour les femmes. Les conditions d'application de cette loi ont contribué à renforcer la ségrégation du travail entre hommes et femmes

- **loi de 1900**

- **bataille pour le congé maternité :**

En 1886, le catholique social conservateur **Albert de Mun** proposa un **congé maternité** de quatre semaines après l'accouchement pour les ouvrières, mais se posait pour les familles le problème de la privation de ressources pendant ces quatre semaines ! **Fallait-il indemniser ? et comment ?** De Mun y était hostile, s'appuyant sur les exemples allemand, belge et suisse, qui prévoyaient un repos obligatoire de quatre semaines sans indemnité. Le député socialiste Paul Lafargue pose alors, de façon étonnamment moderne, le principe de la fonction sociale de la maternité, impliquant une aide de toute la société. On aboutira seulement, 23 ans après de Mun, à la **loi du 27 novembre 1909** sur l'instauration des congés de maternité. Son poste est garanti à la femme enceinte, qui a droit à un congé de huit semaines, s'appliquant à toutes les femmes salariées, et il n'y a pas d'indemnisation. Comme entretemps l'État a institué des indemnités pour certaines fonctionnaires (les professeurs, puis les institutrices) et que Henry Chéron est ministre du Travail, sera votée une **deuxième loi, celle du 17 juin 1913** : le congé de maternité obligatoire est porté à deux mois (un avant, un après, en principe) pour toutes les salariées françaises, une indemnité, municipale et faible, est instituée : elle est au maximum de 1,50 F par jour. L'exclusion des étrangères choque certains parlementaires, qui proposent non seulement une modification de cette loi, mais des textes facilitent la naturalisation, au nom de l'intérêt national.

- La France se soucie de favoriser **l'allaitement maternel**. C'est même une préoccupation précoce et constante : les parlementaires proposent souvent de généraliser les initiatives de certains industriels, comme le chocolatier Menier. Mais **le législateur débat d'une seule loi, et de 1913 seulement**, créant une « prime d'allaitement » (de 50 centimes par jour...) ! Cependant cette loi engendrera la valorisation de la mère de famille dans l'entre-deux-guerres et le temps de Vichy : Médaille de la Famille française en 1920, Journée des Mères en 1926, Fête des Mères en 1943.

- **Grande Guerre :**

* l'ouvrière d'usine, en grand, avec hésitations et ambiguïtés. La revue féministe *La Française d'aujourd'hui* écrit : « On compte sur l'ouvrière pour enfanter des milliers d'obus et tourner des dizaines d'enfants » !

* les femmes et les jeunes filles des milieux aisés s'engagent massivement dans le bénévolat, prolongeant ainsi les activités charitables dont elles étaient coutumières

- **entre-deux-guerres :**

* progrès de la scolarité féminine

* déclin de la jeune femme oisive

* **progrès rapide de l'activité féminine dans le 3e** : bureaux, enseignement, où l'institutrice est désormais mieux vue mariée que célibataire, infirmières, etc.

- **Vichy hostile au travail féminin**

II. SECTEURS PRIMAIRE ET SECONDAIRE

□ La **femme rurale** : M.Segalen dans J.-P.Aron dir., *Misérable et glorieuse. La femme au XIXe siècle*, Fayard, 1980, 248 p., pp. 137 & suiv. :

- une place subordonnée, cf. les repas
- des tâches « interdites aux hommes », d'où non seulement des couples conjugaux, mais aussi des « couples » fils-mère, frère-sœur, père-fille, maître-servante

□ **L'ouvrière** : M.Rebérioux, dans J.-P.Aron dir., *Misérable et glorieuse. La femme au XIXe siècle*, Fayard, 1980, 248 p., pp. 59 & suiv. :

- des métiers réservés, mais longtemps le textile a mêlé femmes et hommes
- énorme réservoir rural
- sous-paiement
- épouvantables conditions de vie
- volant de main-d'œuvre très pratique, cf. Jouy
- dressage des jeunes
- petits chefs
- grèves joyeuses, dansées, incarnations de *Carmen*

□ **Jules Simon, L'Ouvrière, Hachette, 1861, nombreuses rééditions, comme 1876,** 444 p. :

- a enquêté à Lille, Lyon, Mulhouse, etc.
- un « livre de morale », mais nombreuses descriptions des travaux et métiers
- cite très tôt la formule de Michelet
- la réédition note les progrès faits par la République
- 4 parties : « les femmes dans les fabriques de soie » ; « les femmes dans les filatures et les tissages mécaniques » ; « la petite industrie » ; « le salut par la famille »
- s'appuie de temps en temps sur Villermé
- note bien sûr les aspects sexuels, chastement, sans plus
- anticléricalisme très mesuré
- conditions de logement
- « le plus sûr moyen de triompher du paupérisme serait d'habituer les ouvriers à la vie de famille »

- des remarques géographiques amusantes : les ouvriers de Lyon ne boivent pas (p. 54)

□ au XIXe siècle s'accroît l'**image de la Rosière fille pauvre, soumise à l'ordre social**, recevant une aumône.

Cf. cet exemple tourangeau :

"Chaque année, à partir de la présente, une rosière sera désignée par une commission municipale comprenant le maire, le curé et l'instituteur. L'âge des candidates devra être compris entre 18 et 25 ans ; chacune d'elles présentera un certificat de virginité délivré par un médecin assermenté, la veille ou le matin même du jour de l'élection, faute de quoi sa demande ne sera pas prise en considération. La commission tiendra le plus grand compte des qualités morales des intéressées, de leur **aptitude au travail** [c'est moi qui souligne] et de leur condition modeste. La lauréate devra avoir accepté d'être couronnée solennellement au cours des deux mois précédant son mariage. Le montant de la dot ne lui sera remis qu'après signature de l'acte de mariage, sous forme d'un livret de caisse d'épargne de 1 500 francs et de la même somme de 1 500 francs en louis d'or."

- la rosière a une valeur de **modèle pour la jeunesse**

□ personnage un peu parallèle, **la "catherinette"** :

- tradition remontant au Moyen Âge, plusieurs fois modifiée
- à l'époque contemporaine, chaque année, le 25 novembre, les jeunes filles de 25 ans célibataires "coiffent Sainte Catherine", pour trouver un mari dans l'année
- tradition perpétuée depuis Second Empire par maisons de couture, mais on fête aussi Sainte Catherine et les "catherinettes" partout ailleurs où personnel est à dominante féminine

□ **autres personnages emblématiques (mais moins) :**

- les "reines" des blanchisseuses, les "reines d'un jour", les "reines des reines", d'abord élues par jeunes filles, puis par... les commerçants >>>
- glissement vers la Miss et les majorettes
 - Miss ≈ rosière (jeune fille méritante elle aussi)

III. SECTEUR TERTIAIRE

1°) La bonne :

- A.Martin-Fugier dans J.-P.Aron dir., *Misérable et glorieuse. La femme au XIXe siècle*, Fayard, 1980, 248 p., pp. 27 & suiv. & A.Martin-Fugier, *La place des bonnes. La domesticité féminine en 1900*, Livre de Poche, 1979, 405 p., réédition, Perrin, 2004, 384 p.

- La bonne c'est le corps féminin dans la famille bourgeoise, cheveux cachés sous une coiffe, c'est la sensualité à proximité immédiate du père et du fils, mais aussi de la fille, qu'elle peut débaucher, cf. Élodie Charles dans *La Terre*, qui apprend accidentellement que la « confiserie » de ses grands-parents est un bordel et décide de prendre en mains les affaires de famille

- la « bonne à tout faire » est typique de la petite bourgeoisie, elle est la domesticité minimale. Ne pas en avoir « fait » prolétaire (ouvrier, employé). Les Frères Jacques chanteront années 50 « Quand y a plus d'bonne, y a plus d'bourgeois »

- les origines:

* campagnes (>>> une libération des conditions de vie très dures), Nivernais et Bretagne surtout pour Paris

* bonne peut venir de la camp. amenée par ses maîtres, venir à Paris en ayant un point de chute (familial par ex. ¹⁶⁷), venir seule (dangereux ¹⁶⁸...)

- le travail:

* bureaux de placement privés (mais corruption...), la « placeuse » étant souvent une ancienne domestique, bureaux de placement municipaux, commerçants jouant les intermédiaires

* salaires faibles (30 à 40 F / mois à Paris), mais supérieurs à ceux de l'ouvrière

* intensité : horaires illimités, pas un instant de répit, cf. la « grande Nanon », les domestiques n'ont pas droit au repos hebdomadaire loi de 1906

* ménage difficile à faire à cause des petits meubles et bibelots ; obsession de la poussière dans les nombreux ouvrages de conseils aux maîtresses de maison petites bourgeoises

* grands nettoyages de printemps et d'automne

* nourriture en plus des gages, mais la littérature insiste sur l'avarice de nombreux maîtres petits-bourgeois ¹⁶⁹

* Travail gêné par l'absence fréquente de l'eau courante et du tout-à-l'égout ; lessive dans des cuisines malsaines

* couchage infect et/ou exigu (le « sixième », repaire de maladies)

* cuisines sordides, dangereuses, malsaines (manque d'aération, humidité, etc.), s'ouvrant sur des courettes épouvantables

* seule la bonne est en contact avec l'ordure, ce qui excite les dépravés, dans la littérature

* la bonne mineure se voit déposséder de ses gages par ses parents

* la dureté du travail est sublimée par la religion (Marthe X Marie-Madeleine la pécheresse), les modèles véhiculés par les prix de vertu, la littérature (la Geneviève de Lamartine et son chemin de croix, Bérénice, la servante-pélican de Coralie dans *Les Illusions perdues*, les bonnes de la comtesse de Ségur ¹⁷⁰ sont des modèles...) et les prix qui récompensent les bonnes vertueuses

- logement dans la cuisine, une soupente ou le « sixième », avec des risques de voyeurisme, de séduction brutale ¹⁷¹. Solitude, en tout cas

- cas de la servante-maîtresse (*La Rabouilleuse*, Jacqueline dans *La Terre*, une dans O.Mirbeau, *Le Journal d'une femme de chambre*), un véritable spectre

¹⁶⁷ Mais aussi sociétés provinciales, Paroisse bretonne du quartier Montparnasse par ex.

¹⁶⁸ Racolage, prostitution, Œuvre des Gares seulement en 1905

¹⁶⁹ Cf. les Jossierand dans *Pot-Bouille*.

¹⁷⁰ Caricaturales dans *Les petites filles modèles* et *Les malheurs de Sophie*.

¹⁷¹ La littérature insiste sur les accouchements solitaires, les infanticides.

- mentalité :

* intimité de la femme de chambre avec sa maîtresse

* double infériorité : elle est femme et bonne

* la domestique enceinte peut être renvoyée, même si elle est mariée

* solitude : beaucoup de célibataires ; drames de la mère célibataire, de l'accouchement solitaire

2°) Les femmes écrivains

- B.Slama dans J.-P.Aron dir., *Misérable et glorieuse. La femme au XIXe siècle*, Fayard, 1980, 248 p., pp. 213 & suiv. :

- on en trouve tôt, d'après les dictionnaires du temps et les mémorialistes : George Sand, Sophie Cottin (Marie RastEAU), Anaïs Ségalas, Delphine Gay, Louise Ackermann, Marie d'Agoult (Daniel Stern), souvent issues de la bourgeoisie

- puis Séverine (Caroline Rémy), compagne de Jules Vallès

- mais Marceline Desbordes-Valmore et Flora Tristan sont issues de milieux pauvres

- statut de « femme-auteur » facilité par développement de la presse, cf. Delphine Gay épouse d'Émile de Girardin, patron de *La Presse*

3°) La prostitution féminine ¹⁷² :

- s'est complètement transformée au XIXe siècle :

* elle s'intègre dans un projet hyper-réglementaire qui surveille et comprime, jusqu'au mariage, toute l'activité sexuelle de l'individu et, en particulier, de la femme. De plus, « aux yeux des édiles, la prostituée ne fait pas que symboliser, elle manifeste, elle incarne l'ordure morale. Elle encombre la voirie, elle pourrit les corps, elle pue » (A. Corbin). Dans domaine de l'hygiène publique, cf. Parent-Duchâtelet.

* mais la prostitution n'est toujours pas un délit, à la différence de certaines réglementations étrangères. Cependant le racolage en est un

* elle est rendue indispensable par la disproportion des sexes dans les grandes villes (à cause des migrants). Le bordel reconstitue la mixité et crée un lien en apparence conjugal, au profit des hommes, il permet d'aller à la rencontre du peuple, danger que l'on courtise

* nouvelle clientèle ¹⁷³ dans deuxième moitié du siècle : bourgeois (car la jouissance excessive de la mère de famille serait scandaleuse), le jeune homme se mariant tard, employé peu payé, étudiant (la « jeunesse des écoles » de la littérature) ¹⁷⁴, soldat, touriste, acteur de théâtre en tournée...

* obsession de l'ordre et de l'hygiène : contrôle des prostituées, qui deviennent des « filles soumises ». Si la prostituée est « en maison » (ex-« bordel » ¹⁷⁵), elle est une « fille à numéro » (i.e. inscrite sur le registre de la tenancière), si elle exerce isolément (l'administration ferme les yeux sur la présence éventuelle d'un souteneur), elle est une « fille en carte »

* surveillance médicale (hantise de la syphilis, du « péril vénérien », angoisse de la « dégénérescence »)

- typologie amplifiée des établissements : dans l'orde : « grandes tolérances » ou « maisons » destinées à la clientèle aristocratique et bourgeoise, « tolérance de deuxième

¹⁷² N.B. : Le rouge est la couleur de l'amour et de l'érotisme, la couleur des prostituées [et des *lorettes* de la littérature du 19^e siècle]. Mythologie des femmes rousses. Sous-vêtements rouges = sous-vêtements invitant à la débauche. Biblio. : voir plus haut, plus : A. Corbin, dans J.-P. Aron dir., *Misérable et glorieuse. La femme au XIXe siècle*, Fayard, 1980, 248 p., pp. 41 & suiv.

¹⁷³ Le client = le *miché*, le *micheton*...

¹⁷⁴ Rappelons qu'il n'y a pas d'étudiantes, pendant longtemps...

¹⁷⁵ Le mot de « maison » reconstitue fictivement le lien bourgeois, il donne l'impression de s'exercer à séduire son épouse fidèle.

ordre », « maisons de quartier » (petite bourgeoisie), proxénétisme de cabaret, de brasserie (étudiants, lycéens, calicots, etc.), « lupanars » populaires, dont certains sont réservés aux militaires ¹⁷⁶, bordels des fortifications (ex. : Montrouge), « maisons d'abattage ». Tous les types se rencontrent dans grandes villes, mais pas dans villes moyennes

- la « filles à numéro » est prisonnière de la tenancière par système de dettes. Si fuite, police veille et protège la tenancière. La monotonie quotidienne n'est rompue que par la fête ou l'anniversaire de « Madame » ¹⁷⁷. Ralentissement de l'activité en fin de semaine, de quinzaine ou de mois (la paie...). Les filles « enfermées » diminuent en importance relative - la « fille de trottoir », la « clandestine » ont été rejointes par d'autres catégories : en vrac : « fille de noce » (entretenu à plusieurs), « pensionnaires » de bordel, « cousette » (occasionnelle ouvrière), « grande horizontale » ou « demi-mondaine » (= « lionne » ou « cocotte » du Second Empire, très proches des actrices et danseuses à la réputation douteuse, comme Réjane, Sarah Bernhardt, Liane de Pougy, la Belle Otéro, Cléo de Mérode, Cécile Sorel), la fille de « beuglant » ou de « bouibouis », etc.

- types variés de souteneurs, en général jeunes (comme aujourd'hui dans le TEH) voire très jeunes

- la prostitution a tendance à se concentrer dans les centres des villes, d'autant que les filles non enfermées sont de plus en plus nombreuses ⇒ elle est dense, visible : prostituée = femme-spectacle (cf. tableaux de Jean Béraud), la police (la « police des mœurs ») se focalise sur la surveillance de la rue (et arrête parfois des bourgeoises...)

- qui critique la prostitution ? les prostituées sont-elles défendues ? :

* un courant humanitaire, libéral, s'oppose à la police des mœurs

* les socialistes, les anarchistes et les féministes considèrent la prostitution comme un esclavage, ils sont « abolitionnistes », mais les socialistes font peu de choses au parlement

* des bien-pensants s'opposent à la prostitution pour défendre le mariage et la famille

* sociétés de moralité critiquent le « spectacle des rues », cf. la Ligue pour la Décence des Rues, la Fédération des sociétés contre la pornographie

* les seuls à avoir une attitude fine et moderne sont les anarchistes : une véritable défense de la prostituée en tant que femme, une critique large (aussi X droit de « cuissage » patronal, aussi pour droit de tous et toutes au plaisir), salariat féminin et prostitution sont voisins (⇒ proposent aux prostituées de se syndiquer)

- à la Belle Époque, on voit se développer les « maisons de rendez-vous » où les prostituées sont des occasionnelles (parfois mariées), bien habillées et chapeautées, et où les clients viennent « séduire » les femmes des autres (modèle de l'intimité bourgeoise). L'après-midi, tarifs élevés.

- que voit-on encore se développer avant 1914 ? ¹⁷⁸ :

* la peur des maladies, du « péril vénérien », de la « dégénérescence » (cf. succès européen d'Ibsen), qui menacent la patrie ⇒ très nombreuses publications, très nombreuses pressions pour maintien de la réglementation

* le désir d'une éducation sexuelle, spécialement pour éviter les maladies ⇒ affiches (dans vespasiennes...), conférences (y compris en Sorbonne), ouvrages médicaux destinés au grand public

* la traite des blanches, comme partout en Europe, en France centrée paraît-il sur Andrésey (près de Conflans Sainte Honorine), bruyamment dénoncée dans la presse (touche pas à la femme blanche !)

¹⁷⁶ avec « abattage », i.e. prost. en série.

¹⁷⁷ L'escapade de *La maison Tellier* est une aimable invention de Maupassant...

¹⁷⁸ Je simplifie l'évolution chronologique.

MTF 9- MUTATIONS DE L'ORGANISATION DU TRAVAIL AU TEMPS DE LA 2^E Révolution industrielle (toujours en complétant le Dewerpe)

Longue introduction

- un nouvel élan de l'industrie. Revoir l'entrée 4.1.1. « Production de masse, taylorisme et fordisme » de Dewerpe dans MTF-1
- le boulangisme exalte le travail : voir les textes photocopiés
- Rerum Novarum, 1891 : voir texte photocopié
- Zola consacre un de ses *Quatre Évangiles* au Travail publié en volume en 1901. Il chante la gloire du travail associé à la science et à la technique, le travail bien fait qui permet d'améliorer l'homme et de le rendre heureux. Pour évoquer le MTF, Zola a visité Le Creusot, le Familistère Godin de Guise (cf. MTF-3 à trois endroits), la Verrerie ouvrière d'Albi (voir cours ultérieur, MTF-11), les aciéries Ménard-Dorian près de Firminy, dans la Loire : il se situe dans le monde de la grande industrie de la charnière entre les deux siècles...
- symbole : seul cas d'église tout en fer : Notre-Dame du Travail (59, rue Vercingétorix, dans le quartier populaire de Plaisance, 14^e arr., terminée seulement 1902), parce que dans un quartier ouvrier, tout près de la gare Montparnasse et destinée aux ouvriers qui installent l'exposition de 1900. L'architecte, Jules Astruc, réutilise les éléments du Palais de l'Industrie construit pour l'exposition de 1857 : pierres pour la façade, poutres métalliques pour le reste (remplois des surplus dans des halles et usines de la région parisienne). Le curé « ouvrieriste » du quartier, l'abbé Soulange Bodin (1861-1925) pense que sa future église doit rappeler à l'ouvrier son usine pour qu'il s'y sente chez lui !
- décadence des métiers dans 2^e Révolution industrielle ¹⁷⁹
- Le terme de « paternalisme » devient d'usage courant dans années 1880-1890, mais bien sûr sa réalité a été théorisée bien avant ! Le paternalisme apparaît à beaucoup de patrons comme dépassé dans l'entre-deux-guerres >>> remplacement soit par l'autoritarisme (cf. Renault), soit par la « culture d'entreprise », alliée à la « sécurité ». Évolution partout dans le monde, de toutes manières.
- Les représentations se placent au cœur même des cultures d'entreprises, notion qui apparaît dans les années 1930 grâce aux sociologues Elton Mayo et Michel Crozier ¹⁸⁰.
- la « culture d'entreprise », une notion métaphorique :
 - * métaphore du consensus
 - * métaphore biologique : l'entreprise est un corps
 - * métaphore de l'identité
 - * métaphore du pouvoir : une instrumentalisation
 - * métaphore de la contrainte
 - * métaphore de la séduction

¹⁷⁹ Un assez bon résumé dans G.Lefranc, *Histoire du travail et des travailleurs*, Flammarion, 1975 (1^{ère} édition : 1957), 475 p., à ajouter à la « base », à condition de le trouver (en bibliothèque).

¹⁸⁰ A.Beltran & M.Ruffat dir., *Culture d'entreprise et Histoire*, Les Éditions d'Organisation, 1991, 159 p. ; P.Griset, « Histoire sociale et entreprise », dans C.Charle dir., *Histoire sociale, histoire globale ?* (table ronde janvier 1989), Éditions de la MSH, 1993, 222 p., pp. 191-202 ; Alain Leménorel (un excellent ancien élève, de l'ENS de Saint-Cloud), « Du paternalisme à la culture d'entreprise », dans D.Barjot dir., *Le travail à l'époque contemporaine*, CTHS, 2005, 427 p., pp. 173-186.

- Elle a été complètement négligée par l'école des *Annales*
- mais il y a aussi, bien entendu, une culture ouvrière
- une transformation globale du syndicalisme, et je signale un nouveau livre de « base » :
P.Karila-Cohen [jury oral] & B.Wilfert, *Leçon d'histoire sur le syndicalisme en France*, PUF, 1998, coll. "Major", 472 p.
- ds le même ordre d'idées (nouveau livre « de base ») :
F.Grenard, *Histoire économique et sociale de la France (fin XIXe-XXe siècles)*, Ellipses, 2005, 236 p.
- Un marché de main-d'œuvre étriqué : voir Démier, pp. 416-418
- le poids de la petite entreprise : *id.* pp. 418-419
- importance des conventions collectives, pour lesquelles Pierre Laroque, futur créateur et président de la Sécurité sociale, joue un rôle fondamental ¹⁸¹
- réflexion sur la productivité, « grand espoir du XXe siècle », le modèle américain, *cf.* Jean Fourastié ¹⁸²
- biblio. de base élèves nouvelle : A.Beltran, *Un siècle d'histoire industrielle en France. Industrialisation et sociétés. 1880-1970*, SEDES, coll. "Regards sur l'histoire", 1997, 174 p.
- la conjoncture économique de 1896-1897 : *Belle Époque*, p. 7-11
- la notion de Belle Époque économique : *Belle Époque*, chap. 5

¹⁸¹ Cf. Laure Machu, « Pierre Laroque, exemple d'une réflexion sur la convention collective pendant l'entre-deux-guerres », dans D.Barjot dir., *Le travail à l'époque contemporaine*, CTHS, 2005, 427 p., pp. 259-278.

¹⁸² R.Boulat, « Jean Fourastié, le modèle américain et la productivité (années 1920-années 1960) », dans D.Barjot dir., *Le travail à l'époque contemporaine*, CTHS, 2005, 427 p., pp. 279-300.

I. UN SYSTÈME TECHNIQUE EN MUTATION

notion de « système technique » : revoir cours MTF-1. Émergence d'un nouveau système technique, une accélération du changement technique

1°) Nouvelles énergies, nouveaux matériaux et production de masse

a) Les nouvelles sources d'énergie

□ La 2e Révolution industrielle est marquée par la continuation de la domination du charbon. On pourrait même dire que la force musculaire continue d'être importante, même au fond des mines de charbon !

□ l'électricité et le pétrole ont déjà des applications importantes en 1914 :

- tramways électriques se substituant années 1890 aux tramways à câbles ou hippomobiles ou à vapeur ¹⁸³, éclairage et moteurs domestiques, industries du froid, télégraphie électrique, machines à laver, éclairage électrique >>> de gros investissements

- automobiles à pétrole. 1^{ère} chaîne de montage aux usines Ford en 1913, mais Français ne pensent que c'est applicable à leur pays. Les Français mettent au point à la Belle Époque le système de l'interchangeabilité des pièces et des machines-outils fonctionnant automatiquement (Ernest Mattern à l'usine Peugeot de Lille)

- navires au mazout : le fuel sert d'abord à actionner des turbines à vapeur (cf. la *Jeanne d'Arc*) ; les moteurs Diesel apparaissent au début du XXe siècle

□ L'électricité a sa biblio. :

A. Beltran et P.A. Carré, *La fée et la servante. La société française face à l'électricité : XIXe-XXe siècle*, Belin, 1991, 350 p.

F. Caron & F. Cardot, *Histoire de l'électricité en France*, tome I, 1881-1918, Fayard, 1991, 999 p.

M. Lévy-Leboyer & H. Morsel, tome II de *l'Histoire de l'électricité en France*, Fayard, 1995, 1 438 p.

H. Morsel ¹⁸⁴ dir., tome III de *l'Histoire de l'électricité en France*, Fayard, 1996, 1 196 p.

□ des « milieux » sociaux de l'électricité :

- le mot d'électricien désigne des réalités très variées, mais le plus souvent il s'agit d'industriels. Cependant grande osmose entre les diff. « milieux »

- savants et professeurs, comme Becquerel

- inventeurs : Marcel Deprez (polytechnicien, 1^{ère} chute hydroélectrique à Lancey, Isère, 1869, invention du terme « houille blanche »), Zénobe Gramme (menuisier, inventeur de la dynamo), Gaston Planté

- ingénieurs, avec multiplication des écoles spécialisées et intégration immédiate dans le mythe de l'ingénieur

- industriels et artisans, comme Georges Leclanché, Aristide Bergès (Dauphiné), Ernest Mercier, « roi de l'électricité » dans l'entre-deux-guerres, baron (belge) Édouard Empain, les deux derniers réalisant des « groupes ». Nationalisation de l'électricité réclamée dès 1919 par

¹⁸³ 1^{er} tramway électrique à Clermont-Ferrand en 1890.

¹⁸⁴ Henri Morsel est un des grands spécialistes de l'histoire de l'électricité, de la seconde industrialisation et de l'industrialisation des Alpes. Cf. Collectif, *Des barrages, des usines et des hommes. L'industrialisation des Alpes du Nord entre ressources locales et apports extérieurs. Études offertes au professeur Henri Morsel*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2002, 386 p.

la CGT, puis par la SFIO, le PCF étant hostile ! Mais rôle décisif de Marcel Paul, ancien ouvrier de la CPDE

- les banquiers régionaux spécialisés dans les CA de soc. d'électricité : Georges Charpenay, Léon Laydernier

- journalistes spécialisés, à partir de ceux de la revue *L'Électricité* (1852 ! ¹⁸⁵) ; des revues de vulgarisation, lues par Jules Verne !

- ouvrier des chutes d'eau, ouvrier-paysan vivant à proximité immédiate ; « gardes-lignes » et « gardes-stations ». Dans tous ces cas, des lignées familiales, une aristocratie ouvrière

□ grande Exposition internationale d'Électricité de 1881 en l'honneur de la « fée électricité », avec un Congrès :

- Palais de l'Industrie, aux Champs-Élysées

- 16 pays, 900 000 visiteurs

- un tramway électrique transporte les visiteurs

□ ex. d'applications :

- le *block system* électrique est seul capable d'assurer la sécurité des trains, en isolant chacun dans une section spécifique

- éclairage des grands chantiers de travaux publics, d'usines modernes comme l'usine Menier à Noisiel, l'empire du chocolat, avec sa cité d'habitation (future Marne-la-Vallée) où tout est Menier, des égouts à l'éclairage (mais pas d'église : Menier est anticlérical, radical très avancé, prônant l'impôt sur le capital !)

- éclairage public : à Paris d'abord parc Monceau et Buttes-Chaumont. Mais résistance du gaz, de l'acétylène, du pétrole

- télégraphe (développement à l'usage du public seulement sous le Second Empire). MTF : les marins poseurs de câbles transatlantiques ou transmarins

- téléphone, racheté par l'État en 1889

- « moteur de famille », solution à la « question sociale » (!), mais les syndicats y voient un moyen de domestication supplémentaire

- force motrice dans usines

- compression de l'air pour percer des tunnels

- problème du transport de l'électricité + multiplicité des compagnies : Genève est la grande première ville éclairée à l'électricité

- à partir de l'exposition de 1881 : téléphone, éclairage et force électrique motrice se développent

- grands transatlantiques entre-deux-guerres fonctionnent avec des turbo-alternateurs : *Normandie*

- agriculture : labour électrique (des essais ss lendemains 1879>>>), éclairage des labours (!), surtout électrification des campagnes pendant l'entre-deux-guerres, campagnes pour le moteur électrique à la campagne ¹⁸⁶

- automobile électrique : Camille Jenatzy, la « Jamais contente », fourgons postaux

- lignes ferroviaires :

* La Fayet-Chamonix 1901

* Invalides-Versailles 1901 aussi

¹⁸⁵ sous-titre : *Revue pratique des découvertes nouvelles, de leurs applications aux arts, aux sciences, à l'industrie, à la thérapeutique.*

¹⁸⁶ Slogan : « La main-d'œuvre agricole devient rare et coûteuse. Remplacez-la par l'électricité » : l'électricité rurale est une « domestique fidèle » (autre slogan).

- * prolongement jusqu'à la gare d'Orsay
- * Paris-Juvisy Belle Époque aussi
- * Moûtiers-Lyon 1906
- * le PO bénéficie des chutes d'eau du Massif central
- publicité lumineuse: magasins de luxe, célébration des expos univ. de 1931 et 1937 (un Pavillon de la Lumière, fresque de Raoul Dufy, par ex.)
- une esthétique nouvelle (influence sur l'Art nouveau, Émile Gallé...)
- usages domestiques entre-deux-guerres: l' « aspirateur à poussières », machines à laver (exposées pour la 1^{ère} fois à la Foire de Paris en 1923), grosse publicité pour la « main-d'œuvre électro-domestique »
- un imaginaire de l'électricité: Jules Verne (chap. XII de *Vingt mille lieues sous les mers* est titré « Tout par l'électricité »), Zola (la cité idéale du *Travail*), Albert Robida (*La vie électrique*, 1892, avec des gravures délirantes, mais une réalité des années 50 fort triste), nombreux jouets, Danrit (anagramme de Driant) imagine, dans sa série « La guerre au Vingtième Siècle », un volume sur la guerre électrique (*L'Invasion noire*), menée victorieusement par les Occidentaux contre un *Djihad* des musulmans : barrages électriques, blindés électriques, etc., Villiers de l'Isle Adam, *L'Eve future*,
- les méfaits de l'électricité:
 - de nouveaux accidents du travail
 - de nouveaux accidents de transport, comme celui du métro à station Couronnes (84 morts en 1903, à cause d'un court-circuit)
 - des armes de guerre allemandes (en 1892 le bruit court qu'Edison se prépare à aider Guillaume II)
 - crainte de la rupture de la vie sociale, du déséquilibre nerveux
 - pour les bourgeois : de nouvelles grèves possibles et un vrai « grand soir ». Surtout que le chef syndical des électriciens parisiens est l'anarchiste Émile Pataud, au verbe inquiétant (cf. son petit livre *Comment nous ferons la Révolution*, 1909). En 1907 la grève des électriciens plonge Paris dans le noir et inonde les travaux du métro : énorme impact médiatique et Clemenceau développe le thème du service public. Nouvelle grève en 1910, moins suivie. De nombreuses petites sociétés ont leur machine à vapeur fournissant de l'électricité et la gardent

b) Nouveaux matériaux et production de masse

- nouveaux matériaux: aluminium (obtenu à l'état pur pour la première fois par Henri Sainte-Claire Deville en 1854) ; produits pétrochimiques, avec les grandes découvertes des années 30 : polyéthylène, chlorure de polyvinyle (PVC), polystyrène, néoprène, polyuréthanes ; textiles synthétiques (les artificiels existaient avant 1914), tissus de verre
- le nouveau « système technique » est à l'origine d'une production de masse >>>
- conditions de travail et conditions de vie se mêlent définitivement, spécialement dans :
- notion de « district industriel » (Alfred Marshall, 1919) pour désigner une entreprise du secondaire isolée dans un lieu donné
- production de masse, cf. automobile, mais loin du record de la Ford T. Premier code de la route français en 1922
- accentuation de la séparation entre travail de conception et travail d'exécution
- production « en continu » (Émile Belot, 1857-1944, travaux publiés 1911-1925) : améliorer le débit productif, en espérant que la machine pourra le faire mieux que l'homme. Le

taylorisme vient ensuite, surtout aux yeux des Français, pour imposer le rythme de la machine à l'homme

□ situation des travailleurs industriels au recensement de 1906 :

- 28 % travaillent à domicile
- 32 % dans établissements de 1 à 10 salariés
- 12 % de 10 à 50 salariés
- 28 % de plus de 50 salariés

□ classement des grandes entreprises en 1912 et en 1936 : tableaux photocopiés

□ le travail à domicile connaît un regain de fortune par le moteur électrique, sous deux formes :

- à la campagne, notamment dans des zones textiles comme le Lyonnais, où Kropotkine voit la possible renaissance d'un travail mixte indépendant
- en ville, dans ind. du vêtement où règne un véritable *sweating system* : le travail à domicile permet aux donneurs d'ordre d'échapper à toute réglementation
- naturellement toute une littérature bien pensante salue le « moteur familial », suivant la tradition initiée par Jules Simon

2°) Organiser l'industrie

a) De Godin au « moteur humain »

□ Le legs de Godin, mort en 1888 :

- Godin vu à trois reprises dans MTF-3. Jeune serrurier venu de Thiérache, devenu patron. Familistère de Guise
- J.-B. A. Godin, *Solutions sociales*, 1871, 660 p., réédition, Texte présenté et annoté par J.-F. Rey et J.-L. Pinol (au jury de l'écrit), La Digitale, 1979, 502 p. ¹⁸⁷ Livre incroyablement confus, pédagogique et mystique (Godin influencé par les mystiques de la fin du siècle, par la phrénologie, par le spiritisme, le magnétisme)
- traite des différentes formes de la rémunération du travail, des caisses de secours, du logement bien sûr : il rêve du « palais social », qu'est devenu le Familistère. Très nombreux plans dans le livre, minutieusement commentés. A coûté au total un million, soit près de 2,5 fois le prix de l'hôtel de la Société de Géographie
- est pacifiste
- part, dans les premières lignes du problème du logement pour le prolétariat, mais insiste longuement dans le livre sur l'Organisation du travail (expression de Fourier) ; Godin déploie d'ailleurs une lecture réductrice de Fourier : un syncrétisme
- association capital-Travail, mais l'ajout du logement conduit à l'« Association intégrale » au « communisme »
- en outre, le « palais social » soigneusement construit pour les ouvriers vise à leur offrir « les équivalents de la richesse », c'est-à-dire un standard de vie pour lequel la bourgeoisie paye cher mais auquel les travailleurs peuvent accéder grâce à la collectivité
- partage des bénéfices longuement évoqué
- >>> s'écarte donc complètement du paternalisme, lègue le Familistère aux ouvriers, qui doivent le faire fonctionner eux-mêmes >>>> une coopérative de 500 sociétaires environ
- 2 500 habitants en 1929, qui se succèdent souvent de père en fils

¹⁸⁷ Autre ouvrage, plus récent : M. Lallement, *Le travail de l'utopie. Godin et le familistère de Guise*, Les Belles Lettres, 2009, 510 p.

- vente en 1968 à Le Creuset, rachat par le groupe Cheminées Philippe en 1988
- le Palais social est vendu « à la découpe » ; banalisation de l'habitat, qui s'appauvrit, drogue, violences, etc. Équipements collectifs sombrent
- classé monument historique en 1991, le Familistère a été restauré au début de ce siècle
- l'action de Louis Dorizon (1860-1937) à la Société générale ¹⁸⁸ :
 - directeur (1896, à 36 ans) puis directeur général
 - un unique fichier de gestion du personnel de toute la banque
 - un portefeuille central de tous les dossiers d'escompte
 - une méthode de suivi des échéances
 - une culture de rigueur dans l'analyse des risques
 - mais mauvais placements à l'étranger (Égypte 1905 par ex.) provoquent sa démission en 1914
- pensée et influence de Henri Fayol (1841-1925), issu de l'École des Mines :
 - ingénieur chez Commentry-Fourchambault
 - saint-simonien attardé qui croit à la prééminence de la « classe industrielle » et s'intéresse à tout, y compris aux fossiles de Commentry, qu'il expédie au Muséum !
 - le fayolisme : 1916 : *Administration industrielle et générale...*
 - « doctrine administrative », qui va devenir le *management*
 - le « fayolisme » a permis de distinguer des « fonctions » au sein de l'entreprise : administrative, technique, commerciale, financière, comptable, de sécurité
 - influence réelle en France, mais un temps occultée par les idées de son fils Henri (1899-1982) qui défend un taylorisme rigoureux
 - les idées de Taylor et de Ford apparaîtront complémentaires de celles de Fayol
- beaucoup de publications déplorent le caractère désordonné, non-fonctionnel, de la banlieue industrielle et prônent l'usine fonctionnelle, bien aménagée, mais pas forcément esthétique. Cf. la *Revue d'Économie industrielle*, mensuelle, qui met en scène une autre conception de la rentabilité de l'effort humain, soutenu par une meilleure alimentation dans les locaux de l'entreprise, ce dont se soucient relativement peu les syndicats, obnubilés par le salaire, les accidents (voir polycopié « Grandjouan, fusain pour Syndicat des chemins de fer, 1910 ») et les « huit heures » (voir *Belle Époque*)
- progrès de la mécanisation et de la division du travail (travail en miettes, « pièces » XIXe siècle, appelés O.S. après Première Guerre mondiale, chronométrage, etc.). Au sommet : l'O.P., ouvrier professionnel, souvent appelé « compagnon »
- l'industrie automobile :
 - montre l'insuffisance de la div. du travail traditionnelle
 - nécessite une formation professionnelle autonome
- des scientifiques et des hygiénistes continuent à mener des recherches sur le « moteur humain » et la « machine animale », cf. Jules Amar, Auguste Chauveau et Jules Marey (qui utilise la photo pour étudier les mouvements du corps humain et du cheval). Sur la lancée des scientifiques et des Polytechniciens qui avaient travaillé (*sic*, cf. conclusion du MTF2) sur la notion scientifique de travail : le travailleur est-il une machine animée ?
- On a ensuite (cf. conclusion du MTF2) analysé le travail de l'homme comme « dépense » et « produit » mécaniques et produit (*sic*) la notion de « moteur humain » >>>>

¹⁸⁸ D'après sa biographie par H. Bonin, dans J.-C. Daumas dir., *Dictionnaire historique des patrons français*, Flammarion, 2010, 1 614 p., pp. 245-246.

- travaux sur la chaleur animale, sur l'usure par le travail, les conditions de travail, instruments de mesure (ergographes et ergomètres), du travail des muscles par ex.

- analyses du mouvement animal et humain aboutissant au **cinéma**

- **ergonomie** de **Jules Amar**, cf. sa thèse *Le Rendement de la machine humaine. Recherches sur le travail*, 1910 ; ses ouvrages *Le Moteur humain et les bases scientifiques du travail professionnel*, 1914 ; *Organisation physiologique du travail*, 1917 ; *Le travail humain*, 1923.

Des publications contemporaines de Taylor, donc.

- aussi **Jean-Marie Lahy**, qui étudie certaines professions, comme sténo-dactylo, conducteur de tramway, linotypiste

□ >>> **Le corps au centre de l'appareil productif** >>> terrain prêt pour les idées de Taylor

□ **L'apport de P.Lefebvre**, *L'invention de la grande entreprise : travail, hiérarchie, marché. France, fin XVIIIe-début XXe siècle*, PUF, 2003, 310 p. :

- il insiste sur les **hiérarchies** et introduit la notion de « **hiérarchie intermédiaire** », formée des ingénieurs et des contremaîtres : son importance est à la mesure de la perte d'autonomie des exécutants qu'elle surveille et encadre

- **divers types d'organisation du travail ont précédé le fordisme et le taylorisme (voir plus haut)**

- dans certains cas, le **contremaître** a pu préfigurer l'ingénieur : l'« empire des contremaîtres » !

- importance, dans les mines, du « maître-mineur » ou **porion**

- imp. du « métier » à l'intérieur de la grande usine, ce qui permet d'avoir une « hiérarchie faible »

- imp. du « travail intellectuel » dans la métallurgie et la sidérurgie, un travail déconnecté du travail manuel, mais qui peut concerner les contremaîtres

□ de toutes façons, tous les historiens insistent sur le développement des hiérarchies et, en leur sein, du pouvoir des ingénieurs ¹⁸⁹

□ **modernisation et autres mutations Belle Époque** : voir *Débuts, Belle Époque*, à compléter ainsi :

- s'accompagne d'une hausse des prix

- protectionnisme accru en 1910

b) Le taylorisme

□ **Frederick Winslow Taylor** :

- Né 1856. A fait tout une série de métiers, en grimant dans l'échelle sociale.

- pour la 1^{ère} fois traduit (un article) en français en 1907

- son livre *Principles of Scientific Management* (1911) est traduit en 1913 en français sous le titre *La Direction des ateliers*. Une autre œuvre sera traduite en 1916 sous le titre *Administration industrielle et générale*

- Louis Renault envoie des ingénieurs en mission d'étude outre-Atlantique, se déplace lui-même en 1911 pour rencontrer Henry Ford et Taylor

- idées appliquées en France en augmentant les tâches et les personnels de contrôle >>> la « direction », anonyme, insaisissable, kafkaïenne, remplace le contremaître (voir plus haut), haï mais proche !

¹⁸⁹ L'article canonique est celui de S.Schweitzer, "Industrialisation, hiérarchies au travail et hiérarchies sociales au 20e siècle", *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, avril-juin 1997, pp. 103-115.

- le travail ouvrier n'est qu'un travail d'exécution, précise et obéissante ; il faut faire la chasse au temps perdu ; ergonomie ; bureaux d'études
- *a contrario* : " l'offensive taylorienne affaiblit incontestablement la culture d'atelier, d'autant qu'elle est loin d'être récusée par tous les ouvriers : ils en obtiennent parfois de meilleurs salaires et il leur arrive de préférer l'objectivité du chronomètre à l'arbitraire du contremaître " (M.Rebérioux) ¹⁹⁰
- Nicolas Hatzfeld : « Loin d'être anodine, la question du temps et de sa mesure est au cœur des relations industrielles et, sans doute bien au-delà des usines au cœur des relations de travail. »
- idées appliquées en France en simplifiant :
 - * essentiellement le chronométrage et l'établissement de normes de fabrication
 - * les syndicats répliquent en disant que cela n'a rien de bien neuf, que c'est développer l'impitoyable du travail, éliminer les savoirs-faire, et ils déclenchent des grèves, notamment chez Renault
- Albert Thomas, ministre des Armements Première Guerre Mondiale, a beaucoup poussé à la taylorisation
- P.Fridenson, « Un tournant taylorien de la société française (1904-1918) », dans Collectif, *Organiser le travail, XIXe-XXe siècles*, n° de sept.-oct. 1987 des *Annales. Économies. Sociétés. Civilisations*, pp. 1031-1060 :
 - taylorisme = un « ensemble de techniques de préparation, de mesure et de contrôle du travail dans les ateliers et de paiement des tâches ainsi décomposées et uniformisées, que des professionnels de la séparation entre conception et exécution du travail développent à partir de bureaux spécialisés »
- Aimée Moutet, A.Moutet, *Les logiques de l'entreprise. La rationalisation dans l'industrie française de l'entre-deux-guerres*, Éditions de l'EHESS, 1997, 495 p. ; « Une rationalisation du travail dans l'industrie française des années trente », dans Collectif, *Organiser le travail, XIXe-XXe siècles*, n° de sept.-oct. 1987 des *Annales. Économies. Sociétés. Civilisations*, pp. 1061-1078, et autres articles :
 - développement du travail à la chaîne, y compris dans ind. alimentaires (cf. bière Motte-Cordonnier à Armentières, conserverie de petits pois à Dunkerque), et surtout dans quart NE de la France
 - organisation de la prévision
 - l'application de la taylorisation n'a été que partielle en France, tout au moins avant 1946
 - mais méthodes de Taylor utilisées même pour la construction... de cités-jardins (Clermont-Ferrand et Pessac)
 - et le mot de « rationalisation » très répandu dans l'entre-deux-guerres
 - Comité national de l'organisation française : voir + bas
 - AFNOR 1926
 - un engouement pour les « méthodes américaines »
 - une « forme paradoxale de la rationalisation de crise » dans années 30
 - le Front populaire crée en novembre 1936 le Comité national d'Organisation scientifique du Travail (COST, dir. par Jean Coutrot)
- Célèbre passage de Simone Weil. La condition ouvrière. 1951 (posthume)

¹⁹⁰ Nicolas Hatzfeld a une opinion similaire dans sa communication « De l'arme patronale au recours ouvrier, la mutation du chronomètre », colloque de Nancy du CTHS D.Barjot dir., *Le travail à l'époque contemporaine*, CTHS, 2005, 427 p., pp. 127-140. Il est l'auteur de la citation suivante, qui est extraite de sa conclusion.

« Me voici sur une machine. Compter cinquante pièces... Les placer une à une sur la machine. D'un côté, pas de l'autre. Manier à chaque fois un levier. Ôter la pièce. En mettre une autre. Encore une autre. Compter encore. Je ne vais pas assez vite. La fatigue se fait déjà sentir. Il faut forcer, empêcher qu'un instant d'arrêt sépare un mouvement du mouvement suivant. Plus vite. Encore plus vite !

[...] Si seulement je savais combien il faut en faire ! Je regarde autour de moi. Personne ne lève la tête ! Personne ne sourit. Personne ne dit un mot. Comme on est seul ! Je fais 400 pièces à l'heure. Savoir si c'est assez ?

[...] Voilà que le contremaître s'approche : " Combien faites-vous ? 400 à l'heure ? Il en faut 800. Sans quoi je ne vous garderai pas... " Que répondre ? " Je tâcherai ! " Forcer, forcer encore. Vaincre, à chaque seconde, ce dégoût, cet écœurement qui paralysent. Plus vite. Il s'agit de doubler la cadence. Combien en ai-je fait au bout d'une heure ? 600. Plus vite. Combien au bout de cette dernière heure ? 650... Le seul espoir, pour le lendemain, c'est qu'on veuille bien me laisser passer encore une pareille journée. »

c) Le fordisme et ses conséquences

□ fordisme = « la réorganisation des usines selon un flux continu de matières et de produits et l'obtention par les ouvriers de salaires supérieurs leur donnant accès à une consommation de masse ». Inauguré en 1910 aux abattoirs de Chicago, le travail à la chaîne a été mis au point par Ford à partir de 1913 dans ses usines automobiles de Detroit ; modèles standardisés produits en masse ; réorganisation de l'usine

□ américanisation relative de la société à la Belle Époque, nouvelles conceptions des masses et des individus (cf. Gustave Le Bon)

□ Une nouvelle conception de la rentabilité et de l'environnement du travail industriel, une nouvelle régulation du travail, se font jour : voir *Le Monde du Travail en France. 1800-1950* d'A.Dewerpe. Même si l'élan décisif ne viendra à l'organisation du travail qu'avec la Grande Guerre, commence à la Belle Époque la séduction des idées de Taylor, dont *Shop management* connaît six éditions françaises entre 1903 et 1913, des conflits du travail éclatent à ce sujet, et la journée de travail n'est que partiellement réduite.

□ j'ajoute sur le fordisme :

- il ajoute le convoyeur (de pièces) au taylorisme
- politique salariale avant-gardiste : salaires élevés pour consommation
- un compromis social, facteur de paix sociale

□ Conséquence : la notion d' « usine nouvelle » : voir deux textes photocopiés du P.Karila-Cohen (jury !) & B.Wilfert, *Leçon d'histoire sur le syndicalisme en France*, PUF, 1998, coll. "Major", 472 p.

□ Les organisations patronales : voir photocopié

□ La décadence des « métiers » :

- un ouvrier chapelier en 1890 : « Notre métier est en pleine déroute » ¹⁹¹
- causes évidentes
- L'ouvrier ignore l'usage de la pièce qu'il fabrique, la manière dont elle se combine avec d'autres, etc.

□ La population active est passée de 16,5 millions en 1881 à 20,5 millions en 1906 et en 1946 et elle a évolué de façon divergente :

¹⁹¹ Cité par G.Lefranc, *Histoire du travail et des travailleurs*, Flammarion, 1975 (1^{ère} édition : 1957), 475 p., p. 328.

- La fin du XIXe siècle a vu l'écart des salaires entre industrie et agriculture croître fortement au profit des premiers. Les migrations des plus jeunes ont provoqué la séparation entre une France industrielle et active sur le plan démographique et une France agricole à la population vieillissante.

- La population active masculine employée dans l'agriculture a commencé à décliner à partir de la fin du XIXe siècle. Cette baisse resta modérée avant 1914 (- 0,5% l'an en moyenne), un peu plus prononcée dans l'entre-deux-guerres (1 %) environ. Les variations en flux étaient proportionnelles aux mouvements de la conjoncture économique (40 000 à 50 000 départs par an dans les périodes de croissance, moins de 20 000 lors de la crise des années trente).

□ La tertiarisation :

- O. Marchand & Cl. Thélot, *Deux siècles de travail en France*, INSEE, 1991, 202 p. : égalité entre trois secteurs pop. active au milieu des années 1930. La répartition entre trois secteurs a été définie par le Néo-Zélandais Allan G. Fischer dans un ouvrage paru à Londres en 1935 ; l'Anglais Colin Clark l'a reprise en 1940 ; le Français Jean Fourastié (1907-1990) en 1949, dans *Le grand espoir du XXe siècle*

- La tertiarisation va de pair avec le développement de l'emploi féminin salarié. Les PTT emploient des femmes dès le XIXe siècle, derrière les guichets et devant les centraux.

Première femme facteur en 1911 ¹⁹²

□ grand rôle des ingénieurs. Les ingénieurs : voir polycopié

□ modeste montée des cadres :

- les cadres : voir polycopié

- création en 1892 de l'Union sociale des Ingénieurs catholiques, USIC

- 1936 : Syndicat des Ingénieurs salariés, SIS

- création en 1937 de la Confédération générale des Cadres de l'économie (CGCE), d'ailleurs invitée à la seconde conférence de Matignon (1938). Devient la CGC en 1944, sous la houlette d'André Malterre. Une grève contre la Sécurité sociale en 1946

- 1937 aussi : Mouvement des ingénieurs et chefs d'industrie d'Action catholique, MICIAC

□ le « bagne industriel » :

- haine de l'usine : bris de vitres, de machines (qui « envoient au cimetière »), etc.

- tout un vocabulaire ouvrier : rubrique « revue des bagnes » dans journaux socialistes et syndicaux, journaux aux titres comme *Revanche des Forçats*, mots de « forçats », « gardes-chiourme »,

- une dureté des relations du travail

- un travail devenu « vide », sans « bel ouvrage » >>> fuite hors de l'usine (cabaret, sport, etc.)

- nombreuses cartes postales représentent les sorties d'usine, peu les entrées

□ plan Tardieu « d'outillage national » (1930)

□ les « technocrates » des années 1930 — mot historique car il n'est jamais employé à l'époque — essaient de faire passer de la rationalisation à la productivité ¹⁹³ :

- vogue du *management*, introduit en français en 1921

- souvent anciens polytechniciens

¹⁹² Mme Faisy-Laumonier, dans l'Aveyron et à bicyclette.

¹⁹³ Biblio. : O. Dard, « Technocrates et services publics de 1918 à 1950 : de la rationalisation à la productivité », dans G.J. Guglielmi, *Histoire et service public*, PUF, coll. « Politique d'aujourd'hui », 2004, 444 p., compte rendu par mes soins dans *Historiens & Géographes*, juillet 2004, p. 459 et octobre 2005, p. 407, pp. 383-396

- Comité national de l'organisation française (CNOF, 1926, souvent anciens « fayolistes », le CNOF est issu d'un Comité Michelin), Jean Coutrot, groupe « X-Crise », CEGOS (Commission générale d'Organisation scientifique du Travail), etc.
- l'UIMM offre à ses adhérents les services d'un Comité d'OST !
- action de patrons comme Mercier (pétrole, électricité), avec son mouvement Redressement français
- socialistes « rationalisateurs », comme Jules Moch, polytechnicien
- lien avec la IVe Rép.

d) La durée du travail

- la durée du travail : voir le tableau récapitulatif photocopié
- la durée du travail et hygiène : voir photocopié
- Formulée dès 1883 à Roanne, peut-être sous l'impulsion d'un cercle catholique soucieux de l'observance du dimanche, la revendication du samedi après-midi devient, sous le vocable de « semaine anglaise » le centre d'une campagne vigoureuse menée par la CGT, et notamment par la Fédération de la Métallurgie, en 1912-1913 : affiches, tracts, papillons (voir photocopié « Papillons CGT 1913 Semaine anglaise »). En Grande-Bretagne, limitation de la durée du travail nettement + tôt qu'en France :
 - d'abord enfants (lois de 1802 et 1819)
 - en 1825 le travail est interdit, pour les enfants de l'ind. cotonnière, les samedi après-midi et dimanche >>> « semaine anglaise »
 - autres limitations ensuite, dont pour les femmes (1844 : « semaine anglaise » aussi)
 - puis les hommes >>> fin du siècle la « semaine anglaise » a triomphé dans presque toutes les branches industrielles
- Une revendication de « temps libre », avec même, timidement, la revendication de congés payés pour les mineurs à la Belle Époque, puis pour tous les travailleurs de l'ind. dans les années 20
- loi sur les « retraites ouvrières » de 1910 : voir *Belle Époque*. L'examen de la loi permet au député socialiste parisien Édouard Vaillant (1840-1915) de développer, le 26 mars 1910, son point de vue sur les « assurances sociales » ¹⁹⁴
- loi des huit heures en 1919 :
 - P.Fridenson & B.Reynaud dir., *La France et le temps de travail (1814-2004)*, Odile Jacob, 2004, 237 p. :
 - loi de 1919 est issue d'un mouvement complexe de luttes, diverses, pour la réduction du temps de travail
 - elle est vue par certains patrons comme d'application parfaitement possible s'il y a par ailleurs amélioration des « méthodes » (productivité, etc.)
 - en 1931 Keynes pronostique qu'en 2030 le temps de travail ne sera plus que de 15 heures par semaine !
- les maladies professionnelles : voir photocopié

3°) Et l'agriculture ?

a) Modernisation ?

¹⁹⁴ La loi a été étudiée très en détail par B.Dumons & G.Pollet, *L'État et les retraites. Genèse d'une politique*, Belin, 1994, 480 p.

□ peu de mutation des systèmes agraires en France avant 1946 :

- voir Début et Belle Époque

- La France est « un musée et un laboratoire du travail agricole où coexistent exploitations et types sociaux à la fois modernes et archaïques, un pays où l'évolution technique hétérogène de l'agriculture ne recoupe pas celle de l'organisation professionnelle paysanne qui connaît d'importants progrès »¹⁹⁵

- triomphe de l'exploitation familiale. Pour les modes de faire valoir, revoir MTF-4 à 5

- une nombreuse main-d'œuvre salariée (les *commis*). Un droit social particulier

- tracteurs apparaissent en 1916 ; des chars Renault convertis en tracteurs

- inconfort de l'habitat

b) Organiser

- ministère de l'Agriculture : voir *Débuts*

- Société des Agriculteurs de France (1867, dite syndicat de la rue d'Athènes) >>> Union centrale des Syndicats agricoles, positions corporatistes années 30, qd elle est devenue l'UNSA (« nationale » au lieu de « centrale »)

- Société nationale d'Encouragement à l'Agriculture, républicaine, favorable à coopératives et crédit agricole. Devient à la Belle Époque la Fédération nationale de la Mutualité et de la Coopération agricole (ou « fédération du bd St Germain »)

- prêtres démocrates ont fondé de petites associations

- Parti communiste >>> Confédération générale des Paysans travailleurs 1929

- SFIO >>> Confédération nationale paysanne 1933

- des syndicats de producteurs, comme l'Association générale des Producteurs de Blé (1924)

- la loi officialise en 1924 les Chambres d'Agriculture

- Organisations de Dorgères :

* Comités de Défense paysanne (1933 >>>)

Henri d'Halluin, né dans Nord 1897

journaliste (div. journaux)

livre, puis slogan "Hauts les fourches !"

puis CDP

* Front paysan 1934 (épémère) : CDP + Parti agraire (de Fleurant Agricola) + syndicats agraires

* 1935 : Chemises vertes (insigne : fourche et faux entrecroisées sur gerbe de blé)

* ⇒ un "fascisme vert" ?

avec les Jeunesses paysannes, les CDP et les Chemises vertes, 400 000 adhérents en 1939

traditionalisme en réalité

cf. propag. mythologie terrienne X "tyrannie des villes"

soutient 1936 bataille contre grévistes villes, tente briser grèves ouvriers agricoles

théoriquement mouvement populaire paysan X effets capitalisme ; en fait manipulé

par ceux qu'il prétend combattre (les conservateurs)

violemment antitétatique, antibureaucratique, xénophobe

Vichy : a été un moment dir. de la Propagande paysanne, mais déçu

¹⁹⁵ Collectif, *Le travail au 20^e siècle, Histoire générale du travail*, tome IV, Nouvelle Librairie de France, 1997, 682 p., p. 183.

faits de résistance (?) ⇒ condamné Libération à 10 ans d'indignité nationale, mais
peine relevée

alliance avec Poujade ; député 1956-1958

mort janvier 1985

- JAC

II. LA SOCIÉTÉ CIVILE CONTRE LE « JACOBINISME »

D'après P. Rosanvallon, *Le modèle politique français. La société civile contre le jacobinisme, de 1789 à nos jours*, Seuil, coll. "L'Univers historique", 2003, 446 p., réédition, coll. « Points », 2006, 450 p.

- Écart et affrontement constants entre l'État et une « société civile », entre démocratie « politique » et démocratie « civile »
- Un démon et une tradition de la centralisation, du « jacobinisme » (très vaguement défini), avec de fortes résistances de la part des « corps intermédiaires », de la part d'une « démocratie directe » refusant la délégation
- Thème récurrent, dans le 1^{er} XIXe siècle, du rétablissement des corporations (cf. travaux de Francis Demier)
- Autre thème récurrent, dans tout le siècle : les « corps intermédiaires », associations surtout pour le programme, cf. lois de 1884 et 1901
- Rappels DL : ne pas oublier le « modèle républicain » : revoir *Débuts* et cours Hk2 2009-2010 « Suppléments aux *Débuts* et à la *Belle Époque*

1°) Avant 1848

- rejet de la société d'ordre et de corps (corporations, académies, sociétés de pensée, etc.), obsession révolutionnaire de l'unité de la Nation, rejet des « interfaces »
- et un nouveau lien social « général », un contrat social, sous le signe de Rousseau et de Burke
- Montlosier (Restauration), puis Tocqueville analysent longuement le « jacobinisme », en soulignant les liens avec l'Ancien Régime :
 - ils sont beaucoup lus au XIXe siècle
 - surtout le 2^e, qui appelle souvent de ses vœux le développement de petites communautés vivantes et décentralisées pour endiguer et limiter la pression égalitariste et uniformisante de la démocratie
- hantise fréquente de la désorganisation sociale, d'une société « abandonnée » à elle-même : un spectre de la dissolution sociale, un rejet de l'individualisme (mot qui apparaît dans le 1^{er} XIXe siècle, chez les saint-simoniens, vers 1825). Plusieurs romans de Balzac, *César Biotteau* par ex., insistent sur cet aspect
- conséquence : désir de corps intermédiaires, d'associations. L'invention du mot « socialisme », par Pierre Leroux, en 1834, est significatif, cinq ans après la 1^{ère} mention du mot « décentralisation »
- sociétés capitalistes, comités électoraux, mais aussi sociétés de secours mutuel, caisses de grèves, caisses de secours, sociétés de prévoyance, avec le désir d'aller au delà, de « former un corps ». Le mot de « corporation » est d'ailleurs employé jusqu'à la fin du XIXe siècle ; la CGT emploie l'expression de « congrès corporatif » jusqu'en 1923 : c'est la scission de la CGTU qui entraîne l'abandon de ce vocabulaire et fait passer à l'« esprit de classe »
- « chambre syndicale » se substitue progressivement à « corporation »
- parallèlement, réflexion sur les communes et le droit communal, cf. loi de 1872 (voir *Débuts*)
- les sociétés ouvrières apparaissent un peu pour les conservateurs comme un garde-fou (contre le socialisme) et un rappel nostalgique des corporations : elles moralisent, encadrent
- mais les associations apparaissent surtout vite comme un facteur de désordre, un danger (pour les libéraux...). D'ailleurs les libéraux ne mentionnent nullement les associations, ni même les communes, dans leur revendication de libertés, cf. Thiers dans son discours sur les

« libertés nécessaires » (1864). Les comités électoraux sont critiqués comme « antidémocratiques »

□ Conséquence : l'article 291 du Code pénal reste en vigueur (autorisation pour formation des associations de plus de vingt personnes)

2°) La question du « jacobinisme »

a) Vue cavalière

□ L'esprit de 1848 témoigne d'une grande ambiguïté sur la « question jacobine » :

- le printemps des peuples est celui des associations, clubs politiques, coopératives de production, sociétés ouvrières de toutes natures, le droit d'association est implicitement reconnue aux ouvriers

- mais exaltation d'une totalité fraternelle, « nationale », unitaire

□ le Second Empire est une forme d'accentuation du jacobinisme par sa « démocratie illibérale », mais loi de 1864 et évolution des années 1860

□ Du début des années 1870 au milieu des années 1890, le thème de la décentralisation disparaît presque complètement du débat public et devient un « mot-valise ». Mais n'est-ce pas parce que le « jacobinisme » du XIXe siècle a été exagéré, voire fantasmé, depuis Tocqueville ?

□ attaques de certains penseurs sociaux contre le « jacobinisme » à la fin du XIXe siècle :

- sociologues (Alfred Espinas, Émile Durkheim, Léon Duguit), Alfred Fouillée (*La Science sociale contemporaine*, 1880)

- nombreux ouvrages d'Alfred Fouillée jusqu'à *La Démocratie politique et sociale*, 1910

□ j'ajoute le grand débat de 1906 sur le Travail avec la longue intervention de René Viviani.
polycopiée

b) La levée des suspicions entourant le principe associatif

□ Si émergent dès la Restauration des sociétés politiques, des associations de bienfaisance, des groupements étudiants, des sociétés littéraires, 1848 marque ensuite une embellie dans tous les domaines, et la fin du Second Empire a également constitué un temps fort de la vie sociale.

□ une certaine tolérance des pouvoirs publics, par pratique souple de l'art. 291 du Code pénal (procès très peu nombreux). Mais surveillance (cercles ¹⁹⁶, débits de boisson, cabarets, tout particulièrement)

□ le Second Empire (lois de 1863 et 1867) réforme dans un sens très libéral le régime des sociétés dites commerciales (SA) ¹⁹⁷

□ et naissance en 1866 de la Ligue de l'Enseignement

□ les nouvelles conditions du début de la IIIe République :

- développement rapide des sociétés de gymnastique et de tir (P.Arnaud, voir *Débuts*), des associations de coopération, des sociétés sportives type CAF et STD (voir *Débuts*)

¹⁹⁶ Cf. M.Agulhon, *Le Cercle dans la France bourgeoise. 1810-1848. Étude d'une mutation de sociabilité*, Armand Colin, Cahiers des Annales, 1977, 105 p.

¹⁹⁷ Lois de 1863 & 1867 permettant la création de SA sans autorisation : la 1ère crée les "sociétés à responsabilité limitée", ≠ des SARL de l'entre-deux-guerres, au capital limité au maxi. de 20 millions de F, et se créant librement ; la 2de dispense les SA de l'autorisation accordée par le Conseil d'État ainsi que du plafond de 20 MF. Mais en 1867, il n'y avait pas 40 SA...

- des propositions de loi sur les associations et/ou d'abrogation de l'article 291 : programme de Belleville déjà, Tolain devenu sénateur de la IIIe République
- loi de 1884 sur la liberté syndicale, Bourses du travail se développent
- développement chez les républicains de l'idée que les associations peuvent être des relais, des auxiliaires, pour l'État :
 - * Associations philotechniques, polytechniques, philomatiques, etc.
 - * le nouvel État hygiéniste, pastorien, qui se met en place à la fin du XIXe siècle, ressent le besoin de faire appel à des auxiliaires : Société française de Prophylaxie sanitaire et morale, Alliance d'hygiène sociale, et l'Alliance nationale pour l'accroissement de la Population française (voir cours précédent), des associations locales aussi
 - solidarisme de Léon Bourgeois (voir cours précédent)
 - mais loi de 1872 contre l'Internationale (voir *Débuts*) et problème des congrégations (voir *Débuts*) : 33 projets législatifs en vain !
 - la loi de 1901 : voir *Belle Époque* + :
 - une enquête de l'Office du Travail faite en 1900 montre l'existence de :
 - * 11 000 sociétés de secours mutuel
 - * 7 500 sociétés sportives
 - * 7 000 associations professionnelles, dont les syndicats
 - * 6 500 associations musicales
 - * 3 600 cercles
 - * 2 500 associations scolaires
 - * 2 200 sociétés de pensée
 - * 2 000 coopératives (seulement)
 - * 1 000 associations charitables
 - concl. : la loi est reconnaissance d'une réalité associative déjà florissante
 - faculté « d'acquérir » reste bridée
 - des subventions aux associations jugées les plus utiles
 - la loi ne tarit pas le flot de la littérature traditionaliste et nostalgique en faveur des corps intermédiaires (La Tour du Pin par ex.) ni le courant progressiste (Marc Sangnier par ex.)

c) Après 1919

- Dès les années 1920 et 1930 vont ressurgir de multiples projets appelant à une reconsidération radicale du rôle et de la place des corps intermédiaires. Mais le nouveau cycle des utopies et des nostalgies dans ce domaine sera vite clos.
- redécouverte du courant saint-simonien
- ouvrages de Maxime Leroy, juriste, proudonien, très nombreux ouvrages
- ouvrages de Georges Valois :
 - pseudonyme d'Alfred-Georges Gressent, ancien ouvrier du Livre
 - nourri à la fois de G.Sorel, de Maurras et d'anarcho-syndicalisme
 - a appartenu à l'AF, qu'il quittera en oct. 1925, sans heurt violent au début (aile "syndicale", syndicaliste révolutionnaire, et ouvrieriste)
 - animateur du Cercle Proudhon, du journal *Le Nouveau Siècle* (hebdo., un temps quotidien)
 - fonde le Faisceau 11 novembre 1925, plutôt une société de pensée (S.Berstein)
 - éditions (Éditions de Valois) : édite de nombreux travaux d'hommes qui s'efforcent de trouver idées nouvelles contrastant avec syst. politique officiel (non-conform.)
- courant corporatiste des années 1930, soutenu par les durkheimiens et relayé par Vichy. Évidemment, sens totalement nouveau, et vague, à cause du Fascisme

□ l'État de la Libération appelle de ses vœux la constitution d'un « corps familial » qui représenterait l'ensemble des familles auprès des pouvoirs publics pour en devenir le conseil et l'auxiliaire :

- ordonnance du 3 mars 1945 institue une Union nationale des Associations familiales (UNAF) : avis aux pouvoirs publics, représentation des familles, gérer certains services de l'État

□ constitution de 1946 reprise en 1958, rappelle le droit syndical et même le droit d'association, qui fait partie des « libertés fondamentales », dit le Conseil d'État

3°) L'État « instituteur du social »

a) Les deux lois de 1864 et 1884

□ Les conséquences de la Révolution industrielle :

- loi du 29 mai 1864 autorisant la grève répond à un calcul politique : l'Empire veut se concilier le monde ouvrier (nombreuses autres mesures en ce sens : logements ouvriers comme la cité Napoléon, 58 rue Rochechouart, 9e). Très nombreuses références historiques à la loi Le Chapelier de 1791 dans les années qui précèdent

□ mais lenteur de la confection de la loi sur la liberté syndicale (du 21 mars 1884) :

- depuis 1871, plusieurs projets visant à introduire la liberté d'association

- 1^{er} projet déposé par Lockroy en 1876

- longues discussions montrent hésitations et résistances, mais aussi :

* à nouveau références à la loi Le Chapelier du 14 juin 1791

* la fréquence de l'utilisation du modèle anglais des *trade-unions*

* aux yeux des conservateurs, le syndicat obéit au principe de l'ordre

* désir de structurer le social pour le rendre saisissable, d'intégrer les ouvriers

* on attend de la légalisation du fait syndical qu'elle conjure le spectre des passions

révolutionnaires, permettant à la société d'entrer dans une ère de stabilité (des chefs d'entreprise viennent même témoigner en ce sens !). La circulaire d'application va insister sur cette qualité

* En reconnaissant une certaine autonomie à la sphère du social, on pense en fait plus largement pouvoir refroidir les passions politiques et même éloigner les ouvriers du champ politique. La République poursuit donc en cette manière un objectif proche de celui que s'était assigné Napoléon III : organiser le travail pour conjurer le spectre de la révolution

* une droite catholique traditionaliste (Albert de Mun) appelle au retour des corporations !

* c'est le raisonnement par l'ordre social qui va emporter la décision et le vote : on accepte ainsi pour les syndicats ce que l'on refuse vivement pour les autres associations à la même époque !

- en même temps, très nombreuses grèves : un véritable « âge d'or », qui montre l'urgence de voter une loi

- la loi cantonne très rigoureusement l'action syndicale au seul domaine économique et social. L'expression d' « intérêts généraux », un temps proposée, est repoussée

- la loi, à cause du Sénat, distingue soigneusement le syndicat, autorisé, et la fédération nationale de métier, dans un premier temps repoussée car suspectée de pouvoir être un instrument révolutionnaire, un « véritable gouvernement », dit même un sénateur. C'est pour Waldeck-Rousseau un long combat que de faire triompher le texte voté par la chambre des députés

- progression considérable et rapide du nombre de syndicats et de fédérations nationales, mais procédure de la déclaration très critiquée et peu respectée

□ progrès ultérieurs :

- dès 1892, des professions libérales (ex. : prof. médicales) sont aussi autorisées à former des syndicats

- extension *de facto* à un grand nombre de professions et même aux locataires (1910) ¹⁹⁸

- le syndicat est reconnu comme une personne juridique en 1913

- une décision de 1920 (*sic*) donne aux syndicats l'autorisation de posséder des immeubles, d'organiser des sociétés de prévoyance, des institutions de formation, des habitations à bon marché, de subventionner des coopératives, de passer des contrats avec des sociétés commerciales, etc.

□ La reconnaissance du fait syndical a marqué l'entrée dans un âge plus organisé de la régulation économique et sociale : l'univers contractuel « individualiste » dessiné par le Code civil de 1804 s'efface pour céder la place à de nouvelles procédures et à un type de droit « collectif », remplaçant en partie le droit prud'hommal (effacé dans 2^e moitié du XIX^e siècle)

□ des projets de rendre la syndicalisation obligatoire (ex. : juriste Georges Scelle en 1900, Joseph Paul-Boncour, *Le Fédéralisme économique, étude sur le syndicat obligatoire*, 1900 aussi). Ils terrorisent les patrons !

b) Les nouvelles formes de régulation sociale

- en 1891 est mis en place un Conseil supérieur du Travail, d'où émane l'Office du Travail, en charge d'une mission de réflexion et de propositions sur tout ce qui relève des horaires, des salaires, etc. et de la production de statistiques.

- l'encadrement des conflits : loi du 27 décembre 1892 sur la conciliation et l'arbitrage offre aux patrons et aux ouvriers une procédure pour tenter de résoudre les conflits du travail

- suppression en 1892 de la filière de formation des officiers de santé, les médecins des pauvres

- la même année, l'âge minimum à l'embauche est repoussé à 13 ans

- loi de 1893 sur l'assistance médicale gratuite

- la même année, allongement d'un an de la scolarité des étudiants en médecine

- le contrat de travail :

* un 1^{er} projet de loi autorisant le « contrat collectif » est déposé en 1902 à la chambre des députés

* Le terme de « convention collective » est forgé peu après pour désigner le nouvel objet juridique que beaucoup appellent de leurs vœux pour organiser efficacement les rapports de travail dans l'entreprise moderne

* plusieurs projets à la Belle Époque, mais difficultés juridiques

* loi seulement en 1919. Et seuls les adhérents du syndicat bénéficient des avantages de la convention

* en 1936 (loi du 24 juin) extension à toute la profession

- en 1909, une loi garantit leur emploi aux femmes absentes pour cause de maternité

- on assiste donc à l'émergence d'une véritable législation du travail, dont la complexité croissante pousse les pouvoirs publics à mettre en chantier le...

¹⁹⁸ Les conflits collectifs en matière de logement qui s'amplifient dans l'entre-deux-guerres provoquent la formation d'une Confédération nationale du Logement. En 1928 est encore créée une Confédération générale pour la Défense des Consommateurs

- naissance en 1910 du Code du Travail officialise la reconnaissance d'un espace juridique distinct du droit privé et du droit public

4°) Christianisme social et démocratie chrétienne

□ Le catholicisme social renaît après l'Année terrible (*cf.* l'Association catholique de La Tour du Pin), mais il est fermement attaché à l'enseignement du concile Vatican I (1870) et du pape (le *Syllabus*, 1864, condamnait 80 propositions " erronées ", socialisme, libéralisme, matérialisme, rationalisme, etc.). Harmel (*Cf.* MTF-3) se fait aussi l'initiateur des congrès ouvriers chrétiens (le premier a lieu à Reims en 1893).

□ Des abbés démocrates (souvent issus du peuple) se font élire au Palais-Bourbon : Garnier, Naudet, Six, Gayraud (député de Brest à partir de 1897), Lemire (député de Hazebrouck à partir de 1893).

□ Enfin, naît en 1896 un premier parti démocrate chrétien, le Parti démocratique chrétien, issu d'horizons variés : les prêtres démocrates, les cercles ouvriers postérieurs à l'encyclique *Rerum Novarum*, les intellectuels (journalistes, universitaires, avocats, les deux plus grands noms étant Marc Sangnier et Emmanuel Desgrées du Loû) et les industriels paternalistes comme Léon Harmel. Le Parti démocratique chrétien n'aura qu'une existence très courte, l'encyclique *Graves de Communi* (1901) interdisant l'emploi de l'expression "démocrate chrétien" et les troupes étant séduites par le nationalisme : il disparaîtra en 1902. Allaient prendre le relais Marc Sangnier et sa revue *Le Sillon*, fondée en 1894.

5°) La reconstruction économique et démographique de 1944 à 1946

□ Une œuvre féconde (*sic*) et pas seulement pour cette période

□ pas vraiment de modèle ext. en ce domaine : les États-Unis et l'URSS sont certes des "phares", mais pas en ce domaine, ni dans domaine politique

a) La reconstruction économique : une "troisième bataille de France"

□ priorité à remise en état des ports, des ponts, des voies ferrées :

- dès 1945, la SNCF peut assurer un trafic supérieur de 20 % à celui de 1938, malgré un personnel et un matériel - nombreux qu'à la veille de la guerre

- imp. dans mémoire collective

□ autre priorité : la prod. charbonnière :

- 35 Mt en 1945, 47 Mt en 1946 (1955 : 55)

- mais importations nécessaires

- ⇒ imp. de la demande du rattachement de la Sarre à l'éco. fr. (accordé) et du détachement de la Ruhr du reste de l'Allemagne

□ les problèmes :

- manque d'électricité, de gaz, de pétrole

- retard des ind. de transformation, bâtiment, mauvaises récoltes (épuisement des sols)

- problèmes de main-d'œuvre :

* causes : diminution pop. fr., départ d'étrangers (ex. : Polonais), productivité moindre

* remèdes (insuffisants) : avantages à main-d'œuvre étrangère (allocations familiales, Office national d'Immigration), on essaie d'attirer les "Personnes déplacées", recours aux PG allemands

□ effort général stimulé par :

- min. comm. lançant des appels à la production :

cf. célèbre formule de Thorez, le 21 juillet 1945 à Waziers, dans le Pays noir (Nord) :
"Produire, produire, et encore produire, faire du charbon, c'est aujourd'hui la forme la + élevée de votre devoir de classe, de votre devoir de Français !"

- affiches CGT et Parti communiste appelant à "retrousser ses manches"

- augmentation des salaires

□ importations augmentées (surtout en provenance des États-Unis)

en 1945, les imp. = 4 fois les exp. !

□ remède fondamental : choix de la politique Plevin X celle de Pierre Mendès France :

- choix fait pour des raisons politiques

- conflit surgi dès janvier 1945 (lettre de démission de Pierre Mendès France du 18, démission effective le 5 avril)

- Plevin, min. des Finances : priorité à la production, inflation, emprunts

- Pierre Mendès France, min. de l'Éco. nat., auquel les Finances échappent : austérité financière, impôt/ capital, sévère politique de déflation

□ France très affaiblie financièrement par la 2e Guerre mondiale :

- 2 dévaluations de novembre 1944 et décembre 1945

- → F. s'accroche à dde de réparations allemandes :

* conférence de Paris novembre-décembre 1945 octroie à la France un peu moins du 1/5 (très peu sera payé)

* conf. Moscou (mars 1947) constate divergences de vues W-E (appui des "Anglo-Saxons"/ relèvement allemand, politique que la France est bien obligée de suivre)

- les Finances étant (comme le Ravitaillement) un des grands échecs de la période, le titulaire du portefeuille changera (presque) à chaque nouveau gov. !

□ très important pour l'avenir :

- création d'un ministère de l'Éco. nat. (novembre 1944)

- ébauche de plans

- orientation vers politique inflationniste

b) La politique nataliste

- vieillissement ancien de la population fr. : un vieux pays, un pays vieux, un pays de vieux

□ Code de la Famille (décret-loi 31 juillet 1939) :

- précédé 1938 par mesures favorables pour familles nombreuses (allocations familiales)

- barème des allocations familiales réaménagé

- prime à la première naissance

□ gouvernement P.Reynaud met en place 5 juin 1940 (!) min. Famille

□ Vichy, mais aussi Londres :

- supplément familial de traitement pour les fonctionnaires

- prêts aux jeunes ménages

- relèvement des allocations familiales

□ causes du relèvement démographique 1945>>> :

- politique de population :

attitude typique du MRP, le "parti de la famille" ; Ministère de la Santé publique et de la Population (1946) ; IN d'Hygiène ; INED ; allocations prénatales (août 1946) ; augmentation des allocations familiales ; quotient familial pour impôt/revenu ; politique syst. de protection sociale et sanitaire de la population (*cf.* SS).

- Toutes ces mesures ont favorisé la reprise de la natalité malgré les difficultés de l'après-guerre: rationnement, difficultés de logement. Elles ne suffisent pas à tout expliquer

- NB : prestations familiales ont évolué comme les prix et non comme les salaires: prestation moyenne par enfant bénéficiaire (pour le régime général de SS) était passée d'environ 15 % à 22 % du PNB par hab. entre 1946 et 1949 ; elle a régressé pour tomber à 10% seulement en 1973 (stable depuis)

- changement de psychologie vis-à-vis de la famille pendant Seconde Guerre mondiale, puis dans années 60 (pourquoi ?); Avec une très forte unanimité de l'opinion publique

d) La Sécurité sociale (1945-1946)

□ Une conception nouvelle :

- inspirée du Plan Beveridge (anglais 1942, Lord William Henry B., 1879-1963) : sécu. (> assurance), égalitarisme

- une sorte de "contrat social"

- parallèle avec législation du travail Quatrième (comités d'entreprise, congés payés + longs, etc.)

- rôle de Pierre Laroque (1907-1997), conseiller d'État, résistant, père des ordonnances de 1945-1946, dir. gal de la Sécurité sociale, puis pr. de la Caisse nationale

□ "La nation assure à l'individu et à sa famille les conditions nécessaires à leur développement. Elle garantit à tous, notamment à l'enfant, à la mère, au vieux travailleur, la protection de la santé, de la sécurité matérielle, le repos et les loisirs. Tout être qui, en raison de son âge, de son état physique et mental, de la situation économique, se trouve dans l'incapacité de travailler a le droit d'obtenir de la collectivité des moyens convenables d'existence." Formulé en 1946, toujours inscrit en tête de la Constitution française, le droit à la protection sociale est un des fondements du « pacte républicain ». C'est dans un pays ruiné par la guerre, où le revenu annuel par habitant a chuté de moitié, passant de 9 700 francs en 1939 à 4 900 francs à la Libération, où le déficit en approvisionnement de produits de base, comme le pain ou le lait atteint un tiers des besoins et qui n'avait sûrement pas les moyens de garantir et de financer la couverture des principaux risques sociaux, que, suivant le projet élaboré par le Conseil national de la Résistance [CNR], les ordonnances des 4 et 19 octobre 1945 instituent la Sécurité sociale.

□ Non sans oppositions : celles des mutualistes, des syndicalistes chrétiens, des assureurs et du patronat qui dénoncent le coût exorbitant du projet — 6 % de cotisations pour les salariés, 10 % pour l'employeur.

□ Il faudra près d'un demi-siècle pour que la Sécurité sociale — qui ne concerne au départ que neuf millions de Français et leurs familles — s'étende progressivement à l'ensemble de la population, sans toutefois parvenir à garantir à tous une égale protection. Mais surtout, c'est l'hostilité déterminante des classes possédantes à participer à un système fondé sur la solidarité — laquelle n'est organisée qu'entre les seuls travailleurs — qui conduit à un mécanisme de financement particulièrement inique et dont les effets inégalitaires vont s'amplifier avec l'augmentation des cotisations.

□ D'une part, le plafonnement de celles-ci instaure dès l'origine un système de prélèvement non pas progressif ni même proportionnel, mais dégressif, c'est-à-dire dont le taux diminue lorsque le revenu augmente, et dont la charge est donc d'autant plus lourde que le salaire est plus modeste. Des générations d'ouvriers et d'employés ont ainsi été littéralement volées, doublement dans les très nombreux ménages où il faut, pour vivre, cumuler deux emplois. Ils continuent de l'être en ce qui concerne l'assurance vieillesse, cotisant plus longtemps (souvent quarante-cinq ans) et mourant plus jeunes, en particulier dans les professions les

plus dures où l'espérance de vie est réduite. Une redistribution à rebours au profit des mieux pourvus.

□ assurances sociales antérieures :

- assu. et non sécu., une sorte d' "épargne"

- depuis soc. sec. mutuel XIXe s.

- incomplètes et anarchiques malgré Loi Loucheur 1928, modifiée 1930, qui ne vise que travailleurs dont salaires sont inf. à un certain montant ¹⁹⁹

- loi/ accidents travail 1898

- salariés État protégés contre accidents travail dès 1853, perçoivent des allocat. fam. 1916>>>

- salariés ind. et comm. perçoivent des allocat. fam. 1932>>> (voir plus haut)

- mais ces derniers ex. (et d'autres) montrent une sorte d' "épargne forcée" + question de l'autonomie patronale

□ L'organisation (et son évolution) :

- une série d'ordonnances et de lois étalées 1945-1946, la + imp. = 4 octobre 1945

- fonctionnement à partir du 1er juillet 1946

- un seul organisme (" S.S. ") gère :

* "assurances sociales" (vieillesse, maladie, maternité, décès)

* accidents travail

* allocat. fam. (indép. de fait d'emblée. Les allocat.-chômage sont aussi indép., et à la charge de l'État)

⇒ création de caisses uniques (primaires, régio., nat.) de Sécurité sociale + des Caisses d'Allocations familiales

⇒ pas un système étatisé comme en Grande-Bretagne

- Gestion des caisses aux mains des assurés eux-mêmes :

* on avait pensé à une gestion par syndicats, mais opposition des cadres et du MRP

* représentants élus (au scrutin secret) des assurés sont 3 fois + nombreux que ceux des employeurs

Mais à partir de l'ordonnance d'août 1967 : parité + administrateurs désignés par leurs org. (ouvr. ou patronales)

- la même ord. augm. cotisations et réduit prestations

- mais abrogation fin 1982 ⇒ 1983>>> : proportions de 64 % (salariés) et 36 % (patrons) + retour à l'élection (19 octobre 1983)

Toutefois, pas d'élection en 1990, et gouv. Rocard a alors désigné des administrateurs sur la base des % de 1983. Un nouveau scrutin était prévu pour 1993, mais pas eu lieu !

□ cotisations :

- assu. soc. :

employé : 6 % du salaire (mais plafond)

patron : 10 % sans plafond

Mais depuis 1er janvier 1984 : plus de plafond pour l'assu.-maladie

- accidents du travail et allocat. fam. :

cotisation entièrement à la charge du patron (mais plafond pour allocat. fam.)

□ ⇒ pas de fiscalisation

- Mais spectre souvent évoqué

¹⁹⁹ Ingénieur, industriel, ministre Première Guerre mondiale puis après-guerre, député

- Deux intermédiares : prélèvement de 1 % / revenu imposable 1983-1984 et de 0,4 % 1987-1989

- puis institution en 1991 de la CSG (Contribution sociale généralisée) sur les salaires et pensions

- puis (1996) RDS (Remboursement de la Dette sociale, contribution de 0,5 % sur tous les revenus pour le remboursement...)

□ mesures complémentaires :

- statut mutualité (19 octobre 1945)

- réglementation tarifs médicaux par "conventions"

- relèvement auto. des allocat. fam.

- aide aux "économiquement faibles" (loi septembre 1946), petits rentiers victimes de l'inflation

□ limites :

- plusieurs régimes (général, fonct., agric., mineurs, EDF, etc.)

Très graves difficultés récentes du régime des mineurs : énorme disproportion entre cotisants et ayant droits : 1 pour 8 !

- auto. des CAF (Caisses d'Allocations familiales)

- assu.-vieillesse effective seulement 1949 !

- toutes catégories socioprofessionnelles pas couvertes :

1960 : encore 1/4 pop. pas couverte

couv. totale seulement 1978

- quelques ex. retards :

étudiants : risque maladie, maternité, invalidité seulement 1948

exploitants agric. : retraite seulement 1953>>>, allocat. fam. 1961>>>

artisans, ind., comm., prof. lib. : *idem* 1965>>>, risque maladie, maternité, invalidité seulement 1969>>>

- Crise a révélé catégories de pauvres qui échappent au "filet protecteur": "nouveaux pauvres", SDF, "fins de droits", dont hantise est de tomber malade

⇒ imp. de la CMU (2000) : 1er janvier 2000. Entrée en vigueur de la Couverture maladie universelle (CMU), qui permettra à 150 000 personnes qui en étaient encore dépourvues d'avoir accès au régime de base de la Sécurité sociale ; en outre, six millions de personnes défavorisées bénéficieront d'une couverture complémentaire gratuite

□ obstacles rencontrés :

- idéal mutualiste (X "étatisation")

- idéal syndical (G.Tessier par ex.) reprochant à la Sécurité sociale de gérer les risques, et non de les diminuer

- cadres craignant de voir leurs cotisations bénéficier à l'ensemble des assurés

- travailleurs indépendants refusant de se fondre dans le régime général

□ portée de la Sécurité sociale :

- énorme progrès social, mais profite + aux riches qu'aux pauvres : prestations de maladie croissent avec le revenu, prestations familiales sont versées indépendamment du niveau de revenu (de même que dépenses d'éducation et de culture n'ont guère été des dépenses de redistribution)

- déficit : chômage, vieillissement de la popul., augmentation dépenses santé, etc.

- énormes dépenses entraînées par abus alcool et tabac

- économiquement :

budget considérable (> État)

augmentation consommation
charges sociales des entreprises (cotisations employeurs = 2/3 risque santé, 4/5
risque famille, 1/2 risque vieillesse)

(+ élevées en France que dans certains pays voisins) ⇒ répercutées sur prix de vente

- indirectement, renforcement du pouvoir de l'État ⇒ discours de droite X "trop d'État"

- historiographiquement, énorme masse d'archives (dont des archives orales) ⇒

□ archives montrent :

- profond attachement des Français à l'institution

(et dès début, avec des % fav. = ceux en faveur des nationalisations)

en 1960, 1/4 des Français pas couverts : les 3/4 d'entre eux voudraient l'être !

- Français massivement attachés à la lib. de choix du médecin (X système britannique), celui-ci gardant d'ailleurs toujours une très bonne image de marque

- satisfaction constante quant au fonctionnement, mais critiques / gaspillage, "manque d'organisation"

- inquiétude/ problème du financement très tôt (dès 1951), avec hostilité à l'étatisation et à la fiscalisation

e) Une politique sociale de la Libération

□ Inhérente de la Libération !

□ Pour l'ensemble de la pop., et surtout pour les catégories les + défavorisées, au moins dans les affirmations de principe. Sécurité sociale réalise un certain "transfert social" (?)

□ effort pour la législation du travail :

- salaires :

* "salaire minimum vital" 31 mars 1947

* "zones de salaire"

* SMIG 1950

- durée du travail :

* retour aux 40 h en février 1946

* mais heures supplémentaires, à cause de la pénurie de main-d'œuvre ⇒ stabilisation de fait à 45 h

- conventions collectives : retour à ce système en 1946

- droit au travail rec. par const. 1946

- création des comités d'entreprise 22 février 1945 ²⁰⁰ :

* dans tout établissement > 100 salariés (> 50 1946>>>)

* fonction technique (productivité, conditions travail, etc.) et sociale (œuvres)

* gênés rapidement par opposition patronale

- statut du fermage 1946

□ représentation des travailleurs aux conseils d'administration des entreprises nationalisées :

- = proportion d'un tiers minimum dans toutes soc. nat.

- désignés par pouvoirs publics sur proposition des instances syndicales

- loi de nat. des grands grps ind. et fin. de février 1982 offrira un tiers des sièges dans chaque conseil d'administration aux salariés

- loi / démocratisation du secteur public de mai 1983 décidera l'élection des représentants

²⁰⁰ Biblio. : J.-P.Le Crom, « Une révolution par la loi ? L'ordonnance du 22 février 1945 sur les comités d'entreprise », dans J.-P.Le Crom dir., *Deux siècles de droit du travail. L'histoire par les lois*, Éditions de l'Atelier, 1998, 288 p., pp. 165-178.

□ protection des travailleurs :

- grande imp. des inspecteurs du travail (institués fin XIXe siècle)
- délégués du personnel (avril 1946) : dans toutes entr. > 10 salariés. Jouent rôle du CE dans entr. entre 10 et 50 salariés

□ importance exercice du droit de grève (rarement sanglante sous Quatrième)

□ politique du plein-emploi :

- idée dans préambule de la constitution, par l'intermédiaire du "droit au travail" : « chacun a le droit de travailler et le droit d'obtenir un emploi »
- politique largement influencée par idées de Keynes (mort 1946)
- politique qui a supplanté souci de défendre monnaie
- action gouv. largement facilitée par ampleur de la reconstruction
- mais le secteur primaire est encore en 1946 le plus important (36 %, le 2^{re} ne faisant plus que 29,6 % et le tertiaire étant passé à 34,4 %)
- pénurie de main-d'œuvre ⇒ recours à l'immigration

□ la question du statut des fonctionnaires :

- un fonctionnaire, Georges Demartial le revendique à la Belle Époque, Clemenceau puis Léon Bourgeois déposent des projets de loi Belle Époque, en vain
- Vichy : statut de 1941, abrogé Libération
- loi du 5 octobre 1946 : recrutement, avancement, droit syndical confirmé, personnels associés à la gestion des carrières, etc.

5°) Les nationalisations

a) Origines et conditions de réalisation

□ avant guerre : faible part de l'État dans vie économique :

- national. de la Compagnie ferroviaire de l'Ouest 1908
- Mines domaniales des Potasses d'Alsace 1919
- ralliement massif des socialistes à l'idée de nationalisation après Guerre 14-18, puis ralliement CGT, et aussi CFTC, et nombreux isolés dans années 30 + "planisme". Très nombreuses théories.
- legs du Front populaire (malgré modestie cet aspect dans progr. Front populaire) :
- * rôle dans BDF. BDF a échappé à la national.
- * loi du 11 août 1936, qui nat. les ind. de guerre, soc. d'armement et de constr. aéro. (6 soc. d'éco. mixte).
- * SNCF sous ministère Chautemps (société d'éco. mixte. État a 51 % capital. Le premier janvier 1983, l'État est devenu le seul actionnaire)

□ conséquences de la guerre :

- * esprit de la Résistance contre collabo. (des réquisitions par comités de Libé. ont eu lieu)
- * unité de vues de Gaule-SFIO-MRP-PCF
- * causes éco. : effort de Reconstruction, de modernisation
- * causes sociales : promouvoir une "participation" des travailleurs à la gestion
- ces conséquences relaient des souvenirs + anciens (socialismes XIXe s., éco. de guerre 14-18) et balaient hésitations d'avant-guerre, alors que nationalisation années 30 avaient mobiles très divers

□ problème choix entre étatisation, socialisation (pr. aux travailleurs + autogestion) et nationalisation

⇒ pragmatisme (cf. évolution de Gaule) :

- nationalisation, avec rôle prépondérant de l'État, et repr. importante des trav. au CA (⇒ une certaine social.) : idée de "participation" (mot de De Gaulle dès 1943)

- indemnisation fréquente, mais des cas de confiscation

alors que national. années 30 avaient revêtu forme de sociétés d'éco. mixte le + souvent

□ deux phases :

1944-1945 (Gouvernement provisoire) : mesures de circonstances (par ordonnances)

1945-1946 : lois pour crédit, assu. énergie (sf pétrole)

b) Les premières nationalisations par ordonnances (1944-1945)

□ HBNPC (13 décembre 1944) :

- la Deuxième Guerre mondiale a exaspéré les problèmes sociaux d'antan ²⁰¹

- dans contexte de collab., grèves, et bat. pour product.

□ Renault :

- collab.

- séquestre octobre 1944, confiscation sans ind. 16 janvier 1945

⇒ RNUR

- dirigée dès octobre 1944 par Pierre Lefaucheur

Ancien ingénieur, résistant, qui dans *Passage au socialisme* (février 1944) s'était montré :

* adversaire déterminé de l'appropriation privée moyens de production

* fav. substitution aux patrons de "capitaines d'industrie" désignés pour leur

compétence

* hostile à l'étatisation

* favorable à une longue cohabitation socialisme et capitalisme

□ Gnome et Rhône (moteurs d'avion) nat. 29 mai 1945 pour collab. (mais actionnaires sont indemnisés)

⇒ SNECMA (Soc. nat. d'Études et de Construct. de Mat. aéronautique)

□ transports aériens le 26 juin 1945 ⇒ Air France

- reprend nom d'une société d'éco. mixte née 1933

- nat. av. possib. pour État de rétrocéder des actions à certaines collectivités, ce qu'il fit 1948

⇒ soc. d'éco. mixte

□ 2 cas particuliers :

- marine marchande :

* contrôlée (sans nat.) décembre 1944 >>> par l'État

* la CGT devient 1948 soc. d'éco. mixte

* regroupée av. Messageries maritimes 1973 (⇒ CGM)

- BRP (Bureau de Recherches du Pétrole) : octobre 1945

établ. public orientant prospection

c) Les nationalisations par la loi (1945-1946)

□ œuvre de la première Constituante, avant et après départ de G.

□ grande rapidité ⇒ des formules juridiquement ambiguës, retard des décrets d'application, etc.

X nat. brit. 1946-1951

²⁰¹ E.Dejonghe, "Les problèmes sociaux dans les entreprises houillères du Nord et du Pas-de-Calais durant la Seconde Guerre mondiale", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janv.-mars 1971, pp. 124 & suiv.

⇒ caract. "politique" en France

□ nationalisation du crédit (2 décembre 1945) :

- nat. BDF et 4 grandes banques dépôt (CL, SG, CNE, BNCD) avec effet au premier janvier 1946

État en devient le seul actionnaire (rétrocession 1979 d'actions au secteur privé pour CL, SG et BNP ; nouvelle national. 1982 ; privatisation SG 1987)

- banques d'affaires :

* nat. ddée par SFIO et Parti communiste

* opposition de G.

⇒ y échappèrent d'extrême justesse. Attendent 1982

* simplement contrôlées par l'intermédiaire de commissaires du gouvernement

- création du Conseil national du Crédit

la Commiss. de Contrôle des Banques (1941) étant conservée

- nationalisation de la Banque d'Algérie avril 1946

□ nationalisation des assurances (25 avril 1946) :

- à cause ampleur de leurs réserves

- 34 sont nat. (les actionnaires sont indemnisés)

- les autres ne sont pas totalement libres

□ nat. des sources d'énergie :

Pétrole y échappe (soc. étrangères), mais création BRP (voir + haut) et État a 35 % actions de la CFP depuis 1928

- électricité et gaz (8 avril 1946) :

* très longues discussions (probl. de la distribution)

* projet du min. (comm.) de la Production ind. Marcel Paul (1900-1982) repoussé

* mais compromis aboutit à texte ≈ projet M.Paul !

* 2 services distincts (EDF et GDF)

* nat. partielle : pas petites usines à gaz, cokeries des houillères, distribution du gaz en bouteilles, prod. du GN (mais GDF le distribue aux particuliers !), pas CNR, centrales électriques des houillères, de la SNCF, de la sidérurgie, etc. De + : 1991>>>> : possibilité pour communes de créer des régies pour la distribution sans GDF

* auto. fin.

* indemnisation des anciens actionnaires. Pour l'électricité, il y avait 362 sociétés et... 1,4 million d'actionnaires, qui ont été largement indemnisés. Leurs actions ont été échangées contre des obligations émises par la Caisse nationale d'Équipement de l'Électricité et du Gaz : coupon annuel de 3 % + rémunération ± 1 % du chiffre d'affaires d'EDF ! ⇒ le cours de l'obligation a été X 80 entre création et liquidation (1993)

* depuis 1946, certains services EDF et GDF ont fusionné

* des lacunes : établissements publics régionaux prévus n'ont jamais vu le jour ; statut des électriciens et gaziers très en-deçà du statut des Mineurs

- les Charbonnages (17 mai 1946) : nat. des "combustibles minéraux"

* projet de Marcel Paul adopté presque sans retouches

* "Charbonnages de France", coiffant 9 "Houillères de Bassin", ces 10 entre. ayant personnalité civ. et auto. fin.

* anc. actionnaires sont indemnisés

* Statut du Mineur juin 1946

□ nat. entreprises de presse (11 mai 1946), par nat. AFP et Soc. nat. des Entreprises de Presse

d) Les conséquences des nationalisations

- opinion guère émue (en dehors des aspects "épuration") et pas de polémiques fracassantes
- importance des textes d'application
- principe inscrit dans préambules Constitut. 1946 (est plutôt un point final, mais RATP créée 1er janvier 1949) et 1958
- 3 M travailleurs (1/4 salariés hors agriculture), 14 % prod. ind. (< Grande-Bretagne travailliste)
- mais aucune nouv. nat. >>> 1982 :
- * seule en Eur. occid. la Grande-Bretagne a. au terme des nat. trav. eu un secteur public + étendu que le français
- * pas de dénat. (comme sidérurgie anglaise)
- débuts diff. sources d'énergie nat., déficit permanent des Charbonnages, mauvaise gestion premières années SNECMA
- Renault : modernisation, premier exportateur, première marque, initiatives en matière sociale (cf. 4e semaine congés payés 1963)
- secteur du crédit : le - transformé par la suite (>>> 1982) ; création par fusion BNP
- ont facilité reconstruction, planif., modernisation éco., mais est-ce la cause principale?
- ont accru rôle éco. de l'État, surtout dans entreprises type SNCF, EDF (X nat. "autonome" secteurs comme automobile)
- espoirs de "démocratie dans l'entreprise" vite déçus
- problème de la "nationalisation des pertes, privatisation des profits"
- importance Rapport Nora (1967) qui montre défauts entr. nat. :
 - secteurs base (concernés) ne sont plus moteurs du progrès
 - déficit pour la plupart
 - mauvaise gestion
- transformation entreprises nat. dans années 70 :
 - + grande lib. des prix
 - diversif. activités, vers l'amont et l'aval, vers le "conglomérat"
 - asso. avec entreprises privées (ex. : Charbonnages)
 - réorganisation CEA 1970
 - + grande autonomie EDF et SNCF
 - actionnariat ouvrier chez Renault 1970>>>
- large débat à la suite Programme commun 1972, et dans optique élections 1978, 1981, 1986
- les nationalisations de 1982 (loi 11 février 1982) : voir base
- la "vague Mitterrand" ⇒ un secteur public =
 - 75 % secteur bancaire
 - 29 % CA ind.
 - 23 % salariés ind.
 - 25 % total des salariés
- les dénationalisations 1986-1987 :
 - première = vente 15 % capital Elf-Aquitaine 26 septembre 1986
 - Saint-Gobain
 - Paribas
 - SG
- les conséquences du retour de la gauche en 1988 :
 - d'abord principe du "ni-ni" (ni nationalisation, ni privatisation)

- mais quelques acquisitions de soc. privées, la + importante étant celle d'UTA par Air France en 1990, + autres achats en 1992 ⇒ le "ni-ni" n'aura duré qu'entre 1988 et 1990 !

MTF10- SECTEUR PRIMAIRE 2^E Révolution industrielle

□ intro. :

- G.Wright, *La révolution rurale en France. Histoire politique de la paysannerie au XXe siècle*, Éditions de l'Épi, 1967, 342 p. : une nation qui reste « paysanne »
- voir Démier pp. 434-440

I. DES ENVIRONS DE 1880 A 1914

1.°) Mutations du travail agricole

a) Caractères généraux

- revoir MTF4, 4 bis & 5
- voir *Débuts*, pp. 82-85 & 102-103
- voir *Belle Époque*, p. 116
- mécanisation : faucheuse d'abord
- chemins vicinaux (institués en 1836) se multiplient entre 1870 et 1914
- Eugen Weber, *La fin des terroirs. La modernisation de la France rurale. 1870-1914*, Fayard, 1983, 848 p., réédition, 1998 :
- * plusieurs « langues » pour le paysan
- * rôle de la femme : les inventaires des célibataires et des veufs âgés reflètent une absence presque totale de linge !
- * progrès des routes
- pour les femmes « qui ont toujours travaillé », les métiers de la terre sont des « métiers de toujours » ²⁰². Mais agricultrice est un « travail minoré » ²⁰³.
- la Beauce des parents d'Éphraïm Grenadou né en 1897 (E.Grenadou & A.Prévoist, *Grenadou, paysan français*, Seuil, 1966, réédition, coll. "Points", 1978, 253 p., enregistrement 1965-1966) :
- * père a profité de la baisse des prix agricoles lors de la Grande Dépression pour acheter de la terre (une dizaine d'ha ²⁰⁴...)
- * très forte densité encore
- * grande pluriactivité rurale encore
- * de petits exploitants agricoles, avec des exploitations divisées en parcelles très nombreuses
- * quelques grandes fermes, avec un imp. salariat agricole
- * nombreux bergers
- * première machine de son père : une faucheuse-lieuse (1 000 F)
- * les doués peuvent émerger, comme Ephraïm lui-même, qui devient charretier chez son père ; d'ailleurs les enfants jouent à des « jeux de travail » : les garçons au... charretier. Adolescent, Ephraïm rêve aux améliorations modernes de l'agriculture

²⁰² S.Schweitzer, *Les femmes ont toujours travaillé. Une histoire du travail des femmes aux XIXe et XXe siècles*, Odile Jacob, 2002, 330 p., chapitre IV (titre).

²⁰³ *Idem*, p. 134.

²⁰⁴ Je rappelle que l'hectare = 100 m X 100 m, i. e. 10 000 m²

b) Quelques types

- le meunier, personnage très imp. cf. Eugène Le Roy (1836-1907), le célèbre auteur de *Jacquou le Croquant* (1897), dont la première œuvre a été *Le Moulin du Frau* (1890), dont le personnage principal est le meunier Hélié Nogaret :
 - le moulin, son propriétaire, le meunier, son métier, ses aides...
 - une profession enviée, qui fait bien vivre (en général), même ceux qui ne sont que locataires de leur moulin
 - un personnage qui se distingue des autres paysans par son costume (tout blanc, tout propre), un personnage dont se méfient les paysans (réputation de friponnerie : à une époque où le pain constitue encore l'essentiel de la nourriture paysanne, on soupçonne particulièrement le meunier de changer le bon blé contre du médiocre, de garder dans ses meules une partie des grains, de s'attribuer enfin la meilleure farine !)
- le braconnier, cf. Mont des Parpaillons chez Marcel Pagnol
- la révolte du Languedoc en 1907 (cf. *Belle Époque*) :
 - à un moment où vigne et vin sont devenus de véritables monuments nationaux, parties intégrantes du patrimoine national (ils ont d'ailleurs une contribution, de Georges Durand, "La vigne et le vin", dans P.Nora dir., *Les lieux de mémoire*, Gallimard, 1984-1992, 3 tomes en 7 vol., III, 2, pp. 784-821 !!!)
- Les propriétaires-viticulteurs en Roussillon (G.Gavignaud, *Propriétaires-viticulteurs en Roussillon. Structures-conjoncture-société (XVIIIe-XXe siècles)*, Publications de la Sorbonne, 1983, 2 vol., 788 p.) :
 - affirmation de la grande propriété à partir du dernier tiers du XIXe siècle
 - dév. des coopératives et des syndicats agricoles au XXe siècle
 - « ténacité de la petite propriété »
- de nombreuses cartes postales représentent la paysanne au travail, avec titre et commentaire désopilants, du genre « La Femme laboureur dans les Cévennes. Type de la paysanne cévenole, femme laborieuse par excellence, secondant vaillamment son mari dans tous les travaux agricoles » (il s'agit d'un labour, on voit le couple qui pose, le mari de face, la femme de trois-quarts, et surtout la vache de profil !)
- Tableaux du Musée d'Orsay (signalés par Bérénice) : Paul Gauguin, *La fenaison en Bretagne*, 1888, des couleurs surtout ; Pissarro, *La bergère*, 1881, une adolescente ; Van Gogh, *La méridienne* ou *La sieste*, 1890, en hommage à Millet (cf. MTF7) : repos, certes, mais on voit le travail en arrière-plan ²⁰⁵.
- description du travail aux champs dans l'œuvre de Giono, *Regain*, plus éventuellement le cinéma de Pagnol
- maintien des anciens métiers à la campagne : Roger Martin du Gard, *Vieille France*

2°) L'alimentation rurale

a) L'alimentation traditionnelle

- cf. *Débuts* : « D'une manière générale, les paysans achètent davantage, ils améliorent leur habitat, aménagent des chambres, achètent des meubles, consomment de la viande, remplacent la soupe du matin par le café au lait. »

²⁰⁵ Comme on sait, Van Gogh avait été bouleversé par le travail des mineurs du Borinage.

□ le Second Empire a vu l'augm. de la prod., la naissance d'un marché national et l'augm. de la quantité moyenne de nourriture consommée

□ sous la IIIe Rép. l'autoconsommation se diversifie et Français ont accès aux produits alimentaires comm.

□ prédominance de l'autosubsistance ⇒ frugalité et monotonie des mets (l'éventail du choix alim. est restreint)

□ un régime presque exclusivement végétarien :

- farines cuites provenant de diverses céréales :

* pain a la première place (en quantité et en symbole) ⇒ imp. du personnage du meunier (voir plus loin)

* le pain de froment est une friandise, le pain dit « de campagne » aujourd'hui n'a rien à voir avec le pain consommé au XIXe siècle

* le pain est consommé rassis, par économie. Pour faire durer le pain, le taux de sel est très élevé. À noter que l'impôt sur le sel existe au XIXe siècle et qu'il est très élevé ; il ne disparaîtra qu'après 1945 !

* dans certaines régions, les châtaignes remplacent encore le pain

- galettes, de sarrasin le plus souvent, type gal. bretonnes

- bouillies cuites dans l'eau ou le lait : maïs SW, avoine en Corrèze, sarrasin — dit « blé noir » — dans beaucoup de régions, etc.

- soupes aux légumes, pomme-de-terre surtout (devenue le « nouveau pain des pauvres »), diffusée seulement au 19^e siècle. On épaissit la soupe en ajoutant des petits morceaux de pain rassis. Pourquoi pas des légumes verts, excellents pour la santé ? Parce que le paysan a tendance à ne consommer que ce qu'il produit

- pénurie de laitages :

* insuff. numérique d'un troupeau, par ailleurs chétif puisque mal nourri et utilisé pour le travail

* ventes à la ville pour numéraire

- consommation d'œufs et de fromages est freinée aussi par la commercialisation

□ la nature et l'importance de l'alimentation carnée est tributaire de la production locale :

- bœuf dans le Nord

- porc dans NE, Est et Midi

- poulet dans SW

- de toutes façons, manger de la viande est un luxe, associé à l'idée de fête ⇒ imp. du braconnage (et de sa répression), de la pêche et de la cueillette (champignons, par ex.)

- dès qu'on sort de la complète pauvreté, on essaie d'élever un cochon

□ conséquences :

* sous-alimentation chronique, générant des carences

* énormes diff. entre les régions, avec des habitudes alimentaires très contrastées à courte distance, contrairement à la vision globalisante des folkloristes de la fin du 19^e siècle

□ Le cidre :

- boisson qui a mis longtemps à trouver son terroir, l'Ouest. Elle ne devient une source de revenus complémentaires appréciée que dans Seconde moitié du XIXe siècle

- le cidre ne sert, pour l'essentiel, qu'à l'autoconsommation familiale ; c'est un produit « paysan »

- mais les premières cidreries industrielles apparaissent à la fin du XIXe siècle

- toutefois, pas de percée décisive sur le marché national, parce qu'il coûte encore très cher hors de la zone de production

b) Déjà des transformations du régime alimentaire des campagnes

avant 1914

□ causes :

- élévation du niveau de vie
- contacts avec la ville : besoins et usages contractés par les migrants, service milit.
- amélioration des transports ⇒ décloisonnement des campagnes

□ méthodes cuisson évoluent depuis milieu du XIXe siècle, avec substitution progressive de la cuisson à feu vif au chauffage lent du « bouilli » ou du « bouillon », dans un chaudron pendant des heures ⇒ achats en boucherie

□ déclin de la châtaigne :

- constitue pour régions pauvres, du Midi, une base alimentaire imp. >>> fin XIXe siècle
- déclin ne s'explique pas par son insuff. nutritive, car elle représentait en fait un bon apport nutritif
- s'explique par l'image de pauvreté et d'arriération à laquelle elle avait fini par être associée (cf. de nombreux dictons)

□ modification de la composition des repas :

- bouillies deviennent sucrées, des desserts apparaissent
- notion de « dessert » s'élargit aux pâtisseries
- usage du café au lait le matin
- généralisation de la cult. du blé ⇒ pain de froment, les autres céréales et les châtaignes passent au second plan
- développement de l'usage de cultiver des légumes verts en plus des pommes-de-terre ou de les acheter
- huiles locales (noix surtout) s'effacent devant huile d'olive (nullement généralisée dans Midi avant 1850), l'huile d'arachide et le beurre. Faire sa cuisine au beurre est un signe d'ascension sociale
- volailles et lapins le dimanche
- usage du vin hors des zones de production, du cidre dans toute Normandie et Bretagne, même des apéritifs
- des recettes apparaissent dans journaux locaux
- ⇒ généralisation de l'emploi de la fourchette, le dernier couvert à apparaître

□ habitude de s'approvisionner chez les commerçants :

- épiciers
- boulangers, un comm. encore plus tardif, qui n'apparaît qu'à la fin du XIXe siècle dans les campagnes !
- fréquentation des cafés

□ progrès lent d'une certaine diététique (livres de médecine sont très nombreux), avec conscience dans monde rural qu'avoir le « ventre plein » ne suffit pas

□ mais progrès des spiritueux à la campagne :

- non seulement le buveur d'eau ou de « piquette » se met, même à la campagne, à boire du vin, mais il se met à consommer des « spiritueux » : il devient lui aussi « poly-consommateur »

- un véritable envol — national — des chiffres de consommation d' « alcools forts » : moyenne de 4,5 litres / hab. / an fin du siècle, avec un plafonnement à un niveau très élevé à la Belle Époque

- et pas au détriment des autres catégories de boissons alcooliques ⇒ un record mondial !

□ et généralisation de la distillation : les « bouilleurs de cru » :

- la distillation est l'opération qui élève artificiellement le degré alcoolique d'un liquide fermenté

- jusqu'à la Première Guerre mondiale, la distillation n'a pas de débouché industriel ⇒ uniquement fins alimentaires

- droit (« privilège » disent les contemporains hostiles) pour le paysan de distiller une partie de sa récolte (de vin, de cidre, de fruits), sans la moindre déclaration et la moindre taxe entre 1875 et 1914 ⇒ à la Belle Époque un exploitant agric. sur quatre porte une partie de sa récolte à l'alambic (le sien ou celui d'un « bouilleur de cru » s. s.) ⇒ grande imp. des eaux-de-vie locales ou régionales

- apéritifs, digestifs, avec large gamme, publicité (envahissante), et même concentration industrielle (cf. en 1909 la fusion de Byrrh et Cusenier pour former Dubonnet, dont le grand et génial slogan sera « Dubon-Dubonnet »)

- bouteille de « goutte » sur la table en permanence dans nombre de fermes

□ « ivrogner » à la campagne :

- verbe qu'on trouve dans tous dictionnaires, avec une déf. en tant que « tendance populaire » à boire souvent et avec excès

- les ex. abondent de ces ripailles rurales, saturnales périodiques (cf. les grandes fêtes religieuses, les gros travaux agricoles ⇒ *batterie* pour céréales, vendanges, etc.) ou non (baptêmes, mariages, etc.), coups d'arrêt à la monotonie besogneuse

- célébrité, dès le XIXe siècle, du « trou normand »

- toute rencontre, toute vente (« pot-de-vin » au sens littéral...), est alcoolisée ⇒ du nord au sud du pays, la sociabilité passe par le boire

- le « coup de l'étrier »

- les débits de boissons sont très nombreux à la campagne : au début du 20^e siècle, seules 2,1 % des communes de Seine-Inférieure ²⁰⁶ ne déclarent pas au moins un débit de boisson !!

- le café de village jouxte souvent une boutique, dont coiffeur ⇒ le couple travaille côte à côte

- le café est très souvent le point névralgique de la vie du village, au même (?) titre que l'église, l'école, la mairie ! Nombreux ex. littéraires possibles :...

- le débit de boissons a bénéficié du transfert des besoins traditionnels de la convivialité et de la sociabilité, cf. les veillées

- longtemps, l'homme ivre a suscité l'hilarité indulgente et même l'encouragement complice des spectateurs ⇒ la littérature fourmille d'exemples de poivrots attachants

- dans la soc. rurale, l'ivrognerie fait partie des mœurs acceptées, presque des bonnes mœurs

- des exploitants agric. versent à leurs ouvriers une part de leur salaire en alcool

- l'eau-de-vie est souvent mêlée au café ⇒ « café arrosé », « gloria », etc.

□ le repas quotidien est un moment d'échange, de partage, de découverte

□ le repas de fête, cf. la peinture

3°) Lettres et arts

a) Littérature, géographie et histoire

□ Eugène Le Roy (1836-1907) connaît un énorme succès avec *Jacquou le Croquant*, publié en 1897, dix ans avant la mort de l'auteur. Périgord ; auteur républicain et anticlérical ;

²⁰⁶ Département — maintenant nommé Seine-Maritime, 76 — de la thèse de Didier Nourrisson.

percepteur de son métier. Autre titre : *Le Moulin du Fau* (1895). Toute une société rurale (contrastée) est présente, il s'agit de MTF, mais le travail est beaucoup plus évoqué que décrit ²⁰⁷.

- Émile Guillaumin, *La Vie d'un simple*, 1904 (voir plus loin)
- études régionales de Vidal et des disciples de Vidal
- Georges Lefebvre, *Les Paysans du Nord pendant la Révolution française*, 1924 (thèse)
- Marc Bloch, *Les caractères originaux de l'histoire rurale française*, 1929
- Annales
- épanouissement de l'histoire rurale française après 1945

b) Un symbole tardif de la Troisième République : l'agriculture dans les timbres-poste.

- La Deuxième République, instituant l'usage du timbre-poste en France, avait utilisé une République à allure de Cérès sur ses vignettes, la Troisième République, après un retour à Cérès-Marianne dans les années 1870, glorifia Paix et Commerce pendant un quart de siècle ²⁰⁸.

- la très fameuse Semeuse d'Oscar Roty, qui voit le jour en 1903 dans une première version (Semeuse lignée, les Semeuse camées avec et sans sol sont de 1906), incarne la France rurale, par définition, mais mal puisqu'elle sème de très médiocre façon et une « République en marche, semeuse d'idées » — c'est son nom officiel — , à bonnet phrygien, puisqu'elle aussi est combiste...

- L'académicien Paul Hervieu oppose la Semeuse à la « Germanie » des timbres courant du Reich : « La France semeuse, vêtue d'aimable lin, dans le grand geste ouvert des semailles, sème à tous les vents les grains de la civilisation. [...] L'Allemagne, à la face dure, est casquée d'une couronne massive ; une main ramenée dans le sens égoïste qui est vers soi-même ; gantelée de mailles, cette main serre une poignée de glaive ; c'est la menace. La poitrine est cuirassée et ces deux rondelles de métal bombé indiquent quel serait l'allaitement maternel pour l'humanité à naître quand celle-ci aurait à le chercher dans cette ferronnerie. »

II. GUERRE ET APRÈS-GUERRE (1914-1930)

1°) La Grande Guerre

²⁰⁷ Cf. l'entretien du petit Jacquou avec le curé : « [...] il te faut songer à prendre un état. Voyons, que préfères-tu ? Veux-tu être tisserand ? sabotier ? maréchal ? veux-tu te mettre en apprentissage avec Virelou le tailleur ? as-tu quelque idée pour un métier quelconque ? [...] mon ami, je te conseille de te faire cultivateur. C'est le premier de tous les états, c'est le plus sain, le plus intelligent, le plus libre. C'est, vois-tu, le travail des champs qui a libéré de la servitude le peuple de France, et c'est par lui qu'un jour la terre sera toute aux paysans... Mais n'allons pas si loin. »

²⁰⁸ En 1900 précisément, elle se met à honorer de *trois* images différentes la République : une représentation ailée et escortée d'un angelot qui durera jusqu'en 1924 (c'est le type Blanc), une République assise bien droit et portant les Droits de l'Homme (type Mouchon) et une autre assise de façon alanguie et qui est le second timbre grand format de France (type Merson). Ceci montre bien la suprématie, même dans les timbres-poste, de la représentation républicaine.

□ poids de la Première Guerre Mondiale, qui tient une grande place dans les souvenirs de Grenadou ²⁰⁹

□ les ruraux et les paysans dans l'Union sacrée et la mobilisation (1^{er} août 1914 : mobilisation générale)

□ l'agriculture dans l'économie de guerre : Montero, p. 19

□ le bilan de la guerre pour l'agriculture : Montero, p. 23. La production a baissé de 15 %. Les paysans = 673 000 morts (la moitié du total). Mais les citadins voient les ruraux comme grands bénéficiaires de la guerre

2°) Agriculture et ruraux. éléments clés de la persistance d'une « France des petits » ²¹⁰

□ un pays fondamentalement rural : au sortir de la Première Guerre mondiale, 53,6 % de la population française vit à la campagne. Urbanisation très lente. En 1931 il n'y a que 17 villes de plus de 100 000 habitants, trois de plus seulement qu'en 1911

□ permanences et changements du monde rural :

- reconstruction des régions dévastées
- renforcement de la petite propriété familiale
- progrès de l'organisation : Office national du Crédit agricole 1920, coopératives, syndicats agricoles, chambres d'agriculture 1924
- des travailleurs agricoles étrangers (ex. : Polonais dans le BP)
- améliorations de la vie quotidienne
- productivité médiocre
- malaise : comparaison avec les citadins, faible écho en politique
- exode rural >>> recensement de 1931

□ la stagnation de l'agriculture dans les années 20 : Montero, p. 55-56

□ les pesanteurs du monde rural : Montero, p. 59-60

□ mais : 27 novembre 1918 : première loi sur le remembrement (≥ 2/3 des paysans doivent consentir)

□ On peut ajouter :

- la France a une mentalité rurale, elle se voit comme un « pays rural ». Le maintien des structures traditionnelles est présenté par la majorité des élites politiques (en particulier par le ministre radical de l'agriculture Henri Queuille) comme le gage de la stabilité du pays et un modèle de civilisation. Sa lente remise en cause suscite nostalgies (création en 1937 du Musée des Arts et Traditions populaires) et inquiétudes
- le secteur agricole représente encore un peu plus du tiers de la pop. active (36 %). Une structure de la pop. active en 3 tiers (36-31-33)
- 14 millions de paysans (13 d'ouvriers), avec les familles
- un monde rural dominé par les petites et moyennes exploitations : celles de plus de 50 ha ne sont que le tiers de la surface cultivée
- très faibles progrès de la productivité, en dehors du BP
- rendements médiocres par rapport aux pays étrangers

²⁰⁹ E.Grenadou & A.Prévoist, *Grenadou, paysan français*, Seuil, 1966, réédition, coll. "Points", 1978, 253 p., enregistrement de 1965-1966.

²¹⁰ S.Berstein & P.Milza, *Histoire de la France au XXe siècle*, Complexe, coll. "Questions au XXe siècle", 5 vol., 1990-1994, 564, 416, 352, 392 & 381 p., réédition en un seul volume, Complexe, 1995, 1 407 p., réédition, 1999, 9,41 €, réédition du tome I en 2004, 9,98 €, du tome V en 2006, 456 p., p. 277.

- poids de l'autosubsistance
- guère de transformations de l'habitat
- salaires très faibles des ouvriers agricoles
- un fossé d'incompréhension entre ruraux et citadins
- La scolarisation croissante et le recul de l'âge au travail ont accru le coût de l'enfant
- les revendications sont canalisées et freinées par les deux grandes organisations du syndicalisme agricole : la très conservatrice Union centrale des syndicats agricoles de France (héritière de la Société des Agriculteurs de France) et la « républicaine » Fédération nationale de la Mutualité et de la Coopération agricole, héritière de la Société nationale d'Encouragement à l'Agriculture de Gambetta (voir *Débuts*)
- Un certain passéisme nourrit l'abondante littérature régionaliste : M.Genevoix, A.Chamson, J. de la Varende, Henri Pourrat, A. de Châteaubriant et, surtout, J.Giono qui publie *Colline* en 1928, *Un de Baumugnes* en 1929 (un jeune de la ville, mauvais travailleur, vicieux et beau parleur, séduit Angèle, fille de maître Barbaroux et symbole de fécondité « avec son doux ventre et ses deux seins pleins »...), roman adapté au cinéma par Marcel Pagnol dans *Angèle*, en 1934.
- P.Piegay. *Domestiques agricoles et servantes de ferme dans les sociétés paysannes. De 1900 aux années 1960*. L'Harmattan, 2007. 306 p. :
 - restent nombreux dans les exploitations de polyculture-élevage, fort peu mécanisées
 - dans les grandes exploitations (BP par ex.) se développe l'idée qu'il faut enraciner la main-d'œuvre par jardins, entretien gratuit d'une bête, etc., exactement comme dans MTF industriel !
 - longtemps un très grand nombre de charretiers et de bouviers (*cf.* Grenadou)
 - assez nombreux à être issus de l'Assistance publique (il ne sont pas payés avant treize ans...)
 - la « louée » subsiste dans certaines régions jusque dans les années 50
 - très dures conditions de travail à tous égards, dt accidents du travail
 - beaucoup de vieux salariés agricoles très qualifiés (des OHQ de la campagne) et très mal payés
 - jusque tard les domestiques mâles couchent à l'étable, autres conditions de logement (cabanes, etc.) épouvantables
 - énorme retard des mentalités à leur égard, et surtout celle des patrons
 - « scandale » des grèves paysannes de 1936
 - solitude (contacts difficiles, distance avec les jeunes de la famille de l'employeur, etc.), célibat fréquent, rejet par le reste de la société paysanne
 - après la création de la Sécurité sociale agricole, des patrons feront payer par leurs salariés la part patronale des cotisations !
- la vie rurale dans les régions de montagne :
 - importance de l'élevage, de ses soins et des corollaires (fauchage avec l'appui massif de ts les membres de la famille, ramassage du foin, transport à dos d'hommes des « troussees », mais beaucoup de câbles dans l'entre-deux-guerres, puis tracteurs sur chemins ; *enmontagnage* ou *inalpage* ; *alpages* ; fabrication de fromages)
 - cultures jusqu'à des altitudes invraisemblables
 - mais culture de la PDT possible >>> 1700 m ²¹¹
 - mythe de l'« isolement » :

²¹¹ Cf. Bessans en Haute-Maurienne (F.Tracq, *La mémoire du vieux village. La vie quotidienne à Bessans au début du XXe siècle*, Montmélian, La Fontaine de Siloé, 2000, 559 p., pp. 245 & suiv.).

* isolement par rapport à quoi, avant 1946 ?

* beaucoup de ruraux sont habitués à des déplacements avant l'ère du service militaire. Ex. les alpins qui traversent les Alpes, considérées de façon ancestrale comme un espace et non une frontière. Et les ruraux sont jusqu'en 1946 (au moins) de solides marcheurs

- des traditions d'émigration : Barcelonnettes bien connus, mais aussi émigration Haute-Maurienne vers Paris, banlieue parisienne (cochers de fiacre puis taxis bessanais à Levallois-Perret après le 18^e arr.), Lyon, Amérique du Sud (Uruguay)

- mythe des « loisirs d'hiver »

- mythe de la sociabilité et de l'entraide villageoise : pas prouvé que ce soit plus intense qu'à la ville

3°) La modernité rurale des années 20

□ Les années 20 sont marquées par une réelle prospérité du monde rural : montée des prix, mieux-être dans les campagnes, acquisitions de terres, décloisonnement (autocars, électrification, radio, etc.)

□ en 1931, le pourcentage de la pop. urbaine l'emporte définitivement (51,2 % contre 48,8 %)

□ baisse du nombre des petites exploitations, surtout au profit des exploitations moyennes (conséquence de l'augmentation des revenus, réelle, pendant la Première Guerre mondiale).

Ex. : celle de Grenadou, qui a débuté en louant, mais en mettant de l'engrais ²¹² : cultive 40 ha en 1922, 75 ha en 1928 quand il reprend la ferme de son père

□ baisse du nombre des journaliers s. s.

□ amélioration de l'alimentation et du vêtement, par alignement sur la ville

□ développement des caisses de crédit agricole, créées par l'État en 1920 (au plan national : Crédit agricole mutuel, etc.), des coopératives, des mutuelles

□ dév. de l'élevage, qui passe d'un tiers des revenus agric. à 44,5 %. Grenadou s'est mis à élever des cochons

□ dév. emploi engrais, grâce aux potasses d'Alsace. Mais aussi phosphates

□ 1^{ères} locomobiles dans années 1920 ; électricité comme dans village d'É.G. (Saint-Loup)

□ une certaine pratique sportive

□ le PCF s'intéresse au monde agricole : Renaud Jean, *La Terre*

²¹² E.Grenadou & A.Prévost, *Grenadou, paysan français*, Seuil, 1966, réédition, coll. "Points", 1978, 253 p., enregistrement 1965-1966

III. AGRICULTURE, RURAUX ET PAYSANS DE LA CRISE

G.Wright, *La révolution rurale en France. Histoire politique de la paysannerie au XXe siècle*, Éditions de l'Épi, 1967, 342 p. (voir plus haut) : importance de la crise des années 30
La crise de 29 met en lumière la crise structurelle de l'agriculture française

1°) Le secteur primaire entre en crise

- l'entrée de la France rurale, désormais minoritaire, dans la crise mondiale : Montero, dans pp. 68-71. Ajoutons :
 - des signes annonciateurs dans monde agricole (baisse des prix, en particulier, à cause de la stabilisation Poincaré)
 - une crise de surproduction, grâce à de bonnes conditions climatiques : des récoltes pléthoriques
 - la crise touche fortement trois grands produits français : le blé (dont les prix baissent de moitié entre 1930 et 1935), la betterave et le vin (- 64 %)
- les effets sociaux : Montero, p. 72. Chute considérable des revenus nominaux (- 60 %) >>> des saisies, il faut réviser les baux, se replier sur l'autoconsommation, etc. Grenadou évoque très précisément les conséquences financières de la crise
- Mais la Crise ralentit le développement urbain : entre 1931 et 1936, la population des villes passe de 51,2 % à 52,4 % : la France reste un pays de ruraux
- débuts de la génétique lors de la Grande Dépression : sélection des races animales

2°) La contestation à la campagne

- grandes grèves BP (J.-C.Farcy, « Les grèves agricoles de 1936-1937 dans le Bassin parisien », dans R.Hubscher & J.-Cl.Farcy dir., *La moisson des autres. Les salariés agricoles aux XIXe et XXe siècles*, Créaphis, 1996, 368 p., pp. 302-325) :
 - * raisons : implantation des partis de gauche, Front populaire, forte présence étrangère (et les grévistes seront souvent étrangers), surtout des Polonais
 - * premières grèves en mai
 - * des refus de venir lors des louées de juin, qui provoquent un lock-out patronal
 - * tentative de grève générale le 20 juillet
 - * actions minoritaires et dispersées
- la contestation ligueuse :
 - en 1927, Gabriel Fleurant, dit Fleurant-Agricola, fonde en Auvergne le Parti agraire et paysan français
 - en 1928, Henri d'Halluin, dit Dorgères (voir cours précédent), met en place en Bretagne ses premiers Comités de Défense paysanne. Il anime le Front paysan, dont les troupes de choc sont les Chemises vertes. Il proteste contre « la tyrannie des villes » et réclame un retour à la terre et à ses valeurs. Son livre *Haut les fourches* paraît en 1935 et le titre va servir de slogan au mouvement
- la contestation intellectuelle :
 - J. Le Roy Ladurie
 - M. Augé-Laribé
 - L.Salleron, *Un Régime corporatif pour l'agriculture*, 1937
- JAC 1929 JACE 1933
- les communistes (Renaud Jean) constituent en 1929 la Confédération générale des Paysans travailleurs
- en 1933 les socialistes fondent la Confédération nationale paysanne

□ Union nationale des Syndicats agricoles naît en 1934 en faisant scission (Le Roy Ladurie) de la Société des Agriculteurs de France

3°) Retards et progrès

□ retards et progrès : une agriculture qui n'est pas entièrement malthusienne : Montero, p. 77. Grenadou se motorise dans la deuxième moitié des années 30

□ les pouvoirs publics ne restent pas inactifs. En 1931 André Tardieu, ministre du Commerce, limite les plantations de vigne, bloque une partie de la récolte et amorce la politique malthusienne des années 30 (1935 : arrachage de certains vignobles, contre octroi de primes compensatrices)

□ le Front populaire :

- jusque là avaient été prises des mesures déflationnistes et protectionnistes (ex. : loi autorisant la dénaturation du blé en 1933, puis loi la rendant obligatoire en 1934, mesure de 1935 rappelée)

- loi du 15 août 1936 créant l'Office du Blé : voir polycopié

- idée lancée par Gorges Monnet, spécialiste socialiste des questions agricoles dès 1928 ; il devient ministre de l'Agriculture du Front populaire

- 15 août 1936 : création de l'O.N.I.B. Il a pour but de fixer chaque année un prix minimum pour le quintal de blé et de réguler les excédents extérieurs en matière de blé, ainsi que le contrôle de toutes les transactions intérieures, par l'intermédiaire des coopératives de stockage et de vente.

- l'Office sauve Grenadou

- G.Wright, *La révolution rurale en France. Histoire politique de la paysannerie au XXe siècle*, Éditions de l'Épi, 1967, 342 p. : le programme agricole du Front populaire était axé beaucoup plus sur des mesures de secours urgent que sur des réformes fondamentales, en dehors de l' « office des céréales » (>>> ONIB, ONIC)

IV. VICHY, LA TERRE ET LES RURAUX

- politique **conservatrice** et les conservateurs ont eu sous Vichy des pouvoirs que le suffrage universel leur refusait 1932>>>
- une politique suggérée par le Code de la Famille de 1939
- l'État français comportait des tendances doctrinales diverses. L'une des + accentuées fut **l'agrarisme** tradit. qui acquit alors une audience élargie, non seulement parce que la nation avait besoin des produits du sol, mais aussi parce qu'on attendait des campagnes une rénovation éthique & politique
- les **thèmes** ruraux, l'emploi du terme "paysan", l'idée de "retour à la terre" prirent alors une insistance et une fréquence remarquables
- le pouvoir agit en ce sens, et son **action** rencontra une orientation parallèle assez spontanée de l'opinion
- les propagandistes proclamaient que Pétain était le "maréchal-paysan"
>>> rôle dans le "maréchalisme", le "pétainisme", la collab. et le "collaborationnisme"

□ **biblio :**

J.-P. Azéma, *De Munich à la Libération (1938-1944)*, tome 14 de la N.H.F.C., Seuil, coll. "Points", 1979, 416 p. : réédition 1981

P. Barral, *Les Agrariens français, de Méline à Pisani*, Paris, Fondation nationale des Sciences politiques, 1968, 385 p.

I. Boussard, *Vichy et la corporation paysanne*, Fondation nationale des Sciences politiques, 1980, 414 p.

Collectif, *La fin de la France paysanne, de 1914 à nos jours*, tome IV de G. Duby & A. Wallon dir., *Histoire de la France rurale*, Seuil, 1977, 666 p.

Y. Durand, *La France dans la Seconde Guerre mondiale*, Armand Colin, coll. "Cursus", 1989, 192 p., réédition 1993

R. O. Paxton, *La France de Vichy*, Seuil, coll. "L'Univers historique", 1973, 380 p., réédition coll. "Points", plus réédit. dont réédition, 2000, 478 p.

J. Siclier, *La France de Pétain et son cinéma*, Editions Veyrier, 1981, 460 p.

G. Wright, *La révolution rurale en France*, Paris, 1967, 342 p.

1°) Les inspirations et les conditions : la terre, symbole d'une restauration

- inspirations composites et souvent hétérogènes, voire antagonistes, comme la plupart du temps pour Vichy
- mais points communs : visent à un ordre social élitiste, respectent la propriété, etc.

a) L'influence de l'Allemagne

□ Les prélèvements sur l'agriculture :

- des accords prévoient livraison denrées aliment.
- All. utilise largement argent des frais d'occupat. pour faire de gros achats sur marché agric. fr.
- > 1 M de paysans sont pris. en All. (36 % des pris.) ⇒ probl. de main-d'œuvre
- de plus : STO (Cf. le mot « travail »)
- 1943>>> : cet aspect devient + important que la Révolution nationale (2°)

□ Une influence idéologique indirecte :

- RN = éco. de g. particulièrement sévère
- certains pensent que les conditions de paix seront + clémentes si la France adopte style du vainqueur
- d'autres sont impress. par succès du Fascisme dans années 30
- propag. Vichy fait vibrer une autre corde : la RN, renouant avec la tradit. fr., ouvre une voie nouvelle entre Fasc. & comm.

b) Mais surtout le legs d'une idéologie agrarienne pré-vichyste

□ Le contexte économique et social :

- poids de la société rurale en France en 1940 :
 - près de 50 % de la pop. totale ; 7 200 000 de ruraux actifs
 - souvenir du poids électoral

- mais en 1940, la soc. rurale stagne :

- * transf. années 20 ⇒ accélération exode rural et crise années 30
- * Front populaire n'a pas redressé situation : L.Blum, malgré création Office du Blé ne veut pas aller au-delà des engagements électoraux
- * stag. prod. agric. fin années 30

□ Un terrain idéologique préparant Vichy :

- une longue histoire idéologique (cf. Barrès)
- des mouvements paysans de droite ⇒ Vichy n'est pas une création ex nihilo
- une bourgeoisie agrarienne de droite souhaite le corporatisme comme rempart contre socialisme. D'où vient-il ? D'Albert de Mun et de René de La Tour du Pin (cf. MTF-9)
- en + : héritage du catholicisme social (Le Play et autres) : il faut donner aux paysans la juste place qui leur revient
- une idéologie agrarienne avant-guerre & développement de thèses corpo.

Certains, comme l'Union nat. des synd. agric. prise en main par Jacques Le Roy Ladurie, avaient déjà pensé au corporatisme

Cf. Paxton pp. 200-201 : "D'une part, les corpo. s'administrant elles-mêmes sous la dir. des grands producteurs pourraient contrôler le marché, limiter la prod. et éviter un nouvel effondrement des cours mondiaux. D'autre part, elles aideraient à maintenir l'ordre social. L'*unité paysanne*, artifice permettant de résoudre les conflits entre propriétaires et trav. agric., en refusant la notion de classe, répondait à l'optique des industriels affirmant que dans une même branche, ouvriers et dirigeants avaient des intérêts communs beaucoup + que contradictoires."

- des asso. de déf. prof. : Front paysan, Chemises vertes, etc.

□ Un succès pas assuré avant la guerre :

- monde rural a conscience dédain du monde politique à son égard
- reproche aux partis de G. mettre probl. ruraux au 2d plan
- pourtant diversité régio. (SW radical, Provence de G.)
- journaux et périodiques de tous bords : *La Terre* (PCF), *La Volonté paysanne* (Calveyrac, SFIO), *Le Cri du sol* (Dorgères)

c) La Révolution nationale appuyée sur la France profonde

□ Pétain : le mythe du bon berger :

- des origines paysannes, Verdun, et un "fantassin" ⇒ un idéal pour le monde rural (cf. biographie dans le dossier biographique)

- nombreux anciens combattants dans campagnes
- régime autoritaire et paternaliste
- idée de reconquête des valeurs perdues
- pop. homme + que régime ; "maréchalisme" & "pétainisme"

□ Un régime qui se veut agrarien :

- projet de revalorisation de la terre
- nostalgie de la vie champêtre, canalisée entre deux guerres, partiellement, par renaissance du folklore (ex.: Joseph de Pesquidoux)
- slogans (cf. "La terre, elle, ne ment pas), valeurs (Travail, Famille, Patrie, Terre, effort), avec manichéisme (le reste ment, est sans intérêt, sans idéal, l'agriculture est le seul effort sain, le travail en soi)

⇒ "homélies" de P. : "Je hais les mensonges qui nous ont fait tant de mal. La terre, elle, ne ment pas. Elle est la patrie elle-même. Un champ qui tombe en friches, c'est une portion de F. qui meurt. Une jachère de nouveau emblavée, c'est une portion de F. qui renaît." (25 juin 1940)

- symbole de la ville de Vichy (loin de Paris et des grandes villes de zone libre), France profonde, dont la ville de Vichy aura beaucoup de mal à se remettre !

- mythe de l'unité paysanne, de la "classe paysanne"
- notion morale: liens Terre-morale-religion ⇒ hagiographie maréchaliste et RN
- une réponse à la décadence, comme de nombreux éléments de la RN.

* Cf. Paxton p. 196 : "Les ruraux, parce qu'ils vivent en autarcie, sont la force du pays et les citadins sa faiblesse ; pour les réactionnaires fr., c'est là un article de foi. La famille paysanne, féconde, terre à terre, solidement insérée dans la hiérarchie sociale tradit., est l'antidote des masses urbaines décadentes, utopiques, déracinées."

* La F. a été punie en 1940 pour s'être éloignée du monde rural, qui faisait sa force

⇒ une atmosphère d' "ordre moral", de xénophobie, de racisme

⇒ certaines réglementations vont aller à l'encontre de certains agric. (cf. bouilleurs de cru)

□ L'impact du projet :

- besoin de la France rurale de s'accrocher à des valeurs "fondamentales"
- rôle de l'information, de la radio, des journaux, grands discours, etc.
- propagande efficace au début
- simplisme qui plaît
- pauvreté de l'iconologie, style paternaliste

□ Allégories et images :

- imagerie de Vichy, imprimeries zone Sud, affiches, photos
- terre comme symbole, allégories et métaphores de l'agriculture pour tout expliquer

P. = bon pasteur (instituteurs = mauvais bergers)

Cf. le chêne de 300 ans de la forêt de Tronçais, baptisé "Maréchal Pétain" : "Voici votre chêne (...) Il est toujours jeune et vivace comme vous, monsieur le Maréchal !"

Cf. les abécédaires (P. caresse un mouton)

- littérature de Giono :

* son "théâtre rustique" : *Le Bout de la route* (1941), *La Femme du boulanger* (1944)

* ses romans : *L'Eau vive* (1943)

- travaux des folkloristes (cf. Varagnac)

- le paysan en tant que symbole :

* éloge du p. dans discours est un autre moyen de gagner au régime la majo. de la pop. rurale (cf. nombreuses visites de P. dans provinces)

* paysan = vrai Français, avec une certaine ressemblance avec P.:

"Le cultivateur doit prévoir, calculer, lutter. Les déceptions n'ont aucune prise sur cet homme que dominant l'instinct du travail nécessaire et la passion du sol. Quoi qu'il arrive, il fait face, il tient. C'est un chef."

- adéquation terre/patrie :

* avec notion de sacré

* la terre représente la France inaliénable à une époque où la souveraineté fr. est remise en cause

- De nouvelles Semeuse avaient été émises jusqu'en 1939, la IIIe République y ajoute en 1938, concurremment donc, la bonne vieille Cérès mais Vichy se contente de continuer jusqu'en 1941 (seulement) la Cérès qui, faisant trop Marianne, est interrompue, Vichy préférant Pétain : il n'y a aucun autre thème rural sous Vichy, par contre il y a Mercure !

□ Quelle est, derrière cette phraséologie, la réalité de l'action gouvernementale ?

2°) Concrétisation : corporatisme et étatisme

a) Les réalisations économiques

□ Quels dirigeants ?

- les dirigeants tradit. l'emportent sur les imitateurs du fascisme (c. Dorgères)

Paxton p. 201 : "En agriculture, comme dans tout autre secteur, ce sont les traditionalistes qui dominent aux 1ers jours de Vichy."

incarnation : Pierre Caziot, min. Agric. >>> avril 1942 : "Avec sa moustache à la Vercingétorix et ses litanies champêtres, il personnifie la victoire des propriétaires terriens sur les bureaucrates. (idem)

- conforme à l'importance donnée à l'agriculture familiale qui, d'après P., cf. discours 12 oct. 1940, constitue "la principale base éco. et soc. de la France."

- mais de quels conservateurs s'agit-il ?

* si la plupart des dir. de l'agric. de la période de Vichy ont été désireux de changements et de réformes

* seule une minorité appartenait à la génération de P., celle des propriétaires paternalistes à l'ancienne mode, résolu à maintenir les droits de la propriété et des relations de type féodal entre propriétaires et fermiers ou métayers

* la majo. faisait partie de cette nouvelle géné. de conservateurs agraires qui s'était affirmée après 1930, des hommes qui dirigeaient eux-mêmes de grandes ou de moyennes exploitations, ou leurs fils (on les trouve surtout à l'U.N.S.A.)

□ La loi Caziot du 9 mars 1941 :

- facilite le remembrement

va + loin que loi du 27 nov. 1918 (≥ 2/3 paysans doivent consentir) : vote majoritaire et l'État peut proposer (dispositions qui seront conservées après la Libération)

- accorde facilités de crédit pour réfection des bâtiments (plusieurs cent. milliers demandes de prêts)

- modifie textes sur héritage, afin que tout domaine puisse être laissé au fils qui veut le cultiver

- favorise études d'agronomie

- encourage fermier à améliorer habitat en obligeant propriétaire à rembourser la valeur ajoutée à l'expiration du bail

□ Le corporatisme :

- Cf. I. Boussard, *Vichy et la corporation paysanne*, Fondation nationale des Sciences politiques, 1980, 414 p.
- dans l'agric., c. dans ind., Vichy sacrifie ses rêves nostalgiques à la modernisation et à la puissance de ceux qui ont le sens de l'organisation et de l'efficacité
 - ⇒ dirigeants des cartels passent au 1er plan
 - ⇒ la réglementation du marché par les prod. eux-mêmes est le fin mot du corpo.
- gouv. entérine par la loi du 2 déc. 1940 la Charte paysanne présentée par les chefs de file du corporatisme paysan Jacques Le Roy Ladurie et Louis Salleron. Avec structures horizontales (X str. verticales corpo. alldes et ital. ⇒ une inspiration exclusivement fr.)
- mais :
 - * corpo. paysanne ne voit que lentement le jour
 - * heurt Caziot (dirigiste) - Salleron (corpo.) à propos du rôle de l'État, tranché lors de la constitution du 2e gouv. Laval (avril 1942) : Le Roy Ladurie prend double portefeuille de l'Agric. & du Ravitaillement
 - * mais Le Roy Ladurie démiss. bientôt
 - * réforme 16 déc. 1942 réduit autonomie de la Corpo. paysanne
 - * l'agriculteur appartient à des synd. locaux corpo., qui sont coiffés par des Unions rég. ou dép., et finalement par Conseil corpo. national, qui dépend du min. de l'Agric.
 - * l'adhésion au synd. n'est pas obligatoire, mais celui-ci est tout-puissant, puisque ses décisions sont applicables à tous les agric., que c'est lui qui est maître du crédit agricole, qu'il fournit les produits nécessaires ou assure l'écoulement des surplus, qu'il fixe à chacun les livraisons obligatoires. C'est par son intermédiaire que l'État dirige la prod. et satisfait aux réquisitions de l'occupant
 - élections (insolites) aux postes de syndics en 1943 & 1944
 - corporations deviennent en fait (pénurie des denrées alim.) des org. de contrôle admin.
 - beaucoup de questions clefs quant à l'org. ne sont pas tranchées encore en 1944 !
 - parti de la notion de corporatisme d'asso. le rég. de Vichy a pratiqué le corpo. d'État
 - la majeure partie des réformes agraires mises en œuvre par Vichy fut conçue et rédigée au min. de l'Agric. plutôt que dans bureaux de la Corpo.
 - pourtant, côté constructif :
 - * a contribué à inculquer idée d'union des paysans
 - * a accéléré ascension d'une élite paysanne (les "syndics" de la Corpo. sont des exploitants)
 - * se référant à une idéologie très diff., la CGA utilise 1944-1948 son œuvre et qqunes de ses structures.
 - * Mais surtout les Chambres d'Agriculture (recréées 1948) accueillent en masse les anciens de la Corpo. paysanne.
 - * Tous les présidents et SG FNSEA >>> 1961 ont fait partie de la Corpo. !
- Les autres mesures :
 - juillet 1940 : taxation des prix et des salaires
 - priv. des bouilleurs de cru supprimé 7 août 1940
 - le "retour à la terre" est officiellement encouragé par :
 - * 30 mai 1941 : institution du pécule de retour à la terre. Il faut être marié et aller exploiter une ferme durant 10 ans. On reçoit un pécule de 50 % du montant cumulé du salaire et des allocations antérieurs
 - * des subventions aux familles qui reprendraient fermes abandonnées seules 1561 familles demandent (& 409 échouent)

* 30 juillet 1940 : Chantiers de Jeunesse (mettent pendant 9 mois tous les jeunes Français de 20 ans dans un camp, loin de l'influence novice de la ville)

+ en 1941 (30 mars) : Service civique rural obligatoire (de 17 à 21 ans)

* vaste propagande pour ce retour à la terre, dont part perso. de Pétain (discours, comme celui de Pau en avril 1941)

- Dans l'œuvre d'Hergé, les albums de la Deuxième Guerre mondiale sont tous des albums d'évasion, dans le temps et dans l'espace, avec une seule allusion, indirecte et très secondaire, à l'actualité : le « retour à la terre » des Dupondt qui, fatigués d'avoir pompé de l'air pour le scaphandrier Tintin lors de la vaine expédition maritime du *Trésor de Rackham le rouge*²¹³, vont se reposer chez un voisin fermier qui... les fait travailler... au concassage. Les mouvements sont les mêmes, cf. les deux cases polycopiées !

- un statut des baux ruraux promulgué 1943 pour préserver droits des fermiers

Ce statut fut une des rares réformes de la période de Vichy qui fût conçue dans bureaux de la Corpo. paysanne

- parallt., mesures pour revaloriser l'artisanat rural

□ conclusion du a) :

Les impératifs du ravitaillement font que Vichy encourage de + en + la productivité et non l'exploitation familiale ⇒ les aspects "doctrinaux" déclinent

Cf. Paxton, p. 204 : "L'avenir appartient de toute évidence à la grande exploitation moderne et non pas à la polyc. vieillotte, comme le donne à penser l'évolution politique de Vichy. Le petit paysan va perdre pied avec les traditions qui le soutiennent. Après la guerre, ceux qui veulent sacrifier la production à la paix sociale ne sont plus qu'une poignée."

b) L'encadrement de la société rurale : administration, famille et éducation

□ Administration :

- société rurale peu touchée par les remplacements des conseils municipaux par des municipalités contrôlées par le gouvernement (dans communes > 2 000 hab.)

- mais surveillance au niveau local : les pouvoirs des conseils d'arr. & des conseils généraux reviennent, pratiquement, aux préfets et aux sous-préfets seuls

- importance des anciens comb. en milieu rural

- création de la Légion des Combattants (août 1940) : encadrement communal et départemental

□ Exaltation de la famille :

- base de la société, la fam. rurale est un exemple (prestige du père, notion d'unité de la propriété, etc.)

- famille rurale, famille saine & pratiquante

- famille rurale = fécondité, religion & mentalité conservatrice

- France rurale concernée en priorité par mesures comme aide aux familles (cf. reprise fécondité), etc.

- mesures morales (cf. X bouilleurs de cru, voir plus haut)

□ Mesures concernant l'éducation :

- X instit.-secr. de mairie, franc-maçon & symbol. la IIIe : loi du 17 juillet 1940 + circulaires du 16 août autorisent révocation des fonctionnaires pour motifs politiques

²¹³ Remarquons que KH est le phonème central du nom de ce pirate...

- gestes montrant intérêt pour ens. dans campagnes :

* visites Pétain aux écoles rurales zone libre (ex. : 13 octobre 1941, village de Perpigny dans l'Allier, "Message du Mal Pétain aux écoliers de France")

c) L'opinion

□ Le mythe du paysan-roi :

- au vu de l'attention que semble leur porter l'État, privilèges apparents des ruraux
- de fait, plus de facilités pour s'approvisionner (autoconsommation double entre 1940 & 1950, situation priv. par rapport aux citoyens, cf. abattage clandestin, cf. *Grenadou, paysan français*)

- ruraux moins touchés que citoyens par risques de bombardement, etc.

- bénéfice du marché parallèle, dit "marché noir", moyen de survivre

- fournissent ce marché

- ceci concerne bien les ruraux (cf. commerçants de villages, « BOF »)

⇒ importance pour l'après-guerre et mentalités (clivage dans population) : accapareurs ?
profiteurs ? usuriers ? Vision partielle, pour le moins

□ Les aspects culturels :

- orientation agrarienne est sensibilité assez générale, grâce à une ambiance d'avant-guerre et à certains aspects culturels, dont beaucoup sont apparus avant-guerre

- valeur éthique de la terre suscite nombreux dithyrambes

- importance de l'étude et de la présentation du passé (rural) : Sully, Olivier de Serres, etc.

- rééditions à succès : G.Roupnel, *Histoire de la campagne française* de 1932

- publications nouvelles : H.Pourrat (1887-1959, *L'homme à la bêche, histoire du paysan à travers les âges*, 1941, A.Dauzat, *Le village et le paysan de France*, etc.

- goût pour les "vertus paysannes" ⇒ vogue de Pesquidoux, Ramuz, Pourrat, Gustave Thibon, Giono, etc.

- ce sens des valeurs terriennes prenait souvent une tonalité religieuse

- cinéma :

* en bonne partie thuriféraire des thèses de la Rév. nat., mais apport de Jacques Siclier, *La France de Pétain et son cinéma*, Editions Veyrier, 1981, 460 p.

* déjà Marcel Pagnol dans *La Fille du puisatier*, achevé fin 1940, préfigure, avec tous thèmes + scène de la fin où tous protagonistes écoutent à la radio l'appel du Mal Pétain faisant don de sa personne à la France (dans version de la Libé., c'est le discours du 18 juin !)

* Émile Couzinet, *Andorra ou les hommes d'airain* (se passe en Andorre)

* Léon Poirier, *Jeannou* : terre du Périgord où gisement de lignite qu'un vieux noble se refuse à exploiter

* Pierre de Hérain, *Monsieur des Lourdines*, domaine vendéen ruiné par l'existence dissolue et parisienne du fils, d'après l'œuvre d'A. de Châteaubriant

3°) Les échecs d'une fausse révolution agrarienne

a) "Des doryphores sur les pommes de terre" (expression d'époque, souvent citée)

□ Le poids de la présence de l'occupant :

- séquelles de la guerre et stigmates de la défaite

- agric. en diff. car privée de la "zone occupée" (et des autres), soumise au poids des prélèvements allemands & à l'incohérence des systèmes de distribution
- entretien des soldats allemands + prélèvements (pour la viande, les All. pré. autant que les paysans pour l'abattage familial)
- logique : France considérée par Hitler comme un potager et comme "un pays de terriens pouvant assurer certaines prod. dans le domaine de la mode."

Cf. Bernanos : "M.le maréchal Pétain vient d'annoncer au monde l'avènement d'une France agricole devenue le paisible potager de l'Europe totalitaire et chargée de ravitailler en légumes frais les ouvriers des gig. usines allemandes."

□ Une agriculture manquant de bras et d'engrais :

- priso. de guerre
- lassitude car ne rentrent pas et devant la "relève"
- STO 1943 >>>
- travail forcé
- engrais :...

□ Les conséquences :

- mécontentement croissant : nombreux rapports et notes confidentielles montrent que Vichy en a conscience. Note du cabinet de P. en 1943 : "L'état d'esprit général des masses paysannes s'aggrave de + en +"
- résistance paysanne ²¹⁴, etc.

b) La réalité économique de Vichy : une restauration en trompe-l'œil

□ Les ruraux ne sont pas vraiment privilégiés par Vichy :

- derrière façade & discours
- s'ils traversent la guerre avec moins de diff. que citadins, c'est à la possibilité d'autoconsommation qu'ils le doivent plus qu'aux mesures du gouvernement
- bien sûr, div. régio. (zone libre favorisée de fait grâce à sa richesse éco. : 70 % du blé, 85 % du beurre, 65 % de la viande, 100 % du sucre, etc.)
- tous les ruraux ne sont pas petits commerçants ou paysans : certains ne peuvent pas être vendeurs au marché noir

□ Persistance de problèmes graves pour l'agriculture :

- importance de la pression fiscale
- insuff. salaires des ouvriers agric.
- paysans qui thésaurisent ne peuvent pas acheter beaucoup (faiblesse de l'offre)

□ La réalité des choix vichyssois :

- rejet du capitalisme = condamnation de façade
- derrière préférence off. pour formes tradit. de l'éco. et prof. foi anticapit., la réalité est toute autre
- grande ind. fav. dans pratique (comités d'organisation dès août 1940), avec imp. du grand patronat et non des PME
- dirigisme de l'agric. ressenti de + en + comme une entrave d'autant qu'il ne permet pas de résoudre les diff. d'approv. (engrais, machines)

²¹⁴ Dont celles des deux frères auvergnats du *Chagrin et la pitié*, de Grenadou avec Sylvia Monfort et Maurice Clavel (E.Grenadou & A.Prévost, *Grenadou, paysan français*, Seuil, 1966, réédition, coll. "Points", 1978, 253 p., enregistrement 1965-1966).

- un aspect technocratique du régime, peu compatible avec la réalité, et avec les intentions profondes
- faiblesse par rapport à l'événement, sur lequel Vichy n'a aucune prise : raison principale de l'échec
- un Vichy pas aussi systématique qu'on le dit, ou pas dans le sens qu'on dit !

c) Des échecs de Vichy à la résistance paysanne

□ Insuffisance et donc échec des principales mesures :

- échec du retour à la terre (peu de citoyens convaincus)
- échec des aides aux familles (inflation) ⇒ monde rural revendique en 1943 & 1944 un relèvement des allocat. familiales agric.
- la prod. n'a pas augmenté
- échec de la conquête et de la surveillance des esprits :
 - * purges des instit. n'ont touché que 2 % d'entre eux
 - * en milieu rural, les 130 000 instit. aiguillent les comportements de la pop. dans un sens fav. à l' "esprit de résistance"
 - * absentéisme massif des écoliers en milieu rural
 - * lassitude vis-à-vis de la propagande & responsables de Vichy tenus pour responsables de la situation

□ fin 1943 fondation clandestine d'une **CGA** (Conf. gén. de l'Agriculture)

□ Une résistance paysanne :

- toutes conditions générales
- communistes (entre autres) cherchent (et parviennent) à noyauter les organismes corporatifs de Vichy pour gagner les paysans à la Résistance
- parution clandestine de *La Terre* (comm.)
- tracts, etc.
- participation à la résistance armée, ...
- mais aussi rés. éco. (ex. printemps 1944, paysans corréziens s'opposent aux livraisons à l'Allemagne, par une vente directe aux Français)
- popularité de Pétain subsiste, mais pas celle de Laval, ni celle de Vichy
- cf. *Le Chagrin et la Pitié*

d) Georges Rouquier. *Farrebique*

□ en 1944-1945, **Georges Rouquier**, qui avait pendant la guerre réalisé de petits films documentaires (*Le Tonnelier*, 1942, 23 mn, par ex.) et expérimenté la prise de vues en accéléré (croissance des végétaux par ex.), filme sur quatre saisons une famille paysanne, la sienne, à Goutrens, dans l'Aveyron.

□ Il en tire en 1946 le film *Farrebique* du nom de la ferme, qui obtient de nombreux prix et un grand succès public. Pourquoi ?

□ L'aspect naturaliste, la proximité discrète avec la réalité paysanne sans le ridicule des *pagnolades* et le « blanchiment » des thèmes vichystes : Travail et Famille sont très présents, sans la moindre connotation venue de l'actualité récente et en l'absence de la Patrie (une seule très brève allusion, banale, générationnelle, à la Première Guerre mondiale).

Conclusion

- triste situation de l'agriculture en 1944
- diff. géographiques

- clivage ruraux/citadins
- des espoirs pour l'après-guerre (et Vichy a amorcé le tournant de l'après-guerre quant à l'organisation)
- Vichy a accéléré l'exode rural ⇒ échec du retour à la terre ⇒ paradoxe !
- mais affiche de la « force tranquille » en 1981, due à Jacques Séguéla, mais choisie parmi d'autres par Mitterrand !
- et reportages sur F.Bayrou lors campagne présidentielle de 2007
- la veille de la 2^e rév. agric. La « révolution silencieuse » (M.Debatisse) des paysans après-guerre²¹⁵
- statuts du métayage et du fermage en 1946
- les paysans vont devenir des citoyens fr. *Peasants into Frenchmen*. pour reprendre le titre du livre d'Eugen Weber. L'année 1946 voit l'envolée de l'exploitation de Grenadou²¹⁶ : coopérative, batteuse, fin des moutons, etc.
- répartition des exploitations agricoles selon leur taille :

	1892	1929	1955
Moins de 5 ha	4 millions	2,1 millions	800 000
de 5 à 20 ha	1,2 million	1,3 million	1 million
de 20 à 50 ha	335 000	380 000	375 000
de 50 à 100 ha	52 000	81 000	74 000
plus de 100 ha	33 000	32 000	20 000

- Le sort des filles de milieu rural juste avant la Libération²¹⁷ :
- souvent école religieuse et non école laïque (garçons)
- garde des troupeaux pendant les vacances
- une partie des tâches ménagères
- horizon limité à la famille et à l'école (les garçons ont le service militaire...)
- éducation extrêmement pudique
- cohabitation de plusieurs générations sous le même toit
- grand rôle de l'Église dans nombreux cas, comme Aveyron, forme de « revanche » de la femme. Mais compensation : rôle de la JACF (1933) et de sa presse (*Jeunes rurales*, qui deviendra *Promesses*), qui renouvelle *Le Petit Écho de la mode*, *Confidences* et *Nous Deux* !
- chance pour certaines du « cours ménager », deux ans après le certificat d'études
- des écoles féminines rurales : écoles pratiques laitières (la 1^{ère} fondée en 1826 en Ille-et-Vilaine), l'I.N.A. admet des filles 1917>>>
- journaux familiaux *Foyer rural*, *Clair Foyer* (1945) et des journaux régionaux comme *Le Rouergat*
- l'organisation Famille rurale naît en 1946 ; aussi (1945) le Mouvement familial rural
- FNSEA 1946 aussi

²¹⁵ M.Debatisse, *La révolution silencieuse, le combat des paysans*, Paris, 1963

²¹⁶ E.Grenadou & A.Prévoist, *Grenadou, paysan français*, Seuil, 1966, réédition, coll. "Points", 1978, 253 p., enregistrement 1965-1966

²¹⁷ Biblio. variée, mais surtout, découvert par hasard à Millau : M.-T.Lacombe, *Pionnières ! Les femmes dans la modernisation des campagnes de l'Aveyron de 1945 à nos jours*, Éditions Rouergue, 2009, 192 p.

MTF11- LE SECTEUR 2RE DE LA 2^E REVOLUTION INDUSTRIELLE

(au-delà du Dewerpe, pp. 97 & suiv., et du Noiriel, chap. 4 & suiv.)

□ introd :

- les ouvriers, des villes aux banlieues : voir Démier pp. 426-433
- petite entreprise et dualisme, investissements et banque : *Débuts*, p. 77
- innovation et secteurs de pointe : *Débuts*, p. 78-81
- rythmes et tailles : *Débuts*, p. 81
- les hommes (industriels et ingénieurs) : *Débuts*, p. 81-82
- la géographie de l'ind. fr. : *Débuts*, p. 82
- les « couches nouvelles » : *Débuts*, p. 100-102
- les ouvriers : *Débuts*, p. 104-105 & *Belle Époque*, pp. 117-117
- le « mouvement ouvrier » : *Débuts*, p. 105-107 & *Belle Époque*, pp. 121-125
- l'ex. de l'ind. automobile : *Belle Époque*, pp. 106-107
- carte salariés industrie 1911 polycopiée

□ vers 1880, la part du secteur 2re dans la pop. active est de 26.7 % et les Français savent que la vie ouvrière est une « existence à cahots » (Yves Lequin), un calvaire, précisément décrit jusque là par de nombreuses enquêtes sociales (revoir MTF3)

□ un passé de « résistance », voir MTF3 + résistance à l'embauche par le gyrovagisme ouvrier, le charivari, le luddisme déguisé ; les sociétés de secours mutuel sont en fait des sociétés de résistance,

□ républicanisme des ouvriers, mais il est teinté de socialisme depuis longtemps et les ouvriers ont aussi une tradition de méfiance vis-à-vis de l'État et, bien sûr, une volonté d'indépendance par rapport aux partis politiques

□ les entreprises de la seconde industrialisation ont été bien étudiées par la *Business History* (cf. A. Beltran, J.-P. Daviet & M. Ruffat dir., *L'histoire d'entreprise en France. Essai bibliographique*, Cahier de l'IHTP n° 30, 1995, 117 p.)

□ Importance du Maitron²¹⁸

□ « travaux pratiques » sur la chaîne et la trame !

I. UNE NOUVELLE CONJONCTURE

□ une industrialisation décalée ?

□ « galette » entre dans l'usage en 1872, « fric » en 1879 !!

□ grâce aux 2 GM ?

1.º) La croissance

a) Sa mesure globale

□ l'historiographie récente insiste :

²¹⁸ J. Maitron dir., *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, Éditions ouvrières, 4 parties (1789-1864, 1864-1871, 1871-1914, 1914-1939), 43 tomes, 1960-1993, compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1989, pp. 353-356, dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, avril-juin 1994, pp. 111-112, CD-ROM, Les Éditions de l'Atelier, 1997, 3 000 F - 8 500 F, compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, juill.-sept. 1998, pp. 167-170. Site <http://www.maitron.org>; réédition 2006-

- sur la continuité Belle Époque-années 20
- sur caractère proprement accidentel de la crise de 29
- sur faiblesse de l'opposition entre le "miracle fr." des années 1950-1973 et le soi-disant passé, antérieur, de stagnation
- **taux** de croissance ind. de 4,7 % l'an (OCDE) pour 1924-1929, soit à peu près celui de la Belle Époque, et un record européen
- **prod. acier**: 4,7 millions en 1913
- prod. aluminium : 13 500 tonnes

b) L'anti-travail (ouvrier) ? Paul Lafargue et son « droit à la paresse » ²¹⁹

- « Une étrange folie possède les classes ouvrières des nations où règne la civilisation capitaliste. [...] Cette folie est l'amour du travail, la passion moribonde du travail, poussée jusqu'à l'épuisement des forces vitales de l'individu et de sa progéniture. » Cette formule initie le **texte provocateur et acide que publia en 1880-1883, le socialiste Paul Lafargue, retour d'exil politique.**
- Né à Cuba en 1842, Lafargue épousa une des filles de Karl Marx et le couple se suicida au cyanure en 1911 ; un petit théâtre de Montparnasse monta d'ailleurs en 1999 une pièce intéressante autour de ce suicide.
- Il s'agit ici du *Droit à la paresse*, un texte critique mais drôle qui emprunte beaucoup au beau-père et à un certain **Louis-Mathurin Moreau-Christophe qui avait publié en 1849 un *Droit à l'oisiveté***
- De Lafargue et du *Droit*, j'ai entendu pour la première fois parler par ma professeure de philosophie en khâgne, épouse d'Émile Bottigelli, éditeur scrupuleux de Lafargue.
- Pamphlet « rouge » et « noir », « gauchiste » comme dit G.Candar, écrit pour **choquer féroce-ment à la fois les socialistes et les républicains**, le *Droit à la paresse* fustige avant tout **le prolétariat, perverti par « le dogme du travail »**.
- Retournement de civilisation, il construit **une véritable utopie** dans la lignée du curé Meslier mais parfumée **d'écologie**: « tous nos produits sont adultérés pour en faciliter l'écoulement et en abrégé l'existence. Notre époque sera appelée l'âge de la falsification, comme les premières époques de l'humanité ont reçu les noms d'âge de pierre, d'âge de bronze, du caractère de leur production. »
- Le *Droit à la paresse* **critique les canuts lyonnais** qui se soulevèrent pour réclamer « du plomb ou du travail », **les quarante-huitards** de février et les enfants de ceux de juin, la Révolution industrielle, **les chômeurs qui implorant du travail**, les **républicains bleus**, avec humour et férocité en même temps, mais aussi une merveilleuse mauvaise foi...
- Lafargue en appelle à l'éradication de « la passion désordonnée, dépravée, [des] ouvriers pour le travail », de la « farce électorale », à la mort de « la France capitaliste, énorme femelle, velue de la face et chauve du crâne, avachie, aux chairs flasques, bouffies, blafardes, aux yeux éteints, ensommeillée et bâillant » !
- Il rêve d'une **vie populaire festive**, ripailleuse, carnavalesque et théâtrale, politiciens et généraux au chômage jouant les présentateurs, les publicitaires, les aboyeurs et les discoureurs cocasses...

²¹⁹ Plusieurs éditions et rééditions. La dernière : LAFARGUE Paul, *Le droit à la paresse. Réfutation du « droit au travail » de 1848*, réédition, présentation de Maurice DOMMANGET, préface de Gilles CANDAR, La Découverte/Poche, 2010, 182 p., ici avec la copieuse présentation, légèrement désuète, rédigée en 1975 par Maurice Dommanget (trois fois la longueur du texte de Lafargue !) et avec une lucide préface de mon collègue Gilles Candar.

□ Conclusion : le travail, valeur exaltée et contestée (contraire de Lafargue : formule du quarante-huitard Pierre Vinçard « Ô qui donc nous redira les noms de tous les généreux et infatigables producteurs, ouvriers habiles, inventeurs de cette multitude de produits, dont la possession en améliorant l'existence matérielle a adouci les mœurs et forcé les hommes à la vie pacifique et fraternelle. » ²²⁰)

c) Nécessité d'intégrer (sic)

- la période des 2 GM (facile), l'inflation 1914-1928 et la Crise ⇒ périodisation simple (ne pas trop insister)

- le progrès technique

- la « fierté machiniste » de l'ouvrier (Michel Verret ²²¹)

- loisir ouvrier = le « temps inobligé » (Michel Verret ²²²)

- la dépendance vis-à-vis des États-Unis en 1945

- le probl. démogr.

□ un espace industriel plus rationnel : voir polycopié, extrait de A.Beltran et P.Griset, *La croissance économique de la France. 1815-1914*, Armand Colin, coll. "Cursus", 1988, 189 p., réédition, 1994, p. 120

□ mais migrations pendulaires

□ les industries nouvelles de l'entre-deux-guerres : voir les nombreuses pages polycopiées

□ la notion de « petits métiers » urbains : chiffonnier, vannier, raccommodeur de porcelaine, rétameur, marchand de peau de lapin, vitrier, réparateurs en tous genres (parapluies, etc.), serrurier, rémouleur, ramoneur, marchands en tous genres (marrons, frites, etc.). Il en subsistera certains « types » après 1946.

□ La notion d' « action sociale » :

- Chr.Rater-Garcette, *La professionnalisation du travail social. Action sociale, syndicalisme, formation. 1880-1920*, L'Harmattan, 1996, 210 p., compte rendu dans *Revue d'histoire du XIXe siècle. 1848. Révolutions et mutations au XIXe siècle*, n° 14, 1997/1, pp. 234-236 :

- legs de la « question sociale », de la philanthropie, de la pensée religieuse, de la charité, du solidarisme, du catholicisme social, de l'action catholique, de la démocratie chrétienne, dont le Sillon, de la mode d' « aller au peuple » à la fin du XIXe siècle, du syndicalisme chrétien

- nécessité de la « compétence » au XXe siècle, avec une réflexion sur le rôle social des femmes >>> des écoles d'« enseignement social » naissent dans divers pays, dont la France, à la Belle Époque : École pratique de Formation sociale de Charonne en 1907, École libre d'Assistance privée 1908 >>> une formation professionnelle pour des « travailleurs sociaux »

- Semaines sociales, initiées par Marius Gonin ; notion de « service social »

- surtout, École normale sociale, 1923 ²²³. Fierté de son sigle (!), ambiance catholique

- syndicats féminins chrétiens dans diverses régions

- un diplôme d'État de « travailleur social » en 1932 ; politique de Henri Sellier sous Front populaire

d) Le rôle des guerres mondiales

²²⁰ Vinçard, *Histoire du Travail et des travailleurs en France*, Paris, Vinçard, 1845-1846, 2 vol., 1^{er} col., p. IV.

²²¹ M.Verret, *La culture ouvrière*, L'Harmattan, 1998, 300 p., p. 27.

²²² M.Verret, *La culture ouvrière*, L'Harmattan, 1998, 300 p., pp.75-76.

²²³ 56 rue du Docteur Blanche, dans le 16^e...

- L'industrie fr. était dans l'ensemble assez mal adaptée aux besoins de la guerre mondiale de 1914. Capacité de la sidérurgie = 1/3 de celle de la cap. all. Ind. chim. ne produit ni l'ammoniaque ni l'acide nitrique nécessaires à la fabrication des explosifs
- ce jugement n'a cependant pas valeur générale, puisque la France avait dev. 2 prod. (auto. et alu.) qui devaient se révéler essentielles à la poursuite de l'effort militaire
- Après la Seconde Guerre mondiale, les "décideurs" vont prendre conscience brutalement :
 - du vieillissement de l'app. de prod., donc du retard de la productivité du travail, par rapport aux autres pays ind.
 - de la nécessité (cf. Jean Monnet, Comm. général au Plan) d'une intensification de l'effort d'investissement

e) La « fée électricité »

- Il serait faux d'identifier électricité et éclairage — songeons au télégraphe — ou encore triomphe de l'électricité et révolution de l'éclairage, d'abord perpétrée par le gaz et la lampe à pétrole, sans parler ici de l'acétylène à la belle lumière, du pétrole et de la bougie.
- L'électricité ne devient la "fée électricité" qu'à partir de la grande Exposition internationale d'Électricité de 1881 à Paris ; mais elle provoque alors la naissance d'une véritable civilisation électrique et une nouvelle esthétique industrielle. De la lumière on glisse à l'utilisation de la force motrice électrique, de l'innovation à la banalité, de la "fée" à la "servante". Cf. Alain BELTRAN et Patrice A.CARRÉ, *La fée et la servante. La société française face à l'électricité : XIXe-XXe siècle*, Belin, 1991, 350 p.
- Une première partie mène des origines du "fluide mystérieux" à la fin des années 1880. On passe des cabinets de physique et des spectacles organisés à la cour de Louis XV par l'abbé Nollet à la télégraphie électrique : pendant près de cinquante ans, l'électricité est essentiellement de la "télécommunication", qui tarde à s'implanter en France à cause de l'importance et de la qualité du réseau de télégraphie optique mis au point par Claude Chappe. C'est sous le Second Empire que le télégraphe électrique se développe ; dans le même temps apparaît un réseau intercontinental de télégraphie, la pose du premier câble transatlantique marquant le début d'une ère nouvelle. Peu après c'est le téléphone qui est révélé au public, les Français ne le découvrant véritablement qu'à l'Exposition de 1881, au sein de laquelle est organisée une véritable promotion, avec anticipation des inventions souhaitées, par exemple le "théâtrophone", moyen d'écoute à distance de spectacles.
- Entre 1881 et 1914, la diffusion de l'électricité connaît une accélération tout à fait considérable. les applications pratiques se multipliant, mais aussi les lobbies que constituent le Syndicat français d'Électricité et les revues. En 1881 Adolphe Cochery, premier titulaire du nouveau portefeuille des Postes et Télégraphes, et les intérêts privés organisent un Congrès et une Exposition internationale, qui révèle à 900 000 visiteurs non seulement Edison mais aussi une foule d'inventeurs plus obscurs, si l'on peut dire. Dans les Expositions universelles, la place de l'électricité est désormais prépondérante, sous la forme de l'éclairage mais aussi de l'énergie motrice. La traction électrique est, avec la lumière et le téléphone, l'une des premières applications de l'électricité, mais sa victoire n'est pas immédiate. Il lui a fallu en effet démontrer, avec un gros retard sur les États-Unis, sa supériorité sur le tramway hippomobile, qui connaît son apogée en 1900 à Paris, et ce n'est qu'à partir de 1895-1900 que le tramway électrique s'installe dans les villes françaises, dont la petite taille moyenne constitue un frein, le métro étant aussi un rival. Au total, l'espace urbain est devenu espace électrique et de nouvelles habitudes doivent être prises, en matière de sécurité, de vision de la ville, de décoration, d'économie dans l'utilisation de la nouvelle énergie, tandis que

trionphe un véritable besoin d'éclairage citadin et domestique : la lumière électrique est jugée bien meilleure que les autres, elle est associée dans les lieux publics à l'idée de fête, républicaine en particulier, de sécurité, d'abondance, de santé, de confort. Mais c'est aussi la "fin de la nuit" grâce à l'électrification des phares ou à l'éclairage des chantiers à terminer rapidement. Ne serait-ce pas également, proclame tout un discours moral et civique, **une solution à la question sociale, par le retour à l'atelier domestique, la protection du travail féminin et la résurrection des régions abandonnées ?** À la fin du siècle dernier, on espère dans le moteur électrique et dans la "houille verte" des rivières pour relancer l'activité des petits ateliers ou créer des associations de travailleurs, espoir largement déçu par le retour au *sweating system* et le coût élevé de l'électricité.

□ **La diffusion de l'électricité et de ses applications a provoqué des craintes et réveillé des angoisses, résistances qui sont l'objet de la troisième partie.** L'accident électrique, complaisamment rapporté par les "suppléments illustrés" dominicaux, frappe les esprits, comme l'emploi aux États-Unis de la chaise électrique : certains imaginent l'électricité en arme de guerre ou redoutent l'aveuglement par sa puissance d'éclairage, beaucoup l'associent à l'idée de mort. Ne peut-on pas, en outre, craindre la rupture avec les modes de vie ancestraux ? les troubles nerveux engendrés par la "ville électrique" ? Plus prosaïquement, on proteste contre les interruptions dans la fourniture du courant, les tarifs, beaucoup plus élevés qu'à l'étranger, les incendies, l'accident du métro à la station Couronnes (84 morts en 1903), les grévistes anarcho-syndicalistes qui plongent Paris dans les ténèbres en 1907 et 1910... L'électricité est encore un luxe et un danger, mais presse et *Vingt mille lieues sous les mers* chantent ses louanges : applications multipliées, étendues à l'agriculture et à la navigation (c'est l'époque des mythes de l'électroculture et de la "navigation électrique"), annexant l'automobile (mais les progrès incessants du moteur à essence entraînent une disparition à peu près complète des véhicules électriques), et le chemin de fer (cette fois-ci sans utopie). Quant au consommateur, il a toujours le choix, car, moins cher, campé sur les concessions municipales et des positions industrielles solides, le gaz a su se moderniser jusqu'en 1914 : lumières de la République et de la Science contre ténèbres d'un passé obscurantiste, la même thématique que pour l'électricité pouvait être employée ; installées dans le centre des villes, les centrales signifiaient le retour de la nuisance industrielle. Et il y a la "bougie de l'Étoile", la lampe à pétrole, les horloges pneumatiques Popp, la Compagnie de l'Air comprimé...

□ **C'est dans l'entre-deux-guerres que s'achève l'électrification du territoire** (96 % des communes étaient raccordées à un réseau électrique au 1er janvier 1937), **tandis que les usages se diversifient. Un soin tout particulier est porté à l'équipement des campagnes** (mais l'Ouest est fort en retard) : il faut détourner le paysan des mirages de la ville, mécaniser les travaux agricoles, l'État devant suppléer à la mauvaise volonté des compagnies de distribution. L'électricité rurale est désormais une "domestique fidèle", les fermes sont éclairées et des villages modèles sont même totalement électrifiés. **D'une manière générale, la Grande Guerre a donné un élan décisif à la production, elle a surtout balayé les hésitations et les doutes que l'on pouvait opposer à l'énergie électrique. C'est le temps du petit moteur performant, de la publicité lumineuse, des premiers immeubles "tout-électriques", des débuts de la réflexion sur les modalités d'éclairage des pièces de la maison, des luminaires "Art Déco", des premiers appareils "électrodomestiques", fer à**

repasser, "aspirateur à poussière", machine à laver, mais guère réfrigérateur et cuisinière. Seul ou presque d'ailleurs, le poste de radio est largement diffusé dans les familles, la consommation électrique reste faible en France. Aussi se développent un mouvement moderniste fasciné par le modèle américain et des campagnes de publicité. L'entre-deux-guerres voit également une concentration industrielle (Ernest Mercier), la normalisation des fréquences, l'interconnexion des ressources électriques du pays en un maillage très dense, mais aussi la disparition des tramways et une réflexion sur la possibilité d'une nationalisation. L'Exposition universelle de 1937 célèbre l'électricité par de grandes fresques (Fernand Léger et Raoul Dufy) et des fêtes nocturnes.

□ Le temps de la banalisation est venu en 1939, mais aussi une décennie de privations, de pénuries, de draconiennes restrictions. On se rue sur le chauffage électrique, avant son interdiction, on fraude, on écoute la radio à des heures inusitées, la Libération ne signifiant nullement un retour à la normale. Les pénuries ont fait beaucoup pour la promotion de l'électricité, bienfait multiforme dont on était soudain privé ! La production d'électricité nationalisée en 1946, fait partie des priorités du Plan Monnet, puis les Français des "Trente Glorieuses" entrent dans une nouvelle civilisation à forte consommation d'énergie : transformation des cuisines, victoire de l'électroménager, efforts commerciaux (ô, "compteur bleu" !). De nouveaux problèmes apparaissent : nucléaire, défi énergétique, "droit à l'électricité", signification de la grève, etc.

□ grande période la "houille blanche" dans années 50 et 60 (épopée...), puis "lutte" entre hydro. et thermique, puis stagnation de la 1ère, récent essor foudroyant du nucléaire (et problèmes...)

□ centrales thermiques sur lieux de prod. ou de consommation

□ centrales hydrauliques dans montagnes (avec "grands aménagements", sur grands fleuves, usine marémotrice de la Rance

2°) Les structures et les agents économiques

a) Les structures de l'entreprise

□ la taille des établis. ind. : baisse spectaculaire des ét. occupant peu d'ouvriers : baisse de moitié entre 1906 et 1954 des ét. de moins de 10 salariés, au profit des ét. de + de 100

□ concentration des entr. ind., avec des "vagues" de fusion, des fusions spectaculaires (ex. : Rhône-Poulenc en 1928), des fusions "de croissance", des fusions "de sauvetage" (ex. : années 30)

En France, les fusions ont souvent été l'aboutissement de regroupements très anciens (ex. : la sidérurgie)

□ le « climat prétéaylorien » (Patrick Fridenson) à la Belle Époque : Ernest Mattern²²⁴ :

- Ingénieur des Arts et Métiers (école de Châlons) qui a été directeur technique des usines Peugeot de 1917 à 1922 puis de 1928 à 1943. Entretemps : Citroën. Né 1880 à Saint-Dié d'une famille alsacienne. Comme tous les *Gadzarts*, mobilité dans ses premières années

²²⁴ Y.Cohen, *Organiser à l'aube du taylorisme. La pratique d'Ernest Mattern chez Peugeot, 1906-1919*, Presses universitaires franc-comtoises, 2001, 490 p., résumé par lui dans un article du *Mouvement social* d'oct.-déc. 1983 ; Jean-Louis Loubet dans *Gazoline*, mai 2006, pp. 30-33.

professionnelles, toutes dans l'automobile (par ex. C.G.V., Peugeot en 1906, à Levallois d'abord). Fait presque toute sa carrière chez Peugeot.

- Un ingénieur « praticien » (lui-même dixit obsédé par l'Organisation. Institue le salaire aux pièces dès son arrivée à Lille, exige que toute nouvelle étude se présente sous la forme d'un « dossier ». Deuxième grande bataille : l'interchangeabilité des pièces, en diminuant l'« ajustage ». Puis : contrôle des approvisionnements, calcul des prix de revient. Sous-directeur de l'usine de Lille en 1911, il multiplie les machines-outils, cherche à réorganiser les ateliers pour contrôler les flux, multiplie les graphiques ce qui provoque de nombreuses démissions et de nombreux changements de postes : la méthode Mattern est une longue confrontation avec la direction, ses collègues, mais surtout les contremaîtres et les ouvriers.

- Il devient directeur d'Audincourt en 1912, le reste jusqu'en 1917. Il n'a plus personne au-dessus de lui. Élimination du « gaspillage », comptabilité des pièces à l'usinage, calcul systématique de tous les prix de revient, les essais de voiture sont désormais faits à la chaîne, avec un circuit standard, contrôle des sous-traitants. Ici aussi baisse des effectifs. Mais il ne vient au « chronométrage » qu'à la veille de la Grande Guerre

- reconversion de l'usine pendant la guerre, la fabrication d'obus permettant à Mattern une réflexion accrue sur l'organisation d'une usine

- devient en mars 1917 directeur technique de l'ensemble des usines Peugeot, fonction nouvelle

- se penche sur le problème de la dispersion des usines Peugeot : il s'efforce de parvenir à un organigramme cohérent, à un « classement » (en catégories) du personnel, à une comptabilité analytique générale

- pense à la fabrication en grandes séries d'automobiles de loisir dès avant la fin de la

Première Guerre Mondiale >>> la chaîne est introduite début des années 20 >>>

réorganisation de l'usine de Sochaux, Mattern veut une concentration des efforts industriels sur un petit nombre de modèles >>> renvoi de Peugeot en 1922

- Passage entre 1922 et 1928 chez Citroën, usine taylorisée où il jouit d'une grande liberté, mais revient en 1928 chez Peugeot

- Directeur technique de Peugeot, Mattern conduit la firme au rang des grands constructeurs, en se concentrant sur un seul modèle, la 201 >>> Peugeot gagne des parts de marché en pleine crise des années 30

- mais il reste arc-bouté sur la stratégie du modèle unique, alors que Jean-Pierre Peugeot a compris que la crise de 1929 était une crise de sous-consommation et qu'il fallait à la société produire plusieurs modèles, variés

- pendant la Deuxième Guerre mondiale, Mattern louvoie avec l'occupant, symbolisé par le « professeur Porsche » >>> il est incarcéré à plusieurs reprises, son fils est déporté en Allemagne, sa famille est expulsée de sa maison, occupée par la Gestapo et incendiée en 1944

- à la retraite, il continue à siéger au CA de Peugeot, il étudie minutieusement les concurrents lors des salons de l'automobile, il inspire un nouveau modèle unique, la 203 et meurt en 1952, alors que Peugeot s'est mis à étudier une 303 (qui ne verra jamais le jour) et la 403

b) Une classe ouvrière marquée par la guerre

- échec de 1914. Avec la Grande Guerre sombre, en France comme dans le reste de l'Eur. occid., le rêve d'un monde et d'une civilisation exclusivement prolétariens : la spécificité ouvrière est apparue moins radicale que la cohérence interne de la société nationale. Passage définitif d'une position de ségrégation à une position d'intégration

- affectés spéciaux
- mécanisation ⇒ OS ⇒ démoralisation
- grèves
- mouvement de 1919-1920 ⇒ loi de 8h
- division syndicale CGT-CGTU (1921)

c) Le courant moderniste des années 20

□ pendant la Première Guerre Mondiale, certains veillent à la transf. du succès milit. en victoire éco. Un livre paraît en 1917 sur *Les méthodes allemandes d'expansion éco.* Une Asso. nat. d'exp. éco. se crée en 1915 pour organiser des ententes offensives.

□ Dans les années 20, la France établit des performances records. elle accélère son "décollage" industriel.

□ influences années 20 :

- l'américanisme : courant moderniste US (tournée de conf. d'ing., discours d'Hoover, secr. État au Commerce, ouvrages de Ford, traduits en 1926, voyages aux États-Unis, missions d'études des ing. fr., achats de brevets US, « copies conformes » (usine Citroën de Javel, île Séguin Renault), etc.)

- importation de brevets, de machines

- engouement pour le fordisme, le taylorisme, etc. Grand mot : l'OST (l'Organisation Scientifique du Travail = syst. Taylor). C'est la guerre qui a convaincu les industriels, non seulement en France, mais aussi en Grande-Bretagne, en All., en Italie..., de l'intérêt des méthodes américaines. Immense prestige de Ford

□ La mécanisation, la rationalisation et leurs conséquences sur les métiers ouvriers : voir polycopié

□ conséquences :

- reconstructions d'usines (Renault, Citroën, etc.), selon le fordisme

- courant de rationalisation (cf. création de l'AFNOR en 1926)

- système Bedaux²²⁵ dans années 30, chronométrage raffiné

- des ingénieurs de la sécurité créés, des consignes de sécurité multipliées, dans les années 20, par ex. aux usines du Creusot (V.Viet, contribution dans Y.Cohen & R.Baudouï dir., *Les chantiers de la paix sociale (1900-1940)*, ENS Fontenay-Saint-Cloud, 1995, 335 p.)

□ nuances :

- permanence du courant "familial", du pouvoir d'un homme et de sa parenté

- L'artisanat se modifie. De créateur, il tend à devenir réparateur

- L'immigration étrangère devient un grand vivier, un des "facteurs sociologiques primordiaux" de l'élan économique (G.Noiriél), cf. pages polycopiées, extraites de J.-Fr.Sirinelli dir., *Dictionnaire historique de la vie politique française*, PUF, 1995, 1 068 p., pp. 603-608

□ C'est à la ville qu'un artisanat varié et fécond connaît sans doute son apogée. Peu éloigné du peuple, partageant souvent son indifférence vis-à-vis du mariage en règle, son anticléricalisme et son fidèle enracinement urbain, peu éloigné de la bourgeoisie, doté fréquemment comme elle d'un catholicisme de façade et de quartier (pratique discrète mais baptême rapide et voyant des enfants, même juridiquement illégitimes), ces artisans conjuguent volontiers cette foi, sans doute sincère, et le radical-socialisme. On est républicain depuis des générations, d'un patriotisme courant, mais surtout le radicalisme représente l'idéal économique, social et politique de l'artisanat urbain français de la Belle Époque.

²²⁵ Attention : faute d'orthographe dans le Dewerpe, p. 148.

Contrairement à certaines idées reçues, la solidarité entre artisans est grande, elle se marque non seulement dans les relations professionnelles mais aussi dans le choix des parrains de baptême et des témoins de mariage, voire dans le choix du conjoint : il n'est pas rare d'observer deux ou plusieurs mariages entre deux familles artisanales. Souvent ces familles d'artisans perpétuent le métier, avec une grande fierté, de génération en génération, mais, dans les familles non malthusiennes, le nombre d'enfants finit par devenir trop important et il pousse à l'apprentissage par certains d'un autre métier. Des tapissiers peuvent engendrer des fabricants de stores, mais aussi des polisseuses de bijoux et des horlogers. Les femmes travaillent, remarquons-le ; le milieu est instruit et on peut penser que la culture de l'artisan passe du goût pour le théâtre des « enfants du paradis » à une culture livresque. Moins souvent, et je pense dans des familles qui limitent leur natalité, s'est créée la tradition de changer de métier artisanal à chaque génération, par fierté moderniste peut-être, en tout cas avec la caractéristique commune, non seulement du travail manuel, mais avec le goût du dessin, du « trait » disait dans la première moitié du XIXe siècle Agricola Perdiguer, le grand défenseur du compagnonnage. Ces artisans sont très implantés dans leur quartier, dans leur rue, là où sont clients, collègues et commerçants et changer de rive à Paris peut être un véritable déchirement. Plus douloureux est d'être bouté hors par l'embourgeoisement des centres-villes : l'artisan du 7^e arrondissement de Paris, s'il déménage dans le 11^e arrondissement, rencontre une autre tradition d'implantation artisanale, moins reluisante certes ; toutefois bien pire est d'être chassé vers la banlieue sud, dans ces communes à la carte mouvante car plusieurs se coupent en deux à la fin du XIXe siècle mais surtout où la trace artisanale peut se voir encore par endroits avec netteté.

- maintien de l'artisanat, du « travail en miettes », avec des destins très différents (A.Faure, "Petit atelier et modernisme économique : la production en miettes au XIXe siècle", *Histoire, Économie et Société*, n° 4 de 1986, pp. 531-557)

□ artisanat

- Zdatny ²²⁶. L'auteur, maintenant professeur à l'Université de Virginie occidentale, trace en six chapitres l'histoire de l'artisanat français au XXe siècle, de la Belle Époque comprise aux années 1950. Le sujet était, certes, un peu moins connu que les artisans du XIXe siècle ; surtout, les problèmes identitaires sont très intéressants à défricher. La "vitalité associative" (M.Perrot) du milieu autorise S.M.Zdatny à utiliser une documentation écrite abondante, léguée par les diverses Confédérations, Unions et Fédérations

- Le résultat est un peu trop tributaire de cette documentation et on a souvent l'impression d'avoir davantage l'histoire des associations que celle de tous leurs membres et tous les artisans. Heureusement, servi par ses publications antérieures sur les coiffeurs, l'auteur peut être dans certains passages très clair, coloré et intéressant, voire humaniste.

- sens du mot devient précis

- garagistes, anciens compagnons du TF, derniers artisans ruraux, dont maréchaux-ferrants, toujours le Faubourg Saint-Antoine

- chouchoutés par le pouvoir législatif : loi Astier 1919 sur l'enseignement technique, loi de 1923 leur facilite l'accès au crédit à taux bas, loi de 1925 sur la S.A.R.L., chambres des métiers (1925), « marques artisanales » (des labels) 1935, etc.

- chouchoutés par Vichy : Charte du Travail, mais étatisme domine les Chambres

□ si l'électricité suscite des espoirs de « moteurs domestiques » sauvant l'artisanat, d'autres espoirs sont fondés sur l'utilisation du vide (l'« air raréfié ») : voir photocopié

²²⁶ S.M.Zdatny, *Les artisans en France au XXe siècle*, trad. fr., Belin, 1999, 367 p., compte rendu par mes soins dans *Historiens & Géographes*, oct. 2000, pp. 551-552, dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, pp. 184-185

- Tableau du Musée d'Orsay : Sisley, *La forge à Marly le Roy*
- Le tourneur et le serrurier : voir photocopiés de deux gravures
- " Dans les mines de charbon aux veines épaisses et peu faillées, les compagnies, telle Anzin, imposent, après 1927, le système Bedaux ²²⁷: la besogne du mineur est "scientifiquement" décomposée en points-minutes (la quantité de travail que doit effectuer en une minute un "mineur moyen") ; pour ceux qui dépassent, ou au contraire n'atteignent pas les soixante "unités Bedaux" à l'heure, sont prodiguées primes ou pénalités " (p. 17 du t. II de *La France ouvrière*)
 - " l'offensive taylorienne affaiblit incontestablement la culture d'atelier, d'autant qu'elle est loin d'être récusée par tous les ouvriers : ils en obtiennent parfois de meilleurs salaires et il leur arrive de préférer l'objectivité du chronomètre à l'arbitraire du contremaître " (M.Rebérioux)
 - années 20 : multiplication de nouveaux emplois qualifiés : outilleurs et réglés sur les chaînes de l'ind. auto., ouvriers d'entretien de la sid., etc. La « qualification empirique » de l'ouvrier (Michel Verret ²²⁸)
 - Mais : " l'ancienne culture ouvrière fondée sur le métier est atteinte. Le goût de la "belle ouvrage" (...) a bien reculé. Et la culture de résistance, individuelle ou collective, semble participer du même mouvement de repli. " (M.Rebérioux)
 - " Droit régalien de police : les compagnies minières et nombre de grandes firmes comme Renault organisent leurs propres services de police, pudiquement baptisés "équipes de surveillance", qui dépistent les "meneurs", fichent les ouvriers, avec l'aide d'un réseau de "mouchards" qui se répandent dans les cafés proches et jusque dans les cités ouvrières. Les mauvais esprits sont congédiés, individuellement ou en bloc. Et des "listes noires" sont soigneusement mises à jour par le patronat textile du Nord, les compagnies minières, les grands industriels de Billancourt (Renault, Salmson). " (p. 18 du t. II de *La France ouvrière*)
 - la loi des 8 heures est abondamment violée : l'amende infligée, inchangée depuis 1848, est dérisoire, les inspecteurs du travail sont en nombre infime
 - insalubrité : 17 îlots insalubres sont recensés en 1918, ils subsisteront très souvent encore en 1945 ! garnis et hôtels meublés, tels Hôtel du Nord, quai de Jemmapes
 - raz-de-marée pavillonnaire à très bon marché : lotissements sans viabilité, mais avec promesses qui s'envolent et gros profits pour les promoteurs
 - multiplication des offices d'habitations à bon marché (rôle de Henri Sellier)
 - transformations culturelles : cinéma, radio

c) L'ouvrier des années 30

- crise & Front populaire
- années 30 : chômage ouvrier touche surtout les étrangers, les femmes et les jeunes comme les vieux travailleurs
- renforcement de l'appareil répressif : " l'agence Marc Astay loue les services de ses 80 "mouchards", grassement rétribués, aux grandes entreprises métallurgiques et électriques de la région parisienne " (p. 61 du t. II de *La France ouvrière*)
- cinéma :

²²⁷ Charles Bedaux. Attention : faute d'orthographe dans le Dewerpe, p. 148.

²²⁸ M.Verret, *L'ouvrier français. Le travail ouvrier*, Armand Colin, coll. U, 1982, 208 p., pp. 41-44.

- D'après Michel Cadé, « Ouvriers au miroir du cinéma français », dans Collectif, dossier sur l'histoire ouvrière, *Historiens & Géographes*, oct. 1995, pp. 291-309, et histoires générales du cinéma

□ problèmes de la production :

- motivations du spectateur ? identification ? voir une ascension sociale ??? >>>

- producteurs classiques peu tentés >>> c'est le PCF qui produit (à perte) *La vie est à nous* (1936) et *Le temps des cerises* (1938), au temps du Front populaire

- ceci étant, les travailleurs agricoles ne sont jamais représentés au cinéma...

- qualité de certaines œuvres : Jean Renoir, *Toni*, 1931, René Clair, *À nous la liberté*, J. Duvivier, *La Belle Équipe* (1936), Renoir, *Le crime de M. Lange* (1936), Georg Pabst, *La tragédie de la mine*, 1931, Marcel Carné, *Le jour se lève* (J. Gabin y est sableur, 1939).

- *La Belle Équipe* est de Julien Duvivier et est achevée en sept. 1936

- " Jean Gabin (*La belle équipe*, *La grande illusion*, *La bête humaine*, *Le jour se lève*) renvoie de l'ouvrier une image à la fois forte et fragile qui constitue une sorte d'idéal-type dont l'influence se fait sentir dans le jeu de Richard Berry dans *Une chambre en ville* et surtout dans celui de Depardieu dans le *Germinal* de Berri " (Michel Cadé) : une image, sombre et romantique de l'ouvrier.

□ des films jouent sur le plan de la distanciation historique : *Germinal* de 1913

□ quels ouvriers ? très souvent hautement qualifiés, ouvriers d'imprimerie dans *Le crime de Monsieur Lange* (Renoir, 1936), conducteur de locomotive dans *La bête humaine* (Renoir, 1938), sableur dans *Le jour se lève* (Gabin boit du lait !) >>>>

- la chaîne n'est que rarement représentée dans le cinéma français (X Chaplin, *Les temps modernes*, 1934)

- exaltation de l'indépendance de l'ouvrier

- La tradition est fondée d'un manque de distance temporelle entre la réalité mise en scène et le film (" Cette recherche d'un sceau d'authenticité, d'un label rouge de vérité, oblige à l'évidence à passer par un discours au présent " (Michel Cadé).

- Autre tradition fondée : l'autonomie dans le travail, l'absence du travail à la chaîne.

□ quand la chaîne est représentée, c'est de façon très négative (René Clair, *À nous la liberté*)

□ travail (un film de 1918 porte ce titre) ; hiérarchie (cf. *Le porion*, 1921) ; danger (*Grisou*, 1938) ; pauvreté, y compris de l'habitat

□ solidarité ouvrière, cf. *La belle équipe*, avec scepticisme (cf. les deux fins) ; solidarité internationale (ex. : Georg Pabst, *La tragédie de la mine*, 1931) ; les ouvriers sont svnt montrés comme organisés, mais au profit des syndicats, pas des partis !

□ diversification et multiplication des films « ouvriers » après 1946 !

□ Georges Lamirand (futur secrétaire d'État à la Jeunesse de Vichy) écrit en 1932 *Le rôle social de l'ingénieur. Scènes de la vie d'usine*, publié aux Éditions de la Revue des Jeunes (*sic*)

d) L'État : des "politiques industrielles" ?

□ pendant la Première Guerre Mondiale, l'État invente à tâtons un dirigisme destiné à animer une économie dont le fonctionnement est laissé à la responsabilité libérale des patrons. Un véritable dirigisme ne s'instaure qu'en 1918, quand Clemenceau durcit l'effort national.

□ politique pétrolière des années 20 :

- l'État conçoit une politique pétrolière pour réduire la dépendance vis-à-vis des firmes anglo-saxonnes (s'était fait sentir pendant Première Guerre Mondiale, s'accroît au début années 20)

- des bureaux

- Compagnie fr. des Pétroles (CFP) 1924 (État a 35 % du capital), pour exploiter la part fr. de l'IPC (23,75 %). Pétrole jaillit en 1927. En 1936, le pétrole irakien couvre 40 % des besoins fr.

- loi de 1928. But : sauvegarder contrôle par capitaux fr. d'une partie au - de la distribution et du raffinage. Imp. & raff. sont contingentés et répartis entre diff. groupes, selon certains quotas (fixés pour trois ans dans distribution, 20 ans dans raff.). Augmentation capacité raff. fr.

- CFR (Cie française de raffinage), filiale de la CFP
- recherches de gisements en métropole (St Marcet) & dans colonies

□ l'esquisse de dirigisme modernisateur des années 1930 :

- dans contexte du planisme
- un dirigisme modernisateur
- CGT (Cie Générale Transatlantique) renflouée par État 1933 & devient une firme publique
- création d'Air France 1933 (éco. mixte)
- Caisse nationale des marchés de l'État août 1936
- une éco. mixte dirigiste dans cadre de la drôle de guerre

□ ind. d'armement années 30 :

- probl. ant. des investissements ⇒ retards de fabrication, avec beaucoup de prototypes
- nat. des ind. d'armements en août 1936

3°) Les nationalisations industrielles de la Libération

□ création des HBNPC (13 décembre 1944) :

dans contexte de collab., grèves, et bat. pour product.

□ nat. des Charbonnages (17 mai 1946) : nat. des "combustibles minéraux"

* "Charbonnages de France", coiffant 9 "Houillères de Bassin", ces 10 entre. ayant personnalité civ. et auto. fin.

* anc. actionnaires sont indemnisés

* Statut du Mineur juin 1946

□ nationalisation de l'électricité et du gaz (8 avril 1946) :

* très longues discussions (probl. de la distribution)

* projet du min. (comm.) de la Production ind. Marcel Paul (1900-1982) repoussé

* mais compromis aboutit à texte ≈ projet M. Paul !

* 2 services distincts (EDF et GDF)

* nat. partielle : pas petites usines à gaz, cokeries des houillères, distribution du gaz en bouteilles, prod. du GN (mais GDF le distribue aux particuliers !), pas CNR, centrales

électriques des houillères, de la SNCF, de la sidérurgie, etc. De + : 1991 >>> : possibilité pour communes de créer des régies pour la distribution sans GDF

* auto. fin.

* indemnisation des anciens actionnaires

* depuis 1946, certains services EDF et GDF ont fusionné

* des lacunes : établissements publics régionaux prévus n'ont jamais vu le jour ; statut des électriciens et gaziers très en-deçà du statut des Mineurs

CONCLUSION DU I

□ une spécificité fr. (rythme, variété, dualisme, etc.)

□ situation 1945 devait très vite se modifier : pop. accède à la soc. de consommation, 30 Glorieuses, ouverture des frontières, immigration, etc.

II. UNE « CONDITION OUVRIERE », TOUJOURS

- Les ouvriers qualifiés et les employés de l'industrie : voir 2 photocopiés
- le monde ouvrier est exclu de la "synthèse républicaine" de la Belle Époque, dont les mouvements sociaux traduisent l'enfermement du monde ouvrier
- Catégorie en marge, sans grand espoir d'ascension sociale, les ouvriers sont environ 6 millions en 1914.

1°) Les salaires

□ Assez paradoxalement, le salaire nominal continue de croître, quoiqu'à une cadence moins rapide, pendant la grande dépression de la fin du XIXe siècle, tandis que, surtout grâce à la baisse du prix des produits alimentaires, le coût de la vie baisse. Le salaire moyen du mineur augmente de 36 % entre 1873 et 1900, celui de l'ouvrier du bâtiment à Paris de 34 % et celui du manœuvre parisien de 40 %. Mais la hausse est moins importante dans certaines professions, et la progression a été d'un tiers en moyenne. Bien sûr inférieur à celui de l'ouvrier anglais ou américain, le pouvoir d'achat progresse — d'au moins 40 % — avant 1900 ; après, le coût de la vie augmentant autant que le salaire nominal, le pouvoir d'achat est stable. Ces nouvelles conditions pécuniaires font que la nourriture est plus diversifiée et qu'elle tient moins de place dans l'imaginaire ouvrier.

□ Précisions quant aux modes de salaire (suppl. à mes "Cursus" I) : deux types :

- le "salaire au temps" :

* à la journée ou à l'heure à la fin du XIXe siècle

* jamais à l'année (les directeurs) ou au mois (les employés) ⇒ " le mode de salaire trace une ligne de démarcation sociale dans l'entreprise et dans la vie " (R.Trempé, *La France ouvrière*, p. 264)

- le "salaire au rendement" : deux formes :

* le "salaire aux pièces", prix fixé pour une "façon", *i.e.* l'exécution d'un travail donné. La "pièce" n'est pas forcément un objet, mais de + en + souvent un travail composé. Ce système se développe avec les machines-outils, il a la faveur des patrons (pousse à la prod., économise la surveillance, masque aux yeux de l'ouvrier l'usure de sa force de travail. Modifications au début du XXe siècle avec l'apparition des méthodes de Frederick Winslow Taylor.

* le "travail à la tâche" ou "à l'entreprise", travail global à effectuer à un prix forfaitaire par un seul homme ou plusieurs associés (une surface à paver, une quantité de houille à abattre, etc.). Son coût est évalué globalement : à l'ouvrier de l'exécuter dans le moindre temps et dans les conditions qui lui conviennent. L'ouvrier est donc "maître" de son travail et de son effort. Le "travail à la tâche" ou "à l'entreprise" est souvent combiné au "marchandage", *i.e.* à la mise en concurrence des ouvriers entre eux (par enchères au moins disant)

- ces formes et types sont ardemment discutés par patrons et ouvriers (par catégories et entre elles !)

- " À la fin du siècle apparaît le système des bonis : l'ouvrier a un taux de base (le taux d'affûtage) auquel s'ajoute une part mobile (le boni) qui est fonction de la rapidité d'exécution. Un tel mode de rémunération tend à opposer les ouvriers entre eux mais l'ouvrier peut gérer son rendement : aller plus vite, et se reposer ensuite, voire s'absenter pour revenir pointer le soir. " (A.Dewerpe, p. 108)

□ Au résultat global, capital, s'ajoute l'amélioration de certaines inégalités : les salaires féminins ne sont "plus" que la moitié des salaires masculins, et le salaire parisien représente 180 % du salaire provincial. La moyenne des salaires ouvriers s'établit, au début du XXe siècle,

aux environs de 4,80 F par jour, les grandes revendications devenant les "cent sous" (ou "la thune", soit 5 F par jour) et l'éradication de la pratique des fréquentes baisses de salaire par des patrons pensant pouvoir le faire sans risquer de grève.

□ la réglementation de la Libération (loi du 23 décembre 1946) exclut les salaires du champ de la négociation ou de la modification des conventions collectives, pour juguler... l'inflation

□ Ces nouvelles conditions pécuniaires font que la nourriture est plus diversifiée et qu'elle tient moins de place dans l'imaginaire ouvrier, malgré l'impression de "vie chère", fondée (voir le VI).

2°) Les effets de l'industrialisation sur les rapports de sexes

□ Voir pages photocopiées dans Y.Ripa, *Les femmes actrices de l'histoire. France, 1789-1945*, Armand Colin, coll. "Campus", 1999, 192 p., réédition, 2004, chapitre 6.

□ Les ouvrières: voir photocopié

□ Les évolutions de la « mise au travail » ²²⁹ des femmes :

- bien davantage salariées

- lente évolution de la mentalité du monde ouvrier, depuis l'adage selon lequel le Travail émancipe l'homme, mais la famille peut seule faire le bonheur des femmes

□ la formule d'Albert de Mun lors d'un débat parlementaire (25 janvier 1884) : « on a livré sans mesure à l'atelier la femme et son enfant avec elle, et, partout où on l'a fait, on a compromis la famille et troublé le foyer. »

□ le MTF des ouvrières ²³⁰ :

- enquêtes, dont celle des frères Pelloutier, à la fin du XIXe siècle, qui soulignent toutes les difficultés et pénibilités *particulières* du travail féminin ouvrier, d'autant que l'ouvrière, par ce qu'elle est une femme, semble particulièrement destinée à conserver la tradition ouvrière de l'autonomie dans l'organisation de son temps

- les féministes ont une attitude ambiguë : revendiquer des conditions *particulières* au nom du sexe ou refuser les « privilèges » (Madeleine Pelletier) au nom de l'égalité des sexes ?

- recule 2^e RI idée que seule la famille peut donner protection à la femme, vieille idée de Jules Simon (*cf.* MTF3)

- mais progresse idée que la mise en cause du travail salarié des femmes est une mise en cause du capitalisme libéral

- et le travail salarié de la femme est une question *parmi d'autres* pour le mouvement féministe français. Idée qui s'appuie sur de nombreux raisonnements et en particulier celui-ci : interdire aux femmes un type de travail (par ex. le travail de nuit) n'est-ce pas remplacer la fatigue par la misère ?

- en définitive dominant dans les congrès, nombreux autour de 1900, les thèmes et slogans suivants : le bien connu « à travail égal salaire égal », droit au travail pour les femmes comme pour les hommes, accès de la femme à tous les emplois, formation professionnelle et ménagère de la femme dans des écoles

- division du féminisme sur la question du syndicalisme : dans les mêmes syndicats ou dans des syndicats particuliers ?

- les féministes et les syndicalistes femmes ne sont pas les mêmes personnes, ce qui complique les choses !

²²⁹ D.Kergoat, *Les Ouvrières*, Le Sycomore, 1982, 142 p., p. 14.

²³⁰ Ce qui suit surtout d'après M.-H.Zylberberg-Hocquard, *Féminisme et syndicalisme en France*, Anthropos, 1978, 326 p. & M.-H.Zylberberg-Hocquard, *Femmes et féminisme dans le mouvement ouvrier français*, Éditions ouvrières, 1981, 224 p.

- les syndicats, eux, se posent la même dernière question (au moins) et sont très hésitants devant la présence des femmes !

- pour les hommes, syndiqués ou non, les femmes ne sont-elles pas une concurrence, comme les immigrés ? ne sont-elles pas, par nature, des « jaunes » ? Débat plombé par ailleurs par la tradition de la « nature féminine » et par le mythe social de la « féminité », qui auront tous deux la vie très longue. Et, pour nous, problème du dit et du non dit (par les hommes) dans les congrès (qui ont laissé des traces écrites)

- mais, à l'inverse, on voit, jusque dans la littérature et l'iconographie, l'idée que les femmes peuvent revendiquer et manifester d'une manière particulièrement violente (avec leurs enfants, en coupant quelque attribut à l'épicier cochon, comme dans *Germinal*, en disposant de l'impunité face aux forces de l'ordre)

- apparaît à la Belle Époque l'idée chez quelques femmes que le travail est gratifiant, qu'il est une forme de liberté, d'évasion, que le « quotidien » misérable est celui de la maison. Cette idée va considérablement se développer au XXe siècle, surtout avec la tertiarisation ; mais il y a travail tertiaire et travail 3re...

- 1936 et les grèves avec occupations d'usines vont beaucoup faire réfléchir

□ L'ouvrière : M.Rebérioux, dans J.-P.Aron dir., *Misérable et glorieuse. La femme au XIXe siècle*, Fayard, 1980, 248 p., pp. 59 & suiv. : Caroline Milhaud, *L'Ouvrière en France*, 1906 : toujours de très mauvaises conditions de vie, faible efficacité d'une législation tardive

- des travaux permettent aux femmes de sortir des tâches banales : assemblage de postes de radio, entoilage des ailes d'avion, tension des roues de bicyclettes, par ex.

- pour les femmes, « qui ont toujours travaillé », des métiers spécifiques demeurent : passementières à domicile, ouvrières en chambre, tout cela grâce au petit moteur électrique

- les salaires féminins sont inférieurs aux salaires masculins, d'un tiers environ, et c'est confirmé par une bonne partie des conventions collectives

- droit de cuissage demeure

- problème de la retraite

- loi du 12 mars 1920 donne aux femmes la liberté d'adhérer à un syndicat ss l'autorisation maritale >>> progression du taux de synd. des femmes

- la CGTU est moins mysogine que la CGT : le taux de féminisation de la CFTC est très important

□ Un civisme féminin pendant la Grande Guerre : il s'avère que les femmes ont une patrie : mobilisation multiforme !

□ même du renseignement (cf. Louise de Bettignies, fervente catholique cultivée, qui travaille pour l'*Intelligence Service* ²³¹) et des réseaux d'évasion

□ figure dominante : l'infirmière

□ l'amour physique en « faveur » du permissionnaire n'est pas éludé par l'iconographie (carte postale)

□ souci nataliste, même chez suffragettes comme Cécile Brunschvicg (future sous-secrét. d'État du Front populaire)

□ le suffrage féminin apparaît comme la récompense de ce civisme et la clef de voûte des réformes espérées, d'autant que grandes manifestations en 1914 (avant décl. de la g.) :

Viviani, fils et ami des féministe, est pr. du Conseil ; Séverine propose de fêter Condorcet le 5 juillet 1914

□ « Les femmes remplacent les hommes » pendant la GG

²³¹ Meurt en prison à la fin de la guerre.

□ la situation en 1914 :

- les femmes représentent 36,7 % de la population active
- elles ont la libre disposition de leur salaire (loi de 1907)
- mais le mari peut légalement s'opposer au travail de son épouse
- et les femmes n'apportent qu'un salaire d'appoint au ménage

□ essor du travail féminin :

- les « munitionnettes » sont l'image la plus forte de la participation des femmes à l'activité industrielle (elles sont recrutées fin 1915>>>)
- pas de relèvement des qualifications féminines
- conditions de travail très éprouvantes (la réglementation du travail est suspendue)
- femmes profs dans lycées de garçons, employées des Postes
- efforts dans les campagnes

□ la méfiance traditionnelle persiste :

- contradiction avec le souci démographique
- irrespect des « lois naturelles » ! ⇒ courant catholique social ouvrier et patronal prône le retour de la mère au foyer
- méfiance du mouvement ouvrier, très attaché à l'idéal de la femme au foyer
- mais le socialiste Albert Thomas crée, au sein du sous-secrétariat d'État à l'Artillerie, un Comité du Travail féminin

□ grèves et syndicalisation :

- nombreuses grèves féminines, brèves, spontanées et défensives (contre les baisses de salaires)
- femmes se montrent très actives dans les mouvements contre la cherté de la vie
- augmentation de la syndicalisation féminine
- Hélène Brion (1882-1962), institutrice à Pantin, prend la tête de la Fédération des institutrices et institutrices de la CGT

□ le travail est-il émancipateur ? :

- les féministes les plus radicales défendent le droit au travail pour les femmes
- mais elles dénoncent l'exploitation, double, des femmes (capitalisme et hommes)
- et accusent le mouvement ouvrier d'antiféminisme (image de la femme ; pas de lutte contre le droit de cuissage)

□ la démobilisation des femmes après l'armistice est brutale : licenciement sans indemnité, les femmes ne sont pas considérées comme « chômeuses » (bien que le chômage des femmes reste plusieurs années sup. à celui des hommes)

□ Les femmes au travail entre les deux guerres :

- le taux d'activité féminine reste élevé dans l'entre-deux-guerres
- volonté de protéger le travail féminin
- création de carrières féminines valorisées

□ L.L. Downs. *L'inégalité à la chaîne. La division sexuée du travail dans l'industrie métallurgique en France et en Angleterre*, trad.fr. Albin Michel, coll. "L'évolution de l'humanité", 2002, 463 p. :

- compte rendu du docteur Clothilde Mulon après une visite de l'usine Citroën en mars 1918 : « Puis commence la visite des ateliers. Tout d'abord celui où se fait l'emboutissage des obus. C'est un énorme hall dans lequel 24 presses sont entourées chacune de démons noirs, mâles et femelles, qui manient dans la flamme des obus d'acier incandescents... » (p. 31) : industries de guerre font entrer les femmes dans l'industrialisation, la rationalisation et le travail de masse

- la rationalisation est une réforme de la Révolution industrielle (p. 50)
- la première stratégie patronale a consisté à augmenter les ouvriers qualifiés (p. 67)
- appel à la main-d'œuvre industrielle féminine existante, en la faisant glisser d'une branche industrielle existante aux industries de guerre (pp. 82-83)
- soit bâtiments anciens, inadaptés, soit usines nouvelles, comme Javel, construites exprès pour la main-d'œuvre féminine
- problème de la « concurrence » faite aux hommes >>> faut-il former les femmes, pour en faire des travailleuses qualifiées ? Y a-t-il des « métiers de femmes », rassurants pour les hommes ? Problème de la natalité, destinée à combler les pertes en vies humaines !
- création des « surintendantes » en 1917, créant un « maternalisme ». Évidemment issues de la bourgeoisie
- les patrons construisent toute une « épistémologie du savoir-faire » féminin (chapitre 3)
- grèves de 1916, 1917 surtout
- démobilisation >>> reclassement de la main-d'œuvre, débauchage de femmes (*sic*)
- les « surintendantes » continuent après la Première Guerre mondiale. Elles doivent obligatoirement faire un stage en usine pendant leurs études, personne ne devant savoir qu'elles ne sont pas de vraies ouvrières ! Doivent faire un rapport de stage, source très intéressante : vision du travail change, constat du pouvoir des hommes, y compris sur le plan sexuel, stupéfaites devant la mentalité des ouvrières, leur langage, mais aussi leur sens de la solidarité. Devenues « surintendantes », elles vont jouer un rôle important dans la paix sociale (relative) des années 20, s'intéresser au « foyer prolétaire »
- dans années 30, campagne pour le retour des mères ouvrières à leurs foyers
- A Fourcaut. Femmes à l'usine en France dans l'entre-deux-guerres. Maspero. 1982. 272 p. :
- d'après archives (rapports de stage surtout) de l'école des « surintendantes » (instituée en 1917, voir plus haut), créant un « maternalisme ». Évidemment issues de la bourgeoisie
- obligation d'effectuer un stage anonyme dans usine pendant une durée comprise entre quinze jours et un mois
- chargées de faire régner la paix sociale et d'éviter les grèves
- remède aux maux de la Révolution industrielle, disent plusieurs patrons !
- accueillent le régime de Vichy comme une divine surprise
- afflux des femmes, « munitionnettes »
- une des fondatrices de l'école : Cécile Brunshvicg, radicale, épouse du philosophe Léon Brunshvicg
- les élèves observent surtout les usines textiles, surtout de femmes bien sûr, mais aussi mécanique et petite métallurgie : observations directes, conversations, etc.
- « problème » des étrangers, déqualification du travail des femmes, mais certaines élèves trouvent le travail facile, car elles arrivent toutes fraîches. Des phrases du genre : « Le rythme de la chaîne est très fatigant, non pas qu'il soit très rapide en lui-même ; lorsqu'on est bien au courant de son travail, il est aisé de le suivre sans trop de hâte ; mais ce qui est pénible est de maintenir ce rythme durant de longues heures. À la fin de la journée, la chaîne m'apparaissait comme un léviathan insatiable, qui déroulait ses anneaux inexorablement, réclamant sans cesse de nouvelles nourritures. » (p. 126)
- réactions contre la taylorisation, système Bedaux
- toujours des interrogations sur la spécificité du travail féminin, à partir de 13 ans, depuis la loi de 1892
- ces bourgeoises sont surprises par le contraste entre les vêtements de travail et la tenue de ville des ouvrières, qui s'« habillent bien »

- salaires des ouvrières supérieurs à ceux des demoiselles de magasin ; pour elles, le choix est simple : ou un « ami », ou l'usine (p. 154)
- difficultés d'intégration de l'élève, sans qu'elle insiste
- les rapports proposent des améliorations : caisses de secours, sport, écoles, service social,
- la future résistante Bertie Albrecht, d'une famille aisée, mère de famille protestante, entre en 1936 à l'école, qu'elle fait entrer dans la Résistance !
- C.Omnès. Ouvrières parisiennes. Marchés du travail et trajectoires professionnelles au 20^e siècle. EHESS. 1997. 374 p. ²³² :
 - * un cloisonnement avec les autres emplois féminins
 - * accès aux postes d'encadrement dans les vieux métiers
 - * très grande importance du contremaître
 - * « Ici objet du désir du "chef", ailleurs placée sous une surveillance tatillonne et moralisatrice ou confrontée à un autoritarisme débridé, la femme est toujours considérée comme une éternelle mineure à laquelle convient une discipline spécifique et qui ne peut guère espérer s'élever dans la hiérarchie. » (p. 33)
 - * très grande mobilité professionnelle, mais certaines maisons cherchent à créer un phénomène de noyau stable
 - * accélération due à la Première Guerre Mondiale
- évolution des Catherinettes :
 - en apparence, fin 20^e siècle, anachronisme et tradition : les " laissées pour compte ", celles qui " ont peur de ne pas se trouver un mari " (± celles qui autrefois allaient à une source, une chapelle...)
 - en réalité : les filles mariées à 25 ans sont maintenant ultra minoritaires ⇒ une vraie fête du travail, une fête de l'autonomie féminine, y compris pour des filles de 25 ans qui vivent en couple sans être mariées, elle n'est plus du tout la fête machiste décriée par les féministes dans les années 1970...

3°) Les maladies professionnelles et le sport :

a) Les maladies professionnelles

- tout un n° du *Mouvement social* (1983) puis tout un n° de la *Revue d'histoire moderne et contemporaine* (janvier-mars 2009) leur ont été consacrés
- et ouvrage d'Emmanuel Henry, *Amiante : un scandale improbable. Sociologie d'un problème public*, Presses universitaires de Rennes, 2007
- 1829 : 1^{er} n° des *Annales d'hygiène publique et de médecine légale*
- des hygiénistes industriels au XIX^e siècle ²³³, qui ont tendance à accuser les ouvriers mais aussi parfois les industriels d'ignorance, d'inertie, de routine. Dénoncent tôt les dangers des métaux lourds (mercure, plomb), les méfaits du tabac, de l'arsenic, les risques de contagion dans l'usine, les parasitoses dans les mines
- travailleurs ont tendance à minimiser, à cacher ; fierté d'exercer une profession dangereuse
- un *Traité d'hygiène industrielle* en 1860
- loi de 1893 sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs
- 1900 : Congrès international d'hygiène de Paris
- 1^{ère} proposition de loi relative à l'indemnisation des maladies professionnelles

²³² Version abrégée de sa thèse

²³³ Thèse de Caroline Moriceau, en cours sous la direction d'Alain Dewerpe

- 1905 : un musée de prévention des accidents du travail est créé dans les locaux du Conservatoire des Arts et Métiers ; une Commission d'Hygiène industrielle est créée
- travaux de Jules Amar sur la fatigue au travail (cf. MTF-2 et -9)
- C'est le triomphe de la médecine et de l'hygiénisme, avec apparition d'une lecture énergétique du corps humain : le " moteur-homme " — ou " moteur humain " — est une figure centrale, en ce siècle qui voit le passage du " moteur à vapeur " au " moteur à combustion interne ", l'influx nerveux (humain) étant vu comme analogue à l'étincelle électrique ! Il s'agit ici de la première transcription en termes sportifs d'une réflexion collective née et développée initialement en termes de mécanique du travail et de Révolution industrielle. Un petit groupe de Polytechniciens, Coriolis, Navier et Poncelet avait conçu en effet, dès l'époque de la Restauration, une mécanique du travail inspirée de la théorie des moteurs et des machines en mouvement. Le travailleur pouvait-il être considéré comme une machine animée ? La question passionna, une génération plus tard, les contemporains de l'industrialisation de la France. Il exista à partir du régime de Juillet (1830-1848) tout un courant de pensée du "moteur humain" qui étudia la physiologie du travail et mesura le rendement du travail de l'homme et de la femme en usine et en atelier. De très nombreuses études virent le jour, l'animal étant évidemment lui aussi mis à contribution : quelles sont les causes de la chaleur animale ? Dans les années 1890, des appareils, *ergographes* et *ergomètres*, furent inventés ; à la Belle Époque Jules Amar inventa l'ergonomie, science des conditions de travail ²³⁴. Certains chercheurs répondirent à des demandes d'industriels, soucieux d'études sur la fatigue, sur l'alimentation pendant l'effort, sur le travail par fortes températures, etc. Dans le même ordre d'idées, on enregistra l'apparition d'une forme particulière de gymnastique, les gymnastiques appliquées aux " enfants dégénérés ", comme le note Serge Fauché, qui poursuit : " Dans les deux dernières décennies du XIXe siècle, les dégénérés — idiots, imbeciles, arriérés, faibles d'esprit, "fous moraux" et impulsifs — , sont l'objet de soins où les gymnastiques tiennent une grande place. Celles-ci sont de natures différentes : certaines restaurent les "fonctions du mouvement", d'autres les "fonctions de relation", d'autres encore développent les "fonctions intellectuelles". Les théories qui légitiment leur mise en oeuvre ont cependant un point commun : la stimulation de l'écorce cérébrale. " Et il y eut même une enquête nationale en avril 1905 ²³⁵.
- loi de 1919 sur l'indemnisation des maladies professionnelles, dans l'euphorie de la victoire, cependant les décrets d'application tardent
- le BIT joue un rôle mais à la fin des années 1930 la France est très en retard par rapport aux autres pays ind. en matière de reconnaissance officielle des maladies professionnelles : elle n'en reconnaît que quatre, le saturnisme et les maladies dues au benzène, aux rayons X et à la radioactivité. Leur indemnisation est à la charge de l'employeur. Ceci bien (à cause ?) que de nombreuses études aient été consacrées à la silicose des mineurs, reconnue en Allemagne et en GB en 1927 et qui ne sera prise en compte en France qu'après la nationalisation de la Libération, et avec difficulté (ordonnance du 2 août 1945)
- une Médecine du travail obligatoire est créée par trois textes (1940, 1942 et 1946)

²³⁴ D'après J.-P.Daviet, *La société industrielle en France (1814-1914)*, Seuil, coll. "Points", 1997, 306 p. Le principal ouvrage de Jules Amar, *Le moteur humain et les bases sociales du travail professionnel*, est de 1914. Sur le moteur humain, voir aussi le *Que sais-je ?* de Paul Chauchard, *Le moteur humain*, publié pour la première fois en 1957.

²³⁵ S.Fauché, " Des gymnastiques du "dégénéré" à la fin du XIXe et au début du XXe siècle ", pp. 257-265 de P.Arnaud et Th.Terret dir., *Éducation et politique sportives...*, op. cit.

- scandale de l'amiante (asbeste, « qui ne se consume pas », cancer = asbestose) ²³⁶ :

* danger signalé dès 1906 par un médecin du travail de Normandie

* en vain pendant très longtemps : l'amiante ne sera interdite qu'en 1997 ! ²³⁷ L'asbestose reconnue comme maladie professionnelle aux États-Unis en 1931, en Allemagne en 1943, en France en 1945

* principale utilisation : amiante-ciment (fibres emprisonnées dans ciment), fabriquée par Eternit et Saint-Gobain. Mais d'autres : flocage de poutres métalliques, dans l'automobile, etc.

* Normandie, Nord (près de Denain), Corse (mine d'amiante de Canari, au NE)

* photos montrent des conditions de travail hallucinantes, à tous les postes

b) Le sport ouvrier

- L'apologie générale des vertus du sport par la société de la Belle Époque " ne pouvait que séduire des patrons inquiets de la renaissance et de la vigueur du mouvement ouvrier français. Si parmi les arguments avancés en faveur des activités physiques certains sont empruntés au discours hygiéniste sur la faiblesse physiologique des ouvriers, il est toutefois excessif, comme l'a montré Jacques Defrance, d'imaginer un projet patronal conscient visant à accroître la robustesse des corps afin d'améliorer la productivité du travail. " ²³⁸

- Une autre motivation a certainement été, de la part des dirigeants surtout, " la constitution d'un vivier populaire où puiser des athlètes de qualité " ²³⁹.

- Enfin, la fatigue — physique et intellectuelle — commence à être considérée, à partir des années 1870 qui voient apparaître de nombreuses études, très rationalistes, comme fondamentalement pathogène, c'est-à-dire comme empoisonnant le corps, ce " moteur humain " ²⁴⁰, comme faisant le lit des maladies et des épidémies, surtout dans sa forme extrême, l'épouvantable *surmenage*.

4°) Les autres éléments de la réalité de la condition ouvrière

□ On ne sait pas grand-chose des conditions de travail dans les petites et moyennes entreprises, mais il est constant que dans les grandes l'introduction de machines plus perfectionnées et une organisation du travail plus stricte aggravent dans les années 1900 les contraintes et accélèrent le rythme, d'où le sentiment d'oppression devant le "bagne", abondamment photographié d'ailleurs : les cartes postales de "sorties d'usines" sont très nombreuses. Les paysans-ouvriers des usines proches des campagnes, comme les houillères de Carmaux, achèvent de se transformer, bon gré mal gré, en véritables ouvriers, les règlements d'usines traquent le temps "perdu" et le bricolage de la "perruque" (ou "bricole"). Connaître aussi le "macadam", blessure volontaire.

□ à la Belle Époque, le vêtement professionnel marque toujours la visibilité du métier ²⁴¹, comme le langage, les gestes, les secrets de fabrication, le savoir-faire. Prégnance des vieilles

²³⁶ R.Lenglet, *L'affaire de l'amiante*, La Découverte, 1996 ; O.Hardy-Hémery, « Éternit et les dangers de l'amiante-ciment, 1922-2006 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janvier-mars 2009, pp 197-223

²³⁷ Le flocage avait été interdit en 1977, sans grd effet.

²³⁸ *L'histoire en mouvements*, op. cit., p. 125.

²³⁹ *Ibid.*, p. 124.

²⁴⁰ Formule-titre du célèbre ouvrage de Jules Amar, directeur du laboratoire de recherches sur le travail professionnel, installé au Conservatoire national des Arts et Métiers, publié en 1914. J'y reviendrai plus loin.

²⁴¹ Y.Lequin, "Le métier", dans P.Nora dir. *Les Lieux de mémoire*, Gallimard, 1984-1992, 3 tomes en 7 vol., III, 2, pp. 376-419, p. 385.

nomenclatures, par ex. le mot de « compagnon » dans l'industrie automobile (je l'ai encore vu écrit sur un écriteau dans un atelier du 11^e arrondissement dans les années 1980)

□ Une nouvelle conception de la rentabilité et de l'environnement du travail industriel, une nouvelle régulation du travail, se font jour : voir dans la collection "Cursus" *Le Monde du Travail en France. 1800-1950* d'A.Dewerpe. Même si l'élan décisif ne viendra à l'organisation du travail qu'avec la Grande Guerre, commence la séduction des idées de Taylor, dont *Shop management* connaît six éditions françaises entre 1903 et 1913, des conflits du travail éclatent à ce sujet, et la journée de travail n'est que partiellement réduite.

□ Les contremaîtres : voir photocopié

□ surveillance des ouvriers de la métallurgie et les ind. électriques renforcée dans entre-deux-guerres par emploi de mouchards, fournis par agences (ex. : Marc Astay) et grassement rétribués

□ mais la législation améliore sur certains points ces conditions.

- La loi du 19 mai 1874 ²⁴² interdit l'emploi des enfants de moins de 10 ans et limite à 6 heures la journée pour les petits ouvriers de 10 à 12 ans, 12 heures pour les 13 à 18 ans, durée qui devient la norme. Elle interdit l'emploi des femmes et des enfants dans les mines et le travail de nuit pour ces mêmes catégories. Enfin, elle crée l'inspection du travail, mais les seuls 15 inspecteurs de l'État sont nommés par le gouvernement et les conseils généraux ne recrutent guère d'inspecteurs départementaux.

- La loi du 2 novembre 1892 ²⁴³ fixe un maximum de 10 heures par jour pour les 13-16 ans et de 60 heures par semaine/11 heures par jour pour les 16-18 ans, tandis que les femmes de plus de 18 ans bénéficient d'un maximum de 11 heures par jour.

- La loi Millerand du 30 mars 1900 fixe pour les moins de 18 ans et les femmes un maximum de 10 h 30 par jour (à partir de 1902) puis de 10 h (à dater de 1904) ; pour les hommes — c'est la première loi de la III^e République à les concerner — il en sera de même à condition qu'ils travaillent dans les mêmes locaux que les catégories précédentes.

- La loi du 29 juin 1905 réduit la journée à 8h dans les mines.

- La pratique générale est de travailler 10 h dans les trois quarts des établissements industriels, les organisations ouvrières réclamant "les huit heures", notamment lors du 1er mai 1906.

- Rappelons que la loi de 1906 institue le repos hebdomadaire, qui tend à remplacer la pratique du "Saint Lundi", contre laquelle longue lutte depuis les années 1870 : primes aux ouvriers qui travaillent le lundi, payer les ouvriers un autre jour que le samedi (mais jamais réclamation de l'intervention du législateur) ! La pratique diminue d'elle-même dans les années 1890 : Grande Dépression, critiques formulées par d'authentiques ouvriers comme Agricol Perdiguier ²⁴⁴.

²⁴² Biblio. : M.Bordeaux, « Nouvelle et périmée : la loi du 19 mai 1874 sur le travail des enfants et des filles mineures employés dans l'industrie », dans J.-P.Le Crom dir., *Deux siècles de droit du travail.. L'histoire par les lois*, Éditions de l'Atelier, 1998, 288 p., pp. 45-59.

²⁴³ Biblio. : V.Viet, « Entre protection légale et droit collectif : la loi du 2 novembre 1892 sur le travail des enfants, des filles mineures et des femmes dans les établissements industriels », dans J.-P.Le Crom dir., *Deux siècles de droit du travail.. L'histoire par les lois*, Éditions de l'Atelier, 1998, 288 p., pp. 73-87.

²⁴⁴ R.Beck, « Apogée et déclin de la Saint Lundi dans la France du XIX^e siècle », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, 2004/2, pp. 153-171.

□ Demeurent l'importance de la force physique, de la pénibilité du travail, ce que montrent bien les recueils de photos ²⁴⁵ et le tableau de Gustave Caillebotte, *Les raboteurs de parquet*, 1875 :

- mineurs continuent à boire de la chicorée avec leur *briquet*
- de bons photographes réussissent à capter, dans les photos de cantine, la fatigue des regards
- de vieux travailleurs peuvent venir faire de menus travaux dans leur ancienne usine : l'usine, substitut de la maison de retraite ²⁴⁶
- l'« usure au travail » est une expression qu'on trouve chez tous les sociologues. Un n° du *Mouvement social* (juillet-septembre 1983) lui a été consacré :
- * enquêtes, dont celle des frères Pelloutier, à la fin du XIXe siècle
- * Cas des mineurs bien et tôt connu
- * usure liée à la question de la retraite, très visible dans le débat de 1910
- * liée aussi à la question des maladies professionnelles, dont je parle ailleurs dans ce cours
- liée enfin au dimorphisme sexuel

□ défense de leur savoir-faire, de leur « capital technique » par les ouvriers expérimentés

□ Les assurances sociales :

- En matière d'assurances sociales, la loi sur les accidents du travail du 9 avril 1898 les met à la charge du patron, qui doit payer une rente, les frais médicaux et pharmaceutiques, ainsi qu'une pension à la veuve et aux orphelins ²⁴⁷

- l'assurance-vieillesse n'existe qu'avec la loi du 5 avril 1910 (voir + loin).

- Les seules retraites à fonctionner sont celles des mineurs, des cheminots et des fonctionnaires, pour lesquels la cotisation est d'ailleurs retenue sur le salaire ²⁴⁸.

- Rien n'étant prévu contre le risque de maladie, on a recours le plus souvent à des sociétés de secours mutuel, plus ou moins solides, et dont les prestations sont toujours modestes.

□ la question de l'assurance-vieillesse est débattue déjà sous Combes, le principe en est posé par un projet de 1906, et enfin une loi est votée, et promulguée le 5 avril 1910. Ses dispositions sont complexes et peu généreuses. Tout salarié (touchant moins de 3 000 F par an) doit recevoir à partir de 65 ans une allocation viagère de 60 F par an, soit environ 930 F actuels, à la condition d'avoir opéré 30 versements annuels de 9 F pour les hommes et de 6 F pour les femmes, versements ouvriers auxquels s'ajoutent des versements équivalents de la part de l'employeur, l'État versant une prime de 100 F à ceux qui ont cotisé pendant plus de 30 ans. La loi est très mal accueillie par les patrons — on s'y attend — et les syndicats, qui protestent contre le versement ouvrier et jugent que beaucoup d'ouvriers n'atteignant pas les 65 ans requis, ils cotiseraient en pure perte. En conséquence les trois quarts des salariés refusent de cotiser, et les seules retraites à bien fonctionner, mais selon des systèmes antérieurs, sont celles des mineurs, des cheminots et des fonctionnaires, pour lesquels la

²⁴⁵ Par exemple D.Woronoff, *La France industrielle. Gens des ateliers et des usines, 1890-1950*, Éditions du Chêne, 2003, 296 p.

²⁴⁶ Un exemple dans D.Woronoff, *La France industrielle. Gens des ateliers et des usines, 1890-1950*, Éditions du Chêne, 2003, 296 p. (recueil de photographies), p. 37

²⁴⁷ Biblio. : P.-J.Hesse, « Le nouveau tarif des corps laborieux : la loi du 8 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail », dans J.-P.Le Crom dir., *Deux siècles de droit du travail. L'histoire par les lois*, Éditions de l'Atelier, 1998, 288 p., pp. 89-103.

²⁴⁸ B.Dumons & G.Pollet, *L'État et les retraites. Genèse d'une politique*, Belin, 1994, 480 p., B.Dumons & G.Pollet, "Une contre-société ouvrière en lutte : la CGT et le débat sur les retraites (fin XIXe-début XXe siècle)", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1997, pp. 228-251

cotisation est d'ailleurs retenue sur le salaire. Rien n'étant prévu contre le risque de maladie, on a recours le plus souvent à des sociétés de secours mutuel, plus ou moins solides, et dont les prestations sont toujours modestes. Voir aussi le scannage du Monde

□ On comprend dès lors la précarité de la condition ouvrière. La législation sociale française ne va pas aussi loin que dans d'autres pays, comme l'Allemagne wilhelmienne, le travailleur est physiquement usé, l'emploi est instable, le chômage est craint, d'autant que le droit du travail ne reconnaît que le système du contrat individuel. Une seule convention collective existe avant 1900, celle des Houillères du Nord (Arras, 1891), en fait un simple procès-verbal des discussions entre mineurs et patrons sous la l'égide du préfet, après une grève. L'année suivante, ce sera la « sentence arbitrale » de Carmaux. Cf. Colloque international *Cent ans de conventions collectives. Arras. 1891-1991, Revue du Nord-Lille III, Villeneuve d'Ascq, 1994, 409 p.*

□ conventions collectives: toute une réflexion pendant l'entre-deux-guerres, animée par Pierre Laroque ²⁴⁹ : lois de la Première Guerre Mondiale, loi du 25 mars 1919, réflexion de juristes, jurisprudence, réflexion sur les modèles étrangers, etc. >>> loi du 24 juin 1936 ²⁵⁰

□ conventions collectives nombreuses 1936-1937

□ Toutefois, le livret ouvrier est supprimé en 1890, la loi du 27 décembre 1892 introduit un arbitrage facultatif dans les conflits du travail, la condition ouvrière est meilleure qu'aux temps de la naissance de la Révolution industrielle et elle est variable selon les catégories.

□ La sédentarisation du monde ouvrier: voir polycopié

- des associations philanthropiques construisent des maisons ouvrières ou des immeubles ouvriers. Ex. : le Groupement des Maisons ouvrières, fondé par Mme Lebaudy, veuve du sucrier

- des promoteurs privés, en banlieue notamment

- lotissements pavillonnaires entre-deux-guerres, souvent promoteurs privés très fallacieux dans leurs promesses (viabilisation pas faite, etc.)

□ Globalement d'ailleurs les femmes sont les grandes victimes du système

femmes = 37 % de la population active en 1906 (32 % en 1911 en GB !)

□ Les plus à plaindre sont les ouvrières à domicile, qui travaillent très longtemps, sans bénéficier ou presque des quelques lois sociales.

□ Les ouvriers sont soumis à une situation de rapports de force vis-à-vis du patronat, qui sera présentée un peu plus loin.

□ Lieu commun de l'historiographie, la déchristianisation ouvrière semble devoir être pour le moins nuancée

□ le mineur devient un personnage héroïque de la société française ²⁵¹

□ Permanence du courant xénophobe, bien qu'on n'ait pas de sondages:

□ Penseurs sociaux et pouvoirs publics comparent avec satisfaction la faible émigration française et les flux massifs des pays étrangers vers les pays neufs, encore que certains conseils municipaux aimeraient bien se débarrasser de leurs pauvres...

²⁴⁹ Cf. Laure Machu, « Pierre Laroque, exemple d'une réflexion sur la convention collective pendant l'entre-deux-guerres », dans D.Barjot dir., *Le travail à l'époque contemporaine*, CTHS, 2005, 427 p., pp. 259-278.

²⁵⁰ Biblio. : C.Didry, « La nouvelle jeunesse des conventions collectives : la loi du 24 juin 1936 », dans J.-P.Le Crom dir., *Deux siècles de droit du travail. L'histoire par les lois*, Éditions de l'Atelier, 1998, 288 p., pp. 129-141.

²⁵¹ Cf. Collectif, *Mineurs immigrés. Histoire, témoignages, XIXe-XXe siècles*, Institut d'histoire sociale minière, VO Éditions, 2000, 295 p.

□ Comme les seules régions qui fournissent un contingent notable d'émigrants sont l'Alsace, le Pays Basque et les Alpes du Sud (Queyras et Ubaye), on y voit les pouvoirs publics locaux et départementaux (préfets, conseils généraux, etc.) louer les envois d'argent et les retours de retraités (car les départs définitifs ne sont que les deux tiers du total)

□ Mais critique de la faiblesse des départs vers l'Algérie, seule colonie de peuplement

□ Les réactions d'hostilité devant l'immigration sont les fait d'ouvriers et des syndicats, des pouvoirs publics locaux au XXe siècle, pas de l'État

□ Au sein de la population :

- concurrence (salaires) ⇒ tensions

- crainte des "briseurs de grève"

- crainte des envois d'argent à l'étranger (!)

- crainte de l'assistance nécessaire, de la criminalité, des mœurs irrégul. (naissances illégitimes + élevées, célibataires ⇒ clientèle des prostituées)

⇒ très nombreuses propositions lois 1883-1884, pour "réguler" l'immigration, la plupart n'aboutissant pas

- italophobie très nette (les 4/5 des troubles xénophobes) :

* thème de l' "invasion"

* mauvaises relations avec Rome, noyaux allogènes, concurrence pour travail, catholicisme (les *Cristos* à Marseille)

* émeute xénophobe de Marseille juin 1881

* en août 1893, dans salines d'Aigues-Mortes, une vingtaine d'Italiens sont tués à coups de pelles et de pierres, cf. G.Noiriél, *Le massacre des Italiens. Aigues-Mortes, 17 août 1893*, Fayard, 2010, 294 p. :

* 8 morts, une 50ne de blessés

* ouvriers du sel

* Piémontais et Toscans

* les inculpés furent tous acquittés

* émeutes xénophobes Lyon 1894 après assassinat Sadi-Carnot par Caserio

- antisémitisme : Toussenel, *Les Juifs, rois de l'époque* (1845), Éd. Drumont, *La France juive* (1886) et *La Libre Parole* (1892 >>>)

- vogue du darwinisme social, de l'eugénisme

- cf. Vacher de Lapouge 1896 : "la naturalisation est une absurdité comme l'annexion. Les nations sont aussi réelles que les races, ce sont des êtres biologiques."

□ La question du "travail national" :

- réserver aux Français le "travail national" est l'idée :

* de nombreux syndicats et, sous leur pression, de Jules Guesde lui-même, qui parla même des "Sarrazins" venus d'au-delà des monts !

* de Millerand, min. Commerce & travaux publics du gouv. de Défense rép. de Waldeck-Rousseau : a rédigé août 1899 décrets visant à limiter les effets de l'immigration étrangère dans secteur des entreprises de travaux publics opérant pour l'État, départements et les communes : un plafond de 5 à 30 % selon les travaux

* Ce type de contingentement était déjà appliqué par de nombreuses municipalités (Marseille par ex.)

- ces décrets marquent la fin du laisser-aller intégral en matière d'immigration :

Seule la loi du 8 août 1893 avait obligé les étrangers à faire une déclaration d'indentité (à la commune)

- ils créent un dangereux précédent

- ils ont été pris à un moment de bonne conjoncture éco. et seront appliqués très souplement

⇒ une mesure démagogique

□ parfois, des aspects politiques + larges :

- cf. élection Garibaldi à l'Assemblée nationale en 1871 : malgré un beau discours de V.Hugo, l'Assemblée nationale refusa de la valider, car G. est un "étranger". Accusé par un "rural" de ne point "parler français", H. démissionna (8 mars)

- cause profonde : souvenir de la participation d'étrangers à la Commune (Fränkel, hongrois, Dombrowski & Wroblewski, les meilleurs généraux de la C., étaient polonais) ; lors de la Semaine sanglante, *le Figaro* avait recommandé le massacre de "tous les Polonais interlopes, tous les Valaques de fantaisie, qui ont régné deux mois sur la plus belle et la plus noble ville du monde" (16 mai) !

□ la loi de 1928 sur le recrutement de travailleurs étrangers : voir le texte photocopié

□ Les problèmes de l'immigration dans les années trente :

- dans la réalité :

* étr. exercent en général professions les plus rudes

* diminution pop. étr., pas vue par opinion publique

* noyaux allogènes (⇒ des ex. de racismes très violents, cf. Vénissieux)

- transferts d'épargne + "dépendance" éco. fr. + refus naturalisation de fils d'étr. nés en France (pour éviter service milit., cf. pacifisme de l'époque)

⇒ renforcement de l'hostilité

- l'hostilité est particulièrement vive face aux Maghrébins (peu nombreux pourtant):

partiellement chômeurs, politiquement révolutionnaires, "insécurité", pressions venues des colons d'AFN

- mauvaises relations clergé français / clergé polo.

□ des hôtes mal accueillis dans années 30 :

- considérés comme des concurrents déloyaux par travailleurs ⇒ attitude de Jouhaux, de la CGT, des socialistes et même des communistes ("la France aux Français !" s'écrie-t-il en 1937)

- En 1923, des ouvriers parisiens tuèrent un Algérien accusé de travailler le 1er mai ; des Lyonnais blessèrent mortellement en 1938 un Polonais qui refusait de participer à une grève...

- la "droite économique" a une attitude très diff. de la "droite politique"

- hostilité à l'égard des réfugiés politiques, mais voir plus haut

- militants des partis de gauche, attachés à des idéologies humanistes et internationalistes, sont souvent déchirés entre ces idéologies et les réactions xénophobes de leur "base"

- même chez socialistes, l'internationalisme n'a pas retrouvé la ferveur d'avant 1914

- cette xénophobie de gauche ne s'atténua (beaucoup) que dans années 50

- toutefois, dès l'entre-deux-guerres, des organisations de gauche, comme la Ligue des Droits de l'Homme apportaient aux étrangers une aide multiforme, allant >>> conseils juridiques pour accélérer les naturalisations

□ La violence xénophobe de la "droite idéologique" :

- Henri Béraud, *Gringoire*, 7 août 1936 :

"La France à tout le monde.

Sommes-nous le dépotoir du monde ? Par toutes nos routes d'accès, transformées en grands collecteurs, coule sur nos terres une tourbe de plus en plus grouillante, de plus en plus fétide. C'est l'immense flot de la crasse napolitaine, de la guenille levantine, des tristes puanteurs slaves, de l'affreuse misère andalouse, de la semence d'Abraham et du bitume de

Judée. Doctrinaires crépus, conspirateurs furtifs, régicides au teint verdâtre, pollacks mités, gratin de ghettos, contrebandiers d'armes, pistoleros en détresse, espions, usuriers, gansters, marchands de femmes et de cocaïne, ils accourent précédés de leur odeur, escortés de leurs punaises. Tandis que ceux-ci assomment nos ouvriers dont ils volent le pain, ceux-là ne cessent d'insulter à notre patriotisme, dans nos propres journaux."

- Pierre Gaxotte, *Je suis partout*, 16 septembre 1938 (N.B. : 2 200 000 étr. en 1936) :

"Il y a en France trois millions et demi d'étrangers, dont la plupart sont venus comme réfugiés antifascistes. Nous avons vu ces messieurs très belliqueux défiler en montrant le poing et en criant des injures contre Hitler. Une occasion véritablement exceptionnelle va peut-être se présenter à eux de combattre ce fascisme abhorré par les moyens les plus directs. Nous comptons bien entendu que ces messieurs en *ski*, en *vitch*, en *a*, en *of* et en *ez* vont en profiter. Le premier soldat tué en 1914 a été le caporal Peugeot. Nous comptons que le premier soldat tué au front de 1938 sera un Rabinovitch ou un Rosenfeld."

□ l'attitude des pouvoirs publics :

- obligation à tout étranger de se déclarer en mairie (1888)

- conventions internationales (voir plus haut)

- loi 1927 (voir + haut)

- la gauche se montre très soucieuse de l'accueil des réfugiés politiques, cf. déclarations d'Édouard Herriot : « droit d'asile », « terre d'asile »

- loi du 10 août 1932 reprend dispositions des décrets Millerand 1899, mais en étendant la possibilité de contingentement à tous secteurs.

Décrets d'application à partir 1935 (Laval), mais rien pour grande industrie et agriculture

- mise en place quotas fin 1934

- les administrations locales font du zèle et procèdent au retour forcé de milliers d'étrangers, surtout Polonais

- accueil (mauvais, mais exceptions municipales) des républicains espagnols

- idée de construire une politique nationale cohérente, développée par Georges Mauco, auteur d'une thèse publiée en 1932, appelé début au cabinet du sous-secrétaire d'État à l'immigration auprès de la présidence du Conseil

- décrets 1938 facilitent considérablement les expulsions d'étrangers, mais pas concrétisation de l'« usine à gaz » envisagée par Mauco

- statuts des juifs 3 octobre 1940 et livraisons des juifs par Vichy, une politique que Mauco approuve

□ après la Libération :

- politique de l'immigration, car nécessité de la main-d'œuvre : ordonnance de 1945 créant un statut du réfugié, ONI (voir plus haut), Haut Comité de la Population et de la Famille, confié par le GPRF à... Mauco, qui reste à ce poste jusqu'en 1970 ! Mauco propose une politique très restrictive et « éthique » avec des quotas en fonction de la « désidérabilité » des diverses origines et un contrôle tâillon tous azimuts (santé, logement, physique, mental, etc.) de l'immigré : le tripartisme et de Gaulle sont choqués et les ordonnances de la Libération sont modérées

- la forte immigration italienne est inférieure aux désirs français et concurrencée par l'immigration algérienne, à laquelle Mauco était fort hostile (!)

□ postérité :

- grandes vagues d'immigration années 50 & 60

- grand problème "de société" actuellement : le *melting-pot* français continue-t-il à fonctionner ? Mais il n'a pas toujours bien fonctionné !
- il y a toujours eu une "seconde génération"
- François Fetjő, *Mémoires, de Budapest à Paris*, Calmann-Lévy, 1986, 323 p., p. 122 : "Paradoxalement, l'étranger se sent tout de suite chez lui à Paris et met longtemps à s'apercevoir que les Parisiens ne l'acceptent pas. "

□ une intégration difficile, les Polonais en France dans le 1er XXe siècle²⁵² :

- accord entre gouv. 3 sept. 1919
- en 12 ans, 600 000 immgr.
- solde de 500 000 en 1931 (2e rang après les Italiens)
- arrivée en convois collectifs
- arrivée avec contrats travail d'un an, signés en Pologne
- 19,3 % des étrangers en 1936

- mineurs de fond, manœuvres métall., ouvriers agricoles

⇒ dépaysement total pour les deux 1ers emplois ⇒ misère morale ⇒ des fuites sauf pour les "Westphaliens", Polonais de Pologne prussienne employés dans la Ruhr fin XIXe siècle, qui, eux, s'adaptent très bien, mais sans s'intégrer (des « Boches »)²⁵³

- très grande mobilité professionnelle et géographique
- tous Polo. vivent entre eux, et entendent préserver leur identité nationale

- causes :

- * résurrection récente de la Pologne
- * pensent ne rester que 2 ou 3 ans
restent en fait + lgtemps, sans renoncer au retour
- * méconnaissance langue française:
sont des adultes
refus apprendre + que strict minimum indispensable à un bref séjour
fierté de s'exprimer dans langue polonaise

- reconstitution d'un milieu national polonais :

- * des associations, des journaux, le + imp. : *Naradowiec*, créé 1909 en Westphalie, installé à Lens en 1924, et qui a cessé de paraître en 1989
- * associations sportives (ex. : Sokols)
- * enseignement complémentaire en langue polo.
- * des prêtres polo. ⇒ catho. ne constitue nullement un facteur de rapprochement entre Polo. et Français
- * fréquentation et mariages polonais
- * n'utilisent pas loi 1927 libéralisant les naturalisations

□ les Maghrébins :

- peu nombreux >>> 1940, malgré liberté absolue des départs depuis loi 14 juillet 1914 (mais largement corrigée par décrets entre-deux-guerres visant à restreindre)
- c'est seulement 1945>>> qu'apparut idée d'une politique d'immigration raisonnée X tradition de réglementation.

²⁵² J.Ponty, *Polonais méconnus. Histoire des travailleurs immigrés en France dans l'entre-deux-guerres*, Publications de la Sorbonne, 1988, 474 p.

²⁵³ Collectif, *Mineurs immigrés. Histoire, témoignages, XIXe-XXe siècles*, Institut d'histoire sociale minière, VO Éditions, 2000, 295 p.

- Mais attirer en France de la main-d'œuvre maghrébine n'entra presque jamais avant 1959 dans calculs du patronat ou dans politiques gouvernementales
- émigration (faible) pour raisons de salaires et à cause surpopulation relative du Mahreb + mirage d'une France riche et tolérante + fuite contraintes familiales
- émigration pas interrompue par Crise 1929
- tradition d'émigration dans certaines régions dès l'entre-deux-guerres
- émigration d'hommes seuls, mais non isolés (pratiquement "délégés" par comm. familiale)
- émigration souvent temporaire
- émigration presque exclusivement d'Algériens dans l'entre-deux-guerres
- émigration hostile à l'assimilation :
 - * pas d'intégration dans mouvement ouvrier français
 - * presse nationaliste : émigration = fruit d'une politique maligne et corruptive
- Étoile nord-africaine de Messali Hadj années 20
- Mais de nombreux cas de solidarité par le travail dans les années 30, cf. les carriers de grès du Sud de l'IDF (Boutigny, Fontainebleau...), malgré la concurrence entre eux, entretenue par les entrepreneurs :
 - * carriers pratiquement tous syndiqués, produisant des pavés et des bordures de trottoir
 - * solidarités familiales entre membres qui sont « montés au banc »
 - * solid. entre voisins
 - * connivence par le langage : grès *pif, paf, pouf* (!)
 - * solidarité avec les étrangers en situation irrégulière (les étrangers doivent s'enregistrer auprès des maires) : alarme donnée quand les gendarmes se profilent >>> les Italiens, Belges, etc. sont cachés

5°) Les conditions de vie de l'entre-deux-guerres

a) Celles des années 1920

- Dans les années 20, la France établit des performances records, elle accélère son "décollage" industriel
- influences années 20 :
 - * courant moderniste US (tournée de conf. d'ing., discours d'Hoover, secr. État au Commerce, ouvrages de Ford, traduits en 1926, voyages aux États-Unis, missions d'études des ing. fr., etc.)
 - * importation de brevets, de machines
 - * engouement pour le fordisme, le taylorisme, etc. Grand mot : l'OST (l'Organisation Scientifique du Travail)
- conséquences :
 - * reconstructions d'usines (Renault, Citroën, etc.), selon le fordisme
 - * courant de rationalisation (cf. création de l'AFNOR en 1926)
- nuance : permanence du courant "familial", du pouvoir d'un homme et de sa parenté
- L'artisanat se modifie. De créateur, il tend à devenir réparateur
- L'immigration étrangère devient un grand vivier, un des "facteurs sociologiques primordiaux" de l'élan économique (G.Noiriel)
- " Dans les mines de charbon aux veines épaisses et peu faillées, les compagnies, telle Anzin, imposent, après 1927, le système Bedaux : la besogne du mineur est "scientifiquement" décomposée en points-minutes (la quantité de travail que doit effectuer en une minute un "mineur moyen") ; pour ceux qui dépassent, ou au contraire n'atteignent pas les soixante

"unités Bedaux" à l'heure, sont prodiguées primes ou pénalités " (p. 17 du t. II de *La France ouvrière*)

- " l'offensive taylorienne affaiblit incontestablement la culture d'atelier, d'autant qu'elle est loin d'être récusée par tous les ouvriers : ils en obtiennent parfois de meilleurs salaires et il leur arrive de préférer l'objectivité du chronomètre à l'arbitraire du contremaître "

(M.Rebérioux)

- années 20 : multiplication de nouveaux emplois qualifiés : outilleurs et réglés sur les chaînes de l'ind. auto., ouvriers d'entretien de la sid., etc.

- Mais : " l'ancienne culture ouvrière fondée sur le métier est atteinte. Le goût de la "belle ouvrage" (...) a bien reculé. Et la culture de résistance, individuelle ou collective, semble participer du même mouvement de repli. " (M.Rebérioux)

- " Droit régalien de police : les compagnies minières et nombre de grandes firmes comme Renault organisent leurs propres services de police, pudiquement baptisés "équipes de surveillance", qui dépistent les "meneurs", fichent les ouvriers, avec l'aide d'un réseau de "mouchards" qui se répandent dans les cafés proches et jusque dans les cités ouvrières. Les mauvais esprits sont congédiés, individuellement ou en bloc. Et des "listes noires" sont soigneusement mises à jour par le patronat textile du Nord, les compagnies minières, les grands industriels de Billancourt (Renault, Salmson). " (p. 18 du t. II de *La France ouvrière*)

- la loi des 8 heures est abondamment violée : l'amende infligée, inchangée depuis 1848, est dérisoire, les inspecteurs du travail sont en nombre infime

- insalubrité : 17 îlots insalubres sont recensés en 1918, ils subsisteront très souvent encore en 1945 ! garnis et hôtels meublés, tels Hôtel du Nord, quai de Jemmapes

- raz-de-marée pavillonnaire à très bon marché : lotissements sans viabilité, mais avec promesses qui s'envolent et gros profits pour les promoteurs

- multiplication des offices d'habitations à bon marché (rôle de Henri Sellier)

- transformations culturelles : cinéma, radio

b) Celles des années 1930

- années 30 : chômage ouvrier touche surtout les étrangers, les femmes et les jeunes comme les vieux travailleurs

- renforcement de l'appareil répressif : " l'agence Marc Astay loue les services de ses 80 "mouchards", grassement rétribués, aux grandes entreprises métallurgiques et électriques de la région parisienne " (p. 61 du t. II de *La France ouvrière*)

□ cinéma :

- René Clair, *À nous la liberté*, J.Duvivier, *La Belle Équipe* (1937), Renoir, *Le crime de M.Lange* (1936), Georg Pabst, *La tragédie de la mine*, 1931, Marcel Carné, *Le jour se lève* (J.Gabin y est sableur, 1939).

- " Jean Gabin renvoie de l'ouvrier une image à la fois forte et fragile qui constitue une sorte d'idéal-type dont l'influence se fait sentir dans le jeu de Richard Berry dans *Une chambre en ville* et surtout dans celui de Depardieu dans le *Germinal* de Berri " (Michel Cadé).

- La tradition est fondée d'un manque de distance temporelle entre la réalité mise en scène et le film (" Cette recherche d'un sceau d'authenticité, d'un label rouge de vérité, oblige à l'évidence à passer par un discours au présent " (Michel Cadé).

- Autre tradition fondée : l'autonomie dans le travail, l'absence du travail à la chaîne.

- Autre : l'exaltation de la solidarité ouvrière (mais fin noire de *La Belle Équipe* !).

- Remarquons que les ouvriers agricoles sont quasiment absents du cinéma français

6°) L'apport de Madeleine Rebérioux et du dossier d' *Historiens & Géographes*

□ **Madeline Rebérioux**, « Conscience ouvrière et culture ouvrière en France entre les deux guerres mondiales », dans Collectif, dossier sur l'histoire ouvrière, *Historiens & Géographes*, oct. 1995, pp. 219-229 :

- coexistence coutumes rurales, culture d'atelier et culture de la grande « boîte »
- recul des vieux savoirs, de la « science du feu » par ex., ou du goût de la « belle ouvrage », mais relatif maintien de l' « ouvrier retors », du *turn over*, un sentiment de dévalorisation très variable selon les usines

- rationalisation

- marché de masse

- appel aux femmes, toujours, et aux étrangers

- les ouvriers qualifiés restent importants au niveau du déclenchement des grèves, d'autant que le « dehors » pénètre le « dedans » grâce aux journaux et aux tracts, à la connaissance des chants, des symboles >>> une tradition indentitaire perdue

- des groupes de théâtre ouvrier: Groupe Octobre, animé par Jacques Prévert, petites salles municipales, etc. Grande grève Citroën de 1933, lancée par la CGTU (bien qu'ultra-minoritaire). Grévistes distraits par les représentations du groupe Octobre, fondé 1932

(Jacques Prévert, qui a écrit un texte spécial, Raymond Bussièrès dans le rôle principal ²⁵⁴)

- réseaux de sociabilité très variés

- rôle du cinéma, qui représente souvent l'ouvrier (*cf.* Gabin), qui dénonce le « bagné » dans *A nous la liberté* (Marcel Carné, 1931), de la radio, de la chanson de variétés

- Front populaire: embellie, congés payés, achats, *cf.* Pascal Ory, *La Belle Illusion. Culture et politique sous le signe du Front populaire, 1935-1938*, Plon, 1994

□ dans un autre article, Michel Pigenet ajoute que le nombre des dénominations professionnelles a explosé

□ dans un 3^e, Marie-Hélène Zylberberg-Hocquard ajoute, sur les femmes :

* la loi du 12 mars 1920 précise que les femmes peuvent se syndiquer ss l'autorisation de leur mari

* femmes sont souvent licenciées en 1^{er} dans les années 30

²⁵⁴ Voir sur cet acteur le Dewerpe, p. 158.

III. LE MOUVEMENT OUVRIER

La biblio. la plus simple et la plus utilitaire : G.Lefranc, *Le syndicalisme en France*, Que sais-je? n° 585 (il est au CDI)

1°) La reconstitution du mouvement ouvrier après 1871

- Le syndicalisme mérite encore son nom traditionnel et restrictif de mouvement ouvrier, à nulle autre époque il ne se veut autant distinct du socialisme français.
- Toute organisation ouvrière — le premier XIXe siècle avait connu compagnonnages, sociétés de secours mutuel et sociétés de résistance, le Second Empire associations professionnelles et première Internationale — n'avait pas disparu avec l'écrasement de la Commune : malgré la prohibition légale, des "chambres syndicales" subsistent, à Paris, où chaque corporation ouvrière semble posséder la sienne, et même en province, au moins dans les grandes villes.
- Le mouvement de reconstitution, ralenti par l'Ordre moral, s'accélère après la victoire des républicains aux élections de 1876, la majorité républicaine n'y étant pas hostile.
- En 1876, se tient à Paris un premier Congrès national ouvrier, avec une centaine de groupements, de chambres syndicales et de coopératives proudhoniennes. Il réclame l'abolition des dispositions légales dirigées contre les associations ouvrières et la création d'un mouvement coopératif. Ce congrès, salué par Jules Guesde (mais sa prudence a été dénoncée par Édouard Vaillant), a été surtout coopératiste et mutualiste. Bientôt les guesdistes se dresseront contre le syndicalisme de pacification sociale...
- Le suivant, à Lyon en 1878, affirme que la seule forme d'organisation qui réponde aux besoins du temps est une fédération de tous les syndicats. Coopérateurs proudhoniens et militants collectivistes se heurtent, les premiers l'emportant.
- Par contre, en 1879, à Marseille, où les "groupes d'études sociales", d'inspiration socialiste ou anarchiste, sont représentés (en plus des syndicats), les collectivistes l'emportent. Ils font adopter le principe de la création d'une Fédération des travailleurs socialistes de France, véritable parti ouvrier : le triomphe des collectivistes est aussi celui du politique, le parti étant plus imp. que le synd. à leurs yeux. Au syndicalisme réformiste et fier de son indépendance va-t-on voir succéder un syndicalisme révolutionnaire et marxiste, acceptant de n'être que la masse de manœuvre du parti socialiste, comme en Allemagne, en Belgique et aux Pays-Bas ?
- Mais, brusque tournant, au Havre, en 1880, s'opère la scission entre "syndicaux" (les modérés) et collectivistes et anarchistes : le mouvement ouvrier français sera désormais divisé.
- Des formules nouvelles apparaissent dans les années 1880, par exemple le syndicalisme chrétien
 - se créèrent des syndicats agricoles et se développèrent des syndicats d'employés, dirigés par Jules Zirnheld (mort en déc. 1940) et Gaston Tessier, création et développement suscitant d'ailleurs l'hostilité d'une partie des catholiques
 - le premier syndicat est celui des employés du commerce et de l'industrie de Paris, en 1887, créé par le frère Hiéron à partir d'anciens élèves des Frères des Écoles chrétiennes
 - mais il n'y aura pas avant la Belle Époque de regroupement des syndicats chrétiens. Le 1er congrès synd. chrétien en 1903 seulement ; l'Union des Syndicats chrétiens est constituée en 1905 seulement.

2°) Luites et organisations

□ Le mouvement syndical doit lutter contre des obstacles réglementaire, patronal et l'écueil de l'inorganisation.

- La loi du 21 mars 1884 reconnaît la légalité des syndicats professionnels autres que les syndicats de fonctionnaires ²⁵⁵.

* dite loi Waldeck-Rousseau, du nom du ministre de l'Intérieur de Gambetta, puis du second cabinet Ferry, qui rompit avec l'attitude générale de méfiance envers l'association, traditionnellement considérée comme un délit.

* Le droit de grève ayant été accordé par le Second Empire (1864), il était nécessaire de faire davantage que le régime, tant honni, du 2 décembre. Limiter le bénéfice de la liberté au seul droit syndical permettait d'éviter l'épineuse question des congrégations religieuses. C'est l'épisode communard et la volonté des opportunistes d'offrir un visage rassurant de la République qui avait retardé ici le progrès, provoqué l'échec du projet Lockroy de 1876, mais désormais, moins de vingt ans avant la fin du siècle, la France républicaine se trouvait en retard par rapport à certains de ses voisins et des associations, clandestines par la force des choses, existaient chez les ouvriers français depuis plusieurs années.

* Le législateur prit le soin de réserver le bénéfice de la loi de 1884 aux seules associations de caractère professionnel, et la loi de 1901 prendra celui de ne pas les concerner, puisqu'elles étaient déjà pourvues depuis plus de quinze ans. Les salariés reçurent désormais le droit de se grouper en associations professionnelles, sans autorisation préalable ; le parallèle avec les libertés de réunion et de presse se poursuit : elles devaient déposer titres, statuts — concernant uniquement des intérêts économiques — et liste des membres du bureau. Ces obligations semblèrent excessives aux syndicats — d'autant plus que la loi maintient les articles 414 et 415 du Code pénal qui punissaient les atteintes à la liberté du travail et les violences — , qui refusèrent de s'y plier et continuèrent à vivre en marge de la loi, comme auparavant.

* Ce fut seulement progressivement, et surtout après une dizaine d'années, que les syndicats se conformèrent à la loi.

- Plus dur que l'État, le patronat français refuse de reconnaître le fait syndical, de négocier avec les organisations ouvrières, surtout en ces temps de dépression économique. Se multiplient les pancartes "Ici, on n'embauche pas de syndiqués", mais aussi les grèves et les incidents sanglants, comme la défenestration d'un ingénieur à Decazeville en 1886 et, à l'inverse, la fusillade de Fourmies en 1891 (10 morts). Les grèves sont très nombreuses, particulièrement au début et à la fin des années 1880, leur durée moyenne augmente, elles sont nourries de l'attente messianique du "grand soir" (M.Perrot) et, au moins, de l'espérance mise dans la grève générale. La résistance ouvrière est d'ailleurs globalement efficace, car elle empêche toute baisse généralisée des salaires.

□ L'organisation se fait dans deux sens.

- Des fédérations — la première est celle des chapeliers (1879) — regroupent les syndicats verticalement, par métiers : Livre (1881), mineurs (1883), cheminots (1890), textile (1891) ; en outre, une Fédération nationale des syndicats se crée en 1886 et dans ses premiers congrès est très proche du socialisme.

- Des bourses du travail (horizontales, par villes), avaient été projetées par des catholiques sociaux dès les années 1840, puis par le régime de la Deuxième République. Elles sont un

²⁵⁵ Biblio. : N.Olszak, « La défense collective des intérêts : la loi du 21 mars 1884 relative à la création des syndicats professionnels », dans J.-P.Le Crom dir., *Deux siècles de droit du travail.. L'histoire par les lois*, Éditions de l'Atelier, 1998, 288 p., pp. 61-72.

instrument essentiel de « pacification sociale » ²⁵⁶, mais aussi, comme l'ont montré J.Julliard et P.Schöttler, une forme d'organisation syndicale autonome. Sous la Troisième et dans l'héritage des compagnonnages comme des sociétés de résistance, elles regroupent localement les diverses activités (placement des syndiqués, secours aux victimes d'accidents et du chômage, aide à ceux qui se déplacent, décision de la grève locale, etc.), à Paris (1887), puis Nîmes, Marseille, Saint-Étienne... Il y en a 14 en 1892, quand elles sont, au congrès de Saint-Étienne, réunies en une Fédération des bourses du travail, dont Fernand Pelloutier (1867-1901), leur grand et jeune apôtre, devient le secrétaire en 1895. Autodidacte, journaliste besogneux, rongé par les maladies (un lupus facial, la tuberculose), républicain et socialiste dès ses débuts, pacifiste, antimilitariste, Pelloutier s'était fait le défenseur de la grève générale et d'un "parti ouvrier", réunion de toutes les chapelles socialistes et lieu de collaboration du socialisme politique, du syndicalisme et de la coopération (J.Julliard ²⁵⁷). 51 bourses en 1898, 110 en 1904. Et elles « font de la politique », tout au moins avant la Charte d'Amiens, et en opposition avec toute la réglementation officielle.

□ En 1895 aussi, au congrès de Limoges, commun à la Fédération des bourses et à celle des syndicats, naît la Confédération générale du Travail (C.G.T.) ²⁵⁸. Mais en son sein les bourses, grâce à une active guérilla d'arrière-garde, ne perdront leur autonomie qu'en 1902 au congrès de Montpellier, donc après le décès de Pelloutier, emporté par la tuberculose à 33 ans, et alors qu'elles sont plus d'une centaine, une nouvelle CGT combinant désormais fédérations d'industries et unions départementales, régionales et locales. Le secrétaire général est d'abord Victor Griffuelhes (1874-1923), le secrétaire adjoint Émile Pouget est chargé de *La Voix du peuple*, l'organe de la confédération ; en 1909 Léon Jouhaux, lui aussi de formation anarchiste, remplace Griffuelhes et conservera le poste jusqu'en 1947.

□ Triomphe le syndicalisme révolutionnaire ou anarcho-syndicalisme, au moment où les anarchistes se tournent vers une nouvelle forme de lutte et sauf dans quelques départements, comme le Puy-de-Dôme, au contraire fort peu marqué par l'anarcho-syndicalisme mais par un syndicalisme faible de typographes et d'ouvriers du bâtiment (G.Rousseau). L'anarcho-syndicalisme veut faire du syndicat non seulement un moyen de défendre la classe ouvrière — la journée de travail de huit heures et le salaire minimum de 5 F par jour — , mais surtout la forme sociale destinée à remplacer l'organisation économique qui prévaut.

□ Les autres caractères généraux du syndicat sont simples à énumérer : importance de l'adhérent et du militant, non-institutionnalisation du syndicat, défense du travailleur en tant qu'homme économique, limitation à quelques métiers principaux du phénomène syndical, spécificité des fonctions syndicales. Le moyen d'action sera l' "action directe", violente le cas échéant. Grande est l'importance dans la mentalité collective de la valeur mythique du "grand soir", du 1er mai et des chansons célébrant cette journée (*Les huit heures*, *La Marche du 1er mai*, *Les martyrs de Fourmies*, *La Marseillaise fourmisiennaise*, *La Marseillaise du 1er mai*, et de nombreux *1er mai*), qui s'ajoutent aux autres chants traditionnels, comme *La Marseillaise des travailleurs*. *L'Internationale* ne prendra la première place qu'après 1900. Et tout cela sans les

²⁵⁶ Cf. P.Schöttler, *Naissance des Bourses du Travail. Un appareil idéologique d'État à la fin du XIXe siècle*, PUF, 1985, 294 p. L'auteur parle de « mythe » de l'origine libérale des bourses du travail.

²⁵⁷ J.Julliard, *Fernand Pelloutier et les origines du syndicalisme d'action directe*, Seuil, coll. "L'Univers historique", 1971, réédition, coll. "Points", 1985, 295 p.

²⁵⁸ Son centenaire a été célébré par un grand colloque historique, présidé par Antoine Prost, à la Sorbonne.

partis politiques, dont, sous l'influence des idées de Proudhon, les organisations ouvrières se méfient considérablement.

3°) Le mouvement ouvrier et la politique

a) Le triomphe du syndicalisme révolutionnaire à la CGT

- Dans la CGT unifiée triomphe le syndicalisme révolutionnaire ou anarcho-syndicalisme. Celui-ci veut faire du syndicat non seulement un moyen de défendre la classe ouvrière — la journée de travail de huit heures et le salaire minimum de 5 F par jour — , mais surtout la forme sociale destinée à remplacer l'organisation économique qui prévaut.
- Le moyen sera l' "action directe", violente le cas échéant, ce que Georges Sorel systématise dans ses *Réflexions sur la violence* de 1908. La grève générale, la "révolution sociale" dit Griffuelhes, sera l'aboutissement de l'action et la panacée, qui en particulier empêchera la guerre : en octobre 1908 au congrès de Marseille est votée la résolution d'Alphonse Merrheim qui prévoit qu'à la déclaration de guerre répondra celle de la grève générale.
- Un Secrétariat syndical international 1902, dirigé par Legien
- naissance 1913 de la Fédération syndicale internationale (FSI)

b) La méfiance envers le socialisme politique

- La rédaction de ce texte fondamental qu'est la Charte d'Amiens (1906) s'inscrit dans un double contexte, le premier élément étant la naissance de la SFIO en avril 1905. La catastrophe minière de Courrières le 10 mars 1906, qui fait plus de 1 200 morts et révèle les négligences coupables de la compagnie (laquelle de surcroît interrompt prématurément les secours), a déclenché l'agitation dans le Pays noir. Au mois d'avril de nombreuses grèves éclatent partout en France et le 1er mai 1906 a été porteur d'espoirs. À l'automne, la situation étant plus calme, le moment est venu de faire le bilan, d'autant que la Fédération du Textile, guesdiste et qui entretient des liens avec la SFIO, décide de poser au congrès de la CGT la question des rapports avec le parti socialiste.
- Le congrès se tient à Amiens du 8 au 16 octobre 1906 et repousse à une forte majorité la position du Textile, les vainqueurs préparant hâtivement un texte, dont les trois premiers paragraphes sont un rappel interprétatif des statuts de la CGT, le quatrième une définition des objectifs et moyens du syndicalisme et les trois derniers celle des devoirs des travailleurs et organisations syndicales.

"Le congrès confédéral d'Amiens confirme l'article 2, constitutif de la CGT, disant :

La CGT groupe, en dehors de toute école politique, tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat(...)

Le congrès considère que cette déclaration est une reconnaissance de la lutte des classes qui oppose, sur le terrain économique, les travailleurs en révolte contre toutes les formes d'exploitation et d'oppression, tant matérielles que morales, mises en œuvre par la classe capitaliste contre la classe ouvrière.

Le congrès précise, par les points suivants, cette affirmation théorique. Dans l'œuvre revendicatrice quotidienne, le syndicalisme poursuit la coordination des efforts ouvriers, l'accroissement du mieux-être des travailleurs par la réalisation d'améliorations immédiates, telles que la diminution des heures de travail, l'augmentation des salaires, etc. ; mais cette besogne n'est qu'un côté de l'œuvre du syndicalisme : il prépare l'émancipation intégrale qui ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste ; il préconise comme moyen d'action la grève générale et il considère que le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera

dans l'avenir le groupement de production et de répartition, base de réorganisation sociale.

Le congrès déclare que cette double besogne quotidienne et d'avenir découle de la situation des salariés qui pèse sur la classe ouvrière et qui a fait à tous les travailleurs, quelles que soient leurs opinions ou leurs tendances politique ou philosophiques, un devoir d'appartenir au groupement essentiel qu'est le syndicat.

Comme conséquence, en ce qui concerne les individus, le congrès affirme l'entière liberté pour le syndiqué de participer, en dehors du groupement corporatif, à telles formes de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander, en réciprocité, de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe au dehors.

En ce qui concerne les organisations, le congrès décide qu'afin que le syndicalisme atteigne son maximum d'effet, l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organisations confédérées n'ayant pas, en tant que groupements syndicaux, à se préoccuper des partis et des sectes qui, en dehors et à côté, peuvent poursuivre en toute liberté la transformation sociale."

□ La Charte d'Amiens de 1906 votée à une écrasante majorité transforme la méfiance en dogme, affirmant l'indépendance complète du syndicalisme à l'égard des partis, ce qui en termes clairs vise la SFIO, née l'année précédente, mais rend les anarchistes prisonniers de leur conquête, puisque toute propagande libertaire leur est désormais interdite.

□ Les succès du socialisme ne désarment pas la CGT et malgré les espoirs de Jaurès — "le syndicalisme s'élargit naturellement en socialisme" — le syndicalisme répète sa méfiance dans le socialisme politique, parce qu'il est politique, notamment en 1912 dans la déclaration solennelle "d'indépendance absolue, totale, à l'égard des partis et des sectes" des secrétaires de la CGT, Griffuelhes et Léon Jouhaux : c'est "l'Encyclique", dit emphatiquement le mouvement ouvrier.

□ Les conséquences de cette séparation absolue sont simples à énumérer. Pour le syndicalisme, c'est la crispation sur des positions abstraites et le sectarisme ouvriériste qui pousse au ghetto la classe ouvrière. Pour les socialistes, c'est l'impossibilité de compter sur l'adhésion massive des syndiqués et la nécessité de recruter chez les petits bourgeois. Les cartes électorales montrent que la SFIO s'est implantée surtout dans les régions de tradition de gauche, où elle n'est pas considérée avant tout comme un parti ouvrier, mais comme le prolongement plus hardi du radicalisme. Le socialisme français sera affadi, mais l'isolement ne mettra pas le syndicalisme à l'abri de la scission, on s'en apercevra en 1920.

□ C'est qu'il subsiste des tendances minoritaires à la Belle Époque, au moins les guesdistes, comme à la Fédération du Textile et dans le Nord, sensibles à l'exemple des Trade Unions britanniques et favorables à la SFIO, et les réformistes, comme à la Fédération du Livre d'Auguste Keufer (1851-1924, secrétaire général 1884-1920), d'accord avec les anarchistes quant à l'indépendance syndicale. Dans le Pays noir apparaît un autre type encore de syndicalisme, "proche du groupe de pression professionnel" (A.Dewerpe) et appuyé sur les députés-mineurs comme le célèbre Émile Basly.

□ Trois raisons expliquent l'intransigeance syndicale.

- Le mouvement ouvrier a été animé initialement par des ouvriers de haute culture rêvant de créer un monde nouveau, sans exploitation de l'homme par l'homme

- il n'a jamais été que le fait d'une minorité, quelques centaines de milliers de syndiqués pour plusieurs millions de travailleurs, faiblesse typiquement française. En 1911, la CGT a moins de 700 000 membres, soit 7 % des salariés, alors que 11 % des salariés italiens sont syndiqués, 25 % des anglais, 28 % des allemands : comme tout mouvement de minorité, justifié ici par le

thème des "minorités agissantes", le syndicalisme français penche tout naturellement vers l'extrémisme.

- Une dernière raison est le refus total et obstiné du patronat de reconnaître le fait syndical, d'où l'emploi de toutes les méthodes pour se débarrasser des organisations syndicales.

□ Une forme très particulière de mouvement ouvrier fut en conséquence celle des syndicats de collaboration de classes, dits "jaunes" parce qu'on avait consolidé de papier collant de cette couleur les vitres brisées d'un local et que la fleur de genêt fut prise comme insigne. Le véritable départ en était les mouvements de "briseurs de grèves" des années 1898-1903, et le plus important regroupement fut opéré par Pierre Bietry au début de 1904 et financé par l'industriel Japy, Bietry devenant même député de Brest en 1906.

□ Une autre forme de syndicalisme, promise à former en 1919 une seconde confédération syndicale, la CFTC, est le syndicalisme chrétien, appuyé sur les encycliques pontificales et le christianisme social, et présent pour le moment surtout parmi les employés des grandes villes (voir + haut). Le 1er congrès synd. chrétien en 1903 seulement ; l'Union des Syndicats chrétiens est constituée en 1905 seulement.

□ programme 1919 de la CFTC : voir polycopié

c) Les grèves

□ Mais au total l'ouvrier et l'ouvriérisme durcissent le mouvement syndical à la Belle Époque : aux grèves de toute une ville — Fougères, Armentières (1903) —, aux grandes grèves des mineurs en 1906 et des postiers en 1909, durement réprimées par Clemenceau, succède celle des cheminots en octobre 1910, réduite par Briand. Pour 890 grèves en 1900, il y en a 1 087 en 1904, 1 354 en 1906, 1 517 en 1910.

□ Elles sont plus longues, font partie du paysage quotidien de la Belle Époque, et on remarquera que les cartes postales ne les ignorent pas, à la différence des actualités cinématographiques : c'est qu'elles sont l'occasion de la concrétisation de la solidarité entre travailleurs de toute la France (subsides, "soupes communistes", etc.). L'arrêt de travail s'accompagne le plus souvent de manifestations, avec un rituel : femmes portant le plus souvent le drapeau et enfants en tête, suivis fréquemment par des musiciens. Le 1er mai apparaît comme un avant-goût du "grand soir", le syndicalisme mord sur les fonctionnaires, chez qui il est illégal, et il est gagné de plus en plus par pacifisme et internationalisme. Encore au congrès de 1913 la CGT préconise le refus du service militaire en cas de guerre.

- toujours M.Perrot (voir MTF3), mais aussi S.Sirot ²⁵⁹

- grève est entrée dans l'univers familier des ouvriers, dans son 3e « âge » (S.Sirot distingue l'âge de l'interdiction et de la répression, jusqu'en 1864, puis l'âge de l'intégration, où la grève devient un fait social en voie de banalisation, jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, puis l'âge de l'institutionnalisation, après 1945)

- c'est l'« âge d'or » de la grève, de 1864 à 1945, un « horizon conflictuel » (S.Sirot), avec un ritualisation et une régulation

- durée moyenne des grèves augmente

- périodes de croissance économique voient les grèves se multiplier ; les ouvriers peuvent attendre le moment propice

- temps forts de 1880-1882, 1888-1890, 1906 (apogée : 474 000 grévistes), 1910

- temps de repli : 1883-1886 et 1908-1910

- une relative médiatisation, pour les grèves les + spectaculaires

²⁵⁹ S.Sirot, *La grève en France : une histoire sociale (XIXe-XXe siècle)*, Odile Jacob, 2002, 306 p.

- des violences encore : l'ingénieur Watrin est défenestré à Decazeville en 1886
- les femmes et les immigrés « s'installent » au cœur de la grève
- des manifestations de chômeurs, ce qui n'est pas la même chose : une 50ne de 1883 à 1889 ²⁶⁰
- 1906 : grève des mineurs après Courrières
- 1908 : grèves de Draveil et Villeneuve-Saint-Georges (4 morts)
- 1909 : grève des PTT, qui inquiète beaucoup, d'autant que *La Guerre sociale* invite ses lecteurs à saboter les lignes téléphoniques et télégraphiques et tient une chronique intitulée « Les exploits de Mlle Cisaille »
- 1910 : grande grève des chemins de fer, brisée par A.Briand
- grandes grèves-paniques de la Belle Époque : voir *Belle Époque*

□ des grèves originales c. celle de Mazamet en 1909 :

* délainage (séparation de la laine des cuirs de moutons), mégisserie (on dit « tannerie » pour les bovins)

- toisons venant d'Australie et Nouvelle-Zélande, d'Amérique latine, d'Espagne, etc. Exportations vers Grande-Bretagne, États-Unis, Allemagne, Russie, etc.

* patronat protestant novateur (des « rép. de progrès »)

* prolétariat catholique très conservateur votant en masse pour le baron Reille, adhérent en masse au syndicat « jaune », méfiant vis-à-vis du progrès

>>> un conflit de pouvoirs, où les clivages soc. et politiques ne se recouvrent pas, étudié par Rémy Cazals *Avec les ouvriers de Mazamet dans la grève et l'action quotidienne. 1900-1914*, Maspero, 1978, 350 p., réédition, Clef-89, 1995, 270 p. ²⁶¹

* mais fondation d'un syndicat ouvrier 1903

* grève 1909, massive, longue (plusieurs mois), avec présence sur place de Victor Griffuelhes, envoi des enfants hors de la ville, victorieuse

* L'importance de cette grève des délainiers tient à sa durée — quatre mois —, au rôle de Griffuelhes, qui l'observa sur place, à sa remarquable organisation — soupes communistes, exode des enfants, tournées de propagande, puissant soutien extérieur, etc. — et à sa conclusion victorieuse.

* pour aller plus loin : texte photocopié ²⁶²

- grèves 1917

- grèves 1919-1920

- grèves de 1936

- grève générale du 30 nov. 1938

- grèves d'août 1944

²⁶⁰ La plus importante, celle de Paris, 9 mars 1883, à Paris, des Invalides à la place Maubert. 20 000 personnes, pillage de quelques boulangeries, arrestation des meneurs, dont Louise Michel et Émile Pouget.

²⁶¹ Rémy Cazals a d'abord soutenu, en 1974, une thèse de IIIe cycle, dirigée par Rolande Treppe et consacrée au mouvement ouvrier au début du XXe siècle dans la première ville industrielle du Tarn et la capitale mondiale du délainage. Puis il en a repris le texte pour l'édition : Maspero publia le livre en 1978 dans la collection du Centre d'histoire du syndicalisme. Entre-temps, R.Cazals s'était fait connaître pour ses recherches d'histoire orale et avait entrepris d'élargir son propos. Il édita, toujours chez Maspero, d'abord, en 1981-1982, *Les carnets de guerre de Louis Barthas* et *Les carnets de guerre de Gustave Folcher, paysan languedocien (1939-1945)*, puis, en 1983, *Les révolutions industrielles à Mazamet. 1750-1900*, et il soutint une Habilitation à la direction de recherches en histoire, consacrée aux ouvriers de Mazamet. Aujourd'hui, il réédite avec de fortes augmentations et révisions, par les soins du Comité Liberté-Égalité-Fraternité de Carcassonne, son tout premier livre.

²⁶² extrait du P.Karila-Cohen & B.Wilfert dir., *Leçon d'histoire sur le syndicalisme en France*, PUF, 1998, coll. "Major", 472 p., p. 79.

- quasi absence de grèves 1944-1947

d) La surexploitation des travailleuses et les luttes syndicales

□ La surexploitation :

- les salaires féminins continuent à être inférieurs (d'1/3) à ceux des hommes ⇒ position de pouvoir de l'homme au sein du « ménage »
- les conventions collectives négociées après les accords Matignon officialisent les doubles grilles
- usure au travail ⇒ les employeurs recherchent de jeunes femmes
- grossièretés, harcèlement, droit de cuissage
- salaire d'appoint de la prostitution occasionnelle
- pauvreté plus grande à la retraite

□ Femmes et syndicalisme :

- loi du 12 mars 1920 donne aux femmes le droit d'adhérer à un syndicat sans l'autorisation maritale ⇒ progression de la syndical. féminine
- grosse majorité à la CGT et à la CGTU, plus ouverte aux femmes et aux revendications féminines (cf. Marie Guillot, secrétaire générale de la Fédération de l'Enseignement, puis secrétaire confédérale de la CGTU 1922>>>)
- Jeanne Bouvier à la CGT
- femmes syndiquées nombreuses après 1936
- à la CFTC, presque la moitié de femmes, surtout parmi les employés (paradoxe puisque le christianisme social mène combat pour la femme au foyer !)

□ F.Chaignaud, *L'affaire Berger-Levrault : le féminisme à l'épreuve (1897-1905)*, Presses universitaires de Rennes, 2009, 267 p., bien résumé dans *Rh 19. Revue d'histoire du XIXe siècle...*, 2010/1, pp. 165-167 :

* Le 5 novembre 1901, les ouvriers typographes de l'imprimerie Berger-Levrault à Nancy font grève pour exiger une augmentation des salaires

* La direction décide de faire appel, pour remplacer les grévistes, au Syndicat des Femmes typographes, créé en 1899 et depuis rejeté par la Fédération du Livre

* une 15ne d'ouvrières partent pour Nancy, en exigeant d'être payées au tarif revendiqué par les grévistes

* au bout de deux mois, les grévistes obtiennent satisfaction sur les salaires mais la direction garde les ouvrières >>> des ateliers mixtes avec égalité des salaires !

* les hommes, qui considèrent ces femmes comme des « sarrazines », obtiennent en 1902 l'exclusion du Syndicat des Femmes typographes de la Bourse du Travail de Nancy pour « jaunisme »

* le Syndicat des Femmes typographes porte l'affaire devant les tribunaux, qui font annuler cette exclusion

* >>>> une confrontation entre syndicalisme et féminisme, avec argumentaire des deux côtés

e) L'apport original de P.Karila-Cohen (au jury !) et B.Wilfert ²⁶³

□ dans la décennie 1890 :

- env. 400 000 syndiqués en France
- les bourses du travail remplissent trois fonctions :

²⁶³ P.Karila-Cohen & B.Wilfert, *Leçon d'histoire sur le syndicalisme en France*, PUF, 1998, coll. "Major", 472 p.

* aider les chômeurs à retrouver un emploi, notamment par l'octroi du *viaticum*, une somme d'argent qui leur permet de voyager à travers la France pour proposer leurs services

* favoriser les grèves en offrant les locaux aux comités de grève et en soutenant financièrement les grévistes

* éduquer par bibliothèques et cours

- nuance de l'idée fondamentale selon laquelle le syndicalisme français est révolutionnaire, faible et autonome : le syndicalisme des bassins miniers est comme en Grande-Bretagne et en All. habitué à la négociation et au contrôle de la main-d'œuvre

- j'ajoute, nuancant mes *Débuts* et ma *Belle Époque*, que dans le textile du Nord les ouvriers ne distinguent guère syndicalisme et socialisme

□ Belle Époque :

- syndicalisation multipliée par trois et étendue à des catégories nouvelles

- le révolutionnaire anarchisant Gustave Hervé mène la CGT à la crise et consomme le déclin de l'« illusion lyrique » syndicale : voir texte photocopié (venant des pp. 113-115)

□ notion d'encadrement social

□ un nouveau mutualisme : scannage Karila-Cohen, p. 46-47

4°) La Grande Guerre et la rupture de l'unité du mouvement ouvrier (1914-1921)

a) La Grande Guerre

□ La thématique de la « patrie en danger » est d'autant plus porteuse chez les ouvriers qu'un nationalisme ancré à gauche a constitué une spécificité du mouvement ouvrier français pendant tout le XIXe siècle : l'appel aux souvenirs révolutionnaires n'est pas négligé par Jouhaux dans son discours du 4 août 1914

□ globalement = échec du mouvement ouvrier et intégration à la nation

□ Zimmerwald et Kienthal en 1915 et 1916 :

- Sur initiative du parti socialiste italien, en septembre 1915, à Zimmerwald, près de Berne, 42 délégués socialistes (dont deux Allemands, Ledebour et Adolf Hoffmann, et deux Français, Bourderon et Merrheim) se réunirent et rédigèrent un manifeste demandant aux " prolétaires d'Europe " d'exiger la paix sans annexions ni indemnités de guerre. La SFIO et le SPD respectant l'Union sacrée, ce sont des dissidents ou des membres de la CGT française qui s'y rendent : Merrheim et Bourderon défendent les idées de la minorité pacifiste de la SFIO.

- Le manifeste, rédigé grâce à Trotski, condamnant la guerre, " produit de l'impérialisme " , saluant les " victimes innombrables de la guerre " , immolées " à l'esprit de conquête et à la rapacité impérialiste " , eut peu d'écho.

- Les Zimmerwaldiens se divisent d'ailleurs sur les conséquences à tirer. La " gauche zimmerwaldienne " préconise, derrière Lénine, une " guerre de masse contre la guerre " et la fondation d'une nouvelle Internationale, tandis que la " droite zimmerwaldienne " (dont les Français) souhaite seulement faire pression sur les gouvernements pour obtenir une " paix blanche " sans annexion ni indemnité. Le courant zimmerwaldien devait jouer un rôle important dans le développement des tendances pacifistes au sein de plusieurs minorités socialistes, dont la française.

- Une nouvelle conférence se réunit en avril 1916 à Kienthal, également près de Berne. Le manifeste qui en sortit préconisait le retrait des socialistes des gouvernements et le refus de tout crédit de guerre. Lénine, leader des socialistes russes, réfugié en Suisse, fut l'un des

animateurs de ces deux rencontres. Allant plus loin que la plupart des délégués et notamment le Français Merrheim, il préconisait la création d'une troisième Internationale.

□ la mobilisation économique permet à la CGT de remplir des fonctions nouvelles dans le cadre de l'Union sacrée :

voir les photocopiés ²⁶⁴

- transformation du travail pendant la GG : *idem*
- les deux innovations législatives majeures de l'immédiat après-guerre, conventions collectives et journée de 8 heures (1919) : voir le petit texte photocopié
- les grèves de 1919-1920 et leurs conséquences immédiates : voir pages photocopiées

b) La scission syndicale de 1921

- due aux mêmes causes que celle de Tours :
 - Léon Jouhaux a participé à l'Union sacrée (Comité de Secours national)
 - des " Comités syndicalistes révolutionnaires " pendant la guerre
 - une Internationale des Syndicats rouges est créée à Moscou en 1921
 - les communistes espéreront d'abord conquérir la CGT comme la SFIO
- Congrès CGT de Saint-Étienne en déc. 1921 :
 - les minoritaires fondent la CGTU
 - ils sont pro-comm., mais aussi anarchistes (la quitteront bientôt)
- la IIIe Internationale crée 1920 l'Internationale syndicale rouge (ISR). la CGTU y adhère
- il reste donc une CGT " réformiste " membre de la FSI (voir plus haut)

c) Une confédération chrétienne

- exemple des syndicats chrétiens belges réfugiés en France
- renfort massif de syndiqués d'Alsace-Moselle
- une CFTC se constitue en nov. 1919, avec 150 000 adhérents, dont 1/4 d'employés
- sa doctrine (art. 1 des statuts) se réclame toujours de l'encyclique pontif. *Rerum Novarum*
- méfiance des patrons et de la CGT. En 1924, le président du Consortium du Textile de Roubaix, Eugène Mathon, porta plainte à Rome contre CFTC
- Consortium de l'industrie textile de Roubaix-Tourcoing :
 - * création en 1919, convention collective de la même année, elle est dénoncée en 1921
 - * hostilité aux syndicats, même (surtout ?) chrétiens ; défense du « pré carré » des patrons
 - * devient corporatiste en 1922
 - * grosses controverses internes dans années 30
- Malgré les affinités, échec des tentatives d'accord entre JOC et CFTC après fondation JOC (1927)
- 500 000 adhérents en 1939
- adhère à la Confédération internationale des Syndicats chrétiens (CISC, naissance 1919)
- pour mémoire : naissance 1937 du SGEN, sans référence à l'article 1er des statuts CFTC sur les cartes, pour respecter principe de la laïcité

5°) Une première période de pluralisme syndical (1922-1935)

a) Vue d'ensemble

²⁶⁴ Viennent du P.Karila-Cohen & B.Wilfert dir., *Leçon d'histoire sur le syndicalisme en France*, PUF, 1998, coll. "Major", 472 p., pp. 128-135.

- question des effectifs :
- * méthodes de calcul : contrôler les données officielles par des indiscretions, exhumer des sources inédites, examen critique des données officielles, sondages personnalisés
- * ⇒ Trois notions à distinguer : adhérent, cotisant régulier, représentés (ou militants)
- les effectifs syndicaux : 2 400 000 début 1920 ; 1 300 000 fin 1920 ; 700 000 en 1922 (3 centrales) ; 1 400 000 en 1926, dont un peu + de la 1/2 pour la seule CGT
- le droit syndical est reconnu aux fonctionnaires par le Cartel des Gauches, et les synd. de fonctionnaires rejoignent la CGT en 1928

b) La CFTC

- préjugé contre elle (surtout dans milieux ouvriers) qu'elle fait le jeu du patronat
- et pourtant, elle s'associe à des grèves (ex. banques parisiennes en 1925) et même en déclenche dans les régions de forte implantation (surtout le Nord)
- ⇒ plainte des patrons catholiques auprès du pape Pie XI en 1924
- en 1929 (!), le Vatican tranche en faveur de la CFTC (!)
- programme :
- * pour intervention de l'État dans le domaine de la législation sociale et familiale, mais contre l'étatisme économique
- * contrôle quadripartite des entreprises d'intérêt public (État, employeurs, travailleurs, usagers)
- ne participe ni à la grève générale du 12 février 1934, ni au Front populaire
- 110 000 adhérents en 1919, 300 000 en 1936, 300 000 en 1945

c) La CGT

- elle participe aux org. internat. nouvelles, le BIT surtout mais aussi la SDN. Grand rôle de Léon Jouhaux, son secrétaire général (1879-1954, fils de Communard, ouvrier allumetier, SG CGT 1909-1947, prix Nobel de la Paix en 1951)
- elle demande en vain au gouvernement (de Bloc national !) de créer un Conseil national économique ⇒ elle crée son propre Conseil économique du Travail, qui élabore un programme :
- nationalisations des " monopoles " et des " services publics ", revendication tout à fait nouvelle pour le syndicalisme !
- conventions collectives
- contrôle ouvrier de l'embauche, de l'application des lois sociales, du licenciement
- la CGT prend des positions politiques :
- contre l'occupation de la Ruhr 1923
- favorise l'avènement du Cartel
- a largement inspiré la loi sur les assurances sociales de 1928
- grand changement : près de la moitié des membres des années 1930 sont dans le secteur public
- secrétaire général (1909-1940) : Léon Jouhaux (1879-1954)
- effort méthodique années 30 d'éducation ouvrière, org. par Ludovic Zoretti, prof. fac. Caen et secrét. de la Fédé. de l'Enseignement : Institut sup. ouvrier, Collèges du Travail
- CGT : 1 million de syndiqués en 1919, 1 600 000 en 1920, 4 millions en 1936-37, 3 800 000 en 1945

d) La CGTU

- fondée en déc. 1921, la CGTU, étroitement liée au PC, adhère à l'Internationale syndicale rouge (ISR) de Moscou
- Elle ne comprend pas seulement les syndicalistes liés au Parti communiste comme Monmousseau, Racamond ou Frachon, mais aussi des synd. rév. comme Pierre Besnard ou Pierre Monatte, qui se réclament de l'opposition traditionnelle au capitalisme, à l'État bourgeois et à la patrie, qu'ils accusent la CGT d'avoir abandonnée
- effort de recrutement et d'encadrement des revendications tourné surtout vers les OS et les manoeuvres, dont le nombre s'est beaucoup accru grâce à la guerre
- tactique de politisation de tout mouvement revendicatif ⇒ :
 - anarchistes se détachent de la CGTU : création 1926 " CGT syndicaliste-révolutionnaire " (audience dans la RP et la rég. lyonnaise)
 - retours à la CGT, à cause du principe de la stricte indépendance du syndicalisme, et malgré le réformisme de la CGT. Cas du groupe de la " révolution prolétarienne " de Monatte. Forment au sein de la CGT la tendance " Révolution prolétarienne "
 - ⇒ une CGTU de + en + communiste, mais de - en - forte !
- de 500 000 m. en 1922 à 200 000 en 1935 (et véritable " passoire ")
- dirigeants successifs : Monmousseau, Sémard, Racamond, Benoît Frachon (1892-1975, fils de mineur, mineur lui-même, SG CGTU 1933-1936)

6°) Réunification et deuxième scission du mouvement ouvrier (1935-1939)

Réunification évidemment partielle, puisque ne concernant pas la CFTC

a) Le mouvement ouvrier et la crise

- crise = chômage (1 100 000 chômeurs totaux, 12 % des salariés de l'ind., en incluant le chômage partiel), chute du pouvoir d'achat
- conséquences : pertes synd., xénophobie
- remèdes proposés : réd. semaine de travail (à 40 h), réformes de structure (sous l'influence, beaucoup + que du *New Deal* de Roos., de Henri De Man, cf. Plan du Travail du Parti ouvrier belge, déc. 1933) : nationalisations, limitées aux secteurs clefs (une forme d'intégration du synd. à la nation, évidemment condamnée par la CGTU), plans (CGT en oct. 1935, mais aussi CFTC)
 - quelques grandes grèves années 30, en dehors de 36. Ex. : Citroën du 29 mars au 3 mai 1933, dans une usine peu syndiquée, mais dans laquelle la CGTU va jouer un rôle décisif, et que le "groupe Octobre" ²⁶⁵ va égayer pendant deux mois par des saynètes et des chœurs corrosifs contre le « bordel capitaliste ». Demi-succès pour la grève.
 - grèves de 1936 : bien connues. Ajouter que la FSGT donne des exhibitions sportives
 - 1938. Avant même la grève du 30 novembre, un mouvement d'occupations d'usines (contre les décrets-lois Reynaud). "Renault joue les précurseurs en matière de répression. Depuis près de deux ans, son neveu et bras droit, Lehideux (futur ministre de Vichy), lui conseille, pour

²⁶⁵ Octobre est dans la filiation du Théâtre du Peuple, fondé à Bussang en 1895 par Maurice Pottecher. Le groupe O. est le fruit (août 1932) de la rencontre entre Jacques Prévert et une troupe théâtrale inspirée par le théâtre de Brecht et Piscator. Il s'agit de faire de l'*Agit-Prop*. Prévert peaufine les textes, parfois en une nuit, de manière à répondre à l'actualité (cf. *L'Avènement de Hitler*, joué dès le 31 janvier 1933). Maurice Baquet, Raymond Bussières, Roger Blin, Jean-Paul Le Chanois. Biblio. : M.Fauré, *Le groupe Octobre*, Christian Bourgois, 1977, 405 p.

accroître productivité et discipline, de recourir à des licenciements massifs. Assuré de l'appui gouvernemental, Renault fait évacuer, le 24 novembre, son usine occupée." (p. 115)
- des marches de la faim, la plus importante étant la marche Nord-Paris de novembre-décembre 1933

b) La réunification

□ causes gén. bien connues. Surtout, l'échec de la conquête des masses par la CGTU explique que, dans le cadre de la tactique des Front populaire, les dirigeants comm. aient considéré qu'une réunification syndicale répondrait mieux que l'isolement dans la CGTU à cet objectif prioritaire. Et c'est pourquoi commencent dès sept. 1934 les négociations qui aboutissent en mars 1936

□ conversations sept. 1934>>> CGT-CGTU :

- les " confédérés " redoutent d'être " noyautés "
- accélération avec la formation (14 juillet 1935) du Front populaire

□ unité réalisée sur trois bases (précautions de la CGT) :

- reconstitution de la " vieille maison " et non nouv. conf.
- indép. du syndicalisme proclamée dans nouveaux statuts
- liberté pour chaque syndiqué d'avoir toute opinion en dehors du syndicat

□ unité consacrée par le congrès Toulouse de mars 1936 :

- les ex-confédérés représentent $\cong 2/3$, les ex. " unitaires " $\cong 1/3$ (1 000 000 adhérents au total)
- Jouhaux secrét. général
- sur 6 secrétaires adjoints, 2 sont des ex. " unitaires " (Frachon et Racamond), 4 des ex-confédérés (dont René Belin)

c) Le mouvement ouvrier et le Front populaire

□ CGT et grèves du printemps, CGT et accords Matignon : voir la base. M.Thorez, le 11 juin 1936: " Il faut savoir terminer une grève "

□ afflux syndical de 1936 :

- 2,5 millions de synd. à la CGT en juin, 5 millions en décembre
- surtout au profit de l'ind. privée, des fédérations contrôlées par les ex. " unitaires " (de + en + nombreuses, d'ailleurs)
- CFTC aussi progresse

□ conséquences :

- trois tendances à la CGT :

- * les ex. " unitaires ", dirigés par Frachon
- * une " droite " anticommuniste (René Belin, Dumoulin ; Delmas et Zoretti, de l'Enseignement). Organe : *Syndicats*
- * un " centre ", arbitrant, avec Jouhaux, Robert Lacoste (Fédé. des Fonctionnaires), Christian Pineau (Fédé. des Employés), etc.

- poids des nouveaux problèmes :

- * la guerre d'Espagne (le problème de l'intervention divise la CGT)
- * amorce d'un syndicalisme des cadres, très à droite : constitut. 1937 de la Confédération des syndicats professionnels français, animée par des militants ou sympathisants Croix de Feu, recrutant surtout parmi les cadres et les représentants

d) Le syndicalisme après 1936

- reflux considérable des effectifs, au-dessous du million de membres de mars 1936
- imp. des probl. ext. (cf. Munich)
- grève manquée du 30 nov. 1938 : décidée en principe contre les décrets-lois Paul Reynaud, voulue surtout par les communistes, et contre Munich et Daladier
- division grandissante : *Syndicats* et la tendance Belin renvoient dos à dos nazisme et stalinisme
- entrée en guerre & entrée des Soviétiques en Pologne ⇒ les comm. sont exclus de la CGT le 25 sept. 1939. Mais, comme le gouvernement a prononcé la dissolution de toutes les org. comm. les ex-unit. sont condamnés à la clandestinité (ou à l'incarcération, comme Racamond et Sémard)
- la deuxième période d'unité n'a duré que 3 ans

7°) Occupation et nouvelle réunification syndicale (1940-1946)

a) Le syndicalisme et Vichy

- Belin accepte dès l'été 1940 le portefeuille Production ind.-Travail. Il demeure secrétaire d'État au Travail >>> 18 avril 1942
- L'accession de l'ex-leader de la tendance Syndicats de la CGT, René Belin, au ministère de la Production industrielle et du Travail, intervient dans un contexte de démoralisation syndicale. Lui-même avait songé à abandonner ses responsabilités à la CGT au printemps 1940, mais la guerre ne lui avait pas laissé le temps de réaliser ce projet. Il est appelé par Laval à Vichy le 12 juillet (notoriété, anticommunisme et option munichoise) et accepte la charge ministérielle qu'on lui propose. Il compose son équipe d'anciens cégétistes de la mouvance Syndicats.
- la CGT, le 20 juillet 1940 :
 - * abandonne le vieux but de la " disparition du salariat et du patronat "
 - * se propose de déf. le travail, la famille (évidemment centrale, mais ce n'est pas une immense nouveauté) et la prospérité nationale !
 - * ⇒ elle réclame une place dans le nouveau régime, auquel elle propose sa collaboration
- mais Vichy dissout toutes les conféd. syndicales le 9 nov. 1940; ainsi que la CGPF (Patronat), le Comité des Forges, etc.
- ⇒ désormais, les syndicalistes sont face à Vichy, i. e. :
- * Charte du Travail (4 oct. 1941) ²⁶⁶, créant des syndicats uniques (par catégories) et obligatoires. Hostilité générale, évidemment
- * problèmes généraux, comme le STO
- le STO: voir polycopié (d'après G. & S. Berstein, *Dictionnaire historique de la France contemporaine*, Complexe, tome I)
- inspection médicale du travail (administrative) instituée : un projet de pilotage par l'expertise, « l'affectation biologique de la main-d'œuvre » (*sic*)

b) Les deux rapprochements

- manifeste du 15 novembre 1940, signé par 3 CFTC & 9 confédérés :
 - CFTC : Zirnheld (prés.), G. Tessier (secr. gén.), etc.
 - CGT : Pineau, Lacoste, Louis Saillant, etc., tous de l'ex-centre

²⁶⁶ Biblio. : J.-P. Le Crom, « *La profession aux professionnels* : la loi du 4 octobre 1941 sur l'organisation sociale des professions, dite Charte du Travail », dans J.-P. Le Crom dir., *Deux siècles de droit du travail.. L'histoire par les lois*, Éditions de l'Atelier, 1998, 288 p., pp. 143-163.

- le texte énumère 6 principes généraux pour " repenser le syndicalisme ". En substance, la CGT consent à reconnaître la souveraineté de l'État et à accepter le pluralisme syndical, la CFTC consent à accepter l'anticapitalisme
- ce manifeste n'est pas clandestin, mais il est le point de départ d'une action clandestine :
- * un Comité d'Études syndicales et économiques (pour le statut du syndicalisme)
- * entrée en Résistance, surtout dans Libération-Nord. Des chrétiens dans la Résistance, avec rôle particulier des syndicalistes chrétiens (Yvon Morandat, Robert Lacoste). Georges Bidault, 2e pr. du CNR
- Accord du Perreux (17 avril 1943) :
 - après juin 1941, syndicalistes comm. tentent un rapprochement avec la CGT (toujours dirigée par Jouhaux), en tant que centrale (pas même type de rapprochement, donc)
 - après la déportation de Jouhaux en Allemagne (avril 1943), accord clandestin du Perreux (17 avril 1943), qui annule la " scission " de 1939
 - un bureau conféd. avec 5 ex.-conféd. et 3 ex.-unit.
 - réunif. des Unions départementales et des Fédé. avec les mêmes proportions qu'en 1939

c) Les syndicats pendant la période du Gouvernement provisoire (1944-1946)

- au CNR :
 - Louis Saillant (ancien ouvrier sculpteur sur bois) représente la CGT et Tessier la CFTC
 - le programme de 1944 subit l'empreinte du syndicalisme (plan, nationalisations, participation des travailleurs, etc.)
 - ⇒ une influence + grande qu'au sein du Front populaire !
 - remarques sur la CFTC :
 - * Gaston Tessier représente la CFTC à la réunion constitutive du CNR, le 27 mai 1943
 - * G. Bidault, 2e président CNR, catholique, avait été un des premiers adhérents du SGEN, puis avait été membre du Syndicat des journalistes de la CFTC
- CGT & CFTC jouent un rôle dans la Libé. : appel en faveur de la grève générale du 18 août 1944
- liquidation de Vichy :
 - CGT et CFTC recouvrent leurs biens (ce n'est pas le cas de la CGPF !)
 - " épuration syndicale "
- afflux des adhésions : 5 millions de synd. à la CGT fin 1945, 700 000 à la CFTC
- les idées et les hommes du syndicalisme sont au pouvoir :
 - idées : cf. les nationalisations
 - hommes : Assemblée consultative, députés Constituante, ministres (Ambroise Croizat, min. du Travail, Marcel Paul, min. de la Prod. ind., Robert Lacoste, idem, Christian Pineau, 3 min. diff., etc.)
- unité ou pluralisme ? :
 - la CGT envisageait une unif. intégrale du syndicalisme
 - mais naissance de la CGC, et la CFTC refuse la fusion en sept. 1944 et en sept. 1945
 - les premières élections des administrateurs de la SS (24 avril 1947) : gros échec pour la CGT, qui n'obtient que 59 % des voix, contre 26 % à la CFTC (le reste à d'autres listes)
 - ⇒ triomphe l'idée selon laquelle chaque famille spirituelle tend à avoir son syndicat ouvrier comme son parti politique ⇒ problème d'une CGT où les comm. sont de + en + importants !
- progrès de la syndicalisation catégorielle : fausse voie de l'organisation des groupes socioprof. sous le G.P. :

- Offices profess. entièrement contrôlés et dirigés par l'État (créés fév. 1945 sous forme corpo. : patrons et synd.; dissous avril 1946)
- il en subsiste la Conf. Gén. de l'Agriculture, dominée par les socialistes, qui regroupe tous les org. relatifs au monde agricole
- mais la FNSEA (voir + loin), + à droite que la CGA, entraîna la mise en sommeil de cette dernière. D'ailleurs les socialistes perdent le ministère 1947 avec remaniement min. Ramadier
- >>> les véritables progrès de la synd. catég. sont venus de la CGC, du CNPF, de la FNSEA, de l'UNEF et du CID-UNATI

□ le CNPF et le syndicalisme des cadres : voir photocopiés

□ espoirs de la Libération et désillusions :

- réunif. CGT 1943
- > 5 M adhérents CGT 1945
- CFTC refuse fusion avec CGT mais accepte unité d'action
- certes naissance CGC 1944, mais beaucoup cadres à la CGT ou CFTC
- appel des syndicats en faveur du relèvement pays
- rôle dans GP (Marcel Paul, min. de la Prod. ind., est de la Féd. des électriciens), comités d'entreprise, dans SS, mais seulement 1958>>> dans ASSEDIC

□ la scission de 1947 :

- un dynamisme en faveur de la CGT et des communistes : la majo. des nouveaux venus à la CGT sont en leur faveur
- ce que traduit dès mars 1945 la nouvelle proportion au sein du bureau confédéral : 4/4 au lieu de 5/3
- retour de Jouhaux en mai ne suffit pas à rétablir l'équilibre
- >>> tactique : gagner du temps (pense à un reflux communiste)
- au congrès d'avril 1946, comm. ont 80 % mandats des 5,5 M de m.
- Jouhaux groupe autour de l'hebdo. *Force ouvrière* ceux qui refusent la "colonisation communiste"
- la CGT et les grèves de 1947 : voir base ou cours IVe
- condamnation plan Marshall par CGT nov. 1947
- échec des grèves ne produit pas immédiatement reflux escompté
- les amis de Jouhaux décident scission (19 déc.) :

* encouragée par États-Unis (AFL, par intermédiaire d'Irving Brown, l'apôtre US des "syndicats libres")

* mais une partie des non-comm. (cf. Louis Saillant) décident de rester CGT

* = 3e scission, mais cette fois-ci les communistes restent maîtres de la maison et du sigle

- la scission amène une chute des effectifs, qui se prolonge pendant toute la durée de la IVe et frappe toutes les centrales

- Unification 1945 de l'ISR et de la FSI en une Fédération syndicale mondiale (FSM), qui éclate en 1949

- Après cette scission, la FSM est dominée par les centrales syndicales des pays socialistes et elle constitue un instrument au service de la politique étrangère de l'URSS

- secrétaire général FSM : Louis Saillant, de 1947 à août 1968 (condamnation de l'intervention soviétique en Tchécoslo. & infarctus)

- Après la scission de 1949, AFL, CIO et TUC créent la Confédération internationale des Syndicats libres (CISL)

IV. LES CAPITALISTES FRANÇAIS DE LA 2^E RÉVOLUTION INDUSTRIELLE OU DE LA "2^{DE} INDUSTRIALISATION" (V. 1880-1946)

- C'est la "maturité" (Palmade) du capit. fr.
- À la grande bourgeoisie d'affaires, s'agrège une frange des prof. lib. : grands chirurgiens, notaires aux grosses charges, maîtres du barreau (cf. Waldeck-Rousseau), etc.

1.°) Les conséquences du démarrage de la seconde industrialisation

a) Généralités

- Large mythe du petit entr. fr., conservateur, lent à moderniser son outillage, ne voulant compter que sur lui-même et sa famille, mythe largement soutenu et dév. par l'historien américain David. S.Landes
- importance des investissements fr. à l'étranger
- imp. dans colo. :
 - cf. J.Ferry : "La politique colo. est fille de la politique ind."
 - une "dynamique colo." (L.Bergeron)
 - raison : le "groupe de pression ind. et maritime" (A.Teulière) au sein du parti colo.
- Bien que largement imbriquées, aristocratie et grande bourgeoisie révèlent encore des traits distinctifs. C'est un thème littéraire en vogue, d'ailleurs, que de les souligner : *Les Affaires sont les affaires*, pièce d'Octave Mirbeau, met en scène un spéculateur grossier qui tente de dépouiller un noble de province, criblé d'hypothèques, à la fois de son fils et de son château.
- la méritocratie des Écoles joue désormais à fond : une "technostructure", un "patronat salarié", "managérial", mais nuances aux "chances du talent" :
 - patronat a perçu la nécessité de s'adjoindre ces compétences
 - seuls un petit nombre d'ingénieurs sortent des classes moyennes, et la filière d'ascension sociale qui leur est offerte leur fait oublier peu à peu leur origine
 - seuls un petit nombre d'ing. réussissent à entrer dans les conseils d'administration⇒ une intégration patronale plutôt qu'une conquête du patronat

b) Concentration

- *A priori*, l'expansion économique capitaliste en période de seconde industrialisation devrait s'accompagner d'une concentration des structures de l'industrie française. Le secteur avait été dualiste au XIX^e siècle, on le sait : encore en 1896 le recensement des industries prouve que sur 100 "établissements industriels", 83 ont moins de 5 salariés et 1,3 seulement plus de 50, ces grosses usines employant 40 % de la main-d'œuvre du secondaire.
- Jusqu'en 1906 le pourcentage de main-d'œuvre employé dans les grosses usines stagne plutôt et la petite entreprise résiste bien.
- Toutefois, la situation est très diverse, selon les activités : on ne s'étonne pas de constater une forte concentration dans les mines, la sidérurgie ²⁶⁷ et la métallurgie ou encore la dispersion dans les domaines de l'alimentation et du travail du bois, des cuirs et des peaux, mais le textile est plus concentré que l'industrie chimique. La taille des hauts fourneaux et leur capacité de production continuent de croître, jusqu'à 250 tonnes par jour en 1913 pour

²⁶⁷ Où triomphent la fonte au coke, l'acier, l'acier Martin, les alliages, la Lorraine... Les derniers hauts fourneaux au bois disparaissent à la Belle Époque.

cette dernière. Ajoutons que dans la seconde partie de la décennie, on voit partout le mouvement de concentration se produire ou s'accélérer.

□ Il est peu surprenant d'assister à un net mouvement de concentration des structures.

- Le cas le plus évident est celui de la sidérurgie, qui connaît à la Belle Époque trois types de regroupement.

* Le premier est le "syndicat", qui n'est pas une concentration au niveau des moyens de production eux-mêmes, mais un puissant moyen de pression sur le mouvement ouvrier, le gouvernement et la politique. Ainsi agirent l'Union des Industries métallurgiques et minières, constituée en 1900 autour du vieux Comité des Forges (rien à voir avec le tableau de Sisley, *La forge à Marly-le-Roi*, 1875, belle scène pré-industrielle, avec rougeolement et outils), et le Comptoir d'exportation des fontes (1905).

* Le second type est le cartel, entente maintenant les prix, et donc les profits pour les industriels.

* Le dernier est le trust, très grosse société ayant opéré une concentration verticale ou horizontale (voire les deux), cas de Schneider (déjà cité) et de De Wendel. Un autre cas important fut l'industrie chimique, qui présente désormais de grosses sociétés, comme Saint-Gobain, Kuhlmann ²⁶⁸, la Compagnie d'Alais et de Camargue, futur Pechiney, qui tire des dérivés du sel des marais salants et l'aluminium de la bauxite et noue en 1912 une entente avec la Société d'électro-chimie, futur Ugine, pour former le cartel de l'aluminium français.

□ Le "groupe" existe donc en France en 1914.

□ Enfin, les cartels, qui ne sont pas des concentrations mais des ententes, se multiplient (charbonnages du Nord dès 1901, etc.) et les sociétés françaises participent davantage à la constitution de cartels internationaux (aluminium en 1901, acier en 1904, etc.).

□ Après 1896, la France va donc pouvoir rattraper une partie de son retard sur les nations industrielles de pointe, l'idée de "retard" étant d'ailleurs obsessionnelle depuis les saint-simoniens du premier XIXe siècle.

c) Modernisation du capitalisme français

□ L'idée la plus largement répandue fait du capitaliste français "un gagne-petit, un fils de paysan prudent et thésaurisateur, un rentier de fait ou en puissance, sans audace ni envergure, comparé à ses voisins allemands ou à ses homologues américains" (R.Girault).

□ Le capitalisme bancaire se perfectionne.

- intérêt + grand porté par les banques à l'ind., particulièrement dans cas de la sid. lorraine, et de l'ind. alpine prod. et utilisatrice d'électricité

- la spéculation immobilière est désormais surtout le fait des banques (qui ont constitué leurs soc. immob.) et des soc. d'assurances, qui font construire des centaines d'immeubles "de rapport", dans le NW de Paris, par ex.

□ remarques sur le paternalisme ²⁶⁹ :

- nécessaire à cause de :

* la gestion de la main-d'œuvre demeure un problème à cause de la Grande Dépression (réduction des effectifs), de la Belle Époque (déficit de main-d'œuvre)

²⁶⁸ Ex. de la société fondée par un... professeur de chimie, Frédéric Kuhlmann (1803-1881), Alsacien qui fonde des usines dans le Nord, à l'origine d'une société puissante (20 augmentations de capital entre 1916 et 1930) jusqu'au premier choc pétrolier (nationalisée en 1982).

²⁶⁹ D'après J.-C.Daumas, « Les politiques sociales des entreprises en France. 1880-1970 », dans H.Fréchet dir., *Industrialisation et sociétés en Europe occidentale de 1880 à 1970*, Éditions du temps, 1997, 224 p., pp. 105-125.

- * la volatilité de la main-d'œuvre : les ouvriers qualifiés sont mobiles, les moins qualifiés peuvent, lors des bonnes conjonctures « résister » en changeant d'entreprise
- * idéologisation du paternalisme par Le Play et ses disciples
- un relatif désenchantement à partir du SE, mais aussi paternalisme de combat, à la Schneider, désir de contrôle total chez certains
- la Première Guerre Mondiale est un véritable laboratoire social

2°) La grande bourgeoisie & les trois "pouvoirs" de Jean Lhomme

Le pouvoir politique a été en bonne partie perdu, tandis que se maintiennent pouvoir économique et pouvoir social.

a) La perte du pouvoir politique

- Comme l'a montré Jean Lhomme (*La grande bourgeoisie au pouvoir (1830-1880)*, PUF, 1960), la grande bourgeoisie a subi à son tour le sort qu'elle avait infligé, un demi-siècle plus tôt, à l'aristocratie, et elle a perdu la suprématie politique
- mais cette perte a été beaucoup moins complète et rapide qu'on ne le crut sur le moment, car la bourgeoisie conserva de solides moyens de défense et ne se disposa pas à abdiquer.
- Contemporain de la victoire définitive des républicains en 1879-1880, ce déclin fut particulièrement net en matière de pouvoir exécutif, mais des personnalités bienveillantes à l'égard de la grande bourgeoisie se glissèrent parfois dans les gouvernements, et Maurice Rouvier habile à écarter la menace de l'impôt sur le revenu.
- Dans le domaine du pouvoir législatif, si la grande bourgeoisie n'a pas réussi à maintenir longtemps ses représentants au Sénat, qui a rapidement recruté dans le milieu spécialisé des politiciens républicains ayant fait de la politique une profession, à la Chambre le recul n'a été que lent dans les trois premières décennies. Toutefois la crise des "Q.M." a montré une réelle démocratisation du corps des députés et l'histoire fuit le déterminisme simple : si chacune des catégories sociales avait été politiquement homogène, la situation de la haute bourgeoisie eût été au Palais-Bourbon déterminante, car il eût suffi qu'elle fit bloc avec la noblesse pour arrêter toute mesure législative dangereuse. Mais cette homogénéité n'existait pas en son sein — c'est un de ses membres, Caillaux, qui fit aboutir, mais après avoir tergiversé, l'impôt sur le revenu — et c'est plus d'une influence que d'un rôle prépondérant qu'il faut parler.
- Le maintien de l'emprise sur les grands corps administratifs a une très grande importance, à cause de l'instabilité ministérielle : hauts fonctionnaires, grands techniciens, conseillers des ministres orientent la politique économique de la France.
- Des raisons internes simples ont joué en faveur du maintien de l'influence politique : la formation des jeunes gens, la culture, les capacités, etc. Une première raison externe est que ses adversaires n'ont jamais su ou voulu désigner clairement la grande bourgeoisie aux électeurs comme l'ennemi à écarter ; joua à la Belle Époque la crainte du progrès du socialisme et de la subversion sociale, qui conduisit républicains modérés et même radicaux à appeler à l'union de tous les propriétaires, comme quand on brandit le spectre de l' "inquisition fiscale" contre l'impôt sur le revenu. D'autre part les adversaires ont cru qu'une victoire politique suffisait, et rendait inutile l'application du programme radical d' "abolition des monopoles". Ainsi le rachat des Chemins de fer de l'Ouest en 1908 ne fut qu'un moyen de faire supporter par les contribuables les conséquences de la gestion déplorable de la compagnie. Cette nationalisation du déficit était parfaitement admissible par la grande

bourgeoisie, dont les adversaires ne remirent jamais sérieusement en cause ce qui faisait l'essentiel de sa puissance, son pouvoir économique.

□ Ernest Mercier : voir polycopié. Y ajouter qu'il était revenu très impressionné par les réalisations soviétiques d'un voyage en URSS, et prêt à soutenir contre Hitler ne alliance avec le « diable »

b) Maintien du pouvoir économique

□ Celui-ci se maintient et se développe en dépit de la cartellisation et de la constitution des "groupes" (ou grâce à elles ?).

□ Bien des dynasties ont survécu : les de Wendel, les Schneider

□ des pionniers surgissent, comme Marius Berliet et Louis Renault, mais pas du néant, des ingénieurs deviennent industriels de l'automobile (*idem*) ²⁷⁰, la méritocratie des Écoles joue, des types de patronats existent, tels le patronat paternaliste du textile du Nord qui marie affaires, famille (Dansette, Descamps, Motte, Prouvost, Tiberghien, etc.) et religion (catholique et puritaine) ou le patronat féru de ses devoirs de générosité chrétienne, incarné par exemple par Jules Siegfried, 1837-1922, député puis sénateur du Havre jusqu'en 1897 ²⁷². Des reconversions prospèrent, comme celle des Decauville, par l'émergence des capacités de salariés, un patronat "managérial" apparaît, mais les "chances du talent" sont numériquement limitées et seuls quelques ingénieurs réussissent à entrer dans les conseils d'administration.

□ Quant à la richesse, des signes sont autant d'annonces et de début de réponses : depuis les années 1880, s'il subsiste parmi les plus grands patrimoines français un nombre appréciable de noms évocateurs de la vieille noblesse, donc des revenus de la très grande propriété foncière, une avance est prise par les très grands fortunes représentatives du capitalisme moderne.

- Dès 1875 le sidérurgiste du Creusot Eugène Schneider, fils de ses œuvres puisque son père était un simple notaire lorrain, laisse en mourant une trentaine de millions de francs, en 1892 le sucrier Jules Lebaudy 220 millions.

- Déjà le capitalisme français a eu ses collectionneurs (les Rothschild, les Pereire...) et ses mécènes : visitons le musée Guimet — fondé par Émile Guimet, industriel lyonnais intéressé par la composition d'oratorios et les civilisations asiatiques qui fonda en 1879 à Lyon un musée, qui fut transporté à Paris en 1888 — et lisons (au Louvre ou au Musée d'Orsay) les cadres des tableaux légués... ⇒

c) Le pouvoir social

□ Le pouvoir social de la grande bourgeoisie — qui aime les châteaux, restaurés ou modernes, et les villégiatures et qui a été admirablement peinte par Jean Béraud (1848-1935) — n'est plus aussi dominant qu'au début de la III^e République, mais la presse est

²⁷⁰ P.Fridenson, "Une industrie nouvelle : l'automobile en France jusqu'en 1914", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1972, pp. 557-578

²⁷¹ Rappel : La filature Motte-Bossut de Roubaix est un véritable « château-fort » industriel, qui deviendra un site usinier tombé en déshérence puis le Centre des Archives nationales du Monde du Travail, avec une très grande richesse nationale, dans tous les domaines, y compris le sport. J'ajoute qu'à Lille l'ancienne filature du Blan-Lafont, rénovée en 2009, accueille Euratechnologies, pôle des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

²⁷² C'est le père d'André Siegfried. Cette famille cotonnière venait de Mulhouse. J.S. mène une activité sociale multiforme et inlassable. Il était très influent au sein de l'Alliance démocratique.

encore bien contrôlée, la grande presse "apolitique" étant un véhicule du conformisme, de la soumission à l'ordre établi, financé par la grande bourgeoisie et garant de ses intérêts.

□ Par contre, l'Université lui est étrangère et elle s'en méfie... Les grands courants intellectuels de pensée avaient été très largement extérieurs à la grande bourgeoisie à la fin du XIXe siècle, aussi accueille-t-elle avec faveur la réaction anti-positiviste et anti-scientifique des premières années du XXe siècle. Les "femmes du monde" se pressent aux cours de Bergson au Collège de France, le succès des romans de Paul Bourget est assuré, la haute bourgeoisie se détourne de la Raison, qu'elle avait célébré au début du XIXe siècle, du Progrès, qui devient dangereux parce que pouvant servir d'autres classes sociales dont elle redoute l'ascension.

□ D'où un revirement à l'égard de la religion, l'Église semblant apporter une garantie d'ordre et un cachet d'honorabilité. Les Inventaires ont vu des manifestants huppés, un mariage à Saint-Honoré-d'Eylau ou à Saint-Philippe-du-Roule constitue un brevet de mondanité très recherché.

□ catholicisme social (Paul Benoist d'Azy, 1830-1898, Léon Harmel, René de La Tour du Pin, Albert de Mun, *Rerum Novarum*, a largement gagné : une Confédération française des Professions (1926), un Centre des Jeunes Patrons (1938, président-fondateur : Jean Mersch, 1911-1989). Marc Sangnier avait dit : « On ne peut avoir la république dans la société tant qu'on a la monarchie dans l'entreprise. »

□ A.Maurois. Bernard Quesnay :

* A.M. né à Elbeuf en 1885

* résumé : En 1919, dans une petite ville normande, Bernard Quesnay, héritier d'une dynastie de filateurs, revient de guerre. Remis en face de ses responsabilités de chef d'entreprise après la mort de son grand-père (obsédé du travail), il abandonne sa maîtresse, son esthétisme, la capitale, etc.

* une société en nom collectif

* rivalité du grand-père avec un autre industriel

* demandes d'augmentation des ouvriers face à la « vie chère »

* le travail industriel (ouvriers et patrons) est décrit (« métiers » : « l'antique hiérarchie des métiers »),

* une grève, avec ses meneurs, ses stratégies, son préfet médiateur (et l'hostilité d'A.M. !)

* B.Q. se veut patron moderne, mais en définitive il ne vit que pour l'usine

* il reconnaît en définitive que « les ouvriers sont de braves gens »

* la conjoncture, les stocks, les débouchés

* aphorisme MTF : « Les hommes croient tout conduire, mais c'est le travail qui les mène. »

3°) Les nuances conjoncturelles

a) La modernisation du capitalisme industriel français à la Belle Époque.

1896-1914. Ou aller >>> 1920

□ Arrivent aux commandes une nouvelle génération de banquiers, dont le type est Louis Dorizon, directeur de la Société générale de 1896 à 1913 ; Henri Germain, le fondateur du Crédit lyonnais, fait figure d'ancêtre avant de mourir, en 1905.

□ Biblio. : R.Girault, "Pour un portrait nouveau de l'homme d'affaires français vers 1914", *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, juill.-sept. 1969, pp. 329-349

□ Les placements à l'étranger se développent et, en leur sein, les formes proprement capitalistes (achats d'actions) priment au détriment des formes anciennes (souscriptions

d'emprunts publics) ; les actions sont émises par des sociétés étrangères ou des groupes français, et nous avons vu le gouvernement français intervenir pour soutenir Poutilov, dominé par Schneider et la BUP, en 1914.

□ En conséquence, à côté de l'image traditionnelle d'un capitalisme rentier et malthusien, s'affirme celle d'un capitalisme dynamique et audacieux, celui de véritables "entrepreneurs", "qui voyagent, qui cherchent à dépasser les concepts nationalistes dominateurs, au nom de l'Internationale des affaires, *l'Internationale émancipatrice*, s'écrit l'un d'eux lors d'une conférence prononcée à l'École libre des Sciences politiques en 1913 [...]". R.Girault ajoute : "l'investissement direct occupant une place plus large dans l'exportation des capitaux témoigne des tendances volontaristes des capitalistes français, de leur esprit d'entreprise."

□ renouveau du patronat français :

- La Belle Époque va faciliter les ascensions sociales de gens venus à l'industrie ou promus dans leur entreprise, des ingénieurs sortis de Polytechnique ou de l'École Centrale, ou encore des Écoles des Arts et Métiers (3 nouvelles entre 1900 et 1912), donnant satisfaction à ceux qui pensaient que l'avènement d'un capitalisme moderne allait assouplir les rigidités et bousculer les hiérarchies en créant un grand "carrefour social", faisant se rencontrer les compétences de l'artisan, de l'inventeur, du "capitaine d'industrie" et celles du bailleur de fonds, au fond les "commandités" et les "commanditaires" ?

b) Un exemple : l'automobile à la Belle Époque

□ Grâce aux travaux de Patrick Fridenson ²⁷³ et d'autres, nous connaissons l'histoire de l'âge d'or de cette industrie de pointe, qui n'a eu qu'à se surimposer sur la structure industrielle ancienne, faite de petites unités. Le dynamisme de l'industrie automobile française en a fait de 1890 à 1904 la première du monde, le pays restant le premier exportateur mondial jusqu'en 1914 et le premier producteur européen jusqu'en 1930.

□ Louis Renault (1877-1944), dont les méthodes furent étudiées de fort près par Ford, incarne le type du grand patron de choc, "entêté et autoritaire", pour qui la conquête du marché des taxis — en 1909, les deux tiers des taxis parisiens et la moitié de ceux de Londres sortent des usines de Billancourt — fut décisive, moins toutefois que l'évolution de la demande globale.

□ Dans le même temps, les titres rapportent beaucoup à leurs détenteurs, une action Panhard de 10 000 F qui donnait 800 F de dividende en 1899 rapporte 5 000 F en 1904, soit à peu près 77 000 F d'aujourd'hui ! Il n'y a donc aucune tentative de concentration financière, à la différence des États-Unis, et les origines socioprofessionnelles des constructeurs sont assez variées, puisant dans les anciennes dynasties industrielles reconverties (Peugeot, bien sûr), la moyenne bourgeoisie urbaine, l'aristocratie, les ouvriers mécaniciens et les artisans modestes (cas de Marius Berliet, petit-fils de canut lyonnais qui débute avec deux ouvriers) ²⁷⁴, sans oublier les Écoles et la méritocratie, qui ont fourni André Citroën (Polytechnique), Emile Levassor, René Panhard et plusieurs Peugeot (Centrale).

²⁷³ P.Fridenson, *Histoire des usines Renault*, tome I (1898-1939), Seuil, 1972, 358 p., "Les Usines Renault", dans la Documentation photographique n° 6013, *Patrons et Ouvriers...*, P.Fridenson, "La bataille de la 4CV", *L'Histoire*, n° 9, P.Fridenson, "Une industrie nouvelle : l'automobile en France jusqu'en 1914", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 1972, pp. 557-578, P.Fridenson, *La 4CV au Salon de l'Auto. 1946*, Documentation Française, coll. "Les Médias et l'événement", 1988, P.Fridenson, "L'industrie automobile : la primauté du marché", *Historiens & Géographes*, mars-avril 1998, pp. 227-242

²⁷⁴ Cf. B.Angleraud & C.Pellissier, *Les dynasties lyonnaises. Des Morin-Pons aux Mérieux, du XIXe siècle à nos jours*, Perrin, 2003, 830 p.

- l'auto. offre des possibilités d'asc. soc. : cf. firmes Rochet-Schneider et Berliet à Lyon (la 1ère est créée par un garçon sorti à 14 ans de La Martinière et qui travaillait dans l'atelier de son père, artisan constructeur de bicyclettes, la 2de par un canut autodidacte, qui dévorait ouvrages et revues techniques)
- mais ne pas exagérer : Renault est un centralien manqué, Citroën est sorti de Polytechnique, Levassor, Panhard et Peugeot de Centrale...

c) Le courant moderniste des années 20

- pendant la Première Guerre mondiale, certains veillent à la transf. du succès milit. en victoire éco. Un livre paraît en 1917 sur *Les méthodes allemandes d'expansion éco.* Une Asso. nat. d'exp. éco. se crée en 1915 pour organiser des ententes offensives.
- la Première Guerre Mondiale : les « profiteurs de guerre », les « marchands de canons ». Ex. littéraires : plusieurs dans l'œuvre de Jules Romains, ainsi Haverkamp dans *Verdun*
- influences années 20 :
 - arrivée à maturité du tournant taylorien apparu à la Belle Époque (cf. Dewerpe p. 110)
 - création SARL 1925
 - courant moderniste US (tournée de conf. d'ing., discours d'Hoover, secr. État au Commerce, ouvrages de Ford, traduits en 1926, voyages aux États-Unis, missions d'études des ing. fr., etc.)
 - importation de brevets, de machines
 - engouement pour le fordisme, le taylorisme, etc. Grand mot : l'OST
- conséquences :
 - reconstructions d'usines (Renault, Citroën, etc.), selon le fordisme
 - courant de rationalisation (cf. création de l'AFNOR en 1926)
 - des "capit. d'ind.", hors du commun, comme André Citroën, ruiné par la Crise, qu'il a eu la superbe d'ignorer
- nuances :
 - permanence du courant "familial", du pouvoir d'un homme et de sa parenté

4°) Affaires et politique

a) Trois attitudes

- condition fondamentale :
 - L'autorité du chef d'entreprise se double de celle de l'homme politique
 - le 1er se sent assez sûr de lui pour s'engager directement dans arène politique
 - le 2d met tout son crédit au service des intérêts éco.
 - cf. ici encore Eugène Schneider
 - ⇒ polémiste (Auguste) Chirac 1880 : "Dieu puissant ! Qui donc arrachera la République aux mortelles étreintes de ces vampires ?"
 - ⇒ les "dynasties bourgeoises" d'E. Beau de Loménie
- 1ère attitude : le "ralliement" en 1815, 1830, 1848, etc. : des palinodies successives
- 2e : politique de la manipulation :
 - cf. Laffitte dont l'hôtel fut pendant les 3 Glorieuses le QG d'une révolution dont l'insurrection popul. assurait de son côté la victoire dans les rues (auprès de lui : Casimir-Périer, Benjamin Delessert, etc.)
 - parfumeur Coty et les ligues

- la synarchie des années 30, dont équipe "X-Crise", qui rassembla des Polytechniciens, écœurés par l'incapacité des hommes politiques à sortir leur pays de l'ornière où il s'embourbait

□ mais **en 1848, la peur sociale avant tout :**

- château des Rothschild à Suresnes, une filature à Reims, sont incendiés en février

- la Commiss. du Lux.

- l'insurr. de juin

- les démoc-socs

- le coup d'État, après coup présenté comme un moyen de défense X subversion soc.

⇒ rôle capital sous Second Empire (*cf.* noms de Morny, Fould, Baroche, Rouher, etc.) ⇒ les dirigeants sont sensibles aux réalités éco.

⇒ une politique réact.

b) Le ralliement à la République

□ **peur** constamment à l'horizon, et amplifiée par la Commune

□ la solution transitoire de Thiers, puis la rép. modérée des "fondateurs de la III^e République" sont les solutions les + conformes aux vœux des milieux d'affaires

□ rôle du "groupe Féray" (AN 1871 >>>), animé par le magnat ind. d'Essones et groupant ind. représentants à l'AN

□ l'**attitude pragmatique** conduisant à têt se rallier à la République, comme Henri **Germain**, le fondateur du Crédit Lyonnais et député du Centre gauche qui mourra en 1905

- capitalisme prudent, hostile aux "extraordinaires"

- libéral suspect lors du 2 déc. !

- élu 1869 député de l'Ain X candidat off.

- Thiers ne lui pardonne pas un projet d'impôt sur ... le revenu

- salon du faubourg St Honoré, fréquenté par Gambetta et Renan

□ X la rép. des ducs et les "notables"

□ mais évidemment les capit. sont un repoussoir pour l'idéologie radicale et surtout l'idéol. socialiste. *Cf.* le mythe des 200 familles

c) Une diversité politique

□ sensible à **tous les échelons**. *Cf.* patronat du Nord : les Masurel sont réact., mais Alfred Motte est rép.

□ options patronales s'inspirent des traditions politiques locales plus que de la défense d'intérêts éco. spécifiques

□ **quels engagements politiques ?**

- les très grands (*cf.* les Rothschild ²⁷⁵) n'en ont pas besoin

- mais beaucoup d'hommes d'aff. croient utile d'être Conseiller général, maire, voire député

cf. Jules Siegfried, quoiqu'immigré récent au Havre, enlève l'avantage aux grandes

familles cath. de l'aristo. bourgeoise autochtone, et est successivement adjoint au maire

(1870-1874), Conseiller général (1877-1895), maire (1878-1886), député puis sénateur (1885-1899)

²⁷⁵ L.Bergeron, *Les Rothschild et les autres... La gloire des banquiers*, Perrin, 1991, 204 p.

- À l'exception de Louis Loucheur, peu d'industriels deviennent hommes politiques, c'est la remarque fondamentale de Jean-Noël Jeanneney ²⁷⁶, qui cite une formule d'Albert Thibaudet dans *La République des professeurs* (1927) : « Il n'est pas d'exemple en France qu'un grand industriel ou un grand commerçant ait pris figure d'homme d'État. »

- les houillères, la sidérurgie, offrent beaux ex. de mainmises vigoureuses du patronat / leviers de cde :

* 3 générations de Schneider au Creusot XIXe s. (rôle d'Eugène au CL 1867 >>>)

* cf. thèse de J.-N. Jeanneney / F. de W.

* le Cartel fit voter 1926 une loi prévoyant la publication au début de chaque législature de la fortune des parlementaires et de la liste des soc. dont ils étaient administrateurs. Sénat repoussa !

⇒ le capit. fr. s'est consolidé c. oligarchie dirigeante et a considérablement freiné la démocratisation effective des régimes (en dépit de celle des institutions)

- certains partis sont tout particulièrement proches des milieux d'affaires : cas de l'Alliance démocratique dans l'entre-deux-guerres

d) Les groupes de pression

□ instrument de prédilection : constituer des groupes de pression comme le Comité des Forges apparu en 1864,

- le régime représentatif considéré de + en + comme une courroie de transmission encombrante

- comités locaux et régionaux

□ Union des Intérêts économiques 1910, qui diffuse la fameuse affiche 1919

□ CGPF 1919 dev. CGPF 1936 Voir le polycopié

□ action en faveur du protectionnisme, mais un grpe de pression en sens inverse 1879 >>> rôle très imp. de Pouyer-Quertier, des filateurs normands, des sucriers

5°) L'exemple (mythique ?) du Comité des Forges et l'UIMM

- CF fondé 1864, 1^{er} président : Eugène Schneider. Successeurs : un de Wendel, Xavier Reille, un autre de Wendel, 2 noms moins connus

- évidemment illégal, mais bien sûr toléré

□ Né en 1864 (1^{er} président : Eugène Schneider), étudié pour l'entre-deux-guerres par Jean-Marie Moine ("Le Comité des Forges pendant l'entre-deux-guerres. Contre-mesures au mythe d'un groupe de pression croque-mitaine", pp. 169-192 de Jean Garrigues dir., *Les groupes de pression dans la vie politique contemporaine en France et aux États-Unis de 1820 à nos jours*, Presses universitaires de Rennes, coll. "Carnot", 2002, 314 p.)

□ deux autres publications, qui avaient fait date :

J.-N. Jeanneney, *François de Wendel en République. L'argent et le pouvoir (1914-1940)*, Seuil, coll. "L'Univers historique", 1976, 670 p., compte rendu dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juill.-sept. 1978, présentation dans *L'Information historique*, mai-juin 1977, pp. 487 & suiv., réédition, Perrin, 2004, 672 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, avril 2005, p. 311, mai 2006, pp. 348-349

J.-N. Jeanneney, *L'Argent caché. Milieux d'affaires et pouvoir politique dans la France du XXe siècle*, Fayard, 1981, 364 p., réédition coll. "Points" (Seuil), 1984, 306 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, février 1983, p. 712.

²⁷⁶ J.-N. Jeanneney, *L'Argent caché. Milieux d'affaires et pouvoirs politiques dans la France du XXe siècle*, Fayard, 1981, 364 p.

- Poids souvent exagéré, malgré sa grande capacité d'intervention dans la sphère du politique et un véritable état-major, la Commission de Direction, réservée aux représentants des sociétés sidérurgiques et métallurgiques
- un Secrétaire général qui joue un rôle actif de *lobbyman*
- façons d'intervenir: contacts dans les ministères, avec les commissions parlementaires, les journalistes, dîners annuels offerts à un ou des hommes politiques
- les causes de faiblesse:
 - divisions et contradictions internes:
 - * petites et grosses sociétés
 - * sociétés bénéficiant du coke allemand à bas prix et les autres
 - la concurrence des autres groupes de pression, ind. du textile, céréaliers, chambres de commerce, etc.
- principal jugement: « On discute, on parle, on écrit, on se plaint, ou on se congratule, on déjeune ou on dîne et on croit qu'on a fait quelque chose » (p. 180, c'est moi qui souligne)
- exemple principal de faiblesse: l'intervention dans la Ruhr, que le Comité des Forges ne réussit pas à éviter, et, d'une manière plus générale, la politique allemande de la France dans les années 20
- Le patronat de la métallurgie et l'État, 1901-1945: Cf. D.Fraboulet, "Le patronat de la métallurgie et l'État, 1901-1945", dans J.Garrigues dir., *Les groupes de pression dans la vie politique contemporaine en France et aux États-Unis de 1820 à nos jours*, Presses universitaires de Rennes, coll. "Carnot", 2002, 314 p., pp. 193-206 ²⁷⁷
- création en 1901 de l'UIMM, avec participation du CF, dans contexte de lutte contre les Conseils de Travail (voir autres cours) mis en place par Millerand, contre le projet de délégués d'ateliers du même Millerand, et de façon à être plus combatifs que le Comité des Forges ²⁷⁸
- présidents et secrétaires généraux (Robert Pinot, Alfred Lambert-Ribot...) ont des contacts étroits avec le monde politique. Par ex. Robert Pinot était l'ami d'enfance de Joseph Caillaux et Raymond Poincaré (cf. biographie dans le dossier biographique), Alfred Lambert-Ribot a des contacts amicaux avec Léon Blum. Autres ex. : Jacques Lenté, président à partir de 1937, est un proche de Pétain, Pierre Pucheu, secrétaire d'État à la Production industrielle à partir de 1941, avait fait partie du Conseil de l'UIMM. Au fond, des réseaux.
- pendant Première Guerre mondiale, Robert Pinot, président des deux (!) joue le rôle officieux de ministre de l'Armement et mène un énorme effort de rationalisation
- François de Wendel président du CF de 1918 à 1940 : forte opposition de la gauche, qui le caricature. En fait affrontements internes très nombreux
- dissolution 1940
- des relations permanentes avec les municipalités
- Alfred Lambert-Ribot (voir plus haut), vice-président en 1936 à la fois du Comité des Forges et de l'UIMM, est à l'origine de la rencontre qui devait donner les accords Matignon (d'ailleurs par la suite reproché aux accords d'avoir été décidés par les « métallurgistes » sans l'accord de la base patronale). Les accords Matignon sont d'ailleurs typiques : il s'agit de sauvegarder des intérêts

²⁷⁷ On peut ajouter : D.Fraboulet, *Quand les patrons s'organisent : stratégies et pratiques de l'Union des Industries métallurgiques et minières, 1901-1950*, Presses universitaires du Septentrion, 2007, 370 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2008, pp. 262-263

²⁷⁸ Biblio. : D.Fraboulet, *Quand les patrons s'organisent : stratégies et pratiques de l'Union des Industries métallurgiques et minières, 1901-1950*, Presses universitaires du Septentrion, 2007, 370 p., c'est un CD.

6°) Vie et vertus domestiques

rôle des correspondances, à titre de sources

a) Travail

- Julien Bessonneau, ind. Angers : "Savoir travailler ! Voilà la noble et grande chose ! Voilà le salut pour tous, pour nous tous !"
- à la fois principe unificateur des rapports salariés-patronat, règle de vie personnelle et valeur opposée au loisir doré de l'aristo. terrienne
- conséquence de la concurrence et de la recherche du profit
- éthique de l'effort permanent chez un ind. "premier et dernier à l'usine" ⇒ ex. donné à ceux qui peuvent être de "petits capit."
- credo brutal d'un patron de combat c. Henri Schneider, en faveur du "capit. qui aboule la forte somme"
- lutte anti-synd. et synd. "jaunes"
- dans certains, c. celui d'Alfred Pechiney, le travail est tout l'horizon mental de l'ind. excellent h. d'aff., patron tatillon et borné qui n'a guère d'autres horizons que l'ind. chimique ⇒ un code moral mettant à l'honneur le travail et une éthique de l'effort permanent 279

b) La famille

- liée au travail, car l'entreprise est un patrimoine à transmettre, et aussi parce que la maison est fort proche de l'usine et de l'entrepôt
- c'est d'abord la femme, épouse et mère, qui au début a aidé à conduire l'entreprise (pas toujours : Louise Jay oui, Mme Boucicaut non), qui le fait à nouveau si elle est veuve trop tôt (fils trop jeune)
- surveillance éducation jeunes enfant, tâches domestiques, bonnes œuvres
⇒ éducation stricte des enfants. Cf. H.Germain qui cloître ses filles et impose à son fils un précepteur qui ne le quitte pas avant sa majorité ! Études religieuses surtout pour rejetons patronat du Nord
- famille patriarcale, imbriquée dans soc. patriarcale, dirigée par grande bourgeoisie. Famille = gage d'indép. financière. Mais famille nucléaire, modèle de la famille bourgeoise qui convient particulièrement bien à l'exigence de rassemblement des forces et de continuité qui sont celles du patronat

c) Société

□ la "société" :

- liens sociaux avec d'autres familles
- réjouissances principalement dominicales dans cadre de la maison ou de maisons amies
- ⇒ = addition de familles
- sphère de relations particulièrement étroite (et régionale) dans le cas de la grande bourgeoisie du Nord (cf. les Motte)
- habitude précoce des vacances (bains de mer par ex.)
- une politique matrimoniale :
 - très urbaine, peu interurbaine, dans cas du patronat du Nord, cf. le Ravet-Anceau
 - de véritables stratégies familiales

279 Quand il va « chez les sauvages » (dans la Maurienne, visiter son usine principale), il part de Lyon à 5h30, fiacre, train, 4h30 de discussion avec les cadres, 2h de repas, train, fiacre, et retour à 23h.

des dynasties appartenant à un secteur profess. donné développent leurs alliances avec d'autres milieux prof. et édifient des réseaux de parentés entrecroisées

d) Religion et morale

□ imp. de la religion :

- tradit. catholiques (*cf.* Nord), fortement marquées par conceptions salésiennes & protestantes (*cf.* Alsace) ⇒ mythe éthique des sociétés anglo-saxonnes
- des milieux "réglés", à la charité bien "ordonnée"

□ une morale de l'austérité :

- morale à l'usage de soi, de sa famille, mais aussi de ses collaborateurs : M & Mme Pechiney veillent strictement sur la vertu de leurs cadres célibataires. Mme les marie volontiers, et il vaut mieux pour eux ne pas se dérober aux projets qu'elle nourrit à leur intention !
- mais l'austérité, pieusement décrite dans les mémoires et les hagiographies, se heurte, au bout de quelques générations, à l'argent : accumulation de fortunes ind. considérables (J.-F. Cail meurt 1871 en laissant 42 millions de francs, Jules Lebaudy 220 millions de francs en 1892) ⇒ tentation d'affirmer, par l'étalage du luxe et la mondanité de la vie, que l'ind. a définitivement cessé d'être le parent pauvre du banquier et du grand négociant (c. au XVIIIe siècle) ⇒

□ habitation :

cf. hôtels et villas des Mulhousiens, les châteaux anciens (Alfred Sommier achète château de Vaux-le-Vicomte 1875, le chocolatier Menier rachète celui de Chenonceau ²⁸⁰) ou nouveaux (ceux de l'architecte René Hodé en Anjou)

□ résidences secondaires, loisirs, collections

- celles des Rothschild, des Pereire ²⁸¹, des Delessert ²⁸², sont célèbres
- Mme André, née Jacquemart, cède par testament les siennes en 1912 à l'Institut
- une boulimie d'appropriation qui dérive chez beaucoup dans la manie de la coll.

□ mécénat :

- donations au Louvre (⇒ musée d'Orsay)
- Émile Guimet, ind. "social" de Lyon compose des oratorios et même un opéra (!), s'intéresse (de + en +) aux civil. asiatiques (c'est un grand voyageur), fonde un musée, que Jules Ferry vient inaugurer 1879, qu'il transporte à Paris 1888, et il l'ouvre à de multiples conférenciers, comme l'égyptologue Georges Maspéro
- au contraire, la vente des meubles et bibelots accumulés par Péchiney dans sa villa d'Hyères "ne révéla pas que des chefs-d'œuvre", de l'aveu d'un biographe bienveillant (J. Gignoux, *Histoire d'une entreprise française*, 1955)

Conclusion du 3° :

Cette garantie de stabilité est un supplément à l' "ordre capitaliste" (L. Bergeron), depuis un siècle fondé sur l'appareil conceptuel du libéralisme qui sert à la grande bourgeoisie pour jouer le rôle de corps intermédiaire entre l'État et les citoyens, l'entreprise étant devenue une institution garantissant l'ordre.

CONCLUSION DU IV

²⁸⁰ Il appartient toujours à sa famille.

²⁸¹ G. Fargette, *Émile et Isaac Pereire. L'esprit d'entreprise au XIXe siècle*, L'Harmattan, 2001, 324 p.

²⁸² S. de Coninck, *Banquiers et philanthropes. La famille Delessert (1735-1868) aux origines des Caisses d'Épargne françaises*, Economica, 2000, 197 p.

- diversité de la soc. capitaliste
- div. géogr. aussi (et des îlots de pauvreté et d'archaïsme acapitalistes : Corse, Cantal, etc.)
- histoire du dynamisme de ces entrepreneurs qui s'appuient sur la tradit. familiale mais bientôt se recruteront parmi les ingénieurs, puis deviendront des technocrates salariés, issus des grandes écoles, renouvelant ainsi la classe dirigeante
- percée sociale de l'ind., car les formes les + hautes d'un capit. + tradit. (banque et grand négoce) avaient, littéralement, déjà conquis leurs lettres de noblesse
- l'enrtr. familiale et indiv. est toujours vivace dans des secteurs entiers de l'ind.
- notabilité, mais valeurs propres
- & question sociale propre >>> 1936 ou 1940
- prolongement chrono. : cf. Paul Ricard, Marcel Dassault ²⁸³, Bouygues, etc.

²⁸³ Cf. Cl.Carlier, *Marcel Dassault*, Perrin, 1992

V. TYPES ET EXEMPLES (géographiques) DE MTF DU 2RE ET DE LA 2^E RI

1°) Métiers et industries

a) Le mineur, toujours

- Parmi une biblio. considérable : Diana Cooper-Richet, *Le Peuple de la nuit. Mines et mineurs en France, XIXe-XXe siècles*, Plon-Perrin, 2002, 441 p., nombreux articles dans la *Revue du Nord*.
- la « découverte » de Decazeville commence à être exploitée en 1892
- point central de :
 - la q. du recrutement de la main-d'œuvre par les « compagnies » : immigrés (Italiens, toujours, Kabyles et Chinois de la Première Guerre Mondiale, Polonais, Marocains,
 - débuts de la mécanisation du fond après la Première Guerre Mondiale : haveuses, marteaux pneumatiques généralisés,
 - rationalisation et déqualification : système Bedaux = la besogne de l'ouvrier est « scientifiquement » décomposée en points-minutes (la quantité de travail que doit effectuer en une minute un « ouvrier moyen ») ; pour ceux qui dépassent, ou au contraire n'atteignent pas les soixante « unités Bedaux » à l'heure, sont prodiguées primes ou pénalités
 - Mais derniers chevaux dans les mines : années 50
 - nouveautés culturelles : gymnastique, sport, métissage culturel, syndicalisation, politisation, culture de masse, toutes une littérature minière a suivi *Germinal* (Camille Lemonnier, « le Zola belge », par ex.), mine s'inscrit dans le réalisme communiste français (A.Stil, *Le mot mineur, camarades*, 1949), des mineurs poètes, le plus célèbre étant Jules Mousseron (né 1868 à Douai)
 - les contestations :
 - violence parfois, cf. la défenestration de l'ingénieur Watrin à Decazeville en 1886 (immense retentissement)
 - drame de Courrières : voir *Belle Époque*
 - députés-mineurs : Émile Basly, fondateur de la Chambre syndicale des mineurs du Nord (1883), député socialiste 1885>>>, maire de Lens 1900>>> ; Arthur Lamendin député Béthune 1892-1920 (sa mort), Jean Jaurès bien sûr, bien que pas mineur
 - une « explosion syndicale de l'entre-deux-guerres » (DCR) : grandes grèves, CFTC aussi,
 - grèves Seconde Guerre mondiale, cf. le « Montez des collines, descendez des collines... », mais des collaborateurs et une épuration à la Libération. Grande grève de 1948
 - propagande fin des années 1940 pour devenir... mineur : voir polycopié
 - Sécurité sociale minière
 - R.Trempé. Les trois batailles du charbon (1936-1947). La Découverte. 1989. 256 p. :
 - traits communs, dès les lendemains Première Guerre Mondiale : nécessité d'augmenter la prod. nationale, de moins importer de charbon et de coke, critique des vieilles compagnies (faibles investissements, faible rendement, etc.) >>> idée de la nationalisation
 - 1^{ère} bataille au lendemain Front populaire : enquêtes, revendications d'étatisation, perspective de la guerre, manque de main-d'œuvre : il faut résoudre la question du logement
 - 2^e pendant l'Occupation : pénurie, ponctions allemandes, grande grève anti-allemande de 1941 dans le Nord-Pas-de-Calais (27 mai-10 juin), réprimée par les Allemands, grèves du printemps 1942 et de l'automne 1943 dans le bassin de Saint-Étienne d'abord puis dans toute la France, problème de la fixation de la main-d'œuvre, dont les deux moyens de résistance principaux sont l'absentéisme et la grève

- 3^e à la Libération (où les grèves sont nombreuses) : pénurie, la politique anglo-saxonne exclut les réparations allemandes, problème de main-d'œuvre : il faut recruter à l'étranger et utiliser les prisonniers de guerre. Statut des Mineurs (1946) : durée de travail et congés payés sont définis, avec récupération des avantages de 1936. Comment élever durablement le rendement ?

- C.Vaillot. Mineur de Montceau-les-Mines. Mémoires L'Harmattan, 1997, 266 p. :

* Petit-fils et fils de mineur, né en 1917, quitte à l'école à 11 ans, pour devenir commis de ferme puis entrer à la mine : tri du charbon, puis « descend »

* À 19 ans, il est le plus jeune mineur du bassin de Blanzey

* CGTU, PCF, Résistance

- En 1882, alors que Jules Guesde dénifrait la Fête nationale du 14 Juillet, les mineurs de Montceau-les-Mines, que leur direction voulait contraindre à travailler cxe jour-là (et à chomer le 15 août !), réagirent avec violence en saccageant des presbytères et en renversant des statues religieuses, ce qui était leur manière de montrer qu'ils s'étaient appropriés la fête nationale...

b) Des « aristocrates » (?) : les Travailleurs du Livre ²⁸⁴

□ ouvriers imprimeurs

□ souci précoce de l'apprentissage, des conditions d'hygiène (saturnisme, benzolisme)

□ tradition d'une grande combativité chez les ouvriers imprimeurs, avec organisation progressive >>> Fédération du Livre en 1881, avec :

- une réglementation poussée de l'aide apportée aux grévistes

- lutte pour la diminution de la journée de travail, à 9 heures (obtenues en 1906)

- Keufer (*cf. comm. de la Charte d'Amiens*)

- lutte contre la vie chère fin Première Guerre Mondiale

- grèves de 1919

- scission syndicale de 1922 : une fédé. « unitaire »

- réunification de 1934

c) La sidérurgie

- Le procédé anglais Thomas & Gilchrist (1879) garnit les parois d'un convertisseur d'un revêtement basique (X procédé Martin, *cf. MTF-3*), ce qui permet d'éliminer le phosphore et, en France, d'utiliser le minerai de fer lorrain.

- le procédé Martin consiste à ajouter du minerai et des ferrailles à la fonte

- Schneider :

* rappeler le commentaire + photocopié texte de Devillers

* texte de Dumay photocopié

- très souvent une culture d'entreprise, exaltée par toute une iconographie, notamment à Pont-à-Mousson les gravures épiques d'Albert Decaris (*cf. timbres*). Elle a été étudiée par Alain Baudant ²⁸⁵

²⁸⁴ D'après P.Chauvet, *Les Ouvriers du Livre en France, de 1789 à la constitution de la Fédération française des Travailleurs du Livre*, Marcel Rivière, & P.Chauvet, *Les Ouvriers du Livre et du Journal. La Fédération française des Travailleurs du Livre*, Éditions ouvrières, 1971, 346 p.

²⁸⁵ « Culture d'entreprise, valeurs et pouvoirs à Pont-à-Mousson (1856-1939) », dans P.Fridenson et A.Strauss dir., *Le capitalisme français, XIXe et XXe siècles : blocages et dynamismes d'une croissance*, Fayard, 1987, 427 p., pp. 367-380. C'est le résumé d'une thèse de 1980.

- rôle beaucoup + imp. des grands cadres supérieurs, une véritable **promotion de l'ingénieur, comme Camille Cavallier** (1854-1926, Pont-à-Mousson), auteur d'un livre de conseils intitulé... *Sagesse du chef*²⁸⁶. Horrifié par la grève de 1905 : voir polycopié
- Une **éthique du Travail**, une célébration solennelle de la Fête du Travail, avec échanges de cadeaux entre direction et ouvriers, surtout à Pont-à-Mousson.
- des **tableaux**, comme Jean-André Rixens, *Enfournement et défournement des lingots d'acier* (chez de Wendel), au MO
- Des **photographies** d'usines dès années 1920
- **De Wendel** devient une société en commandite en 1871, « Les petits-fils de François de Wendel et compagnie ». En 1952, seulement, S.A.
- **Arbre généalogique** : voir polycopié
- **François de Wendel** (1874 - 1949) : **voir dossier biographie** + :
 - biblio. : J.-N. Jeanneney, *François de Wendel en République. L'argent et le pouvoir (1914-1940)*, Seuil, coll. "L'Univers historique", 1976, 670 p., réédition, Presses de Sciences Po, 2001, 298 p., réédition, Perrin, 2004, 666 p. Au départ, sa thèse d'État, dirigée par René Rémond
 - la vie d' « un Pont-à-Mousson » (Georges Navel) : voir polycopié
- **Les sidérurgistes (ouvriers) lorrains**²⁸⁷ :
 - cœur de la sidérurgie française depuis la fin du XIXe siècle, cf. « Lorraine, cœur d'acier » et chansons de Bernard Lavilliers. Hayange, Knutange, Hagondange, le Pays Haut, Longwy,
 - la mine loge gratuitement ses ouvriers, mais garde un « droit de regard » : des gardes, qui font des rapports, centrés sur la vie privée
 - les cités ouvrières de Lorraine restent longtemps en bois²⁸⁸
 - forte natalité²⁸⁹
 - attribution d'allocations familiales par les **de Wendel** au lendemain Première Guerre Mondiale, en plus des écoles, des bourses, etc. « Reconnaissance » des ouvriers, cf. interview 1976 sur situation un peu avant 1930 : « Mon père était un de Wendel cent pour cent. Il était dévoué au patron. Il disait : le patron m'assure de mon travail, et c'est déjà quelque chose ! Il ne fallait rien dire contre les de Wendel, je vous assure. [...] J'étais boursier de Wendel, donc j'allais chez de Wendel. » (mais un... jésuite, son confesseur, lui ouvre les yeux). On peut ajouter aussi le témoignage d'Aurélié Filippetti²⁹⁰

²⁸⁶ Aphorismes comme « il doit avoir des clartés sur tout pour guider et contrôler son personnel », etc. Il s'inscrit dans la lignée du paternalisme de Jules Chagot (cf. MTF-3) qui disait « Nous ne formons tous ici qu'une grande famille de travailleurs dont je m'honore d'être le père et le protecteur ».

²⁸⁷ D'après les livres de Serge Bonnet, S. Bonnet, *L'homme du fer. Mineurs de fer et ouvriers sidérurgistes lorrains. 1889-1930*, 3 vol., recueil de témoignages, S.M.E.I., Metz, 1975, réédition, Presses universitaires de Nancy/Éditions Serpenoise, 2^e vol., 1987, 413 p., *La ligne rouge des hauts fourneaux*, Paris, 1981, & G.Noiriel, *Longwy. Immigrés et prolétaires. 1880-1980*, PUF, 1984, 396 p.

²⁸⁸ Des ex. dans D. Woronoff, *La France industrielle. Gens des ateliers et des usines, 1890-1950*, Éditions du Chêne, 2003, 296 p. (recueil de photographies)

²⁸⁹ Cf. Aurélié Filippetti, née d'immigrés italiens en Lorraine, dans *Les derniers jours de la classe ouvrière*, Stock, 2003, 189 p., p. 15 : « Après la mort de son fils, un nouvel enfant, tout de suite. Une fille, c'est une fille. Anita, pour son père la Parigina, la coquette... »

²⁹⁰ *Les derniers jours de la classe ouvrière*, Stock, 2003, 189 p., p. 79 : « Certains pères, eux, garderont sur une étagère le livre relié de velours brodé d'or, hagiographie de la famille des maîtres de forges de Hayange : naissance, prospérité et bonheur social offerts à tous leur employés, ou presque. Ainsi ceux qui savaient passer une vie de docilité pouvaient s'attendre à être récompensés... ».

- François de Wendel constamment conseiller général du canton de Briey de 1907 à 1940 ; à Jœuf la famille contrôle le pouvoir municipal par l'intermédiaire des cadres de la société (entre autres).
- immigrés italiens et polonais
- le mineur est le « seigneur » ; il travaille deux heures de moins que les autres ouvriers
- autre interview : « Dans le temps [années 30], il fallait travailler, un point c'est tout. Et ne rien dire. »
- une autre : « pour un oui ou pour un non, c'était "tu peux prendre tes quatre sous" »
- mais de nombreux témoignages indiquent que beaucoup d'ouvriers sont des « sublimes » qui se la coulent douce et boivent sec, tout au moins avant les grandes grèves de 1905
- grèves : réunions dans les bois (commodité, ressources d'appoint, rejeu de l'atavisme rural, secret, etc.)
- importance capitale du haut fourneau, dont la « défense » est essentielle (pour les patrons et les « jaunes ») en cas de grève ; il exige « la même fidélité qu'un drapeau » ; après la grève, la reprise du travail est conditionnée par la remise en service des hauts fourneaux
- étrangers (Italiens surtout) très nombreux et les « agitateurs » sont souvent étrangers (d'abord à la Lorraine : pour les cadres, il est en temps normal louche de vouloir s'engager si l'on est de Saint-Denis ou du Creusot). Xénophobie, très violente dans la presse locale
- les patrons font un usage immodéré des « jaunes », très officiels et pas honteux du tout ; de nombreux cas de couples divisés, le + souvent c'est la femme qui est « jaune »
- imp. du café dans la sociabilité courante et dans la grève ; autres éléments de la sociabilité : les bals, les fêtes, le vin et le pain, les soupes communistes, les cortèges, les défilés, les conférences
- la troupe intervient souvent dans la grève
- les femmes ou les JF portent souvent le drapeau rouge
- avant 1914, l'Allemagne interdit l'embauche de grévistes français licenciés !
- net déclin du rôle des savoir-faire dans l'entre-deux-guerres
- gravité de la crise de 29, nouvelle crise en 1938
- convention collective des mines de fer de la Moselle 4 juillet 1936, mise à jour 1939. Article 3 reconnaît le droit syndical...
- un véritable effondrement du paternalisme dans années 30
- des sections fascistes italiennes pendant la Seconde Guerre mondiale
- des écrivains qui traitent de la dureté du travail, de la mécanisation, comme Georges Navel, mais aussi d'autres, comme Pierre Hamp (1876-1962), qui peignent la beauté des hauts-fourneaux et pour lesquels Hagondange est « l'aciérie aux étoiles » !
- en 1945, appel de la Pologne aux mineurs polonais pour la reconstruction de la patrie
- dernière mine de fer de Lorraine (Montrouge à Audun-le-Tiche) a fermé en 1997

□ Les ouvriers lorrains syndiqués CFTC ²⁹¹ :

- dans le Reich : un syndicalisme chrétien allemand bien antérieur au synd. chr. fr., des curés de choc, grèves des salines de Dieuze
- les origines dans la Lorraine française : cercles catholiques ouvriers, Sillon, Union catholique du personnel du chemin de fer, Œuvre de la protection de la jeune fille (créée en Suisse 1896), conférences de Saint-Vincent-de-Paul, courant mutualiste, catholicisme social mosellan, Mgr Turinaz, évêque de Nancy
- rôle important de ces syndicats lorrains dans la CFTC, née en 1919

²⁹¹ D'après J.-M. Conraud, *1890-1965, militants au travail. CFTC et CFDT dans le mouvement ouvrier lorrain*, Presses universitaires de Nancy-Éditions Serpenoise, 1988, 365 p.

- deux originalités : bilinguisme, des syndicats entièrement féminins, dans les banques par ex.
- mauvaises relations avec la CGT
- très forte croissance à partir de 1936

□ Schneider au temps de la 2^e Révolution industrielle :

- revoir le commentaire (déjà dans la 2^e Révolution industrielle). Biblio identique
- multiplication des filiales et des prises de participation : Schneider se mue en un groupe multinational, ce qui nécessite de l'argent, fourni par une filiale, la Banque de l'Union parisienne, Schneider restant en commandite, le capital étant augmenté à plusieurs reprises. Des participations croisées sont organisées
- Maroc, Russie (voir *Belle Époque*), Tchécoslovaquie parès 1919
- développement en France aussi, en Belgique
- grand rôle des fournitures Première Guerre Mondiale, mais large reconversion des fabrications militaires ensuite : un « développement de l'ingénierie industrielle autour du pôle des constructions mécaniques » (titre du chapitre 6 d'Ango)
- aciers spéciaux, aciers électriques
- récupération des sous-produits
- faillite de Creusot-Loire en 1984

□ les destructions de la Première Guerre Mondiale permettent éventuellement de reconstruire de manière totalement un espace usinier devenu au fil du temps totalement encombré et illogique. Ce fut le cas de l'aciérie de Denain, reconstruite en sept ans ²⁹²

2°) L'automobile

□ intro. : voir plus haut

□ Biblio. considérable, mais retenir : J.-L.Loubet, *Histoire de l'automobile française*, Seuil, coll. "L'univers historique", 2001, 571 p. et toute sa production

a) L'industrie automobile dans son ensemble

□ « le temps des pionniers » (Loubet) :

- échec de la vapeur
- hésitation entre électricité et « pétrole »
- imp. des ingénieurs, centraliens (Emile Levassor, René Panhard, Armand Peugeot), Arts et Métiers, mais aussi des inventeurs de génie, comme Marius Berliet, Bugatti ou Louis Renault (fils de bourgeois aisés peu doué pour les études), des industriels du cycle comme Clément Ader, le record des cascades de reconversions étant la famille Peugeot
- d'abord « sport », défendu par l'Automobile Club et le Touring Club, l'auto devient un moyen de transport, coûteux, avec sa main-d'œuvre : au début le *chauffeur* peut être le cocher ou le jardinier, mais bien vite on passe à la main-d'œuvre spécialisée, éventuellement fournie par un bureau de placement !
- pourquoi fin des pionniers : nécessité de démarcher, d'exporter, des flottes de taxis (cas de Renault, qui le fait dans de nombreuses capitales ²⁹³) ; la Première Guerre mondiale

□ « le temps des ingénieurs » (Loubet) :

²⁹² O.Hardy-Hemery, « Une nébuleuse en expansion aux XIX^e et XX^e siècles : l'espace de l'usine sidérurgique de Denain », *Le Mouvement social*, oct.-déc. 1983, pp. 57-78.

²⁹³ Très rentable : un taxi vendu à Londres est vendu le double de son prix de revient !

- rôle très imp. de la Première Guerre mondiale, qui permet à Citroën d'émerger grâce à la production d'obus, laquelle oblige à la rationalisation et à l'organisation, dont l'organisation du « social » (A.C. *dixit*)

- diversification : camions, chars (le FT17 pour Renault). Voir les deux affiches Renault polycopiées

- reconversion, qui tue des petits constructeurs

- introduction (pas facile) de la grande série, à laquelle tous les constructeurs ne croient pas (Citroën plus que tous les autres)

- nouvelles usines : Javel (Citroën), Vénissieux (Berliet), Sochaux (Peugeot), Billancourt (Renault)

- innovations : la carrosserie « tout acier » (Citroën), le « moteur flottant » (Citroën)

- modèle américain

- publicité

- crise de 29 commence très tôt dans l'automobile, très grosses difficultés à vendre, catastrophe de Citroën (la Traction arrive trop tard et dans une usine trop coûteuse : le drame est financier, nullement une question d'organisation ou de stratégie industrielle), racheté par Michelin >>> Renault devient le premier constructeur français

- mythe, pour sortir de la crise, du petit modèle populaire. Seul succès, à long terme : la TPV de Citroën, future 2 CV

- en 1938, Ford s'installe à Poissy (il y aura sept constructeurs auto. successifs à Poissy !)

- grandes grèves de 1936

- sommeil de l'Occupation, mais projets de 2 CV (Citroën) et de 4 CV (Renault)

- les Peugeot font bombardier et saboter leur propre usine !

□ la Libération va signifier, à court terme la nationalisation de Renault, à moyen terme le temps de la production de masse

- bénéfices très importants (longtemps 30 à 40 % du CA chez Renault !)

- production 1929 : France : 253 000 voitures, 1931 : 145 000 ! 1932 : 130 000 ! 1934 : 142 500

- parcs 1933 : France : 1 448 000 voitures ²⁹⁴ ; Grande-Bretagne : 1 210 000 ; All. : 510 000

□ Carrossier (ce qu'il livre représente longtemps la moitié du prix de la voiture, l'autre = le châssis, fourni par le constructeur) : Métier hérité de la construction de carrosses, d'où le maintien de mots comme « pavillon » (et non « toit »), « portière » (et non « porte »).

□ Ouvrier :

- grande importance du « poste »

- le poste de travail est un « agrégat de gestes » ²⁹⁵

- Extraits des textes manuscrits de Paul Berliet intitulés *La Main. Réflexions de P.B.* et datés 12 août 1988 : « ... celle des tourneurs, des ajusteurs, des fraiseurs, des rectifieurs [...] les fines pattes des ateliers de tôlerie et mécanique, les gratteurs de coussinets ou de surfaces plates ; l'infinie variété des objets, forgés, coulés, estampés, emboutis [...] ». Ces textes sont un pastiche ou un plagiat du texte de Fernand Léger accompagnant *Les constructeurs* (cf. Arnauld Pierre, *Fernand Léger. Peindre la vie moderne*, Gallimard, coll. « Découvertes », p. 89)

□ Salon de l'Auto : Une première Exposition internationale d'Automobiles s'est déroulée du 15 juin au 3 juillet 1898 au Jardin des Tuileries. C'est en quittant ce premier « Salon » que le

²⁹⁴ Soit moins que la production américaine de l'année !

²⁹⁵ Nicolas Hatzfeld, *Les gens d'usine. 50 ans d'histoire à Peugeot-Sochaux*, Éditions de l'Atelier, 2002, 598 p., BNF Usuels, salle J, 305.562HATZ. L'auteur est un ancien ouvrier de chez Peugeot, devenu Maître de Conférences d'histoire à l'Université d'Évry, *passim*.

président de la République Félix Faure aurait lâché : « Vos voitures sont bien laides et sentent bien mauvais » ! L'année suivante, une deuxième exposition se tint au même endroit ²⁹⁶, sans Félix Faure, mort le 16 février à l'Élysée dans les bras d'une belle... Le Grand Palais fut construit à proximité des Champs-Élysées de 1897 à 1900 pour l'Exposition universelle de 1900, il servit chaque année de cadre au Salon de l'Auto de 1901 à 1962, date du passage à la Porte de Versailles ²⁹⁷, comme pour le Salon de l'Aéronautique et le Salon des Arts ménagers.

□ James M. Laux, « Travail et travailleurs dans l'industrie automobile jusqu'en 1914 », *Le Mouvement social*, oct.-déc. 1972, pp. 9-26 :

- en 1913 : 33 000 ouvriers dans les 48 firmes les plus importantes
- 70 % dans la région parisienne, 11 % à Lyon
- avec les industries annexes, 100 000 ouvriers
- viennent en grande partie d'autres entreprises métallurgiques
- nombreuses grèves
- à partir de 1906, Taylor très lu et appliqué à la Belle Époque, surtout en ce qui concerne le chronométrage
- cela provoque des grèves

□ A. Moutet, "Introduction de la production à la chaîne en France du début du XXe siècle à la grande crise en 1930", *Histoire, Économie et Société*, n° 1, 1983, pp. 63-82 :

* ne concerne que les quatre grands constructeurs, Berliet, Renault, Citroën et Peugeot, et deux constructeurs de luxe, Delage et Hotchkiss

* surtout à partir de 1926, avec continuation pendant la Crise, pour répondre à celle-ci

b) Quelques exemples

□ Renault d'après A. Michel, *Travail à la chaîne : Renault. 1898-1947*, ETAI, 2007, 192 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2008, pp. 260-261 :

- « l'odieux chronométrage »
- chaînes de montage inaugurées pour la char FT17 (dit « char à chaîne » à cause du mécanisme de ses chenilles)
- les films et photos de propagande esquivent longtemps les chaînes dans l'entre-deux-guerres ; les dessins présentent les chaînes mais en les corrigeant ; les films enfin faits exagèrent la fluidité de la chaîne, réalisent de véritables mises en scène
- en bout de chaîne, des cadrans, avec deux aiguilles (objectif à atteindre, nombre de voitures déjà fariquées)
- Doisneau et ses collègues réalisent des dizaines de milliers de clichés. Doisneau a toujours dit que son séjour chez Renault lui avait fait découvrir le prolétariat et le travail industriel, créant en lui une « conscience de classe »
- le clouage des garnitures est fait par des ouvrières qui mettent les clous dans la bouche et utilisent un marteau aimanté
- convoyeurs aériens
- à la fin des années 30 les chaînes Renault passent à la commande automatique : des ouvriers ne peuvent plus en régler la vitesse
- pendant la Seconde Guerre mondiale, à cause des bombardements, le bureau d'études quitte Billancourt pour s'installer dans l'hôtel particulier de Louis Renault, avenue Foch
- Robert Doisneau revient à Billancourt dans le courant de l'hiver 1945

²⁹⁶ Elle commença aussi le 15 juin mais dura jusqu'au 9 juillet.

²⁹⁷ Voir *Automobilia*, Hors Série, *Toutes les voitures françaises 1963. Salon 1962*, p. 5.

- grâce aux machines-transfert de la fin des années 40, la chaîne devient objet d'admiration en dehors de l'atelier

□ **Robert Doisneau** est embauché chez Renault en 1934, à l'âge de 22 ans, au tout récent service photo de l'entreprise. Il y reste jusqu'en 1939 ²⁹⁸, photographiant modèles, machines et lieux, mais surtout les hommes et les femmes. Les grèves de 1936, sans le passionner, le sensibilisent aux dures conditions de vie des ouvriers. Bcp de ses photos sont « humanistes » et très peu posées ²⁹⁹. Après la Deuxième Guerre mondiale il fera ponctuellement pour Renault, désormais nationalisé, des reportages et des publicités.

□ **Renault** d'après J.-P. Depretto & S. Schweitzer, *Le Communisme à l'usine, vie ouvrière et mouvement ouvrier chez Renault, 1920-1939*, Lille, ÉDIRES, 1984, 290 p. :

- Renault tient une grande place dans les colonnes de *L'humanité* dans l'entre-deux-guerres, avec un leitmotiv : le « bain Renault » : baisse des salaires, travail à la chaîne ³⁰⁰, dangers, accidents, chômage, mouchardage et arbitraire (une « police d'usine », des « listes noires », espionnage des conversations y compris dans le tramway), toute-puissance de Louis Renault, avec une multitude de surnoms désobligeants, exploitation des jeunes ouvriers, très mal payés

- grandes grèves des années 1919-1920

- implantation de la CGTU et du PCF

- grèves « antifascistes » de 1934-1935

- grèves de mai-juin 1936. La joie et l'euphorie, bien évoquées par Simone Weil, sont largement entretenues par les organisations, pour éviter le découragement

- grèves de 1938 (avril et novembre)

□ H. Ben Aissa, *Histoire des conditions de travail dans le monde industriel en France : 1848-2000*, L'Harmattan, 2005, 195 p. [centré ³⁰¹ sur **Renault**] :

- jusqu'à la Belle Époque, des méthodes artisanales, avec importance des savoir-faire

- salaires à l'heure à partir de 1906

- Renault exerce tôt un véritable rapport de domination : un véritable régime disciplinaire, mais œuvres sociales pour la « paix sociale »

- ayant lu Taylor, Louis Renault décide une expérimentation dans un atelier en 1912, en centrant sur la rénovation de l'outillage et le chronométrage >>> grève >>> mise en place de deux délégués par atelier

- chaîne à partir de 1915 >>> les OS = la moitié de l'effectif dans années 20

- grèves Première Guerre Mondiale pour diminution durée travail et augmentation des salaires

- grèves de 1936, très suivies, puis grèves 1937 et 1938

- J. Costa-Lascoux & É. Témime. *Les hommes de Renault-Billancourt. Mémoire ouvrière de l'île Seguin, 1930-1992*. Autrement, 2004, 231 p. :

* « une présence passagère et, le plus souvent, inconfortable »

* une île champêtre devenue un site industriel

* « Quand Renault tousse, c'est la France qui s'enrhume » ; « il ne faut pas désespérer Billancourt »

²⁹⁸ Il est licencié à cause de ses retards et absences répétés...

²⁹⁹ À la différence de beaucoup de photos Doisneau de la fin des années 40 et des années 50, ce que Doisneau n'a jamais nié.

³⁰⁰ Étonnamment, elle apparaît tard dans *L'humanité*.

³⁰¹ Dans un assez grand désordre...

- * entreprise née en 1898 ; modestie des effectifs en 1914, modifiée par la Première Guerre Mondiale
- * rôle croissant des O.S., appointés à l'heure, dans entre-deux-guerres
- * nouvelles installations de l'île Seguin, achetée 1920 dans dessein de créer des « espaces récréatifs », édifiées dans années 30 (remblaiement, multiples pieux, ponts, centrale électrique, etc.)
- * une usine capable de tout produire, y compris cartons d'emballage ; recherche prioritaire du rendement ; chaîne travaillant 24 h / 24 ; un système d'encadrement très hiérarchisé ; discipline rigoureuse et quasi « policière » : « l'île du Diable »
- * 27 000 salariés en 1930, avec de nombreux étrangers (Nord-Africains, Polonais, Arméniens, Italiens, Russes, Chinois dont Deng Xiaoping), Indochinois, etc.
- * turn-over considérable
- * syndicalisation poussée, grande combativité, énorme retentissement du Front populaire
- * un pool de dactylos
- * usine travaille pour les Allemands pendant la Seconde Guerre mondiale ; bombardements ; sabotage ; pénurie de main-d'œuvre (STO surtout)
- * nationalisation

□ Un grand exemple de lieu emblématique : Billancourt :

- Billancourt est la grande usine Renault, inaugurée en 1898 — décidément une grande année automobile — et dont les chaînes de montage se sont arrêtées le 27 mars 1992. Pendant près d'un siècle, la charge symbolique, voire affective, de Billancourt fut considérable. Pendant plus de soixante ans, l'île Seguin fut le cœur du domaine Renault, en forme de trapèze. En 1914, au terme de la Belle Époque, l'entreprise occupe déjà 14 hectares et emploie plus de 4 000 ouvriers. Au départ, les opérations se font dans des bâtiments qui ont poussé au petit bonheur, on fabrique de tout — tous les véhicules et tous les accessoires — mais après la Libération Renault ouvre de nouvelles usines — Flins en 1952, Cléon en 1958, Sandouville en 1965 —, et abandonne des activités. En 1939, au seuil de la Seconde Guerre mondiale, la « forteresse », le « bagne », accueille 37 000 salariés, dont plus de 30 000 ouvriers, soit 90 % du personnel Renault, des chiffres qu'on ne retrouvera qu'en 1965. Cette concentration, à quelques minutes de Paris, faisait déjà de Billancourt, dans les années 30, une des cibles privilégiées des militants syndicaux et politiques, comme le lieu est, en 1936, le point d'observation des grèves pour la presse et le patronat. Enfin, dans l'île et autour d'elle s'exerce l'étroite et continuelle surveillance du personnel par Louis Renault, qui cherche en permanence les « meneurs ».

- La Libération scelle le mariage du symbole industriel et du symbole ouvrier et en fixe l'image pour 35 ans. Dans la croissance industrielle des Trente Glorieuses (1945-1974), le « métallo » ³⁰² de Billancourt incarne la classe ouvrière ; la CGT et le PC parlent en son nom. La nationalisation de Renault à la Libération et la transformation de l'entreprise en une « Régie nationale des Usines Renault » ont fait de l'usine un laboratoire, aux yeux de tous, y compris pour le PCF et la CGT, qui recrutent tout particulièrement à l'usine. Vingt ans après, en 1965, François Mitterrand, candidat à l'élection présidentielle, vient parler devant le siège du syndicat, Georges Séguin y rend compte des accords de Grenelle en 1968, Georges Marchais y lance sa campagne électorale, pour la présidentielle de 1981, à l'automne 1980...

³⁰² Cf. Arletty interviewée : « Je mets le métallo au-dessus de tout ; ce sont eux qui ont fait 36. Le métallo parisien, c'est sensationnel ; ils sont comme des ingénieurs, des metteurs au point. J'entends les métalllos, ne confondez pas, pas les ouvriers. » !

- Pourtant, Billancourt n'est pas le foyer des grands conflits collectifs : en 1936, il a fallu l'appel de grévistes du voisinage, notamment des usines Farman et Salmson, pour la faire débrayer ; en 1968, elle n'entrera dans le mouvement qu'après les usines Renault de Cléon, de Flins, de Sandouville et du Mans. Ce n'est qu'en avril 1947 qu'un mouvement social est parti de Renault... contre l'avis de la CGT. Dans les années 60, le gonflement du nombre des OS, la montée de l'immigration et l'apogée du « travail en miettes » composent un mélange explosif. S'y ajoutent les gauchistes des années 1970-1972. La crise culmine le 25 février 1972 avec la mort de Pierre Overney, ouvrier maoïste de 23 ans abattu d'un coup de revolver par un membre du service de sécurité de la Régie, Jean-Antoine Tramoni, à l'entrée de l'usine, porte Zola. Son enterrement au Père-Lachaise le 4 mars 1972 est suivi par plus de 100 000 personnes ; en décembre 1976, le vigile de Renault sera abattu. Quant à Sartre, il fait un long bout de chemin avec *La cause du peuple*, pour reprendre le titre du journal « gauchiste » dont il accepte en 1970 de devenir le directeur, au sens juridique du terme : il faut soutenir les luttes du prolétariat de la fin des Trente Glorieuses et du début de la Crise. Il ne faut pas « désespérer Billancourt », selon son célèbre « mot » faisant référence à l'usine phare de la Régie Renault. Les autres usines se sont multipliées : Billancourt devient finalement une usine annexe dans les années 80, elle fabrique une voiture dépassée, la R4, la qualité y est moindre qu'ailleurs. C'est le gouvernement Pierre Mauroy qui, pour la première fois, pose la question de la fermeture de Billancourt au printemps 1982. En 1985, le déficit du groupe Renault impose la chasse aux économies et Raymond Lévy annonce la fermeture de l'usine pour 1989.

□ Peugeot :

- production (d'après Pierre Dumont, *Peugeot sous le signe du lion*, E.P.A., 1976, 424 p.) :

1905 : 1 261 véhicules

1906 : 2 966

1907 : 1 657

1911 : 3 190

1912 : 1 128

1913 : 9 338

1921 : 6 327

1922 : 7 615

1923 : 10 996

1924 : 14 832

1928 : 25 652

1930 : 43 303

1931 : 33 322

la 201 : 142 309

la 301 : 70 497

la 401 : 13 545

la 402 : 58 748 (sans les « légères »)

la 302 : 25 083

la 202 : 104 126

la 203 : 685 828

la 403 : 1 214 121

la 404 : 2 416 733

- Mattern : voir plus haut

□ Peugeot :

- des luthériens
- meunerie, teinturerie, tannerie, métallurgie, mécanique
- habiles à profiter des modes (crinoline, moulin à café, tondeuse pour chevaux puis soldats !)
- cycles
- publicité dès 1891
- première automobile Peugeot en 1895
- des Centraliens dans la famille, tôt
- pendant plusieurs années, deux sociétés, la SA des Automobiles Peugeot et les Fils de Peugeot Frères (marque = « Lion-Peugeot ») !

□ Clément Ader :

Le premier vol de l'histoire ? En 1890, Clément Ader engloutit une petite fortune dans la construction d'un engin sophistiqué, l'*Éole*, doté d'un moteur à vapeur, et avec lequel il décolle sur une cinquantaine de mètres et à quelques décimètres du sol, dans le parc du château d'Armainvilliers, près de Paris, le 9 octobre 1890. Mais l'expérience a été menée en grand secret, sans photographe, elle est très courte... Ader est soutenu par le ministère de la Guerre mais il ne parvient pas à maîtriser de nombreux problèmes. Le 14 octobre 1897, troisième aéroplane de Clément Ader, à Satory, mais *Éole III* est endommagé après 300 mètres et une trop forte bourrasque de vent. Le ministère lui coupe tout subside. Une déconvenue totale pour Clément Ader qui capitule alors pour se lancer dans... la construction automobile. Certes il a forgé le mot « avion », à partir d'*avis*, oiseau, certes il va se consacrer à des traités de stratégie militaire ; bien sûr plusieurs théoriciens, comme Octave Chanute, diront tout l'héritage qu'ils ont recueilli d'Ader, mais celui-ci va surtout se consacrer à l'automobile. Installé à Levallois-Perret, il produira plusieurs types de voitures entre 1900 et 1907, notamment le premier moteur huit cylindres en V au monde, en 1903 !

□ Amilcar constructeur de cyclecars :

- L'automobile ne fait pas encore l'unanimité auprès de la population au début du XX^e siècle, elle a cependant séduit certains banquiers et industriels, qui n'hésitent pas à y investir une partie de leur fortune, par passion, mais le plus souvent par... intérêt. Parmi eux, Émile Akar, propriétaire d'une entreprise de transport hippomobile, et Joseph Lamy, directeur des taxis de Monaco. Leur association, en 1909, avec Jacques Bizet et Jules Salomon, fut à l'origine de la création et du développement de la Société anonyme des Automobiles Le Zèbre ³⁰³.

Quelques années plus tard, Jules Salomon quitte l'entreprise pour rejoindre le bureau d'études Citroën. Son principal collaborateur, Edmond Moyet, est à la recherche de partenaires pour financer son projet personnel de *cyclecar*. Jules Salomon le met alors en contact avec André Morel, pilote émérite et responsable des ventes chez Le Zèbre, qui le présente ensuite à Émile Akar et Joseph Lamy. Convaincus par le projet d'Edmond Moyet, ils retirent leurs participations et leurs capitaux de la société Le Zèbre pour fonder, en 1921, la Société des Cyclecars Amilcar, Amilcar étant la contraction phonétique, un peu arrangée, de leurs deux noms. Ce départ est synonyme de sabotage pour leur ancienne entreprise, puisqu'ils débauchent au passage André Morel et de nombreux agents Le Zèbre.

- Rapidement, la nouvelle société Amilcar s'organise : Joseph Lamy est directeur général, Émile Akar directeur des ventes et Edmond Moyet responsable du bureau d'études. Son projet de *cyclecar* est conservé, d'autant que ce mode de transport connaît une certaine vogue, favorisée par la politique fiscale du Bloc national, coalition du centre et de la droite vainqueur des élections de 1919 et au pouvoir jusqu'en 1924. En 1920, la voiture est en effet

³⁰³ Voir p. XXX.

considérée comme produit de luxe, donc lourdement taxée. Au contraire, l'État favorise les *cyclecars*, une nouvelle catégorie de véhicules, légers, dont la taxe est réduite à 100 francs par la loi du 30 juillet 1920. C'est une aide importante pour le consommateur, qui permet également de stimuler la reprise d'une industrie bouleversée par quatre années de guerre. Ce créneau véritable suscitera de nombreuses vocations industrielles parmi les constructeurs, malgré un cahier des charges très restrictif imposé par le législateur ³⁰⁴.

- Le premier cyclecar Amilcar dessiné par Edmond Moyet est baptisé CC (pour Cycle Car !) ³⁰⁵.

Amilcar accède très vite au premier rang des constructeurs de ce genre de véhicules, cinq exemplaires sortant quotidiennement des ateliers dès le mois de juillet 1921. L'année 1923 marque une nouvelle étape pour l'entreprise, qui présente, au Salon de l'Auto son nouveau modèle C4 (4 pour quatre personnes), une voiturette. Cet élargissement relatif de la gamme est imposé par la demande de plus en plus pressante d'une voiture plus confortable que le cyclecar pour une utilisation quotidienne, une demande incompatible avec la loi de 1920. Cette nouvelle orientation se confirme au mois d'octobre 1923 avec la sortie du type CGS, le C pour cyclecar étant tout à fait impropre puisque ce modèle pèse plus de 400 kg, soit 50 kg de trop pour être légalement un cyclecar. Des succès en compétition se traduisent par une hausse des ventes, mais les « chaînes de montage » du petit atelier d'origine ne suivent plus la cadence, d'où la décision de s'implanter à Saint-Denis, le déménagement s'accompagnant d'une modification de la raison sociale, qui devient Société nouvelle pour l'Automobile Amilcar. Le mot *cyclecar* est supprimé car en 1925, après la victoire de la coalition électorale du Cartel des Gauches, la loi de 1920 est abrogée. L'usine tourne à plein rendement : 4 800 voitures ont été produites.

- Cependant la situation d'Amilcar est fragilisée dès avant la crise économique mondiale de 1929. Les ventes stagnent, la trésorerie est telle que l'entreprise est placée en liquidation judiciaire dès 1927. Le capital social est réduit, de nombreux actionnaires, dont Émile Akar, puis Joseph Lamy, sont contraints de quitter la société. Le premier retourne à ses anciennes activités, le second devient concessionnaire Hudson et Essex. C'est Marcel Sée, nommé président du conseil d'administration, qui prend les rênes de l'entreprise et restreint la gamme. La situation financière de l'entreprise s'est progressivement améliorée mais pas suffisamment pour le moment où la crise économique mondiale frappe la France, d'où la décision de dissoudre le service course. André Morel quitte Amilcar et, après avoir été importateur Hudson et Essex (certainement sur les conseils de Joseph Lamy), il entre en 1933 chez Talbot, où il animera le service course pendant vingt ans. Dans un contexte économique toujours critique, Amilcar est repris par la Société d'Organisation Financière Industrielle pour l'Automobile (SOFIA) et elle déménage une seconde fois pour s'installer rue de Bellevue, à Boulogne-sur-Seine. C'est donc une nouvelle direction qui présente en 1934 la Pégase, équipée d'un moteur maison conçu par l'ingénieur Grillot, à qui l'on doit déjà le célèbre 8 cylindres de course Rolland-Pilain ³⁰⁶. Mais les ventes de la Pégase ont du mal à décoller, situation qui aboutit à une dissolution anticipée de l'entreprise et une mise en liquidation amiable en 1935. Ce compromis évite une faillite pure et simple, entraînant un arrêt brutal de la production. La Pégase est désormais le seul modèle commercialisé, et, dans un souci

³⁰⁴ Trois ou quatre roues, deux places maximum (conducteur compris), un moteur dont la cylindrée ne doit pas excéder 1 100 cm³ et surtout un poids total à vide inférieur à 350 kg.

³⁰⁵ Pour ne pas dépasser la limite de poids spécifique le cyclecar Amilcar est livré sans démarreur ni amortisseurs, lesquels sont disponibles sur... option.

³⁰⁶ Voir p. XXX.

d'économie, le moteur Grillo est remplacé par un moteur Delahaye, plus puissant (plus de deux litres de cylindrée), mais plus simple et surtout moins cher. En 1936, Amilcar est repris par Hotchkiss, ce qui permet de sortir l'Amilcar Compound, très intéressante voiture moyenne faite en grande partie d'alliages légers et conçue par l'ingénieur Jean-Albert Grégoire ³⁰⁷. La production est de grande série, cent exemplaires par mois. La Seconde Guerre mondiale forcera cependant Hotchkiss à mettre un terme à la fabrication de la Compound. ³⁰⁸

□ une marque réputée, inventive et dynamique : Chenard & Walker :

- Quatrième constructeur français avant la Première Guerre mondiale, Chenard & Walcker a été une marque réputée, inventive et dynamique. En 1888, Ernest Chenard, ancien dessinateur à la Compagnie des Chemins de Fer de l'Ouest, s'établit à Asnières et, comme tant d'autres, ouvre un magasin de fabrication, réparation et location de bicyclettes. Mais l'homme est brillant, déjà tourné vers les techniques modernes ; c'est avec un œil intéressé qu'il assiste aux premiers pas de l'automobile. Du deux roues, il passe tout naturellement au tricycle puis imagine un quadricycle qu'il vend, en 1896, à un Anglais. Convaincu que l'automobile représente l'avenir, Chenard décide de passer au stade industriel en s'associant à un gros client, Henri Walcker, de surcroît ingénieur de l'École des Mines de Paris. Le 19 janvier 1899, la « Société en Commandite des Établissements Chenard & Walcker » est créée. La nouvelle société se développe rapidement, épaulée financièrement par la banque Victor. Elle construit tout d'abord quelques tricycles à moteur De Dion avant d'exposer, au salon de 1901, le châssis d'une voiturette qu'elle engage dans les nombreux concours de consommation et de régularité, organisés entre 1901 et 1903. La clientèle apprécie, en outre, un prix de vente particulièrement bas et le soin minutieux apporté dans le montage et la mise au point. La fabrication de la première voiturette se poursuit jusqu'en 1905, date à laquelle apparaissent deux nouveaux modèles à 4 cylindres. Le statut de la société est modifié en société anonyme : la raison sociale devient « Société Anonyme des Anciens Établissements Chenard & Walcker », la présidence du conseil d'administration étant confiée à un responsable de la banque Victor. L'expansion soudaine de l'entreprise nécessite, en 1905, la construction d'une nouvelle usine qui s'implante à Gennevilliers et emploie jusqu'à 250 salariés. La gamme se modernise : en 1911, Chenard & Walcker se signale en étant la première marque automobile à monter en série des pistons en aluminium en remplacement de la fonte. Chenard & Walcker se hisse progressivement aux premières places de l'industrie française, la situation financière permettant d'absorber la Société parisienne de Carrosserie automobile, qui devient ainsi le carrossier exclusif de la marque. Mais l'euphorie générale est brutalement stoppée net le 20 juin 1912, lorsque Henri Walcker décède des suites d'une appendicite découverte trop tard. C'est René Donnay qui prend désormais en main toutes les fonctions commerciales de la marque, le volet technique étant toujours assuré par Ernest Chenard, secondé par Henri Toutée, un autre ancien de l'École des Mines.

- Pendant la Grande Guerre, les usines sont réquisitionnées pour la fabrication d'obus de 75, dont 2 200 exemplaires sont produits quotidiennement en 1918 : la surface de l'usine est quadruplée et le nombre de machines outils décuplé. Parallèlement à la fabrication d'obus, Chenard & Walcker entreprend, à partir de 1916, la fabrication de moteurs d'avion Hispano sous la direction de Paul Clouet, gendre d'Ernest Chenard. Environ 50 moteurs sortent

³⁰⁷ Voir p. XXX.

³⁰⁸ Éric Favre, *Gazoline*, avril 1998, pp. 45-47 ; Gilles Fournier, *Amilcar*, Éditions Rétroviseur, 1999, 270 p. ; Cercle Pégase-Amilcar.

chaque mois à la fin de la guerre. L'armistice signé, Chenard & Walcker reprend la construction d'automobiles et y ajoute la fabrication de semi-remorques, les « trains » de la filiale F.A.R. Cependant Ernest Chenard décède, victime d'une crise cardiaque ; son fils Lucien lui succède, mais plus technicien que gestionnaire, il ne s'imposera jamais tout à fait dans un conseil d'administration en permanence en butte à des querelles internes. En 1923 la marque absorbe Sénéchal. Chenard & Walcker crée également, en 1923 toujours, la Société d'Accessoires pour Automobiles et Carrosseries qui fabriquera divers accessoires de carrosserie tels que pare-brises, lève-glaces, poignées, serrures, ailes... Toutefois cette année 1923 est surtout marquée par la victoire d'une Chenard & Walcker à la première édition des 24 Heures du Mans ³⁰⁹. Les retombées commerciales sont considérables et, en 1925, Chenard & Walcker emploie près de 4 500 personnes.

- Le milieu des années vingt est l'apogée de Chenard & Walcker. De nombreuses succursales et agences sont ouvertes, tant en France qu'à l'étranger, et parallèlement à ce développement, plusieurs investissements en machines-outils sont réalisés. Cela permet notamment la création, en 1927, de la S.A.E.G. qui réalise dorénavant tout l'équipement électrique des voitures, limitant ainsi la contribution de sous-traitants. La production se chiffre alors à environ 300 voitures par mois. Mais Chenard & Walcker est de plus en plus confronté à la montée en puissance de la concurrence américaine et surtout française. Certains constructeurs, Citroën en tête, produisent une centaine de voitures par jour ; cet écart de production permet aux « grands » de l'auto une large économie d'échelle, d'où la différence dans le prix de revient des voitures. Conscient du problème, les dirigeants de Chenard & Walcker suppriment provisoirement le service course, puis envoient, sans succès, une mission d'étude en Amérique chargée d'analyser le système de production en vigueur outre-Atlantique. M. Henry, président du conseil d'administration, cherche alors une solution dans un rapprochement avec d'autres sociétés automobiles françaises et en 1928 un accord est signé avec Delahaye.

- Outre la crise économique mondiale qui menace — tôt dans le secteur automobile — et la situation financière de l'entreprise qui s'aggrave, la société rencontre d'autres difficultés : la rupture du rapprochement avec Delahaye, la production de modèles très disparates dont l'étonnante traction avant Super Aigle étudiée par l'ingénieur Grégoire et présentée au Salon de Paris 1934 ³¹⁰. Cette voiture devait relancer la marque, mais malheureusement, quelques stands plus loin, Citroën exposait ses 7 et 11 à grand renfort de publicité : la traction avant Chenard & Walcker reste dans l'ombre de ses rivales de Javel... Certains prototypes sont trop en avance, comme la Mistral aux lignes très futuristes. La gamme tourisme continue à évoluer et, en 1936, Chenard & Walcker récidive avec une nouvelle traction avant, également étudiée par l'ingénieur Grégoire, la Super Aigle 24, qui connaîtra la même carrière éphémère que sa devancière. Mais le 13 juin 1936, Chenard & Walcker dépose son bilan. M. Henry, à qui l'on a de nouveau fait appel pour la direction du conseil d'administration, conclut un accord avec la société Chausson, qui acquiert la majorité des actions et prend en main la direction effective de l'entreprise. Les caisses des voitures sont désormais fabriquées par Chausson et les derniers moteurs Chenard sont utilisés jusqu'en 1937, date à laquelle ils sont remplacés par des moteurs Citroën et Ford. Une partie des ateliers est orientée vers la production de pièces détachées, notamment pour Citroën. Le bureau d'études n'est cependant pas en reste

³⁰⁹ Sur des routes en terre et sous une pluie discontinue, la voiture, actuellement exposée au musée du Mans, a parcouru la plus grande distance à plus de 92 km/h de moyenne.

³¹⁰ Voir p. XXX.

puisqu'une camionnette est construite, élaborée par Henri Toutée ; environ 30 000 véhicules de ce type sont construits, équipés d'abord d'un moteur deux temps Chenard & Walcker, puis par la suite d'un moteur 202 Peugeot, traction avant avec joint homocinétique pour la transmission. À la déclaration de guerre, Chenard & Walcker poursuit la production de voitures et camionnettes avant d'être contraint de reprendre la fabrication d'obus. L'année suivante, l'usine part en exode à Brive, avant de revenir, fin 1940, et de construire des pièces pour l'entreprise allemande Henschell. À la fin du conflit, l'activité redémarre avec la production des camionnettes à moteur Peugeot. Mais, en 1950, Peugeot arrête la fabrication du moteur 202 et refuse à Chenard & Walcker son nouveau moteur 203, sauf si le véhicule porte la marque Peugeot et s'il est distribué par le propre service commercial de la firme de Sochaux, ce qui est accepté et sera le début des utilitaires légers Peugeot. Cette décision est le coup d'arrêt de la Société des Automobiles Chenard & Walcker qui cesse définitivement d'exister le 19 mai 1950 ³¹¹.

□ Le constructeur électrique. Camille Jénatzy :

- Lorsque Pierre Griffard, rédacteur au *Petit Journal*, annonce au mois de décembre 1893 qu'il organise une course de véhicules sans chevaux entre Paris et Rouen, plusieurs concurrents s'inscrivent sur des véhicules électriques. Mais aucun ne se présente le 19 juillet 1894, date des épreuves éliminatoires ! La distance de l'épreuve — 126 kilomètres — est alors un obstacle insurmontable pour ce genre de véhicules, car cela nécessite de disposer de batteries de rechange le long du parcours, ce dont aucun participant ne bénéficiera. Jeantaud, sur une voiture électrique de sa conception, prendra néanmoins le départ de la course Paris-Bordeaux-Paris disputée au mois de juin 1895. Pour cela, il a entreposé plusieurs stocks de batteries (d'une autonomie d'une quarantaine de kilomètres chacune) le long du parcours, mais il n'atteindra jamais l'arrivée, suite à de nombreuses avaries mécaniques. Lors des éditions de 1898 et 1899 du Concours des Fiacres organisés par l'Automobile Club de France, ce problème d'autonomie n'a toujours pas été résolu, et les véhicules électriques inscrits sont toujours pénalisés par rapport à leurs homologues à pétrole.

- Mais, sur le plan de la vitesse, le véhicule électrique connaît son heure de gloire avec le fantastique duel que se livrent le comte Gaston de Chasseloup-Laubat et le belge Camille Jénatzy, directeur de la Compagnie générale des Transports automobiles, à Paris. À l'initiative de Paul Meyan, directeur de la revue *La France automobile*, une course de vitesse sur 2 kilomètres est organisée au mois de décembre 1898 dans le parc d'Achères, une commune située près de Maisons-Laffitte, en région parisienne. Sur une Jeantaud électrique de 40 HP, Chasseloup-Laubat remporte l'épreuve à la vitesse de 63,15 km/h, et détient à ce titre le premier record du monde de vitesse homologué. Camille Jénatzy, n'ayant pu participer à la bataille, lance un défi à Chasseloup-Laubat, et les deux hommes vont s'affronter à plusieurs reprises sur leurs véhicules électriques, en permanence améliorés, en ce début de l'année 1899. Et le 29 avril, Camille Jénatzy atteint ainsi la vitesse de 105,879 km/h, sur la route d'Achères à Poissy, là où fleuriront plus tard les « sept vies de Poissy » ³¹². Pour la première fois, un homme franchit la barrière fatidique des 100 km/h. Profilée comme un cigare, sa voiture était surnommée « La Jamais Contente », et ce nom lui aurait été inspiré par sa... femme ! Un monument, près de la porte Maillot, commémore l'exploit.

□ Panhard & Levassor :

³¹¹ Éric Favre, *Gazoline*, juin 1997, pp. 38-39 ; Les Amis de Chenard & Walcker.

³¹² Cf. J.-L.Loubet & N.Hatzfeld, *Les 7 vies de Poissy : une aventure industrielle*, ETAI, 2001, 360 p.

- Périn, fabricant parisien de machines à bois, cherchait un ingénieur pour mettre au point des moteurs à gaz. Il embauche en 1867 le centralien René Panhard.
- Famille Panhard s'appelait à l'origine, Penhart, ce qui signifie en breton « tête dure »
- René Panhard (1841-1908) fait la connaissance à **Centrale** d'Émile Levassor
- R.P. achète des terrains avenue d'Ivry, près de la Porte d'Ivry
- association avec Émile Levassor en 1886
- premiers véhicules « sans chevaux » en 1890-1891, utilisant la licence du moteur à pétrole Daimler pour la France : la plus ancienne, la doyenne des sociétés automobiles françaises, longtemps leader incontesté de cette industrie. Production à la Belle Époque d'automitrailleuses, de moteurs d'avions, de camions, de voitures sportives...
- fondateur : René Panhard, longtemps maire de Thiais
- En 1896 achat de l'embrayage inventé par le commandant Arthur Krebs, qui entre à la direction en 1906 pour remplacer Levassor après sa mort accidentelle.
- Le neveu, Paul Panhard (1881-1969) débuta dans l'entreprise en 1905, nommé responsable en 1911, puis administrateur en 1915 et fut pendant un demi-siècle (1916-1965) le patron de Panhard, avec le titre de PDG à partir de 1941
- Grande rentabilité, les bénéfices représentant entre un tiers et la moitié du chiffre d'affaires
- dans les années 20, refus de la production de masse : grosses difficultés avec la crise de 29
- passe en 1965 sous le contrôle de Citroën, qui ne se sert pas de la marque pour combler le trou béant entre l'Ami-6 et l'ID
- fusion totale en 1967, avec disparition de la marque Panhard
- S.Schweitzer. Des engrenages à la chaîne. Les usines Citroën. 1915-1935. Presses universitaires de Lyon. 1982. 204 p. Base : thèse de IIIe cycle :
- « une usine nouvelle pour la France des années vingt et trente, une usine conçue pour mener à bien une production en grande série » (p. 7)
- André Citroën a fondé sa Société des Engrenages Citroën en 1905
- immense usine en 1918, avec 12 000 ouvriers
- admirateur de Henry Ford, lecteur de *Ma vie et mon œuvre* et *Aujourd'hui et demain*
- voyages aux États-Unis, le 3 en 1931, d'où il revient avec décision de transformer son usine pour imiter l'Amérique et damer le pion à Renault ! >>> rec. de Javel achevée en 1933. Une chaîne unique, « la plus belle du monde », proclame A.C.
- usine de Levallois avait été achetée en 1921, usine de Saint-Ouen en 1924
- une forme de « refus de la Crise » !
- décomposition des tâches est fondamentale dans usines Citroën
- croit à la personnalisation du pouvoir
- politique sociale dure
- Ernest Mattern, arrivé de Peugeot en 1922, devient un de ses directeurs
- dans années 20, dans argot ouvrier : « faubourg » = travail qui ressemble à l'artisanat
- des salaires « au boni », ou « à la prime », ou « au temps économisé » ; les points-Mattern (voir GA)
- réappropriation des temps morts, crainte du freinage
- œuvres sociales : pouponnière, crèche, infirmerie, etc.
- politique de « conciliation-répression » !

3°) Les industries du Massif central et des Alpes

a) Michelin³¹³ :

- la success story: En 1832 Aristide Barbier et Édouard Daubrée créent à Clermont-Ferrand une fabrique de machines agricoles et d'articles en caoutchouc. La saga familiale Michelin commence vraiment en 1886. André, qui a alors 33 ans, est appelé à la rescousse d'une entreprise familiale au bord de la faillite, Barbier et Daubrée, installée à Clermont-Ferrand (Puy-de-Dôme) et spécialisée dans le caoutchouc. Il fait appel à son tour à son jeune frère, Édouard, qui vient d'achever ses études aux Beaux-Arts et renonce à une carrière d'artiste peintre pour devenir gérant de la société familiale en 1889. Ingénieur de l'École centrale et ancien élève de la section architecture des Beaux-Arts, André, qui a créé une entreprise de charpente métalliques à Paris, rêve d'être le futur Gustave Eiffel. Rebaptisée Michelin et Cie en 1889, l'entreprise ne fait des pneus qu'à partir de 1891 avec l'invention par Édouard du « pneu démontable »³¹⁴ pour vélo. André, à Paris, abandonne l'architecture métallique pour devenir l'agent commercial de l'entreprise. Édouard, à Clermont, prend en charge la recherche et dirige l'ensemble du processus de production.
- la société restera toujours très imbriquée dans la ville de CF, à laquelle elle a donné une tradition industrielle pour une main-d'œuvre locale qui n'en disposait pas
- En 1898 est inventé le personnage de Bibendum³¹⁵.
- Après le vélo, c'est la conquête des marchés du fiacre, de la voiture automobile.
- dès 1904-1905, Michelin a un chiffre d'affaires égal à celui de Renault
- Les premiers guides Michelin apparaissent en 1900, les premières bornes kilométriques en 1913, les premiers guides régionaux en 1926.
- très forte intégration dans la fabrication du pneu
- grande publicité, très célèbre. Cf. Clemenceau en 1906 après la formation de son gouvernement : « Mon ministère est constitué, comme le pneu bien connu, je bois l'obstacle » !
- laboratoires « maison », espionnage industriel
- construction d'avions pendant la Première Guerre mondiale
- plantations de caoutchouc en Indochine
- concurrence de Dunlop, qui s'est installé à Montluçon, à une centaine de kms !
- un concurrent local, Bergougnan
- Michelin invente la Micheline (automotrice sur voies ferrées) et le pneu rail en 1931.
- Le pneu Confort est commercialisé en 1923.
- En 1935 Michelin prend le contrôle de Citroën, que le groupe conservera jusqu'en 1975.
- mort d'Édouard en 1940
- pneu X à carcasse radiale en 1946
- ouverture de 15 usines entre 1955 et 1969
- les « bips » dans « Michelin-Ville » : ville de mono-industrie relative, attachement à la société, logements ouvriers (maisons pour quatre ou cinq familles, parfois construites à la chaîne, en cités avec des églises), dureté des rapports sociaux (anarcho-syndicalisme, grèves dures dans l'entre-deux-guerres)
- taylorisme et chronométrage 1920 >>>
- participation aux bénéfices très tôt

³¹³ A.Gueslin dir., *Michelin, les hommes du pneu. Les ouvriers Michelin à Clermont-Ferrand de 1889 à 1940*, Éditions de l'Atelier, 1993, 269 p. ; notice L.Dumond dans J.-C.Daumas dir., *Dictionnaire historique des patrons français*, Flammarion, 2010, 1 614 p., pp. 482-485

³¹⁴ X pneu Dunlop, collé à la jante.

³¹⁵ Voirp. XXX.

- politique de hauts salaires mais sanctions drastiques
- un « système Michelin », fondamentalement pragmatique, mais avec une très forte culture patronale, familiale, cultivant le secret, laïque mais avec références religieuses ; une mémoire d'entreprise, avec un centre d'archives, interdit aux chercheurs (!)
- lobbying sur l'État entre-deux-guerres (routes, etc.)
- allocations familiales, écoles, colonies de vacances

b) Carmaux

□ Toujours (cf. MTF-3) les travaux de Rolande Trempé sur Carmaux : R.Trempé, *Les mineurs de Carmaux. 1848-1914*, Éditions ouvrières, 1971, 2 vol., 1 012 p., sa thèse :

- une topographie locale qui reflète la pyramide et la stratigraphie sociales
- Carmaux chef-lieu de canton 1889 >>>
- électrification mine à partir de 1890 (éclairage public 1861 >>>)
- abattage mécanique après Première Guerre Mondiale
- mineurs revendicatifs, grévistes (grandes grèves de 1892), peu politisés jusqu'au début de la IIIe, qui sont devenus socialistes à la fin du siècle
- la Chambre syndicale des ouvriers mineurs de Carmaux date d'avril 1883. Après avoir connu un apogée en 1892 (1852 adhérents), elle décline et se transforme en 1899 en un « deuxième syndicat » (500 à 600 adhérents)
- grand nom : Jean-Baptiste Calvignac, qui devient maire en 1892
- duel électoral Jaurès-Solages fin XIXe siècle, des élections de 1889 (double victoire conservatrice : Solages à Carmaux et son beau-père, le baron Reille, à Castres) à celles de 1893 (Jaurès bat Solages à une partielle et est réélu à l'élection générale)
- Verrerie ouvrière en 1896 ³¹⁶ :
- * longue grève en 1895, soutenue par les chefs socialistes, dont le plus en vue était Jaurès
- * Cette grève eut pour résultat la fondation en 1896, à Albi, d'une verrerie coopérative, la Verrerie ouvrière
- * des verreries 1851 >>>
- * métier dur, avec un énorme savoir-faire ; salaires élevés >>> gros contraste avec les mineurs. Verriers se détachent tôt de la terre et sont assez itinérants au travers de la France
- * le « souffleur » contrôle ses apprentis
- * Très forte croissance avec la mécanisation et les progrès des fours (SE >>>) : plus de productivité, plus de verriers aussi ! >>> surproduction, à travers toute la France >> problème de l'emploi et de la migration professionnelle >>> les verriers se sédentarisent, fondent un syndicat en 1890 et lorgnent du côté du socialisme
- * concentration industrielle : une seule verrerie subsiste
- * une première grève en 1891
- * grève de 1895 a pour cause la répression antisyndicale (un ouvrier syndiqué est accusé à tort de s'être absenté sans autorisation : il s'est rendu au congrès de la Fédération de la Verrerie à Marseille)
- * l'arbitrage (conseillé par Jaurès) est refusé par le patron, qui dispose d'un très gros stock de bouteilles et recrute des ouvriers moins qualifiés partout en France
- * grève de quatre mois ; les grévistes reprennent le travail les uns après les autres, et le patron les « trie » à l'embauche, les militants les plus en vue n'étant pas repris
- * plus de syndicat pendant dix ans...

³¹⁶ Cf. J.W.Scott, *Les verriers de Carmaux. Histoire de la naissance d'un syndicalisme*, Flammarion, 1982, 188 p.

- * mais verrerie coopérative, construite à Albi, site meilleur, conseillé par des ingénieurs
- * Les 5/8 du capital de la coopérative appartiennent à) des organisations nationales, syndicales et socialistes
- * les autres huitièmes appartiennent à des militants syndicaux locaux
- * personnel : les ouvriers licenciés
- * devise, empruntée à Fourier : « Capital-Travail-Talent »
- * vie très difficile pendant de nombreuses années
- * règlement intérieur plus sévère qu'à Carmaux (où la verrerie privée continue, bien sûr, le patron empêchant toute renaissance du syndicat)

c) L'aluminium

- G.Vindt, *Les hommes de l'aluminium. Histoire sociale de Pechiney, 1921-1973*, Éditions de l'Atelier, 2006, 255 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, novembre 2006, pp. 403-404, dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janvier-mars 2007, pp. 278-279 :
- * Salindres (Gard) est le berceau de l'industrie mondiale de l'aluminium : à partir de 1860 et pendant trente ans, l'aluminium y est fabriqué par un procédé chimique dû à Sainte-Claire Deville, procédé onéreux de réduction de l'alumine par le sodium, qui en fait un métal rare, semi-précieux : en 1888, son prix de revient atteint le tiers de celui de l'argent !
- * ensuite procédé de Paul Héroult (électrolyse de l'alumine fondue) : production 1888 >>> dans les Alpes >>> dès 1897 le prix de revient de l'aluminium est tombé autour de 3F le kg >>> Pechiney se met au procédé Héroult qu'il a d'abord repoussé !
- * dans un cas comme dans l'autre : une « industrie de process »
- * cadres supérieurs très stables
- * entreprise prospère
- * une forte culture d'entreprise
- * pénibilité et dangerosité d'un travail qui reste peu mécanisé : le désir de productivité ne viendra qu'après 1945
- * recherche par la direction d'une « bonne main-d'œuvre »
- * des œuvres sociales, sous la responsabilité des diff. directeurs d'usines : allocations familiales, orchestres, sports
- * l'Église (!) finance un vicaire à L'Argentière
- Ph.Mioche, *L'alumine à Gardanne de 1893 à nos jours. Une traversée industrielle en Provence*, Presses universitaires de Grenoble, 1994, 179 p. :
- * Provence Pechiney
- * nœud ferroviaire près d'Aix-en-Provence, important grâce alumine et charbon (nécessaire pour chaudières) sont lourds
- * procédé Bayer (brevet allemand)
- * nombreux travailleurs immigrés, Italiens surtout >>> logements ouvriers
- * CGT ; grande grève de 1920

d) Les petits centres industriels et artisanaux des Alpes 2^e Révolution industrielle

- tjours les mines (voir MTF3), celle d'antracite de Pierre Grosse (vallée de la Guisane) ferme en 1963 ! Installation dans certains cas de câbles ou de téléphériques pour évacuer le charbon. Considérés comme très faibles les gisements d'antracite ne sont pas nationalisés à la Libération, mais La Mure l'est (HBD)

- usine de la Schappe à Briançon (frères Chancel) traite les déchets de soie, importés du Japon. Apogée fin du XIXe siècle, puis Japon traite lui-même 1929>>> : concurrence sévère. Travail très pénible : humidité, contrastes de températures, produits chimiques corrosifs, etc. Main-d'œuvre locale + jeunes immigrées italiennes, les « choules », qui vendent leur chevelure avant de partir en confiant l'argent à leurs parents, qui sont cloîtrées, nourries et blanchies par la direction. Grande grève de 1907, avec défilés à drapeau rouge, violences contre la maison du directeur, « jaunes » soutenus par la direction, qui arborent un ruban jaune en contre-manifestant, renvoi massifs des « choules ».

- l'usine Opinel de Saint-Jean-de-Maurienne :

* un humble taillandier, Joseph Opinel, fabriquant avec son père des serpes et des haches
* a l'idée en 1890 de fabriquer des couteaux de poche pliants, avec manche en hêtre, en 12 tailles différentes

* symbole de la « main couronnée », à cause des reliques de Saint Jean-Baptiste de la cathédrale de Saint-Jean-de-Maurienne

* l'entreprise reste familiale mais sait profiter aussi bien des colporteurs que de la notoriété de clients célèbres (Picasso par ex. ³¹⁷)

* usine installée XXe siècle près de Chambéry

- Queyras :

* fabrication ancienne et artisanale de meubles en noyer, dont « coffres de mariage », armoires, etc.

* un pasteur d'origine suisse a idée en 1919 de lancer la production de jouets en bois à La Chalpe d'Arvieux pour « freiner l'émigration »

- L'Argentière-La Bessée (près de Briançon) :

* mines d'argent, exploitées >>> 1870 dans vallée du Fournel

* usine électrique >>> métallurgie de l'aluminium (1909), puis aciers spéciaux

- l'électricité :

* le papetier Aristide Bergès équipe en 1869 une chute d'eau de 200m à Lancey, près de Grenoble

* 1^{er} essai de transport de courant continu entre Vizille et Grenoble en 1883

* fabrication de l'aluminium par électrolyse dans Alpes 1900 >>> Grd rôle de Paul Héroult (1863-1914, électrolyse de l'alu. 1886) ; recherche et production étroitement associés.

* fours électriques pour aciers spéciaux 1900>>>

* développement considérable sidérurgie et métallurgie alpines pendant la Première Guerre Mondiale, cf. Ugine, avec main-d'œuvre immigrée (22 nationalités diff. en 1922, cf. la chapelle orthodoxe, encore visible), très hiérarchisée, un grand paternalisme, baptisé hypocritement « phalanstère » : un grd bâtiment d'habitation, encore à demi visible

* >>>> plusieurs usines « électro-chimiques » (utilisation des mines et carrières des Alpes) ou « électro-métallurgiques » dans la Tarentaise : Le Villard (usine de produits chimiques, diverses sociétés, dont Nobel 1957>>>, près de Bozel), Notre-Dame de Briançon (graphite), Pomblière (chlore), Moutiers (acier). Ramassage des ouvriers par tramways, puis autocars ou électro-bus 1930>>> (Le Villard) ; cours du soir ; classement « établissements prioritaires » par les Allemands pendant la guerre (>>> pas de STO)

- fonderie de cloches Paccard, près d'Annecy, pratiquement la seule au monde 3^e Révolution industrielle

- décolletage de la vallée de l'Arve :

³¹⁷ Hors programme : Eric Tabarly et Paul Bocuse...

- * un cas rare en France de « district industriel marshallien », *i. e.* une concentration géographique d'entreprises de tailles variées spécialisées dans la fabrication d'un même type de produits, entre lesquelles existe une division du travail très poussée
- * premier centre mondial de décolletage (travail de pièces métalliques de petites dimensions)
- * origine : l'horlogerie, avec une école créée en 1848
- * des paysans-horlogers de la montagne, comme Claude Crettiez
- * des Italiens, comme Louis Carpano
- * des patrons républicains, qui remplacent l'horlogerie par le décolletage pendant la Première Guerre mondiale, avec une multitude de produits
- * mais concentration de la production sur l'automobile dans années 1970 >>> dépendance et fragilité
- * cependant certains s'en tirent en se spécialisant différemment : moulinets de pêche, mécanismes de volets roulants

4°) L'industrie de la région lyonnaise de la 2^e Révolution industrielle

□ **Toujours d'après B. Angleraud & C. Pellissier**, *Les dynasties lyonnaises. Des Morin-Pons aux Mérieux, du XIX^e siècle à nos jours*, Perrin, 2003, 830 p., *passim* (cf. MTF3). Bien sûr, pour l'automobile, j'ai largement développé.

□ **conséquences de la Grande Dépression :**

- **nouveaux visages de la soierie** : renforcement des investissements, mécanisation (en 1914 : 42 500 métierts mécaniques, 17 300 métiers à bras), électrification du tissage canut de la Croix-Rousse, dispersion des métiers à la campagne

- **nouveaux venus dans la soie** : surtout **Ulysse Pila** : utilisation des soies extrême-orientales, appui de la colonisation, surnom de « vice-roi d'Indochine ». Il meurt en 1909 mais sa maison lui survit.

- les **marchés extérieurs** sont recherchés par toutes les ind. textiles

- utilisation de la **soie artificielle** (déc. par Chardonnet en 1884)

- **nouveaux venus dans la chimie** : surtout les frères **Auguste et Louis Lumière** ³¹⁸ (ind. photo. et chimie pharmaceutique), anciens de l'école de La Martinière, école fréquentée par de nombreux jeunes fils de la bourgeoisie industrielle lyonnaise. Dans une atmosphère de secret, le cinéma est inventé chez les Lumière à la Noël 1894 ; 1^{ère} projection à Paris le 22 mars 1895. Dès le printemps 1896, une cinquantaine d'équipes d'opérateurs sillonnent la France et l'Europe. Mais pour les Lumière il n'est pas question d'abandonner la **recherche scientifique** pour l'art cinématographique. Et ils intègrent verticalement des activités complémentaires ou concurrentes. Louis continue à la Belle Époque ses recherches sur la photo couleur, Auguste se passionne pour la **chimie médicale**. Les brasseurs Winckler marient quatre de leurs enfants avec des Lumière.

□ **Pétrole Hahn** : le Lyonnais François Vibert s'associe avec le pharmacien genevois Charles Hahn. Gros succès du Pétrole à la Belle Époque. À la mort de François Vibert (1912) lui succède son fils adoptif Robert Laurent-Vibert, agrégé d'histoire après avoir fait l'ENS ! Mais il est davantage intéressé par la restauration d'un château (Lourmarin) et l'Action française...

□ **Lyon est un berceau de l'automobile en France**. Dans les années 1890, Lyon connaît un **foisonnement d'ateliers qui se lancent dans la construction de cycles puis d'automobiles**. La situation est comparable à celle des années 1830 où le même phénomène s'était produit autour de la construction de machines à vapeur. **La décennie 1890 est très féconde : 1889**

³¹⁸ Nés respectivement en 1862 et 1864.

voit les débuts de Rochet-Schneider, 1892 de Luc Court, 1893 de François Pilain, 1894 de Marius Patay, 1896 d'Audibert et Lavirotte, enfin 1899 de Marius Berliet, au total 150

constructeurs pour le département du Rhône. L'industrie automobile lyonnaise a connu ses heures de gloire durant le premier quart du XX^e siècle, avec plus de 220 constructeurs qui se sont laissés emporter, avec des fortunes diverses, par l'engouement général que suscitait ce nouveau moyen de locomotion. Parmi elles, 150 environ dans le département du Rhône.

Comme l'écrit la *Revue française de Construction automobile* dans son numéro du 5 août 1907 en éditorial : « Nous avons déjà pu nous rendre compte que les constructeurs lyonnais rivalisaient avec les parisiens en tant que fini d'ajustage et mise au point de leurs véhicules. Plusieurs de ces marques de la région lyonnaise ont pris une importance insoupçonnée ; nos lecteurs ont pu le voir par celles que nous avons examinées. »

□ La construction des premières automobiles est moins exigeante que celle des locomotives : elle n'exige pas de très grosses pièces de fonderie ou de mécanique, et les constructeurs s'adressent à des spécialistes pour la fourniture de pièces en fonte ou en aluminium. Deux futurs grands noms de l'automobile ont débuté dans l'industrie du cycle : Rochet et Patay.

□ L'histoire de Rochet-Schneider commence à la fin du XIX^e siècle lyonnais. Jean-François Rochet est issu d'une longue lignée de tailleurs de pierres du Bugey. À seize ans (il est né en 1831), il part à Lyon pour apprendre un métier du fer : il sera successivement mécanicien, forgeron et ferronnier. En 1862, il est embauché par la Compagnie du Chemin de fer de Genève — qui fusionnera avec le P.L.M. — puis, quatre ans plus tard il reprend un fonds de serrurerie dans le quartier, très artisanal, de Saint-Paul et étend progressivement ses activités aux travaux de ferblanterie, forge et mécanique, s'essayant, à temps perdu, à la construction d'un vélocipède. En 1869, il met au point un bicycle à grande roue, qu'il surnomme « le Grand Bi » et est primé à l'Exposition universelle de Lyon en 1872. Ce constructeur ouvre le premier commerce de cycles du centre de Lyon, place des Jacobins. La construction de cycles a joué un rôle important dans la région lyonnaise et a permis à la construction automobile de bénéficier de méthodes industrielles éprouvées. Deux futurs grands constructeurs automobiles lyonnais ont débuté dans le cycle : Rochet et Patay. Les fils Rochet font leurs études à l'École de la Martinière où ils côtoient Louis Lumière. En 1882, Claudius Rochet obtient son certificat d'études et est associé à son père. L'affaire familiale est en plein essor, les clients se multiplient, dont Marius Berliet, qui acquiert en 1889 un Grand Bi, dont une réplique à l'identique est toujours visible dans la salle à manger de la villa Berliet. Cet essor conduit à rechercher des locaux plus vastes, le quartier de Saint-Paul est quitté pour la rive gauche du Rhône, dans le quartier de la Part-Dieu. En quelques années, l'entreprise déborde le simple cadre de Lyon pour rayonner ³¹⁹ dans toute la région.

L'autre fils de Jean-François Rochet, Édouard, né en 1867, entre, lui, aux ateliers PLM d'Oullins où il rencontre Théodore Schneider, une grosse fortune issue d'une famille de filateurs de Bourg-Argental. Schneider, séduit par les créations des cycles Rochet, propose d'abord au père une association en commandite, refusée pour sauvegarder la dimension familiale de l'entreprise. Si le père refuse l'offre, Édouard rejoint en 1889 Schneider pour fonder dans le quartier des Brotteaux la Société de Construction vélocipédique du Rhône, concurrente de la société de son père. La nouvelle entreprise se développe vite et devient, en 1892, la société en nom collectif « Édouard Rochet et Théodore Schneider », dont les capitaux vont rendre possible de passer à l'automobile. Édouard Rochet se lance dans la réalisation de ce qui sera la première voiture du futur constructeur. De son côté, Théodore

³¹⁹ Double jeu de mots, bien sûr, l'occasion fait le larron.

Schneider s'est mis à la recherche d'un emplacement, indispensable à la construction d'une usine qui devra produire, en un grand nombre d'exemplaires, ce nouveau véhicule. Les associés voient large et forment en 1894 la « Société Lyonnaise de Construction de Vélocipèdes et d'Automobiles Rochet-Schneider ». Parmi les premiers souscripteurs se trouvent Auguste et Louis Lumière, aux côtés de magistrats et de négociants. La société s'installe au début de 1895 rue Paul Bert, à Lyon. C'est de là que sortira, au printemps 1895, une automobile à pétrole — alors que la concurrence opte pour la vapeur — qui n'est pas sans ressembler à celle de Karl Benz. Quelques mois plus tard, un deuxième prototype est réalisé, qui abandonne les roues « charrettes » pour des roues plus légères, façon bicyclette, équipées de pneus Dunlop. Et, avant la fin de l'année, un troisième modèle fait son apparition, doté d'un système d'éclairage constitué de deux lanternes à bougie : il atteindra la vitesse record de 35 km/h. Les deux associés participent à des courses : pour leur première tentative, le jour de la Pentecôte 1896, ils s'offrent le luxe d'arriver en haut du col du Galibier, à plus de 2 600 m, ce qu'aucune voiture sans chevaux n'avait jamais réussi auparavant. L'essor est très rapide — en 1897, 45 voitures sont fabriquées et deux d'entre elles sont exportées aux États-Unis — et Rochet-Schneider — comme le dit l'usage courant — procède à deux augmentations de capital. Grâce à elles, la famille gréco-marseillaise des Zafiropulo entre dans le capital et devient le principal appui financier de Rochet-Schneider. Démétrius et Georges Zafiropulo avaient rallié en 1898 Marseille à Constantinople au volant d'une Rochet-Schneider, sans le moindre incident mécanique, aucune des pièces de rechange emportées n'ayant été utilisées. L'exploit avait alors enthousiasmé les richissimes aventuriers, à tel point qu'ils acquièrent 11 % du capital de la société Rochet-Schneider. Les commandes affluent en tel nombre que l'entreprise est condamnée à stopper la fabrication de bicyclettes pour se consacrer exclusivement à la nouvelle activité ! L'année 1899 marque un tournant important pour la société. C'est d'abord le démarrage de la construction d'une nouvelle usine, plus spacieuse et plus moderne, qui est inaugurée le 29 mai 1900 dans le quartier de Monplaisir. C'est ensuite la réalisation de la première Rochet-Schneider à moteur à l'avant, protégé par un carénage. C'est enfin le début des études d'un tout nouveau groupe 4 cylindres, le premier de la société, qui sera au point dès l'année suivante, alors même que sortira le 400^e véhicule de la marque ! La firme américaine Alden Sampson fabriquera des voitures Moyea sous licence Rochet-Schneider. D'autres licences sont également accordées à la firme suisse Martini, ainsi qu'à des sociétés belges, italiennes et anglaises.

Entre-temps, Rochet père et fils (Claudius) s'étaient eux aussi lancés dans la construction automobile, mais dans la voie de la vapeur : un tricycle puis des voiturettes, mais la production représente seulement cinq ou six exemplaires l'an. En 1899, le père, Jean-François, se retire et Claudius s'associe avec un troisième fils, Francisque, fondant une société en nom collectif, Rochet Frères, qui produit une trentaine de voitures en 1900 et 1901. Le décès de Jean-François et de Francisque laisse seul Claudius, qui dissout la société et se replie sur un petit atelier de construction et de réparation de bicyclettes, avec un peu de mécanique générale.

Mais, pendant ce temps, Rochet-Schneider est la société qui connaît l'essor le plus prodigieux, elle est la seule maison lyonnaise capable à la Belle Époque de rivaliser avec les grandes maisons parisiennes telles que Panhard ou de Dion-Bouton. La marque s'impose dans les épreuves sportives, à partir de 1904 est même créée une coupe Rochet-Schneider, organisée par l'Automobile-Club du Rhône. Puis elle part à la conquête du marché américain en signant des accords de licence aux États-Unis comme partout en Europe. La production passe de 100 voitures par an en 1901 à 250 en 1904. La suite continue de succès de Rochet-

Schneider commence à monter à la tête d'Édouard Rochet qui, contre l'avis de Théodore Schneider, transfère le siège social de l'entreprise à... Londres ! Pour le nouveau directeur général de la *Rochet-Schneider Ltd*, il s'agit, avant tout, de réaliser une opération de capitalisation juteuse par l'émission massive d'actions, c'est alors très en vogue : le capital a été multiplié par 7,5 ! Le président est britannique, Rochet restant directeur général. Le siège est à Londres, l'usine et les bureaux restent à Lyon (Monplaisir). Entre les deux associés de la première heure, le désaccord est si profond que Schneider, même s'il conserve sa place au conseil d'administration, est écarté du pouvoir et ne sera même plus consulté lorsque des décisions importantes devront être prises. Cependant, si les ventes se poursuivent sur un rythme soutenu, et même si de nombreuses personnalités françaises et étrangères continuent à acheter les voitures de la marque, des difficultés apparaissent : des constructeurs sous licence abandonnent, les nouvelles actions sont peu souscrites et la « Rochet Schneider Ltd » est dissoute à la fin de 1907, à peine plus de deux ans après sa création. Pourtant, la gamme est alors conséquente mais l'aventure anglaise a laissé de profondes traces et, en cette année 1908, seuls 140 châssis sont fabriqués. Entre-temps, la « Société Anonyme des Établissements Lyonnais Rochet-Schneider » revient s'installer à Lyon. L'affaire repart grâce à l'achat (en 1906) des brevets des carburateurs Zénith, qui va donner lieu à la constitution d'une société distincte, dite « Société du Carburateur Zénith ».

La gestion catastrophique de l'image de l'entreprise a profondément marqué les esprits et la production est au plus bas. Malgré l'apport de crédits bancaires, il faut se résoudre à faire appel à de nouveaux investisseurs, quitte à perdre de cette indépendance si chère à Édouard Rochet. Une nouvelle fois, Théodore Schneider s'y oppose et se retrouve encore écarté, au profit des Zafiropulo, vers lesquels Édouard Rochet se tourne pour recapitaliser sa société au bord de l'asphyxie. La famille Zafiropulo, sans se faire tirer l'oreille, accède à la demande, non sans exiger qu'un des siens soit nommé président du conseil d'administration pour veiller sur ses intérêts. Théodore Schneider a beau refuser cette association qu'il juge peu conforme aux intérêts de l'entreprise, Édouard Rochet accepte toutes les conditions ; l'éphémère société anglaise est littéralement liquidée en 1909, Georges Zafiropulo est nommé à la tête du conseil, alors que les ventes sont au plus bas : onze châssis par mois et, en septembre 1909, aucune commande n'est enregistrée. Mais le nouveau capital est de 2 500 000 francs : une succursale est conservée à Paris. On liquide les gros châssis de reste ; on refuse tous les projets peu rentables de Rochet, qui a le poste de directeur général ; un nouveau directeur commercial est engagé ³²⁰, ce qui provoque, dans un premier temps, le retrait de Théodore Schneider qui perd ses dernières responsabilités ³²¹ et ses ultimes illusions. Il démissionnera finalement en avril 1910, pour créer sa propre entreprise. Si le redressement attendu a finalement lieu dès le début 1910, avec un rythme mensuel moyen de 45 châssis produits pendant l'année 1910, la situation financière de la société est chaotique, les Zafiropulo essaient d'entrer plus en nombre dans le conseil : un Démétrius Zafiropulo y est élu le 20 septembre 1910. Les séances du conseil d'administration sont mouvementées, les clients se plaignent à plusieurs reprises du personnel de l'usine et Édouard Rochet présente même sa démission, qui est refusée.

³²⁰ Boissy, en octobre 1909.

³²¹ Sa voix n'était que « consultative » au conseil et ses propositions (de création d'agences) sont jugées « inacceptables » par le conseil le 28 septembre 1909. Il est, brièvement, administrateur.

À partir de 1911, les ventes, qui marchent bien, concernent surtout les châssis moyens, de 12 et 18 HP. Lorsque la guerre éclate, Rochet reprend la direction de l'entreprise, qui se tourne vers la fabrication de camions ³²² destinés à l'armée (1 363 sont construits pendant la durée du conflit), fabrique aussi des obus, et est obligé par l'administration militaire d'accueillir Renault qui produit des moteurs d'avion sur les chaînes lyonnaises. Les problèmes de main-d'œuvre liés à la guerre obligent à établir plusieurs mesures sociales, avec regret : « les allocations [aux pères de famille et aux femmes en couches] ont un caractère de gratification bienveillante et ne peuvent être considérées comme un supplément de salaire. Nous nous réservons de les modifier suivant la marche des affaires », déclare le conseil d'administration du 19 septembre 1916. Dès le 12 novembre 1918, il est adopté le jugement de démétrius Zafiropulo qu'il est « absolument nécessaire d'entrer dans l'ère des économies ». La guerre terminée, la production de voitures redémarre lentement avec trois modèles, mais les autos Rochet-Schneider sont trop chères pour l'après-guerre (6 à 8 fois plus qu'une voiture moyenne !), qui n'est plus la Belle Époque, d'autant que Rochet-Schneider assemble désormais ses véhicules avec un soin et une minutie extrêmes, qui emploient une main-d'œuvre considérable. La fin de la prospérité s'amorce avec les années 30, les exercices étant déficitaires à partir de 1931. En 1931, c'est l'arrêt total de la fabrication de voitures de tourisme. Édouard Rochet quitte ses fonctions en 1936, alors que l'entreprise qu'il avait fondée quarante ans plus tôt s'est reconvertie dans la fabrication d'autobus et de poids lourds. Partent avec lui les autres représentants de la génération de la Belle Époque, son neveu et le directeur technique. Mais il est difficile de rivaliser avec Berliet, la situation financière est catastrophique, les frais généraux sont beaucoup trop élevés, de sorte que les financiers Zafiropulo songent de plus sérieusement à une liquidation de la société. Dans le plan de mobilisation industrielle élaboré par le ministère de la Guerre en 1938, les camions seront achetés aux États-Unis, alors que Rochet-Schneider en a fourni de nombreux à la fin des années 30 : il faut usiner des bombes, dès 1939, sans espérer vendre des utilitaires pour la Défense nationale... L'occupation provisoire de Lyon à partir du 19 juin 1940 se traduit par la réquisition des lieux de production stratégique pour les Allemands. Dès ce premier jour, Rochet-Schneider est réquisitionné par le commandement supérieur de l'Armée allemande, qui prend possession de tous les véhicules, pneus et pièces détachées se trouvant dans les ateliers et magasins, pour un montant de près de 8 millions de francs. Dès septembre 1940 est signé avec l'Allemagne un contrat de livraison de véhicules industriels, fixés à 15 puis 30 camions par mois. De manière paradoxale, c'est en 1943 que s'interrompt ce travail de collaboration, l'évolution de la guerre conduit les Allemands à diminuer puis à supprimer les camions chez Rochet-Schneider. Dans les années d'après-guerre, on assiste à l'agonie de Rochet-Schneider. Depuis les années trente, la société semblait en sursis : par deux fois, en 1935 et en 1938, les Zafiropulo avaient évoqué l'éventualité d'une liquidation et en 1943 une entente avec Berliet avait été envisagée. C'est à une mort lente que l'on assiste après la Libération, bien que la société ait été peu touchée, paradoxalement ³²³, par l'épuration. La construction de véhicules est arrêtée à la fin de 1950, la production limitée à la mécanique

³²² Avant le conflit, Rochet-Schneider en fabriquait de façon marginale. Les « probabilités de la longue durée des hostilités » sont clairement notées au procès-verbal du conseil d'administration du 29 octobre 1914.

³²³ Paradoxalement, en raison de l'intensité de la collaboration de Rochet-Schneider avec les Allemands. Mais celle-ci était devenue de faible intensité après 1943 et deux fils Zafiropulo ont été tués, l'un à Cassino, l'autre lors de la libération de Paris.

générale, et Rochet-Schneider disparaît définitivement en 1960, racheté par son voisin Berliet, qui installe dans les usines Rochet-Schneider son service de pièces de rechange, mais le nom Rochet-Schneider est conservé jusqu'en 1964 ³²⁴.

□ D'autres pionniers se lancent directement dans la construction automobile. Ainsi **François Pilain**. Des automobiles Pilain furent construites à Lyon, entre 1894 et 1925 ³²⁵. L'histoire débute en 1893 lorsque François Pilain, l'oncle d'Émile Pilain fonde à Lyon la société des « Voitures François Pilain et Cie ». François Pilain était né en Saône-et-Loire en 1859 dans une famille de meunier. Ce n'était pas sa première expérience dans le domaine de l'automobile, car, après avoir commencé comme dessinateur au sein de la société Pinette à Châlon-sur-Saône, François Pilain travaille à partir de 1887 chez Léon Serpollet, spécialiste de la chaudière à vaporisation instantanée, comme chef des études. Dès 1889, des voitures à vapeur sont produites et la petite société est reprise par Armand Peugeot. En 1890, François Pilain est détaché à Lyon pour superviser la construction, sous licence, des premiers tricycles à vapeur Peugeot-Serpollet par la « Société nouvelle des Établissements de l'Herme et de La Buire », une société jusqu'alors réputée pour sa fabrication de matériel ferroviaire mais qui avait décidé de se diversifier ³²⁶. L'année suivante, François Pilain quitte officiellement Serpollet pour La Buire, afin de développer son nouveau secteur automobile. Mais, conscient que l'avenir de ces « voitures sans chevaux » passe par le moteur à pétrole, il préfère démissionner en 1893 pour se mettre à son compte et fabriquer des moteurs à essence. Il fonde sa propre société, Voitures automobiles F.Pilain et Cie, installe un bureau d'études à Lyon, quartier de Monplaisir ³²⁷, et commence la construction de moteurs dans un petit atelier adjacent. Très vite, il envisage de passer à l'étape supérieure avec la fabrication d'une voiture, et un prototype est terminé au début de l'année 1894. Progressivement, la gamme s'étoffe, les modèles sont régulièrement améliorés et Pilain publie le premier catalogue automobile de la région lyonnaise au mois de juillet 1896. La qualité de fabrication et la multiplicité des innovations ont vite fait de séduire la clientèle, mais également des commanditaires, à tel point que la petite société de François Pilain devient en 1897 la « Société des Voitures Automobiles et Moteurs François Pilain et Compagnie ». Mais, au bout d'un an, François Pilain dissout son entreprise pour rejoindre Victor Vermorel, à Villefranche-sur-Saône, ce dernier ayant réussi à le convaincre de créer et diriger un département automobile. Spécialisée dans les machines agricoles et les appareils pour les vignes (principalement un pulvérisateur pour le sulfatage), la firme caladoise compte, en effet, investir le secteur automobile qu'elle devine lucratif ³²⁸.

³²⁴ Dossiers de la Fondation Marius Berliet, dont les monographies par P.-L.Pouzet, *Histoire de la marque automobile lyonnaise Rochet-Schneider*, et *Histoire du carburateur Zénith*, avec un répertoire établi en 2000 par Guillemette Besson ; B.Angleraud & C.Pellissier, *Les dynasties lyonnaises. Des Morin-Pons aux Mérieux, du XIXe siècle à nos jours*, Perrin, 2003, 830 p., pp. 150-153, 157-158, 187, 235-236, 628-629, 637-638 et 688 ; Éric Favre, *Gazoline*, pp. .

³²⁵ Les raisons sociales furent multiples : Automobiles F. Pilain et Cie, Société des Automobiles Pilain, Automobiles S. L. I. M. Pilain, Société Rolland-Pilain...

³²⁶ Voir p. XXX.

³²⁷ François Pilain est l'un des pionniers de ce quartier, qui va devenir le fief de l'automobile lyonnaise (B.Angleraud & C.Pellissier, *Les dynasties lyonnaises. Des Morin-Pons aux Mérieux, du XIXe siècle à nos jours*, Perrin, 2003, 830 p., p. 520).

³²⁸ Voir p. XXX.

Après un peu moins de quatre années de collaboration avec Vermorel, François Pilain préfère voler à nouveau de ses propres ailes : il quitte Vermorel pour revenir s'installer à Lyon au mois d'août 1901, avec son neveu Émile. Il loue un atelier et fonde la « Société des Automobiles Pilain », plus connue sous le nom de « SAP », qui ne produit sa première voiture qu'en 1904. La décision est prise de faire construire une grande usine, employant 300 personnes, à Monplaisir (toujours à Lyon), ceinturée par une piste d'essais. Des agences ont été ouvertes à Londres et New York, Pilain obtient en 1906 une commande des PTT pour des camionnettes. Mais plusieurs actionnaires se dressent en décembre 1907 contre François Pilain, accusé de dépenses inutiles et progressivement consigné dans des tâches subalternes, d'autant que son neveu Émile est parti pour Tours fonder sa propre société de construction automobile ; seuls trois modèles sont maintenus au catalogue en 1909, dernières voitures réalisées par François Pilain, contraint de quitter la société qu'il avait créée sept ans plus tôt ³²⁹. François Pilain a tout perdu dans cette affaire car il n'a même plus la possibilité de disposer des brevets dont il est à l'origine, puisqu'ils appartiennent à la SAP comme le stipulaient les termes du contrat. Après trois années de silence, il revient sur le devant de la scène en ouvrant un petit bureau d'études. Quelques mois plus tard, il présente un nouveau et intéressant châssis à traction avant ³³⁰. Malheureusement, la Première Guerre mondiale coupe court à tous les projets et condamne la nouvelle « Société des Automobiles François Pilain » qu'il venait de fonder grâce à l'attribution de sa prime de licenciement de la SAP.

La Grande Guerre met aussi un terme provisoire à l'activité automobile de la SAP. Durant le conflit, les ateliers participent à l'effort de guerre en produisant des mitrailleuses à tir rapide Hotchkiss dont l'usine-mère de Saint-Denis a été transféré à Lyon sur ordre du gouvernement ³³¹. Lors d'une réunion extraordinaire du conseil d'administration au mois de mai 1918, la « Société des Automobiles Pilain » est dissoute, au profit de la « Société lyonnaise d'Industrie mécanique », la SLIM, dirigée par l'ingénieur Adenot, et installée à Caluire, dans la banlieue Nord de Lyon (août 1919) : les voitures perdent le nom de Pilain, au profit du seul sigle SLIM. Après un ultime déménagement dans une nouvelle usine, à Villeurbanne cette fois, la société est déclarée en faillite et arrête définitivement toute production en 1925. Un an plus tôt, François Pilain avait trouvé la mort en tombant d'un tramway en marche ³³².

³²⁹ M. Cote, successeur de M. Diederichs à la tête du conseil d'administration, ne juge en effet pas nécessaire de reconduire le contrat de Directeur Général et Technique de François Pilain arrivé à expiration. Et de le remplacer dans la foulée au poste de Directeur technique par son propre fils, Georges Cote.

³³⁰ Si le principe de la traction avant date de 1897/1898, lorsque le jeune ingénieur marseillais Georges Latil (voir p. XXX) construit plusieurs voiturettes adoptant ce système, le châssis de François Pilain est encore une fois avant-gardiste puisqu'il faudra attendre 1926 et le joint homocinétique de Pierre Fenaille et Jean-Albert Grégoire (voir p. XXX) pour que soit véritablement applicable le principe de la traction avant.

³³¹ Voir p. XXX.

³³² Éric Favre dans *Gazoline*, août-septembre 1997, pp. 45-47, dans *Gazoline*, mai 1999, pp. 48-51, B. Angleraud & C. Pellissier, *Les dynasties lyonnaises. Des Morin-Pons aux Mérieux, du XIXe siècle à nos jours*, Perrin, 2003, 830 p., pp. 153-154 et 158-159.

□ L'entreprise Audibert et Lavirotte (1894-1896) a la particularité d'associer à l'automobile deux constructeurs venus du monde de la soierie ³³³, dont la société, en une existence très courte, passa des tricycles aux véhicules de transports en commun, puis aux utilitaires, aux voiturettes et enfin aux véritables voitures automobiles. En 1892, alors qu'il effectue son service militaire à Grenoble, Émile Lavirotte (1870-1944) se passionne pour la mécanique, et profite de ses permissions pour construire un petit moteur dont il a dessiné les plans lui-même. Il fabrique aussi un petit bateau à vapeur, qu'il fait naviguer sur la pièce d'eau de la propriété familiale des Quatre Maisons, à Monplaisir (à la périphérie est de Lyon). Le hasard lui permet de secourir un automobiliste en panne d'essence qui, pour le remercier, l'emmène faire un tour sur son tricycle Peugeot à moteur Daimler. Pour le jeune conscrit, cette balade à 15 km/h est une véritable révélation, si bien qu'il décide sur le champ de s'orienter vers la carrière de constructeur automobile. Ce fils de notaire se destinait pourtant à... la soierie, la grande spécialité de la capitale des Gaules. Dès sa libération, en 1893, il entraîne dans l'aventure son camarade de l'école Ozanam, cet établissement secondaire catholique si prisé des élites de la ville ³³⁴, Maurice Audibert (1867-1931), diplômé de l'École centrale de Lyon, comme Luc Court ³³⁵, et qui vient de décliner une offre de situation chez Peugeot. Les deux jeunes gens louent un local et se lancent immédiatement et sans grandes connaissances techniques spécifiques dans la construction de leur premier modèle ³³⁶.

Mais, pour s'assurer des rentrées d'argent, Audibert et Lavirotte assemblent et vendent des omnibus et « trains routiers » Scotte à vapeur. Au mois de janvier 1895, Joanny Scotte cède à Maurice Audibert, pour une période de quatre ans, le privilège exclusif de la fabrication d'un système de véhicules à vapeur sur route dont il est l'inventeur. Mais des divergences de vues surgissent entre les deux parties quant à l'interprétation du contrat, qui fut dénoncé au bout de six mois. Entre-temps Maurice Audibert avait fabriqué et livré quatre véhicules neufs et il restait libre de construire des véhicules, à condition qu'ils ne fonctionnent pas à la vapeur. C'est pourquoi, il crée avec Lavirotte, le 16 avril 1896, la société en nom collectif des « Automobiles Audibert & Lavirotte ». Ils poursuivent la diversification de leurs propres véhicules, à Monplaisir, à côté de la propriété de la famille Audibert — qui considère les deux associés comme des traîtres à la cause de la soie lyonnaise — devenant ainsi le premier constructeur au monde à proposer un véhicule de transport en commun animé par un moteur à pétrole. Le 13 décembre 1896, la « Société des Automobiles Audibert et Lavirotte » devient une société en commandite simple, c'est-à-dire que les deux fondateurs deviennent des commandités, fournis en capitaux par des commanditaires, dix en l'occurrence. La marque est enfin lancée sur ses rails, les ateliers, situés dans le quartier lyonnais qui va devenir celui de l'industrie automobile, peuvent tourner au maximum, l'outillage ultramoderne est importé des États-Unis, une filiale a été créée à Saint-Chamond, dans la Loire, pour la fabrication de certains éléments. Du châssis au moteur, en passant par

³³³ Le premier tricycle a circulé en 1894, la société a été officiellement créée en 1896.

³³⁴ Et par Marius Berliet, passé, lui, par le lycée, qui y envoie ses fils à partir de l'âge de huit ans.

³³⁵ Voir p. XXX.

³³⁶ Il s'agit d'un tricycle à moteur monocylindre horizontal sans carter, très inspiré de celui fabriqué par Benz. La transmission est à courroie et l'embrayage est à... poils (!), c'est-à-dire constitué de deux pièces garnies de crins qui s'entremêlent l'une dans l'autre. Sur les modèles suivants, plus puissants, le dispositif est remplacé par une courroie plate tendue par un galet.

la carrosserie, tout est en effet conçu et fabriqué par Audibert & Lavirotte, qui se passe ainsi de sous-traitants et soulage sa trésorerie. En 1898, année où la société devient une société anonyme, la clientèle, dans laquelle le monde de la soie lyonnaise est copieusement représenté, peut choisir dans un catalogue qui compte sept modèles, dont la toute première conduite intérieure au monde ³³⁷.

Un dépôt a été ouvert à Paris, place Saint-Georges ; à Lyon les journées de travail sont de 17 à 18 heures ! En 1898 Audibert et Lavirotte invente une boîte de vitesses à engrenages logés dans un carter étanche en aluminium (quatre vitesses avant et une arrière). La boîte est commandée par un deuxième volant, situé sous le volant de direction. C'est le « système Audibert et Lavirotte » du *Guide Michelin* 1900 ³³⁸. Pour trouver des capitaux, la société poursuit à bonne allure les étapes classiques des changements de statuts : le 3 août 1898, elle devient « Société Anonyme des Anciens Établissements Audibert & Lavirotte », le capital est porté à 1 200 000 F, mais un quart seulement de cette somme est réuni lors de la constitution de la nouvelle société, ce qui n'est pas illégal mais inquiétant pour l'avenir... La trésorerie — le *cash-flow* si l'on veut employer une expression moderne – surtout fait défaut, comme chez beaucoup de petits constructeurs. Une voiture de course (80 km/h !) est lancée en 1900. Les caisses sont vides, une assemblée générale extraordinaire, le 27 novembre 1901, décide de ne pas poursuivre la fabrication des voitures et de dissoudre la société sur le champ. Marius Berliet propose, le 20 juin 1902, de payer comptant le rachat de la société, en laissant une année à Audibert et Lavirotte pour écouler le stock de voitures et de pièces détachées. Par la suite, Émile Lavirotte et Maurice Audibert seront tous les deux engagés comme directeur commercial, le premier chez Berliet, le second chez Rochet-Schneider, puis (en 1904) La Buire. Maurice Audibert mit aussi au point, avec Rodolphe Berthou, un procédé trichromatique de cinéma en couleurs. Il se fit construire en 1920, sur un châssis Packard, une « roulotte », ancêtre de *camping-car*. La rue de l'usine sera rebaptisée rue Audibert et Lavirotte (8^e arrondissement), en hommage à ces pionniers de l'industrie automobile lyonnaise, qui ont dû fabriquer entre 200 et 250 voitures ³³⁹.

□ **Luc Court** constructeur automobile d'il y a un siècle, s'est avéré aussi conformiste qu'innovateur, éclectique et brillant. Il a déposé de nombreux brevets et plusieurs de ses inventions ont contribué à l'essor de l'industrie en général, et de l'automobile en particulier. Installée à Lyon, sa société n'ira que rarement aux Salons de Paris, préférant s'imposer dans la « capitale des Gaules », longtemps l'une des métropoles de l'automobile française. Né en

³³⁷ Il n'est pas rare de lire ou entendre dire que ce privilège revient à Renault, mais ce n'est qu'en 1899, soit une année plus tard, que Louis Renault sortira sa conduite intérieure qui, curieusement, était absolument carrée de profil, soit aussi longue que haute.

³³⁸ Page 302. Mentionné dans *La France de la Belle Époque*.

³³⁹ Trois modèles subsistent : l'un au Musée du Mans, un deuxième au Musée Henri Malartre et un troisième aux pays-Bas. Sources : dossiers de la Fondation Marius Berliet de Lyon ; Michel Audibert, *Automobiles Audibert et Lavirotte. 1894-1901*, multigr., 68 p. ; Jacques Burel-Audibert, *Les voitures Audibert et Lavirotte ou quand les chevaux à avoine regardaient passer les chevaux à pétrole*, 1996, dactyl., 23 p. ; Éric Favre, *Gazoline*, décembre 1999, pp. 56-59 ; B. Angleraud & C. Pellissier, *Les dynasties lyonnaises. Des Morin-Pons aux Mérieux, du XIX^e siècle à nos jours*, Perrin, 2003, 830 p., pp. 154-155 & *passim*.

1862 à Renages (Isère) où son père possède une papeterie qu'il a fondée ³⁴⁰, Luc Court fait l'École centrale de Lyon ³⁴¹ et en sort avec un diplôme d'ingénieur. Il travaille d'abord chez un spécialiste de brevets et en dépose une quarantaine, puis il s'intéresse à l'électricité et à ses applications. À trente ans, il crée, avec un associé toutefois et grâce aux fonds (180 000 francs, soit l'équivalent de plus d'un demi-million d'euros...) apportés par son beau-père courtier en soie, sa propre affaire, « Luc Court et Cie », spécialisée dans la fabrication d'accumulateurs. La société, avec ses bureaux de la Presqu'île et son usine du quartier des Brotteaux, n'a rien d'un atelier artisanal. Par la suite, il développe et commercialise des transformateurs, dynamos et moteurs à courant continu. Il dépose un brevet pour un système de climatisation, avant d'équiper en éclairage électrique urbain plusieurs agglomérations importantes du Midi de la France ³⁴², il installe des systèmes d'éclairage pour grands magasins, et ensuite s'intéresse aux problèmes de manutention mécanique. Il excelle immédiatement dans ce nouveau domaine, développant des palans électriques à chaîne ou à câble, des treuils de levage, des cabestans, des ponts roulants ou bien encore des monte-charges. Le glissement à l'automobile était inévitable : après le projet (1897), vite abandonné, d'une voiture électrique, un brevet de changement de vitesse « progressif avec possibilité de marche arrière » et le brevet d'un moteur à essence deux cylindres qui « évite les trépidations », Luc Court construit aux Brotteaux sa première voiture en 1899. Il s'agit d'une deux cylindres, avec une boîte deux vitesses, conduite en vis-à-vis, pneus à bandage plein, allumage du moteur par brûleurs, installation sous le volant de l'ensemble des commandes. Cette voiture est en fait une ébauche, qui aboutit en janvier 1900 à la présentation de la première véritable voiture Court destinée à être produite en petite série. De nombreuses commandes sont enregistrées, malgré un prix de vente assez élevé par rapport à la concurrence. En effet, converti à la construction automobile, ayant transformé en 1901 sa société en société anonyme — Société anonyme des Anciens Établissements Luc Court et Compagnie — Luc Court continue ses recherches pour la mise au point de voitures qui se caractérisent par leur robustesse, leur fiabilité mais aussi leur prix de revient élevé. Pour compenser la modicité des bénéfices dégagés par une production automobile limitée, Luc Court conserve un secteur de manutention mécanique, fabriquant toujours des appareils de levage équipés de moteurs électriques de sa fabrication. Pour encourager les ventes, Luc Court crée une société de crédit en 1907, « L'Auto lyonnais » ³⁴³.

Comme beaucoup de constructeurs, Luc Court fait courir ses voitures et... court lui-même dans des compétitions ; les modèles de tourisme sont élégamment habillés par des

³⁴⁰ En s'intéressant au secteur de la construction mécanique et électrique, Luc Court va laisser sans successeur, alors qu'il est fils unique, la papeterie paternelle, qui remonte au XVIIIe siècle.

³⁴¹ Son programme et ses méthodes d'enseignement semblent particulièrement bien adaptées aux besoins des jeunes industries. Elle allie des connaissances générales et théoriques en sciences à un enseignement plus pratique et technique ; les études, qui durent trois ans, alternent cours magistraux et travaux pratiques. Le diplôme d'ingénieur délivré en fin de cycle sanctionne de solides connaissances scientifiques et une bonne maîtrise de la technologie.

³⁴² En 1897, il motorise des usines et, surtout, dépose un nouveau brevet pour un changement de vitesse progressif, qui peut également être utilisé comme frein, doublé d'une possibilité de marche arrière. Un système qui trouve de nombreuses applications, notamment dans l'automobile, et Luc Court pourrait bien être l'inventeur de la marche arrière, s'il y en a un.

³⁴³ Voir p. XXX pour le masculin.

carrossiers indépendants lyonnais. L'année 1905 est surtout marquée par le châssis 18/24 HP qui peut être disponible en... deux parties ! Luc Court a en effet acheté le brevet d'un ingénieur parisien, Lacoïn, qui a mis au point un double châssis constitué à l'avant d'un « faux châssis » qui comprend le moteur et la direction, et à l'ancien régime d'un châssis carrosserie modifiable suivant les désirs en torpédo, limousine ou bétaillère ³⁴⁴. Plus sérieux et plus fonctionnel, le nouveau châssis de 1906 est rétréci à l'avant pour faciliter le braquage et il est doté d'un pont arrière en tôle emboutie. Une conception nouvelle signée une fois de plus Luc Court en personne, généralisée ensuite par l'ensemble des constructeurs automobiles. En 1908 l'entreprise devient une S.A., elle sort son premier véhicule utilitaire, malgré la concurrence très proche de Berliet. Dans le même temps, une succursale est ouverte sur le très prometteur marché nord-africain, à Alger, initiative judicieuse puisque cette agence se montre rapidement très dynamique et, après avoir distribué de nombreuses voitures, se spécialisera dans les cars et camions qui seront produits ultérieurement par la marque. La gamme se développe mais reste obstinément attachée à la transmission par chaîne. Pour les camionnettes, elle est remplacée par un arbre de roue qui part d'un carter différentiel fixé contre l'essieu arrière. Le catalogue 1912 montre que la société Court s'est recentrée sur la production de camionnettes et d'une quantité non négligeable de groupes électrogènes qui continuent d'être fabriqués en complément de la production automobile, notamment pour le ministère de la Guerre.

Pendant la Grande Guerre, la direction continue à privilégier la fabrication des camionnettes. À la fin des hostilités, l'usine reprend immédiatement ses anciennes activités. La production de camionnettes est bien sûr poursuivie et augmentée, complétée par celle de camions légers et des voitures particulières, mais progressivement, les véhicules utilitaires retrouvent une place prépondérante dans la gamme Luc Court, reléguant au second plan les automobiles. Pour les voitures particulières, il est en effet impossible pour la firme de s'aligner sur les méthodes et les capacités de production des grands constructeurs français et elles sont arrêtées en 1935. La production de camionnettes, camions de différents tonnages et cars de 22 à 32 places prospère : à Lyon, les Postes commandent plusieurs dizaines de camionnettes, en Algérie, des cars Luc Court assurent la majorité des liaisons entre les villes et bourgs de campagne ³⁴⁵.

La crise économique du début des années 30 donne un coup de frein à l'industrie automobile française, particulièrement aux petits constructeurs comme Luc Court. La situation se dégrade, l'entreprise ne peut faire face aux difficultés. Luc Court se concentre sur la fabrication de véhicules utilitaires et étudie des moteurs diesel. Après avoir déposé plusieurs brevets, l'entreprise vend le « Diesel-Luc Court. Le plus simple des Diesel » (à injection semi-directe) puis présente en 1938 le premier camion diesel à injection directe de la marque, et le premier de France. En effet, Luc Court peut se targuer d'être le seul constructeur ayant créé et réalisé dans ses usines un moteur diesel de conception entièrement française, de surcroît performant et à injection directe, solution très rare pour l'époque. Certes Berliet, l'éternel rival, fabrique des moteurs diesel, mais sous licence et

³⁴⁴ D'après la publicité de l'époque, la métamorphose demande trois à quatre minutes (!) et l'assemblage des deux châssis s'effectue en quatre points, tout jeu et matage étant impossibles. Un système également utilisé par le constructeur Charles Pantz, installé à Pont-à-Mousson, qui a commercialisé toute une gamme de véhicules sur le même principe.

³⁴⁵ Dans ce pays, les camions (tout comme les voitures) se vendent également très bien.

d'après le système conçu par l'anglais Ricardo ³⁴⁶. Baptisé le MC4, le camion Luc Court rencontre en France et en Algérie un succès immédiat qui relance la firme. Dès les années 1930, Luc Court, s'associe son fils, Paul (né en 1898), ingénieur de l'École centrale de Lyon lui aussi.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, plutôt que de travailler pour l'occupant, Luc Court laisse son usine plus ou moins à l'abandon. Malade, il décède des suites d'une intervention chirurgicale en 1942. À la fin du conflit, c'est son fils Paul qui reprend le flambeau et tente de relancer l'entreprise. Mais, confronté à une pénurie de matières premières, à un outil de production désuet et à une faible capacité de production, il devra se contenter de fabriquer le moteur diesel, monté uniquement sur deux châssis et la production stagnera à environ une quarantaine d'exemplaires par an, des véhicules municipaux pour la plupart : une bonne partie de l'activité est de la maintenance des camions et autocars Court qui roulent encore. À la fin de 1950, la fabrication de camions et autocars est définitivement stoppée, quatre années après celle des voitures si l'on tient compte des fabrications ponctuelles. La société anonyme ayant pour terme ultime la date de 1951, elle est, le 6 novembre 1950, courageusement prorogée jusqu'en 2050... L'usine continue à assurer la maintenance de ses produits, avant de fermer définitivement ses portes en 1952. Elle continuera néanmoins d'exister, se consacrant à la fabrication de palans électriques et de pont roulants. Une activité commencée au début du siècle, et poursuivie en permanence, parallèlement à l'automobile. La société a dû déménager à Villeurbanne en 1952, jusqu'à sa disparition en 1972. Le nom de Luc Court est alors peu à peu tombé dans l'oubli ³⁴⁷ !

□ Avec Marius Berliet, on aborde l'histoire d'une société qui a été un des fleurons de l'économie lyonnaise au XXe siècle et on retrouve le mythe fondateur de bon nombre d'entreprises qui ont commencé petitement pour parvenir ensuite à dominer un secteur. On retrouve aussi le foisonnement d'ateliers automobiles lyonnais qui se sont lancés dans la décennie 1890 : Rochet-Schneider, Luc Court, François Pilain, Marius Patay, Audibert et Lavirotte... Les entrepreneurs qui, à la fin du XIXe siècle, se lancent dans l'aventure automobile se recrutent peu sur la place lyonnaise ; au contraire, nombre de futurs dirigeants viennent de zones proches, les départements voisins du Rhône où, à la fin du XIXe siècle, l'amélioration des communications, jointe aux difficultés de l'agriculture, fait augmenter le nombre de candidats à l'exode rural. Marius Berliet est issu d'une modeste famille de paysans de Décines, dans le Dauphiné. Vers 1830, les revenus de l'exploitation de suffisant plus, son grand-père doit partir pour Lyon où il devient manœuvre chez un fabricant de tulle. Son fils Joseph apprend le métier de tullier puis le tissage en rubanerie. En partie grâce à la dot de sa femme, Joseph Berliet s'installe à son compte, dans un atelier de la Croix-Rousse doté de deux métiers où il tisse le satin. Quand Marius Berliet naît, en 1866, sa famille s'est donc fait une place dans le monde de l'artisanat textile lyonnais. La famille appartient à la Petite Église, qui s'est créée en 1801 dans le refus du concordat ; Marius Berliet fréquente donc l'école de la Petite Église, avant de rejoindre le lycée Ampère. Mais ses études sont arrêtées alors qu'il a

³⁴⁶ Voir p. XXX.

³⁴⁷ Paul Court est décédé en 1981. Dossiers de la Fondation Marius Berliet ; B. Angleraud & C. Pellissier, *Les dynasties lyonnaises. Des Morin-Pons aux Mérieux, du XIXe siècle à nos jours*, Perrin, 2003, 830 p., pp. 155-156, 159, 236, 481, 687 & *passim* ; Éric Favre, *Gazoline*, mars 1998, pp. 45-47.

seize ans, car il est l'aîné de sept enfants et doit rejoindre la fabrique paternelle ³⁴⁸. Le certificat d'études en poche, il fait un an d'apprentissage puis travaille chez son père. Très tôt, Marius Berliet conçoit et développe de nouvelles machines qui accroissent la production familiale. En 1884, alors qu'il fête ses 18 ans, il aurait confié à un cousin (ou à son père) : « j'ai raté la bicyclette, je ne raterai pas l'automobile » ! Mais son père, dont la réussite artisanale est une formidable avancée sociale par rapport à son milieu paysan d'origine, s'oppose farouchement à son désir de se lancer dans l'aventure automobile. En ne travaillant que les week-ends, Marius Berliet réalise néanmoins son premier moteur en 1894 — à partir d'un plan qu'il a vu dans la revue *Nature*, qui traite de l'application des sciences à l'industrie ³⁴⁹ — et sa première voiture en 1895, une deux places avec les sièges disposés l'un derrière l'autre qui finira... dans la vitrine d'un charcutier !

Nullement découragé — cette biographie est décidément très édifiante ! — il construit un second moteur en 1896 et une nouvelle voiture l'année suivante, toujours une deux places, mais cette fois côte à côte et le véhicule marque sa véritable entrée dans le monde de la construction automobile. En mars 1899, après le décès de son père, Marius Berliet peut réaliser enfin son rêve, aidé financièrement par sa mère, un de ses frères reprenant l'affaire paternelle. Il loue un petit atelier, se fait aider de l'ingénieur Pierre Desgouttes ³⁵⁰, engage un ouvrier et il commence la fabrication de voiturettes, alors que, le 10 de ce même mois, le terme « automobile » apparaît pour la première fois dans le texte officiel du « certificat de capacité ». À la fin de l'année 1899, il a construit six voiturettes et emploie quatre ouvriers. Douze voitures seront produites l'année suivante. Ses différents modèles — 10 et 16 chevaux — rencontrent un certain succès car, dès le début, Marius Berliet se distingue en proposant des véhicules simples et robustes. À la fin de l'année 1902, l'usine — Marius Berliet a racheté l'usine Audibert et Lavirotte, pionniers de l'industrie automobile lyonnaise ³⁵¹, de Monplaisir et engagé Émile Lavirotte comme directeur commercial — sort dix à quinze voitures par mois et emploie 250 personnes. Dès 1903 sortent des usines Berliet de grosses voitures à quatre places capables de rivaliser avec les Rochet-Schneider.

L'année 1904 voit les premières participations des voitures Berliet en compétition ³⁵². Elles glaneront, en 1905, plus de 25 premiers prix, auxquels s'ajoutent différents prix d'élégance. Cette même année, une entreprise américaine de locomotives à vapeur —

³⁴⁸ Certes, mais il a quand même reçu un enseignement très supérieur à ce qui a été dispensé aux autres enfants de l'artisanat lyonnais : l'école de la Petite Église et non l'école communale, le lycée surtout, auquel n'accèdent que très peu d'enfants de la toute petite bourgeoisie. Marius Berliet a un fort bagage culturel, qui ne lui donne pas le soubassement technologique nécessaire à sa future activité, mais qui joue sans doute un rôle dans son acharnement à vouloir compléter sa formation par des cours du soir où il acquiert des rudiments d'anglais et des connaissances techniques.

³⁴⁹ Toute sa vie, avec sans doute une dose certaine de coquetterie, Marius Berliet dira ne pas chercher à faire œuvre d'inventeur et exaltera la copie, c'est le conseil qu'il donnera sur le tard à ses fils.

³⁵⁰ Voir p. XXX.

³⁵¹ Voir p. XXX.

³⁵² Lors de l'entretien du 27 octobre 2006, Paul Berliet m'a affirmé que jamais, à cause des risques encourus, Berliet n'avait fait de compétition !

l'American Locomotive Corporation (ALCO) — acquiert la licence Berliet pour fabriquer des châssis outre-Atlantique en échange de 500 000 F. Cette somme (à peu près un million et demi d'euros...) sera immédiatement investie par Berliet dans la construction d'une usine ultramoderne à Vénissieux, l'achat de machines-outils haut de gamme et l'embauche de personnel. En souvenir de cette transaction... la locomotive devient en 1907 l'emblème Berliet. Les banquiers lyonnais, rassurés, ouvrent du crédit à Berliet, devenu grâce à la lecture régulière des revues techniques anglaises et américaines, qui sont ses livres de chevet depuis les cours du soir de sa jeunesse, grand admirateur des États-Unis et des méthodes modernes d'un Ford et d'un Taylor, auteurs qu'il lit et relit fréquemment. Marius Berliet va s'inscrire en rupture par rapport aux pratiques des autres constructeurs. Quant au marché, alors que ses concurrents proposent des modèles uniques, faisant du « sur mesure » pour quelques clients fortunés, Marius Berliet se lance dans la production en grandes séries. C'est ainsi que, de 250 ouvriers en 1905, l'usine passera petit à petit à 4 000 ouvriers en 1913. À la Belle Époque, la région lyonnaise s'est découverte une nouvelle richesse industrielle et elle devient progressivement l'un des centres européens de l'automobile. La notoriété de Marius Berliet ne cesse de s'affirmer. Il perfectionne toujours la qualité mécanique de ses modèles, s'engage dans une course à la puissance, sans jamais perdre de vue l'esthétisme. À partir de 1905, il est le premier constructeur à vendre des voitures entièrement terminées. Jusqu'en 1905, les automobiles Berliet étaient réalisées selon les désirs du client. Le châssis et la mécanique étaient fabriqués à l'usine de Monplaisir, mais, une fois assemblés, ils étaient confiés à un carrossier, qui finissait la voiture. À partir de 1905, tout se passe à Monplaisir : Marius Berliet est un des premiers constructeurs automobiles à vendre des automobiles complètes, « terminées », selon un principe, qu'il invente : « le client paie et emmène sa voiture de son choix ». Pour augmenter la production et réduire les coûts, il faut rationaliser la production en spécialisant chaque atelier dans une tâche particulière. Enfin, cette stratégie suppose de rendre l'entreprise indépendante des sous-traitants, à un moment où ceux-ci ont peine à suivre le rythme de développement des constructeurs. Marius Berliet a fait de son usine un ensemble intégré, forgeant, usinant, emboutissant et assemblant. C'est l'année suivante, en 1906, qu'il entrevoit les diverses possibilités que peuvent offrir les camions qu'il considère comme le prolongement logique du chemin de fer. Un deux tonnes d'aspect très rudimentaire sort des ateliers, suivi de près par un premier autocar ; il donnera naissance aux premiers voyages touristiques, entre Grenoble et le col du Lautaret, qui donne accès à la vallée de la Guisane et Briançon. Si, à la Belle Époque, plus de 1 200 voitures sont produites annuellement, dont le dernier modèle, une 6 cylindres dépasse les 100 km/h, Marius Berliet intensifie la production de camions et se positionne comme le spécialiste du « poids lourd » avec plusieurs modèles disponibles. C'est l'originalité fondamentale, historique, de Berliet. Entre-temps, malgré de nombreux succès internationaux, il renonce à la compétition qu'il estime trop onéreuse, trop risquée et trop contraignante, ce qui ne l'empêche pourtant pas d'affirmer : « Berliet ne court pas et gagne, quand même ». C'est sa deuxième grande originalité. En 1913, Marius Berliet emploie 3 500 ouvriers, dans une usine devenue gigantesque (47 000 m² d'ateliers) qui utilise des machines-outils anglaises, américaines et allemandes, un système de feuille de route qui suit le véhicule en fabrication d'atelier en atelier et produit cette année-là 3 000 véhicules. En amont, une école d'apprentissage, dans l'usine même, une école de chauffeurs ; en aval sept succursales — dont une à Alger et une à Lisbonne — pour vendre les véhicules. En 1914, Marius Berliet se détache nettement du milieu des constructeurs lyonnais par ses méthodes, déjà tendues vers la série, la rationalisation et une relative démocratisation de la clientèle. Il se distingue également de la

haute bourgeoisie lyonnaise, qui aurait bien voulu, semble-t-il, intégrer comme gendre ce célibataire endurci mais sérieux et fortuné, en épousant (en 1907) Louise Saunière (1881-1973), une Parisienne fille d'un entrepreneur en plomberie. Son mariage est l'occasion d'affirmer son indépendance par une sorte de défi qu'il lance à la bonne société lyonnaise : il a jeté son dévolu librement sur une Parisienne, catholique romaine, donc d'une religion « différente », et dont la dot est dérisoire. Marius Berliet entend montrer qu'il ne fait pas partie du patriciat lyonnais et qu'il n'ambitionne pas d'y entrer. Par cet acte de défi à l'égard des grandes familles lyonnaises du négoce et de l'industrie qui étaient prêtes à l'accueillir, le constructeur automobile entend marquer sa différence et son indépendance, ne devant sa réussite qu'à lui seul. Son mariage avec l'élue de son cœur ou de sa raison est un des premiers actes qui affirment une personnalité hors pair. À partir de 1910, il fait construire, à mi-chemin de son usine et de Vénissieux, où il rêve de faire construire une deuxième usine, encore plus grande, la « villa Berliet », décorée Art nouveau (Jacques Grüber, Louis Majorelle...) et maintenant Monument historique (siège depuis 1982 de la Fondation Berliet).

Alors que la marque connaît une prospérité sans précédent, survient le premier conflit mondial. La France a besoin d'obus, de camions et de chars. Marius Berliet joue un rôle considérable durant cette période. Il transforme notamment ses machines pour tourner des tourelles de char au lieu de roues de voiture. Surtout, il se met totalement au service des productions de guerre et construit un énorme appareil de production usinière. Depuis 1912, il fournissait des camions au ministère de la Guerre, bénéficiant dès 1914 de sous-traitants. Grâce à ses capacités et à la rationalisation de ses productions, Marius Berliet fait figure de partenaire privilégié pour la défense nationale. En 1918, mille chars sortent en neuf mois des ateliers, ainsi que des automitrailleuses et de nombreux camions militaires dont le célèbre type 22 CBA, qui ravitaille Verdun par la Voie sacrée en 1916, devenant ainsi le « camion de la Victoire ». Pendant la Grande Guerre, ce sont également quelques 6 000 obus qui sont fabriqués chaque jour : dès 1915, Berliet a égalé la production des arsenaux de l'État. Ce sont aussi de très nombreux sous-traitants qui travaillent pour un Berliet voué à la défense nationale. La Grande Guerre contribue à donner une autre dimension au secteur automobile, qui élargit son champ d'action, en valorisant les véhicules utilitaires, qui s'imposent aux côtés des voitures de tourisme ou de sport. Marius Berliet est sans aucun doute le constructeur lyonnais qui a su le mieux exploiter cette situation. Il va connaître grâce à la guerre les transformations les plus marquantes : les besoins suscités par le conflit ont confirmé Berliet dans ses projets de rationalisation du travail et de gigantisme. Dès avant la guerre il était à la recherche de terrains pour y construire une usine qu'il voulait totalement intégrée. Marius Berliet va jeter son dévolu sur des espaces aux confins des départements du Rhône et de l'Isère, « là où nul de ses pairs de l'industrie lyonnaise n' imagine qu'on puisse faire naître une grande industrie des ronces et de l'argile », écrit son lyrique biographe Saint-Loup ³⁵³. À partir de 1915, sur les 212 hectares acquis à Vénissieux les travaux peuvent commencer. Marius Berliet construit une véritable cité usinière, les 23 hectares de bâtiments industriels sont séparés les uns des autres par des « avenues » larges de trente mètres et se recoupant à angle droit. Un réseau ferré de 28 km de longueur dessert l'ensemble ; toutes les opérations de fabrication sont intégrées, de la production d'acier sur place dans une aciérie à la finition des véhicules ; l'usine est autonome en matière de gaz, d'eau et d'électricité. La disposition

³⁵³ Saint-Loup, *Marius Berliet l'inflexible*, Presses de la Cité, 1962, p. 108. Saint-Loup est le pseudonyme de Marc Augier, ancien collaborateur de Léo Lagrange, engagé dans la LVF, qui fait dès 1941 au plus tard l'apologie de la collaboration avec l'Allemagne nazie.

des bâtiments obéit à la logique de la production ; à l'intérieur règnent ou peuvent régner la chaîne et la division du travail. La rationalisation appelle la standardisation, qui s'opère, en matière de camions, par exemple, sur un seul type, le CBA. Le contexte de guerre ainsi que la situation alors excentrée de Vénissieux fait naître une véritable politique sociale, visant à fournir aux ouvriers les services dont ils sont privés par l'éloignement de la ville : crèche (1917), nécessaire car le personnel est alors à 20 % féminin, ferme, jardins ouvriers, cité ouvrière, pour laquelle est choisi le modèle des villages ouvriers américains formés de maisons jumelles ou quadruples, coopérative, et plus tard bibliothèque, assurances sociales, école primaire, école ménagère, école professionnelle. En 1917, pour faire face à la nouvelle dimension des activités, la société Berliet devient une société anonyme, la « S.A. des Automobiles Berliet », au capital de 50 millions de francs répartis en 50 000 actions, dont 35 000 sont possédés par Marius Berliet ³⁵⁴. Marius Berliet est parvenu à égaler son modèle Henry Ford, voire à le dépasser : l'usine de Vénissieux dépasse en superficie de 30 % les usines Ford de Detroit. L'établissement industriel est un des premiers à appliquer en France le travail à la chaîne. La première tranche de l'usine de Vénissieux étant prête en 1918, elle se met aussitôt au service de la défense du territoire, en cette année décisive, développant et accélérant toutes les productions, à l'instigation du ministre Loucheur : en novembre 1918, ce sont dix chars et 45 camions qui sortent tous les jours de l'usine. Dès avant 1914, Marius Berliet avait conçu le projet d'une usine intégrée, mais c'est l'énorme marché ouvert par la guerre qui lui a donné l'élan financier et industriel décisif et l'a décidé à franchir le pas pour mettre en place une gigantesque « usine à l'américaine », projet qui semblait insensé aux contemporains.

L'armistice signé, Berliet, célébré par l'État républicain pour avoir fourni le « camion de la victoire », se retrouve à la tête d'un gigantesque complexe industriel voué à la guerre et centré sur la production à la chaîne du camion et du char. Les capacités de production, considérables, ont été mobilisées autour de l'effort de guerre et ont fonctionné au maximum pour satisfaire les commandes militaires. Aussi la fin des hostilités signifie-t-elle pour Berliet la disparition brutale et complète de l'énorme marché des commandes militaires. De plus, l'armée va vite chercher à liquider ses stocks de camions, les fameux « surplus » : jusqu'en 1920, ce sont 650 000 camions, au total, qui sont mis sur le marché, bradés au dixième de leur prix d'achat par l'armée. Comment Berliet peut-il vendre ? Marius Berliet continue néanmoins la production de camions, centrée sur un seul type, le 5 tonnes, et reprend la construction de voitures, mais avec un seul modèle, l'« Étoile d'argent », de 15 HP. Les prix de revient sont supérieurs aux prix de vente, de très nombreux ouvriers en surnombre sont renvoyés, ceux qui restent font souvent grève, Berliet subit la crise économique de 1920-1921 : les années d'après-guerre ne sont plus édifiantes, elles sont pour lui des années noires. En plus, il est en délicatesse avec le fisc, car incapable de payer ses impôts sur les bénéfices de guerre. Une enquête du Crédit Lyonnais souligne en avril 1921 le passif de 65 millions de francs : pour éviter la faillite, pour ne pas être contraint de fermer son usine, Marius Berliet doit accepter un règlement transactionnel, en 1921. Il est destitué de la présidence du conseil d'administration, et ne peut rien entreprendre sans l'avis et l'autorisation des sept administrateurs désignés, tous issus des milieux financiers lyonnais. Pour redresser la situation, l'aciérie est vendue, une partie des machines sont liquidées, le capital est réduit de moitié. Marius Berliet fait front, continue la fabrication de camions et de voitures,

³⁵⁴ Les participations extérieures sont faibles et disséminées : la banque Guérin ne possède que 600 actions et les Gillet 1 000.

réembauche le personnel licencié, refuse les propositions d'André Citroën d'association, puis de rachat des presses de l'usine. Il se lance dans une triple bataille, technique, financière et commerciale. La bataille technique conduit à lancer sur le marché de nouveaux modèles de camions, dont un modèle à trois essieux et six roues et un véhicule avec moteur à gazogène ; la bataille commerciale consiste à ouvrir des succursales à l'étranger et à Alger, Londres, Athènes, Barcelone, Bruxelles, Constantinople. Enfin la bataille financière signifie vendre une partie des biens personnels de Marius Berliet — l'immeuble qu'il possédait sur les Champs-Élysées, les terrains de Cannes ³⁵⁵ — pour racheter les obligations émises au moment du règlement transactionnel pour rembourser les créanciers. La dévaluation Poincaré de 1926 le favorise puisqu'elle déprécie les obligations restantes... Mais la crédibilité retrouvée de Marius Berliet est ternie par l'accusation d'André Citroën qui parle d'espionnage industriel à propos du dernier modèle 12 ch, affaire classée sans suite. Marius Berliet poursuit la production de voitures, d'autocars pour des sociétés de transport en commun, développe la vente de ses camions en Afrique du Nord et, en 1929, il reprend le contrôle absolu de ses usines après avoir remboursé tous ses créanciers. L'épreuve a été rude, Berliet vend moins de voitures que beaucoup de concurrents, tandis que c'est Citroën qui a lancé la voiture légère de grande série. Par ailleurs, durant huit ans la presque totalité des bénéfices a servi à rembourser les créances et le parc de machines n'a pas pu être modernisé. Les années 1920 ont donc menacé l'entreprise, mettant Berliet au bord du gouffre de la faillite ; la décennie suivante va être celle d'un nouvel et paradoxal essor, qui va imposer Berliet comme le numéro un du poids lourd français.

Au début des années 30, la crise économique internationale frappe la France. Une fois encore Marius Berliet fait face, grâce au choix du moteur diesel qui désormais équipe 90 % de ses camions de plus de 5 tonnes. Les premiers camions diesel sortent en 1931 et, dès l'année suivante, Berliet peut les lancer dans le concours transsaharien. En quelques années, il s'impose comme le numéro un français de la construction de poids lourds, qu'il ne cesse de développer et perfectionner. Pour conquérir le marché, la maison lance une politique commerciale novatrice, en proposant au client des services de dépannage et de réparation gratuits. Il concentre ses productions automobiles sur deux excellents modèles, une 9 ch (plus connue sous le nom de « Dauphine »), et une 11 ch qui rencontrent toutes les deux le succès, cependant en termes relatifs, Berliet abandonne progressivement le secteur de la voiture particulière. Il n'est plus en mesure d'y concurrencer le géant Citroën, qui a installé deux succursales à Lyon, mais qui dépose son bilan en 1934. Marius Berliet en profite pour acheter la licence Ricardo sur les moteurs diesel, que Citroën détenait. Le Detroit lyonnais de Vénissieux fonctionne à nouveau à plein rendement. Pour reprendre la métaphore employée par Marius Berliet lui-même, l'usine est comparable à un réseau hydrographique, dont les sources sont les fonderies et la forge, les ruisseaux les lignes d'usinage, les rivières les lignes d'assemblage des sous-ensembles et le fleuve l'assemblage final. Tout cet ensemble est

³⁵⁵ Les Berliet n'auront donc pas de villa familiale sur la Côte d'Azur, à la différence des Lumières à La Ciotat. À partir de 1922, Marius Berliet envoie sa famille en juillet et août dans une grande maison louée à Saint-Pierre-de-Chartreuse. Mais à partir de 1925, les affaires repartant, Cannes devient, en été et à Pâques, le lieu de villégiature des Berliet, qui se mêlent à la haute société de la Croisette et montrent sur le célèbre boulevard les derniers modèles automobiles de l'usine. La vie cannoise offre sans doute à Marius Berliet l'occasion d'afficher sa réussite sociale, en se mêlant à une société plus interlope qu'à Lyon. Assigné à résidence à la Libération, il y finira ses jours.

désormais dévolu à la production de poids lourds ; après la courte période de la « Dauphine », son atelier est occupé par l'assemblage des camionnettes. Marius Berliet recommence à investir dans un outillage de pointe, en partie produit dans ses propres ateliers, mis en activité dans le cadre d'une O.S.T., une « organisation scientifique du travail » à la Taylor. En 1939, Marius Berliet produit près de 8 000 moteurs diesel, pour 11 modèles de camions, allant du 5 tonnes au 14 tonnes. Au moment où ses concurrents sombrent dans les difficultés, Marius Berliet semble prospérer, son capital social a été augmenté deux fois. Certes il a subi le climat social de 1936 : grève dans les usines Berliet (dès mars 1936), défilés qui conspuent Marius Berliet, qualifié de tyran, de « seigneur de Vénissieux », dont le paternalisme et les liens avec la droite traditionaliste, l'Action française et Maurras, sont bien connus ³⁵⁶. Marius Berliet a riposté avec la même méthode qu'il pratique depuis les premiers conflits sociaux de la Belle Époque. Il fait fermer l'usine, congédie les grévistes et réembauche en sélectionnant le personnel. Malgré les tentatives d'arbitrage du préfet du Rhône, et même du président du Conseil Albert Sarraut, qui convoque Marius Berliet à Paris, le briseur de grève reste inflexible sur sa tactique autoritaire de *lock out* et la reprise du travail s'effectue aux conditions fixées par le maître de Vénissieux. Il a de longue date choisi la même stratégie familiale que les Lumières : habiter avec sa femme et ses sept enfants hors des quartiers bourgeois de la ville, dans une villa qu'il fait construire avenue Esquirol dans le style Art nouveau, l'épouse se consacrant, avec une préceptrice, à l'éducation des enfants. La montée des tensions internationales conduit Marius Berliet à songer à une reconversion vers des productions militaires, faisant preuve assez tôt de prévoyance industrielle : reconversion bien sûr, mais jusqu'au détail du gazogène. Cependant, les plans du gouvernement sont beaucoup plus dirigistes qu'en 1914, l'équipement militaire de la France est réparti entre les industriels français et étrangers : pour les chars — en dépit des recherches faites chez Berliet — c'est Renault qui est prévu, pour les véhicules tout-terrain c'est Panhard, quant aux camions ils seront achetés aux États-Unis ou chez Fiat. L'État réserve les commandes d'obus à Berliet, qui y a excellé pendant la Première Guerre mondiale. Marius Berliet commet l'erreur de refuser le plan de mobilisation industrielle de 1938, qui lui imposait d'usiner 240 000 obus dans les premiers quatre mois du conflit, la réponse ne se fera pas attendre.

Lorsque la guerre éclate, le Ministère de la Guerre réquisitionne, le 30 septembre 1939, l'outil de production de Vénissieux et contraint Marius Berliet à... quitter la direction de l'usine. Un directeur général est désigné d'office, l'ingénieur Maurice Roy. Ses rapports avec Marius Berliet se dégradent à tel point qu'il est interdit au « maître des lieux »... de venir dans ses usines. Marius Berliet a perdu le contrôle de son fief, mais il s'y est quelque peu préparé dès 1929, mettant à cette date en place une société civile avec ses sept enfants pour assurer l'avenir de l'entreprise. En 1942, il instaurera entre ses quatre fils une gérance commune devant fonctionner dans le cas de son décès ³⁵⁷. Mais parallèlement à cet avenir, Marius

³⁵⁶ Par contre, on connaît moins à l'époque l'admiration qu'il porte à Édouard Herriot. Mais l'aurait-elle protégé au printemps 1936 ?

³⁵⁷ Au rebours de beaucoup de chefs d'entreprises lyonnais, Marius Berliet n'associe pas ses gendres à ses affaires, pas plus qu'il n'a cherché des partis permettant une stratégie de regroupement avec une firme concurrente ni même d'exprimer des solidarités relationnelles. Dans les années trente les enfants Berliet se sont alliés avec de grandes familles lyonnaises : en mariant ses enfants, Marius Berliet tisse un réseau relationnel avec différents milieux lyonnais, du monde industriel au milieu médical, attestant ainsi de l'importance qu'il a prise sur la scène

Berliet a prévu une véritable succession, dans laquelle la fratrie doit s'effacer devant la transmission, à terme, à un seul de ses membres. En matière de succession, Marius Berliet applique les mêmes règles que dans la gestion de ses usines : tout y est affaire de rationalité et d'autocratie. La seule autorité pour désigner un dauphin est celle du chef de la dynastie, qui se détermine non pas en fonction d'un droit d'aînesse, mais des capacités à prendre la tête de l'empire Berliet. Pour Marius Berliet, une gestion collective, sur le long terme, de l'empire par la fratrie est impensable. Selon lui, le pouvoir ne se partage pas, c'est donc à un seul des enfants qu'incombera la succession. Tous les fils ont reçu la même éducation, ils ont les mêmes lectures techniques que celles de la jeunesse du père, ils se rendent tous sur le terrain avec régularité, mais Marius Berliet repère vite celui qui sera le meilleur des successeurs possibles. Son choix s'est porté sur le plus jeune fils, Paul. Il échoue au concours d'entrée à l'École centrale de Lyon ? il est embauché dans l'usine : Marius Berliet, en lui faisant partager la vie des ateliers, entend lui faire acquérir une parfaite maîtrise de tous les arcanes de la construction automobile. Cette formation de terrain est complétée par des stages à l'étranger, notamment en Grande-Bretagne, pays concurrent. La désignation officielle du dauphin se fait en deux temps : en 1940, Paul reçoit la direction de la fonderie de Vénissieux, avec pour mission de la moderniser, et, en 1942, lors de son mariage, il est nommé directeur général de la société (à 24 ans...). En même temps, codicille au contrat de co-gérance de 1929, il est désigné comme « gérant principal ». Pendant des mois, Marius Berliet assiste impuissant aux aléas de la guerre et de ses usines qui s'efforcent, non sans difficultés, de produire des obus jusqu'au 17 juin 1940, date à laquelle les ateliers s'arrêtent définitivement, le directeur provisoire décidant d'envoyer les ouvriers dans la succursale Berliet de Toulouse et rendant les clefs de son usine à Marius Berliet. Deux jours plus tard, les Allemands réquisitionnent les usines Berliet de Lyon, pour mettre la main sur camions et pièces de rechange. L'entrée en vigueur, le 25 juin 1940, de l'armistice, signé le 22, vient encore changer le cours des choses. Les hostilités étant terminées, les Allemands se retirent au nord de la ligne de démarcation, les derniers éléments quittant l'agglomération dans la nuit du 6 au 7 juillet. Mais d'autre part, il n'est pas question de commandes militaires de la part de Vichy. Berliet doit donc, comme tout le monde, se reconvertir à des productions civiles, quelles qu'elles soient, dans des conditions difficiles puisque les approvisionnement en zone occupée, toute proche de Lyon, sont interdits : où trouver désormais bougies, batteries, garnitures de freins et d'embrayage, roulements à billes, etc. ?

Lyon devient après l'armistice de juin 1940 la principale ville de la zone dite libre, mais Berliet produit pour l'armée allemande. Il ne s'agit pas de volonté délibérée mais d'une nécessité liée à la règle de la compensation édictée le 10 février 1941 par le nouveau secrétaire d'État à la Production industrielle, François Lehideux, neveu par alliance de Louis Renault ³⁵⁸. Une partie des véhicules destinés à l'armée allemande devra être produite en zone libre, en échange de quoi, pour un tonnage égal, les industriels de la zone libre pourront importer du matériel de la zone occupée, ce qui est rigoureusement indispensable au lyonnais Marius Berliet. Un Comité d'Organisation de l'Industrie automobile, dirigé par Lehideux, est créé spécialement pour gérer les programmes de fabrication et contrôler l'industrie automobile française. Accepter la règle du jeu permet de continuer à produire, mais en bonne partie pour les Allemands, la refuser forcerait Berliet à fermer ses usines. La

lyonnaise dans l'entre-deux-guerres, sans goûter aux mondanités lyonnaises et menant un train de vie assez austère, retiré et replié sur la — vaste — famille.

³⁵⁸ Voir pp. XXX.

Charte du Travail de 1941 prévoit la création dans les entreprises de comités sociaux, que Marius Berliet considère comme d'inacceptables ingérences de l'État dans sa société et il s'oppose farouchement à leur mise en place chez lui. L'institution du Service du Travail obligatoire (STO) en 1943 l'angoisse, comme beaucoup de patrons lyonnais : ses meilleurs ouvriers ne vont-ils pas être contraints de partir pour l'Allemagne, d'autant que la zone Sud est occupée par les Allemands depuis le 11 novembre 1942 ? Aux livraisons de camions et de bus à des collectivités ou à des particuliers français s'est donc ajouté un secteur de commande militaires destinées aux Allemands. Dans quelle proportion ? Quantitativement, Berliet semble avoir vendu 2 239 véhicules aux Allemands, 3 309 aux Français ? Qualitativement Marius Berliet exige le même niveau pour les uns et les autres, le contraire serait à ses yeux du sabotage, c'est-à-dire le reniement de tous les efforts de l'entreprise depuis sa création, l'œuvre de sa vie. Il semble bien qu'en mars 1944 la Résistance lui demande de saboter ses chaînes et qu'il refuse. Les négociations qu'il mène avec les Allemands sont empreintes de la même fermeté qu'avec les autres partenaires, même si certains marchés sont privilégiés, ce qui sera beaucoup reproché à la Libération. En revanche, lorsque des projets, comme celui de parrainer toute entreprise française par un Allemand, menacent l'indépendance de l'empire Berliet, il est beaucoup moins souple. Les usines Berliet sont devenues un lieu stratégique, tant pour les Allemands qui s'y procurent du matériel de guerre, que pour les forces de la Résistance, qui y voient un lieu de présence ennemie. Il n'est pas étonnant que Berliet devienne dès 1942 un lieu de conflits sociaux et politiques. Dès le 14 octobre 1942 a lieu une grande grève contre les départs d'ouvriers en Allemagne au titre de la relève. La résistance s'organise ensuite, par la pratique du sabotage du matériel destiné à la Wehrmacht, prenant un caractère assez organisé à la fin de 1943, grâce aux Mouvements unis de Résistance (MUR). Au même moment éclatent les premiers mouvements de protestation ostensibles contre la présence allemande : un stock de 5 000 pneus est brûlé, des slogans et des tracts sont diffusés. Dans cette guerre, qui est, qu'il le veuille ou non, la Seconde Guerre mondiale, Marius Berliet demeure « l'inflexible » qui s'était manifesté avec éclat en 1936, accordant la priorité à la marche de l'usine, à laquelle tout doit être subordonné, et cela noue son destin. Dans la nuit du 1^{er} au 2 mai 1944, l'US Air Force bombarde Vénissieux, touchant davantage la cité ouvrière que l'usine, comme pourra le constater le maréchal Pétain en visite chez Berliet quelques jours plus tard.

À la libération de Lyon (septembre 1944), Yves Fage, nommé Commissaire de la République, va mener une politique d'épuration, orientée, entre autres, vers l'économique. Alors que les Lumières sont protégés par les actions de résistants de Henri Lumière, 32 patrons lyonnais sont condamnés pour collaboration économique et 81 soumis à la dégradation nationale. Marius Berliet est tout particulièrement sur la sellette et la justice sera intransigeante avec lui. Accusé de collaboration économique et d'intelligence avec l'ennemi, il est arrêté à son domicile par les FFI dès le 4 septembre et ses quatre fils le sont — à cause de l'acte de gérance de 1942 — quelques jours plus tard. Les usines sont placées sous séquestre par le Commissaire de la République et confiées à l'ingénieur Marcel Mosnier, résistant et membre du Parti communiste. La confiscation donnera lieu à une expérimentation d'autogestion ouvrière, pendant quatre années (1944-1948) : redémarrage de la production, politique sociale et médicale, formation du personnel, etc. Édouard Herriot ³⁵⁹ n'intervient pas en faveur de Marius Berliet et de ses fils, en attente d'un procès, qui s'ouvrira le 3 juin 1945. À l'issue du procès, au bout d'un an, Marius Berliet est condamné à deux ans de prison,

³⁵⁹ Voir plus haut.

transformés en assignation à résidence dans le Midi, pour raison de santé, ses fils Paul — son principal collaborateur — et Jean sont condamnés à cinq années de prison. Les biens des Berliet sont confisqués. Pas moins de vingt projets de nationalisation sont déposés à l'Assemblée nationale. Mais la Guerre froide a éclaté ; le parlement rejette définitivement le 16 novembre 1949 la nationalisation de Berliet ; le 28 décembre 1949, après quatre années de batailles juridiques et politiques, la famille Berliet est graciée et le Conseil d'État lui restitue tous ses biens. Entre-temps, Marius Berliet est décédé, le 17 avril de cette même année. L'affaire Berliet a joué le rôle de procès exemplaire et elle démontre, également, l'isolement de Marius Berliet dans la bonne société lyonnaise. Il n'est guère défendu par ses pairs, qui lui font payer le prix de son isolement altier, il s'abrite derrière la règle — vichyste — de la compensation pour justifier les livraisons aux Allemands, mais son procès est surtout celui du patron autocratique qui a toujours tenu l'entreprise d'une main de fer, attendant de son personnel un dévouement entier à la bonne marche des usines. Autocrate, il n'a admis aucune immixtion des milieux d'affaires lyonnais depuis les années trente. Alors que certains industriels lyonnais, comme Charles Gillet (industrie chimique), sont sauvés par leur réseau relationnel, la situation de Marius Berliet, tout à fait défendable, est aggravée par son isolement. Paul, fils de Marius, prend la tête de la société, qui va rester bientôt la seule société automobile lyonnaise. Formé et désigné par son père, il sait être fidèle aux orientations de celui-ci, performance et indépendance, en associant ses frères, Jean pour l'Afrique, Henri pour l'exportation et Maurice à la tête d'un département « qualité ». Ils exportent le savoir-faire Berliet en Algérie, se lancent de façon spectaculaire à la conquête du Sahara (mission Ténéré de 1959-1960, camion géant de cent tonnes en 1957 ³⁶⁰...) et vendent les camions dans le monde entier. Les anciennes usines Rochet-Schneider sont reprises pour en faire le service des pièces de rechange ³⁶¹, une société de crédit est créée pour aider les clients, la Société de Crédit industriel et financier automobile. Au début des années 1960, lorsque la société doit augmenter son capital par émission de 80 000 nouvelles actions, c'est la famille qui se porte acquéreur de la majorité d'entre elles, conservant ainsi le contrôle sur le capital. Les systèmes de production, l'outillage, les bâtiments sont modernisés ou changés. La rationalisation du travail est intensifiée, un centre de recherche est créé (à Saint-Priest). Mais les relations sociales sont dans l'entreprise toujours tendues : les économies ne passent-elles pas, d'après les frères Berliet, par la diminution des salaires et l'augmentation du temps de travail ? Les grèves sont nombreuses et larges (1950, 1957, 1968), avec les mêmes méthodes patronales d'autorité et d'intimidation, beaucoup moins efficaces que du temps de Marius Berliet. La société se maintient dans les premiers rangs mondiaux : en 1964, elle assure 49 % de la production française de poids lourds, ce qui lui donne la troisième place au sein de la CEE et la septième dans le monde. Berliet est racheté à hauteur de 97 % par Citroën — lui-même contrôlé par Michelin — en 1967. Paul Berliet reste PDG, mais sans pouvoirs réels ; en 1968 les accords passés entre Citroën et Fiat placent le groupe en tête du Marché commun pour les poids lourds. Ces remaniements sismiques et la politique salariale menée depuis les années 50 expliquent la vigueur des grèves de 1968 chez Berliet. Depuis le début de la décennie l'ambiance était à la revendication dans les ateliers et elle a dégénéré

³⁶⁰ Le T100, dont les déplacements à travers la métropole, puis le Sahara, sont très suivis et racontés dans la presse, dont la presse enfantine. Berliet réalisa un film publicitaire à l'occasion de la sortie du camion (projeté lors de Rétromobile 2006). Cf. aussi le petit musée de la villa Berliet à Lyon, à côté de la salle à manger.

³⁶¹ Voir p. XXX.

rapidement en grève avec occupation d'usine en mai 1968. Dès le 17 la grève est votée par les 12 000 salariés de Vénissieux-Saint-Priest. Paul Berliet, en dépit de l'étroitesse de ses pouvoirs réels, engage la contre-offensive patronale de manière spectaculaire : il affrète un petit avion qui survole l'usine en larguant des tracts appelant à la reprise du travail, tandis que les cadres sont envoyés en éclaireurs (terrestres). La reprise du travail ne se fera que le 19 juin, après que les ouvriers auront obtenu une hausse de 10 % des salaires, le droit à une heure d'information syndicale payée par mois et le paiement à 50 % des jours de grève : les temps ont changé depuis 1936 ! La dureté et l'issue du mouvement sont aussi significatives des changements survenus depuis le rachat par Citroën. Alors que, depuis les origines de la maison Berliet, les activités avaient toujours été très intégrées et concentrées dans la région lyonnaise, on assiste à un début de délocalisation. Paul Berliet avait fait construire en 1963 l'usine dite de Bourg-en-Bresse, à proximité du domaine familial de son épouse ³⁶² ; à partir de la fin des années 1960, les délocalisations se multiplient, avec la construction d'une usine pour les ponts et les essieux à Saint-Priest, pour les boîtes de vitesses dans la Loire, pour le matériel incendie à Chambéry... Les établissements Berliet essaient, mais dans le cadre de la région Rhône-Alpes. Toutefois, cette dispersion sonne le glas de la politique paternaliste, centrée sur Vénissieux : la cité Berliet s'étirole, les maisons, réhabilitées, sont habitées par des cadres, la sociabilité s'y évanouit. Le sentiment de vivre la fin de l'empire Berliet explique certains caractères de la crise de 1968, un an après le rachat par Citroën ; c'est bien la fin d'un monde qui s'annonce, puisqu'en 1974 les restructurations de l'industrie automobile conduisent Citroën à vendre Berliet à la régie Renault, qui, quatre ans plus tard, confrontée à des difficultés commerciales et financières, regroupe Berliet et la Saviem dans un holding Renault Véhicules industriels (RVI), la marque Berliet disparaissant en 1980. Si le siège social est demeuré à Lyon, RVI a fait disparaître le nom d'une dynastie industrielle qui, pour ne s'être déployée que sur deux générations, n'en a pas moins marqué l'histoire de l'industrie automobile ³⁶³.

□ tout autre secteur industriel, les ind. alimentaires, avec les pâtes Rivoire et Carret qui apparaissent au milieu du XIXe siècle. La société transfère son siège à Marseille à la veille de la Seconde Guerre mondiale.

□ La Première Guerre Mondiale fait de Lyon « un arsenal immense », selon l'expression de son maire Édouard Herriot. Privilégiée par sa situation géographique, loin des champs de bataille, la région a joué le rôle de refuge pour des sociétés menacées et a mobilisé toute son activité industrielle autour de l'effort de guerre.

□ l'entre-deux-guerres est le « chant du cygne » de la soierie lyonnaise : la plupart des grandes maisons parviennent à surmonter la crise des années 1930, mais peu des petites.

□ apogée de la chimie lyonnaise à la Belle Époque et dans l'entre-deux-guerres : outre les deux vieilles maisons Guimet et Coignet : Rhône-Poulenc (1928) ³⁶⁴, Gillet, Progil, Rhodiaceta, Institut Mérieux et Lumière. Gillet est un véritable empire industriel, dont la puissance

³⁶² À Montellier, dont Paul Berliet sera maire à partir de 1965.

³⁶³ B. Angleraud & C. Pellissier, *Les dynasties lyonnaises. Des Morin-Pons aux Mérieux, du XIXe siècle à nos jours*, Perrin, 2003, 830 p., pp. 160-163, 188-189, 231-235, 478-479, 486-487, 510-511, 528-530, 538-541, 554-559, 562-563, 568-571, 626-634, 638-639, 641-644, 689-694 & *passim* ; Éric Favre, *Gazoline* 1999 et site *Gazoline*, Club des Automobiles Berliet et Fondation de l'Automobile Marius Berliet, <http://www.fondationberliet.org>, qui, évidemment, permettrait de compléter.

³⁶⁴ Origines : Famille Poulenc, de l'ind. pharmaceutique, qui fusionne avec les Usines du Rhône.

explique la virulence et la longueur des conflits sociaux qui l'affectent en 1936. L'Institut Mérieux est un des rares exemples d'ind. lyonnaise à mettre ses capacités industrielles au service de la Résistance. Henri Lumière refuse de livrer des produits photos aux Allemands, entre dans la Résistance et est un des chefs FFI de Lyon en 1944, prend avec d'autres la direction de la ville, faisant oublier les actes de collaboration de Louis et Auguste

□ les mentalités patronales à Lyon Révolution industrielle :

- toujours des bourreaux de travail. Cf. formule d'Ulysse Pila (voir MTF 2 et 3) : « Si je n'avais pas à faire 10 fois plus que je ne peux, je m'ennuierais à crier » (!)
- toujours paternalisme, mais problème de 1936, « fin du monde » selon le monde de Charles Mérieux : les grèves, dures et longues sont vues par les patrons comme des trahisons, des mutineries
- goût de la maison de campagne, des voyages et des vacances se développe dans l'entre-deux-guerres
- grand enjeu de la transmission familiale du patrimoine, liens de famille, et même des « pactes de famille », le plus massif étant celui passé entre les douze frères et sœurs Aynard (banque) en 1891
- des réseaux familiaux enchevêtrés
- mariages entre familles, les Lumière-Winckler établissant un record (voir plus haut)
- des patrons lyonnais entrent en politique, comme Édouard Aynard, député 1889>>>, qui meurt dans l'hémicycle en 1913 alors qu'il est sur le point de monter à la tribune pour défendre une nouvelle fois la liberté de l'enseignement.

- sociabilité :

- * toujours la SG, les présidents étant systématiquement des industriels, qui confinent les profs d'Université dans les fonctions de VP et de secrétaires !
- * musique et concerts publics
- * *sportsmen* : vélocipède, Automobile-Club (1901), Tennis-Club, Société des Courses de Lyon, Club alpin français, Aéronautique-Club
- * patronage de sociétés sportives populaires
- * construction de cités ouvrières (Vénissieux pour Marius Berliet : la cité idéale à côté de l'usine idéale, vaec coopérative, ferme, sport, bibliothèque, école primaire, école ménagère, formation d'apprentis, assurances sociales, car Berliet emmène les enfants au catéchisme, catholique, alors que Marius appartient à la Petite Église, une église chismatique ayant refusé le concordat de 1801)
- attitudes politiques : à droite, le plus souvent une droite libérale ayant accepté la République ; mais Marius Berliet est royaliste (comme la Petite Église), AF, tout en considérant l'engagement politique comme une perte de temps ; popularité d'Édouard Herriot auprès du patronat lyonnais, et même amitié profonde avec les Lumière et Marius Berliet

□ les Lyonnais et leur ville :

- la Presqu'île abrite tout un artisanat, y compris des ateliers qui expérimentent des fabrications pionnières. On trouve des ateliers aussi aux Brotteaux
- les nouveaux industriels (automobile, Lumière...) occupent beaucoup le quartier oriental de Monplaisir : usines et villas, cf. le musée Lumière et la fondation Berliet, dans la villa Berliet, Art Nouveau
- mais villas à la campagne, sur la Côte d'Azur (ex. : les Lumière à La Ciotat), Saint-Pierre-de-Chartreuse et Cannes pour Marius Berliet, qui se venge du médiocre accueil que lui a réservé la bourgeoisie lyonnaise

5°) Saint Frères. Un siècle de textile en Picardie (F. Lefebvre. *Saint Frères. Un siècle de textile en Picardie*. Amiens. Encrage. 2002. 255 p. résumé d'une thèse 1998)

- plusieurs usines dans la vallée de la Nièvre, affluent de la Somme, et notamment à Flixecourt
- industrie du jute
- 1^{er} rang dans sa branche
- archives considérables pour les usines, maigres pour le siège social, parisien

a) Un géant du textile (1828-1902)

- une tradition picarde du textile, cf. Josse van Robais (MTF1), marchands-fabricants, campagnes, etc. Recul début XIXe siècle
- modeste famille de *ménagers* (voir MTF1) devenus marchands-fabricants. Beauval, le berceau de la famille Saint
- une ascension très rapide : ils deviennent vite très riches
- « maisons de vente » à travers la vente, Paris (quartier des Halles) et Rouen d'abord
- stratégie matrimoniale des mariages entre cousins pour resserrer le groupe familial et... les héritages
- étape décisive, sous le Second Empire : mise au point d'un métier à tisser le jute, plante annuelle poussant au Bengale, achetée par des courtiers, puis de gros marchands, puis exportée d'abord en Écosse, puis aussi en France >>> progrès grâce à l'ouverture du canal de Suez (1869), mais aussi grâce à la Guerre de Sécession
- jute sert à fabriquer des sacs, des toiles, des cordes, des câbles, de la ficelle, des bâches ; forte demande agriculture, industrie chimique, industrie sucrière, chemins de fer. Autres fibres : chanvre et lin
- atouts de la vallée de la Nièvre : main-d'œuvre de tradition textile, à bon marché, eau, bonne situation géographique, chemins de fer tôt. Mais ind. français (pas seulement les Saint) toujours distancés par les Britanniques : pas de droits de douane, moindres coûts de transport, toutes les machines sont anglaises, concentration sur une dizaine de produits
- un très important empire ind. bâti très rapidement : 7 usines (Flixecourt, Saint-Ouen, Berteaucourt-les-Dames, Les Moulins bleus, Beauval, etc.), achetées à bas prix à de petits industriels en déclin, modernisées par les Saint, près de 7 000 ouvriers, beaucoup d'audace (embranchement ferroviaire très tôt, quai sur la Somme, par ex.), logements à proximité des usines. Un empire très étalé et dominant le paysage
- société en nom collectif, entre frères, dont l'un dirige, succession des générations et gestion des compétences individuelles très bien réglées, malgré l'importance numérique des descendances, avec des contrats de mariage minutieux. Progression énorme du capital. Une mentalité vraiment industrielle (X mentalité d'ancien régime, « financière », d'après Pierre Léon), tournée vers le long terme, investissant sans cesse (autofinancement systématique), possédée par le culte de la discrétion et du secret (méfiance pendant les visites de journalistes, par ex.). Un coût de fonctionnement annuel de 11,5 millions de F en 1878 (± 35 millions d'euros)
- Mais enrichissement personnel considérable >>> des patrimoines qui font des Saint des membres de la haute bourgeoisie d'affaires, avec des valeurs familiales :
 - travail, épargne, devoir, comme chez presque tous les autres ind.

- Saint Frères : innovation (>>> dans années 1960), sens du bien commun, devoir social, responsabilité d'un ordre social, foi catholique, porter le patronyme au plus haut, appartenir à l'élite (Légion d'honneur, conseil municipal de Flixecourt)

- les femmes interviennent en tant que maîtresses de maison et mères, jamais dans les affaires, même quand elles sont héritières

- château de Flixecourt 1882-1886 (800 00 F, près de deux fois le prix de l'hôtel parisien de la Société de Géographie, inauguré en 1878, moins que le Familistère de Guise, cf. MTF-9), à mi-pente, grille d'honneur, destiné à accueillir des hôtes de marque, vastes jardins, personnel conséquent, qqchse d'excessif : surnom de « château de la navette », cortèges revendicatifs, drapeaux accrochés à la grille (Belle Époque)

- église dans le village d'origine, Beauval : 1884-1888, néogothique, trois frères Saint dans les vitraux de l'abside, alors que le saint patron de la paroisse est sur le côté ! A coûté 400 000 F, autant que l'hôtel parisien de la Société de Géographie ! A ce moment la fortune totale de la famille est estimée à 20 millions de francs.

□ difficultés fin du siècle : Grande Dépression, concurrence ind. indienne (usines montées par des Écossais : bon marché et docilité de la main-d'œuvre), de la Grande-Bretagne, et même de l'Allemagne ; échec d'une tentative de monter une production de jute en Indochine, à la charnière des deux siècles. Mais Saint Frères prend le virage de la 2^e Révolution industrielle, avec une électrification importante des ateliers ; construction d'une nouvelle grande usine, emblématique, Beauval, inaugurée en 1899 ; apogée de la production à la Belle Époque ; construction d'un somptueux siège parisien au 34 rue du Louvre (1896)

□ nouvelles productions : filets de pêche, stores, tentes, vêtements de travail. Service de location de sacs et de bâches

□ mais maintien de la pénibilité du travail (ex. : huile de phoque ou de baleine pour assouplir le jute, bruit assourdissant des ateliers), du danger du travail (ex. : métiers à tisser), du paiement à la pièce des tisserands, du système des « chambrées » immondes (locations par des particuliers)

□ le paternalisme des Saint : cantines, dépôts de pain, charbon, infirmerie, caisses de secours, logements (toujours en nombre insuffisant) ³⁶⁵, écoles, >>> ils « donnent » du travail et attendent une attitude de reconnaissance en échange : « une conscience apaisée »

□ Charles Saint, une personnalité d'envergure :

- Né 1826, commence à travailler dès 14 ans et demi, dans l'entreprise. Dirige depuis Paris
- protectionniste mais bons rapports commerciaux avec les Britanniques ; danger industriel allemand

- Légion d'Honneur 1883, pour sa place industrielle et son paternalisme

- famille catholique ralliée à la République, ses frères occupant des fonctions de maire et de conseiller général

- Charles n'entre qu'à 68 ans en politique, en se présentant à une législative partielle en 1894 et en battant le vicomte Blin de Bourdon ³⁶⁶ avec 54 % des voix. Il est républicain progressiste et fait partie de diverses commissions économiques

- Il est aussi membre de la Chambre de Commerce d'Amiens

- paternalisme célèbre, axé par lui sur le logement, moyen de contrôle évident, et destiné à faire « l'union du capital et du travail »

³⁶⁵ Les cités Saint Frères portent pour la plupart le prénom d'un membre de la famille, encore vivant, précédé de Saint, en jouant donc sur l'équivoque ! Des barres de plusieurs centaines de mètres, le maximum étant de 625 mètres ! Loyers modestes, jardins.

³⁶⁶ Conservateur grand voyageur et membre de la Société de Géographie.

□ Hector Malot. *En Famille*. 1893. évoque longuement les usines Saint Frères, avec l'histoire d'une pauvre jeune fille qui y trouve de l'embauche ³⁶⁷. Les noms sont changés : Flixecourt devient Maraucourt, le grand patron s'appelle Vulfran Paindavoine, mais le jute, la dureté du travail, du MTF, de l'encadrement, la nébuleuse des villages, le château, la famille Paindavoine sont bien évoqués.

□ Description des usines Saint Frères par Turgan : voir polycopié

□ Charles Saint meurt en 1902 ³⁶⁸ >>>

b) Saint Frères au XXe siècle (après 1902)

□ les successeurs :

- André Saint (1871-1933) à Paris

- Pierre (1868-1943) aux usines. Bien connu par son énorme correspondance, conservée. Parle anglais (à la différence de Vulfran Paindavoine). Dirige en 1910 onze usines et 9 000 personnes. Image de souverain, surnom de « roi du jute ». Epouse en 1899 la fille d'un industriel roubaisien et s'introduit dans le grand milieu industriel du Nord ³⁶⁹. Légion d'Honneur 1911 ³⁷⁰

□ la conduite des affaires :

- depuis le somptueux siège parisien

- >>> relations épistolaires et télégraphiques quotidiennes et difficiles avec la Somme, les usines n'étant jamais en contact direct avec les clients : elles n'ont aucune autonomie de fonctionnement

- problème de la coordination entre la Vente et la Fabrication

- Paris fixe toujours des délais trop courts pour l'exécution des commandes

- >>> des réunions d'associés au siège parisien, deux fois par mois

- à Flixecourt, fréquents déplacements à travers la Somme, un Pierre Saint toujours en mouvement, à cheval ou en Panhard-Levassor (achetée 1901), lecture de la presse, rapports sur l'état d'esprit du personnel, mais le dimanche appartient à la famille

- hantise de la « disette de commandes » >>> chômage et les ouvriers peuvent partir définitivement !

□ des clients de tailles très variées. Pour les plus gros : adjudications, avec âpre concurrence

□ les patrons tiennent à leurs prérogatives et se heurtent parfois à des cadres supérieurs, notamment en matière de contrôle du personnel

□ l'achat et le transport des matières premières :

- récolte de jute connaît de grosses variations >> cours fluctuants

- avoir des stocks importants (en moyenne 40 % de la consommation annuelle) mais pas trop !

- une agence à Calcutta

- 5 semaines de transport maritime, sur des bateaux britanniques

- problème, ensuite, du transport ferroviaire, par la Cie du Nord (fourniture de wagons, imp. grève de 1910, dont troubles violents dans ville d'Amiens)

³⁶⁷ Le livre est encore plus mélodramatique que *Sans Famille*. Vous l'avez sans doute deviné : la pauvre fille est en réalité la petite-fille de Vulfran Paindavoine.

³⁶⁸ Son frère Jules-Abel était mort en 1900.

³⁶⁹ Mais encore des unions consanguines dans le reste de la famille, à cause du danger d'éparpillement du patrimoine : un Jean Saint vend sa part en 1911, elle est en grande partie rachetée par le reste de la famille.

³⁷⁰ Il est le 5^e Saint à l'avoir (et pas le dernier).

- jute = $\frac{3}{4}$ des fibres consommées. Reste = chanvre, manille, sisal, coton, lin
- achats importants de charbon (décidés par Paris !)
- un peu d'espionnage industriel, surtout pour machines, d'autant que déconvenues fréquentes provoquées par la venue de réparateurs britanniques
- vision sociale sous la forme d'une pyramide, avec une hiérarchie très stricte et quasi militaire ; les employés de bureau n'ont pas de rôle spécifique de commandement ; un patron convaincu de sa mission : veiller à la grandeur de la Maison, dont le gigantisme est un motif de fierté
- les emplois de bureau sont à la discrétion du patron et c'est un monde ss femmes (les femmes sont à l'atelier) ; les directeurs et sous-dir. des usines relèvent uniquement de Pierre Saint
- grands principes : gagner de l'argent, éviter le gaspillage, salaires modérés (en moyenne 3F / jour à la Belle Époque ; certains postes sont à façon, d'autres à la journée ; écart très important entre hommes et femmes), discipline, ne pas faire d'exception ni de favoritisme, avoir toujours sous la main un sous-directeur disponible, Picard et bien formé, et susceptible de remplacer au pied levé un directeur, Picard lui aussi : défiance envers les diplômés de haut niveau. Un directeur doit tout connaître de son usine, il doit tout contrôler, fournir une qualité irréprochable, utiliser au mieux les (coûteuses) machines qui lui sont fournies ; il lui est interdit de « causer » de la Maison au-dehors. Ils doivent être des modèles, de compétence, de sérieux et de zèle ; ils sont somptueusement logés, mais trois d'entre eux meurent à la tâche !
- La multiplicité des postes et « métiers » rend possible la dispersion des salaires et des gratifications et la division du personnel ; les contremaitres sont bien payés (8 F / jour) ; un vaste système de mouchardage est organisé, il est très précis et concerne aussi les directeurs
- Pierre Saint entretient de bonnes relations avec les maires et la gendarmerie, qui renseigne toujours, vite et bien sur les prochaines réunions organisées par les « agitateurs » et connaît les « fortes têtes » >>> la suppression du livret ouvrier, en 1890, n'est pas une gêne. Retraités, les gendarmes fournissent souvent les postes de portiers
- les nouvelles « bonnes œuvres » : caisse de retraite 1888 (la pension est maigre : 1F / jour au maximum !), économats traditionnels sont remplacés dans les années 1910 par des coopératives de consommation, idée reprise aux socialistes, mais elles sont contrôlées par les patrons, enfants nécessiteux faisant leur première communion, curé de la paroisse, bureau de bienfaisance de Flixecourt, école des filles de Flixecourt, monument aux morts de Flixecourt. Pourquoi ? convictions religieuses, tradition familiale, une bonne éducation, utile à de futurs ouvriers Saint Frères
- Les patrons montrent le moins possible des usines aux visiteurs >>> les observations de Turgan sont en partie erronées. Un culte du secret qui ne s'entrouvre que pour les « collègues » industriels, et encore ! Pas de pouvoirs publics dans l'usine (comme au Creusot) ! L'Inspection du Travail, créée en 1874, est une gêne car ses recommandations sont coûteuses, heureusement les inspecteurs sont rares...
- fréquentes réceptions dans le « château de la navette » (voir plus haut), désormais agrémenté d'une grande galerie
- acquisitions de biens fonciers dans la Somme
- loisirs : la mer, la chasse (dépenses très importantes, invitations), propriété d'André à Brétigny-sur-Orge, voyages,
- le travail ouvrier :
- peu de « métiers » à savoir-faire gratifiant

- activité variable au long de l'année
- épidémies : typhoïde, grippe ; maladies respiratoires, surtout au cardage et au peignage ; surdités dues au bruit des ateliers ; accidents du travail comme dans toutes usines textiles ; en plus : accidents dus au grand nombre des wagons à décharger. Saint Frères utilise tous les moyens pour appliquer le plus mal possible la loi de 1898 sur les accidents du travail
- Saint-Lundi (célébrissime auto-réduction de la semaine de travail) >>> fin du XIXe siècle
- jour de paie = le samedi = jour de contestations (du salaire)
- application de la loi sur le repos hebdomadaire (13 juillet 1906) ³⁷¹ >>> suppression des travaux dominicaux autorisés de fait par la suppression (loi du 12 juillet 1880)
- longueur des trajets domicile-travail et une bicyclette est chère pendant longtemps. Cars de ramassage seulement après 1945. Construction de cités continue, avec hygiène (bornes-fontaines), surveillance (pas de débits de boisson), mais convivialité ouvrière, qui suscite des mécontentements contre Saint Frères !
- journée de travail commence très tôt, mais permet le travail dans les « jardins »
- la loi de 1910 sur les retraites n'est pas mal appliquée, puisqu'elle permet, par le biais des cotisations, de faire baisser les salaires !
- discipline du travail : sanctions individuelles (exclusions, amendes), à la tête du client et sur lesquels le patron ne revient jamais, exclusions collectives,
- la résistance ouvrière :
 - création de coopératives socialistes *stricto sensu*, pour faire pièce aux coopé Saint Frères, très suivies par les patrons. Elles connaissent le succès, y compris le succès financier, et améliorent le quotidien des ouvriers
 - sociétés sportives de + en + libres X les fanfares, très hiérarchisées et contrôlées par les patrons qui financent largement
 - peu de revendications sur les conditions de travail avant 1914 : renforcement de la sécurité sur les machines, augmentation des salaires, par ex. Mais pas les trois huit.
 - les salariés Saint Frères ne participent pas aux grèves d'avril 1904 ³⁷²
 - mais mouvement social de janvier-février 1910 :
 - * grève à l'usine d'Harondel 10 janvier >>> patron accorde immédiatement augmentation de salaire
 - * mouvement fait tache d'huile et sabotage dans l'usine d'Harondel
 - * >>> exclusions collectives et 5 condamnations à des peines de prison >>> retentissement national (souscription du *Cri du Peuple*) : une fort mauvaise publicité faite au patronat Saint Frères
- transformation du climat dans la société :
 - déclin du paternalisme en tant que tel
 - les usines Saint Frères sont considérées par les « esclaves » (ou « serfs ») comme des « bagnes », les contre-mâîtres comme des garde-chiourmes
 - les ouvriers deviennent étrangers à leur propre travail : ils se considèrent comme des exécutants, propriétés de leur patron. Un cas (1908) où ouvriers dénoncent mauvaise fabrication d'un gros câble, en vain ; le câble casse : à leurs yeux la direction est responsable (cela ressemble à la catastrophe de Courrières, de 1906)

³⁷¹ Biblio. : N.Chambelland-Liébault, « Un repos dominical pour tous ? La loi du 13 juillet 1906 établissant le repos hebdomadaire en faveur des employés et ouvriers », dans J.-P. Le Crom dir., *Deux siècles de droit du travail. L'histoire par les lois*, Éditions de l'Atelier, 1998, 288 p., pp. 105-116.

³⁷² Cause : loi du 30 mars 1900 limite la durée du travail à 10h/jour, le gouvernement veut l'appliquer au 1^{er} avril 1904, de nombreux patrons veulent retarder.

- les punitions comme d'insupportables atteintes à la dignité humaine
- les socialistes encouragent les ouvriers à conquérir leur autonomie et à se libérer de la tutelle patronale : un cas, parmi d'autres, où partis socialistes cherchent à être vraiment des partis ouvriers et collaborent avec les syndicats (X *Charte d'Amiens*). Moyens : conférences et représentations théâtrales, par le Théâtre du Peuple d'Amiens
- le syndicalisme révolutionnaire, anarchiste, conquiert l'usine de Saint-Ouen, profitant de la désespérance des ouvriers, plus que de leur éventuel anarchisme
- déchristianisation de la vallée de la Nièvre
- affrontements politiques sévères lors des élections
- la Première Guerre mondiale :
 - grosses fournitures de guerre (sacs, bâches, tentes, etc.)
 - zone anglaise (le château est mis à la disposition d'officiers anglais)
 - hausse du prix du jute et du charbon
 - importantes pertes dans le personnel
 - l'année 1919 est une année de contrôle quasi guerrier des ouvriers par l'encadrement
 - grosses difficultés de la société Saint Frères après-guerre (change, machines anglaises valent très cher...) : l'année 1921 est catastrophique
 - progrès des syndicats, des coopératives et de la SFIO
- solutions années 20 : augmenter le capital, transformer Saint Frères en société anonyme (1924), mais elle est dans les mains de toute la famille Saint (grâce à l'enrichissement provoqué par la guerre !) et le siège est fixé au 34 rue du Louvre, électrifier les usines
- solutions années 30 : fermer 3 usines, achat des brevets de métier à tisser circulaire (pour le coton) à une petite société (Rotatiss) pour disposer de métiers circulaires pour le jute >>> un bureau d'étude interne qui parvient à une solution industrielle en 1942 (à la barbe des Allemands). Ces métiers vont donner à Saint Frères une avance considérable dans l'après-guerre. Sur qui ? En 1939, les Indes britanniques produisent 97 % du jute mondial et détiennent 57 % du parc mondial des métiers à tisser le jute
- syndicalisme entre-deux-guerres :
 - vallée de la Nièvre : personnalité charismatique de Léon Bacquet, CGT puis CGTU, maire de Saint-Ouen, socialiste puis communiste puis, à nouveau (1930), socialiste. Mort en 1943
 - siège parisien : Roger Feilloley (CGTU) et Robert Lejeune (CFTC), qui signent ensemble la convention collective de 1936
 - grande grève de 1930, due à la résistance patronale à l'application de la loi de 1928 sur les assurances sociales si les salariés veulent une augmentation des salaires pour compenser leur cotisation. Grève de toutes les usines juillet 1930, prise en main par la CGTU >>> 2/3 de grévistes, forces de police partout, *lock-out* patronal >>> échec de la grève
- durcissement patronal anti-syndical années 20 :
 - pourquoi ne pas conduire deux métiers en même temps ?
 - les syndicalistes sont tous des « bolcheviks » : Saint Frères ne voit pas, tout au moins dans la vallée de la Nièvre où, il est vrai, le syndicalisme est peu divisé, l'intérêt de profiter de la division syndicale
 - mais un service d'allocations familiales est créé en 1922
- une nouvelle politique sociale patronale, de part et d'autre de la Deuxième Guerre mondiale ³⁷³ :

³⁷³ J'utilise ici, en complément du livre de F.Lefebvre, le témoignage, oral et un écrit, de mon père et mes maigres souvenirs de participant aux arbres de Noël, aux colonies de vacances et à un stage au siège social en juillet 1963.

- le fils d'André Saint, **Roger**, né en 1906, entre en fonctions en 1933 et entreprend une nouvelle politique de réalisations sociales. Il est épaulé par frères et cousins >>> René + Roger + Ronald
- la notion d' « esprit Maison » (au fond la « culture d'entreprise ») remplace le paternalisme
- plus de références ostensibles au catholicisme, qui est considéré comme faisant partie de la sphère privée
- œuvres sociales tournées vers les enfants: maternité, crèches, séjours de vacances (Mesnil-Val, au bord de la Manche, inauguré 1936), arbres de Noël, clubs sportifs administrés librement par salariés, et on voit même des fils de patrons taper le ballon ou être moniteurs de colonies de vacances
- un véritable apprentissage est mis en place (il n'avait jamais existé), pour former une élite professionnelle
- cours d'enseignement ménager et cours de couture à l'intention des jeunes filles, pour former de bonnes mères de famille...

□ 36:

- victoire de la gauche dans département de la Somme
- grèves, qui se terminent rapidement par la satisfaction des revendications: augmentations de salaires, deux conventions collectives (Somme et Paris), signées par René Saint (Somme) et Roger Saint (Paris), et parmi les toutes premières de 1936
- chacune des deux parties se déclare très satisfaite et les tribunaux qui enregistrent louent le bon esprit d'entente qui a régné !

□ Deuxième Guerre mondiale: beaucoup de prisonniers, occupation allemande très dure, archives ont toutes disparu

□ l'après-guerre:

- grosses difficultés provoquées par l'indépendance des Indes (1947) >>> SFOI mais industries asiatiques sont des concurrentes redoutables
- mais guerres coloniales (surtout l'Algérie) assurent des ventes...
- énorme effort d'adaptation: diversification (textiles artificiels, synthétiques, vêtements de travail, plastiques, espadrilles, etc.), informatique précoce, etc.
- mais entrée de Saint Frères dans groupe Willot en 1969, puis dégagement de la famille, puis fusion avec Boussac (1978), puis dépôt de bilan de BSF (Boussac-Saint Frères) en 1981
- beaucoup de destructions d'archives, dont celles du siège social, mais certains salariés avaient gardé de (petites) archives personnelles
- en 1963 encore, à mon embauche pour un job d'été, je reçus une petite brochure (standard) qui se concluait ainsi: « Cette entreprise est désormais la vôtre. Vous y avez votre place. Nous vous souhaitons de l'agrandir. Travaillez bien: on peut toujours faire mieux. Augmentez vos connaissances: il y a toujours à apprendre. Travail et culture, voilà les vrais facteurs de la promotion. Dans cette voie comptez sur nous pour vous aider et vous conseiller. Meilleurs vœux de réussite et de longue carrière parmi nous. » Mélange « Trente Glorieuses » de paternalisme et de « culture d'entreprise », orientée ici vers le « savoir » d'entreprise... J'avais quinze ans...

6°) Divers

a) Les bûcherons du Cher

□ Biblio.: C.Pennetier, « Les bûcherons du Cher à la fin du XIXe siècle. Conditions de travail, conscience sociale, réactions à la crise agricole et forestière », dans coll., *Des arbres et des*

hommes, Le Paradou, Actes Sud, 1980, pp. 189-203 ; Thèse de M.Pigenet, d'où il a tiré diverses publications, dont : "*Ouvriers, paysans, nous sommes...*" *Les bûcherons du Centre de la France au tournant du siècle*, L'Harmattan, 1993, 299 p. ; M.Pigenet, « Activité saisonnière, syndicalisme et conscience sociale. Les bûcherons du Cher (fin du XIXe siècle-1914) », dans R.Hubscher & J.-Cl.Farcy dir., *La moisson des autres. Les salariés agricoles aux XIXe et XXe siècles*, Créaphis, 1996, 368 p., pp. 250-265 ³⁷⁴

□ un département aux structures sociales rurales très contrastées

□ occupation saisonnière pour des ouvriers agricoles, pas loin de chez eux, mais les scieurs de long sont de véritables professionnels, à temps plein

□ un métier à la rencontre entre industrie et agriculture, sur des « chantiers »

□ outils, dont ils sont propriétaires : cognée, scies, chèvres, etc.

□ carbonisation du bois

□ jeu triangulaire : le propriétaire, le marchand, le bûcheron

□ salaires et gagne-pain extrêmement faibles (ils sont dans la main des marchands de bois), misère, alimentation frugale, sabots

□ contestations quant au petit bois qu'ils peuvent emporter

□ legs historiques : séditions des XVIIe-XVIIIe siècles, « Mariannes », sociétés secrètes républicaines 1851

□ Grande Dépression, mécanisation de la moisson, fin de l'extraction du fer >>> réduction des possibilités d'embauche >>> grande grève hiver 1891-1892 et syndicalisation (comme il y a syndicalisation des ouvriers agricoles provençaux à la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle) ³⁷⁵

□ popularité du slogan « Vive la Sociale ! », du socialisme, du député socialiste de Vierzon

□ un maillage syndical serré, ancré dans le terroir, et qui joue désormais un grand rôle dans la distribution du travail

□ grande mémoire historique collective des luttes de la fin du siècle

□ des coopératives de consommation

□ On pourrait rapprocher d'eux les scieurs de long, qui débitent des planches en sciant à deux les troncs d'arbre (un en haut, le « chevrier », un autre en bas). Migrations professionnelles, dureté du travail et des travailleurs, surveillance par les autorités, habitat sommaire, ceinture de flanelle indispensable, mécanisation progressive (à la vapeur)

b) Saint-Gobain

- toujours la même biblio. (cf. MTF1, 2 et 3)

- Nouveau siège social à Paris, inauguré en 1902, et bâti sur le modèle des grands sièges bancaires

- développement de filiales

- changements et progrès techniques très importants dans l'entre-deux-guerres

- fabrication de verre trempé puis de verre Sécurité (qui arrête le « chant » de la Catastrophe d'après Hergé !) et de verre Triplex pour les autos. Clemenceau échappe à la mort lors de l'attentat de Cottin grâce au verre Triplex (il remercie !)

³⁷⁴ Michel Pigenet a aussi publié *Les Ouvriers du Cher (fin XVIIIe siècle-1914). Travail, espace et conscience sociale*, Institut CGT d'Histoire sociale, 1990, 449 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, fév.-mars 1992, p. 504, dans *1848. Révolutions et mutations au XIXe siècle*, 1993, pp. 123-124

³⁷⁵ Y.Rinaudo, dans R.Hubscher & J.-Cl.Farcy dir., *La moisson des autres. Les salariés agricoles aux XIXe et XXe siècles*, Créaphis, 1996, 368 p.

- verre Pyrex, fibre de verre, fibres de cellulose, papier Kraft, etc. : une énorme diversification industrielle
- engrais : superphosphates (avec concurrence de Kuhlmann)
- 11 500 salariés en 1910, avec très peu de femmes
- écoles, logements, caisses de retraites
- des grèves à la Belle Époque, mais l'implantation syndicale significative n'arrive qu'en 1936
- une culture d'entreprise, exaltée par toute une iconographie d'entreprise, qui fait appel à l'École de Nancy (par ex. verreries de Daum).
- publicité massive, style Art Déco par ex. Un pavillon plein de prouesses techniques pour l'Exposition universelle de 1937
- part importante à la réalisation du paquebot Normandie
- crise de 1929 durement ressentie : 16 % du marché mondial en 1913, 10 % en 1933, mais remontée à 15 % en 1938.
- mise sous séquestre Seconde Guerre mondiale
- pas de véritable paternalisme, une « gestion sociale » qui n'apparaît consciemment que très tard (après 1970) ³⁷⁶

c) Les travailleurs indochinois

- P.Daum, *Immigrés de force. Les travailleurs indochinois en France (1939-1952)*, Actes Sud, 2009, 278 p. ; L.-K.Luguern, « Ni civil ni militaire : le travailleur indochinois inconnu de la Seconde Guerre mondiale », *Le Mouvement social*, n° 219-220, juillet-septembre 2007, pp. 185-199 et « Les Travailleurs indochinois en France pendant la Seconde Guerre mondiale », *Carnets du Viêt Nam*, n° 15, juin 2007, consultable sur le site de la Cité nationale d'histoire de l'immigration :

* en 1939 et dans les mois qui ont précédé la défaite de 1940, outre les quelque 9 000 Indochinois enrôlés comme tirailleurs dans l'armée française, ce sont plus de 20 000 Vietnamiens qui furent réquisitionnés de gré ou de force et amenés en France comme travailleurs. Le ministre des Colonies Georges Mandel envisageait le chiffre de 90 000

* Le rapatriement d'une partie seulement de ces hommes désignés sous le vocable euphémisé d' « ouviers nops spécialisés » (ONS) et appelés en vietnamien *linh tho*, eut lieu dans l'année qui a suivi l'armistice, mais plus de 14 000 restèrent en France pendant toute la durée de la guerre, obligés à travailler pour le compte de Vichy, des Allemands ou d'entreprises privées françaises.

* Encadrés par le service de la MOI (Main-d'Œuvre indigène)

* Sud de la France : diverses usines et plantation du riz en Camargue (une nouveauté)

* Soumis à une discipline militaire stricte, répartis en « légions » et en « compagnies », logés dans des camps, mal nourris et surexploités, souvent victimes de brutalités inouïes et emprisonnés à la moindre incartade, beaucoup furent atteints de tuberculose pulmonaire ou osseuse et plus de 1 000 moururent avant la libération de la France

d) La Bassin parisien

□ Paris :

³⁷⁶ J.-P.Daviet, « Histoire de la gestion sociale d'un grand groupe industriel, Saint-Gobain. 1921-1981 », dans S.Schweitzer dir., *Logiques d'entreprises et politiques sociales des 19e et 20e siècles*, Lyon, 1994, 256 p., pp. 137-158.

- pendant longtemps, encore dans l'entre-deux-guerres, des usines en plein Paris : rien que dans 13^e, chocolaterie Menier puis Lombart (emplacement du lycée Gabriel Fauré), usine à gaz (rue... du Gaz, square de Choisy), Panahard et Levassor (autos), Delahaye rue du Banquier, Say (sucre), abattoirs de Villejuif près de la place d'Italie, etc.
- de gros artisans ou de petits industriels se sont installés dans des hôtels particuliers
- rue des Immeubles industriels dans le 11^e, près de Nation (1877)
- de gros ateliers comme ceux de la BJ rue Didot (voir MTF-7)
- les tanneurs de la Bièvre sont actifs >>> Première Guerre mondiale (par ex. : impasse de la Photographie, actuellement square Adanson)
- **industries et artisanat de banlieue parisienne** : blanchisserie, imprimerie, chapellerie, usines à gaz mais parfumerie, manufacture de tabac, poudrerie de Sevran, sucrerie, distillerie, carrières de grès, etc.
- mais **subsistent encore beaucoup de jardins, champs et prés**, cf. A.Faure dir., *Les premiers banlieusards. Aux origines des banlieues de Paris, 1860-1940*, Créaphis, 1991, 284 p.,
- **L'apport de Nancy Green** ³⁷⁷ :
 - « L'habillement, l'une des dernières industries urbaines » (p. 9 du livre). **Le Sentier** = un *pletzl*
 - les hommes sont les premiers à acheter des vêtements de confection (cf. MTF-7)
 - dans l'entre-deux-guerres, les femmes se font encore faire leurs robes sur mesure, mais achètent leurs chemisiers et leurs jupes en confection
 - le Sentier est le quartier du vêtement de confection ; une véritable industrie du vêtement
 - importance du travail à domicile, de la sous-traitance, des immigrés (avec origines diverses et souvent antagonistes, querelles pour le travail, pour les synagogues), des femmes, des juifs, « aryanisation » Seconde Guerre mondiale
 - *sweating system, sweatshops*
- **Gustave Eiffel** (1832-1923) :
 - * centralien, entrepreneur qui se fait connaître par ses viaducs, ses écluses du canal de Panama, l'ossature de la statue de la Liberté
 - * obtient la « tour du Champ de Mars » de l'exposition de 1889, dans conditions assez douteuses
 - * 7 300 t de fer (ce qui est peu...), avec des morceaux standardisés ou pas, lui apportent gloire et fortune immédiatement
 - * éclaboussé par le scandale de Panama
- les **Maisons ouvrières de la Fondation Mme Jules Lebaudy** : voir le photocopié
- **Fondation Rothschild** : voir le photocopié
- Les tapissiers Marx (cf. MTF-2) manifestent un **phénomène de mobilité sociale et professionnelle et un autre de déclassement** (cf. les mariages et les non-mariages) qui rappellent l'article de Jean Le Yaouanq, « La mobilité sociale dans le milieu boutiquier parisien au XIX^e siècle », *Le Mouvement social*, juillet-septembre 1979, pp. 89-112.
- **l'achèvement du Familistère de Guise** : voir le photocopié
- les **facteurs de pianos**, par ex. Pleyel entre-deux-guerres : voir les photos Luce Roudier, envoyées par Internet >>> encore beaucoup d'« ouvraison manuelle »
- **texte école technique Paris photocopié**

³⁷⁷ N.Green, *Du Sentier à la 7e Avenue. La confection et les immigrés, 1880-1980*, Seuil, 1998, 462 p. ; N.Green, « Quartier et travail : les immigrés juifs dans le Marais et derrière les machines à coudre. 1900-1939 », dans S.Magri & C.Topalov, *Villes ouvrières, 1900-1950*, L'Harmattan, 1989, 240 p.

e) Vraiment divers, divers... (!)

□ Jujurieux continue ³⁷⁸ :

- famille Bonnet, avec paternalisme, avec manifestations évidemment très différentes de celles présentées dans MTF2 et 3
- soieries, avec clientèle dans tout le Sud-Est de la France, à l'étranger
- importance des fournitures venues d'Italie

□ la métallurgie ardennaise des Corneau-Deville ³⁷⁹ :

- fonderie, appareils de chauffage
- Charleville
- grande grève 1891-1892
- politique sociale (logements,) seulement à partir de années 1930
- recherche de l'innovation

□ Marthe Barbance, Saint-Nazaire, le port, la ville, le travail, Moulins, Crépin-Leblond, 1948, réimpression, 1979, 645 p. :

- * activité portuaire (SN même, Donges créé entre-deux-guerres)
- * chantiers navals (diverses sociétés, dont les Chantiers de l'Atlantique, à Penhoët 1864 >>>)
- * raffinerie de Donges
- * constructions aéronautiques
- * sidérurgie (Trignac) : acier Bessemer. Fermeture 1932
- * base américaine pendant la Première Guerre Mondiale
- * importance de la conjoncture (crise de 29 est longue)

□ Louis Guilloux, La Maison du Peuple 1927, son premier roman :

- * L.G. est né (en 1899) et mort (en 1980) à Saint-Brieuc
- * est largement autobiographique : échoppe de son père, mansardes de la famille, grand-mère maternelle raccommodeuse de parapluies
- * grand-père paternel resté au stade du respect du patron et des cotisations à la Société de Secours mutuel
- * le père est socialiste. Il est persuadé, à tort, de la force de sa position : « On ne peut pas chercher à atteindre un homme dans son travail. »
- ressemblance avec la pauvreté bretonne (à Fougères) de Jean Guéhenno (*cf. Changer la vie. Mon enfance et ma jeunesse*) ; d'ailleurs ils étaient amis

□ Le paradoxe bas-normand : une proto-industrialisation, mais guère d'industrialisation lors de la 2^e RI ³⁸⁰ : privée de *take-off*?:

- alors que la Haute-Normandie s'industrialise, qu'il y a de petits gisements de fer, des mines de charbon
- seule exception : la sidérurgie de Caen

□ les Japy (revoir MTF-3) de la 2^e RI :

- * commandite par actions

³⁷⁸ H.Pansu, *Claude-Joseph Bonnet. Soierie et société à Lyon et en Bugey au XIX^e siècle*, auto-édition, Lyon et Jujurieux, 2003, 590 p.

³⁷⁹ Olivier Sève (un ancien élève), « Une famille industrielle de la métallurgie ardennaise : les Corneau-Deville de 1880 à 1914 », dans *la Revue historique ardennaise*, 1988, pp. 151-162.

³⁸⁰ Surtout d'après A.Leménorel, *L'impossible révolution industrielle ? Économie et sociologie minières en Basse-Normandie, 1800-1914*, Caen, Cahier des Annales de Normandie, n° 21, 1988, 488 p.

- * culte des valeurs familiales (solidarité, discipline, rigueur)
- * alliances matrimoniales avec les grandes familles de Franche-Comté (Peugeot, par ex.)
- * haut niveau de formation : en 1882, le conseil de gérance comprend trois centraliens et deux polytechniciens, sur neuf membres
- * Gaston Japy publie en 1906 *Les Idées jaunes* !f
- * déclin entre-deux-guerres

□ L'architecte Louis – Marie Cordonnier (1854-1940) et le travail industriel 2^e RI : un « architecte du pouvoir industriel » :

- source : exposition Armentières (Nord) fin 2010-début 2011 ³⁸¹
- église ND des Mineurs à Waziers (1927), pour la communauté polonaise
- bureaux de la Cie des Mines de Lens (1930)
- pour les Béghin (sucre, à Thumeries) : château familial, salle des fêtes communale, maisons ouvrières

□ « l'aéronautique : haute technologie et façons d'artisan » ³⁸², déclin du secteur privé et combativité ouvrière ³⁸³ : nombreuses occupations d'usines en 1936 notamment

□ grands chantiers de barrages et usines hydroélectriques : Massif central, Génissiat,

□ textes de Lequin photocopiés

□ textes immigration en Lorraine photocopiés

□ patronat et ouvriers d'Oyonnax (Jura) : peignes, puis artisanat du buis puis de la corne.

□ ind. du cinéma : Charles Pathé (1863-1957)

□ Les tanneries de Moselle ³⁸⁴ : Metz, Saint-Avold, Sarrebourg et Sierck

□ Les forges du Périgord ³⁸⁵ :

* un patronat leplaysien

* petites forges

□ un exemple de xénophobie, contre les mineurs immigrés italiens des mines de Provence en 1903 ³⁸⁶ :

« - L'envahissement :

Ils sont trois cent mille Italiens à avoir colonisé la Provence et, dans les usines de Marseille, ils ont remplacé jusqu'au dernier de nos nationaux. La caserne des douanes a été construite par eux : Marseille n'est-elle pas une ville italienne ?

³⁸¹ Fils d'architecte, il s'était fait connaître avant la guerre en étant l'urbaniste de la station balnéaire d'Hardelot-Plage (Belle Époque), en construisant le théâtre et la bourse de commerce de Lille, le Palais de la Paix à La Haye (1913), l'Opéra de Lille (1914). Il est le grand architecte de la reconstruction de cette ville, avec un plan de reconstruction : monument aux morts, halles (1924), nouvel hôtel-de-ville (1927), église St Vaast (1929). Il construisit ou reconstruisit beaucoup dans le Nord : HDV et église St Vaast de Bailleul, nécropole ND de Lorette (1930), etc. Son fils et son petit-fils furent aussi architectes et achevèrent la basilique de Lisieux commencée par Louis – Marie Cordonnier.

³⁸² D.Woronoff, *La France industrielle. Gens des ateliers et des usines, 1890-1950*, Éditions du Chêne, 2003, 296 p. (recueil de photographies), pp. 185-189.

³⁸³ H.Chapman, *State capitalism and working-class. Radicalisme in the French aircraft industry*, Berkeley, Los Angeles, Oxford, 1991, 412 p.

³⁸⁴ L.Michaux, *Tanneurs et Travail du cuir en Moselle du Moyen Âge au XXe siècle*, Metz, 1989, 224 p.

³⁸⁵ M.-L. & Y.Lamy, M.Secondat, *Forges en Périgord*, tome I, *La vallée de la Dronne et ses affluents*, Le Bugue, PLB éditeur, 1992, 125 p. ; Y.Lamy, *Hommes de fer en Périgord au XIXe ?* Lyon, La Manufacture, coll. « La France industrielle », 1987

³⁸⁶ Cite d'après l'ouvrage de G.Bagnis, *Des Compagnies minières... aux Houillères de Provence*, cité dans Collectif, *Mineurs immigrés. Histoire, témoignages, XIXe-XXe siècles*, Institut d'histoire sociale minière, VO Éditions, 2000, 295 p., pp. 50-51.

- Ils volent les emplois :

Les étrangers, les Italiens, puisqu'il faut les appeler par leur nom, prennent les emplois des nationaux et mettent les Français au chômage.

Ils sont sales et remplissent les hôpitaux.

Les œuvres de bienfaisance sont assiégées et l'Assistance publique, remplie d'Italiens, refuse les Français. Ils se logent par groupes dans une seule pièce.

- C'est l'armée du crime :

Le couteau, toujours le couteau, a fait son œuvre et nombreux sont ceux qui ont payé de leur vie leur résistance à l'envahisseur ; les mendiants pullulent dans nos rues : l'armée du crime est représentée par des bandes nombreuses, savamment organisées : 95 % des crimes leur sont imputables à Marseille ; le vol et l'assassinat sont devenus pour les Italiens un sport national, comme le football pour les Anglais.

- C'est un complot :

L'envahisseur s'étend rapidement à toute la Provence ; ils ont pris les emplois importants de l'administration de la Ville ; cela procède d'un plan préconçu, d'une organisation absolument méthodique... pour transformer la Provence en province de l'Italie.

- La Race française sera débordée avant peu à Marseille. Ils font bloc.

- Il faut les chasser :

Il faut reconduire à la frontière tous ceux qui prennent l'emploi des nationaux.

- Il faut les taxer :

Par l'application d'une taxe sur tout individu de nationalité étrangère qui vient en France pour y gagner de l'argent.

- Il faut les empêcher de devenir français :

Par la suppression ou, tout au moins, par l'amendement dans un sens fortement restrictif (*sic*) de la LOI sur la DÉNATURALISATION. »

VI. BOIRE ET MANGER À LA VILLE AVANT 1914

Des habitudes alimentaires rurales perdues, des usages alim. citadins depuis longtemps et naissance de l'industrie alimentaire, notamment par le biais du sucre (de betterave), de la conserve, de la margarine, etc.

1°) Boire et manger, actes révélateurs de l'amélioration du niveau de vie moyen

a) Les quantités

□ Année terrible: siège, « Ferry-famine », consommation de viande de cheval, rat, chat, les éléphants du Jardin des Plantes (Castor et Pollux), ivrognerie prétendue des « communards » (y compris les femmes). La vision patronale de Denis Poulot à la veille de la Commune est franchement hostile (*Le Sublime* en 1869). L'ancien contremaître, porte-parole du petit patronat parisien, décrit la capitale du travail rongée par les maux de « l'ivrognerie », de « la paresse » et de « la violence ». La Semaine Sanglante achève de ruiner la réputation du peuple de Paris : une légende noire succède à une légende dorée. Le pittoresque ouvrier de Quarante-huit, ayant en horreur les servitudes de l'atelier mais faisant du très bel ouvrage, s'est mué en incendiaire communard, tout à sa haine contre la discipline : le "sublime" a triomphé de l' « ouvrier vrai » !

□ La baisse des prix engendrée par la crise de la fin du siècle et la hausse des salaires nominaux (les salariés forment d'ores et déjà plus de la moitié de la population) provoquent une montée du salaire réel moyen. La consommation alimentaire s'accroît, lentement pour ses éléments traditionnels, pain et pommes de terre, mais plus rapidement pour d'autres denrées, la viande ou le sucre.

□ Les Français se détournent, surtout dans les villes, de l'alimentation traditionnelle et y substituent une alimentation plus riche et plus variée, plus égale aussi entre villes et campagnes. Les progrès de la première sont assez lents — la consommation de froment par habitant et par an passe de 2,5 hl en 1860 à 3,2 hl en 1885, celle de pommes-de-terre de 133 kg en 1860 à 181 kg en 1892 — , toutefois ceux d'autres denrées sont beaucoup plus rapides : le Français moyen consomme 26 kg de viande par an en 1862, mais 36 en 1892, 6,5 kg de sucre en 1860, mais 14 kg en 1900.

□ Les denrées dites coloniales sont de plus en plus appréciées : café et cacao (avant le tirailleur sénégalais de Banania) voient leur consommation doubler.

□ L'augmentation est d'ailleurs importante pour l'alcool (2,8 l par habitant et par en 1875, 4,5 l en 1890), ce qui n'est pas un avantage décisif pour la société (cf. D.Nourrisson).

□ En tout cas, l'alimentation tient certainement une place moindre dans les désirs inconscients et l'imaginaire collectif, et le thème de la « vie chère » ne doit plus rien au prix du pain, qui conserve toutefois une valeur symbolique et mythique, mais de plus en plus aux produits nouveaux, jugés désormais indispensables.

b) Pain et viande

□ le pain en ville :

- permanence mais lent et inexorable recul
- tel quel, accompagnement de plats, soupes, ragoûts, mais peu de variété au total...
- baisse du prix sur le long terme (unif. marché national, baisse prix mondiaux)
- plus de poussées de prix après 1870 (dernière : 1867)
- ⇒ le thème de la « vie chère » ne doit plus rien au prix du pain

- mais valeur symbolique et mythique, cf. devise du Rassemblement populaire 20 ans après 1914

□ la viande en ville :

- imp. des abattoirs, généralement en faubourg
- la première dépense alimentaire dès les années 1880
- valeur symbolique : elle « tient au corps », « gagner son bifteck »
- mais grandes diff. régionales
- grand rôle dans baisse prix et diversif. consommation de la conservation frigorifique 1879>>>. D'autant plus répandue que la conservation par le sel coûte cher et ne soutient guère la comparaison gustative !

□ les produits solides nouveaux :

- sucre, commun après 1900
- café

□ habitudes nouvelles :

- aller au restaurant (cf. Zola). Une large gamme des restaurants populaires, dont les « bouillons » (de viande), les crémeries (épiceries de produits laitiers plus tables d'hôte)s et les restaurants pour étudiants, nombreux dans le Quartier latin (cf. rue Mr le Prince Polidor, le seul qui existe toujours). Sous la IIIe République se fondent les bouillons Duval et les bouillons Chartier (il reste celui du 7 rue du Faubourg Montmartre, 9^e)
- les enfants à la cantine scolaire (les premières sous la Monarchie de Juillet)
- le café ouvrier, mais il est largement coupé de lait

□ problèmes nouveaux :

- la « vie chère », i. e. prix produits nouveaux devenus indispensables
- qualité : fraudes sur le lait, le chocolat, etc.

c) Boissons et buveurs en ville à la fin du XIXe siècle et à la Belle Époque

□ un effet d'imitation du modèle diffusé par les élites

□ Les manuels d'hygiène et les livres de lecture courante de la fin du XIXe siècle vantent lourdement les mérites de l'eau : l'eau pure, l'eau sans addition de substances étrangères, disent-ils, est la boisson la plus naturelle, la plus propre à fournir au corps les liquides dont il a besoin. Cette insistance montre *a contrario* que l'eau a perdu à cette époque quelques peu la faveur des consommateurs au profit de nouvelles boissons quotidiennes

□ personnage du porteur d'eau dans les villes, alimentation de Paris par le canal de l'Ourcq (eau non filtrée !) puis Vanne et autres rivières (⇒ grands réservoirs : Ménilmontant au nord, Montsouris au sud, puis filtration)

□ fontaines du philanthrope américain Wallace (1872>>>), mais peu nombreuses (110 à Paris en 1900)

□ les boissons alcoolisées :

- au milieu du XIXe siècle, l'ouvrier boit encore peu de vin, de même que ce qu'il mange est très médiocre en quantité et qualité
- rév. des transports, vin d'Algérie, entrepôts (cf. Bercy) ⇒ baisse du prix du vin
- le vin « d'octroi », qui paie un peu moins de taxes, est vendu aux « barrières » (pour Paris, elles sont loin du centre depuis 1860 : au lieu d'aller boire à la barrière d'Enfer, Denfert-Rochereau maintenant, le khâgneux de LLG va à la porte d'Orléans, ce qui fait 4 km, j'ai mesuré)
- l'ouvrier est mieux rémunéré, l'eau courante est rare, l'eau qu'on emporte avec soi se corrompt

- pour toutes ces raisons, dès la seconde moitié du siècle, forte consommation en milieu ouvrier, bien qu'il ne faille pas prendre Zola à la lettre
- Le XIXe siècle, qui voit le triomphe de la Révolution industrielle, ouvre l'accès du boire à tous : c'est le siècle de la démocratisation de la boisson
- une palette de couleurs élargie : au bleu, au blond, au rouge il faut ajouter le blanc et tous les tons intermédiaires
- « aliment » de substitution peu coûteux : part est proportionnellement plus élevée chez les pauvres
- une valeur mythique : « ça nourrit »
- vertus attribuées par le peuple des villes à l'alcool, convivialité (rôle du café ouvrier)
- les ouvriers usent quotidiennement de vin, ils peuvent s'offrir un « kilo de rouge », ou plus, par jour
- amélioration lente de la qualité du vin (?)
- mais mouillage intensif, fraudes sur le vin ³⁸⁷
- on ne boit de bière à la ville que dans le Nord. Mais mode de la bière chaude (!) chez les dandys et des bocks chez publicistes et journalistes (cf. *Bel Ami*)
- on ne boit que très peu de cidre à la ville. À Paris, il est une boisson de luxe, très chère, dont les chiffres de consommation moyenne sont ridicules par rapport au vin

d) Alcool et travail à la ville

- imbibation professionnelle des commis-voyageurs, des marchands de vins (*mastroquets*) et des coiffeurs (parce que le pourboire est pour eux pendant longtemps un verre de vin...)
- à l'atelier et à l'usine boire du vin ou autre boisson alcoolisée est largement toléré ou clandestin (fraude très imp.), malgré les règlements d'usine qui prévoient tous des amendes), voire encouragé dans les cantines patronales. Verser le salaire au cabaret est monnaie courante avant 1914 (des grèves contre, à la Belle Époque)
- la ville où l'alcoolisation est la plus forte est le port (de pêche ou de commerce), avec quantités et saoulographie ahurissantes
- boire (de l'alcool) est une forme de convivialité, cf. compagnonnage, les fêtes « corporatives » (Sainte-Barbe par ex.), *L'Assommoir* (1877) : Coupeau part « en ribote » avec *Bibi-la-Grillade*, *Bec salé*, *Bois-sans-soif* et *Mes Bottes* !
- consommation fraternelle, fédérative, bruyante, joyeuse (complicité amusée avec le camarade saoul), initiatrice pour les apprentis. Celui qui refuse de boire ne peut être qu'un espion (de la police, du patron)
- le boire ouvrier est une provocation, un défi à la valeur bourgeoise par excellence qu'est la décence ; boire est un signe d'appartenance à la classe ouvrière
- le personnage du « sublime » :
 - " Des métallos parisiens des années 1860, le petit patron démocrate qu'est Denis Poulot a fait, dans son *Sublime* (1869), une typologie restée célèbre. Chez tous, la capacité à contrôler leur travail, parce que le patron, le "singe", ne peut les remplacer, et, au fond, comprend souvent mal les savoir-faire qu'ils mettent en œuvre, est un trait commun. Le "vrai sublime" réalise bien et vite les commandes et c'est ce qui le perd, car il arrose trop bien ses réussites : mais c'est le premier tourneur de la capitale, un ouvrier indispensable, à qui le patron "doit

³⁸⁷ Cf. la formule finale « bien remuer pour éviter l'explosion » que j'avais trouvée dans une recette de « faux vin » (les quantités d'ingrédients s'exprimaient en centaines de kilos et de litres...) en travaillant la révolte des vignerons de 1907 pour la *Belle Époque* et A. Stanziani, "La falsification du vin en France, 1880-1905 : un cas de fraude agro-alimentaire", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 2003, pp. 154-186.

faire des politesses", car, fier de son travail — il en parle tout le temps — , c'est un râleur, toujours prêt à demander son compte, et ce d'autant plus facilement que sa compétence lui permet de retrouver aisément un emploi. " (A.Dewerpe, *Le monde du travail en France (1800-1950)*, Armand Colin, coll. "Cursus", 1989, 192 p., p. 19)

- Fabrice Laroulandie ³⁸⁸ : le thème tourne au lieu commun. Denis Poulot, contremaître devenu chef d'entreprise dans la mécanique, a dénoncé en 1869 dans son célèbre ouvrage *Le Sublime* cette indiscipline d'atelier qui est, selon lui, « la lèpre capitale qui ronge la classe laborieuse. » Le « sublime » personnifie l'ouvrier allergique à l'autorité et à la morale, très susceptible dans la liberté de son emploi du temps et disposant de l'atelier à sa guise. 60 % des ouvriers parisiens, prétend notre auteur, seraient des « sublimes », c'est-à-dire plus ou moins enclins à « la paresse » et à « l'ivrognerie ». Le patron se montre d'autant plus démuni devant l'insolence du « sublime » qu'il s'agit d'un ouvrier chevronné qui fait de sa haute qualification l'arme principale de sa résistance. Au fil de son pamphlet anti-ouvrier, D. Poulot dresse une savoureuse typologie des bons et mauvais mécaniciens en fonction de leur ardeur au travail et de leurs mœurs : entre les lignes, se dessine une subtile gradation de la résistance à l'atelier, fondée sur le degré d'habileté professionnelle. Les plus insoumis sont les plus adroits. Tel est le cas de ce seigneur de l'atelier, véritable ver dans le fruit, qu'est aux yeux du petit patronat, le *vrai sublime* que sa compétence rend invulnérable et qui ne travaillerait que trois jours et demi par semaine, passant le reste du temps au cabaret dans un état d'ivresse permanent. Le *Fils de Dieu* et le *Sublime des Sublimes* sont pareillement des ouvriers d'élite et piliers de comptoirs, non par vice de l'alcool, nuance Poulot, mais par militantisme farouche ; il voit en eux les principaux fomentateurs de la fronde quotidienne contre le patron (surnommé le « bourgeois », le « singe » ou le « pétrousqin ») et le contremaître (aux innombrables sobriquets, le « mufe », le « contre-coup » ou le « sac-à-mistouffles »).

- La dérision argotique envers la surveillance patronale n'est pas la moindre des pratiques de résistance ; mais la Saint-Lundi, qui vide traditionnellement les ateliers, demeure la forme la plus célèbre de cette insubordination dénoncée par Poulot le repos du dimanche se prolonge en chômage volontaire le lundi. « Faire le lundi », écrit déjà Louis Sébastien Mercier à la fin du XVIII^e siècle, est « une vieille et indéracinable habitude » des ouvriers parisiens. Le lundi chômé est consacré à la convivialité professionnelle des ouvriers qui se retrouvent au cabaret. La coutume de la Saint-Lundi varie selon les métiers : elle est particulièrement à l'honneur dans les métiers d'art et dans la métallurgie où plus de la moitié des mécaniciens célèbrent le rite en 1860. C'est parmi les ouvriers les mieux payés et donc les plus qualifiés, que la fidélité au lundi chômé reste la plus durable, affirmation tangible d'indépendance. La Saint-Lundi culmine et commence à régresser sous le Second Empire. À la fin du siècle, elle est en pleine déroute : l'enquête de l'Office du travail en 1893 apprend que 1 % seulement des ouvriers désertent les ateliers en début de semaine contre 40 % trente ans plus tôt.

2°) La place du boire et du manger

a) Dans l'imaginaire populaire

- importante, par peur de manquer
- la culture pop. est héritée des éco. de pénurie
- manger est le premier des plaisirs, cf. Zola, *L'Assommoir* (entre autres)

³⁸⁸ F.Laroulandie, *Les ouvriers de Paris au XIX^e siècle*, Christian, 1997, 231 p.

- encore sous la Seconde Rép. circulaient des volumes de la *Bibliothèque bleue* de Troyes, pleins de fabuleux banquets et de grasses ripailles
- richesse vue comme possibilité de beaucoup manger
- esthétique du corps privilégie longtemps l'excès de poids
- imp. des banquets « corporatifs » :
 - * une forme de sociabilité ouvrière, de convivialité
 - * cf. les chansons à boire
 - * cf. les ouvriers du Livre, pour lesquels très vieille tradition du « À la... » (« ...santé du confrère »)
 - * cf. mineurs de Saint-Étienne
- une forme particulière : les « banquets républicains » :
 - * très nombreux, avec des menus impressionnants !
 - * très grande imp. icono. ⇒ ils sont surtout du « donné à voir », avec les nombres impress., les reprod. de menus, les empilements de bouteilles, les tables (cf. les maires en 1900), les cuisines, le service fait à bicyclette, etc.

b) Le triomphe du « cabaret » et du « mastroquet » à la ville

- le citadin est aussi un « poly-consommateur » (voir plus haut)
- rappel : 4,5 l d'alcool / hab. / an à la Belle Époque
- multiplication, depuis le XVIIIe siècle, des débits de boisson, rapprochant le consommateur et sa consommation (on boit moins chez soi qu'au café) ⇒ un facteur d'alcoolisation décisif
- le quart NW de la France est particulièrement riche en bistrot. Au Havre (thèse de D.Nourrisson, voir plus haut), dans la rue du Général-Faidherbe, il y a plusieurs numéros avec plusieurs débits répartis dans les étages d'une même maison !
- À Paris, dans certaines rues des quartiers Nord et Est, il y a plus de deux débits de boisson pour cinq numéros de maisons.
- multiples formes de « débits » et mots très nombreux : « café », « cabaret », « estaminet » (Nord), « auberge », « taverne », « guinguette » (aux portes), etc. (N.B. : « bouchon », du nom du bouquet de verdure qui sert d'enseigne, est rural)
- « mastroquet » désigne le tenancier
- loi très libérale du 17 juillet 1880 entraîne la multiplication des débits (une simple déclaration avec l'identité du débitant suffit ; seuls sont interdits d'exercice les mineurs et les individus condamnés à un mois de prison au moins pour vol, recel, abus de confiance, outrage public à la pudeur, excitation de mineurs à la débauche...). Et il y a les débits clandestins !
- investissements minimes, rentrées d'argent régulières ⇒ une des rares voies d'ascension sociale pour la classe ouvrière, y compris les ouvriers « mis à la porte »
- clientèle d'habitues, rentiers qui restent longtemps, ouvriers qui passent rapidement, mais reviennent fréquemment dans la journée. Le cabaret est « l'église du pauvre » (ou « de l'ouvrier »)
- un rôle essentiel dans la sociabilité (y compris politique), comme à la campagne
- mais, en ville, souvent les couches sociales ne se mélangent pas : à chacun son débit de boissons, ce que le vocabulaire montre bien : le « café » est plutôt élitiste, d'ailleurs il est bien mieux meublé et décoré à la Belle Époque qu'un siècle plus tôt (le modèle a été, sous la Monarchie de Juillet, le café Véron...), le « cabaret » plutôt populaire (il débite avant tout du vin), comme le « cafetier », longtemps établissement très populaire qui vend du café, l'« assommoir » (Zola n'a pas inventé le mot, il est attesté dès 1848)

c) L'alcoolisation ouvrière

- la trilogie prolétariat urbain / misère / alcoolisme s'impose comme un lieu commun au XIXe siècle : tous les observateurs sociaux depuis le Dr Villermé (Monarchie de Juillet) en conviennent : l'ouvrier boit, et souvent avec excès
- certes amélioration générale de la condition ouvrière, mais crises périodiques, poches de misère et faiblesses de l'alimentation ouvrière : monotonie (relative) et pauvreté ⇒ la boisson alcoolique est un véritable « trompe-la-faim » ⇒ une nouvelle forme de dépendance ⇒ misère
- l'alcool est le délassement du « petit », cf. la paie du samedi soir, les guinguettes, auberges de faubourgs et banlieues, peintes par les impressionnistes
- l'alcool est aussi fortement vu, et pas seulement à la ville, comme « criminogène », spécialement en ce qui concerne le parricide
- autre phénomène : l'alcoolisation bourgeoise qui ne craint nullement de s'afficher encourage la consommation populaire, et l'alcoolisme ouvrier procède parfois de l'imitation. Le boire bourgeois a un indiscutable effet attractif sur la classe ouvrière, ce que le sociologue Maurice Halbwachs voit à la Belle Époque

Conclusion générale

- un « impératif industriel » après 1945
- Que subsiste-t-il de la « question ouvrière » ?
- * Fondamentalement la différence de classes ³⁸⁹. Une pauvreté maintenue
- * « l'enfer du logis » ³⁹⁰, au-dessous des normes, enfer peut-être accru par le moindre accès à l'électro-ménager, à la radio, etc. : le prix des « choses » (hommage à Georges Pérec)...
- * la distance par rapport à la culture, à l'éducation des enfants, aux services, aux équipements,
- * endogamie
- Bilan 1946 que l'on peut établir grâce au sociologue (Institut des Sciences sociales du Travail) P.H.Chombart de Lauwe ³⁹¹ : une nouvelle grille d'analyse, à confronter à celle d'A.Dewerpe dans le cours MTF-1 ³⁹² :
- le travail et les conditions d'existence : « métier », emploi, leurs instabilités, organisation du travail (+ délégués, vie syndicale), « le travail, épreuve et point d'appui », l'ouvrier et sa famille entre emploi et résidence
- le travail de la femme et la condition du ménage (dont le travail domestique : Chombart est un des premiers hommes à souligner son importance et sa qualité de « travail ») ; le « problème des loisirs »
- le logement, le ménage ³⁹³ et l'espace familial : une sociologie du logement, l'enfant
- les budgets et les pratiques de consommation
- les « attitudes » économiques

³⁸⁹ M.Verret, *L'ouvrier français. L'espace ouvrier*, Armand Colin, coll. U, 1979, 232 p., chapitre 10.

³⁹⁰ M.Verret, *L'ouvrier français. L'espace ouvrier*, Armand Colin, coll. U, 1979, 232 p., p. 17.

³⁹¹ P.H.Chombart de Lauwe, *La vie quotidienne des familles ouvrières*, Éditions du CNRS, réédition, 1977, 256 p. La première édition était de 1956.

³⁹² Je la donne dans l'ordre du livre

³⁹³ Toujours très utilisé au sens de « couple » dans les années 50. Cf. l'expression « se monter en ménage », utilisée par Chombart.

- les besoins économiques et la condition ouvrière
- le comportement alimentaire, très développé dans le livre

MTF12- SECTEUR TERTIAIRE DE LA 2^E REVOLUTION INDUSTRIELLE

□ le 3re contribue à l'affirmation du monde du travail urbain (titre de chapitre dans F.Braudel et E.Labrousse dir., *Histoire économique et sociale de la France*, tome III)

□ intro. :

- les « capacités » : *Débuts*, pp. 97-98 & *Belle Époque*, pp. 112-113

- les fonctionnaires : *Débuts*, pp. 98-100 & *Belle Époque*, pp. 113-115

- les « couches nouvelles » : *Débuts*, p. 100-102 & *Belle Époque*, pp. 115-116

□ même plan d'ensemble que dans MTF-7

I. GRAND ET PETIT COMMERCES INTERIEURS

1.º) Le grand commerce (Laurence Badel ³⁹⁴, jury)

□ travail orienté vers relations internationales et la construction européenne (s'en souvenir pour le concours...), les groupements d'intérêts et les organisations patronales du grand commerce

□ centré aussi sur la personne de Jacques Lacour-Gayet (1883-1953), ancien LLG, ancien ENS (1902), ancien agrégé d'HG, ayant choisi de faire carrière dans les affaires (chemins de fer d'abord), conservatisme social et modernité technique

□ 1^{ère} tentative d'organisation : la Fédération des Industriels et Commerçants français (FICF), 1903, qui imite le modèle allemand, pour mieux s'opposer à l'Allemagne

□ Association nationale d'Expansion économique (ANEE), 1915, très anti-boche. Des intellectuels, comme Pierre Benaerts (*Les Origines de la grande industrie allemande*, thèse 1932)

□ L'Union des Intérêts économiques (1919) est une officine de collecte de fonds électoraux (+ affiche de l'homme au couteau entre les dents)

□ le patronat des grands magasins s'organise pour résister aux grèves de 1919

- et c'est ici que se manifeste d'abord Jacques Lacour-Gayet, secrétaire général du Groupement d'Études des grands magasins

- il dilate son action en un CAED (1925, D pour distribution)

- Fédération nationale des Entreprises à commerces multiples (1937)

□ Confédération générale de la Production française (CGPF, René Duchemin), qui en 1936 se transforme en Confédération générale du Patronat française (CGPF toujours), après les accords Matignon

□ apparition des magasins populaires >>> d'autres groupes de pression

□ le commerce est le parent pauvre de la réorganisation administrative faite par Vichy :

disparition du ministère du Commerce, création du min. de la Production industrielle, une direction du Commerce intérieur, un Comité général d'Organisation du Commerce, toutes les infrastructures sont noyautées par Lacour-Gayet. Évidente implication dans l'aryanisation, en sous-main par rapport à Lacour-Gayet.

³⁹⁴ Laurence Badel, *Un milieu libéral et européen. Le grand commerce français, 1925-1948*, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 1999, 576 p., issu d'une thèse Paris I, soutenue en 1996 ; notice de J.Lacour-Gayet, dans J.-C.Daumas dir., *Dictionnaire historique des patrons français*, Flammarion, 2010, 1 614 p., pp. 392-394.

- Pendant l'Occupation, le « libéralisme » apparaît comme une forme de « résistance » >>> à la Libération, combat contre le « dirigisme », mené par Lacour-Gayet. De nouveaux libéraux apparaissent : Charles Rist, Jacques Rueff surtout
- naissance du Conseil national du Commerce (CNC) en 1946

2°) Les grands magasins, les VRP et la distribution

- Cf. toujours B.Marrey, *Les grands magasins. Des origines à 1939*, Picard, 1979, 272 p.
 - *Le Printemps*, célèbre pour sa « grande nef » (1881), *Aux Trois Quartiers*, *Dufayel* (1890), *La Samaritaine* (1905), *Les Magasins réunis* (cf. cours MTF7) essaient en province et dans d'autres quartiers parisiens, *BHV* (1912),
 - naissent *Les Galeries Lafayette* (1932, dites *Galleries Farfouillettes* par les « Parigots »),
 - utilisation du béton armé à partir de la Belle Époque : nouveau bâtiment du *Printemps*, *Félix Potin*, etc.
 - transformations de magasins après la Première Guerre Mondiale : *Samaritaine*, *Bon Marché*,
 - dans années 1930, encouragés par l'État, les grands magasins créent des chaînes de magasins populaires : *Le Printemps* >>> *Prisunic* 1931, *Au Bon Marché* >>> *Priminime* 1932, *Les Galeries Lafayette* >>> *Monoprix* 1932
- un statut des VRP (Voyageurs, Représentants de commerce, Placiers) en 1937
- groupe Casino fondé Saint-Étienne par Geoffroy Guichard (1867-1940), fils d'un épicier en gros. 400 succursales en 1914. Implantation dans un grand quart SE pendant longtemps. Publicité, centrée sur le « bonhomme Casino » au tablier vert et au verbe lapidaire (« Je suis partout. Je vends de tout »). Couleurs fétiches, le vert et le blanc, qui vont donner ses couleurs au club de foot de Saint-Étienne
- les Mulliez, une grande famille d'industriels du textile du Nord se reconvertissant à la distribution (magasins Saint-Maclou avant la Deuxième Guerre mondiale, puis Auchan, etc.)
- Un ex. de xénophobie et d'antisémitisme dans le 3re : la réaction anti-Bata dans les années 30³⁹⁵ :
 - mobilisation des milieux de la chaussure et du cuir contre l'industriel tchèque Bata et ses boutiques en France : un « trust étranger » accusé de « concurrence déloyale » et considéré comme juif
 - entreprise créée en 1894, largement développée par commandes militaires Première Guerre mondiale
 - ville de Zlin, largement « Bata-ville », travail à la chaîne (≠ France où André, à Nancy, est très inf. à Bata)
 - 1ers magasins en France en 1926
 - une usine en Moselle, ensuite
 - croisade, à partir de Fougères : milieux de « petits » touchés par la crise, qui réclame des mesures protectionnistes >>> contingentement 1931-1932, loi de 1936 interdit toute nouvelle installation ; projet de loi très corporatiste 1939, mis en vigueur en août 1940
 - pendant l'Occupation l'entreprise fut spoliée, non comme juive, mais comme appartenant au territoire du Reich
 - à la Libération : restitution des biens >>> à nouveau rancœurs et haines !

³⁹⁵ F.Le Bot, « La famille du cuir contre Bata : malthusianisme, corporatisme, xénophobie et antisémitisme dans le monde de la chaussure en France, 1930-1950 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, octobre-décembre 2005, pp. 131-151 ; L.Michaux, *Tanneurs et Travail du cuir en Moselle du Moyen Âge au XXe siècle*, Metz, 1989, 224 p..

3°) La question des classes moyennes

□ Bibliographie :

- Collectif, "Les classes moyennes", n° spécial de *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, janv.-mars 1993, pp. 3-138
- Collectif (ouvrage dirigé par Georges Lavau, Gérard Grunberg et Nonna Mayer), *L'univers politique des classes moyennes*, Presses FNSP, 1983, 389 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, n° 1 (1984), pp. 135-136.
- S. Berstein, "Les classes moyennes contre la gauche", *L'histoire*, n° 71, octobre 1984, pp. 6-20
- Nonna Mayer, *La boutique contre la gauche*, FNSP, 1986, 346 p.
- S. Berstein, *Histoire du Parti radical*, thèse, FNSP, 2 vol., 1980 et 1982, 487 et 667 p.
- René Prédal, *La société française à travers le cinéma. 1914-1945*, Coll. U2, 1972

□ l'essor des classes moyennes :

- un « monde des petits ou comment échapper au prolétariat » (C.Charle)
- petits commerces, dont les marchands de vin (merci, Anne !)
- dév. des employés et des fonctionnaires ; employés des PTT, dont femmes (voir plus loin)
- prof. libérales : essor des médecins,

□ L'étude d'un groupe social implique :

- étude sociale interne, mode de vie, bien sûr, mais aussi :
- définition de la conscience qu'il peut avoir de lui-même
- situation par rapport aux mouvements de l'économie
- attitude politique
- tout particulièrement pour les classes moyennes. Or celles-ci sont peu connues, à cause de leur situation centrale, à l'écart de la bourgeoisie et du prolétariat

□ Une définition fondamentalement négative :

- difficile d'en faire une analyse éco.
- pas ouvriers
- ni bourgeois (mais problème de l'appartenance éventuelle de la petite bourgeoisie)
- ⇒ une "non-classe" (S. Berstein) ?
- ⇒ composition interne = le reste, *i.e.* artisans, employés, petits fonctionnaires, petits commerçants, certaines professions libérales (médecins, avocats, pharmaciens, vétérinaires), classes moyennes salariées (peu nombreuses avant 1914)
- problème de l'appartenance éventuelle des petits paysans (propriétaires ou fermiers)

□ hétérogénéité :

- signe : on dit les classes moyennes (mais pas tout de suite...)
- ⇒ absence de conscience de classe au sens habituel, mais une certaine forme de "conscience de classe moyenne"

□ suspicion politique qui pèse sur elles : clientèle du fascisme ?

□ Les classes moyennes avant 1914 :

Expression, au singulier, introduite par les Jacobins (*cf.* Barnave). Une partie intégrante du discours orléaniste. Les " couches nouvelles " de Gambetta. Les " couches moyennes " de l'éco. Paul Leroy-Beaulieu (qui invente aussi " cadre ").

À la Belle Époque, il y a — les frontières entre haute, moyenne et petite sont fort indécises et ne peuvent pas être supportées par des niveaux de fortune ou de revenus — une "bonne bourgeoisie", constituée des classes moyennes, de "la classe moyenne" comme on continue de dire. La bourgeoisie n'est pas que la haute bourgeoisie. L'essentiel de la définition de la bourgeoisie paraît être en effet le mode de vie, comme le sentent les

contemporains et comme le formuleront des analystes comme le philosophe Edmond Goblot dans *La barrière et le niveau. Étude sociologique sur la bourgeoisie française moderne* (1925) : "il faut utiliser des parures, s'entourer d'objets qui assurent la correction de la tenue, qui contribuent à la dignité de la vie, mais qui toujours soient en rapport avec les nécessités de la vie quotidienne, les ressources et les obligations liées aux fonctions du chef de famille. " (A.Daumard). Ces classes moyennes forment l'ossature de la société et on peut y distinguer les indépendants des salariés, ceux-ci pour l'heure bien moins nombreux que ceux-là (les indép. = 42 % de la pop. active en 1906).

a) Un groupe qui se distingue des ouvriers et de la vraie bourgeoisie

□ difficile de fixer des frontières, critère éco. inopérant, niveau de revenus pas satisfaisant du tout : une question de "niveau" et de mentalité, la possession d'un patrimoine aussi

□ se distinguent des ouvriers par espoir d'ascension sociale que les classes moyennes conservent. Mais la mobilité sociale est-elle grande ? On peut en douter

□ se distinguent de la vraie bourgeoisie par :

- le travail personnel, manuel ou intellectuel

- la hantise de la déchéance sociale, de la prolétarianisation qui les menace en particulier

- aspiration des classes moyennes à la bourgeoisie, mais :

* mesurent tout ce qui les sépare de la bourgeoisie

* sensibles à la fermeture de la bourgeoisie sur elle-même

* une mythologie de l'effort individuel, de la croyance au progrès. D'ailleurs si la tentative du syndicalisme révolutionnaire n'a pas réussi véritablement à mobiliser les masses ouvrières, n'est-ce pas tout simplement que l'idéal social de promotion graduelle proposé par la République leur paraissait plus attrayant que les perspectives vagues qui devaient suivre le "Grand Soir" ?

□ Cela se marque dans le mode de vie :

- l' "entrée en bourgeoisie" s'accompagne de l'adhésion à un système de valeurs qui est celui de la respectabilité (cf. le salon, la " femme au foyer ", le bac pour le fils

- vol. de se distinguer de l'ouvrier (vêtement, "manières", recherche d'une culture moins populaire). Une vol. de se distinguer des "manuels". Une culture très conformiste

- une activité tertiaire est jugée plus "digne". Caractéristique de la promotion sociale, le statut d'employé est la forme la plus répandue de ce type d'activité, sous sa forme salariée, et, pour les femmes, le travail de secrétariat est la preuve que l'on a quitté les rangs des groupes inférieurs

- une volonté de ressembler le plus possible à la bourgeoisie. Mais la pratique religieuse n'est pas importante

- un désir d' "assurer ses vieux jours"

- un profond attachement à la propriété, une hostilité au marxisme, un conservatisme

□ cf. au cinéma La chienne de Jean Renoir (1931) :

- histoire d'un caissier, à l'existence jusque là étriquée, faite de renoncements, d'économies sordides, de grisaille, mais soucieux de donner une image d'honnêteté (il est caissier !) et de fausse aisance

- cette image vénérable est "dynamitée" par sa libération de l'ordre moral de sa classe (il entretient une maîtresse) et bientôt de son mode de vie (il finit clochard...)

- cf. aussi, du même Renoir, Boudu sauvé des eaux, 1932 :

couple des Lestingois, libraires, X personnage anticonformiste du clochard Boudu

□ 3 critères d'appartenance fondamentaux :

- une "conscience de classe moyenne"
- une aspiration à la promotion sociale, avec imitation du mode de vie bourgeois
- appel à l'État
- Les classes moyennes refusent d'analyser la société comme un ensemble hiérarchisé et conflictuel de groupes ou de classes
- refus d'une soc. avec deux classes antag., entre lesquelles les autres groupes seraient laminés
- C'est logique, car elles sont beaucoup trop hétérogènes et pleines de contradictions :
 - * intérêts totalement divergents cultivateurs et consommateurs
 - * secteurs privé et public
- C'est logique aussi puisqu'elles ne sont solidaires ni des ouvriers ni de la bourgeoisie et qu'elles ne peuvent vraiment choisir un camp sans se renier
- ⇒ récusé idée même de classe sociale permet tout à la fois de préserver la supériorité relative et masquer l'infériorité qui persiste, quoique atténuée
- ⇒ se donnent non pas des org. sociales, mais des org. civiques, apparemment indiff. aux clivages sociaux

b) Un groupe soumis aux aléas de la conjoncture économique

- dès le début du XXe siècle, près de la moitié de la pop. active (la grosse majo. appartenant au monde des " indépendants ").
- Tout au long du XXe siècle, croissance du nombre des employés, fonct. et cadres.
- Cette croissance est sensible dès les années 1920.
- résultats 1930 :
 - * exploitants agricoles = 26 % de la pop. active (or, la plus grande partie app. aux classes moyennes)
 - * patrons de l'ind. et du commerce = 17 % (or, la plus grande partie app. aux classes moyennes)
 - * employés, cadres subal., petits fonctionnaires = 13 % (ts = classes moyennes)
 - * pour mémoire : salariés agric. = 6 % ; ouvriers = 31 % ; haute et moyenne bourgeoisie = 7 %
- les cl. moyennes, à cause de l'effondrement des revenus fixes, sont durement touchées par la guerre. Le rentier, catégorie si typique de 1914, n'existe plus (inflation). Les traitements de la cl. moyenne salariée ne suivent qu'avec un gros retard la hausse des prix. Surtout, ce sont les valeurs mêmes de ce groupe social qui ont été ébranlées par le choc : la Première Guerre mondiale a fait voler en éclats les promesses de la Rép. radicale ⇒ nostalgie de la Belle Époque
- inquiétude devant la vague d'agitation sociale de 1919-1921 ; bénéficient de la hausse du niveau de vie 1920-1924 & 1926-1930 ; subissent poids de la crise des années 1930 ⇒ réactions politiques
- la Première Guerre Mondiale : appauvrissement de la bourgeoisie rentière. Plusieurs ex. dans l'œuvre de Montherlant

c) L' « univers politique des classes moyennes »

- Cf. Collectif, *L'univers politique des classes moyennes*, FNSP, 1983, 389 p.
- Explication classique de l'échec des " expériences de gauche " par la défection des classes moyennes

□ une classes moyennes de trad. de Gauche, une autre de trad. de Droite ! ⇒ toutes les forces politiques recrutent parmi les classes moyennes ! Mais c'est au sein des partis de gauche qu'elles sont incontestablement les plus nombreuses

□ Les glissements alternés des années 20 :

- rappels :

* 1er Congrès internat. de la petite bourgeoisie en Belgique 1899, rebaptisé 1903 (à Stuttgart) C. int. des classes moyennes (même année : fondation à Bruxelles d'un Institut int. des classes moyennes).

* en France, une Asso. de déf. des classes moy. est fondée en 1908 (sous un autre nom dès 1907), par l'avocat-journaliste Maurice Colrat

- c'est au sein des classes moyennes que se dessinent les grandes alternances qui marquent la vie politique fr. de 1919 à 1930

- d'une façon générale, le parti qui exprime le mieux la diversité et les aspirations des classes moyennes, c'est le parti radical, où elles sont en position largement dominante. Une charnière, bien commode, entre G et D. Deux ailles, bien commodes aussi !

- Surtout, une coïncidence évidente entre le projet républicain tel que l'incarne au début du siècle la " République radicale " et les aspirations des classes moyennes

- imp. du vote des classes moyennes dans la vict. électo. du Bloc national

- inquiétudes devant la dégradation du franc et l'alourdissement de l'impôt ⇒ vict. du Cartel des Gauches, qui promet le retour au Bloc des Gauches du début du siècle, mais qui n'a rien à proposer de neuf !

Les radicaux sont pris dans un étau entre socialistes et milieux d'affaires

- attachement à la personne de Poincaré (*cf.* + tard Antoine Pinay), qui s'appuie sur une majo. qui va des radicaux à la droite et mène une politique de stab. (imp. de cette notion pour les classes moyennes)

□ L'éclatement politique des classes moyennes dans les années 30 :

- une partie des classes moyennes (une partie de la petite bourg. urb.) se tourne vers les ligues

- causes :

* les ligues désignent des responsables de la crise

* traumatisme des scandales, attribués à la corruption et à l'impuissance parlementaire

* les classes moyennes n'ont pas d'autre issue que de nier en théorie (au plan des principes) l'exclusion dont elles sont victimes, et pour cela, d'affirmer très haut les valeurs universelles de la démo. et de l'unité nat. (très net dans mouvements ancien combattant, massivement menés par les classes moyennes)

- cf. programme du col. de la Rocque : collab. de classes, coopé. travail/capital dans cadre de la " prof. organisée ", condamnation du collectivisme et du grand capital, retour à la terre, déf. de l'artisanat

- cf. aussi 1936 et PSF (Parti social français) :

* condamnation des grèves, atteinte à la propriété privée

* PSF entend se faire l'expression des petits patrons qui ne parviennent pas à faire face aux charges sociales nouvelles.

Ex. dans *Le flambeau* du 18 juillet 1936 :

" Les classes moyennes, les petits commerçants, les petits industriels, les artisans, les agriculteurs, tout le petit capitalisme vraiment français sont menacés d'écrasement par la ruineuse expérience en cours, tandis que les trusts, le supercapitalisme anonyme et

international en sortent renforcés et tout puissants. Il faut empêcher cette ruine. Travailleurs et producteurs français, unissez-vous sur le terrain politique au sein du PSF. "

Et le 25 juillet :

" Les petits employés deviendront employés des trusts ou chômeurs. Il y aura des millions de nouveaux prolétaires. Ce sera la dictature d'une classe, la suppression de toute propriété privée, tout le monde sera prolétaire dans l'anonymat. "

* S'appuyant sur l'individualisme, l'attachement à la propriété privée, le refus de s'assimiler au prolétariat, le PSF entame une critique globale de la société où le capitalisme et le communisme apparaissent comme frères ennemis : " Ouvriers, paysans et commerçants, vos intérêts sont étroitement solidaires, vous représentez le travail. Unissez-vous contre les ennemis communs qui vous exploitent : les trusts, les puissances d'argent, les monopoles de fait, le parti de Moscou [...] " (*Le flambeau*, 25 juillet 1936)

- probl. de la nature du Fascisme en France

□ une partie des classes moy. se tourne au contraire vers la gauche :

- Herriot se garde longtemps de tout accord avec les socialistes en matière éco.

- de toutes façons, les classes moyennes attendent un soulagement de l'intervention éco. de l'État. Or : progr. éco. des social. et des comm.

- cas typique de la petite paysannerie, qui vote beaucoup à gauche en 1936

- + généralement, glissement à gauche en 1936 repose sur les classes moyennes

- recrutement essentiel du parti radical (*cf.* thèse de S. Berstein), mais concurrence d'autres org. ⇒ appui / grpes en régression tournés vers le passé (boutiquiers et artisans, petits ind., exploit. agric.)

- en conséquence, le monde des classes moyennes accueille avec enthousiasme un Front populaire qui promet de relancer l'éco. Il faut vite déchanter !

□ après 1936 politiquement, les classes moyennes reforment leur unité :

- "déception " et lassitude de ceux qui avaient voté à gauche :

* les classes moyennes ne font pas partie de l'univers mental des hommes qui arrivent au pouvoir en 36. L.Blum met en œuvre une politique éco. et soc. fondée sur une approche exclusivement ouvriériste des réalités de la soc. fr.

* une mobil. " à la base " des classes moyennes contre le Front populaire dès l'été 1936

* la " pause " de 1937 a pour objet d'apaiser les classes moyennes

* mais trop tard : la droite a compris tout le parti à tirer du malaise !

- d'ailleurs, en 1937, le PSF s'intègre au syst. polit. en recherchant une place au centre. Il prétend conquérir les classes moyennes en mordant sur la base sociale du Parti radical.

Edmond Barrachin déclare en juin 1937 : " Le Parti radical socialiste a abandonné la défense des classes moyennes, c'est le PSF qui en a la mission. "

- mais le programme de 1939 reste très démagogique, logomachique et proto-poujadiste :

* revendiquant de nouvelles élections au début de 1939, le PSF se tourne par un nouveau programme vers les classes moyennes, qui apportent à la France " santé morale et vraies richesses ".

* en févr. 1939, un " état général des calamités accablant le petit commerce est élaboré ". On y trouve dénoncés le dumping, la fiscalité, la concurrence déloyale, les étrangers installés en France, l'ignorance profess., le travail au noir, les abus des coopératives irrégulières, les systèmes de prime, l'application " fâcheuse " de la loi sur les sociétés, la réglementation abusive de l'État. Le PSF y réclame une taxe fiscale unique et la protection du locataire contre le renouvellement du bail à un taux excessif.

d) La défense des classes moyennes

- Cf. J.Ruhlmann, "Comment défendre les classes moyennes ?", dans J.Garrigues dir., *Les groupes de pression dans la vie politique contemporaine en France et aux États-Unis de 1820 à nos jours*, Presses universitaires de Rennes, coll. "Carnot", 2002, 314 p., pp. 117-126. Et aussi J.Ruhlmann, *Ni bourgeois ni prolétaires. La défense des classes moyennes en France au XXe siècle*, Seuil, coll. "L'Univers historique", 2001, 462 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, oct. 2002, pp. 331-332, dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, janv.-mars 2003, p. 131, dans *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, oct.-déc. 2003, pp. 217-220
- Une histoire cyclique, avec des temps forts de mobilisation, comme la Belle Époque, le Front populaire, les débuts de la IVe République
- Association de Défense des Classes moyennes (ADCIM) à la Belle Époque (1908), dans but de lutter contre le projet d'impôt sur le revenu
- Confédération générale des Syndicats de Classes moyennes (CGSCM) sous Front populaire. Réussit à constituer un intergroupe parlementaire (1938), inspiré de l'exemple belge, mais ancré dans l'orbite politique de Daladier. Il intervient auprès de Raymond Patenôtre (ministre de l'économie) et de Charles Pomaret (min. du Commerce) dans gouv. Daladier. Loi de mars 1936 protégeant l'artisanat de la chaussure, loi de mars 1937 interdisant toute nouvelle ouverture de magasin à prix uniques
- Comité national de Liaison et d'Action des Classes moyennes (CNCM) au début de la IVe République. Aussi un intergroupe, qui intervient auprès de Robert Buron, secrétaire d'État puis ministre des Affaires économiques sous la Troisième Force puis sous le centre-droit, puis auprès de Pinay (cf. biographie dans le dossier biographique).

CONCLUSION

- pas, ou très peu, de déclassés, à la diff. de l'All. et de l'Italie
- les classes moyennes sont appelées à se transformer considérablement après la guerre, l'entre-deux-guerres ayant été pour elles marqué par la crainte, même l'incompréhension, devant une évolut. éco. et soc. fondée sur l'antagonisme entre un grand capitalisme ind. et la cl. ouvr.
- devenir : voir les feuilles photocopiées
- les CSP 1975 :
 - À l'issue de la grande période de croissance de l'après-guerre, la classe moyenne reste nettement majo., mais sa structure s'est profondément transformée par rapport aux années 30, et même à 1954 (cf. polycop.).
 - Les exploitants agric. et les petits patrons, qui formaient l'essentiel de ses effectifs en 1930 (43 %) et même en 1954 (32,6 %), sont désormais très mino. (15,6 %). En revanche, la classe moyenne salariée, numériquement faible en 1930 (13 %) comme en 1954 (17 à 18 %), est désormais le groupe majeur (37 %).
- modèle sera dans les années 60 le cadre sup.
- ignorées des forces politiques pendant la IVe c'est véritablement sous la Ve que les classes moyennes vont se retrouver reconnues et constituer un enjeu de première grandeur (cf. gaullisme, PS)

e) Annexe : les normes (bourgeoises) de l'alimentation avant 1914

- la « cuisine bourgeoise » =
 - la cuisine soignée mais centrée dans l'assiette sur ce qui est à manger, sans ornement décoratif (= doctrine du « chef » Escoffier, l'inventeur de la pêche Melba)

- avec des ingrédients variés, dont des sauces (67 pages dans livre d'Escoffier)
- avec le « service à la russe », qui triomphe en France dans Seconde moitié du XIXe siècle, dans les restaurants et les « maisons bourgeoises ». On découpe des parts en cuisine et le serveur vous présente la portion commandée ⇒ économie et hygiène

□ le « boire bourgeois » :

- une alcoolisation (décidément...) bourgeoise, aux causes diamétralement opposées à celles de l'alcoolisation populaire
- une alcoolisation polymorphe (décidément...)
- mode, bourgeoise d'abord, des alcools aromatisés, le plus important étant l'absinthe, qui devient la « fée verte », à la mode parce qu'entrée en littérature (Verlaine, Rimbaud, Baudelaire, etc.) et dans les milieux artistiques (Van Gogh, Toulouse-Lautrec, Degas, Picasso, etc.)
- alcool très fort (72° normalement...) fabriqué avec la plante du même nom
- ⇒ mode de consommer l'absinthe au café entre 17h et 19h, « l'heure verte », et dans les salons
- mais le bourgeois peut aussi « s'absinther » à domicile (cf. témoignage de Pagnol dans *Le temps des secrets*), avec toute une cérémonie, surtout depuis la généralisation de la cuillère à absinthe, percée, qui laisse tomber goutte à goutte l'eau sucrée dans le verre rempli du poison
- sommet de la consommation d'absinthe vers 1900 : 0,6 l / hab. / an (34 fois plus qu'en 1873) !

□ aspects religieux :

- pratique de la communion fréquente : abstinence plus fréquente. Attention : le fidèle ne communie pas au sang du Christ avant les années 1960
- mais, en sens inverse, déchristianisation ⇒ recul abst., faire maigre, etc.

□ les noms, l'ordre et l'heure des repas : la composition et la succession des plats ⇒ influence sur le reste de la société

□ progrès lent d'une certaine diététique bourgeoise :

- avec disparition des pratiques absurdes comme la saignée ; mais des médecins recommandent encore avant 1914 de boire le matin son verre de sang « fumant » (= à l'abattoir)
- pousse à la consommation de lait, maintenant jugé sain, à condition qu'il ait été conservé dans de bonnes conditions ⇒ « vacheries » urbaines, Œuvre de la Goutte de lait, etc.

□ la gastronomie :

- la « cuisine française » est déjà constituée avant 1870, grâce aux cuisiniers transfuges des maisons aristocratiques, aux restaurants
- mais tous les grands restaurants d'avant 1870 ont disparu, Lapérouse ne date que des années 1870 et Maxim's de 1890
- un aspect de « géographie nationale », avec des conséquences scolaires (en 1900 le ministère de l'Instruction publique fait distribuer dans écoles un livre de cuisine avec les recettes classées par provinces) et surtout touristiques : rôle du Touring Club de France, de l'Automobile Club de France, les guides Michelin (1900>>>)
- un aspect patriotique, très sensible dans les expos univ.

□ La lutte antialcoolique. Dans la Seconde moitié du XIXe siècle, le seuil de tolérance vis-à-vis des boissons alcoolisées s'abaisse : le « doux ivrogne » de l'époque précédente devient de plus en plus un dangereux alcoolique. Lutter contre le désordre sur la voie publique ne suffit plus. Obsession de la lutte et de la propagande contre l'alcoolisme, qui sont particulièrement

développées en milieu scolaire : des ligues, des affiches, des conférences, des brochures, car il s'agit d'une véritable transformation du regard porté sur le buveur excessif, que nous explique Didier Nourrisson.

□ première cause : la maladie du « trop-boire » :

- invention d'une « maladie alcoolique », de l'« alcoolisme », avec nombreuses observations, thèses, recherches...

- règne des « hygiénistes »

- en particulier, les troubles mentaux d'origine alcoolique constituent une piste féconde de la recherche médicale, surtout en ce qui concerne l'absinthe, véritable « poison » : l'absinthe, plus vite encore que l'alcool, conduirait à la folie, on en est intimement persuadé au début du XXe siècle

- l'alcool aggrave de nombreuses maladies, en particulier syphilis, choléra, tuberculose, etc.

- corollaires régionaux : l'alcool est vu comme « le vice dominant de la Bretagne », au contraire surprenant brevet de sobriété aux régions viticoles du Midi

□ Seconde cause : (même) la femme boit :

- « nature féminine » ⇒ la femme est tempérance, mais peut être entraînée à boire par son mari, comme Gervaise avec Coupeau (ex. très souvent cité)

- imp. souvent soulignée des conditions sociales : l'intempérance est le fruit de la misère, pour la femme comme pour l'homme, cf. Jules Simon, *L'ouvrière* (1861)

- mais les observateurs concluent généralement, quand même, que la femme boit moins que le mari !

- heureusement, car la femme qui boit s'abandonne à la débauche ! Beaucoup de petits débits de boisson sont associés à la débauche organisée ; on les appelle des « brasseries à femmes » (pour les étudiants et les petits bourgeois, tarif ± 1 F), des « caboulots à femmes » (soldats, marins, ouvriers, tarif ± 0,50 F). Je donne une adresse proche de LLG : « La Cigarette », rue Racine...

- sous la IIIe République, la consommation féminine d'alcool se fait plus discrète qu'avant : des cabarets où on boit, sans bruits, entre femmes (ex. : rue Faidherbe, au Havre, voir plus haut), la femme « bien » buvant dans les réceptions mondaines et chez elle, notamment en absorbant hypocritement des alcools médicamenteux, comme l'eau-de-vie de mélisse

- mais les premières militantes féministes affectent de boire (et de fumer) ; dans les milieux littéraires et artistiques de la Belle Époque on s'alcoolise en réaction à la morale dominante !

- ⇒ c'est surtout la bourgeoise « moyenne » qui est tempérante

□ 3^e cause : « du nourrisson (s)à au conscrit on trinque » (D.N.) :

- opinion d'autant plus sensible que véritable redécouverte de l'enfance au XIXe siècle & raisonnement : imitation du modèle parental

- cuiller d'eau-de-vie le jour du baptême, biberon-schnaps d'Alsace, d'autre chose ailleurs (le « biberon infanticide » des médecins !), la nourrice qui boit, « café-goutte » des jeunes enfants (avant d'aller à l'école), enfants qui boivent lors des fêtes, en revenant d'aller acheter de l'eau-de-vie pour les parents, préjugés des parents : l'alcool serait vermifuge, stimulant, etc.

- initiation de l'apprenti, du conscrit (très nombreux témoignages)

□ L'ivrogne est un « asocial » :

- le « doux ivrogne » du premier XIXe siècle prend le visage de la brute, du criminel ou du dépravé

- l'ivrogne est un fainéant qui croque les économies du ménage (très nombreuses tentatives d'évaluations) et un débauché

- il entraîne les autres à boire, cf. Bec-Salé et les autres vis-à-vis de Coupeau
- il s'arrête de travailler à de multiples moments pour aller boire
- « faire lundi », « Saint-Lundi » ou « lundi bleu » : on se rend en « coterie » (groupes) au cabaret
- s'alcooliser conduit à une attitude de refus de toutes les règles du système dominant, cf. le sublimisme. Moraliser les masses est une obsession ⇒ lutte contre l'alcool
- cela menace la sécurité d'autrui, dissout l'interdit, etc.
- la première période très caractéristique est l'Ordre moral : l'alcool explique la défaite, explique la Commune qui a été une « éruption d'alcoolisme », une orgie avec les femmes des clubs, futures « pétroleuses » ⇒ les termes de « bacchanales », de « saturnales » reviennent souvent, cf. *La peur du rouge...* ; le sang et le vin sont associés ⇒ lutte contre le cabaret, etc.
- l'association alcool-désordre sert de cache-misère (au sens propre) et justifie une société de tempérance et d'« ordre moral »

□ L'alcoolique est un « dégénéré » :

- il est capable d'un « coup de sang », mais ses pulsions de révolte se dissipent vite avec les fumées de l'ivresse (heureusement...) ⇒ une véritable théorie médicale de la « dégénérescence », une floraison de traités médicaux sur l'alcoolisme
- eu égard aux dates du sujet, la première période très caractéristique est la Commune et ses suites immédiates : échec premier de *L'Assommoir* (il n'est pas bien-pensant !) mais popularisation de la théorie médicale de la « dégénérescence », qui séduit nombre d'écrivains (de Zola à Léon Daudet, et beaucoup d'autres), cf. l'arbre généalogique des Rougon-Macquart
- l'« hérédo-alcoolisme » se combine à l'« hérédo-syphilis » pour offrir au lecteur effrayé, mais fasciné, un monde de ratés, de pervers et d'avortons
- explication des faiblesses démographiques de la France
- petit à petit, la question de l'alcoolisme tend aussi à englober, à résumer toute la « question sociale »

□ l'organisation de la lutte anti-alcoolique avant 1914 :

- devient très structurée et beaucoup moins élitiste après 1871 (ô Saint Jury, ton sujet je justifie bien ³⁹⁶)
- des groupes de pression : Société française de Tempérance (1873), Union française antialcoolique (UFA, 1897), la Croix bleue (mouvement protestant international, 1883 en France), la Croix blanche (catholique sociale, 1899), très nombreux à naître dans les années 1890 ⇒ 23 en 1903
- action : conférences, brochures, remises de médailles, etc.
- les mouvements « abstinents » (*i. e.* antialcooliques intégraux) nés à l'étranger, surtout dans pays anglo-saxons (les *teatotalists*), prennent très peu pied en France
- le roman *L'Assommoir* est mis en scène au théâtre (l'Ambigu) ⇒ gros succès et triomphe définitif du roman ⇒ très nombreuses pièces et multiples romans antialcooliques, puis films antialcooliques
- un antialcoolisme ouvrier, socialiste et syndical, le maximum de rigueur étant atteint par les anarchistes
- l'hygiénisme triomphant de la fin du siècle, devant la généralisation du péril, insiste davantage sur le devoir civique de tous, y compris de l'État, d'instruire le procès de l'alcoolisme

³⁹⁶ C'est un alexandrin, avec de jolies allitérations...

- un gros effort de propagande à l'école et dans les Écoles normales primaires (cf. Marcel Pagnol évoquant son père), mais les enquêtes ont montré que les traces ont été légères
- effort de municipalités, de parlementaires, de philanthropes, etc. pour améliorer le logement populaire, cf. Jules Siegfried (1837-1922), maire puis parlementaire du Havre
- cantines « hygiéniques » de certains industriels, restaurants « de tempérance »
- effort pour les loisirs populaires :
 - * loi du 13 juillet 1906 qui rend obligatoire le repos hebdomadaire
 - * Universités populaires, théâtre populaire comme celui de Bussang (Maurice Pottecher), Maisons du peuple, le sport, les jardins ouvriers
- les gouvernements et le législateur :
 - * circulaire du min. de l'Int. août 1871 qui limite le nombre des débits de boisson au chiffre existant
 - * loi du 1er septembre 1871 augmente le droit de licence et les droits de circulation
 - * loi du 2 août 1872 limite le privilège des bouilleurs de cru (abolie par la loi du 14 décembre 1875 !)
 - * loi du 13 février 1873 sur la « répression de l'ivresse publique »
 - * donc, l'Ordre moral et l'alexandrin de tout à l'heure, bien sûr
 - * mais la Chambre des députés d'après 1876 sera toujours « bouilleuse » (voir loi du 14 décembre 1875) et 1880>>> : à nouveau possible d'ouvrir librement un débit
 - * Pourquoi ? poids des lobbies alcooliers grandit sous la République ; électoralisme des parlementaires : souci de l'électeur rural ; le mastroquet devient l'arbitre incontournable des joutes politiques, le café est le lieu central des discussions politiques (le jour du vote, il reste ouvert jusque tard dans la nuit par dérogation spéciale)
 - Mais à la Belle Époque, il existe un groupe antialcoolique au parlement (tous les partis), mais il échoue lamentablement à remettre en cause le privilège des bouilleurs de cru

6°) Le petit commerce et le monde des employé(e)s

a) Les « boutiquiers »

- la multiplication et les inquiétudes des boutiquiers : voir polycopié, d'après J.Leduc, *Histoire de la France : l'enracinement de la République, 1879-1918*, Hachette, coll. "Carré-Histoire", 1991, 240 p., pp. 146-147
- P. Bastien, *Les carrières commerciales, industrielles et agricoles*, Paris, 1906, VI+280 p. : insiste bien sur les mauvaises conditions de travail des employés de commerce : durée du travail, salaires qui n'augmentent pas, morbidité, protection légale moindre que celle de l'ouvrier, etc.
- Syndicat des employés de commerce et d'industrie est fondé par le frère Hiéron en 1887
- le tertiaire de la rue :
 - * les boutiques : bougnats, BOF (qui ont la réputation de « faire leur beurre »), marchands de couleurs, dépôts (laitiers) Maggi, boutiques de bouillon Kub, comestibles, blanchisserie, bouillons (par ex. : Chartier, 15 à Paris, dont un au 3 rue Racine)
 - * les portefaix (« forts » dans les Halles), qui se louent à la tâche
 - * les marchands des quatre saisons et les crainquebilles
 - * les « marchandes au panier »
 - * les chanteurs et musiciens ambulants
 - * les marchands de peaux de lapins
 - * les raccommodeurs de porcelaine

- * les rémouleurs
- * les photographes ambulants, qui font des cartes-photos et des cartes postales
- * la dernière auberge (avec remise, écurie, etc.) de Paris ferme en 1906
- B. Angleraud. *Les Boulangers Lyonnais aux XIXe et XXe siècles*. Éditions Christian, coll. "Vivre l'histoire". 1998, 192 p. :
 - revoir MTF-7
 - boulangeries deviennent de véritables petites entreprises
 - syndicalisme des salariés
 - Henri Béraud est issu de cette boulangerie lyonnaise, qu'il a évoquée dans son autobiographie, *La gerbe d'or*
- les commerçants ne sont pas forcément sédentaires sur plusieurs générations. ils peuvent eux aussi émigrer, par ex. des commerçants briançonnais ont émigré à Marseille ³⁹⁷

b) Les employés de bureau

- Biblio. : D.Gardey, *La dactylographe et l'expéditionnaire. Histoire des employés de bureau. 1890-1930*, Belin, coll. "Modernités", 2001, 336 p., livre issu d'une thèse soutenue en 1995
- « Masculin, le bureau devient féminin » : la dactylo détrône l' « expéditionnaire » à la Belle Époque
 - l'employée de bureau est une femme d'instruction élémentaire, occupée à des tâches routinières, au niveau de salaire qui la situe plus bas dans l'échelle que son statut de « tertiaire » >>> contemporains ont du mal à définir la catégorie, entre les ouvrières et les classes moyennes >>> une multitude d'appellations « maison », pour les hommes aussi
 - Théoriquement, stabilité de l'emploi. Les meilleures conditions sont celles de la Banque de France
 - Toute une hiérarchie ; le premier grade est souvent celui de « surnuméraire »
 - croissance importante du nombre des employés de banque dans l'entre-deux-guerres
 - la féminisation :
 - * précédent de la femme fonctionnaire, de la « demoiselle du téléphone »
 - * coupure, de fait obligatoire, du mariage
 - * textes officiels sont perdus de lieux communs
 - la dactylographie :
 - * première Remington introduite en France en 1883
 - * expansion grâce à l'abaissement du coût, au carbone, et à la sténographie
 - * très vite des méthodes (« les dix doigts »), des écoles de formation
 - * bien sûr culte de la vitesse
 - * et même des appareils à dicter à la Belle Époque
 - longs temps de travail
 - salaires souvent inférieurs à ceux des ouvriers : le bureau est un « marqueur social », pas financier
 - pendant la Première Guerre Mondiale, expressions de revendications, souvent par des femmes
 - conséquences de la GG : baisse du niveau de vie, nouvelles hiérarchies, pratique des congés payés
 - les transformations du bureau dans l'entre-deux-guerres :

³⁹⁷ Un ex. au moins dans R.Merle, *Louise, commerçante briançonnaise. 1878 à 1950 : le quotidien de trois générations d'une famille briançonnaise*, Éditions des Hautes-Alpes, 2007, 176 p.

* le « système » (= classement systématique), à l'américaine : fiches, machines à dupliquer, meubles mobiles, lettres-circulaires aux clients, machines à adresser

* les « machines » : le téléphone, les machines à calculer, monte-charges, tubes pneumatiques

* ces transformations sont particulièrement bien représentées chez Renault, particulièrement étudié ³⁹⁸ et représentatif (nombre des salariés, pools de dactylos, souvent photographiés ³⁹⁹, bureau du courrier, gigantesque magasin de pièces de rechange bien organisé, etc.) : problème de la surveillance des horaires des salariés (avec de nombreuses enquêtes à domicile), amélioration des salaires, diminution de la journée de travail, lutte contre les bavardages, beaucoup d'employés habitent Boulogne-Billancourt

□ les bureaux

- se féminisent dans années 20

- timide apparition du pool de dactylos (Renault années 1930 par ex., cf. plus haut)

- bureaux du courrier, qui peuvent être gigantesques

- photos montrent que les femmes sont à la machine à écrire, les hommes aux dossiers ou au téléphone ⁴⁰⁰

³⁹⁸ Grâce à l'abondance des archives, particulièrement par D.Gardey, *La dactylographe et l'expéditionnaire. Histoire des employés de bureau. 1890-1930*, Belin, coll. "Modernités", 2001, 336 p.

³⁹⁹ Jeunes femmes bien alignées, en blouse, coiffures quasi identiques (très souvent, même, la raie à droite dans les années 30), tête baissée au moins pour la photo...

⁴⁰⁰ Un ex. dans D.Woronoff, *La France industrielle. Gens des ateliers et des usines, 1890-1950*, Éditions du Chêne, 2003, 296 p. (recueil de photographies), p. 69

II. DES MONDES DES « SERVICES » ?

- la percée des femmes dans les services dans l'entre-deux-guerres, d'après Y.Ripa, *Les femmes actrices de l'histoire. France, 1789-1945*, Armand Colin, coll. "Campus", 1999, 192 p., réédition, 2004, chapitre 6, p. 86 : voir polycopié
- l'explosion du tertiaire, une chance pour les femmes, d'après Y.Ripa, *Les femmes actrices de l'histoire. France, 1789-1945*, Armand Colin, coll. "Campus", 1999, 192 p., réédition, 2004, chapitre 6, p. 86 : voir polycopié
- Tableau d'Orsay : Degas, *Les repasseuses*, 1884 : le poids écrasant du labeur, en général pour les femmes

1.°) Les domestiques et les prostituées

□ Toujours la même biblio. : Anne Martin-Fugier⁴⁰¹ et P.Guiral & G.Thuillier⁴⁰²

□ mais on peut ajouter le *Journal d'une femme de chambre* d'Octave Mirbeau (1900), le *Journal* de Jules Renard, qui évoque les deux petites paysannes nivernaises venues servir les Renard de 1905 à 1909, Céleste Albaret, la servante de Proust

□ conditions de travail :

- horaires allongés par le décalage de l'heure du dîner, vers 7 ou 8 heures désormais, à partir de la Belle Époque
- les recueils de conseils aux maîtresses de maison insistent sur la rationalisation, la rentabilité, comme dans monde industriel
- l'électro-ménager profite plutôt aux maîtresses de maison, d'autant que des revues spécialisées dans les arts ménagers apparaissent dans les années 20, que salon des arts ménagers 1923>>> et que les jeunes filles des classes moyennes et supérieures reçoivent dans les lycées un enseignement ménager
- échappent à la civilisation des loisirs
- toujours problèmes sexuels des filles et femmes, avec carcan de la loi de 1920

□ code moral :

- calqué sur celui des patrons
- patriotisme, droite, ligues, cf. guerres, entre-deux-guerres et le film *Journal d'une femme de chambre*, qui transpose dans les années 30

□ toujours la peur :

- Maupassant, *Rose* : une femme de chambre aux excellentes références est en réalité un forçat évadé, condamné pour viol
- En 1885, un nommé Marchandon est jugé comme *serial killer* de ses maîtres successifs >>> surnom de fréquent de *Marchandon* ! L'année suivante, crime de Villemomble !
- de + en + thème du domestique corrupteur des enfants

□ développement de la « mode » de se passer de bonne (comme il y a des « sans-guide » en montagne !), à cause de la « pénurie » ; développement aussi de la femme de ménage, moins chère et moins encombrante

□ la loi de 1898 n'est étendue aux domestiques qu'en 1923 ; la loi de 1906 exclut les domestiques ! Ils échappent de fait à la loi de 1910

⁴⁰¹ A.Martin-Fugier, *La place des bonnes. La domesticité féminine en 1900*, Livre de Poche, 1979, 405 p., réédition, Perrin, 2004, 384 p. ; A.Martin-Fugier dans J.-P.Aron dir., *Misérable et glorieuse. La femme au XIXe siècle*, Fayard, 1980, 248 p., pp. 27 & suiv.

⁴⁰² P.Guiral & G.Thuillier, *La vie quotidienne des domestiques au XIXe siècle*, Hachette, 1978, 287 p.

□ des « œuvres » protectrices : l'Œuvre des gares, la Protection de la Jeune Fille (1905 toutes deux) ; les bureaux de placement municipaux se développent (*cf.* cartes postales) ; les bureaux privés suscitent suspicion et réprobation >>> loi de 1904 les soumet à surveillance publique

□ un syndicat CGT 1906>>> : un syndicat jaune (organe : *Le Genêt* !)

□ se répand l'idée que la maîtresse de maison a un devoir moral et social de veiller « sur le sixième » ; la « question du sixième » est évoquée dans des congrès et des conférences ! Sur le « sixième », revoir MTF-7 et connaître l'existence d'un film de Philippe Le Guay sorti récemment, *Les Femmes du 6^e étage*⁴⁰³

□ évolution progressive de la « bonne » à l'« employée de maison », logée à part, dans une... « chambre de bonne »

□ Octave Mirbeau. Le journal d'une femme de chambre. 1900 :

- Célestine et ses nombreuses places : elle a « roulé [...] de maisons en bureaux et de bureaux en maisons ». Deux bureaux de placement sont longuement évoqués : « l'enfer des bureaux de placement », les « placeuses » étant souvent d'anciennes femmes de chambre.

- autres domestiques, stylés ou pas, dont le mystérieux et attirant Joseph. Solitude et pauvreté des domestiques. Mépris des patrons pour eux. Imitation politique et antisémite des maîtres. Bonnes venues de province.

- la « dissertation » de la page 187 (Livre de Poche) : « Un domestique, ce n'est pas un être normal, un être social... C'est quelqu'un de disparate, fabriqué de pièces et de morceaux [...]. C'est quelque chose de pire : un monstrueux hybride humain... Il n'est plus du peuple, d'où il sort ; il n'est pas, non plus, de la bourgeoisie où il vit et où il tend... Du peuple qu'il a renié, il a perdu le sang généreux et la force naïve... De la bourgeoisie, il a gagné les vices honteux, sans avoir pu acquérir les moyens de les satisfaire... »

- femmes et filles qui glissent « dans la galanterie »

- les maîtres et :

* leur métier éventuel : un « fabricant de draps et banquier à Louviers » (« le père de Monsieur »)

* leur travail ou surtout leur absence de travail : « Monsieur » qui chasse et jardine, le capitaine d'à côté qui lance des saletés dans le jardin du voisin, etc.

- les commerçants, dont la mercière qui tient salon de ragots

- le curé

□ Bécassine :

- Le dernier avatar de la servante dévouée, c'est Bécassine, dont les aventures commencent à paraître en 1905 dans le premier numéro de *La Semaine de Suzette*⁴⁰⁴.

- le scénariste est catholique, légitimiste et régionaliste !

- Premier album en 1913.

- Énorme succès

- De son « vrai » nom Annaïck Labournez (*sic*), elle a quitté sa Bretagne natale (Clocher-les-Bécasses...), ses parents métayers, pour suivre avec passion sa maîtresse, la marquise Hermine de Grand-Air.

- personnage doublement péjoratif (image de la Bretagne ; B., qui s'appelle en réalité Anaïk Labournez, est née à Clocher-les-Bécasses)

- 100 000 bonnes bretonnes à Paris dans les années 1900

⁴⁰³ Avec Fabrice Luchini, Sandrine Kiberlain, Natalia Verbeke, Carmen Maura...

⁴⁰⁴ L'hebdomadaire vivra jusqu'en 1960, les aventures de Bécassine ayant cessé de paraître en 1950.

- Pendant la Première Guerre mondiale Bécassine se fait receveuse de tramway pour payer à sa maîtresse le vivre et le couvert : une caricature bourgeoise de ce que la bourgeoisie souhaite

- subventionne donc pendant la Première Guerre mondiale sa patronne, la marquise de Grand-Air >>> une sainte idiote, mais qui a du cœur, comme Germinie Lacerteux (cf. MTF-7)

- vision négative des ouvriers, qui ne font rien, des paysans, sordides

- seuls les domestiques issus de la ruralité française sont des héros positifs

- elle adopte les codes sociaux de ses maîtres, mais des codes surannés

- à l'usage de la petite bourgeoisie

- en 1939 un film, qui s'attire les foudres d'un mouvement nationaliste breton ⁴⁰⁵

- en 1975, une parodie en BD érotique, *Becasexine...*

□ de la prostitution aux femmes victimes du « trafic d'être humains » (TEH):

- un mouvement « abolitionniste » dans l'entre-deux-guerres, mais Henri Sellier, min. Santé du Front populaire, échoue dans sa tentative de répression du proxénétisme (il est très isolé)

- la loi Marthe Richard (1946) :

* ancienne résistante prétend-elle ⁴⁰⁶, brièvement (1945-1947) conseillère municipale de Paris (« Union des Mouvements de Résistance »)

* à 57 ans, fait campagne pour soutenir la proposition de loi du député MRP Pierre Dominjon, qui interdit « toutes les maisons de tolérance sur l'ensemble du territoire national »

* eu égard au bref poids des femmes en politique, donne son nom à la loi, promulguée le 13 avril 1946

* en 1973 (elle a 84 ans...), elle appuie un vague et éphémère projet de réouverture des maisons de tolérance, sous le nom de « cliniques sexuelles municipales » et sur le modèle des « Éros centers » néerlandais

- la France ratifie la convention internationale de 1949 « contre la traite des êtres humains et l'exploitation de la prostitution d'autrui », seulement... en 1960, année où l'on supprime le fichier sanitaire de la prostitution

- deux ans auparavant (1958), le délit de racolage a été aboli, mais le racolage reste interdit : il n'est plus susceptible que d'entraîner une contravention.

- le proxénétisme reste illégal, ainsi que le racolage, mais le premier est peu poursuivi, à la différence du second : amendes...

- les prostituées paient des impôts sur le revenu, mais ne bénéficient pas de protection sociale car elles ne sont pas considérées comme exerçant une profession (≠ RFA)

- Avec le féminisme des années 1970, la perception de la prostitution change, des prostituées occupent des églises, revendiquant une dignité

- avec l'expansion du Sida, les prostituées apparaissent de plus en plus comme des victimes

- en outre, l'article 50 de la loi « sur la sécurité intérieure » du 18 mars (*sic*) 2003 fait du « racolage passif » un délit, passible de prison ⇒ satisfaction des « riverains », prostituées repoussées à la périphérie des villes ou dans forêts domaniales, police traîne des pieds

- transformations récentes : TEH (trafic d'êtres humains, Europe de l'Est, Afrique subsaharienne)

⁴⁰⁵ L'émission d'un timbre en 2005 provoquera l'hire du Parti breton, qui alertera la LICRA pour « ignoble campagne raciste ».

⁴⁰⁶ Faux, semble-t-il.

2°) Les banquiers

□ un apogée de la seconde « révolution bancaire » après 1880 ⁴⁰⁷ :

- une « bancarisation » des Français
- rayonnement de l' « argent français » sur l'Europe centrale et orientale
- grande importance pendant longtemps des banques régionales, comme dans les Alpes la Banque Laydernier, la Banque Charpenay ⁴⁰⁸. Georges Charpenay a même écrit *Les banques régionalistes* (La Nouvelle revue critique, 1939)

□ Les Camondo, banquiers collectionneurs :

- famille juive sépharade originaire d'Espagne, réfugiée à Venise, puis Constantinople, puis Trieste, puis à nouveau Constantinople (début des années 1780)
- banque, urbanisme (construction quartier de Galata), philanthropie (enseignement, etc.), soutien financier à Victor-Emmanuel II, le roi de l'unif. italienne >>> nationalité italienne en récompense
- grand palais au bord de la Corne d'Or, mais certains membres de la famille vivent à Paris et nouent amitié avec Gambetta ; ils fondent une banque Camondo à Paris. Darius Milhaud et Marcel Dassault sont apparentés à eux !
- Nissim de Camondo (1830-1889) est célèbre pour son hôtel particulier du quartier Monceau, où il reçoit avec faste et rassemble des collections de peintures et d'objets d'art
- un autre Nissim meurt en combat aérien en 1917 : son père, Moïse, fonde le musée Nissim de Camondo dans un hôtel particulier imité du petit Trianon (légué au Musée des Arts décoratifs), grâce à ses immenses collections
- les Camondo collectionnent de manière originale : ne pas acheter n'importe quoi, pour « tapisser » des murs (comme le duc d'Aumale à Chantilly), mais se spécialiser dans une époque (le XVIIIe siècle pour Moïse), reconstituer des ensembles, associer meubles et tableaux, faire un travail d'historien en somme.

3°) Les communications

a) Les hommes et les sociétés de transport maritimes

□ spécialisation des hommes :

- l'armateur propriétaire et capitaine de son navire disparaît
- armateurs et transporteurs sont désormais distincts des commerçants, mais dans certains ports comme Marseille ⁴⁰⁹ les fonctions de négoce et d'armement restent longtemps liées (jusque vers 1860), la catégorie « armateur » n'apparaît qu'en 1869 dans *L'Indicateur marseillais*
- >>>> des contrats d'affrètement
- imp. des *agents*, des *courtiers* ⁴¹⁰, des *facteurs*, etc.

⁴⁰⁷ H.Bonin, *L'argent en France depuis 1880. Banquiers, financiers, épargnants*, Masson, coll. "Un siècle d'Histoire", 1989, 304 p., p. 33.

⁴⁰⁸ Cf. H.Bonin, « Les banquiers grenoblois des années 1890-1940 : un modèle spécifique ? », dans Collectif, *Des barrages, des usines et des hommes. L'industrialisation des Alpes du Nord entre ressources locales et apports extérieurs. Études offertes au professeur Henri Morsel*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 2002, 386 p., pp.

⁴⁰⁹ Cf. M.Barak, "L'armement marseillais dans la seconde moitié du XIXe siècle", *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, juill.-sept. 1982, pp. 471-488

⁴¹⁰ Ex. à Marseille les Établissements Barry Rogliano.

- des négociants de ports méditerranéens peuvent devenir des théoriciens nationaux du libéralisme. C'est le cas de Jules Charles-Roux, d'abord marseillais. Jules-Charles Roux (1841-1918) fut dit sur la fin de sa vie Jules Charles-Roux, en tout cas fabricant de savon, comme ses ancêtres, premier président de la Société de Géographie de la ville (1886-1898), député de la troisième circonscription de 1889 à 1898, et président de l'Union coloniale à partir de 1903. Ami de Gallieni et de Lyautey, commissaire de la section coloniale de l'Exposition universelle de 1900, il obtint que la première Exposition coloniale française se tînt à Marseille (1906). Adjoint au maire de la ville, introduit dans de nombreux conseils d'administration, il démissionna de la présidence de la Société de Géographie, en novembre 1898, car ses "occupations" l'obligeaient à habiter Paris. Il publia en 1901 une gigantesque bibliographie concernant le canal de Suez ⁴¹¹...

□ « explosion » des formes du crédit et des formes des sociétés capitalistes :

- bien sûr toutes les formes modernes de sociétés se répandent, surtout la S.A., sauf à Marseille

- aux soc. citées ailleurs dans ce cours, ajoutons :

* des compagnies marseillaises : la Compagnie française de Navigation à Vapeur Fabre, la compagnie Fraissinet, la Société générale des Transports maritimes (de Paulin Talabot), Jouet-Pastre, La Cie Paquet, etc.

* des soc. britanniques : la Cunard par ex.

* une société khâgneuse (!), les Messageries maritimes, cf. Marie-Françoise Berneron-Couvenhes (ancienne K2), *Les messageries maritimes, l'essor d'une grande compagnie de navigation française (1851-1894)*, Presses universitaires de Paris-Sorbonne, Paris, 2007

- Puisque le temps est mieux contrôlé, la traite s'impose.

- Puisque les hommes sont spécialisés, la commandite s'impose.

- Grand rôle des ports, spécialement Gênes, Marseille, Barcelone, Séville, Venise ; mais Londres et Liverpool ne sont-ils pas des ports méditerranéens ?

□ Marthe Barbance ⁴¹², *Histoire de la Compagnie générale transatlantique. Un siècle d'exploitation maritime*, Arts et Métiers graphiques, 1955, 430 p. :

- fondée par les Pereire, devient vite SA (1855)

- navires construits au chantier de Penhoët

- sous Second Empire, service du Mexique et du Nord de l'Amérique du Sud, à partir de Saint-Nazaire, bien plus que Le Havre – New York, qui ne devient importante qu'à partir de la fin du Second Empire

- exploitation de lignes en Méditerranée fin du siècle

- Jules Charles-Roux (voir plus haut), président 1904-1918

- bateaux d'émigrants, venus par trains de Modane, Strasbourg, Belfort, Bâle

- grèves des dockers nombreuses Belle Époque, et même « Les équipages furent gagnés par cette agitation » (!)

⁴¹¹ Sur Jules-Charles Roux, voir le mémoire de maîtrise de B.Chevallier, *Un grand bourgeois de Marseille, Jules Charles-Roux. 1841-1918*, Aix, 1969, dactyl., la notice nécrologique dans le *Bulletin de la Société de Géographie de Marseille*, 1918-1919, pp. 128-131. Il fut administrateur puis vice-président de la Compagnie du canal de Suez, administrateur de la Banque de France, président de la Compagnie transatlantique et membre de multiples autres conseils d'administration. Un libre-échangiste, et le père de François Charles-Roux, ambassadeur de France et membre de l'Institut. Il a publié *Vingt ans de vie publique...*, Paris, 1892, XXIX+836 p. (recueil d'interventions et de discours) et *Souvenirs du passé. Le Cercle artistique de Marseille*, Paris, 1906, 515 p., que j'ai utilisés.

⁴¹² Ma professeure de khâgne...

- développement du tourisme entre-deux-guerres >>> grand paquebots (*Ile-de-France, Normandie*, par ex.), publicité en utilisant les célébrités transportées (Maurice Chevalier, Charlie Chaplin, Toscanini, Jean Giraudoux, etc.)
- très graves conséquences de la crise de 29 >>> compagnie d'économie mixte en 1931

b) Le plan Freycinet (1879)

- voir Début
- repréend une série de projets antérieurs, surtout des années 1870, le principal étant le canal de l'Est, mais on s'est préoccupé aussi de l'amélioration des relations entre Paris et Basse-Seine d'une part, et Lyon d'autre part
- crise de 1882 freine
- nouveaux projets à la Belle Époque: canal du Nord ; canal Marseille-bas Rhône
- au total, le groupe de pression des chemins de fer a réussi à empêcher la IIIe République de mener une vraie politique de voies navigables de grande envergure >>> canal du Nord et canal Marseille-bas Rhône seulement entamés en 1914

c) Des carrières féminines : les « demoiselles des Postes », les « demoiselles du Téléphone » et les autres

- Les PTT offrent deux sortes d'emplois aux femmes. Elles peuvent être receveuses dans un bureau ou téléphonistes. Ces emplois se multiplient après le rachat par l'État des réseaux téléphoniques.
- Postes : longtemps les postes principales étaient ouvertes le dimanche et les jours fériés et fermaient leurs portes tous les soirs à minuit !
- accès au travail provoqué par deux facteurs : progrès de l'enseignement secondaire et supérieur féminin, moins de mariages classiques avec dot et avec des rentiers
- réflexion années 20, cf. Jules Isaac ⁴¹³, *Carrières féminines*, 1922
- postes supérieurs bloqués pour les femmes
- carrières sociales facilitées par l'École normale sociale (catholique, 1911) et l'École pratique de Service social (protestante, 1912) : frevoir MTF-9
- les femmes peuvent devenir médecin depuis 1892 mais sont peu nombreuses dans Fac. de médecine dans l'entre-deux-guerres
- assez nombreuses pharmaciennes : près d'1/3 en 1933
- une féminisation du tertiaire
- les colonies :
 - risque médical des colonies pour la femme européenne
 - très peu d'emplois
 - enseignement et santé : jugent très sévèrement les coutumes qu'elles découvrent et développent un « maternalisme » qui humanise l'entreprise coloniale
 - les États généraux du féminisme, consacrés en 1931 aux colonies, formulent quelques vœux pieux
- les « demoiselles des postes et du téléphone », d'après Y.Ripa, *Les femmes actrices de l'histoire. France, 1789-1945*, Armand Colin, coll. "Campus", 1999, 192 p., réédition, 2004, chapitre 6, p. 86 : voir polycopié

⁴¹³ C'est l'Isaac du Mallet-Isaac, qui a presque tout fait à cause de la mort de Mallet pendant la Première Guerre mondiale. Cf. A.Kaspi, *Jules Isaac. Historien, acteur du rapprochement judéo-chrétien ou la passion de la vérité*, Plon, 2002, 258 p.

d) Les transports aériens

- loi du 31 mai 1933 fusionne les compagnies aériennes françaises en une seule société centrale, Air France, créée le 30 août 1933, et société d'économie mixte
- transport aérien pionnier décrit dans Antoine de Saint-Exupéry, Terre des hommes, 1939

5°) Les médias

a) L'organisation traditionnelle des grands journaux

- telle qu'elle se fixe au XXe siècle, en France et dans les pays anglo-saxons
- pyramidale, org. visible encore dans immeubles du 2^e arrondissement parisien
- rotatives au sous-sol
- publicité et linotypes au rez-de-chaussée
- rédaction au-dessus (un ou deux étages) >>> « descendre au marbre »
- direction au sommet
- l'autorité est exercée par un directeur, qui décide de la ligne éditoriale et des grands choix pour la « une »
- il est assisté de plusieurs réd. en chef
- la rédaction est divisée en « services » (international, politique, société, etc.)
- les articles sont rédigés par les journalistes, mis en page par un secrétaire de rédaction, relus par un chef de service, puis par des correcteurs, validés *in fine* par la rédaction en chef
- tout ce MTF est tendu vers l'heure de « bouclage » d'un ensemble de textes qui ne paraît qu'une fois par jour (ou semaine, etc.)

b) Le syndicat des journalistes

- Cf. Michel Martin, "Un groupe de pression au service des intérêts de la profession durant l'entre-deux-guerres : le syndicat des journalistes", dans J.Garrigues dir., *Les groupes de pression dans la vie politique contemporaine en France et aux États-Unis de 1820 à nos jours*, Presses universitaires de Rennes, coll. "Carnot", 2002, 314 p., pp. 99-108. N.B. : la bibliogr. de M.Martin est immense.
- typique d'une pression catégorielle qui aboutit à une loi, en gros encore en vigueur aujourd'hui, celle du 29 mars 1935 :
 - le journaliste est un salarié, doté d'une carte d'identité professionnelle
 - en cas de licenciement sans faute professionnelle, il doit toucher une indemnité d'un mois de salaire par année de présence dans le journal, règle déjà largement admise par la jurisprudence depuis la fin du XIXe siècle, mais sans cesse contestée par le patronat de presse, particulièrement depuis les débuts de la crise économique
 - est reconnue la « clause de conscience », *i.e.* le droit pour le journaliste de quitter volontairement sa rédaction, en cas de vente du titre ou de « changement notable dans le caractère ou l'orientation du journal », avec les mêmes avantages qu'en cas de licenciement sans faute professionnelle. Cette clause ne représente pas seulement un important avantage matériel, elle a une valeur symbolique essentielle, en reconnaissant aux journalistes une place unique, privilégiée, dans l'espace public républicain en contrepartie de leur rôle dans la vie civique
- naissance en mars 1918 du Syndicat des journalistes, qui prend le nom du Syndicat national des Journalistes (SNJ) en 1928 (encore aujourd'hui). Une définition restrictive de la profession : est journaliste celui qui tire l'essentiel de ses ressources de ses activités de

rédacteur salarié dans la presse ou une agence et seul celui-ci peut être membre du syndicat. Ce dernier rompt donc avec la définition plus large et plus incertaine qu'avaient fait prévaloir les associations de journalistes apparues dans les débuts de la III^e République, qui admettaient tous ceux qui participaient à l'élaboration intellectuelle des journaux, y compris les hommes politiques, les directeurs et les rédacteurs en chef.

□ Le Syndicat est dirigé de 1922 à 1938 (sa mort) par Georges Bourdon, du *Figaro*, ancien dreyfusard et proche du parti radical :

- un syndicalisme modéré, de négociation
- un syndicalisme d'influence, usant des relations personnelles
- premiers résultats : relèvement des salaires 1926-1928, création d'une caisse de retraites de répartition à cotisations partagées entre salariés et patronat de presse (1927), reconnaissance d'un régime fiscal privilégié (1925-1935)

- un syndicalisme massif : environ la moitié de la profession est syndiquée : une force...

□ pour la loi de 1935 :

- contexte des scandales des années 20 et 30 : affaire Oustric, affaire Stavisky

- Bourdon s'appuie sur un conseiller juridique, conseiller d'État et un député, Henri Guernut

- campagne de pétitionnement dans la profession

- interventions dans la classe politique (en utilisant les parlementaires anciens journalistes), auprès de la Ligue des Droits de l'Homme et des loges maçonniques, mais discrétion totale quant au public

- le Syndicat joue sur le velours de la campagne électorale : aucun parti politique ne veut se mettre à dos les journalistes

- mais comme tous les patrons de presse sont hostiles à la loi, beaucoup de parlementaires du centre et de la droite (majoritaires en 1935) s'absentent au moment du vote (leurs successeurs voteront contre lors du vote de la loi du 29 juillet 1935 mettant fin au monopole d'État sur l'audiovisuel) !

- quant au PC, hostile au SNJ, il appuie mollement le projet de loi en s'abstenant (comme il le fera lors du vote de la loi du 29 juillet 1935 mettant fin au monopole d'État sur l'audiovisuel)

c) L'apport de Maupassant

□ ensemble de l'œuvre : plutôt que les MTF, la société, l'état, l'apparence, cf. plusieurs fois idée que sans leurs uniformes, les beaux sous-officiers ressemblent à des « commis de magasin »

□ mais Bel-Ami (1885) est une exception car on y voit nettement le MTF du journal, *La Vie française*, vraisemblable copie de *Gil Blas*, et « journal d'argent » :

- le MTF du journalisme :

- * les spécialités : journaliste débutant qui se dit « Au travail ! » et n'arrive pas à écrire, puis est saisi d'une « ardeur au travail » ⁴¹⁴, les chroniqueurs, les échetiers, les garçons de bureau, l'huissier, le caissier, le sous-chef, le chef, le chef des échos, le rédacteur politique, les critiques d'art, les « rédacteurs volants » à leur table, le « publiciste » (le mot n'apparaît que tard dans le roman), le rédacteur en chef, le directeur (le « patron », Walter), et la vraie journaliste, en secret, Madeleine, qui « fait tout », est « journaliste dans l'âme » (elle le dit elle-même) et d'ailleurs fume (Séverine ?)

- * les lieux, la façon de travailler, de ne pas travailler (le bilboquet...), l'argent (très important), les mentalités, l'ambition, l'arrivisme

⁴¹⁴ Le mot de « travail » apparaît ensuite encore deux fois.

- l'arrière-plan parisien :

* les vrais MTF : les domestiques, les concierges

* les métiers ou les états : les petites ouvrières, la maîtresse de musique et l' « employé aux bureaux du chemin de fer du Nord », Georges Duroy lui-même (dès les premières lignes), les « types » sociaux à observer dans l'orchestre (employés, employés de banque, de magasin, de ministère, reporters, souteneurs, officiers en bourgeois, gommeux en habit), les prostituées, médecins, l'inspecteur de la ligne du Nord, les cochers de fiacre, un marchand de vin, le notaire

- l'arrière-plan normand : le cabaret des parents de Georges Duroy, vrai MTF, et d'ailleurs la mère est une « vieille travailleuse »

6°) Divers MTF

a) Le BTP

□ concentration >>> des « groupes » apparaissent à la Belle Époque, comme dans le BTP

Fougerolle, étudié par Dominique Barjot ⁴¹⁵ :

- fondateurs = cinq frères, d'une famille de maçons de la Creuse (revoir cours MTF2), dont un membre devient entrepreneur vers 1840

- d'abord, avant 1914, travaux ferroviaires et projet de tunnel sous la Manche avec dépôt de brevets

- croissance et diversification après 1914, travaux à l'étranger, dans l'empire colonial

- une famille engagée dans l'entreprise

- les techniques : béton armé, air comprimé, travail sous l'eau, électricité (Forclum)

- nombreux ingénieurs, très qualifiés

- subit sévèrement la récession des années 30

- refuse de travailler pour l'Allemagne pendant la Deuxième Guerre mondiale

b) Les fonctionnaires

- Georges Courteline, *Messieurs les ronds-de-cuir*, publié en feuilleton dans *L'Écho de Paris* en 1891

- entrée massive des fonctionnaires et des agents des services publics dans le syndicalisme confédéré pendant la Première Guerre Mondiale. Si la reconnaissance de fait de leur syndicat n'intervient qu'en 1924, la fédération des Fonctionnaires prend une place très importante au sein de la CGT dès l'immédiat après-guerre, entraînant par là même une mutation sociologique profonde du syndicalisme français.

c) L'apport de Henri Bordeaux

- H. Bordeaux (1879-1963) évoque longuement dans *Les Roquevillard* (1906) le monde des avocats et des juges et un peu dans *La Neige sur les pas* (1912) celui des architectes cotés

d) Les guides de montagne

⁴¹⁵ D.Barjot, *Fougerolle. Deux siècles de savoir-faire*, Éditions du lys, Caen, 1992, 288 p., notice dans J.-C.Daumas dir., *Dictionnaire historique des patrons français*, Flammarion, 2010, 1 614 p., pp. 290-293

□ Toujours (cf. MTF-7) R. de Bellefon, Histoire des guides de montagne. Alpes. Pyrénées. Cairn/Milan, 2003, 551 p.⁴¹⁶

- « alpinisme » et « alpiniste » sont d'usage courant, désormais
- L'état-civil recense désormais des « guides », qui se différencient des gardiens de refuges, des loueurs de voitures, etc.
- des familles de guides, comme les Adagas à Gavarnie et Gèdre
- des corporations de guides, assez contrôlées par les clubs alpins, CAF et STD
- fin progressive des contraintes paysannes
- débuts du ski à la Belle Époque
- certains guides sont emmenés par leurs clients dans d'autres continents
- horizon mental dilaté par la Première Guerre mondiale
- Roger Frison-Roche fonde une « école d'alpinisme » à Chamonix en 1935
- idéalisation fréquente des relations avec le client, souvent étranger au XIXe s.
- un relatif équipement de la montagne
- Vichy : Jeunesse et Montagne ; R.Frison-Roche, *Premier de cordée*, 1942
- création de l'ENSA à la Libération (1948)
- les citadins n'apparaîtront qu'au 2^e XXe siècle, sans parler des femmes...

□ je complète un peu⁴¹⁷ :

- le guide est toujours une forme particulière du *brave homme* de la société de la Belle Époque

7°) Les « reines du foyer » de l'entre-deux-guerres, un « non-MTF » ?

- expression très en vogue dans l'entre-deux-guerres : un « destin », un « pouvoir » (!) ⇒ un discours normatif
- un sous-enregistrement chronique des femmes qui travaillent⁴¹⁸. De nouveaux métiers :
 - * sages-femmes, appelées de ses vœux par la IIIe République, et développées par la Première Guerre Mondiale
 - * infirmières et assistantes laïques après la Première Guerre Mondiale
 - * coiffeuses, jusque là uniquement filles de coiffeurs, viennent de tous les milieux à partir des années 30. La diffusion des procédés chimiques (teinture, frisure, etc.), éminemment caustiques, provoque une relative scolarisation spécialisée. Division du travail H/F caricaturale...
 - * « demoiselles » des ministères
 - * « femmes des claviers »⁴¹⁹, avec un évident et long mépris de la part du donneur d'ordre, qui écrit n'importe comment, etc.

⁴¹⁶ On peut ajouter : P.-L.Rousset, *Mémoires d'En Haut. Histoire des Guides de Montagne des Alpes françaises*, Rousset, 1995, 363 p., et D.L.

⁴¹⁷ Ma thèse de IIIe cycle et divers articles, comme "Histoire d'un métier. Le guide de montagne", *Gé-magazine. La généalogie aujourd'hui*, n°58, févr.1988, pp. 29-32.

⁴¹⁸ S.Schweitzer, *Les femmes ont toujours travaillé. Une histoire du travail des femmes aux XIXe et XXe siècles*, Odile Jacob, 2002, 330 p., pp. 86-91 (« la cécité statistique »).

⁴¹⁹ Cette fois-ci l'expression est de S.Schweitzer, *Les femmes ont toujours travaillé. Une histoire du travail des femmes aux XIXe et XXe siècles*, Odile Jacob, 2002, 330 p., p. 213.

* travail au guichet, avec ségrégation consciente ou inconsciente ⁴²⁰

- en 1916 est créée HEC-JF, qui ne fusionnera avec HEC qu'en 1975 (ne rions pas : c'est nettement avant les ENS...)

- médecin oui, chirurgienne non...

a) En attendant le mariage

□ une prédestination sociale : le « trousseau » prépare les filles à leur « destin » social, le mariage

□ un peu plus de liberté pour les adolescentes, mais peur de la « grossesse » ⇒ un peu d'éducation sexuelle dans l'entre-deux-guerres (le terme est utilisé), il y va « de l'avenir de la race » (Dr Pinard en 1918), notamment en permettant de lutter contre la syphilis

□ la crainte ne pas trouver un époux est généralement vive :

- rester célibataire est une anomalie, qui engendre le mépris (préjugés très durs contre les « vieilles filles ») ⇒ il faut éviter de « coiffer sainte Catherine »

- de plus, les femmes, après la Première Guerre mondiale, sont « surnuméraires » (l'époque *dixit*)

- mais des célibataires volontaires, notamment féministes

□ le consentement des parents est toujours nécessaire au-dessous de 25 ans

□ on continue à se marier entre « pays », en homogamie religieuse

□ progrès numérique des « demi-vierges » (d'après titre d'un roman de Marcel Prévost), les jeunes filles averties par les lectures (ou les conversations avec des femmes mariées) et aux « sens éveillés par le flirt »

□ mais toujours l'angoisse : des fiancés catholiques doivent normalement se demander gravement si le baiser sur la bouche est autorisé (et répondre !)

b) Le mariage

□ « le plus beau jour de la vie d'une femme » ⇒ photographie, rituelle depuis fin XIXe siècle, dépenses, blanc généralisé depuis Belle Époque

□ « devoir conjugal » : culpabilité sur le degré de « privautés » admis et quant à la « fraude » (langage populaire, en langage d'Église : « onanisme », car la « semence » a été répandue hors du « vase féminin »)

□ statut légal et dépendance :

- la femme adopte presque toujours le nom de son époux (ce qui n'est pourtant pas obligatoire en France)

- autorisation de l'époux nécessaire pour demander un passeport

- le mari a droit de contrôler la correspondance de sa femme

- la guerre de 14 a prouvé la capacité des femmes à agir en « chefs de famille », mais elle n'accélère pas la réforme du code civil

- seulement : en 1927 (réforme du code de la nationalité) : la femme mariée peut conserver sa propre nationalité

- et dans la réalité : l'employeur demande rarement autorisation du mari, les femmes jouissent de leurs revenus, gèrent les biens de la communauté, la notion de « chef de famille » est largement récusée

- ⇒ une indifférence « populaire » au discours et au juridisme des élites

⁴²⁰ Visible pour la Poste, encore, dans *Bienvenue chez les Ch'tis...*

c) La maternité

- institution de la Journée des Mères en 1926: monument aux Mères françaises (voir autre cours)
- dans les assurances sociales, est incluse en 1930 une assurance maternité
- donner la vie est un phénomène « naturel » ⇒
 - pas de suivi médical obligatoire
 - une vision doloriste de l'accouchement ancrée dans tous les esprits (même des médecins)
- Mais la médicalisation progresse rapidement entre les deux guerres, bousculant les coutumes et les habitudes de pudeur et de négligence. Les citadines et les femmes aisées sont les premières à en bénéficier. Les maternités hospitalières sont les plus nombreuses. La maison d'accouchement Baudelocque, à Paris, devenue maternité au tournant du siècle, sert de modèle. Elle est dirigée par le professeur Adolphe Pinard
- À Paris, c'est en 1927 que les naissances en maternité franchissent le cap des 50 %
- À la campagne, au contraire, perdure l'accouchement à domicile. L'intervention d'une sage-femme n'est pas systématique
- mortalité infantile baisse de plus de moitié entre 1901 (142 ‰) et 1938 (66 ‰)
- pressions médicales pour l'allaitement maternel
- biberon: lait est de mieux en mieux commercialisé ⇒ vie des femmes au travail est facilitée ⇒ de moins en moins de mises en nourrice
- progrès de l'habillement des enfants, moins de l'hygiène
- l'éducation des enfants reste du domaine de la mère
- malthusianisme: surtout coït interrompu, méthode Ogino popularisée dans années 30 ; des îlots géographiques ou sociaux de forte fécondité subsistent : Nord-Est

d) La ménagère « ange du foyer »

- l'entre-deux-guerres vante une nouvelle image de la ménagère (changement complet de sens du mot). Elle est, de préférence, une femme qui se consacre entièrement à son foyer, de préférence, une mère attentive à l'éducation, au bonheur, à la réussite de ses enfants, une épouse qui doit contribuer à l'épanouissement du couple
- le travail domestique apparaît sous un jour plus flatteur :
 - revues spécialisées dans arts ménagers
 - 1^{er} Salon des Arts ménagers en 1923
 - mais la réalité est loin des rêves et de la publicité : logements exigus, lenteurs des progrès
- les jeunes filles des classes moyennes et supérieures reçoivent dans les lycées un enseignement ménager: des cours sont destinés à celles des classes populaires

e) Vieillir dans l'entre-deux-guerres

- l'augmentation de l'espérance de vie s'explique surtout par la diminution de la mortalité infantile
- la ménopause est considérée comme une « maladie », entraînant de graves troubles physiques et psychiques ⇒ beaucoup jugent la femme devenue incapable de procréer comme dépourvue d'attrait sexuel
- certaines femmes (les célibataires et les veuves) sont jugées vieilles bien avant la ménopause
- l'âge paraît être un facteur d'exclusion accrue pour les femmes, plus nombreuses que les hommes à se « retrancher » du monde, d'une façon ou d'une autre

- le **deuil** est plus contraignant pour la veuve que pour le veuf, mais certaines veuves ne sont pas mécontentes d'être seules et tranquilles
- l'âge mûr est un **facteur de libération** pour certaines, cf. les organisations féminines

f) Le natalisme de l'entre-deux-guerres

- beaucoup de **féministes** se rallient aux thèses natalistes : survie de la « race française », « égoïsme des célibataires », cf. la croisade morale des féministes protestantes
- discours nataliste des **médecins**, cf. Pinard (voir plus haut)
- le **prix Cognac-Jay** fondé en 1920, selon vœu du directeur de la Samaritaine
- 26 mai 1920 : **médaille de la Famille française** (voir plus haut)
- sur proposition des catholiques sociaux : **loi du 11 mars 1932 crée les allocations familiales** (mesure pionnière en Europe)
- nombreuses propositions de **vote familial**, cf. abbé Lemire 1920 : deux voix à l'électeur marié, trois s'il est père d'au moins quatre enfants
- **puériculture** se développe dans l'entre-deux-guerres
- **Front populaire** : sous-secrétariat à l'Enfance de Suzanne Lacore (institutrice) ; Cécile Brunshvicg, sous-secrétaire d'État à l'Éducation nationale, organise les cantines scolaires
- **répression de la contraception et de l'avortement**, cf. loi de 1920 (voir plus haut)
- **seule une minorité de féministes milite pour la « libération sexuelle »** :
 - souvent libre penseuses, révolutionnaires, pacifistes, elles combattent le « lapinisme » clérical et nationaliste et veulent la « libre maternité », le « droit de disposer librement de nos flancs » (Nelly Roussel)
 - elles dénoncent le mythe de la « dépopulation » : la pop. fr. stagne mais ne recule pas !
 - le Front populaire ne fait rien : clivage entre classe politique et population, malthusienne
 - elles voient d'ailleurs la surpopulation mondiale comme un fléau
 - répression : Madeleine Pelletier arrêtée et mise en asile psy., où elle meurt en 1939

g) Vichy et les femmes

- **« Travail, famille, patrie »** (repris de De La Rocque), mais au-delà :
 - féminisme est un des responsables de la défaite (« esprit de jouissance », les femmes ont été « dénaturées », etc.)
 - La République aurait émasculé les hommes, les rendant passifs, lâches et pacifistes. L'apologie de la virilité à la française s'inspire davantage du traditionalisme catholique que du virilisme nazi : elle réaffirme surtout les fonctions masculines dans les rôles du *pater familias* et du travailleur
- il faut **rééduquer les femmes** :
 - dans sens de la rédemption (et l'Église multiplie les pèlerinages du culte marial)
 - les femmes sont « nationalisées » comme pendant la Première Guerre mondiale (voir plus haut)
 - exclusion des juives, des étrangères, des célibataires, des homosexuelles, des femmes libres dans leur vie privée et des militantes de gauche
 - valorisation des « bonnes Françaises »
 - un large assentiment, qui démontre la fragilité des acquis du 1er XIXe siècle
- la journée des Mères 1926 devient la **Fête des Mères en 1943**
- en 1942, l'enseignement ménager familial est rendu obligatoire
- en 1942 est créé une Fédération des Familles françaises
- les femmes dans la **collaboration** :

- semble-t-il (Ph.Burrin) 15 % dans la Milice

- 1/4 adhésions partis collaborationnistes

□ vie très difficile des femmes de prisonniers de guerre :

- problèmes matériels

- surveillance sociale effarante (dénonciations aux maris de femmes allées au cinéma...)

- loi de 1942 réprime l'adultère, punit le « concubinage notoire » avec une femme de prisonnier

- fantasme des divorces massifs lors du retour des prisonniers

- nombreux « enfants du retour »

□ homophobie officielle :

- la loi punit plus sévèrement (en élevant l'âge de la majorité sexuelle à 21 ans) les actes sexuels avec des mineur(e)s

- cause : homosexualité met en péril l'espèce humaine !

□ loi du 2 avril 1941 complique les procédures de divorce

□ le rôle des médecins :

- institution de l'examen médical pré-nuptial

- fondation 1941 de l'Ordre des Médecins, qui participe à la répression de l'avortement (voir plus haut)

□ les prostituées :

- surveillance accrue de la prostitution pendant guerre, d'autant plus que l'armée allemande surveille aussi

- loi Marthe Richard 1946 (voir plus haut)

□ le travail féminin :

- pour lutter contre chômage :

* Vichy interdit dès 1940 l'embauche des femmes mariées dans services de l'État et autres administrations semi-publiques

* mise à la retraite d'office des femmes > 50 ans

* tentative de faire interdire le travail des femmes mariées dans secteur privé

- mais :

* licenciements sont rares

* main-d'œuvre qualifiée manque dès 1941

* création du STO ⇒ gros besoin de main-d'œuvre

* de plus : en février 1944, toutes les femmes âgées de 18 à 45 ans sont déclarées susceptibles d'être requises pour le STO !

* 43 000 Françaises travaillent en Allemagne en 1944

* ⇒ Les besoins allemands en main-d'œuvre et la politique de collaboration annulent le discours de la Révolution nationale sur la femme au foyer ; les réalités de la guerre contredisent l'idéal d'un « éternel féminin » exclusivement tourné vers la sphère domestique

- 1941 : l'allocation de salaire unique se substitue à l'allocation de la mère au foyer (même objectif)

- Continuité d'une politique familiale qui est aussi une politique de l'emploi des femmes.

Cette politique s'inscrit dans une temporalité plus longue qui court de la fin de la IIIe

république au début de la Ve République et révèle un large consensus politique sur la place de la mère au foyer

□ le cinéma :

- des personnages féminins positifs, qui prennent en mains leur destin (Jean Grémillon, *Le ciel est à vous*, 1943), affirment leur désir (*idem* plus d'autres films), qui se sacrifient (Jean Stelli, *Le voile bleu*, 1942)
- mythe de l'« homme doux » (Alain Cuny dans *Les visiteurs du soir*, Jean-Louis Barrault dans *Les Enfants du Paradis*)
- dans *Le Corbeau* (H.-G.Clouzot, 1943) qui dénonce l'avortement, c'est la faute masculine qui est soulignée
- bien sûr, poids des difficultés matérielles générales, cf. les queues

h) Résistance, répression et déportation

□ les résistantes:

- figures emblématiques (Berty Albrecht, Danielle Casanova, Lucie Aubrac, Geneviève de Gaulle...)
- « combattantes de l'ombre », dont la résistance exploite les rôles sexués et dont le nombre est très important (mais elles ont très peu fait valoir leurs droits au titre de Combattant volontaire de la Résistance)
- sauvetage des enfants juifs
- journaux féminins
- Berty Albrecht avait fondé avec Henri Frenay le journal et le mouvement *Combat*
- une chef de réseau (Alliance, 3 000 personnes, dont 700 femmes) : Marie-Madeleine Fourcade.

□ la France libre: volontaires organisées en différents corps, réorganisées 11 janvier 1944 (ex. : création de l'AFAT, Arme féminine de l'Armée de terre)

□ répression et déportation:

- Allemands déportent les femmes en All. avant de les exécuter (≠ hommes)
- 10 000 Françaises déportées à Ravensbrück (2 000 survivantes)
- extermination à Auschwitz
- l'élimination des mères en puissance a été une des caractéristiques du génocide
- femmes (et enfants) arrivent en masse à Drancy juillet 1942 >>>
- l'idée d'épargner les femmes n'effleure pas les cerveaux organisateurs de la déportation et des camps de la mort
- Dès 1946, l'Association des déportées et Internées de la Résistance publie des témoignages
- Marie-Claude Vaillant-Couturier, qui a témoigné au procès de Nuremberg, publie un livre (faible écho)
- revue féminine Femmes françaises, d'obédience communiste, est la seule à dénoncer la collaboration de l'État français dans la « chasse aux juifs » et les « massacre des enfants juifs donnés aux Allemands »

8°) Conclusion sur le travail féminin

a) Les évolutions du travail féminin dans les trois secteurs de production

- ± 1/3 de femmes dans pop. active, mais baisse dans années 30
- 1^{re} : loi de 1924 créant les chambres d'agriculture donne droit de vote aux femmes chefs d'exploitations
- 2^{re} : féminisation ; femmes particulièrement victimes de la rationalisation, de la taylorisation, cf. le *Journal d'usine* de Simone Weil

□ 3re : très forte croissance : entrée massive dans les bureaux, sans perspectives de carrière (cf. les *pools* de dactylos), avec formation par écoles Pigier ⁴²¹ et écoles de fabricants de machines de bureau

b) Les paramètres de l'activité féminine

□ une formation insuffisante, un apprentissage inadapté :

- les filles ont été plutôt « sacrifiées » par l'école de la IIIe, les plus désavantagées étant les rurales

- loi Astier 25 juillet 1919 pour l'enseignement technique :

* oblige communes à organiser des cours prof. gratuits

* écoles techniques privées peuvent être subventionnées par l'État

⇒ filles en bénéficient

□ la « familialisation » des classes populaires :

- développement de l'enseignement ménager agricole

- JAC (voir plus haut), avec branche féminine en 1933 : lutte contre modèle de la « paysanne-servante », pour promouvoir celui de la « gardienne du foyer-collaboratrice »

- la classe ouvrière continue à adopter l'idéal de la femme au foyer : l'homme « évite » la fatigue de l'usine à sa femme, privilégie la famille, solidaire avec un équilibre entre salariés et consommateurs, la mère de f. étant souvent « ministre des finances »

- le travail domestique n'est évidemment pas partagé

□ une conjoncture de crise économique :

- pression contre le travail féminin se renforce avec la crise économique, les associations catholiques « sociales » étant à la pointe du combat

- mais problèmes insolubles : les femmes occupent déjà des fonctions « impossibles » à donner aux hommes

- la France ne formule pas d'interdictions ou de quotas (≠ dictatures ou États-Unis), mais :

* étrangers (et étrangères) reconduits aux frontières, ex. les Polonais

* gouv. Laval 1935 décide le licenciement des employées des services publics mariées à des fonctionnaires

* des concours administratifs sont désormais, de fait, réservés aux hommes

- idée d'allocation pour la mère au foyer chemine, dès les années 20 ⇒

décrets-lois du 11 novembre 1938 étendent les allocations familiales à toute la pop. active, elles sont harmonisées dans leurs taux et elles sont majorées si la mère reste au foyer

* le Code la Famille de 1939 (voir plus haut) crée une véritable allocation

- la crise a eu, en définitive, une incidence limitée sur l'emploi des femmes

⁴²¹ Dans leurs vieilles publicités (1912) : leur formation est une véritable « dot »...

III. LES METIERS DE L'ENSEIGNEMENT ET LES INTELLECTUELS

1°) L'École de la IIIe République : la phase de la République radicale

a) La politique de Waldeck-Rousseau

□ ses bases :

- Waldeck-Rousseau n'était pas du tout un adepte du laïcisme scientifique ; on le verra d'ailleurs après sa démission combattre au Sénat la loi portant Séparation des Églises et de l'État. Pour lui l'anticlérisme est un "état d'esprit", qui lui fait estimer dangereuse la place des congrégations religieuses dans la société française. Elles sont trop riches, elles font de l'enseignement, ce que les laïcs jugent comme une emprise excessive sur la jeunesse française et une division dangereuse de la société du pays :

"Dans ce pays dont l'unité morale a fait, à travers les siècles, la force et la grandeur, deux jeunesses, moins séparées encore par leur condition sociale que par l'éducation qu'elles reçoivent, grandissent, sans se connaître, jusqu'au jour où elles se rencontreront si dissemblables qu'elles risquent de ne plus se comprendre",

déclare le président du Conseil dans un discours prononcé (et souvent mal cité, on y prendra garde) à Toulouse le 31 octobre 1900 lors de l'inauguration... de nouvelles casernes.

- Le but de Waldeck n'était pas de supprimer toutes les congrégations, mais d'interdire les plus gênantes et de surveiller les autres. On peut naturellement supposer qu'un objectif secondaire était pour ce président du Conseil à la majorité fragile de souder la gauche, très divisée sur nombre de questions, les sociales en particulier, qui avaient occupé le devant de la scène dans la décennie précédente, d'autant que, sinon l'Église, du moins le clergé et une bonne partie des fidèles, s'étaient pendant l'Affaire rangés dans l'antidreyfusisme. D'ailleurs la Chambre des députés modifia considérablement, dans un sens anticlérical, le projet initial de Waldeck, déposé dès l'automne de 1899.

□ La loi sur les associations du 2 juillet 1901 prévoyait la liberté pour la création des associations laïques *non* professionnelles, puisque ces dernières étaient autorisées depuis la loi de 1884 dite précisément "loi Waldeck-Rousseau". Mais la liberté ne s'étend pas aux congrégations, exclues du droit commun, et c'est en ce sens que tous les projets antérieurs visant à accorder la liberté d'association avaient été abandonnés et que la loi s'inscrit dans la politique anticléricale. Les congrégations — dont le Concordat de 1801 ignorait l'existence — doivent solliciter dans un délai de trois mois une autorisation qui ne pourra leur être accordée que par une loi, donc un vote du parlement. Une fois autorisées, elles devront demander un décret pour fonder tout nouvel établissement, elles seront contrôlées et pourront être dissoutes par décret. Les congrégations qui n'auraient pas reçu l'autorisation verraient leurs établissements fermés et leurs membres privés du droit d'enseigner, cette dernière interdiction ayant été ajoutée par les députés au projet initial.

□ On imagine l'ampleur des protestations, mais le gouvernement laissa entendre que la loi serait appliquée avec mansuétude. Quelques très rares congrégations étaient déjà reconnues, il en restait un peu plus de 800. Conformément à la loi, un peu plus de 600 d'entre elles demandèrent l'autorisation ; quelques congrégations comme les Jésuites et les Bénédictins (cas importants s'il en fut) préférèrent l'exil ou la dispersion à la clandestinité ou à la dissolution pure et simple.

b) La politique de Combes

□ Un "anticlérisme d'État" (René Rémond) axé sur l'enseignement

- Dès l'été 1902, Combes prit l'offensive en fermant des écoles non autorisées de congrégations qui, elles, avaient été autorisées : une stratégie périphérique si l'on veut, en tout cas légaliste et juridique
 - Cette première étape ne fut pas un simple exercice puisque les fermetures concernèrent environ 3 000 établissements et que les expulsions, surtout de sœurs — le personnage de la "bonne sœur" était devenu très populaire au fil du XIXe siècle — , donnèrent lieu à de nombreux incidents, notamment en Bretagne.
 - Combes répliqua par l'interdiction faite aux prêtres de prêcher et de catéchiser en breton, les contrevenants se faisant suspendre leur traitement (versé par l'État en vertu du Concordat).
 - À l'automne, 74 évêques signèrent une pétition contre les fermetures d'écoles congréganistes : le gouvernement, approuvé par la Chambre, suspendit le traitement, non pas de tous les signataires — majoritaires au sein de l'épiscopat français — , mais des deux auteurs du texte de protestation, les évêques de Nice et de Sées.
 - Puis, au printemps 1903, le gouvernement fit rejeter par la Chambre toutes les demandes d'autorisation déposées par des congrégations, à l'exception de cinq d'entre elles, épargnées en raison de leur vocation contemplative, charitable ou missionnaire.
 - Enfin, la loi du 7 juillet 1904 interdit aux congrégations, même autorisées, d'enseigner sur le territoire métropolitain, le rapporteur (Ferdinand Buisson) établissant une incompatibilité entre "institution monastique" et "institution scolaire", et le législateur prévoyant un délai maximum de dix ans pour la fermeture des établissements scolaires concernés.
 - En conséquence, tous les ans en furent fermés un certain nombre, la vente des biens rapportant d'ailleurs peu à l'État mais beaucoup plus aux liquidateurs. Cependant le rythme se ralentit assez vite, certains obtinrent par la suite des sursis et d'autres se laïcisèrent : on n'alla donc pas vers le monopole de l'enseignement entre les mains de l'État. Des religieux s'exilèrent, d'autres furent expulsés, d'autres enfin se sécularisèrent : "une législation d'exception, comme celle-ci, est inévitablement tournée. [...] On chasse le jésuite, et l'on voit revenir un prêtre diocésain : comment prouver qu'il est toujours jésuite ?" (A.Prost, *Histoire de l'enseignement en France. 1800-1967*, Armand Colin, coll. U, p. 208).
 - La mesure frappant toutes les congrégations, elle fit disparaître du paysage religieux et scolaire des associations fort anciennes, comme les Frères des Écoles chrétiennes.
- La volonté de moderniser l'enseignement**
- Une volonté plus qu'une véritable modernisation se discerne dans les débats et les enquêtes qui ont précédé la réforme en 1902 des programmes et du baccalauréat : s'agit-il de simples velléités ? On souligna le besoin, lié à l'essor du capitalisme, du pays en cadres, et le baccalauréat fut désormais ouvert aux lycéens de l'enseignement "moderne" sans latin, mais les parlementaires comme les ministres concernés se refusèrent à une démocratisation du recrutement des collèges (communaux) et lycées. Quelques socialistes proposèrent en vain la gratuité, la supériorité des humanités classiques fut maintenue — "l'esprit classique, dit le ministre est [...] le culte de la raison claire et libre..." — , ainsi que l'étanchéité entre le primaire des EPS (Écoles primaires supérieures, débouché de la "communale") et celui des petites classes des lycées. La rhétorique des députés et ministres n'entrevoit donc, tout au plus, comme démocratisation que celle des bourses, voie d'où était parti pour la rue d'Ulm Jaurès un quart de siècle plus tôt, celle de la "méritocratie" ouverte aux classes moyennes.
 - Mais les grands traits externes de l'enseignement secondaire français furent modifiés en 1902 sur au moins trois points importants.

* D'une part on vit apparaître la distinction entre premier et second cycle, Jaurès discernant dans le premier un pas vers "l'éducation commune de tous les enfants de la nation" (*La Petite République*, 4 février 1902).

* D'autre part, les programmes de 1902 ont inauguré le règne de la dissertation

* Enfin, le découpage des programmes d'histoire-géographie — ils dataient pour l'essentiel de Victor Duruy, ministre de l'Instruction publique du Second Empire, et personne ne songea à dissocier les deux matières, sœurs depuis le début du XIXe siècle — fut redessiné pour plus de trois quarts de siècle : l'Antiquité en classe de 6e, le Moyen Age en 5e, les Temps modernes en 4e, l'époque contemporaine (depuis la Révolution française) pour la 3e et la classe de philosophie, la géographie de la France en 3e et en "rhétorique" (la future classe de 1ère)... C'était tirer la leçon du développement de la recherche historique française sous le Second Empire et la Troisième République, sous l'égide de l'école "positiviste" ou "méthodique" : l'Antiquité reculait (de trois classes à une seule), au contraire la période contemporaine gagnait en ampleur, puisqu'elle concernait désormais deux classes. Il s'agissait là d'un véritable bouleversement des contenus, davantage que des habitudes d'enseignement, au profit d'une grande harmonie dans les césures, plus sensible pour l'histoire que pour la géographie d'ailleurs car pour cette dernière le découpage spatial fut répétitif et assez boiteux, les qualités globales du découpage opérant expliquant la grande stabilité de ces programmes.

c) Histoire et géographie

□ l'enseignement de l'histoire :

- rendu obligatoire à l'école primaire seulement en 1867 (V.Duruy)

- la carte murale : les premières étaient très souvent des cartes de la Palestine, destinées à l'enseignement de l'histoire sainte

- buts : respect de l'ordre établi et des valeurs morales qui le sous-tendent, supériorité de la IIIe Rép. / régimes antérieurs, développement du patriotisme, préface de l'instr. civique

- un ens. très manichéen

- l'importance des "abrégés" (cf. ceux de Le Ragois) avant 1850 (ens. fac. alors)

- véritables manuels sous la IIIe Rép. (cf. le "petit Lavisser") : texte, récits, résumés, dessins

- l'histoire, qui se résumait autrefois à de fastidieuses chronologies et à un récit pittoresque de batailles et de règnes, s'enrichit dès les années 1880 d'une réflexion politique et patriotique

- en 1906, l'éditeur Hachette confie aux historiens Albert Mallet et Jules Isaac la tâche de rédiger les différents volumes d'une histoire de France, de l'Antiquité à l'époque contemporaine, pour les élèves des lycées et collèges

- Les auteurs imaginent de compléter les cours par des documents (textes et illustrations) destinés à initier les élèves à l'enquête et à la réflexion historiques

- Après la Grande Guerre, Jules Isaac introduit aussi dans ces manuels les résultats des nouvelles recherches historiques. Ainsi, il rédige des chapitres sur les transformations économiques

□ l'enseignement de la géographie :

- but patriotique aussi, et faciliter peuplement de l'empire colo.

- rendu obligat. lui aussi en 1867, mais pas de programme officiel avant 1882

- imp. de Lefebvre

- 2 grandes méthodes :

* de l'étude du globe au particulier

- * inverse, partant du "lieu natal"
- grande imp. de l'apprentissage par la carte (regardée, dessinée)

d) Les Écoles primaires supérieures & l'ENS de Saint-Cloud "primaires d'élite"

□ Les EPS :

- écoles primaires supérieures (EPS)
- créées par loi Guizot 1833
- mais échec
- renouveau sous IIIe (1886) :
- * copie de l' "enseignement spécial", puis de l' "ens. moderne"
- * recrutement après le certif.
- * réglementation identique pour filles & garçons (original)
- * conduisent en 3 ans au brevet élém. ; dans certaines, préparation du Brevet sup. en deux années suppl.
- * vise la "classe moyenne", sans risque de "déclassement"
- * possèdent des sections spéciales, à finalité profess.
- * attraction des EN
- * remplacement progressif par des cours complém.
- * disparition en 1958

□ L'ENS de Saint-Cloud :

- création ENS Fontenay & StCloud pour former les profs d'EN (1880-1882)
- l'ENS de Saint-Cloud, couronnement de l' "ordre primaire", de l'école du peuple
- Saint-Cloud accueille les "primaires d'élite", les fils du peuple et les "tâcherons du savoir", pour lesquels le supérieur est une "cité interdite" (Cf. J.-N. Luc et A.Barbé, *Des Normaliens. Histoire de l'École normale supérieure de Saint-Cloud*, Presses de la FNSP, 1982, 323 p.).

e) Des élèves adultes

- Il existe des élèves adultes, dans des formes d'enseignement qui ont décliné, et des modes de vulgarisation qui ont réussi.
- Parmi les premières, inspirées par l'idée de progrès, il faut tout particulièrement noter :
 - les "Sociétés" du XIXe s. commençant, qui déclinent dans dernier tiers du siècle :
 - * soc. polytechniques, philomathiques, philotechniques ou "pour l'instr. élémentaire"
 - * instruct. populaire dans ce cadre bien vue par milieux monarchistes car moyen d'encadrement
 - les cours d'adultes de l'enseignement public, qui composent un véritable enseignement post-scolaire, en recul toutefois à partir des années 1890.
 - * premières exp. sous Monarchie de Juillet (formation prof. surtout, avec très peu d'élèves)
 - * 1850 & Second Empire restreignent les crédits (confondus dans même article du budget que les établissements charitables !)
 - * ddes venues des ind. (de l'Est surtout) eux-mêmes ⇒ reprise avec Empire libéral (cours du soir = 790 000 en 1869, mais cours sur trois mois)
 - * les buts : instruction, "éducation" et surveillance : il faut former des "hommes probes, citoyens courageux, braves soldats, aimant leur pays et leur prince", freiner l'exode rural à la campagne
 - * Échec patent dès années 1890

- Les universités populaires apparues en 1895 obéissent au désir des intellectuels d'aller au peuple (à la russe) et enseigner un public ouvrier. À la Belle Époque, les deux centaines d' "UP" s'en tiennent trop aux conférences magistrales et (tardivement) au billard, sans inventer de culture commune aux deux catégories sociales qu'elles font se rencontrer.
- Les bibliothèques scolaires pour adultes, dont les premières remontent au Second Empire, existent toujours à la Belle Époque, avec pour buts l'instruction et la défense contre les journaux et les brochures à bon marché, mais elles sont, désormais et souvent, peu fréquentées.

□ Des formes de vulgarisation ont réussi par contre :

- la formation intellectuelle dans cadre des soc. de sec. mutuel, puis dans le cadre syndical,
- les bibliothèques populaires de la Ligue de l'Enseignement (relais pris par bibliobus dès avant Seconde Guerre mondiale)
- débuts du Musée des ATP (Arts et Traditions populaires) dès avant 1939
- les publications instructives de certain éditeurs comme Hachette (Louis, normalien frappé par fermeture de l'École sous Restauration), Flammarion et Larousse (Pierre, dont le dict. est une arme de combat idéologique)
- *Grande Encyclopédie française, "radicale" ; L'Encyclopédie française*, dirigée par Lucien Febvre
- la presse, évidemment, dont la presse ouvrière (*cf. L'Atelier*)

f) Remarques sur le latin et le grec

- certitude, héritée des jésuites, que l'univers scolaire doit être le + possible étranger au siècle
- intégration à un monde antique idéalisé, irréel
- discours latin en classe de 1ère : le prof. dicte la " matière " du discours, *i.e.* un résumé très construit, l'élève n'a de liberté que dans les figures (l' " élocution ")
- extrême aisance dans la maîtrise de la phrase complexe
- la circulaire de Jules Simon en 1872 porte un coup au latin : vers, thèmes et discours sont condamnés, au bénéfice de l'étude de la langue, il valorise les langues vivantes. Mais tollé et chute de Thiers.
- Surtout, Jules Ferry en 1880 élimine le latin des classes élémentaires et en diminue l'imp. dans les grandes classes. Mais le latin reste obligatoire dans tout l'enseignement classique.
- Violente et célèbre diatribe de Raoul Frary, La question du latin, 1885 :
 - * passait pour le meilleur élève que LLG ait jamais eu (plusieurs prix au Cartel des Gauches, par ex.)
 - * cacique à ENS, à l'agrégation de lettres
 - * dénonce le poids du latin et propose son remplacement par la géo.
- la Belle Époque voit une véritable crise du grec :
 - * il n'est plus indispensable de l'avoir étudié, sauf pour enseigner les lettres
 - * réforme du concours ENS 1904 le rend facultatif

g) Les humanités institutionnalisées : "cagnes" et École normale supérieure

- L'École installée rue d'Ulm depuis 1847 est le conservatoire institutionnel des humanités classiques, alimenté de plus en plus par des classes préparatoires spécifiques.
- Celles-ci sont appelées officiellement rhétoriques (puis premières) supérieures, surnommées "cagnes" ("khâgnes" après guerre), et installées dans les lycées Henri-IV, Louis-le-Grand, Condorcet, Lakanal et quelques établissements de province (voir la première partie

de la thèse de J.-F. Sirinelli, *Génération intellectuelle. Khâgneux et Normaliens dans l'entre-deux-guerres*, Fayard, 1988, 721 p.).

□ Temples des langues anciennes et de la méritocratie républicaine, les "**cagnes**" préparent à un **concours** réaménagé, en fonction des nouveaux programmes de l'enseignement secondaire issus de la réforme de 1902, en trois sections : latin-grec, latin-langues, latin-sciences.

□ Chargé de promouvoir les élites de la République, "le" concours est l'aboutissement d'un système bien français où règnent en souveraines les lettres classiques.

□ Dans les pépinières qui l'alimentent s'illustrent des professeurs prestigieux comme Alain (Émile Chartier, 1868-1951, ses "propos" paraissent à partir de 1906), professeur de philosophie à Henri-IV de 1909 à sa retraite en 1933. Ces classes drainent les "meilleurs élèves littéraires des lycées de la III^e République, drainage lui-même précédé d'une première orientation de ces lauréats vers les khâgnes parisiennes." **Latin et grec sont rois, mais l'histoire est fort redoutée**, même après la réforme de 1903 qui fait passer le programme de toute l'histoire universelle (!) à quelques questions, très larges.

□ la **reproduction** :

- les fils de normaliens sont 1 500 fois sur-représentés à l'ENS

- les 2 fils de Duruy y intègrent, l'un en 1863, l'autre en 1872 ; ses petits-fils Glachant feront de même en 1882 et 1883

□ La rue d'Ulm est **la voie royale** vers les grands postes de l'enseignement français des années 1900, dans le secondaire et le supérieur

□ La "rue d'Ulm" n'est pas absente **en littérature**. Dans *L'Étape*, que publie en 1902 Paul Bourget, le professeur Joseph Monneron, ancien élève de l' "École", est un personnage de déraciné social qui a brûlé les étapes, ce qui par métaphore signifie que l'évolution sociale ne doit se faire que par phases graduelles. Dans *Jean-Christophe*, le normalien Romain Rolland "s'est mis en scène à travers le grand ami de Jean-Christophe, Olivier Jeannin, élève de la rue d'Ulm". Le normalien Paul Bouteiller est un personnage central et fort critiqué dans les trois volumes du *Roman de l'énergie nationale* de Barrès : ancien professeur de Nancy devenu ministre, il est le démagogue et le déraciné par excellence.

□ la **recherche** :

- faute de moyens, de locaux, de professeurs, l'École ne développe aucune activité de recherche qui pût accroître sa réputation

- Louis Pasteur, le premier, décide d'organiser de véritables laboratoires et d'y diriger systématiquement les élèves

□ **Mais en politique, avant 1914, Jaurès est le seul homme d'envergure nationale qui soit normalien, à la différence de l'entre-deux-guerres.**

h) L'institutionnalisation de la culture scolaire

□ L'école habituée à mesurer l'espace avec le système métrique, mais elle sacralise aussi l'espace national, la carte de France a partout remplacé celle de la Palestine, qui avait été souvent la seule dans le premier XIX^e siècle, elle homogénéise et valorise le temps. "Une place prépondérante est faite par l'école à l'enseignement du français, depuis le simple lire-écrire jusqu'à une première ouverture sur les œuvres littéraires" (M. Crubellier) : unification linguistique, avec un sévère combat contre les "patois", règne de l'orthographe, de la dictée, rédaction et récitation étant essentiellement destinés à l'apprentissage de la langue. Un corpus scolaire se constitue, avec des textes choisis d'œuvres classiques (XVII^e siècle plutôt que XVIII^e), des romans scolaires, des bibliothèques scolaires, des poètes favoris, Hugo et La

Fontaine certes, mais aussi Jean Aicard, Henri Chantavoine, François Fabié, Eugène Manuel et André Theuriet.

□ Tout au long du siècle, la **morale** est prééminente à l'école, les lois républicaines confirment cette place d'honneur, au nom du "triomphe définitif du bien sur le mal" (J.Ferry), mais aussi de "la longue tradition d'un enseignement scolaire, chrétien dans sa source" (M.Crubellier) : il faut moraliser, acculturer les populations, régler l'ordre social, grâce à la morale de Franklin mais aussi de la tradition chrétienne et des devoirs envers Dieu. Travail, épargne, propriété, individualisme, progrès, patrie, sont les grandes valeurs, auxquelles s'ajoutent pour les fillettes des leçons d'économie domestique. L'école se veut ouverture sur le monde, mais elle accorde une faible attention à l'art, se méfie du corps comme de l'irrationnel, ne rend qu'un hommage gratuit au travail manuel, est antiféministe (de manière très traditionnelle).

□ Une société infantine se maintient en marge de l'école, ce que celle-ci refuse et ce que montreront bien *La guerre des boutons* de Louis Pergaud (1912), les études d'Arnold Van Gennep, la Bretagne de Pierre-Jakez Hélias ou l'Auvergne de Robert Sabatier. L'école impose ses rythmes comme sa culture et l'on comprend que "la mémoire des Français passés par la "communale" [soit] très riche et, encore aujourd'hui, l'émotion affleure souvent à l'évocation d'une leçon d'écriture à l'encre violette ou d'une rentrée des classes, "le premier octobre" " (P.Albertini), comme se sont très profondément inscrits dans la mémoire les "romans pédagogiques".

2°) Les instituteurs de la République

a) Leur condition

□ croissance numérique

- Les seuls instituteurs sont plus de 125 000 pendant l'année 1912-1913

- loi 1879 oblige tous départements à avoir deux École normale d'instituteurs (auparavant : créations ou extensions d'École normale d'instituteurs)

- ne sont plus concurrencés : loi 16 juin 1881 / titres de capacité du personnel (nouveau) prévoit un régime unique : le "brevet de capacité" (avant, une "lettre d'obédience" suffisait !). Loi 1886 prévoit disparition du personnel congrég.

□ leur condition matérielle, leur statut, leur prestige ont été améliorés par la République :

- loi 1889 / instituteurs :

* nommés par le préfet

* payés (très mal !) par l'État. Deviennent enfin des fonctionnaires. Mais commune paie locaux et logement (toujours)

⇒ indép. vis à-vis du curé et du maire (l'inspecteur n'étant pas considéré comme un sup. hiérarchique contraignant)

* l'instituteur perd l'exemption du service militaire

- conséquences :

* rôle soc. & politique de l'installation de l'instituteur au village, mais il est relativement marginalisé, pauvre, et astreint à une véritable "ascèse"

* indép. et rôle font oublier à l'instituteur ses mauvaises conditions matérielles

- Mais s'il est payé par l'État depuis 1889, formé par une école normale, devenu à son tour un notable, le maître d'école a une "gloire" (Marcel Pagnol) plutôt rapée, besogneuse et restreinte aux dimensions de la commune, où il distribue l'instruction, connaît les formules juridiques et les démarches à faire en tant que secrétaire de mairie.

- Traitement modique, dépendance vis-à-vis des autorités font socialement de lui un tout petit notable. A l'exception des régions cléricales, les instituteurs sont les égaux des curés

- La difficulté du concours d'entrée à l'EN décourage les candidats médiocres. Même lorsque le nombre de postulants se restreint, les exigences restent élevées. Il arrive que des promotions soient incompetentes, faute de candidats suffisamment « capables ». Cette désaffectation masculine relative est compensée par une féminisation (relative elle aussi) du corps primaire

- Mais le temps des grandes campagnes politico-pédagogiques passe pour les "hussards noirs de la République" (Péguy, 1913).

□ élévation du niveau d'études demandé :

- brevet de cap., puis brevet élémentaire, puis (1932) supérieur

- Vichy 1940 : bac.

- École normale d'instituteurs recrutent au niveau du Brevet élémentaire (un concours, préparé dans EPS et CC)

- elles dispensent en trois ans une formation gén. et prof. Enseignants sortis de StCloud et Fontenay

- elles forment la majorité des instituteurs pendant longtemps (mais retard pour institutrices)

⇒ grande homogénéité (apogée dans l'entre-deux-guerres)

□ l'institutrice :

- les traits qui caractérisent l'isolement des instituteurs sont encore + accusés pour elles !

- grandes diff. initiales d'insertion, d'autant + que, jusqu'au début du XXe siècle, une forte minorité d'entre elles ne sont pas passées par les ENI

- un grand isolement moral

- traitement aligné sur celui de l'instituteur seulement en 1919

- à l'opposé de l'instituteur, fréquemment secrétaire de mairie, l'institutrice n'occupe pas de position influente dans la commune

- diff. à trouver à se marier

- une situation, donc, très inconfortable

b) Les premières générations d'instituteurs républicains

□ foi laïque et conviction rép. sincère ou forcée. Mais " C'est le combisme, beaucoup plus que le ferrysme, qui voit l'instituteur afficher son agnosticisme : en 1914, aucun élève de l'école normale de Toulouse ne va à la messe. " (P.Albertini, p. 68)

□ l'Église s'est raidie contre l'« école diabolique », une hostilité qui peut conduire à des véritables mises en quarantaine, des persécutions par les commerçants, le curé, le maire...

□ l'Église encourage la mise sur pied d'associations de pères de famille chargés de surveiller les instituteurs laïques et de faire respecter la « neutralité » à la « communale »

□ des évêques proscrivent une partie des manuels scolaires. Nombre d'inst. seraient d'éviter les hisotires, mais l'administration républicaine se montre intransigente et exige des maîtres qu'ils prennent des sanctions envers les enfants récalcitrants qui se bouchent les oreilles lors des leçons « suspectes ». Des « cléricaux » intentent des procès à des maîtres pour des propos « anticléricaux », « antichrétiens » ou antimilitaristes

□ duel entre l'inst. et le curé. frères ennemis

□ dans les régions catholiques modérées, la guerre s'apaise à la Belle Époque, mais pas dans les régions catholiques de l'Ouest, ni, pour les instit. catholiques pratiquants, dans les régions laïques

□ "hussards noirs de la rép." (Ch. Péguy en 1913 : " Nos jeunes maîtres étaient beaux comme des hussards noirs. ", dans *L'argent*, publié dans *Les Cahiers de la Quinzaine*). Les normaliens ont été formés à une vie ascétique, à la contrainte intellectuelle et affective (non-mixité, répression de la sexualité, surveillance des promenades, censure constante des lectures, contrôle de la correspondance... Crainte constante d'un échec aux examens, la famille de l'élève étant alors contrainte de rembourser intégralement les frais de scolarité (engagement décennal))

□ des familles d'enseignants, comme les Sandre (4 génér.), qui ont fourni sources de *La Classe ininterrompue* de Mona Ozouf

□ Les instituteurs jouent un rôle actif dans le recrutement des futurs maîtres : description dithyrambique du métier dans leur classe, promotion des meilleurs élèves par des cours supplémentaires, interventions auprès des familles (problèmes financiers, auxquels l'instituteur peut proposer directement remède, ou alors bourse, châtelain, marraine ou tante receveuse des Postes et restée célibataire...)

□ sens de la hiérarchie très fort et obligation de la décence (cf. costume)

□ constitution d'amicales d'anc. normaliens, puis d'institut. (60 pour ces derniers en 1899), très déférentes et développées par la loi de 1901 sur les associations.

- L'État encourage dès les années 1880 les amicales, alors qu'il dénie aux instituteurs le droit à bénéficier de la loi de 1884 autorisant les syndicats.

- L'organisation interne de ces amicales reproduit la hiérarchie institutionnelle du personnel de l'enseignement primaire : les directeurs d'école y occupent les places de responsabilité et leur voix est prépondérante

- œuvre de solidarité : soc. mutuelles et d'entraide, lieux d'études, d'échanges, de remise à niveau des connaissances, mais aussi de remise en cause des programmes

- groupements corporatistes de défense des intérêts moraux et matériels :

* dans une collaboration confiante avec l'administration

* lutte contre l'arbitraire (déplacements, etc.)

* revendications : droit de nomination au recteur, meilleurs promotions, droit à la retraite pour tous, salaires décents, égalité des traitements pour les institutrices, responsabilité financière de l'État en cas d'accident

- les 3/4 des inst. sont dans amicales à la Belle Époque

□ malgré les amicales, les inst. sont dans un grand isolement social :

- Tout au long de la III^e République, l'inst. reste un nouveau personnage qui peine à se fondre dans la société locale

- comme le curé, il reste un être à part, à côté des hiérarchies : sa culture l'éloigne des notables, comme des paysans

- un respect ambigu pour l'inst., car son traitement, ses horaires, etc. sont enviés, avec jalousie et méconnaissance des contraintes (corrections, surveillances, etc.)

3°) L'avant-guerre, l'entre-deux-guerres et Vichy

a) Une guerre froide statique avant guerre

- Au plus tard en 1904 avec Combes et la loi du 7 juillet interdisant aux congrégations d'enseigner, les grandes lignes de la législation et de la situation sont en place.

- Outre les buts et fonctions qui sont du domaine du naturel et de l'évidence, l'enseignement nouveau a introduit des changements profonds dans les rites et les rythmes quotidiens. Le certificat d'études s'est adjoint au mariage et à la conscription comme étape d'accession au

monde adulte. Le calendrier scolaire en est venu à créer une année concurrente des années civile et religieuse et, en contrebalançant les rythmes agraires, à disloquer un peu plus vite la vieille culture rurale.

- campagnes de protestation contre les "mauvais manuels", que la déclaration des évêques du 20 septembre 1908 appelle à surveiller
- action des feuilles locales et des pères de famille catholiques.
- Publiée le 14 septembre 1909, une deuxième lettre collective d'évêques fut plus vigoureuse que la première, car condamnant des ouvrages et dénonçant l'œuvre scolaire de la République.
- Des persécutions contre les instituteurs laïcs et des grèves scolaires éclatèrent.
- La riposte, beaucoup plus que de l'administration (il y eut quelques exclusions d'élèves dont les parents refusaient qu'ils suivissent tel enseignement ou utilisassent tel manuel), vint des amicales d'instituteurs, qui assignèrent les évêques en... dommages et intérêts.
- En fait, les positions se stabilisèrent dans une sorte de guerre froide statique au sein de laquelle les positions étaient encore bien tranchées : l'âme de la France aurait été d'après Barrès tuée par l' "école sans Dieu", et en 1914 l'apaisement que l'Union sacrée entraînera ne pouvait pas encore être prévu. Chiffrons les deux camps pour l'année 1912-1913 :

Écoles publiques	2 300 000 filles	2 500 000 garçons
Écoles privées	700 000 filles	360 000 garçons

- limites sociales ens. secondaire :
70 000 garçons & 20 000 filles en 1913
mais un très fort encadrement par profs (classes de 25 élèves en moyenne en 1924)
- l'ENSET (École normale supérieure de l'Enseignement technique) créée à Cachan en 1912, et d'emblée mixte.

b) L'après-Première Guerre mondiale

□ primaire :

- droit syndical aux inst. (1924)
- mouvement pédagogique du " groupe de l'École nouvelle ", apparu en 1899, qui se développe surtout dans l'entre-deux-guerres. S'y rattache alors un instituteur varois très inventif, Célestin Freinet (1896-1966)
- allongement obligation scolaire (14 ans le 9 août 1936)
- alignement des programmes des classes primaires des lycées et de la "communale" (Jean Zay 1937. Min. "de l'ÉN & des Beaux-Arts" 1936-1939, le + jeune min. de la IIIe Rép.), sans disparition des classes primaires de lycées d'ailleurs.
- moment où débute un enseignement de masse

□ secondaire :

- égalité des deux types d'enseignements, masc. & fém., 1924
- création examen entrée en 6e en 1934
- les années 1930-1933 voient s'établir progressivement la gratuité de l'enseignement sec. ⇒ gros afflux d'élèves ⇒ montée du nombre d'élèves / classe. Limitation à 35/ classe par J.Zay.

□ premières mesures instaurant une gratuité partielle des études dans les lycées et collèges prises en août 1924 par François Albert (min. Instruction publique du Cartel des Gauches),

- remarquons que les établissements secondaires privés sont 2 fois + nombreux que les publics au début des années 20, avec un nombre d'élèves voisin ⇒ un réseau + dense, favorisant le recrutement

- surtout les deux enseignements secondaires (F/G) ne seront alignés que de 1924 à 1928 (= "identification" des 2, F.Mayeur)

⇒ progression de la proportion des bachelières au bac (15 % en 1921, 34 % en 1951), car les lycées jeunes filles se sont mis progress. à mener au bac

La 1ère femme à obtenir le bac avait été une institutrice de 37 ans qui, après s'être vue refuser de passer l'examen à Paris, y avait été autorisée par le doyen de la faculté de Lyon, en 1861 : Julie Daubié

- cas typique de Sèvres, où élèves obtiennent des "certificats", puis des "agrégations féminines" (de lettres et sciences, cachet d'une "spécificité féminine" !, puis une de lettres et une de sciences, puis 4 en 1894 : lettres, histoire, maths, sciences phys.).

De toute façon, imposs. d'enseigner dans Sup. (ne sera possible aux Sèviennes qu'après 1940)

⇒ des jeunes filles, exceptionnellement, entrent à la rue d'Ulm !

une en 1910, une en 1917, toutes deux en Sciences. 42 >>> 1939, la + célèbre étant Simone Weil

⇒ des jeunes filles sont candidates aux agrég. masculines (dont règlement ne les exclut pas) : premier succès, en philo., en 1905

- amélioration qualitative de l'enseignement libre féminin :

* dans premier temps, suppression congrégations lui porte un coup très dur

* mais réouvertures sous forme sécularisée et recrutement d'un personnel qualifié, formé dans deux "écoles normales" libres, rivales de Sèvres, l'établissement de Madeleine Daniélou (Neuilly, 1906), l'École normale catholique (Paris, 1908), ces établissements préparant leurs élèves aux examens de l'enseignement sup.

- à partir de la Première Guerre mondiale, des profs femmes sont nommés dans lycées de garçons

- alignement progressif des agrég. et ouverture du Sup. aux Sèviennes font qu'après la Seconde Guerre mondiale, il n'y aura plus de filles à la rue d'Ulm >>> mixité de 1986

□ supérieur :

- émancipation des facultés prov. à l'égard de Paris, surtout pour les scientifiques. Cf. le prix Nobel de chimie 1912 de Paul Sabatier, prof. à Toulouse

- conséq. crise : crédits diminuent de près de 30 % entre 1933 et 1938, dans les biblioth. univ. et dans celle de la rue d'Ulm, bien des abonnements s'interrompent vers 1934

□ technique :

- loi Astier 25 juillet 1919 pour l'enseignement technique :

* oblige communes à organiser des cours prof. gratuits

* écoles techniques privées peuvent être subventionnées par l'État

* les filles en sont grandes bénéficiaires

- création de la taxe d'apprentissage 1925

c) La législation scolaire de Vichy

□ Les hauts fonctionnaires de l'État français qui sont, pour la plupart, issus de la droite traditionaliste et de l'extrême droite d'avant-guerre, n'ont pas le sentiment de se renier en servant Vichy. Des professeurs comme Bernard Faÿ (farouche antisémite) et Jacques Chevalier (très catholique) appartiennent tous au courant traditionaliste. Le gouv. de Vichy puise une partie de ses cadres dans le cercle Fustel-de-Coulanges, émanation universitaire de l'Action française.

□ Après l'armistice, les enseignants ont été accusés par Vichy d'avoir participé à la défaite par leur enseignement pacifiste.

- ⇒ des révocations, des destitutions, des arrestations, c. celle de Paul Langevin par la Gestapo en tant qu' « individu aussi dangereux pour le national-socialisme que les philosophes du XVIIIe siècle pour l'Ancien régime »

- ⇒ les programmes sont revus et corrigés, des auteurs sont interdits, les bibliothèques sont épurées

□ en 1940 :

- membres des congrég. ont à nouveau le droit d'enseigner (= abrogation loi 1904)

- devoirs envers Dieu rétablis dans programmes

□ en 1941 :

- municipalités sont autorisées à subventionner écoles privées

- bourses pourront être attribuées à élèves écoles privées

- subvention de 400 000 F est attribuée aux écoles privées

- suppression de la gratuité en 1ère et Term.

- suppression des École normale d'instituteurs

□ EPS sont intégrées dans le Secondaire (continuité avec IIIe république)

□ technique : sous Vichy, création des "centres d'appr.", les 1ers à être vraiment orientés vers la pratique (contraste avec IIIe et IVe Républiques)

□ la législation scolaire de Vichy est abrogée en bloc en 1945 (sauf technique et intégration des EPS)

d) Le plan Langevin-Wallon

- commission chargée nov. 1944 élaborer projet réforme de l'enseignement

- présidents successifs : physicien Paul Langevin (mort déc. 1946), puis psychologue Henri Wallon (communiste), petit-fils de H.W., l'auteur de l'amendement W.

- plan remis au Min. ÉN juin 1947

□ grands principes et contenu :

- démocratie ⇒ créer une "école unique" (X Troisième Rép.)

* idée développée dans l'entre-deux-guerres, d'abord par universitaires anciens combattants (ex. : Ludovic Zoretti). Juxtaposition d'une école des notables et d'une école du peuple avait eu sa (longue) heure de justification, mais dév. des classes moyennes & le Secondaire a son Primaire et le le Primaire son Secondaire !

* mais problème de la stratégie : unif. par le Primaire ? le Secondaire ? organisation d'écoles moyennes intermédiaires ?

* ce que É.Herriot & J.Zay avaient proposé en vain.

* Herriot, min. Instruction publique 1926, avait tenté des "amalgames" locaux entre une EPS et les classes lycées (échec)

* Principe poussé >>> bout : Grandes Écoles intégrées aux universités

- examen des aptitudes des enfants permettra spécialisation, au cours de "degrés" et de "cycles" successifs

- institution des psy. scolaires

- prolongement scol. obligat. >>> 18 ans

- rapprochement formations diff. catégories d'enseignants

□ plan ne reçut pas même un début d'application : en juin 1947, l'enthousiasme de la Libération, propice aux réformes d'envergure, est retombé. De plus :

* H.Wallon est comm.

* rivalité institut./profs paralyse tentatives de réformes
⇒ devient une simple référence quasi mythique, pour tout projet éducatif "de gauche"
□ signalons la nationalisation contemporaine des écoles des houillères (surtout HBNPC, Houillères du Bassin du Nord-Pas-de-Calais)

4°) Instituteurs et professeurs au XXe siècle

a) Les instituteurs du XXe siècle

□ On se souvient que les instituteurs conjuguent prestige communal et médiocrité des conditions matérielles. En conséquence et à l'époque où la laïcisation s'accroît et où sortent des manuels de morale franchement matérialistes, différents du spiritualisme kantien d'autrefois, ils connaissent les premiers doutes sur leur mission et la séduction du socialisme
□ les premiers syndicats apparaissent. Ils sont bien sûr clandestins, puisque les fonctionnaires n'ont pas encore le droit de se syndiquer, beaucoup plus revendicatifs que les amicales de la fin du XIXe siècle. Ils sont souvent de tendance anarchiste et se regroupent en 1905 en une Fédération nationale des syndicats d'instituteurs et d'institutrices, qui adhère tout naturellement en 1909 à la CGT et crée l'année suivante la revue *L'École émancipée*. Mais le gouvernement dissout la Fédération le 23 août 1912, ce qui ne l'empêche pas de survivre jusqu'à la guerre.
□ O. controversée du pacifisme pendant la Première Guerre mondiale :
- artisans de la tenue morale des Français ? message pacifiste ?
- propagande pacif., d'instit. syndiqués, très minoritaires
- influence / esprit public a été beaucoup + dans sens d'un soutien du moral du pays.
Néanmoins, comme l'histoire est souvent attirée par les minorités agissantes, elle a fait + de place à la petite minorité des inst. syndiqués qu'aux autres !
□ Il reste dans les années 20 beaucoup d'écoles communales qui ne ressemblent pas du tout aux « palais scolaires » de la République : état des bâtiments, absence d'entretien et de nettoyage, comme de matériel
□ droit syndical aux inst. (1924) :
- un SNI (Syndicat national des instituteurs) s'était d'ailleurs déjà créé en 1919. Coïncidence avec l'homogénéité record du corps ⇒ force considérable du SNI, qui réussit presque tout de suite à contrôler mutations et promotions ⇒ une participation du syndicalisme à la gestion du service public
- va être l'épine dorsale d'une Fédération générale de l'Enseignement, puis de la FEN.
- idéologie du SNI et de la FEN :
* Laïcisme soupçonneux (qui va isoler de + en + les instit. du reste de la nation)
* Gauche (cf. les premières réunions du CVIA, Comité de Vigilance des Intellectuels antifascistes, au siège du SNI)
* pacifisme. Dév. dans années 30 d'un pacif. "intégral" ("plutôt la servitude que la guerre", "il vaut mieux vivre Allemand que mourir Français", "nous voulons la paix même si elle doit consolider le fascisme")
□ Avec la Grande Guerre, s'est achevé l'âge d'or des instituteurs de la IIIe République. Le conflit a mis fin à leur rêve. Les années 1920 célèbrent l'héroïsme, plus brillant, ou l'insouciance, plus légère. Même la littérature satirique s'empare de l'inst., avec *Clochemerle* (Gabriel Chevallier, 1934), et la caricature, sous les traits d'un personnage mal « attifé » et un brin naïf, mais elle le décrit encore et surtout comme un républicain probe, une incarnation

désuète des idéaux de 1789, un « disciple de Jean-Jacques Rousseau, de Mirabeau et de Robespierre »

□ dans années 30 un effort méthodique d'éducation ouvrière (org. par Ludovic Zoretti, prof. Fac. Caen et secrétaire de la Fédération générale de l'Enseignement) : Institut sup. ouvrier, Collèges du Travail, etc.

□ Zoretti & Delmas (SNI) sont animateurs d'une "droite" anticomm. au sein de la CGT (organe : *Syndicats*)

□ rôle dans la Résistance :

- très peu de collaborateurs

- 189 inst. et inst. sont fusillés pour résistance ; 292 meurent en camp de concentration

- résistent-ils + ou – que le reste de la pop. ??

- À la Libération, les maîtres destitués par Vichy sont réintégrés dans les cadres de l'enseignement

- Les instituteurs qui ont pris des responsabilités dans la Résistance vont, pour la plupart, se lancer dans la politique et quitter l'enseignement

□ Cf. personnage de Denis Forestier (1911-1978), instit. de village, résistant, devenu secrétaire général du SNI (1952-1962) puis président de la MGEN (1962-1977)

□ mais années 50 >>> : dégradation du statut matériel et de l'image de marque

- l'origine sociale des inst. continue, d'abord, à être identique à celle de l'avant-guerre

(catégories modestes, dont les enfants ont été « poussés »), avec toujours, d'abord, sentiment de promotion sociale. Comme avant-guerre, l'école normale permet à des jeunes de milieux populaires de poursuivre des études sans bourse délier, après 4 ans de « cours complémentaire ». Trois ans de « couvent laïc », toujours, moule normalien, bac, puis une année de formation prof. (payée). Mais en 1946, institution d'un 2^e concours, ouvert à des bacheliers qui ne suivent que l'année de formation prof. (payée). Mais les ENI ne forment pas assez d'inst. ⇒ beaucoup de non-titulaires (sans formation) sont recrutés

- 2^e phase : la profession n'attire plus les TB élèves des milieux populaires : les inst. sont désormais issus des classes moyennes, voire moyennes sup. Ils ont suivi un parcours scolaire moins flamboyant que leurs prédécesseurs et, le + souvent, choisissent la profession par défaut (études univ. sans guère de débouchés, ou parcours univ. hésitant, avec des échecs, etc.). Beaucoup ont surveillé des cantines ou encadré des centres de loisirs

- Dans les années 1990, les enfants de cadres sup. et des profs libérales sont majoritaires.

Beaucoup d'institutrices sont de jeunes mères de famille, mariées, qui se mettent ou se remettent à travailler

⇒ se sont désormais surtout les filles qui succèdent aux pères inst. (tandis que les fils visent + haut)

- Symptôme révélateur : les salaires restent inférieurs à ceux du secteur privé, à nombre d'années d'études égal...

□ d'ailleurs transformation profonde puis suppression des ENI :

- 1969 : fermeture des trois années pré-bac : les élèves-maîtres sont toujours recrutés sur concours à l'issue de la 3^e, mais ils suivent les cours dans un lycée ⇒ les « séminaires laïques » ont vécu ! Seule subsiste la formation professionnelle, après le bac, et portée à deux ans. C'est une transformation fondamentale des mentalités. Conséquence inattendue : la majorité des garçons désertent après avoir obtenu le bac ! D'autant plus que les mentalités des « cadres » n'évoluent guère : le guide officiel des instituteurs, appelé la *Code Soleil*, dans son édition de 1973, écrit toujours : « Bien sûr, la *demoiselle de l'école* ne doit pas vivre esseulée comme une sainte dans sa niche, mais elle ne saurait non plus impunément

s'associer à des exubérances de mauvais aloi ni se prêter à des fréquentations douteuses. » !. Et dans les faits, nombreuses critiques contre les vies d'inst. trop « libres »

- 1977 : suppression du concours de recrutement en fin de 3^e, remplacé par un concours après le bac ⇒ des étudiants ayant derrière eux une ou deux années d'Université, très déçus par l'atmosphère des EN !

- 1986 : un diplôme sanctionnant deux années d'Univ. est exigé pour pouvoir se présenter au concours d'entrée

b) Les professeurs au XXe siècle

□ grande est la diversité des conditions : l'augmentation de la proportion des licenciés (collèges, communaux) et des agrégés (lycées, d'État) s'est opérée au détriment des professeurs non licenciés et des répétiteurs, véritables "parias de l'Université" (A.Prost). Aristocratie = anciens normaliens. PEGC

□ de +, >>> Libération, le Parisien gagne + que le provincial. Cf. Albertini, p. 124 :

" l'opposition hiérarchique du secondaire et du supérieur est perturbée "par le fossé qui sépare, jusqu'à la Libération, le cadre parisien du cadre provincial : un agrégé parisien n'a matériellement pas intérêt à abandonner un poste en lycée pour une maîtrise de conférences en province. "

□ Moins engagés que les instituteurs dans la vie sociale, penchant vers un radicalisme politiquement centriste et socialement modéré, les professeurs ne se voient dotés par la société que d'un statut ambigu de "bourgeois-stagiaires", de "demi-bourgeois". S'ils arrivent parfois à avoir les revenus de la bourgeoisie, ils n'en ont pas la fortune héritée, sont des "boursiers" et non des "héritiers", ne possèdent ni maison ni propriété, et leurs filles ne sont pas de beaux partis. Leur situation sociale est équivoque : ce sont des bourgeois par la culture et par le revenu, non par le patrimoine, les relations et la famille, rarement bourgeoise. De plus, ils sont suspects parce qu' "intellectuels". Les professeurs du secondaire n'ont, même les agrégés, qu'un statut de "demi-bourgeois", de "bourgeois stagiaires" (A. Prost, *L'Enseignement en France. 1800-1967*, coll. U, globalement recommandé). Pour eux le célibat laïc recule, mais guère le nomadisme.

□ Encore dans années 30, il faut avoir son « jour » de réception, il faut inviter son proviseur à dîner, etc.

□ un comportement inévitablement malthusien

□ P.Albertini, pp. 124-125, nuance : " Mais son existence matérielle (passés les débuts de carrière) n'est pas systématiquement précaire... " ⇒ " On a trop souvent décrit les professeurs de la III^e République comme des demi-bourgeois complexés. " Quant à l'isolement social : " Les années passant, il semble que cette inhibition soit levée : dans les années 1930, les professeurs de lycée s'engagent davantage (surtout dans les partis de la gauche modérée) et connaissent même d'assez beaux succès électoraux en 1936 (plus de 10 % des élus à la Chambre, ce qui correspond à une sur-représentation de facteur 100). Les principaux organes de réflexion politique sont alors soutenus par des contingents d'enseignants (on en trouve beaucoup à *Esprit* et à *Vendredi* ; au Comité de vigilance des intellectuels antifascistes ; à la Ligue des droits de l'homme). "

□ des profs hors normes, comme Georges Bidault à IIG dans les années 30, qui invite des élèves à déjeuner après la classe dans un petit restaurant du quartier et leur commente l'actualité littéraire et surtout politique

□ quasi-disparition de la respectabilité bourgeoise dans les années 60 et 70 !

□ La Grande Guerre améliore partiellement le sort des femmes professeurs :

- Appelées à remplacer les hommes mobilisés, elles font preuve de compétence
- Dans les lycées et collèges de garçons, elles sont nombreuses à occuper des chaires momentanément vacantes
- après guerre, comme pour les institutrices, les carrières féminines s'améliorent, conséquence de la pénurie de main-d'œuvre masculine
- Grâce à l'action des amicales et aux revendications des associations féministes, l'inégalité de statut entre professeurs femmes et hommes s'atténue : égalité des salaires, congés de maternité, etc.
- mais longtemps, elles furent écartées de la Société des Agrégés !

□ Mais problème particulier pour les jeunes filles :

- Protégées par leur famille, le lycée ou le pensionnat, puis par l'École de Sèvres, les jeunes filles se lancent dans la carrière sans avoir jamais dû se prendre en charge. Nommées loin de leurs proches, dans une ville de province inconnue, elles doivent brutalement affronter seules les difficultés de la recherche d'un logement, les inquiétudes de la découverte du métier et, surtout, les usages qui siéent à leur condition...
- Elles découvrent vite qu'une jeune femme professeur qui sort seule, se promène, voyage, va au théâtre, s'habille bien, converse ouvertement avec des hommes, scandalise la bourgeoisie. Des profs de ses enfants celle-ci exige un comportement de nonnes.
- Dans les domaines politiques et religieux aussi, réserve et discrétion marquent un personnel secondaire féminin cantonné aux œuvres caritatives

□ l'évolution de Sèvres et ses conséquences :

- Les pensionnaires ne sont toujours pas autorisées, après la Grande Guerre, à sortir en dehors des promenades obligatoires et surveillées, non plus que d'aller aux cours de la Sorbonne ! Car, formation très traditionnelle à cette ENS...
- Après la Grande Guerre, dans un contexte de libéralisation du statut de la femme, une partie des élèves supporte en revanche de + en + mal l'« internement » de Sèvres
- ⇒ de + en + de Sèviennes préparent les agrégations féminines
- quelques filles entrent à l'ENS de la rue d'Ulm, la 1^{ère} (en Sciences) en 1926, 3 en Lettres en 1927
- ⇒ quelques pionnières entrent à l'Université, rejoignant des étudiantes (1/3 des effectifs en Lettres dès 1910)
- ⇒ quelques filles, profitant des lacunes de la réglementation plutôt que d'une véritable autorisation, se présentent aux agrégations masculines. Une 1^{ère} agrégée (en philo) en 1905
- en 1924, réforme Bérard : toutes les agrégations deviennent mixtes et les agrégations féminines disparaissent (elles seront rétablies + tard !)

□ en 1956, les femmes deviennent majoritaires chez les profs de lycées : le temps des pionnières est révolu

□ Ils ont mis sur pied des amicales et fédérations catégorielles, mais le terme de syndicat fait peur et en 1910 la Fédération nationale des professeurs de l'enseignement secondaire public refuse d'adhérer à la Fédération des fonctionnaires, pourtant hostile à la CGT et à la grève.

- 1924 : Synd. nat. des profs de lycées, apolitique, corpo.
- 1928 : adhère à la Féd. générale de l'Enseignement (voir + haut), qui adhère à la CGT. Mais des profs aussi à la CGTU et à la CFTC
- Au début des années 30, l'administration rejette à plusieurs reprises la nomination au poste de professeur de lycée du jeune licencié d'anglais Guy Mollet, répétiteur dans un lycée, militant SFIO et syndicaliste très actif. En 1936, avec l'arrivée au pouvoir du Front populaire, les rapports d'inspection deviennent + élogieux et G.Mollet est nommé professeur d'anglais.

- Féd. générale de l'Enseignement devient la FEN 1945, qui refuse la scission de 1947
- dans années 50, SGEN participe beaucoup à la division CFTC : minorité (tendance "Reconstruction", Paul Vignaux)
- « méritocratie » rép. dès l'entre-deux-guerres, grâce à des profs clairvoyants qui « repèrent » un TB élève, cf. Jean Guéhenno, fils d'ouvrier cordonnier, qui interrompt ses études à 13 ans, passe le bac en CL, puis le concours de l'ENS toujours ouvrier mais boursier, Paul Guth, fils d'ouvrier-mécanicien, Pierre Goubert, fils d'épiciers...
- Mais l'origine sociale de l'ensemble des enseignants des lycées et collèges demeure identique à ce qu'elle était sous la III^e République : classes moyennes, petite fonction publique, profs, instituteurs
- rayonnement du Savoir des profs avant 14 et dans l'entre-deux-guerres : prix Nobel, Collège de France, rayonnement international. Le physicien Paul Langevin incarne le modèle du savant célébré par la République : il a échappé à l'épicerie où il aurait dû être commis, il est entré à l'ENS (cacique), reçu à l'agrégé de Physique (1^{er}), thèse, conf. à l'étranger, etc.
- rayonnement politique dans l'entre-deux-guerres, et tout particulièrement en 1924-1926 :
 - La victoire électorale du Cartel des Gauches en 1924 amène une 40^{ne} de professeurs à la CD, en majorité sur des listes radicales
 - Édouard Herriot préside le Conseil des Ministres, les mathématiciens Paul Painlevé et Émile Borel, l'agrégé d'histoire Édouard Daladier, l'agrégé des Lettres Hippolyte Ducos, détiennent des portefeuilles ministériels
 - Cette présence des professeurs aux postes clés du gouvernement du Cartel est perçue par les contemporains comme une consécration, si bien qu'en 1927 le journaliste Albert Thibaudet intitule un essai politique *La république des professeurs*
 - Pourtant, les profs ne s'engagent pas encore massivement dans les affaires publiques
 - pétitionnements des années 60 et 70 : beaucoup de profs
 - beaucoup de profs au PSU, puis au PS
 - apogée de la République des professeurs avec les élections législatives de 1981. Et Pierre Mauroy, fils d'inst. et ancien prof. d'histoire, est nommé 1^{er} Min.
- rôle dans la Résistance :
 - difficile à apprécier
 - cf. *La Chagrin et la Pitié*
 - La plupart des profs qui se sont engagés dcs la Résistance quittent l'enseignement à la Libération afin de poursuivre le combat pour une démocratie renouvelée, plus sociale, cf. Georges Bidault qui fonde la MRP, Guy Mollet, SG de la SFIO 1946>>>
- en 1941, pour enseigner dans les collèges modernes qui remplacent les EPS, le min. de l'EN, Jérôme Carcopino, crée un concours de recrutement de profs. En 1950, ce concours, ouvert aux licenciés, prend le nom de CAPES

5°) Les intellectuels et les débuts de la Quatrième République (1944-1947)

- dans les années 1930, notion de « chômeur intellectuel » : plusieurs timbres-poste sont émis en faveur des « chômeurs intellectuels », ils représentent des muses (1935), Jacques Callot, Berlioz, Hugo et Pasteur (1936)
- La devise de *Combat*, " De la Résistance à la Révolution " (Camus) exprime la volonté du + grand nombre d'un remaniement radical des structures politiques, éco. et soc.

a) L'épuration

- L'épuration provoque des débats souvent houleux sur la responsabilité de l'intell., et hormis quelques écrivains qui refusent le statut de combattant politique, il ressort de cette période que l'engagement est désormais perçu comme une obligation

- épuration " corporative ": listes noires établies par le Comité national des Écrivains et le Comité d'épuration de l'Édition, issus de la Résistance

- épuration judiciaire :

* Robert Brasillach, ayant cristallisé autour de lui les polémiques, fusillé le 6 février 1945

* Drieu La Rochelle se suicide en mars 1945

* Lucien Rebatet cond. à mort en 1946, grâcié, et libéré en 1952

* assass. de l'éditeur Denoël en pleine rue, dissolution des éditions Grasset

* passions retombent très vite dans l'op. publique

* polémique Albert Camus-François Mauriac (début 1945, mais Camus évolue vite ensuite)

- En 1944-1945, rares sont ceux qui soulignent les incohérences jurisprudentielles d'une épuration décidément de moins en moins exemplaire. Le principe était bon, la méthode bancal, les résultats décevants

- une large frange de la droite intellectuelle est sur la touche ⇒ l' " intell. de gauche " va occuper seul le terrain idéologique pendant une décennie au moins. Cf. Dominique Desanti, " notre révolution imaginaire "

- mais, assez vite, certains intell. de droite reprennent la plume dans publications autorisées : *Paroles françaises*, hebdomadaire du PRL de 1946, *Aspects de la France* (1947>>>), *Les écrits de Paris* (1947>>>), *Rivarol* (1951>>>)

b) L'ère de l' " engagement "

- préparée par les années 1930 :

* la guerre a favorisé l'éclosion

* cf. " de la Résistance à la Révolution "

* ⇒ un refoulement du " moralisme " à la Julien Benda

- comme dit ironiquement Étiemble, " chacun doit s'engager "

- des intell. rattrapés par l'histoire, avec des espoirs humanistes, un vent de changement qui atteint l'édition (Édit. de Minuit), le journalisme (*Le Monde*, *Combat*)

- début octobre 1945 de la parution des *Temps modernes* :

* Sartre, dir., R.Aron, Beauvoir, M.Merleau-Ponty, Michel Leiris, J.Paulhan et Albert Ollivier = comité de rédaction

* place éminente rapide

* incarne l'ère de l' " engagement "

* " gén. de 1905 "

* présentant la nouvelle revue, J.-P.Sartre écrit un véritable manifeste en faveur de la littérature engagée :

" Tous les écrivains d'origine bourgeoise ont connu la tentation de l'irresponsabilité : depuis un siècle elle est de tradition dans la carrière des lettres. L'auteur établit rarement une liaison entre ses œuvres et leur rémunération en espèces. D'un côté il écrit, il chante, il soupire ; d'un autre côté, on lui donne de l'argent. Voilà deux faits sans relation apparente ; le mieux qu'il puisse faire est de se dire qu'on le pensionne pour qu'il soupire [...] Aujourd'hui, les choses en sont venues à ce point que l'on a vu des écrivains, blâmés ou punis parce qu'ils ont loué leur plume aux Allemands, faire montre d'étonnement douloureux. Ils disent "Eh quoi ? ça engage donc, ce qu'on écrit ?" [...] L'écrivain est *en situation* dans son époque : chaque parole a des retentissements. Chaque silence aussi. Je tiens Flaubert et Goncourt pour

responsables de la répression qui suivit la Commune parce qu'ils n'ont pas écrit une ligne pour l'empêcher. Ce n'était pas leur affaire, dira-t-on ! Mais le procès de Calas était-il l'affaire de Voltaire ? La condamnation de Dreyfus était-ce l'affaire de Zola ? L'administration du Congo, était-ce l'affaire de Gide ? Chacun de ces auteurs, en une circonstance particulière de sa vie, a mesuré sa responsabilité d'écrivain. L'Occupation nous a appris la nôtre. Puisque nous agissons sur notre temps par notre existence même, nous décidons que cette action sera volontaire. [...] C'est à défendre l'autonomie et les droits de la personne que notre revue se consacrera. "

- => devoir d'engagement et intell. " en situation "

- très grande notoriété de Sartre, devenant symbole de l' " existentialisme ". Cf. conf.

" L'existentialisme est un humanisme ", contemp. du n° 1 des *TM* (*L'Être et le Néant* était paru dans l'indiff. en 1943). Insultes X Sartre (Mauriac : " rat visqueux ", les intell. du PCF, etc.)

- en même temps, littérature romanesque connaît éclipse au profit de la litt. philosophique, cf. les :

- 5 Prix Nobel de litt. entre 1944 et 1964 : Gide 1947, Mauriac 1952, Camus 1957 (à 44 ans !), Saint-John Perse 1960, Sartre 1964

c) La tentation communiste

- mythe de l'engagement massif dans le PCF :

* cercle restreint en réalité : Picasso, Éluard, Aragon, Joliot-Curie

* un " effet Stalingrad ", une " révolution inéluctable "

* Parti communiste auréolé par la Résistance

- des compagnons de route prestigieux, c. Gide avant-guerre, un " philocomm. ", une sphère d'influence

□ Une intelligentsia communiste

□ Le PCF des années Kominform est un parti puissant. — le premier de France — qui mobilise un électorat fidèle : plus de cinq millions d'électeurs, soit au moins un sur quatre. Le maximum historique est de 28,8 % des voix aux législatives de novembre 1946, et encore 25,4 % à celles de janvier 1956. Avec près de 180 députés, il dispose du groupe parlementaire le plus nombreux pendant la législature 1946-1951. La chute importante du nombre de ses adhérents — un demi-million à l'été 1947, moins de 200 000 après 1951 — est la contrepartie d'une cohésion sans faille des vrais militants rassemblés dans le culte de Staline et de l'URSS. La chapelle communiste française, qui se comporte en « fille aînée de l'Église communiste » (Annie Kriegel), vit à l'heure d'un stalinisme aussi dogmatique que fervent. Le séjour de Thorez en URSS de 1939 à 1945 a resserré les liens de dépendance politique avec Moscou. Une réalité sociologique encore largement ouvrière ; un calendrier communiste ; une topographie (municipale en particulier) communiste

□ Le PCF développe une culture stalinienne de guerre froide : la guerre froide entraîne une véritable « glaciation » de la culture communiste. Les revues intellectuelles du Parti (*La Nouvelle Critique* de Jean Kanapa, fondée en 1948 ⁴²², *La Pensée* de René Maublanc)

professent un dogmatisme rigide et agressif. Les scientifiques communistes doivent dénoncer la science « bourgeoise » et porter aux nues le lyssenkisme, du nom de l'agronome soviétique Trofim Lyssenko, apôtre de la biologie « prolétarienne ». Un grand débat à ce sujet en 1948, surtout dans la presse de gauche.

⁴²² André Fougeron y tient la rubrique « le peintre à son créneau ».

□ En matière de création, le Parti communiste français impose les canons du **réalisme socialiste** en vigueur en URSS depuis 1934. Théorisé par Jdanov, l'art réaliste socialiste a pour fonction de glorifier la classe ouvrière — travail, loyauté, abnégation et autres « vertus prolétariennes » — et d'exalter l'héroïsme du militant communiste : c'est le culte du « héros positif » et de l'« homme nouveau ». De tous les thèmes d'inspiration réaliste socialiste, le plus fréquent est le monde de **la mine (cf. MTF-11)**. Symboles épiques de l'exploitation de la classe ouvrière et des luttes du Parti, les **mineurs** font l'objet d'un véritable culte. Leur action lors des grandes grèves de 1947 et surtout 1948 est célébrée par trois artistes communistes dans des formes d'expression différentes : André Stil et son recueil de nouvelles *Le Mot mineur, camarades* ; *Le Point du jour*, film de Louis Daquin, tous les deux datant de 1949 ; et l'exposition du peintre André Fougeron, *Le Pays des mines* en 1951 (une quarantaine de toiles et dessins à la galerie Bernheim-Jeune). Ancien mineur lui-même, Édouard Pignon peint à cette époque son *Mineur mort* (1952), toile engagée mais indépendante de l'optique du réalisme socialiste.

□ Les nouvelles normes auxquelles les artistes communistes doivent se conformer sont officialisées par Laurent **Casanova**, membre du Comité central, chargé des questions culturelles jusqu'en 1952 : « Lorsque les masses sont en mouvement, les valeurs culturelles essentielles ont leur source dans la lutte des masses », proclame-t-il lors du 11^e Congrès du PCF (juin 1947) ⁴²³. En août 1948, au « **Congrès des intellectuels pour la paix** » réuni à Wrocław, l'ancienne Breslau, désormais en Pologne, le romancier soviétique Aleksandr Fadeïev, porte-parole du jdanovisme, s'en prend violemment aux écrivains « bourgeois », traités de « hyènes dactylographes » et « chacals munis d'un stylo », pour les opposer aux artistes communistes, ces « ingénieurs de l'âme ».

□ **Louis Aragon montre l'exemple en publiant *Les Communistes (1949-1951)*, vaste fresque à la gloire du Parti.** Le combat des **dockers** contre l'« impérialisme américain » pendant la guerre d'Indochine inspire à André Stil, rédacteur en chef de *L'Humanité*, son roman *Le Premier Choc*, pour lequel il reçoit le prix Staline en 1952. Cette œuvre rejoint le soutien au « marin de la liberté » Henri Martin, la pièce de Roger Vailland, *Le colonel Forster plaidera coupable* (1952)

□ Le PCF **rencontre incontestablement une culture populaire française**, dont il reprend l'héritage, ainsi dans la **sociabilité festive** des cellules. La fête de *L'Humanité* emprunte largement à la fête foraine (carnaval, tombola, jeux de force et d'adresse), au bal et au banquet ; elle évolue avec l'apparition d'aspects commerciaux, de vedettes « généralistes » comme Henri Salvador et les chansonniers

□ **Le PC ne néglige aucun support de lutte idéologique** : ni les « rubriques féminines », ni la bande dessinée (l'hebdomadaire pour la jeunesse *Vaillant*, très anti-américain), ni la presse sportive (le magazine *Miroir-Sprint*, tout acquis au « camarade » Vietto lors du Tour de France 1947), ni même la musique, comme le montre le drame lyrique *Fils du peuple* de Joseph Kosma à la gloire de Thorez. Des maisons d'édition proches du parti, surtout les Éditions sociales. Mais le PC ne prend nullement le tournant du livre de poche, il entre à reculons dans l'« illustré », pas du tout dans la presse « du cœur » (violemment critiquée), sa vision de la femme est très traditionaliste ; stratégiquement il est très gêné par sa vision misérabiliste de la classe ouvrière, en pléines Trente Glorieuses, et par son antimérianisme, qui est en fait un antimodernisme (cf. Roger Vailland contre le « frigidaire »).

⁴²³ Il sera exclu en 1961.

□ Les foudres du Parti s'abattent sur les œuvres trop libres avec les règles jdanoviennes, tel le portrait de Staline par Picasso, paru à la une des *Lettres françaises* au lendemain de la mort du dictateur, et jugé impie. Les lettres des militants critiquent cette « caricature », cette « fantaisie », cette « offense », mais Aragon maintient son soutien au peintre, avec l'appui de Thorez, alors soigné à Moscou

□ Jamais le communisme n'avait rallié à sa cause autant de sympathies parmi les intellectuels qu'après la guerre. Bien que le PC se proclame « le parti de l'intelligence française » — selon la formule de Georges Cogniot au 10^e Congrès du PCF en 1945 — il n'exerce pas de réelle hégémonie culturelle. La plupart des grands esprits de l'époque ne sont ni membres ni proches du Parti. Mais il est vrai qu'il attire dans son orbite une partie importante de l'intelligentsia. Il séduit notamment l'élite étudiante, pépinière de futures célébrités ⁴²⁴. À la fascination pour le parti de la résistance et à la solidarité pour le parti de la classe ouvrière s'ajoute l'attrait intellectuel du marxisme qualifié d'« horizon indépassable » par Sartre et de seule philosophie possible de l'histoire par Maurice Merleau-Ponty (*Humanisme et terreur*, 1947).

□ L'anti-anticommunisme est un autre facteur de ralliement. Le romancier Roger Vailland, « compagnon de route », adhère officiellement au PC en 1952, au plus fort de la répression anticommuniste, et met son art au service de la cause du peuple (*325 000 francs* paraît en feuilleton dans *L'Humanité* en 1955). Particulièrement significatif est l'itinéraire politique de Jean-Paul Sartre, alors l'intellectuel le plus influent. Il fonde en 1945 la revue *Les Temps modernes* dans un esprit progressiste mais indépendant, qui anime également son petit parti éphémère, le Rassemblement démocratique révolutionnaire (1948-1949). C'est l'époque où Sartre et l'existentialisme sont abondamment éreintés par les intellectuels stalinien : il est « l'animal Sartre » (Jean Kanapa), avec sa « littérature de fossoyeurs » (Roger Garaudy). Mais le durcissement de la Guerre froide renforce l'anti-américanisme de Sartre et le rapproche du parti communiste qui représente à ses yeux la « classe ouvrière ». En janvier 1950, le philosophe déplore l'existence des camps de concentration soviétiques mais l'admet comme un moindre mal, car, écrit-il, « l'URSS se trouve *grosso modo* située, dans l'équilibre des forces, du côté de celles qui luttent contre les formes d'exploitation par nous dénoncées ». De 1952 à 1956, Sartre et *Les Temps modernes* rejoignent le camp des « compagnons de route » du PC, ralliement qui entraîne la rupture avec Albert Camus, hostile à toute forme de totalitarisme (*L'Homme révolté*, 1951), puis avec Maurice Merleau-Ponty, passé à l'antistalinisme (*Les Aventures de la dialectique*, 1955). Sartre pratique pendant quatre ans un compagnonnage zélé en participant à toutes les grandes campagnes du Parti, en se rendant en URSS (1954) et même en Chine (1955), et en s'orientant vers un théâtre plus militant (*Nekrassov*, 1955). Il s'interdit toute critique à l'égard de l'Union soviétique au nom de ses deux formules célèbres, « un anticommuniste est un chien » et « ne pas décourager Billancourt », la plus grande usine de la Régie nationale Renault (cf. MTF-11).

□ Variable, le degré d'engagement aux côtés du Parti dessine différents cercles d'influence ⁴²⁵. À l'extérieur du parti communiste gravitent les « compagnons de route » ou sympathisants, tels les écrivains Jean Cassou, Louis Martin-Chauffier, Julien Benda, Vercors, le

⁴²⁴ Sur la (brève) tentation communiste des normaliens de la rue d'Ulm autour de 1950, lire l'autobiographie politique de l'historien E. Le Roy Ladurie, *Paris-Montpellier : PC-PSU 1945-1963*, Gallimard, 1982.

⁴²⁵ Voir J. Verdès-Leroux, *Au service du Parti. Le parti communiste, les intellectuels et la culture (1944-1956)*, Fayard, 1983-1986, 2 vol.

cinéaste Claude Autant-Lara, les comédiens Yves Montand et Simone Signoret, le chanteur Francis Lemarque ⁴²⁶..

□ À l'intérieur du PC, un premier cercle d'intellectuels et d'artistes est formé par ceux qui, en raison de leur notoriété, jouissent d'une grande indépendance. Parmi ces « illustrations » du Parti se trouvent des scientifiques de renom mondial (Paul Langevin, le prix Nobel de chimie Frédéric Joliot-Curie, le psychologue Henri Wallon, Marcel Prenant), des peintres et des écrivains majeurs (Picasso, Fernand Léger, Louis Aragon, Paul Éluard, Jean Cassou, Vercors, Jean-Paul Sartre, Roger Vailland). Pablo **Picasso** a pris sa carte du parti en 1944 et il la gardera jusqu'à sa mort en 1973. Il est à la une de *L'Humanité* le 5 octobre 1944 ! Mais incompréhension mutuelle : son esthétique est aux antipodes du réalisme socialiste ! Il est encaissé par le PC en dépit de sa peinture et non grâce à elle..

□ Le second noyau, plus militant, se compose d'intellectuels et d'artistes entièrement dévoués au Parti auquel ils doivent leur carrière et leur réputation. Ces intellectuels et artistes « organiques » ou « prolétariques » (Jeannine Verdès-Leroux) sont des communistes de stricte obédience : ainsi le journaliste Pierre Daix, rédacteur en chef des *Lettres françaises*, les écrivains André Stil, Pierre Courtade ou Jean Laffitte, les peintres André Fougeron et Boris Taslitsky..

□ Le communisme attire les intellectuels par l'effet de puissance qu'il développe en tous les domaines. C'est la « poésie des statistiques de production », dont parle Michel Winock. Déjà, dans la Résistance, on sait qu'il n'était pas le seul, mais, dit-on, il a été le plus actif, le plus nombreux, le plus héroïque. Aux chiffres « soviétiques », typiques de l'URSS, celle-ci ajoutait le prestige de l'Armée rouge, les hommes de Stalingrad, les partisans, les héros qui avaient résisté à l'Allemagne nazie et vaincu Hitler. Quel parti pourrait rivaliser avec le PCF lui-même, capable de rassembler près de six millions d'électeurs sur ses listes, de remplir dix fois le Vel'd'Hiv' à Paris, de faire défiler des centaines de milliers de manifestants, etc. ? Le parti est une formidable machine qui embraye sur l'avenir, pour le bonheur des masses, une puissance prolétarienne qui séduit les chrétiens « progressistes ». Grand est le prestige intellectuel des « compagnons de route » et des membres du Parti communiste français. Il y a, de plus, le Mouvement de la Paix ⁴²⁷, la résistance à la modernité, dite bourgeoise. En 1952 déjà, Roger Vailland diabolisait le réfrigérateur comme un nouvel objet d'aliénation ! La résistance à la modernité a eu d'autres aspects ; le plus fameux fut sans doute, dans les années 1950, la campagne animée par Jeannette Vermeersch ⁴²⁸, contre la contraception, considérée comme un produit de la morale bourgeoise. L'antiféminisme profond du parti communiste se révélait à travers ces condamnations orchestrées, se heurtant aux comportements des militants et des électeurs aussi sûrement que les homélies du pape Pie XII, aux attitudes des catholiques. Thorez disparu, on changea de discours.

7°) Les intellectuelles (femmes)

□ les femmes et la création :

- création n'est pas du domaine féminin ! cf. Camille Claudel, internée à la demande de sa famille 1913-1943

⁴²⁶ 1917-2002. Juif, résistant, chanteur-auteur-compositeur du Paris populaire, grand représentant (près de mille chansons) de la chanson populaire française, aux tonalités de gauche, pacifistes et humanistes, Francis Lemarque ne suivit pas Yves Montand quand celui-ci s'éloigna du Parti communiste et dénonça avec vigueur le stalinisme.

⁴²⁷ Ses dirigeants seront exclus en 1961.

⁴²⁸ Voir biographie Thorez dans le dossier biographique.

- mais nombreuses femmes artistes ou écrivains, cf. Prix Fémina fondé en 1904 (jury de femmes, mais œuvres en légère majorité d'hommes)
- Anna de Noailles est la « muse de la République »
- la scandaleuse Colette est élue en 1945 (seulement) à l'Académie Goncourt, qu'elle préside en 1949 (mais l'Académie G. ne récompense aucune femme avant 1945 !).
- femmes cantonnées le plus souvent dans la poésie lyrique et le roman traditionnel
- des photographes, comme Gisèle Freund
- des féministes, mais Lucie Delarue-Mardrus revendique une nature féminine en littérature

□ des intellectuelles ? :

- femmes sont rarissimes parmi les intellectuelles
- une JF entre la rue d'Ulm, en Sciences, en 1910, une autre en lettres en 1924
- les khâgnes s'ouvrent aux JF en 1924
- Ulmiennes obtiennent d'excellents résultats, cf. Jacqueline David, future ép. de Romilly, reçue 2^e au concours de 1933, Simone Weil, entrée 6^e à l'École en 1928, intellectuelle « engagée »
- femmes journalistes : toujours Séverine, grande figure de la Ligue des Droits de l'Homme, Andrée Viollis, Louise Weiss, Geneviève Tabouis (mais mythe – masculin — des « femmes d'exception ») (voir plus haut)
- des avocates
- des scientifiques : Marie Curie avait eu le Prix Nobel de Physique (avec son mari et Henri Becquerel) en 1903, elle reprend la chaire de Pierre Curie à la Sorbonne à la mort de ce dernier (1906) et reçoit le prix Nobel de Chimie en 1911 : elle est la grande figure scientifique de l'entre-deux-guerres, mais xénophobie contre la « scandaleuse » (liaison avec Paul Langevin, un homme marié) ; Irène Curie prix Nobel de Chimie en 1935 (avec son mari Frédéric Joliot...) ; aucune des deux n'entre l'Académie des Sciences

□ la presse féminine :

- *Femmes d'aujourd'hui* et *Le Petit Écho de la Mode* (> 1 million d'ex. en 1930) : morale conservatrice
- *Vogue* s'adresse aux riches élégantes
- *Marie-Claire* est lancée en 1937, avec une présentation moderne, par Jean Prouvost et Marcelle Auclair : succès immédiat (citadines des classes moyennes)
- *Confidences* lancé en 1938 pour briser la solitude féminine, sur un modèle américain

□ métamorphose de la mode :

- la « garçonne » des années 20 ⁴²⁹ : cheveux et jupe courts, silhouette longiligne, des femmes se bandent les seins ou se les font réduire, des femmes fument
- Gabrielle Chanel démode Poiret
- gaines remplacent les corsets, le pantalon est osé, décolleté
- le maquillage se répand
- nudisme, bronzage
- réactions de féministes (ex. : Madeleine Vernet) :
- * cette mode « affranchie » est une incitation à la concupiscence masculine, voire au viol
- * les couturiers-hommes réduisent les femmes en esclavage-marchandise (mais beaucoup de grandes couturières, comme Mlle Chanel et Jeanne Lanvin)
- la Redoute diffuse son catalogue (600 000 ex. en 1928)

□ le scandale de *La Garçonne* :

⁴²⁹ Le mot était apparu vers 1880.

- Victor Margueritte, auteur populaire, publie *La Garçonne* en 1922 : son héroïne rejette la morale traditionnelle et enrichit sa vie érotique de multiples expériences décrites par le menu
- plainte de la Ligue des Pères de familles nombreuses (sic) : V.M. est radié de la Légion d'Honneur, la presse est unanime dans sa condamnation
- le scandale rebondit en 1923 avec l'adaptation cinématographique de *La Garçonne* qui n'obtient pas le visa de la censure
- en 1926, l'adaptation pour le théâtre suscite des troubles, organisés par les camelots du Roi et les étudiants catholiques
- une 2^e adaptation pour le cinéma est réalisée en 1935, autorisée avec des coupes : critiques féroces et manifestations
- mais immense succès commercial du roman : un million d'ex. vendus à la date de 1929, des traductions en douze langues
- les Miss :
 - dans les années 20, le journaliste mondain Maurice de Waleffe organise élection annuelle d'une « reine des provinces »
 - concours de Miss France naît en 1946, fondé par Louis de Fontenay

CONCLUSION GENERALE

□ après (et au sein) de très dures années, la voie semble libre pour une expansion éco. et un bonheur social, effaçant passé (et présent) de pénurie, mais aussi le conservatisme et le malthusianisme de l'avant-guerre

⇒ une vie meilleure est à portée de la main : on inaugure les Trente Glorieuses (cf. Jean Fourastié, *Les Trente Glorieuses, ou la révolution invisible de 1946 à 1975*, dernière édition, Fayard, 1979 : " Ne doit-on pas dire glorieuses les trente années qui [...] ont fait passer [...] la France de la pauvreté millénaire, de la vie végétative traditionnelle, aux niveaux de vie et aux genres de vie contemporains ? À meilleur titre certainement que les *trois glorieuses de 1830...* ", p. 28)

□ Jean Fourastié typique de cette mentalité :

- affirmation de l'*homo œconomicus*
- horizon de la *Civilisation de 1960* (titre d'un célèbre QSJ de 1947), qui est *Le Grand Espoir du siècle* (livre de 1949)
- lien entre *Machinisme et Bien-Etre* (livre de 1951)
- idéologie du progrès, du confort, etc.
- 1903-1990, conseiller au Commissariat au Plan, prof. EPHE, IEP & CNAM

□ le préambule de la constitution : voir le texte photocopié et le commentaire. Remarquons le droit au travail, bien sûr, mais aussi que la constitution énonce des droits égaux pour la femme et l'homme, donc un droit égal au travail. Tout abattement de salaire « pour » les femmes est supprimé par la loi en juillet 1946, mais pour les fonctionnaires une autre loi annonce des « dispositions spéciales », qui concerneront évidemment l'armée et la police

□ « les fluctuations puis l'explosion du chômage », titre du chapitre III de O. Marchand & Cl. Thélot, *Le travail en France (1800-2000)*, Nathan, coll. "Essais et recherches", 1997, 270 p.

« Les *Trente Glorieuses* constituent véritablement une période de plein emploi, voire de suremploi, marquée seulement par des fluctuations conjoncturelles du chômage ou, en fin de période, par des formes nouvelles de chômage que l'on peut qualifier de chômage d'adaptation. »

- ruralisation des campagnes, phénomène souligné par Philippe Pinchemel à propos de la Picardie
- P.H.Chombart de Lauwe, *La vie quotidienne des familles ouvrières*, Éditions du CNRS, réédition, 1977, 256 p. Cf. cours précédent
- une véritable « redéfinition du salaire » après la Libération ⁴³⁰
- fin de l' « ordre éternel des champs »
- un renouveau industriel

⁴³⁰ M.-P.Chélini, « Travail et revenu du travail : la redéfinition du salaire dans l'après-guerre française, de la Libération aux années 50 », dans D.Barjot dir., *Le travail à l'époque contemporaine*, CTHS, 2005, 427 p., pp. 141-153.